PROCES-VERBAL

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU

mardi 06 mai 2025

Convocation du conseil municipal

du

06/05/2025

Le conseil municipal d'AURAY (56) est convoqué, pour une session qui s'ouvrira le 06/05/2025 à 18 HEURES 00 à la Mairie ; une convocation comportant l'ordre du jour est adressée individuellement à chaque conseiller.

Fait à AURAY, le

Madame le Maire,

Claire MASSON

ORDRE DU JOUR

~~~~~~

1- DGS - APPROBATION DU PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FÉVRIER 2025 P.8

2- DGS - COMMUNAUTE PROFESSIONNELLE TERRITORIALE DE SANTE DU PAYS D'AURAY - ELECTION D'UN MEMBRE DU CONSEIL MUNICIPAL P.9

3- DU - ACQUISITION, À TITRE ONÉREUX, PAR LA COMMUNE D'AURAY DU REZ-DE-CHAUSSÉE D'UN BÂTIMENT SITUÉ EN FOND DE PARCELLE AVENUE DE GAULLE ET, À TITRE GRATUIT, DE 15 PLACES DE STATIONNEMENTS AFFECTÉS AUX RESTOS DU COEUR SUR LE SITE DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP) NUMÉRO11, AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE P.10

4- DU - ACQUISITION, À TITRE GRATUIT, DE LA VOIRIE DE L'OPÉRATION IMMOBILIÈRE RÉALISÉE SUR LE SITE DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP) NUMÉRO11, AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE, RENOUVELLEMENT URBAIN DE L'ANCIEN LEADER PRICE P.59

5- DGS - ACQUISITION PAR MORBIHAN HABITAT DE LA PARCELLE AD 607 POUR LA RECONSTRUCTION DU FOYER LOGEMENT DU BOCENO, SITUE RUE DU BOCENO P.91

6- DU - MODIFICATION DU REGLEMENT FIXANT LES CONDITIONS DE DELIVRANCE DES AUTORISATIONS TEMPORAIRES DE CHANGEMENT D'USAGE DE LOCAUX D'HABITATION DANS LA COMMUNE D'AURAY P.97

7- DU - DÉSAFFECTATION ET DÉCLASSEMENT DE L'EMPRISE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL SITUÉE AUTOUR ET EN PROXIMITÉ IMMÉDIATE DU CENTRE CULTUREL ATHÉNA P.120

8- DF - TRAVAUX DE RÉNOVATION ET EXTENSION DE L'ESPACE ATHÉNA – AUTORISATION DE SIGNATURE DES MARCHÉS DE TRAVAUX ET DE L'AVENANT N°1 AU MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE P.125

9- DGS - PROGRAMMATION ANNUELLE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE P.131

10- DSTS - BOUCLE DU LOC'H AURAY - BRECH P.141

11- DF - SUBVENTION SCHEMA DIRECTEUR DES MOBILITES ACTIVES P.156

12- DEEJ - RENOUVELLEMENT DU PROJET EDUCATIF DE TERRITOIRE (PEDT) P.158

13- DEEJ - CONVENTION DE PARTENARIAT MORBIHAN ENERGIES ET ENEDIS DIRECTION TERRITORIALE MORBIHAN P.222

14- DEEJ - AVENANT CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION PATRONAGE LAÏQUE D'AURAY GYMNASTIQUE P.230

15- DGS - RENCONTRE NATIONALE DES FERMES PUBLIQUES - MANDAT SPÉCIAL POUR LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DES ELUS PARTICIPANT P.235

16- DF - CREATION D'UNE CUISINE MUNICIPALE_DEMANDE DE FONDS DE CONCOURS AQTA P.237

17- DGS - STATIONNEMENT PAYANT – PROPOSITION DE MISE EN PLACE D'UNE CONVENTION RELATIVE À LA MISE EN ŒUVRE DU FORFAIT POST STATIONNEMENT (FPS) ENTRE L'AGENCE NATIONALE DE TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES INFRACTIONS (ANTAI) ET LA VILLE D'AURAY P.239

18- DGS - MODIFICATION DE LA DÉNOMINATION DU PARKING MERMOZ P.266

19- DSTS - PARKINGS MERMOZ ET HULOT – APPROBATION DE LA GRILLE TARIFAIRE P.267

20- DF - ADOPTION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024 DU BUDGET VILLE P.270

21- DGS - TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES_ABATTEMENT EN FAVEUR DES LOGEMENTS FAISANT L'OBJET D'UN BAIL RÉEL SOLIDAIRE (BRS) P.540

22- DF - SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES_ANNÉE 2025 P.543

23- DF - NOUVEAUX TARIFS 2025 : FIXATION D'UN TARIF POUR LA LOCATION DE CHALETS P.545

24- DF - LISTE DES DÉCISIONS PRISES DANS LE CADRE DE LA DÉLÉGATION ACCORDÉE AU MAIRE RELATIVE A LA COMMANDE PUBLIQUE P.553

25- DF - SECURISATION DE L'OUVRAGE HYDRAULIQUE BOULEVARD ANNE DE BRETAGNE_DEMANDE DE SUBVENTIONS P.556

26- DGS - RÉSEAU DE CHALEUR DU GUMENEN CLASSEMENT DU RÉSEAU ET DÉFINITION DES ZONES DE DÉVELOPPEMENT PRIORITAIRE P.558

27- DSTS - CONVENTION DE SERVITUDE - ENEDIS (PARCELLE AO 472) P.562

28- DF - MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE POUR LA RENOVATION / EXTENSION DU COMPLEXE SPORTIF "LA FORET" - AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT N°3 P.570

29- DF - MARCHÉ DE TRAVAUX DE RÉNOVATION ET EXTENSION DU COMPLEXE SPORTIF LA FORET – AVENANT N°1 AU LOT 15 - AUTORISATION DE SIGNATURE P.575

30- DSTS - AIDE A LA PRATIQUE SPORTIVE : VERSEMENT DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES DANS LE CADRE DE SPORT AN ALRE P.577

31- DGS - DISSOLUTION DU CONSEIL INTERCOMMUNAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE P.579

32- DGS - CRÉATION DU CONSEIL LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE P.581

33- DGS - RAPPORT D'INFORMATION - REDÉPLOIEMENT DES CAMERAS DE VIDEO PROTECTION P.583

34- DRH - MODIFICATION DES MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DES ASTREINTES DE LA POLICE MUNICIPALE P.585

35- DRH - MODIFICATION DES CRITÈRES DU CIA - SUITE PACTE SOCIAL VILLE ET CCAS D'AURAY P.588

36- DRH - CONVENTION DE MOYENS D ACCÈS AUX SERVICES FACULTATIFS PROPOSÉS PAR LE CENTRE DE GESTION DU MORBIHAN P.590

37- DGS - CANDIDATURE À L'APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT OUVERT PAR LA FÉDÉRATION DES PARCS NATURELS RÉGIONAUX DE FRANCE - ATELIERS HORS LES MURS P.599

38- DCDC - ECOLE DE MUSIQUE - APPROBATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE D'AURAY ET L'ASSOCIATION JAZZ SALE POUR LA PARTICIPATION DE L'ECOLE DE MUSIQUE A L'EDITION 2025 DU FESTIVAL EPONYME P.603

39- DCDC - ECOLE DE MUSIQUE - APPROBATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT TRIPARTITE ENTRE LES VILLES D'AURAY, BREC'H ET PLUNERET POUR 2025/2026 P.607

40- DCDC - APPROBATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE D'AURAY ET LA CONFEDERATION KENLEUR P.613

41- DCDC - ARCHIVES - PATRIMOINE - APPROBATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE D'AURAY ET LA FONDATION DU PATRIMOINE P.619

42- DCDC - APPROBATION DE LA GRILLE TARIFAIRE 2025/2026 DE LA VIE ASSOCIATIVE, DE L'ECOLE DE MUSIQUE, DU SERVICE ARCHIVES - PATRIMOINE, DU CENTRE CULTUREL ATHENA ET DE L'OFFRE EDUCATIVE, ARTISTIQUE ET CULTURELLE A DESTINATION DES SCOLAIRES (TARIFS COMMUNS DCDC - DEEJ) P.629

43- DCDC - VIE ASSOCIATIVE - APPROBATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE D'AURAY ET LE COLLECTIF KLAM POUR L'ORGANISATION DES APEROS KLAM 2025 P.655

44- DCDC - AIDE A LA PRATIQUE ARTISTIQUE, CULTURELLE ET DE LOISIRS : VERSEMENT DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES ET DE LOISIRS DANS LE CADRE DU DISPOSITIF CULTURE AN ALRE P.663

45- DGS - ADHÉSION AU GROUPEMENT DE COMMANDES DE FOURNITURE ET DE POSE DE SIGNALÉTIQUE PATRIMONIALE ET TOURISTIQUE AVEC LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE P.665

SEANCE ORDINAIRE DU

06/05/2025

Le mardi 6 mai 2025 à 18 HEURES 00, le conseil municipal de la commune d'AURAY (Morbihan), légalement convoqué le mardi 29 avril 2025, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, dans la salle des délibérations sous la présidence de Madame Claire MASSON, Maire.

La séance a été publique.

Etaient présents :

Madame Claire MASSON, Monsieur Pierrick KERGOSIEN, Madame Marie LE CROM, Monsieur Jean-François GUILLEMET, Madame Myriam DEVINGT, Monsieur Benoît LE ROL, Monsieur Julien BASTIDE, Madame Adeline FERNANDEZ, Monsieur Jean-Pierre SAUVAGEOT, Monsieur Stéphane RENAULT, Madame Juliette EME, Monsieur Edouard LASBLEY, Monsieur Pierre LE SCOUARNEC, Monsieur Jean-Baptiste LE GUENNEC, Monsieur Bertrand VERGNE, Madame Françoise NAEL, Monsieur Pierre-Yves CYFFERS, Monsieur Benoît GUYOT, Monsieur Mathieu SAMSON, Madame Guenola QUILLAY, Monsieur Jean-Charles KERLAU

Absents excusés :
Madame Claire PARENT MER (procuration donnée à Monsieur Pierre-Yves CYFFERS).
Madame Marie DUBOIS (procuration donnée à Madame Claire MASSON).
Madame Chantal SIMON (procuration donnée à Monsieur Jean-Baptiste LE GUENNEC).
Madame Nathalie GUEMY (procuration donnée à Monsieur Pierre LE SCOUARNEC).
Madame Céline SPILBAUER (procuration donnée à Madame Juliette EME).
Madame Adeline AGENEAU (procuration donnée à Monsieur Stéphane RENAULT).
Madame Chantal CLAR (procuration donnée à Madame Myriam DEVINGT).
Monsieur Jean-Yves MAHEO (procuration donnée à Madame Françoise NAEL).

Absents sans procuration : Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Secrétaires de séance : Madame Marie LE CROM, Monsieur Bertrand VERGNE

1- DGS - APPROBATION DU PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FÉVRIER 2025

Madame Claire MASSON, Maire, expose à l'assemblée :

Considérant qu'un exemplaire du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 26 février 2025 a été transmis avec la convocation à chaque membre avant la séance.

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** le procès-verbal de la séance du 26 février 2025.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025 Compte-rendu affiché le 07/05/2025 Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

INTERVENTIONS :

Françoise NAEL

L'ordre du jour est chargé, vous nous demandez de statuer sur 45 bordereaux, soit 1 600 pages, tous aussi importants les uns que les autres. Notre rôle est de garantir la qualité du débat et la qualité des échanges, et pas de statuer et de valider à la chaîne des décisions. Humainement, la qualité du débat et la capacité de concentration ne peuvent pas être les mêmes du bordereau numéro 1 jusqu'au bordereau numéro 45. Nous nous interrogeons sur le volume de ce Conseil. Est-ce de la négligence de votre part, un défaut de programmation ou une tactique avec ces Conseils Municipaux peu fréquents et souvent à rallonge? Peut-être des trois. En tous les cas il faudrait peut-être revoir Madame le Maire votre fréquence et l'organisation des Conseils Municipaux.

Claire MASSON

Vous avez pu remarquer que depuis le début du mandat nous avons nettement diminué le nombre de Conseils puisqu'il y en avait beaucoup et donc c'est aussi un très gros travail pour les élus mais aussi pour les services, parce qu'à chaque Conseil, il y a une commission qui se réunit pour chacune des 10 commissions. Cela nous obligeait à faire 10 commissions tous les mois et demi et c'était très lourd. Et donc là, en espaçant un peu les Conseils à tous les mois et demi / 2 mois, on écarte aussi le nombre de commissions obligatoires. Cela nous permet aussi d'avoir du temps, de travailler sur des groupes de travail, sur du technique, sur des Cotech. Je ne reviens pas là-dessus, ça a très bien marché pendant 4 ans. C'est la première fois qu'on a un conseil aussi dense avec 45 points. Je pense qu'on en fera peut-être un de plus si besoin effectivement. Nous proposons une suspension de séance au bout d'une vingtaine de points pour faire une pause et avoir un temps de 10 minutes pour sortir si besoin.

Françoise NAEL

En tous les cas, ça fait plusieurs groupes de travail où on nous ne sommes plus invités. Je ne sais pas s'ils existent encore, mais ça nous fait aussi beaucoup de commissions à rallonge. Je vous avait déjà fait la remarque pour une commission urbanisme et ça fait des Conseils Municipaux à rallonge. On ne peut pas être concentré même avec une suspension de séance de 10 minutes qui rallonge encore la séance.

Claire MASSON

Ça n'a rien à voir puisque ce sont les permis de construire qui ne passent pas au Conseil. Donc la commission urbanisme c'est un autre sujet.

2- DGS - COMMUNAUTE PROFESSIONNELLE TERRITORIALE DE SANTE DU PAYS D'AURAY - ELECTION D'UN MEMBRE DU CONSEIL MUNICIPAL

Madame Marie LE CROM, 2ème adjointe, expose à l'assemblée :

Les CPTS ont été créées par la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé. Une Communauté Professionnelle Territoriale de Santé (CPTS) est une organisation conçue autour d'un projet de santé et constituée à l'initiative des professionnels de santé sur un territoire donné défini par les professionnels eux-mêmes.

Elle est composée notamment de professionnels de santé, d'établissements de santé et d'acteurs médico-sociaux et sociaux.

Une CPTS est un dispositif de coordination à l'échelle d'un territoire qui permet de :

- Fédérer tous les acteurs de santé du territoire, créer du lien entre les professionnels libéraux et les établissements
- Développer des parcours de santé afin de répondre aux besoins de la population et pour une meilleure prise en charge des patients

Le Conseil d'Administration est composé du Bureau et de représentants des établissements, du médicosocial et des collectivités. Il élabore la stratégie de mise en œuvre du projet de santé, il gère l'association et les fonds conventionnel. Il réunit au moins une fois par ses membres des collèges suivants : Collège 1 : les professionnels de santé libéraux, Collège 2 : les établissements, Collège 3 : le médico-social et le social, Collège 4 : les usagers et Collège 5 : les collectivités territoriales et les élus.

Il est proposé la candidature de Mme Adeline FERNANDEZ en tant que titulaire et de Mme Claire MASSON en tant que suppléante afin d'intégrer le conseil d'administration de la CPTS du Pays d'Auray.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission finances / communication du 28 avril 2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** le principe du vote à main levée pour la désignation du représentant ;

- **DESIGNE** Adeline FERNANDEZ en tant que titulaire et Claire MASSON en tant que suppléante afin d'intégrer le conseil d'administration de la Communauté Professionnelle Territoriale de Santé du Pays d'Auray.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025 Compte-rendu affiché le 07/05/2025 Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

3- DU - <u>ACQUISITION, À TITRE ONÉREUX, PAR LA COMMUNE D'AURAY DU REZ-DE-CHAUSSÉE D'UN BÂTIMENT SITUÉ EN FOND DE PARCELLE AVENUE DE GAULLE ET, À TITRE GRATUIT, DE 15 PLACES DE STATIONNEMENTS AFFECTÉS AUX RESTOS DU COEUR SUR LE SITE DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP) NUMÉRO11, AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE</u>

Monsieur Jean-François GUILLEMET, 3ème adjoint, expose à l'assemblée :

L'acquisition par la ville, à titre onéreux, du rez-de-chaussée du bâtiment B situé en fond de parcelle Avenue de Gaulle et, à titre gratuit, de 15 places de stationnements sur le site de l'OAP Leader Price (parcelle cadastrale AC 604 en partie – cf annexe 1).

Le projet est composé de deux bâtiments A et B donnant pour l'un sur l'Avenue du Général de Gaulle (bâtiment A) et pour l'autre en fond de terrain (bâtiment B) (cf annexe 3). L'ensemble du projet regroupera au total 36 logements, 2 commerces, 1 crèche et un local affecté à une œuvre caritative (les Restos du Cœur) réparties de la façon suivante :
• Pour le bâtiment A : 22 logements en accession avec 3 commerces.
• Pour le bâtiment B : 14 logements à vocation sociale et un local à destination caritative en rez-de-chaussée qui accueillera les Restos du Cœur, objet de la présente délibération.
La Surface de plancher totale du projet est de 3553,13 mètres carrés.

Le permis de construire correspondant a été délivré le 27/03/2024.

Le projet s'inscrit dans un objectif de maîtrise de l'accueil de nouvelles populations tout en privilégiant la mixité sociale et des usages. Ce projet répond également à un objectif de gestion économe de l'espace en optimisant l'usage du foncier dans les espaces urbanisés afin de minimiser la consommation d'espaces considérés comme naturels et agricoles au sein des espaces déjà urbanisés.

Le rez-de-chaussée du bâtiment B, d'une surface de 481 mètres carrés, sera acquis, en VEFA, par la commune au prix de **1500€/m² HT** ,15 stationnements inclus et acquis à titre gratuit (cf annexe 4), pour un prix de 721 500€ HT (481*1500) soit un total de **865 800€ TTC**.
Il est à noter que l'avis des Domaines en date du 13/05/2024 donne une valeur de 1600€/m² HT au rez-de-chaussée du bâtiment B soit un total de 770 000€ HT et de 924 000€ TTC (cf annexe 5).

Les frais de géomètre seront pris en charge par le groupe immobilier LNC et **les frais de notaire** seront pris en charge par la ville.

L'acte notarié sera rédigé par la SCP Christian HADDAD, Anna DUFFO- LE STRAT et David RAULT, sise 3bis rue Louis Billet, à Auray.

Annexes :
Annexe 1 - Extrait cadastral
Annexe 2 – Plan masse du projet
Annexe 3 - Notice descriptive du local des Restos du Cœur issue du permis délivré le 27/03/2024
Annexe 4 - Plan des stationnements dédiés aux Restos du Coeur
Annexe 5 - Avis des Domaines sur la valeur vénale de l'acquisition réalisée par la ville en date du 13/05/2024
Annexe 6 – contrat de réservation pour le rez-de-chaussée du bâtiment B

Vu le budget de la commune ;

Vu les dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment les articles L 1, L 2311-1, L 3111-1 et L 2122-4 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Auray ;

Vu l'avis des Domaines en date du 13/05/2024 ;

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission d'urbanisme du 25/03/2025 ;

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** l’acquisition en VEFA, à titre onéreux et pour un prix de 865 800€ TTC, par la commune du rez-de-chaussée du bâtiment B situé à l’arrière de l’opération destiné à une activité caritative et, à titre gratuit, de 15 places de stationnements destinées à l’activité caritative (parcelle cadastrale AC 604 en partie) ;

- **APPROUVE** l’acquisition du rez-de-chaussée du bâtiment B sous réserve du désistement du requérant qui porte actuellement un recours contre l’opération sur le site de l’OAP;

- **APPROUVE** la prise en charge par Les Nouveaux Constructeurs (LNC), promoteur et propriétaire du site, des frais de géomètre ;

- **APPROUVE** la prise en charge par la ville des frais de notaire ;

- **DÉSIGNE** la SCP Christian HADDAD, Anna DUFFO- LE STRAT et David RAULT, sise 3bis rue Louis Billet, à Auray, pour la rédaction de l’ensemble des actes ;

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer les actes notariés, le contrat de réservation pour le rez-de-chaussée du bâtiment B et toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette transaction.

Annexe 1



Conseil municipal de la ville d'Auray du 6 mai 2025

Conseil municipal de la ville d'Auray du 6 mai 2025

VILLE DE AURAY

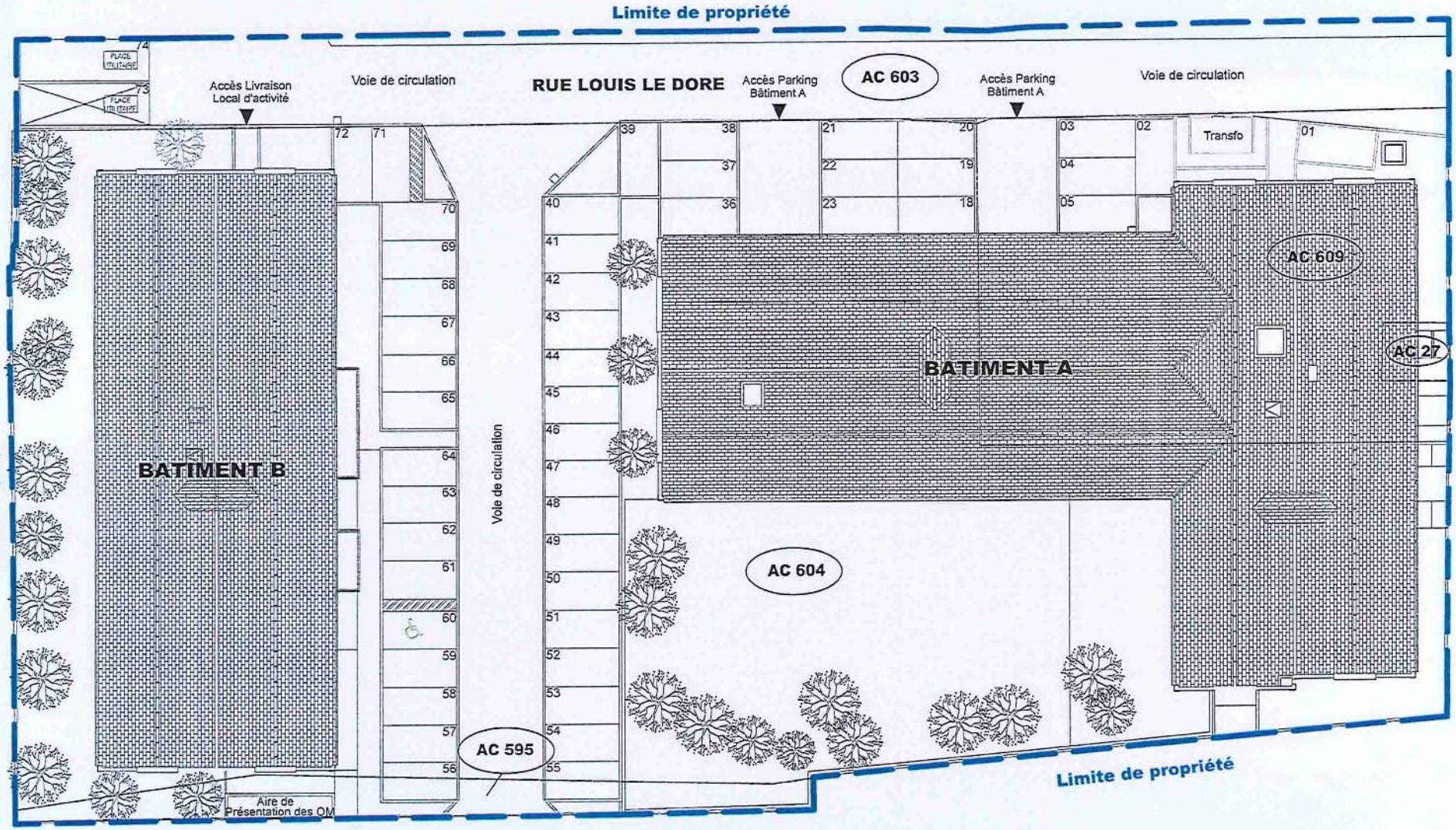
71 avenue du Général de Gaulle

Ensemble Immobilier "Ty Guen"

Plan Masse

Annexe 2

DOCUMENT PROVISOIRE



ECHELLE : 1/250

Quarta

D'après les plans de la Sté Atelier Cap Architecture à Paris, DCE du 06/09/2024.
Réduction établie par la Sté QUARTA Géomètres-Experts, le 11/10/2024.
Référence : PL20242289B-IC
Périmètre de copropriété indicatif ne résultant pas d'un bornage contradictoire.

Annexe 3

LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS

SNC LNC ORION PROMOTION
3042 – AURAY

« Le Clos Ty Guen »

COMMUNE de AURAY (56400)
71 Avenue du Général de Gaulle

NOTICE DESCRIPTIVE ~~CONFORME A L'ARRETE DU 10 MAI 1968~~

~~Application de l'article R 261.13 du Code de la Construction et de l'Habitation~~

NOTICE LOCAL

CONSTRUCTION D'UN LOCAL
CADRE DE LA CONSTRUCTION D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER COMPRENANT
36 LOGEMENTS COLLECTIFS REPARTIS EN 2 BATIMENTS AVEC PARKINGS EN REZ-DE- CHAUSSEE

NOTE PRELIMINAIRE

Il est expressément prévu que, dans le cas où, pendant la construction, la fourniture ou la mise en œuvre de certains matériaux, équipements ou matériels se révèlerait impossible, difficile ou susceptible d'entraîner des désordres, et ce, pour un motif quelconque (par exemple : retard d'approvisionnement, défauts de fabrication, difficultés d'importation), la SNC pourra remplacer ces matériaux, équipements ou appareils par d'autres de qualité au moins équivalente. La SNC pourra également améliorer la qualité ou la présentation de tout ou partie de la construction.

Chaque fois que le nom d'un constructeur, qu'une appellation commerciale ou qu'un numéro de catalogue est donné en référence, il est bien entendu que tous les autres articles, pour autant qu'ils soient équivalents quant aux matériaux employés, aux applications ou à l'aspect des matériaux ou des appareils donnés en référence, pourront être utilisés.

GENERALITES

Le présent descriptif définit les travaux qui seront exécutés pour la réalisation du programme précisé en entête.

Toute modification des structures porteuses, poteaux ou voiles à l'intérieur du local objet des présentes, même ayant pour but de résoudre un problème technique et de compléter ou parfaire, soit l'effet architectural, soit l'harmonie du bâtiment devront au préalable être acceptées par le PRENEUR.
A cet égard, le VENDEUR/BAILLEUR informera le PRENEUR des modifications qu'il comptera apporter par LRAR, et le PRENEUR devra prendre position dans un délai de 10 jours ouvrés (hors mois d'août et période du 15 au 31 décembre). L'absence de réponse de la part du PRENEUR dans ce délai vaudra acceptation de sa part.

Ces adaptations devront être de qualité au moins équivalentes à celles d'origine et ne pourront pas faire l'objet d'une augmentation de prix.

Les tolérances d'usage seront admises en ce qui concerne les dimensions et surfaces.

Les tolérances d'exécution des ouvrages et leurs méthodes de mesure seront celles réglementées par les DTU ou leurs usages

Les travaux seront exécutés selon les règles de l'art et les normes contenues dans les documents techniques unifiés connues à la date du permis de construire.

Les indications de marques, de références, d'appareils ou autres spécifications sont données à titre indicatif, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de déterminer le type définitif suivant l'évolution des fabricants, les possibilités d'approvisionnement ou d'importation.

Le VENDEUR/BAILLEUR devra veiller au respect de la réglementation de sécurité notamment en matière d'accessibilité et en matière d'incendie relatif aux Etablissements Recevant du Public. Le classement de l'ERP par catégorie et type sera défini en fonction de la nature de l'activité. Il est prévu que seront remis au PRENEUR l'attestation de solidité à froid ainsi que le rapport sans réserve du rapport final du bureau de contrôle.

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES GENERALES DE L'IMMEUBLE

CHAPITRE 2 : LOCAUX PRIVATIFS ET LEURS EQUIPEMENTS

CHAPITRE 1 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES GENERALES DE L'IMMEUBLE

Ce chapitre décrit les caractéristiques générales de l'immeuble dans lequel se situe le local.
Pour les aspects particuliers du local, se reporter au chapitre 2.

1.1 - INFRASTRUCTURE

1.1.1 - Fouilles

Décapage de la terre végétale du site et mise en stock éventuelle pour réutilisation si le site le permet
Les fouilles sont exécutées en pleine masse pour création du sous-sol.
Les terres excédentaires extraites des fouilles sont évacuées à la décharge, ou remises en remblai autour du bâtiment.

1.1.2 – Fondations – Dalle basse du parking

Les fondations sont constituées de semelles en béton armé, suivant le taux de travail du sol défini par l'étude géotechnique.
Au sous-sol, le dallage du parking est constitué d'une dalle en béton armé reposant sur le sol en place avec interposition d'un film anti-contaminant.
Le Maître d'Ouvrage se donne la possibilité de mettre en œuvre tout autre type de fondations et de la dalle basse suivant étude du BET, des normes en vigueur, selon les règles de l'art.

1.1.3 – Inondabilité des sous-sols

Sans objet.

1.1.4 – Pollution des Sols

Après analyse de l'historique d'exploitation du terrain assiette, la SNC se garde le droit de faire des investigations complémentaires qui pourrait l'amener à mettre en place des dispositifs particuliers ou des restrictions d'exploitation de certaines parcelles ou sections de parcelles.

1.2 - MURS ET OSSATURE

1.2.1 - Murs en sous-sol

Les murs périphériques et les murs de refends élevés jusqu'au niveau du rez-de-chaussée sont des voiles en béton banché, ou de maçonnerie de parpaings, ou réalisés en conditions particulières (parois coulées contre terre) d'un aspect brut de décoffrage.
Ces murs ne sont pas considérés étanches aux infiltrations d'eau résiduelles.
Des cunettes en pied de murs sont aménagées suivant nécessité pour permettre la récupération de ces infiltrations résiduelles.

1.2.2 - Murs de façades

Les murs de façades sont réalisés en béton banché, agglomérés de ciment ou briques d'épaisseur conforme aux règles de calcul en vigueur. Le revêtement extérieur est constitué d'un enduit décoratif mono-couche projeté en une passe, teinté dans la masse.
L'aspect de cet enduit et les modénatures éventuelles seront réalisées suivant les choix et les plans de façades de l'Architecte. Les coloris sont au choix de l'Architecte.
Suivant plans de l'Architecte il pourra être fait partiellement appel à des revêtements décoratifs type pierre.

L'isolation thermique délimitant les parties habitables est appliquée sur les murs de pignons et façades côté intérieur des logements. Cette isolation thermique est constituée d'un complexe isolant comprenant un polystyrène collé sur une plaque de plâtre lisse ou tout autre produit de qualité équivalente.
Il pourra être dans certains cas fait appel à de l'isolation par l'extérieur.
La nature et l'épaisseur des matériaux d'isolation thermique des logements sont déterminées en conformité avec la réglementation thermique en vigueur à la date de dépôt du permis de construire ; ces caractéristiques

techniques dépendent, en outre, de la situation et de l'exposition du logement, de son volume et du mode de chauffage.
Les appuis de fenêtres et les seuils des portes-fenêtres sont en béton ou en aluminium laqué.

1.2.3 - Murs pignons
Les murs pignons sont réalisés à l'identique de ceux décrits au paragraphe 1.2.2.

1.2.4 - Murs mitoyens
Les murs mitoyens sont réalisés en béton banché, agglomérés de ciment ou brique d'épaisseur conforme aux règles de calcul en vigueur, avec interposition d'un résilient entre mur existant et mur du présent bâtiment.
Il pourra être fait appel dans certains cas à de l'isolation par l'extérieur.

1.2.5 - Murs extérieurs éventuels
Murets maçonnés et enduit ponctuels pour clôtures et pilastres d'entrée suivant plans de l'Architecte.

1.2.6 - Murs porteurs à l'intérieur des locaux
Les murs porteurs à l'intérieur des locaux sont réalisés soit en voiles de béton banché, soit en agglomérés de ciment ou briques d'épaisseur conforme aux règles de calcul en vigueur. Un enduit pelliculaire est appliqué sur la face intérieure de ces murs.

1.2.7 - Murs ou cloisons séparatifs
Les murs séparatifs entre parties habitables et parties habitables ou locaux communs ou circulation palière sont réalisés soit en voiles de béton banché, soit en agglomérés de ciment, soit en SAD 180 ou en briques d'épaisseur conforme aux règles de calcul en vigueur avec enduit pelliculaire.
Si nécessaire, et si la réglementation en vigueur l'exige, doublage pour isolation phonique contre la gaine d'ascenseur, les escaliers communs ou locaux communs.

1.2.8 - Eléments décoratifs de façade
Eléments décoratifs rapportés non porteurs ou éléments en béton suivant nécessité technique. Ces éléments seront peints et recouverts ou non d'une protection en tête suivant plans et chois de l'architecte.

1.2.9 - Héberges et murs de clôtures mitoyens.
Réalisation d'un enduit rustique projeté ou mise en peinture des murs des héberges sur une hauteur maximum de 2.5 m à partir du sol.

1.3 - PLANCHERS

1.3.1 - Plancher sur étage courant
Les planchers sont réalisés en béton armé dont le dimensionnement et le ferraillage sont déterminés par l'étude, menée selon les règles en vigueur, notamment la Nouvelle Réglementation Acoustique, du calcul des structures en béton armé ou précontraint.
Le plancher haut du sous-sol, sous les parties habitables, recevra en sous-face un isolant du type flocage (ou tout autre matériau ou principe isolant offrant des caractéristiques similaires) ou en surface une chape thermo-acoustique.

1.3.2 - Plancher sous terrasse
Les planchers sous terrasse sont réalisés en béton armé dont le dimensionnement et le ferraillage sont déterminés par l'étude, menée selon les règles en vigueur, du calcul des structures en béton armé ou précontraint, et recevront une étanchéité et un isolant thermique.

1.3.3 - Plancher au-dessus de locaux collectifs, locaux techniques, entrée, circulation et locaux divers
Les planchers des halls d'entrée et locaux techniques sont réalisés en béton armé dont le dimensionnement et le ferraillage sont déterminés par l'étude, menée selon les règles en vigueur, notamment la Nouvelle Réglementation Acoustique, du calcul des structures en béton armé ou précontraint.
Les planchers haut de ces locaux recevront en sous-face, sous les parties habitables, un isolant du type flocage (ou tout autre matériau offrant des caractéristiques similaires).

1.3.4 - Plancher des parkings
Sans objet.

1.4 - CLOISONS DE DISTRIBUTION
Non concerné

1.5 - ESCALIERS
Non concerné

1.6 - CONDUIT DE FUMEE ET VENTILATION

1.6.1 - Conduits de ventilation des Parkings
Sans objet.

1.6.2 - Ventilation mécanique des logements (VMC)
L'aération des appartements est réalisée par un système de ventilation mécanique contrôlée (VMC). L'air frais pénètre par des bouches d'entrée d'air, incorporées dans les parties hautes des baies, dans les coffres de volet roulant ou incorporées dans les murs des pièces sèches, suivant le cas. Après avoir « balayé » le logement, l'air est extrait par les bouches d'extraction situées dans les pièces humides, reliées à un extracteur situé en terrasse ou en combles.

1.6.3 - Conduits de fumée de chaufferie
Sans objet.

1.7 - CHUTES ET GROSSES CANALISATIONS

1.7.1 - Canalisations d'eaux pluviales
Les chutes d'eaux pluviales sont situées à l'extérieur ou à l'intérieur des bâtiments ; les eaux pluviales sont collectées depuis la toiture (gouttières) ou depuis les terrasses étanchées par des descentes en PVC jusqu'au pied du bâtiment, où elles sont raccordées à un réseau horizontal vers les réseaux publics.

1.7.2 - Canalisations d'eaux usées
Les chutes d'eaux usées et eaux vannes, en PVC, sont situées à l'intérieur du bâtiment, dans des gaines techniques, jusqu'en pied de bâtiment où elles sont raccordées à un réseau horizontal vers les réseaux publics.

1.7.3 - Canalisations en sous-sol
Les eaux usées et eaux vannes et les eaux pluviales sont évacuées en sous-face en sous-face du plancher bas du rez-de-chaussée et/ou le long des voiles périphériques par des collecteurs en PVC.

1.7.4 - Branchements aux égouts
Le collecteur des eaux usées et eaux vannes est raccordé aux réseaux publics situés sous la voie publique, soit directement soit par l'intermédiaire d'un regard
Les eaux pluviales seront évacuées dans les mêmes conditions par une canalisation spécifique ; elles pourront, suivant imposition des services administratifs, transiter par un bassin ou bac de rétention avec éventuellement une ou des pompe(s) de relevage.

1.8 - TOITURES

1.8.1 - Charpente, couverture et accessoires
Le bois de charpente est en sapin traité à l'aide d'un produit fongicide et insecticide. La structure de la charpente est principalement constituée par assemblage de fermettes, ou pannes et chevrons, dont le dimensionnement et la stabilité sont donnés par le calcul de la résistance des matériaux.

Les sections de bois et les entraxes sont calculés par le bureau d'études.
Les planches de rive éventuelles supportant la gouttière le long des façades seront en sapin ou en PVC.
Les sous-faces de débord de charpente éventuelles seront en sapin ou en PVC. En remplacement de la charpente il pourra être fait appel à une structure béton.
Le matériau de couverture du bâtiment est de type ardoise.
Les gouttières et les descentes EP sont en PVC.

1.8.2 - Etanchéité et accessoires

Les ouvrages suivants reçoivent un complexe d'étanchéité approprié avec toutes les sujétions nécessaires.

Terrasses inaccessibles en toiture :
Etanchéité type multicouche élastomère auto protégée ou protégée par gravillons ou végétalisation, avec isolant thermique en mousse de polyuréthane haute densité (ou équivalent thermiquement) au-dessus des locaux dits « chauffés ».

Terrasses accessibles en étage et jardin à RDC :
Etanchéité type multicouche élastomère, avec isolant thermique en mousse de polyuréthane haute densité au-dessus des parties des locaux dits « chauffés » (ou équivalent thermiquement), protection par dalles de gravillons lavés ou dalle de carrelage grès cérame ou tout autre matériaux au choix de l'Architecte, posées sur plots.

Etanchéité « jardin » sous terre végétale :
Etanchéité type bicouche élastomère multifonctions, ou équivalent, avec complexe drainant et feutre filtrant, destinée à recevoir la terre végétale, pour les zones traitées en espaces verts.

1.8.3 - Souches de cheminées, ventilation et conduits divers

Les souches en toiture ou en jardin sont en maçonnerie enduite ou métalliques préfabriquées du local type POUJOLAT ou équivalent.

CHAPITRE 2 - LOCAUX PRIVATIFS ET LEURS EQUIPEMENTS

Ce chapitre décrit les caractéristiques du local.

2.1 - MURS PLANCHERS ET OSSATURE

Murs, poteaux et poutres de la structure, planchers en béton armé, brut de décoffrage en éléments manufacturés à base de ciment.
La sous-face du plafond située au-dessous des logements sera munie d'isolation thermique par flocage ou tout autre procédé équivalent.
Il pourra être mis en place une isolation thermique en doublage du voile contre les logements.
L'ensemble des surfaces au sol sont livrées avec un décaissé de 10 cm permettant la pose ultérieure par le preneur d'un revêtement de sol scellé et d'une isolation thermique et acoustique.
Une charge au sol de 500kg/m² en exploitation est prévue dans chaque local.
La hauteur sous isolant ne sera pas inférieure à 2.70 mètres du sol fini, la hauteur sous poutre et sous gaines/encoffrements coupe-feu ne sera pas inférieure à 2.60 mètres du sol fini afin de permettre l'installation d'un faux plafond dans chacun des locaux. Des réservations (diamètres max de 125mm) sont prévues dans les poutres afin de permettre le passage des réseaux.

2.2 – MENUISERIES EXTERIEURES/ FERMETURES EXTERIEURES ET OCCULTATIONS

2.2.1 - Menuiseries extérieures

Les baies sont équipées de fenêtres ou de porte-fenêtre en aluminium teinté de couleur gris clair sur la face extérieure et de couleur gris clair ou blanc sur la face intérieure côté local.
Le mode d'ouverture est à la française. Les vitrages sont isolants du type "double vitrage".

2.2.2 – Fermetures extérieures et occultations

Les baies à rez-de-chaussée sont équipées soit de volets roulants en PVC blanc (débordants à l'intérieur du logement), manœuvre par tringle oscillante ou par sangle, soit de volets battants en bois peint ou lasuré ou PVC, suivant localisation des plans d'Architecte et attendus de l'Architecte des Bâtiments de France.
Il pourra être fait appel à des volets roulant aluminium pour les grandes dimensions.
Cette disposition pourra être modifiée en fonction des directives de l'étude thermique du programme.
Pour les châssis de petites dimensions ou de formats spécifiques, cette prestation pourra être remplacée par la mise en place d'un barreaudage anti-intrusion en acier thermo-laqué associé à un store intérieur en toile.

2.3 - RESEAUX EU/ EV/ EF

Il est prévu dans le local les attentes suivantes :

- 1 attente EU et 1 attente EV bouchonnées raccordées sur le collecteur général au sous sol.
- 1 attente EF d'un diamètre 20/27 sur robinet ¼ de tour, comprenant :
  - une vanne d'isolement,
  - un clapet anti retour,
  - un détendeur de pression si nécessaire,
  - un compteur EF individuel par local
  - un bouchon sur attente

Les abonnements et consommations sont à la charge du PRENEUR.

Des réservations pour la mise en place de siphons de sol seront prévues de la façon suivante :

- 2 réservations par défaut
- 1 réservation supplémentaire par tranche de 50m² au-delà de 100m² de local

2.4 - VMC

Chaque local disposera d'une attente VMC de diamètre 160mm, la motorisation restant à la charge du PRENEUR.

2.5 - GAINE D'EXTRACTION LOCAL (VH)

Chaque local disposera d'un conduit maçonné CF 2h permettant son chemisage par le soin du PRENEUR.
Si dévoiement nécessaire du conduit en superstructure, le chemisage sera à la charge du maître d'ouvrage.
La dimension des conduits maçonnés devra permettre l'installation d'une gaine d'un diamètre de 450mm (local >200m²).

2.6 - RESEAUX ELECTRIQUES

2.6.1- Cas où nous raccordons les locaux (prérequis : prise en compte des puissances des locaux dans le bilan de puissance déposé au PC et instruit par ENEDIS)

Il est prévu dans chaque local la fourniture, pose et raccordement d'un tableau porte compteur et un disjoncteur.
La pose des compteurs est à la charge du VENDEUR/BAILLEUR.
La souscription des abonnements, la fourniture et pose des armoires, des tableaux spécifiques et plus généralement de tous les équipements électriques en aval du disjoncteur sont à la charge du PRENEUR.
Le VENDEUR/BAILLEUR veillera à communiquer les numéros d'IDC et PDL fournis par ERDF pour transmission par le PRENEUR au fournisseur d'énergie de son choix. Toutes les prestations techniques qui seraient nécessaires à l'obtention de ces numéros sont à la charge du VENDEUR/BAILLEUR.

Est prévu : 1 tarif jaune d'une puissance de 76 Kva

2.7 - RESEAUX GAZ

Sans objet.

2.8 – TELECOMMUNICATIONS

2.8.1- Téléphone

Seuls sont prévus des fourreaux aiguillés et étiquetés, et chemins de câbles, entre la chambre ORANGE et chaque local.
Les câbles d'alimentation, raccordement, abonnement, consommations sont à la charge du PRENEUR.

2.8.2- Fibre optique

Seuls sont prévus des fourreaux aiguillés et étiquetés, et chemins de câbles, entre le LOCAL FIBRE et chaque local.
Les câbles d'alimentation, raccordement, abonnement, consommations sont à la charge du PRENEUR.

2.9 – SERVITUDES

2.9.1- Passage réseaux logements

Les réseaux EU, EV et EF provenant des logements chemineront en sous face du plancher haut rez-de-chaussée, puis traverseront le local dans des gaines verticales fermées en éléments plâtriers.
Des encoffrements coupe-feu seront réalisés au droit de ces canalisations horizontales conformément à la réglementation en vigueur en matière d'ERP.

2.9.2- Accès combles ou toitures pour installation motorisation VMC du local

Il est prévu une trappe d'accès aux combles ou châssis d'accès en toiture inaccessibles permettant l'intervention du PRENEUR au droit des débouchés des conduits de chaque commerce en combles ou en terrasses.
Il est prévu en combles ou en terrasses une surface spécifique réservée pour la mise en place de centrale de traitement d'air ou ventilateurs spécifique du local.

2.9.3- Isolation local/logements

Les isolants sur voile logements et flocage en plancher haut logements mis en place le jour de la livraison devront être conservés.

2.10 – BOITE A LETTRE

La boite à lettre n'est pas prévue. Le PRENEUR aura la charge de l'intégrer à sa future façade.

2.11 – DECHETS

Il n'est pas prévu de local poubelles. Le PRENEUR devra prévoir et aménager un emplacement dédié pour le stockage de ses déchets dans son local.

2.12 – ESPACES EXTERIEURS

2.12.1- Terrasses privatives

Sans objet.

2.12.2- Jardins privatifs

Ils seront réalisés conformément au plan d'Architecte et/ou de Paysagiste.
Les plantations et l'engazonnement sont réalisés à la première période favorable après l'achèvement de l'ensemble des travaux de construction. Toutes les reprises éventuelles suivront la même procédure.
Les jardins seront engazonnés, la première tonte de gazon est assurée par l'entreprise chargée de la réalisation des espaces verts.
Les modèles de terrains étant liés à la pente naturelle du site initial, il y a lieu si nécessaire à un rattrapage de niveau, celui-ci se fera, par l'intermédiaire, soit d'un talus, soit d'éléments de soutènement en bois ou maçonnerie. L'attention des preneurs est attirée sur le fait que l'écoulement naturel des eaux de ruissellement sur les terrains peut être perturbé en raison des travaux et des mouvements de terre qui en résultent. Il est donc normal qu'après réalisation des jardins de constater pendant plusieurs mois la présence d'un excès d'eau en surface en période de forte pluie. Possibilité de présence de regards EP dans certains jardins suivant étude VRD.

La présente notice descriptive a été établie avant la mise en œuvre des différents matériaux ou matériels énoncés.
Les noms de marque et les références concernant les éléments d'équipement ou les matériaux ne sont indiqués que pour en définir le genre ou le niveau de qualité. La SNC peut y apporter des modifications en cas de force majeure, notamment réglementation administrative contraignante, faillite d'entreprise ou de fournisseur, défaut d'approvisionnement, qualité insuffisante des matériaux, si des impératifs techniques la mettaient dans l'obligation de renoncer à telle ou telle disposition ou en cas d'apparition d'un matériel nouveau en cours de chantier.

Toutefois, les matériaux ou matériels de remplacement devront toujours être de qualité équivalente.

De même, il est précisé que les côtes et surfaces mentionnées dans la présente notice et sur les plans sont indiquées sous réserve des tolérances de construction +/- 5 % des surfaces utiles et que le SNC pourrait être amenée à les modifier dans les mêmes conditions que ci-dessus. L'implantation des équipements ou appareils y est par ailleurs figurée à titre indicatif et les retombées, soffites, faux-plafonds, canalisations et convecteurs n'y sont pas figurés.

En cas de contradiction entre les prestations présentées graphiquement sur les plans de vente (mobilier, éviers, équipement électronique, etc...) et le descriptif technique, seules les prestations prévues sur le présent document font foi.

Fait à

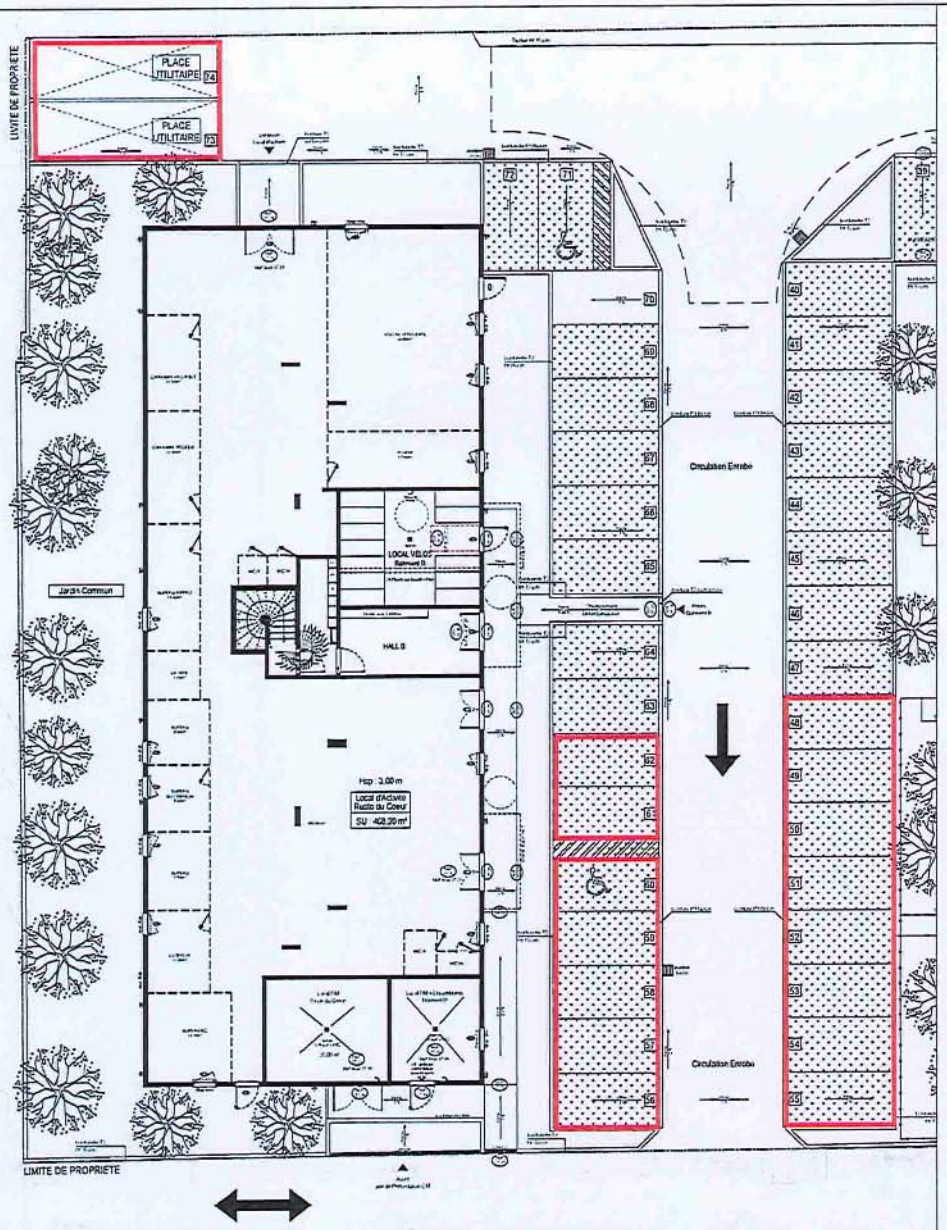
le

le PRENEUR
(faire précéder la signature de la
mention manuscrite "Lu et approuvé")

le VENDEUR/BAILLEUR

Annexe 4-

Conseil municipal de la ville d'Auray du 6 mai 2025



atelier cap architecture
81, rue Saint Maur - 75011 PARIS
Tél: 01.40.13.03.03 Fax: 01.43.73.03.13
caparch@caparchitecture.com

INDICE	Construction d'un Ensemble Immobilier 71, Avenue du Général de Gaulle - 56400 Auray	Date: 12.06.2024
DCE	Bâtiment B : Rez-de-Chaussée	Echelle:

Maître d'Ouvrage
LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS

Annexe 5

7302 - SD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction départementale des Finances Publiques du Morbihan

Pôle d'évaluation domaniale
35 Boulevard de la Paix
BP 510
56019 VANNES CEDEX
Courriel : ddfip56.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Olivier COLIN

téléphone : 02 97 01 51 55 — 06 26 92 30 48
courriel olivier.colin@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. DS : 17487372
Réf. OSE : 2024-56007-30736

Le 13/05/2024

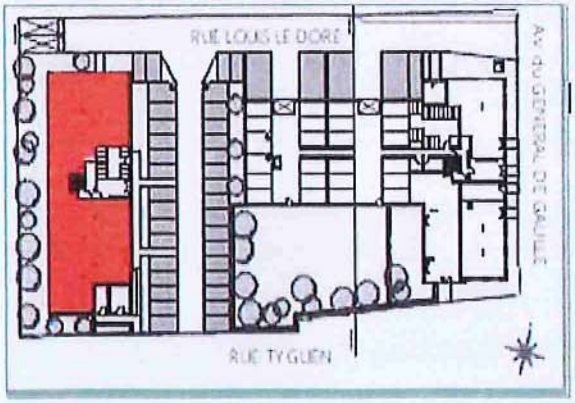
Le Directeur Départemental des Finances Publiques du Morbihan

à

Madame Le Maire
Commune d'Auray

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr





Nature du bien :	Local de 481m² au Rez-de-Chaussée d'un bâtiment à construire implanté sur la parcelle cadastrée AC 604 classée en zone Ubc (82%) et Uab (18%), d'une contenance totale de 33a 74ca.
Adresse du bien :	71 Avenue du Général de Gaulle 56400 Auray
Valeur :	770 000 €, assortie d'une marge d'appréciation de 10% (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

1 - CONSULTANT

Mairie d'Auray

affaire suivie par : M Louis MICHALLET, Chargé d'affaires foncières

courriel : l.michallet@ville-auray.fr

Tél : 02 97 24 48 32

2 - DATES

de consultation :	18/04/2024
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	
du dossier complet :	06/05/2024

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☐
Acquisition :	amiable ☒ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☒
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

Acquisition du rez-de-chaussée d'un bâtiment qui va être construit dans le cadre plus large d'une opération de construction de logements. Ce local servira aux restos du cœur.

Début des travaux prévu à partir de septembre 2024 pour une fin des travaux prévus fin 2025.

Une fois construit, l'aménagement intérieur du rez-de-chaussée sera à la charge de la commune.

Pas de prix négocié, mais un prix évoqué de 1300 € / m².

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

La commune se situe à 20 km à l'Ouest de Vannes et 40 km à l'Est Sud Est de Lorient, sur l'axe de la RN 165, reliant les villes de Nantes à Quimper. La Commune est rattachée à la Communauté de communes d'AQTA (Auray Quiberon Terre Atlantique) et comptait 14 155 habitants en 2020

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

La parcelle se situe à environ 1km au nord-ouest du centre-ville sur laquelle se trouve actuellement un supermarché avec parkings.

Réseaux en voirie.

4.3. Références cadastrales

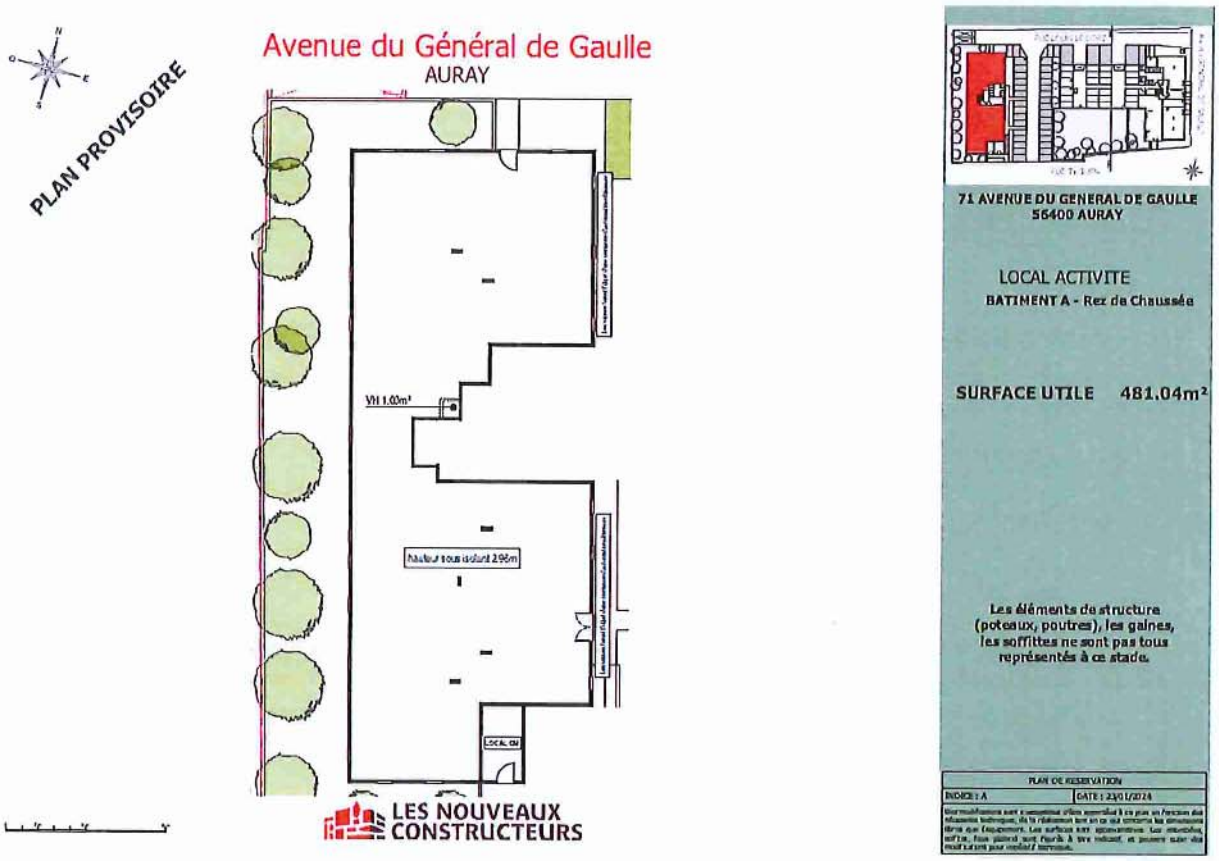
L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

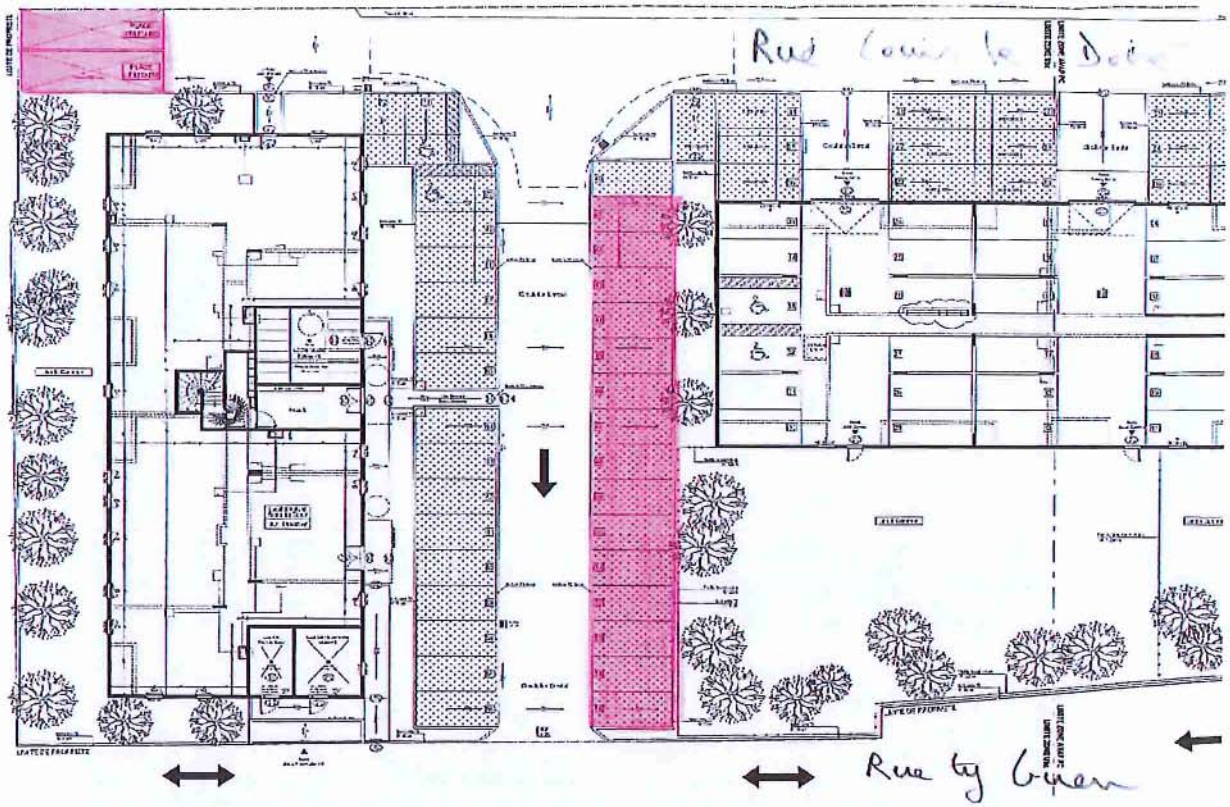
Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie en m²	Nature réelle
AURAY	AC 604	71 Avenue du Général de Gaulle	3374	sol

4.4. Descriptif

Sur parcelle cadastrée AC 604 d'une contenance de 33a 74ca, un ancien immeuble commercial (enseigne ALDI) de 1164 m² avec parkings. Le bâtiment commercial sera à démolir pour laisser place au nouveau projet immobilier de constructions de deux bâtiments destinés à du logement et à la création en Rez-de-Chaussée du Bâtiment A, d'un local qui servira aux restos du coeur. Ce dernier sera livré brut de béton avec les menuiseries extérieures posées. Le promoteur se chargera des aménagements paysagés.




PLAN PROVISOIRE
Avenue du Général de Gaulle
AURAY
VH 1.00m²
Hauteur sous solivet 2.95m
LOCAL OM
LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS
71 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
56400 AURAY
LOCAL ACTIVITE
BATIMENT A - Rez de Chaussée
SURFACE UTILE 481.04m²
Les éléments de structure (poteaux, poutres), les gaines, les soffites ne sont pas tous représentés à ce stade.
PLAN DE RESERVATION
INDICE : A
DATE : 23/01/2024


Rue Louis le Dû
Rue du Cygne

4.5. Surfaces du bâti

481 m²

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Les Nouveaux Constructeurs (promoteur)

5.2. Conditions d'occupation

Libre de toute occupation.

6 - URBANISME

Règles actuelles

Parcelle couverte par un PLU.

Zone Ubc : Zone d'urbanisation résidentielle proche des pôles de centralité, de tissus urbains variés et d'une relative mixité fonctionnelle, secteur 2ème couronne des pôles de centralité, présentant une mixité typologique (82%)

Zone Uba: Zone urbanisée, axe historique de développement, secteur dense avec de l'habitat années 30, commerces et services (18%)



7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

→ Recherche de cessions de locaux bruts de béton sur le département du Morbihan, entre Janvier 2020 et Janvier 2024: :

Biens bâtis : LOCAUX BRUT DE BETON - Valeur Vénale								
N°	date mutation	commune adresse	cadastre	urbanisme	surface utile	prix	Prix/m²	Observations
1	02/12/2022	2 bld jean monnet LARMOR-PLAGE	AC 550	Uia	578	1 160 400,00 €	2 007,61 €	Un plateau brut à aménager au 2ème étage avec 20 stationnements
2	21/10/2022	74rue du Vincin, VANNES	DE 463	Uia	772	1 760 000,00 €	2 279,79 €	Plateau brut de béton. Axe passant
3	14/10/2022	2 bld jean monnet LARMOR-PLAGE	AC 550	Uia	562	1 260 000,00 €	2 241,99 €	Un plateau brut à aménager au 1er étage + toit terrasse avec 21 stationnements
4	17/02/2021	Botquelen ARRADON	ZC 592 lots 9 et 10	1AUit	165	308 980,00 €	1 872,61 €	2 plateaux bruts de béton sur axe passant. Achèvement 2020
5	24/11/2020	Botquelen ARRADON	ZC 592 lots 6 et 7	2AUit	136	297 100,00 €	2 184,56 €	2 plateaux bruts de béton sur axe passant. Achèvement 2020
6	07/10/2020	rue du Danemark BRECH	AW 1051 ZR 386, 400, 408	Ui	135	159 750,00 €	1 183,33 €	bureau neuf. Achat VEFA
						Moyenne / m²	1 961,65 €	
						Médiane / m²	2 096,09 €	

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

L'étude de marché permet d'observer une valeur moyenne de 1 961,65 € / m² et une valeur médiane de 2 096,09 € / m².

Les termes de comparaison bénéficient d'une très bonne visibilité commerciale en étant positionnés sur des axes passants. Le bien à évaluer se situe quant à lui en zone résidentielle Ubc et en retrait de l'axe passant.
D'autre part, seul le dernier terme (terme n°6) se situe à proximité du bien à évaluer (moins de 2 kilomètres) et constitue à ce titre une référence importante, bien qu'il soit également la référence la plus ancienne.

Au regard des termes de comparaison, le service du Domaine propose de retenir une valeur intermédiaire arrondie de **1 600 € / m²** (moyenne du terme N°1, caractéristiques du bien proches et le terme n°6, situation la plus proche), soit pour 481 m² :

481 m² x 1 600 € /m² = 769 600 € arrondie à **770 000 €**

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **770 000 €.**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10% portant la valeur maximale d'acquisition sans justification particulière à 847 000 €.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques
et par délégation,

Fabienne AUFFRET
Inspectrice principale des Finances Publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

CONTRAT DE RESERVATION
PREALABLE A UNE VENTE EN L'ETAT FUTUR D'ACHEVEMENT

ENTRE LES SOUSSIGNES

La société **SNC LNC ORION** (3042) au capital de 1.000 euros, dont le siège social est 50, route de la Reine, 92100 Boulogne-Billancourt, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le n°893 232 348 00019 et n° TVA individuel d'identification FR82 893232348.

Représentée par Chemss ZITOUNI, agissant en qualité de Responsable Commercial, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée le « *Réservant* »
D'une PART

Et

LA COMMUNE D'AURAY (56400)
Représentée par Madame Claire MASSON – Maire de la Commune d'Auray
Demeurant à L'HÔTEL DE VILLE – 100 place de la République – BP 10610 - 56406 AURAY CEDEX
Téléphone : 02 97 24 01 23
Adresse email : courrier.mairie@ville-auray.fr

□ *en cochant cette case le Réservataire accepte de recevoir par voie électronique sur cette adresse email, si bon semble au Réservant, la notification visant à purger le délai de rétractation tel que prévu par l'article L.271-1 du code de la construction et de l'habitation, le projet d'acte de vente ainsi que l'ensemble des pièces devant lui être remises conformément aux dispositions des articles 1125 et suivants du Code Civil et L.100 du Code des postes et des communications électroniques et dans les conditions prévues aux conditions générales du présent contrat.*

Ci-après dénommé(s) (es) le « *Réservataire* »
D'autre part

Le présent contrat de réservation pourra se réaliser soit au profit du Réservataire, soit au profit de toute personne morale dans laquelle le Réservataire détient directement une participation supérieure à 50% des parts sociales. La substitution dans le bénéfice des présentes ne pourra pas avoir pour effet d'entrainer la modification de l'une quelconque des conditions du contrat de réservation ni d'en proroger le délai.

Dans l'hypothèse où le Réservataire substitué exercerait la faculté de rétractation prévue à l'article L. 271-1 du Code de la Construction et de l'habitation, le Réservataire initial, garant solidaire de son substitué, restera tenu de l'exécution des présentes.

IL EST EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Le présent contrat, lequel comprend des CONDITIONS PARTICULIERES et des CONDITIONS GENERALES formant un corps indivisible, a pour objet la réservation des lots désignés ci-après.

Le Réservataire déclare avoir reçu et avoir pris connaissance préalablement aux présentes des documents suivants:

- ☐ Un exemplaire du présent contrat (Conditions particulières et Conditions générales),
- ☐ Un plan du local (annexe 2) et, le cas échéant, du parking (annexe 3) choisis,
- ☐ La notice descriptive technique du 05/01/2024 stade APS, indice 1 (annexe 1),
- ☐ Un plan masse de l'opération (annexe 4),
- ☐ L'état des risques et pollutions (annexe 5),
- ☐ La notice d'information précontractuelle (annexe B),

CONDITIONS PARTICULIERES

Le Réservant projette d'édifier sur un terrain situé à Auray (56400), 71 avenue du Général de Gaulle, un ensemble immobilier d'environ 3577 m² de SDP logements comprenant, sauf modifications que le Réservant se réserve d'y apporter, 36 logement(s) environ répartis en 2 bâtiment(s) comprenant 72 places de stationnement extérieur environ.

ARTICLE 1 – SITUATION ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER

1°/ Terrain

Le Réservant est titulaire d'une promesse de vente sur un terrain sis à Auray (56400), cadastré section AC n°27, 595, 603, 604, 609, Avenue du Général de Gaulle.

2°/ Permis de construire

Le projet de construction de l'ensemble immobilier susvisé a fait l'objet :

- d'un permis de construire portant autorisation de démolir n° PC05600723P0050 obtenu par arrêté en date du 27/03/2024

Le Réservant se réserve la faculté de déposer toute nouvelle demande de permis de construire ou de permis de construire modificatif, étant précisé que les lots présentement réservés ne seront pas modifiés.

Afin de respecter ses obligations réglementaires ou dans le cadre de sa commercialisation, il est précisé que le Réservant pourra être amené à affecter partie de l'ensemble immobilier à usage de logements sociaux.

3°/ Copropriété

L'ensemble immobilier que le Réservant se propose d'édifier sera soumis au régime de la copropriété régie par la loi du 10 juillet 1965 n° 65-557 modifiée, et ses décrets d'application.

En conséquence, le Réservataire, s'engage à respecter le règlement de copropriété tel qu'il sera établi par **Maître Pierre MASSON, Notaire à Auray (56400), 13 place du Loch,** lequel Notaire recevra également l'acte de vente.

L'état descriptif de division et le règlement de copropriété seront déposés au rang des minutes du notaire précité et seront remis au Réservataire préalablement à la signature de l'acte authentique de vente. Ce dernier adhérera de plein droit à la copropriété par la seule signature de cet acte.

4°/ Servitudes

D'une manière générale, l'ensemble immobilier supportera toutes les servitudes et charges pouvant résulter de l'arrêté du permis de construire et de ses modifications éventuelles, ainsi que du règlement de copropriété, et le cas échéant du cahier des charges que le Réservant fera établir pour cette opération.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES LOTS RESERVES ET PRIX

LOT	TYPE	SURFACE UTILE	PARKINGS	BATIMENT	PRIX (TVA: 20%)
LOCAL ACTIVITE	LOCAL	480,60 m²	15 stationnements (n°41 à 55) + 2 stationnements "*Utilitaires*"	B	749 736 €

Prix Total : 749 736 € TTC (soit 624 780 € HT)
Prix en lettres : sept-cent-quarante-neuf-mille-sept-cent-trente-six euros toutes taxes comprises

Ci-après, « *les Lots Réservés* ».

Les lots, objet du présent contrat, feront l'objet d'une occupation à titre d'habitation.

Les principales caractéristiques de ce dispositif sont décrites en annexe aux présentes.

Le prix sera payable en fonction de l'avancement des travaux selon l'échéancier suivant :

		CUMUL
30 %	Démarrage des travaux dont il y aura lieu de déduire le montant du dépôt de garantie versé à la signature du contrat de réservation	30 %
05 %	Fondations achevées	35 %
15 %	Plancher bas du rez-de-chaussée	50 %
15 %	Plancher bas du 2ème étage	65 %
05 %	Mise hors d'eau	70 %
20 %	Début du cloisonnement du bâtiment	90 %
05 %	Achèvement des travaux	95 %
05 %	Livraison du bien	100 %

Le prix ci-dessus est réputé ferme et définitif sous condition que l'acte notarié soit signé au plus tard dans le délai visé ci-dessous, et sous réserve de ce qui est indiqué à l'article 3 (PRIX DE VENTE - FINANCEMENT) des CONDITIONS GENERALES relativement au taux de TVA applicable.

Passé cette date, si la signature de l'acte notarié n'a pas eu lieu par défection du Réservataire, ce prix sera révisé selon les dispositions visées à l'article 3 des CONDITIONS GENERALES « PRIX DE VENTE – FINANCEMENT », du présent contrat.

Dispositions particulières relatives aux rémunérations des intermédiaires

Le Réservataire déclare pour les Lots Réservés ci-dessus désignés :

- ✓ **ne pas demander le bénéfice de la réduction d'impôt visée à l'article 199 novovicies du CGI ;**
- □ demander le bénéfice de la réduction d'impôt visée à l'article 199 novovicies du CGI. Le réservataire est informé que les frais et commissions directs et indirects payé par le Réservant sont estimés à :……..euros HT et que leur part dans le prix de revient[3] TTC représente :…..%. Ces frais et commissions sont pris en charge par le Réservant et inclus dans le prix. Toute variation de ce taux à la hausse comme à la baisse n'entraînera aucune modification du prix de vente.

Les principales caractéristiques de ce dispositif sont décrites en annexe aux présentes.

ARTICLE 3 – CONSISTANCE ET CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

La consistance et les caractéristiques techniques des Lots Réservés résultent de la notice descriptive sommaire ci-annexée **(annexe 1),** du plan de l'appartement choisi **(annexe 2)**, du plan de stationnement en sous-sol **(annexe 3)** et du plan de masse de l'opération (**annexe 4**).

ARTICLE 4 - DEPOT DE GARANTIE CONDITION RESOLUTOIRE

Le versement du dépôt de garantie ne pourra intervenir que par virement.

BANQUE	N° DE CHEQUE	MONTANT	Adresse de l'agence

Tout chèque de dépôt de garantie réalisé à l'aide d'un chèque sans provision entraînera, si bon semble au Réservant, la nullité du contrat de réservation.

Le paiement par virement devra avoir l'intitulé suivant : SNC LNC ORION (3042) - DG - « Nom du client »):

En contrepartie de la présente réservation, le Réservataire versera, dans un délai de dix (10) jours calendaires suivant la première présentation du courrier de notification prévu à l'article 271-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, sur un compte séquestre comportant une rubrique au nom du Réservataire et ouvert en la comptabilité du notaire, **M^e^ Pierre MASSON** à Auray (56400), dont le RIB figure ci-après, la somme de **…….** euros.

BANQUE	Titulaire du compte	IBAN	Adresse S.W.I.F.T.	ADRESSE AGENCE BANCAIRE
CAISSE DES DEPÔTS GROUPE	**SELARL ALBAN SŒUR ET PIERRE MASSON Compte DCN 13 place du Loch 56400 AURAY**	**FR49 4003 1000 0100 0014 4897 W66**	**CDCGFRPPXXX**	**DDFIP MORBIHAN 35 boulevard de la Paix BP 510 56019 VANNES CEDEX 1**

A défaut de versement du dépôt de garantie sous un délai de dix (10) jours calendaires suivant la première présentation du courrier de notification prévu à l'article 271-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, le présent contrat sera automatiquement résolu, sans indemnité de part ni d'autre.

[3] *Le prix de revient TTC s'entend selon la doctrine fiscale comme le prix d'acquisition majoré des frais afférents à l'acquisition : honoraires de notaire, commissions versées aux intermédiaires, taxe sur la valeur ajoutée, droits d'enregistrement le cas échéant et taxe de publicité foncière*

ARTICLE 5 – FINANCEMENT DU PRIX DE VENTE

Par application de l'article L.313-40 du Code de la consommation, le Réservataire déclare :

1 / - que pour le financement de son acquisition, il n'envisage pas de contracter un emprunt, ce financement étant assuré pour la totalité de ses deniers personnels ou assimilés. Le Réservant a alors averti le Réservataire que les présentes ne seront pas assujetties aux dispositions de l'article susvisé prévoyant notamment que lorsqu'un acquéreur finance une acquisition à l'aide d'un prêt, la réalisation de la vente doit être conclue sous la condition suspensive de l'obtention de ce prêt.

"Je soussigné (e)....., déclare que le prix convenu sera payé sans l'aide d'aucun prêt, et reconnais avoir été informé(e) que si je recours néanmoins à un prêt, je ne pourrai me prévaloir des dispositions des articles L.313-1 et suivants du Code de la consommation, relatifs à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier".

(Mention manuscrite obligatoire et signature du Réservataire)

……
……
……
……
……
……
……
……
……
……

2 / - qu'il entend avoir recours à un ou plusieurs prêts d'un montant global de

Euros ……..…….. € .--

et que ses ressources mensuelles s'élèvent à

Euros (net-brut) ……..…….. € .--

Il déclare que ses ressources lui permettent de solliciter ces prêts et **que le remboursement de ceux-ci (éventuellement cumulé avec ceux d'autres prêts en cours) n'a pas pour effet de l'endetter à plus du tiers de ses ressources nettes**, soit:

- montant maximum des remboursements mensuels au cours de la 1ère année

Euros ……..…….. € .--

- **montant de l'apport personnel** du Réservataire : …… euros.

- Durée maximum du prêt : ……..…….. ans

Le Réservataire entend solliciter ce ou ces crédits par des démarches personnelles auprès des organismes financiers de son choix :

-……
-……
-……

Le Réservataire s'oblige à déposer son dossier au plus tard dans un délai de 20 jours à compter de la signature des présentes, ce dont il s'engage à fournir au Réservant la justification dans les 10 jours suivant le dépôt de sa ou de ses demandes.

SIGNATURE DU Réservataire

Le Réservataire fera tout son possible pour faire aboutir les demandes de prêt. Il s'oblige notamment:

- A constituer son dossier en fournissant sans retard tous les renseignements et documents qui pourront lui être demandés;
- A tenir informé par écrit le Réservant de la réception de toute offre de prêt dans un délai de **huit jours** à compter de cette réception;
- A justifier dans les **3 jours** de tout refus de prêt motivé en adressant au Réservant la photocopie du document délivré par l'établissement prêteur;
- En cas de refus de prêt opposé par l'organisme financier auprès duquel il a déposé son dossier, à laisser au Réservant la possibilité de présenter son dossier à un second établissement choisi par celui-ci.

La présente condition suspensive devra être réalisée au plus tard pour la DATE PREVISIONNELLE DE SIGNATURE DE L'ACTE AUTHENTIQUE.

Dans le cas où le Réservataire ne respecterait pas ces engagements, le Réservant pourra soit se prévaloir des dispositions de l'Article 1178 du Code civil selon lequel la condition est réputée accomplie lorsque son bénéficiaire en a empêché l'accomplissement, soit invoquer la caducité des présentes.

Dans cette seconde hypothèse, le Réservant conservera à titre de dédommagement le montant du dépôt de garantie visé à l'article 4 des CONDITIONS PARTICULIERES.

ARTICLE 6 – SIGNATURE ET DELAI DE LIVRAISON

DATE PREVISIONNELLE DE SIGNATURE DE L'ACTE AUTHENTIQUE :

Trente jours après la réception de la notification visée par l'article R 261-30 du Code de la Construction et de l'Habitation (articles 2 et 7 des CONDITIONS GENERALES ci-après annexées) et au plus tard le ……..

DATE PREVISIONNELLE DE LIVRAISON : **4° trimestre 2025**

ARTICLE 6 Bis : Dispositions relatives au COVID 19

Compte tenu des « *circonstances exceptionnelles* », de « *l'état d'urgence sanitaire* » liées au virus Covid-19 et des mesures adoptées en mars 2020 par le Président de la République et le gouvernement afin de lutter contre la propagation dudit virus, les Parties acceptent que les présentes sont grevées de cet aléa pouvant bouleverser le délai de livraison stipulé.

Ainsi, si de nouvelles mesures (dont notamment des mesures de restriction de circulation) devaient être prises, les parties conviennent que le délai de livraison serait différé d'un temps égal au temps pendant lequel il aura été mis obstacle à la poursuite des travaux ou au temps pendant lequel le chantier aura été substantiellement ralenti, augmenté du délai nécessaire à la remise en route du chantier. Les Parties s'en rapporteront à un certificat établi par le maître d'œuvre ayant la direction des travaux, sous sa propre responsabilité, auquel seront joints, le cas échéant, les justificatifs.

Ainsi, il ne pourra donc être opposé au Réservant :

- La connaissance de la situation actuelle au regard de l'incertitude existante aujourd'hui sur l'évolution de la situation et/ou,
- Son incapacité à respecter les délais contractuels en raison des impacts de l'évolution de la propagation du virus Covid 19.

ARTICLE 7 - INFORMATIONS

Conformément aux articles L.125-5 et R.125-23 à 27 du Code de l'environnement, les réservataires de biens immobiliers situés dans des zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, ou dans des zones de sismicité définies par décret en Conseil d'Etat, sont informés par le Réservant de l'existence des risques visés par ce plan ou ce décret.

Dès lors, si le bien est situé dans une zone énumérée ci-dessus, le Réservant s'oblige à établir un état des risques et pollutions à partir des informations qui lui sont mises à disposition par le préfet.

[4]choix 1 *:* Le Réservataire déclare avoir pris connaissance de cet état des risques annexé au présent contrat (annexe 5).
~~choix 2 : A cet effet, le Réservant déclare que le bien objet des présentes n'est pas situé dans une telle zone.~~

Lorsque le bien est situé dans une zone du plan d'exposition au bruit en application de l'article L112-11 du Code de l'urbanisme, le Réservant est tenu d'informer par écrit le Réservataire de l'implantation du bien dans le périmètre d'un plan d'exposition au bruit d'un aérodrome.

~~5choix 1 :A cet effet, le Réservant déclare que le bien est situé dans la zone …… du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de …… approuvé par arrêté préfectoral en date du ……~~
~~Le Réservataire déclare avoir pris connaissance de ce plan d'exposition au bruit et de l'extrait de la carte intégrés à l'état des risques et pollutions (annexe 5).~~
~~Le plan d'exposition au bruit est annexé au plan local d'urbanisme lequel est consultable à la mairie de ……~~
~~Le plan d'exposition au bruit est consultable en ligne sur le site d'information de la Préfecture de ..... à l'adresse internet suivante : ……~~
choix 2 : A cet effet, le Réservant déclare que le bien objet des présentes n'est pas situé dans une telle zone.

Lorsqu'un immeuble bâti a subi un sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L.125-2 ou de l'article L.128-2 du Code des assurances, le Réservant est tenu d'informer par écrit le Réservataire de tout sinistre survenu pendant la période où il a été propriétaire de l'immeuble.

[6]choix 1 : A cet effet, le Réservant déclare que le bien objet des présentes n'a pas fait l'objet d'une telle indemnisation.
~~choix 2 : A cet effet, le Réservant déclare que le bien objet des présentes a fait l'objet des indemnisations suivantes:~~

Fait à ……, le …… en un exemplaire original.

Le Réservant	Le Réservataire

[4] *Rayer la mention inutile*
[5] *Rayer la mention inutile*
[6] *Rayer la mention inutile*

CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - RESERVATION - DELAI DE REALISATION

Le Réservant s'oblige, vis-à-vis du Réservataire, à lui réserver et à lui offrir par préférence à tout autre la faculté d'acquérir les Lots Réservés dans le délai indiqué à l'article 6 des CONDITIONS PARTICULIERES.

Le Réservant s'interdit de vendre lesdits biens à quelque autre personne que ce soit avant d'avoir offert au Réservataire de les lui vendre dans les conditions indiquées au présent contrat de réservation.

ARTICLE 2 - REALISATION DE LA VENTE

2.1. CONDITIONS SUSPENSIVES :

La conclusion de la vente est subordonnée à la réalisation de toutes les conditions suivantes au bénéfice du Réservant et du Réservataire :

a. Que le Permis de construire et/ou le Permis de construire modificatif visé à l'article 1 2°/ des CONDITIONS PARTICULIERES soit purgé du recours des tiers et de tout retrait administratif ;

b. Mise en place des garanties financières légales d'achèvement ou, le cas échéant, de remboursement.

c. Acquisition par le Réservant du terrain d'assiette de l'opération.

d. Obtention du ou des prêts dont il est fait état dans un délai de **2 mois** du dépôt de sa ou de ses demandes.

Conformément à l'article R.261-30 du Code de la Construction et de l'Habitation, le Réservant doit notifier au Réservataire le projet d'acte de vente un mois au moins avant la date de la signature de cet acte.

Le Réservant informe le Réservataire que le notaire en charge du programme notifiera au Réservataire le projet d'acte de vente définitif avec les pièces devant lui être remises, par lettre recommandée papier avec accusé de réception ou par lettre recommandée électronique avec accusé de réception conformément aux dispositions des articles 1125 et suivants du Code Civil et L.100 du Code des postes et des communications électroniques.

A cette fin, le Réservataire déclare expressément accepter de recevoir par voie électronique ledit projet d'acte de vente ainsi que l'ensemble des pièces devant lui être remises sur la ou les adresse(s) email mentionnée en première page des conditions particulières.

Si plusieurs réservataires utilisent la même adresse e-mail, chacun déclare avoir un accès à ladite boite e-mail et lesdits réservataires se donnent pouvoir réciproque pour retirer la lettre recommandée électronique.

Le Réservataire reconnait et garantit qu'il dispose de la maîtrise exclusive du compte e-mail qu'il a indiqué ci-dessus, tant pour son accès et sa gestion que la confidentialité des identifiants qui lui permettent d'y accéder. Le Réservataire s'engage à signaler au Réservant immédiatement toute perte ou usage abusif de son compte e-mail. Jusqu'à la réception d'une telle notification, toute action effectuée par le Réservataire au travers de son compte e-mail sera réputée effectuée par le Réservataire et relèvera de la responsabilité exclusive de ce dernier.
Par suite, le Réservataire reconnait :

- **Que la notification pourra intervenir par voie électronique à l'adresse e-mail sus indiquée ce qu'il a expressément accepté ; cette notification devant lui permettre de :**
  - **. Prendre connaissance du projet d'acte et de l'ensemble des pièces devant lui être remises;**
  - **. Comparer ses conditions avec le contrat de réservation.**
- **Qu'il lui appartiendra de s'assurer, sous sa seule responsabilité, qu'il sera en mesure de recevoir, télécharger et éventuellement imprimer les pièces jointes du message électronique,**

- **Qu'il disposera d'un délai d'un mois à compter de la notification par voie électronique du projet pour analyser ces pièces ainsi que celles ayant fait l'objet d'un dépôt à l'Etude du notaire en charge du programme**
- **Qu'il pourra, s'il le souhaite, se porter acquéreur avant l'expiration du délai d'un mois.**

Le Réservataire pourra toutefois accepter une réduction du délai de notification d'un mois susvisé, à compter du jour où les conditions ci-dessus seront réalisées. Au cas où le Réservataire ne se présenterait pas à la date fixée par le Réservant, une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre recommandée **électronique** avec accusé de réception conformément aux dispositions des articles 1125 et suivants du Code Civil et L.100 du Code des postes et des communications électroniques, lui sera adressée huit jours à l'avance, pour un second rendez-vous.

Si le Réservataire fait connaître son intention de ne pas donner suite à la réservation ou s'il ne se présente pas aux deux rendez-vous fixés pour la signature de l'acte authentique, ou si s'étant présenté, il refuse de signer ou ne verse pas la totalité du prix convenu, le Réservant deviendra libre de réserver ou de vendre les Lots Réservés et d'appliquer, en outre, les dispositions de l'article 4 "DEPOT DE GARANTIE" figurant aux CONDITIONS GENERALES.

La vente ne sera parfaite que par la signature de l'acte de vente à laquelle le transfert de propriété est expressément subordonné.

2.2. CONDITIONS DE LA VENTE

La vente, si elle se réalise, aura lieu en l'état futur d'achèvement, conformément aux dispositions de l'article 1601-3 du Code civil et des articles L 261-10 et suivants et R 261-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation (C.C.H.) et notamment sous celles indiquées ci-dessous.

Les locaux seront vendus dans l'état conforme au (x) plan (s) et à la notice descriptive sommaire annexés aux présentes, sous réserve des aménagements de détail qu'il serait nécessaire d'apporter à la construction, pour des raisons d'ordre technique ou administratif.

Le Réservant, devenu vendeur :

* conservera la qualité de Maître de l'Ouvrage,

* prendra l'engagement d'achever les travaux à la date figurant aux CONDITIONS PARTICULIERES, sauf survenance d'un cas de force majeure ou plus généralement d'une cause légitime de suspension du délai de livraison,

* justifiera d'une garantie financière légale d'achèvement ou, le cas échéant, d'une garantie de remboursement.

Le Réservataire, devenu acquéreur:

* sera propriétaire, par le seul fait de la signature de l'acte de vente, des ouvrages alors existants,

* deviendra propriétaire des ouvrages à venir, au fur et à mesure de leur exécution,

* en aura la jouissance à la livraison des biens objets des présentes ; il acquittera, à compter du jour de cette entrée en jouissance et dans les conditions prévues par le règlement de copropriété de l'immeuble, les charges afférentes aux lots vendus,

* acquittera les droits, taxes et honoraires et, d'une manière générale, tous les frais entraînés par la vente et ceux afférents aux prêts nécessaires à la réalisation de son acquisition (notamment frais de règlement de copropriété et de cahier des charges).

Remarques :

Il est précisé que les écarts de cinq (5) pour-cent des surfaces ou cotes exprimées par les plans seront tenus pour admissibles et ne pourront fonder aucune réclamation. Cette tolérance est portée à dix (10) pour-cent des surfaces ou cotes exprimées par les plans pour les jardins ou jardinets affectés à la jouissance exclusive et privative des propriétaires d'appartements ou de locaux en rez-de-chaussée.

L'ensemble immobilier réalisé dont dépend le lot, objet du présent contrat, est composé de plusieurs bâtiments construits par tranches et d'appartements dont l'achèvement peut ne pas être simultané. En conséquence, le Réservataire s'engage dès à présent à supporter les inconvénients inhérents à la parfaite et définitive finition du chantier et renonce expressément à tout recours pour trouble de jouissance de ce fait.

ARTICLE 3 - PRIX DE VENTE - FINANCEMENT

La vente sera offerte au Réservataire au prix ferme et définitif arrêté le jour de la réservation et figurant dans les CONDITIONS PARTICULIERES. Ce prix s'entend Taxe à la Valeur Ajoutée comprise au taux en vigueur.
Par dérogation à ce principe, en cas d'évolution du taux de TVA applicable, à la hausse comme à la baisse, cette évolution serait automatiquement répercutée sur les appels de fonds concernés. Le Réservataire supportera, en outre, la quote-part des frais relatifs au dépôt de pièces et à l'établissement du règlement de copropriété.

En outre, au cas où l'acte notarié n'aurait pu être signé du fait du Réservataire à la date visée aux CONDITIONS PARTICULIERES, et sous réserve que le Réservataire ait reçu du Notaire la notification du projet d'acte d'acquisition au moins un mois avant cette date, conformément à l'article R.261-30 du C.C.H., ce prix sera révisé au jour de la vente selon la variation de l'indice BT 01, l'indice de référence étant le dernier indice connu au jour de la signature du présent contrat; le tout à moins que le Réservant ne préfère que le dépôt de garantie ne lui soit définitivement acquis, conformément à l'article 4 ci-après.

En outre, les sommes exigibles à la signature de l'acte d'acquisition porteront intérêts au taux de 1% par mois supplémentaire, tout mois commencé étant dû.
Cette clause est expressément acceptée par le Réservataire.

Le prix sera payé conformément à l'échéancier de paiement figurant à l'article 2 des CONDITIONS PARTICULIERES.

NB : si la vente intervient après l'un quelconque des termes fixés à l'échéancier, la totalité des sommes exigibles au dit terme le sera au jour de la vente. Les fractions du prix payables à terme ne porteront pas intérêt mais tout retard de paiement donnera lieu à une indemnité de 1 pour-cent par mois de retard sans aucune formalité, tout mois commencé étant dû en entier et le versement de l'indemnité devant intervenir préalablement à tout autre paiement.

ARTICLE 4 - DEPOT DE GARANTIE

L'ensemble de cette somme est indisponible, insaisissable et incessible jusqu'à conclusion de l'acte de vente (sauf réalisation des hypothèses prévues ci-après au 2°/ et 3°/ ci-dessous, conformément aux articles R 261-29 et L 261-15 alinéa 3 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Le dépôt de garantie :

1°/ S'imputera sur le prix de vente si celle-ci se réalise,

2°/ sera restitué au Réservataire sans indemnité de part et d'autre, dans les trois mois de sa demande dans les cas prévus à l'article R 261-31 du Code de la Construction et de l'Habitation, repris intégralement ci-après (article 7 "MENTIONS LEGALES") ou si la condition suspensive de l'article L.312-1 et suivants du Code de la consommation n'est pas réalisée ;

3°/ sera acquis au Réservant

- si pour des raisons qui lui sont propres, le Réservataire ne donne pas suite à sa réservation;
- **si le Réservataire ne peut pas justifier avoir déposé en temps voulu la ou les demandes de prêt visées à l'article 5 "FINANCEMENT – PRIX DE VENTE" des CONDITIONS PARTICULIERES et avoir fourni aux établissements prêteurs les précisions et justifications demandées par eux;**
- si, dans le délai imparti visé à l'article 6 des CONDITIONS PARTICULIERES, le Réservataire ne signe pas l'acte de vente authentique accompagné du paiement de la partie du prix payable au comptant et des frais et honoraires de l'acte, pour une raison autre que celles indiquées au 2°/ du présent paragraphe.

Dans les trois hypothèses prévues à l'article 4-3°/ ci-dessus, le versement effectué au profit du Réservant aura lieu à titre d'indemnité forfaitaire pour l'indisponibilité entre ses mains des Lots Réservés et sera en conséquence

versé au compte du Réservant, dès sa première demande auprès de la Banque dépositaire sans que le Réservataire ait besoin de concourir à cette demande et sans qu'il puisse s'y opposer, ce qui est à présent accepté sans réserve par le Réservataire qui donne mandat au dépositaire de verser cette somme entre les mains du Réservant, dans les conditions ci-dessus énoncées.

ARTICLE 5 - DELAI D'EXECUTION DES OUVRAGES

Le Réservant déclare que, sauf grèves ; intempéries ; défaillance, redressement, liquidation judiciaire ou sauvegarde des ou de l'une des entreprises effectuant les travaux, de leurs fournisseurs ou sous-traitants ; retard entrainé par la recherche ou la désignation d'une nouvelle entreprise se substituant à l'une ou aux entreprise(s) défaillante(s) ou dont le marché a été résilié ; injonctions administratives ou judiciaires de suspendre totalement ou partiellement le chantier ou d'arrêter les travaux ; délais supplémentaires liés aux modifications techniques nécessaires à l'obtention des labels environnementaux ou liés à des préconisations complémentaires émises par le bureau de contrôle de l'organisme de certification pour obtenir lesdits labels ; retards entraînés par la non délivrance de l'autorisation administrative pour la mise en place de la grue ; retard pris par l'aménageur de la ZAC ; recherche et/ou découverte de vestiges archéologiques dans le terrain d'assiette ainsi que toutes prescriptions ordonnées par les services administratifs compétents en matière d'archéologie ; découverte de zones de pollution ou de contaminations des terrains d'assiette de l'opération ou d'anomalies du sous-sol ; cas de force majeure ; épidémie ; infections endémiques ; pandémies ; retards imputables aux compagnies concessionnaires ; retards imputables à la collectivité locale ou à l'aménageur en charge des travaux de voieries et de réseaux divers permettant la desserte des biens ; difficultés d'approvisionnement ; incidence de la demande de travaux complémentaires ou modificatifs par le Réservataire ; retards de paiement du Réservataire dans le règlement des appels de fonds ; absence de réponse du Réservant concernant le choix des revêtements de sols et de faïence parmi les choix proposés pour l'aménagement du bien ; éléments imprévus tels que l'occupation, le squat et la non-libération des lieux, les sinistres occasionnant un arrêt partiel ou total du chantier, les vols, dégradations et actes de vandalisme sur le chantier ; modification de la réglementation applicable au chantier et/ou à ses accès ; déroulement de manière concomitante de chantier voisin ; retard dans la mise à disposition du terrain d'assiette de l'opération par le vendeur du terrain, les ouvrages pourront être utilisés conformément à leur destination à la date indiquée à l'article 6 des CONDITIONS PARTICULIERES.

LIVRAISON ET CHARGES :

La livraison des locaux sera signifiée au Réservataire par lettre recommandée avec accusé de réception. A compter de cette date et dans les conditions prévues au cahier des charges de vente et du règlement de copropriété, le Réservataire devra acquitter la fraction des charges communes afférentes aux locaux vendus ainsi que toutes autres charges ou taxes pouvant lui être réclamées par les personnes habilitées à cet effet. L'entrée dans les lieux ne pourra se produire qu'après achèvement du local et paiement du solde du prix.

ARTICLE 6 - TRAVAUX MODIFICATIFS

Pour toute demande de travaux modificatifs une participation forfaitaire de 300 euros TTC sera facturée pour l'ouverture et l'étude du dossier. Un devis sera adressé au Réservataire après règlement des frais d'ouverture du dossier précités.

Le règlement du devis s'effectuera comme suit :

-50% à la commande,
-50% à l'achèvement des travaux

Si pour quelque cause que ce soit, le RÉSERVATAIRE, ne donne pas suite favorable au devis durant le délai de validité de celui-ci ou ne devait pas régulariser l'acte authentique de vente, le forfait d'ouverture et d'étude du dossier susvisé restera acquis au Réservant.

Etant ici précisé qu'à défaut de spécification d'un délai de validité du devis précité, le délai contractuel applicable sera de 15 jours.

Pour des questions de responsabilités, et dans le cas où les demandes de travaux modificatifs seraient acceptées par le Réservant, les travaux modificatifs seront exécutés uniquement par l'entreprise titulaire du marché des travaux concernés. Les demandes de travaux modificatifs techniquement réalisables seront étudiées en fonction du calendrier d'exécution des travaux et du respect de la réglementation et des labels demandés. En tout état de

cause, les travaux modificatifs ne devront en aucune manière porter atteinte aux prescriptions du permis du construire du projet de construction.

Enfin, à peine d'irrecevabilité et pour ne pas désorganiser le chantier, le Réservataire devra formuler l'ensemble de ses demandes de travaux modificatifs en une seule fois et au plus tard au stade d'avancement « Plancher bas du rez-de-chaussée ».

ARTICLE 7 - MENTIONS LEGALES

Conformément aux dispositions de l'article R 261-27 du Code de la Construction et de l'Habitation ainsi conçu, les articles R 261-28 et R 261-31 sont ci-après littéralement rapportés.

Article R 261-28 : le montant du dépôt de garantie ne peut excéder 5 pour-cent du prix prévisionnel de vente si le délai de réalisation de la vente n'excède pas un an. Ce pourcentage est limité à 2 pour-cent si ce délai n'excède pas deux ans. Aucun dépôt ne peut être exigé si ce délai excède deux ans.

Article R 261-29 : le dépôt de garantie est fait à un compte spécial ouvert au nom du Réservataire dans une banque ou un établissement spécialement habilité à cet effet ou chez un notaire. Les dépôts des Réservataires des différents locaux composant un même immeuble ou un même ensemble immobilier peuvent être groupés dans un compte unique spécial comportant une rubrique par Réservataire.

Article R 261-30 : le Réservant doit notifier au Réservataire le projet d'acte de vente un mois au moins avant la date de la signature de cet acte.

Article R 261-31 : le dépôt de garantie est restitué, sans retenue ni pénalité au Réservataire :

a) si le contrat de vente n'est pas conclu du fait du vendeur dans le délai prévu au contrat préliminaire,
b) si le prix de vente excède de plus de 5 pour-cent le prix prévisionnel révisé le cas échéant conformément aux dispositions du contrat préliminaire. Il en est ainsi quelles que soient les autres causes de l'augmentation du prix, même si elle est due à une augmentation de la consistance de l'immeuble ou à une amélioration de sa qualité,
c) si le ou les prêt(s) prévu(s) au contrat préliminaire ne sont pas obtenu(s) ou transmis, ou si leur montant est inférieur à 10 pour-cent aux prévisions dudit contrat,
d) si l'un des éléments d'équipement prévus au contrat préliminaire ne doit pas être réalisé,
e) si l'immeuble ou la partie d'immeuble ayant fait l'objet du contrat présente dans sa consistance ou dans la qualité des ouvrages prévus une réduction de valeur supérieure à 10 pour-cent.

Dans les cas prévus au présent article, le Réservataire notifie sa demande de remboursement au Réservant et au dépositaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Sous réserve de la justification par le déposant de son droit à restitution, le remboursement intervient dans le délai maximum de trois mois à dater de cette demande.

ARTICLE 8 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et en cas de litige, les parties font élection de domicile en leur adresse respective.

ARTICLE 9 - DELAI DE RETRACTATION

Pour tenir compte des dispositions de l'article L 271-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, le présent contrat ne deviendra définitif qu'à l'expiration d'un délai de dix (10) jours à compter du lendemain de la première présentation de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou de tout autre moyen présentant des garanties équivalentes pour la détermination de la date de réception ou de remise, notifiant le présent contrat au Réservataire.

Pendant ce délai, le Réservataire peut se rétracter dans ces mêmes formes (par lettre recommandé avec accusé de réception), sans avoir à justifier des raisons de cette rétractation. Si le dixième jour du délai est un jour férié ou un jour chômé (samedi ou dimanche), l'expiration du délai susvisé est reportée au premier jour ouvrable[7] suivant.

[7] Une semaine comporte cinq jours ouvrés correspondant aux jours habituellement travaillés (lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi) et six jours ouvrables : les cinq jours ouvrés auxquels on ajoute le samedi.

Le Réservataire reconnait que l'exercice du droit de rétractation vaudra rétractation pour l'ensemble des Lots mentionnés dans les conditions particulières. Le droit de rétractation ne pouvant être exercé seulement pour une partie desdits Lots.

ARTICLE 10 – LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES

Au titre de la présente clause, les termes « **Données à Caractère Personnel** », « **Traitement** », « **Responsable du Traitement** », « **Sous-traitant** », « **Personnes Concernées** », « **Autorité de Contrôle** » ont la définition qui est donnée à ces termes au sein de l'article 4 du Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 (ci-après le « **RGPD** »).

Dans le cadre de la relation contractuelle, le Réservant, en tant que Responsable du Traitement, est amené à mettre en œuvre un Traitement au moyen des Données à Caractère Personnel du Réservataire.
Les Données à Caractère Personnel du Réservataire ont été recueillies (i) soit directement par le Réservant dans le cadre des échanges ayant eu lieu avec le Réservataire ; (ii) soit indirectement par les biais des prescripteurs du Réservant ou des sociétés de son groupe. Il s'agit notamment des catégories suivantes : l'état civil ; les données de contact (numéro de téléphone, adresse email) ; l'adresse ; les données relatives à l'identification du bien et à sa personnalisation ; des informations économiques et financières (prix ; montant du dépôt de garantie ; situation financière, situation fiscale, etc) ; des données relatives à la vie professionnelle (profession, employeur) ; des données relatives à la vie personnelle (situation familiale, nombres d'enfants).

Le Réservant traite les Données à Caractère Personnel du Réservataire dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle pour les finalités et sur les bases légales suivantes :

- pour les finalités suivantes sur la base légale de l'exécution du contrat : gestion de la relation contractuelle, en ce compris gestion de la conclusion du contrat et de ses conséquences ; gestion du désistement le cas échéant ; analyse de la faisabilité technique des travaux modificatifs acquéreurs si demandés ; gestion du suivi du financement du Réservataire ; gestion des échanges avec le notaire pour la préparation de l'acte authentique ; gestion des réponses aux demandes variées du Réservataire ; gestion des choix de prestations et de personnalisation du logement ; gestion de la fourniture des informations relatives à l'avancée des travaux ; suivi de la relation contractuelle ; gestion des difficultés liées à l'exécution du contrat de réservation ;
- pour les finalités suivantes sur la base légale de l'intérêt légitime du Réservant : gestion, le cas échéant, des opérations de parrainage effectuées par le Réservataire ; élaboration et gestion des statistiques ;
- pour les finalités suivantes sur la base légale du consentement du Réservataire : en fonction du choix exprimé par l'ACQUEREUR dans le cadre de ses échanges avec le VENDEUR, ses Données à Caractère Personnel seront utilisées à des fins de gestion des opérations de prospection commerciale et de parrainage. Vous pouvez à tout moment vous opposez à la réception de prospection commerciale en cliquant sur le lien opposition figurant dans nos communications ou en nous adressant un email à l'adresse rgpd@lncsa.fr ;
- pour les finalités suivantes sur le respect des obligations légales : Traitements mis en œuvre pour respecter les obligations légales du Réservant en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Les Données à Caractère Personnel du Réservataire sont actuellement traitées sur le territoire de l'Union européenne. Elles seront conservées pendant la durée du contrat de réservation et le cas échéant de sa réitération. Les données nécessaires seront conservées (i) pendant une durée supplémentaire correspondant à la durée de prescription applicable, pouvant en l'occurrence aller jusqu'à dix (10) ans à compter de la livraison du bien ; et (ii) pendant trois (3) ans à compter de la livraison des Biens ou le dernier contact avec le Réservataire, à des fins de prospection commerciale et de parrainage.

Les Données à Caractère Personnel traitées dans ce contexte ne seront accessibles que :

- Aux salariés du Réservant qui ont besoin d'y accéder dans le cadre de leurs fonctions et pourront faire l'objet d'une communication aux autres entités du groupe de sociétés auquel le Réservant appartient dans le cadre de la gestion centralisée opérée au sein du groupe de sociétés ;
- A des prestataires, entreprises en charge des travaux, architectes et des experts techniques mandatés par le Réservant pour réaliser des missions nécessaires à la mise à disposition du bien.

Les Données à Caractère Personnel traitées peuvent également faire l'objet d'une communication:

- Aux offices notariaux impliqués dans le projet pour l'établissement de l'acte authentique;
- Aux établissements financiers pour les dépôts de garanties nécessaires;

- Au syndic provisoire pour la convocation à la première assemblée générale;
- A toute autorité qui en ferait légalement la demande ;
- A tout tiers dans le cadre d'une fusion, acquisition ou cession de tout ou partie des actifs du Réservant.

Conformément au RGPD, le Réservataire dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et à la portabilité des Données à Caractère Personnel qui le concernent, d'un droit de limitation du Traitement, ainsi que d'un droit d'opposition au Traitement des données qui le concernent, notamment du droit de s'opposer à la réception de messages de prospection commerciale. Le Réservataire dispose également du droit de faire parvenir au Réservant des directives spéciales relatives au sort de ses Données à Caractère Personnel après sa mort. Pour en savoir plus sur chacun de ces droits offerts par la RGPD, le Réservataire peut consulter la section 10 de la Politique de Confidentialité du Réservant : https://www.lesnouveauxconstructeurs.fr/politiques-de-protection-des-donnees-et-politique-de-cookies/

Pour exercer ces droits, le Réservataire peut contacter le Réservant :

- Soit par courrier électronique à l'adresse suivante : rgpd@lncsa.fr
- Soit par courrier à l'adresse : Les Nouveaux Constructeurs, Direction Juridique, 50 route de la Reine, 92100 Boulogne-Billancourt.

Le Réservataire peut introduire une réclamation auprès de l'Autorité de Contrôle, à savoir, en France, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Enfin, le Réservataire est informé qu'il dispose du droit de s'inscrire sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique auprès de Bloctel : http://www.bloctel.gouv.fr/

ARTICLE 11 - LITIGE

Les parties conviennent de soumettre leurs différends à la juridiction compétente à savoir aux termes de l'article R 631-3 du Code de la Consommation soit l'une des juridictions territorialement compétentes en vertu du code de procédure civile, soit la juridiction du lieu où le consommateur demeurait au moment de la conclusion du contrat ou de la survenance du fait dommageable.

Néanmoins, en vue de leur résolution amiable, le réservataire peut adresser toutes réclamations au réservant.
A défaut d'accord entre les parties, le réservataire est informé que le réservant relève de l'Association de médiateurs professionnels dénommée MEDIMMOCONSO, 3 Avenue Adrien Moisant, 78400 CHATOU, http://medimmoconso.fr/.

ARTICLE 12 - PREVENTION CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

Le Code Monétaire et Financier et plus précisément la réglementation relative à la prévention contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme impose aux professionnels de l'immobilier d'avoir une connaissance actualisée de leur Réservataire (impliquant notamment une connaissance des revenus et du patrimoine permettant de financer l'acquisition projetée).

Dans ce cadre, le Réservant sera amené à poser des questions et à demander certains documents permettant de répondre aux exigences de cette réglementation.

Le Réservataire s'engage pour sa part à répondre aux sollicitations et communiquer la documentation demandée.

ARTICLE 13 – DEMATERIALISATION

13.1. EN CAS DE SIGNATURE ELECTRONIQUE DU CONTRAT DE RESERVATION

Dans le cas où le Réservataire a choisi de recourir à la signature électronique du contrat de réservation, il reconnait avoir été informé préalablement à la signature des présentes :

- Qu'un tiers de confiance interviendra pour garantir l'intégrité des documents et la signature électronique du contrat de réservation.
- Que ce dernier lui enverrait :
  - Un courriel d'invitation à signer en ligne le contrat de réservation, ses annexes et les pièces devant lui être remises.

  - Un code de signature si le Réservataire a choisi de signer électroniquement avec un code délivré soit par courriel sur son adresse électronique, soit par message sur son numéro de téléphone.
- Qu'il dispose d'un délai de SOIXANTE DOUZE (72) heures, à compter de la réception du courriel d'invitation adressé par le tiers de confiance, pour signer électroniquement le contrat de réservation et ses annexes.
- Qu'il sera considéré avoir renoncé au bénéfice de la réservation dans les cas suivants :
  - S'il ne se connecte pas au lien électronique adressé par courriel par le tiers de confiance ou s'il se connecte après l'expiration du délai susvisé ;
  - S'il ne signe pas électroniquement le contrat de réservation et les annexes transmis dans le délai susvisé;
  - S'il fait connaître son intention de ne pas donner suite à la réservation ou s'il choisit l'action de refuser de signer pouvant, le cas échéant, être proposée par le tiers de confiance ;
- Qu'en présence de plusieurs Réservataires, ils seront tous réputés avoir renoncé au bénéfice de la réservation si l'un d'eux entre dans l'un des cas énoncés ci-avant.
- Que le Réservant retrouvera sa liberté de réserver à des tiers les lots mentionnés dans les conditions particulières.
- Qu'après la signature électronique du contrat de réservation et des annexes par le Réservant, le tiers de confiance lui enverra un courriel contenant le contrat de réservation et l'ensemble des annexes signés par l'ensemble des Parties.

Les documents signés électroniquement seront archivés pendant dix (10) ans chez le tiers de confiance et seront accessibles depuis une plateforme du tiers de confiance : DOCAPOSTE

13.2. EN CAS DE NOTIFICATION ELECTRONIQUE

En ce qui concerne les notifications prévues au présent contrat de réservation, il est convenu que le Réservant pourra à son choix utiliser la lettre recommandée papier avec accusé de réception ou la lettre recommandée électronique avec accusé de réception conformément aux dispositions des articles 1125 et suivants du Code Civil et L.100 du Code des postes et des communications électroniques.

Il est précisé que l'envoi d'un courriel électronique recommandé pourra être adressé au Réservataire, qui y consent, notamment dans le cadre:

- De la purge de son délai de rétractation tel que prévu par l'article L.271-1 du Code de la Construction et de l'Habitation.
- De la transmission du projet d'acte de vente tel que prévu par l'article R.261-30 du Code de la Construction et de l'Habitation.

13.3. DECLARATIONS DU Réservataire EN CAS DE SIGNATURE ELECTRONIQUE OU DE NOTIFICATION ELECTRONIQUE

Le Réservataire reconnait et garantit:

- Avoir donné son accord pour la transmission du contrat de réservation et de l'ensemble des pièces sur la ou les adresse(s) électronique(s) mentionnée(s) dans les conditions particulières.
- Que toute notification pourra intervenir par voie électronique à l'adresse e-mail/aux adresses e-mail indiquées dans les conditions particulières, ce qu'il a expressément accepté ;
- Qu'en présence de plusieurs Réservataires utilisant la même adresse électronique ou le même numéro de téléphone, chacun d'eux déclare disposer d'un accès à ladite adresse électronique ou audit numéro de téléphone et que lesdits Réservataires se donnent pouvoir réciproque pour :
  - Accéder aux messages adressés par le Réservant et par le tiers de confiance ;
  - Pour retirer la lettre recommandée électronique
- Qu'il dispose de la maîtrise exclusive de l'adresse électronique et du numéro de téléphone qu'il a indiqué dans les conditions particulières, tant pour son accès régulier et la gestion que pour la confidentialité des identifiants qui lui permettent d'y accéder.
- Qu'il s'engage à maintenir son adresse et son numéro de téléphone en fonctionnement
- Qu'il s'engage à signaler, par tous moyens par écrit, au Réservant immédiatement tout changement, toute interruption, toute perte ou usage abusif de son compte e-mail ou de son numéro de téléphone. Jusqu'à la réception d'un tel signalement, toute action effectuée par le Réservataire au travers de son compte e-mail ou de son numéro de téléphone sera réputée effectuée par lui et relèvera de la responsabilité exclusive de ce dernier.

- Qu'il devra surveiller le classement éventuel en SPAM par son serveur des messages adressés par le Réservant et le tiers de confiance.
- Qu'il lui appartiendra de s'assurer, sous sa seule responsabilité, qu'il sera en mesure de recevoir, télécharger et éventuellement imprimer les pièces jointes aux messages électroniques.

En présence de plusieurs Réservataires, les stipulations de l'article 13 des présentes Conditions Générales ont vocation à s'appliquer à chacun d'eux.

ANNEXE A

ATTESTATION RE 2020

Programme : LE CLOS TY GUEN

Adresse : 71 avenue du Général de Gaulle

Code postal/Ville : 56400 AURAY

La SNC LNC ORION (3042) s'engage à respecter la Règlementation Environnementale RE 2020 pour le programme référencé ci-dessus, tel qu'indiqué dans la notice descriptive annexée au contrat de réservation.

Ainsi, le local : LOCAL ACTIVITE

Réservé le : ……

Par : LA COMMUNE D'AURAY (56400)

Répondra aux critères de la Règlementation Environnementale 2020.

Fait à ……

Le ……

Le Réservant	Le Réservataire

ANNEXE B

NOTICE D'INFORMATION PRECONTRACTUELLE

I. COORDONNEES DU RESERVANT

Nom : SNC LNC ORION (affaire 3042)

Représentée par : Chemss ZITOUNI, Responsable Commercial

Adresse : Ar Mor Plazza – Bâtiment A – 9 impasse Claude Nougaro – 44800 SAINT-HERBLAIN

Email : contact_3042@LNCSA.FR

Téléphone : 02 49 49 08 01 (numéro non surtaxé)

II. GARANTIES LEGALES APPLICABLE AU BIEN OBJET DU CONTRAT DE RESERVATION (reproduction des textes légaux).

II.1. Garanties légales (garantie des vices apparents, garantie décennale et biennale)

Article 1642-1 du Code civil

Le vendeur d'un immeuble à construire ne peut être déchargé ni avant la réception des travaux, ni avant l'expiration d'un délai d'un mois après la prise de possession par l'acquéreur, des vices de construction et des défauts de conformité alors apparents.

Il n'y aura pas lieu à résolution du contrat ou à diminution du prix si le vendeur s'oblige à réparer le vice.

Article 1646-1 du Code civil

Le vendeur d'un immeuble à construire est tenu, à compter de la réception des travaux, des obligations dont les architectes, entrepreneurs et autres personnes liées au Maître de l'Ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage, sont eux-mêmes tenus en application des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-3 du présent code.

Ces garanties bénéficient aux propriétaires successifs de l'immeuble.

Il n'y aura pas lieu à résolution de la vente ou à diminution du prix si le vendeur s'oblige à réparer les dommages définis aux articles 1792, 1792-1 et 1792-2 du présent code, et à assumer la garantie prévue à l'article 1792-3.

Article 1648 alinéa 2 du Code civil

Dans le cas prévu par l'article 1642-1, l'action doit être introduite à peine de forclusion, dans l'année qui suit la date à laquelle le vendeur peut être déchargé des vices apparents ou des défauts de conformité

Conformément à l'article R 261-8 du Code de la Construction et de l'Habitation, le point de départ de ces garanties est constitué par la réception, par le vendeur des travaux avec ou sans réserve.

Les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 sont ci-après littéralement rapportés :

Article 1792 du Code civil

Tout constructeur d'ouvrage est responsable de plein droit, envers le Maître ou l'acquéreur de l'ouvrage des dommages même résultant d'un vice du sol, qui compromettent la solidité de l'ouvrage oui qui l'affectant dans l'un de ses éléments constitutifs ou de l'un de ses éléments d'équipements, le rendant impropre à sa destination.

Une telle responsabilité n'a point lieu si le constructeur prouve que les dommages proviennent d'une cause étrangère.

Article 1792-1 du Code civil

Est réputé constructeur de l'ouvrage :

- 1° Tout architecte, entrepreneur, technicien ou autre personne liée au Maître de l'Ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage.
- 2° Toute personne qui vend, après achèvement, un ouvrage qu'elle a construit ou fait construire.
- 3° Toute personne qui, bien qu'agissant en qualité de mandataire du propriétaire de l'ouvrage, accomplit une mission assimilable à celle d'un locateur d'ouvrage.

Article 1792-2 du Code civil

La présomption de responsabilité établie par l'article 1792 s'étend également aux dommages qui affectent la solidité des éléments d'équipement d'un bâtiment, mais seulement lorsque ceux-ci font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert.

Un élément d'équipement est considéré comme formant indissociablement corps avec l'un des ouvrages mentionnés à l'alinéa précédent, lorsque sa dépose, son démontage ou son remplacement ne peut s'effectuer sans détérioration ou enlèvement de manière de cet ouvrage.

Article 1792-3 du Code civil

Les autres éléments d'équipement du bâtiment font l'objet d'une garantie de bon fonctionnement d'une durée minimale de deux ans à compter de la réception de l'ouvrage.

Article 1792-4-1 du Code civil

Toute personne physique ou morale dont la responsabilité peut être engagée en vertu des articles 1792 à 1792-4 du présent code, est déchargée des responsabilités et garanties pesant sur elle, en application des articles 1792 à 1792-2, après dix ans à compter de la réception des travaux ou en application de l'article 1792-3, à l'expiration du délai visé à cet article.

II.2. Garantie de parfait achèvement

Article 1792-6 alinéa 2 et suivants du Code civil :

La garantie de parfait achèvement à laquelle l'entrepreneur est tenu pendant un délai d'un an à compter de la réception s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le Maître de l'Ouvrage, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par la voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception.

Les délais nécessaires à l'exécution des travaux de réparation sont fixés d'un commun accord par le Maître de l'Ouvrage et l'entrepreneur concerné.

En l'absence d'un tel accord ou en cas d'inexécution dans le délai fixé, les travaux peuvent après mise en demeure restée infructueuse, être exécutés aux frais et risques de l'entrepreneur défaillant.

L'exécution des travaux exigés au titre de la garantie de parfait achèvement est constatée d'un commun accord ou à défaut judiciairement.
La garantie ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usure normale ou l'usage.

II.3. Garanties d'isolation phonique

Le Réservant, devenu Vendeur sera tenu à l'égard du premier occupant de chaque logement de la garantie d'isolation phonique conformément aux dispositions de l'article L.111-11 du Code de la construction et de l'habitation ci-après littéralement rapporté :

« Les contrats de louage d'ouvrage ayant pour objet la construction de bâtiments d'habitation sont réputés contenir les prescriptions légales ou réglementaires relatives aux exigences minimales requises en matière d'isolation phonique.

Les travaux de nature à satisfaire à ces exigences relèvent de la garantie de parfait achèvement visée à l'article 1792-6 du code civil reproduit à l'article L.111-20-2.

Le vendeur ou le promoteur immobilier est garant, à l'égard du premier occupant de chaque logement, de la conformité à ces exigences pendant un an à compter de la prise de possession. »

II.4. Garantie financière d'achèvement ou de remboursement

Le Réservant devenu VENDEUR sera tenu d'obtenir une garantie financière d'achèvement ou de remboursement prévue par l'article L261-11 et les articles R261-17 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

III. ASSURANCE

Le Réservant sera conforme aux obligations résultant de la loi du 4 janvier 1978 publiée au Journal Officiel le 5 janvier 1978, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Il est titulaire d'une police ZURICH Responsabilité Civile Promoteur n° 7400023681.
Les coordonnées de l'assureur sont les suivantes : ZURICH 112 avenue Wagram 75808 Paris cedex 17.
Ce contrat couvre les activités du Réservant en France métropolitaine.

IV. REGLEMENT DES LITIGES ET DROIT APPLICABLE

Le présent contrat ne comporte pas de clause « compromissoire » ou de clause attributive de juridiction.
Le droit applicable au présent contrat est le droit français.

ANNEXE C
Présentation des principales caractéristiques du dispositif fiscal visé à l'article 199 novovicies du CGI.

Le Réservataire se déclare parfaitement informé du caractère prévisionnel du délai d'achèvement et du fait que ce délai pourrait être reporté en cas de survenance d'un cas de force majeure et/ou d'une cause légitime de suspension de délai.

Le Réservataire déclare faire la présente acquisition afin de bénéficier du dispositif dit « PINEL » dans le cadre d'un investissement locatif assorti d'un avantage fiscal particulier.

Le Réservataire déclare ne pas avoir été incité par le Réservant à réaliser un investissement immobilier, proposé le cas échéant par un tiers. Le Réservataire déclare connaître parfaitement les caractéristiques de l'investissement ainsi que les risques inhérents à ce type d'investissement.

Le Réservant rappelle en tant que de besoin au Réservataire les caractéristiques principales et les cas de remise en cause du régime :

Ce régime permet, à condition que le logement soit neuf ou assimilé (jamais habité ou utilisé auparavant) ou réhabilité, et qu'il soit loué nu durant six (6), neuf (9) ou douze (12) années effectives et continues et affecté tout ce temps à l'habitation principale du locataire pour les trois quarts (3/4) au moins de sa superficie, de bénéficier d'une réduction d'impôt spécifique étalée sur le temps de la location. Cette option devra être exercée, le cas échéant, lors du dépôt de la déclaration des revenus de l'année d'achèvement de l'immeuble ou de son acquisition si elle est postérieure et sera irrévocable.

Le dispositif est prolongeable de trois (3) ans et est renouvelable une (1) fois si la durée initiale était de six (6) ans.

Le dispositif est prolongeable de trois (3) ans si la durée initiale était de neuf (9) ans.

Aucune prolongation n'est possible si le dispositif a été souscrit pour une durée initiale de douze (12) ans.

Le délai d'achèvement est fixé à trente (30) mois à compter de la signature de l'Acte.

La location doit prendre effet dans les douze (12) mois de l'achèvement de la construction.

Le loyer mensuel par mètre carré ne doit pas être supérieur pendant toute la période couverte par l'engagement de location au plafond fixé par décret et revalorisé tous les ans, à celui fixé pour la zone B1 zone dans laquelle se trouve le logement ainsi qu'il résulte du décret.

Si l'immeuble appartient à une société, cette société ne doit pas être soumise à l'impôt sur les sociétés et les associés doivent s'engager à conserver leurs parts, qui ne peuvent ni ne pourront être démembrées, jusqu'à l'expiration de la période couverte par l'engagement de location.

Les obligations déclaratives pour bénéficier des avantages fixés par ce dispositif doivent s'effectuer lors du dépôt de la déclaration des revenus de l'année d'achèvement des travaux du logement. L'option est irrévocable et ne peut être cumulée avec d'autres avantages fiscaux sur le logement. La réduction d'impôt est répartie, par parts égales, sur la durée de l'engagement de location, elle est accordée à compter de l'année d'achèvement des Lots Réservés.

Selon l'engagement de location pris par Le Réservataire-bailleur à condition que le logement bénéficie du label « bâtiment basse consommation énergétique » répondant à la norme RT 2012, le taux de réduction est de :

Pour les logements acquis en 2023:
- 10,5 % pour un engagement de location de 6 ans
- 15 % pour un engagement de location de 9 ans
- 17,5 % pour un engagement de location de 12 ans

Pour les logements acquis en 2024 :
- 9 % pour un engagement de location de 6 ans
- 12 % pour un engagement de location de 9 ans
- 14 % pour un engagement de location de 12 ans

Pour les logements situés en Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville et acquis en 2023 ou 2024 :
- 12 % pour un engagement de location de 6 ans
- 18 % pour un engagement de location de 9 ans
- 21 % pour un engagement de location de 12 ans

Le contribuable ne peut bénéficier de cet avantage fiscal que dans la limite d'un investissement global annuel de TROIS CENT MILLE EUROS (300.000 EUR) ; en outre le prix d'achat du logement est limité à un plafond par m² de surface habitable fixé par décret à CINQ MILLE CINQ CENT EUROS (5.500,00 EUR).

Les principaux cas de remise en cause de cet avantage sont les suivants : interruption de la location, dépassement du plafond, rupture de la qualité d'habitation principale, vente, donation, démembrement.

Le non-respect de l'une des conditions de ce régime entraîne la déchéance de l'avantage fiscal et l'obligation de restituer la réduction d'impôt obtenue, assortie de pénalités le cas échéant.

Le Réservataire déclare avoir pu étudier l'environnement locatif, être parfaitement informé de l'articulation de ces avantages fiscaux, de ses obligations et de ses risques, et que celui-ci correspond à sa situation patrimoniale et fiscale.

Enfin, Le Réservant ne saurait être tenu pour responsable du non-respect des obligations incombant à Le Réservataire.


SCANNER
LAISSEZ-NOUS UN AVIS
ET PARTAGEZ VOTRE EXPÉRIENCE
AVEC
LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS
Flashez ici !

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

4- DU - <u>ACQUISITION, À TITRE GRATUIT, DE LA VOIRIE DE L'OPÉRATION IMMOBILIÈRE RÉALISÉE SUR LE SITE DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP) NUMÉRO11, AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE, RENOUVELLEMENT URBAIN DE L'ANCIEN LEADER PRICE</u>

Monsieur Jean-François GUILLEMET, 3ème adjoint, expose à l'assemblée :

Le projet est composé de deux bâtiments A et B donnant pour l'un sur l'Avenue du Général de Gaulle (bâtiment A) et pour l'autre en fond de terrain (bâtiment B) (cf annexe 3). L'ensemble du projet regroupera au total 36 logements, 2 commerces, 1 crèche et un local affecté à une œuvre caritative (les Restos du Cœur) réparties de la façon suivante :

• Pour le bâtiment A : 22 logements en accession avec 3 commerces.

• Pour le bâtiment B : 14 logements à vocation sociale et un local à destination caritative en rez-de-chaussée qui accueillera les Restos du Cœur.

La Surface de plancher totale du projet est de 3553,13 mètres carrés.

Le permis de construire correspondant a été délivré le 27/03/2024.

Le projet s'inscrit dans un objectif de maîtrise de l'accueil de nouvelles populations tout en privilégiant la mixité sociale et des usages. Ce projet répond également à un objectif de gestion économe de l'espace en optimisant l'usage du foncier dans les espaces urbanisés afin de minimiser la consommation d'espaces considérés comme naturels et agricoles au sein des espaces déjà urbanisés.

L'ensemble du bâtiment existant aujourd'hui sera entièrement démoli afin de laisser place au projet et le transformateur électrique actuellement présent en limite de propriété avec l'Avenue du général de Gaulle sera déplacé et positionné au nord du site donnant sur la rue Louis le Doré.

L'assiette foncière constituant l'OAP Leader Price doit faire l'objet d'une division en volumes par le promoteur Les Nouveaux Constructeurs (LNC) qui prendra en charge les frais de cette division (cf annexes 2 et 3). Cette division a pour but de déterminer précisément les parties du site qui seront acquises par la ville notamment au regard de la présence d'un réservoir d'eaux pluviales situé en-dessous de la voirie (rue Louis Le Doré) et qui devra rester une propriété privée (cf annexe 6). La voirie elle-même devra être la propriété de la commune afin de garantir la pérennité dans le temps d'un accès aux Restos du Cœur. Un état descriptif de division en volumes (EDD) formalise ces éléments et détermine également les servitudes induites par l'opération (cf annexe 2).

La Direction des Services Techniques et des Sports (DSTS) a été consultée sur le plan de division en volumes et sur l'Etat Descriptif de Division (EDD) le 18/02/2025. Dans son avis, en date du 25/03/2025, la DSTS a rendu un avis favorable sur la récupération de la voirie.

La ville acquerra le volume 2 (la voirie) à titre gratuit incluant les deux places livraisons dédiées aux Restos du Cœur (cf annexe 3). Le volume 1 englobe les bâtiments A et B ainsi que le tréfonds des bâtiments A, B et de la voirie de l'opération immobilière réalisée (cf annexe 3).

Les frais de géomètre seront pris en charge par le groupe immobilier LNC et **les frais de notaire** seront pris en charge par la ville.

L'acte notarié sera rédigé par la SCP Christian HADDAD, Anna DUFFO- LE STRAT et David RAULT, sise 3bis rue Louis Billet, à Auray.

Annexes :
Annexe 1 - Extrait cadastral (cadastre actuel)
Annexe 2 - État descriptif de division en volumes
Annexe 3 - Plan de division en volumes
Annexe 4 - Notice descriptive du local des Restos du Cœur issue du permis délivré le 27/03/2024
Annexe 5 - Plan du réseau d'eaux pluviales
Annexe 6 - Plan des stationnements dédiés aux Restos du Cœur

Vu le budget de la commune ;

Vu les dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment les articles L 1, L 2311-1, L 3111-1 et L 2122-4 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Auray ;

Vu le Plan de division en volumes ;

Vu l'État Descriptif de Division en volumes ;

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission d'urbanisme du 25/03/2025 ;

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** l'acquisition, à titre gratuit, de la voirie de l'opération immobilière réalisée sur le site de l'OAP Leader Price incluant les deux places de livraison (parcelles cadastrales AC 595, AC 603) ;

- **APPROUVE** la prise en charge par Les Nouveaux Constructeurs (LNC), promoteur et propriétaire du site, des frais de géomètre ;

- **APPROUVE** la prise en charge par la ville des frais de notaire ;

- **DÉSIGNE** la SCP Christian HADDAD, Anna DUFFO- LE STRAT et David RAULT, sise 3bis rue Louis Billet, à Auray, pour la rédaction de l'ensemble des actes ;

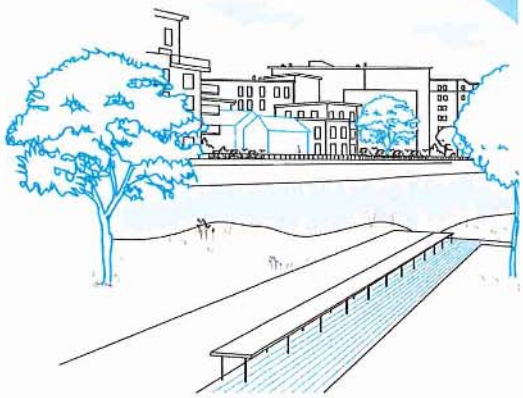
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer les actes notariés et toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette transaction.

Annexe 1



Conseil municipal de la ville d'Auray du 6 mai 2025

Quarta



DEPARTEMENT du MORBIHAN

VILLE D'AURAY

ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION en VOLUMES
CAHIER des CHARGES ET SERVITUDES

D'un ENSEMBLE IMMOBILIER

Situé rue Charles de Gaulle

Et appelé « Le Ty Guen »

ANNEXES : 1 plan masse
2 plans de délimitation des volumes
2 plans de coupe

Document établi par Dimitri HELIAS
Géomètre-Expert à ST JACQUES de la LANDE
123 Rue du Temple de Blosne
Tél. 02. 99. 30. 12. 12.
Le 12/02/2025
Dossier 2024-2289B-CHCH

Document provisoire

Partie I ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION EN VOLUMES 3

Chapitre 1 DESIGNATION et DESCRIPTION de L'ENSEMBLE IMMOBILIER 3

Article 1.1 Désignation Générale 3
Article 1.2 Désignation cadastrale 3
Article 1.3 Servitudes existantes de réseaux (rappel) 3
Article 1.4 Convention liée à la présence d'un transformateur électrique 3

Chapitre 2 DESIGNATION DES VOLUMES 3

Chapitre 3 TABLEAU RECAPITULATIF 5

Partie II CAHIER des CHARGES : DROITS ET OBLIGATIONS DES PROPRIETAIRES et SERVITUDES 6

Chapitre 1 AFFECTATION DES VOLUMES 6

Chapitre 2 PROPRIETES PUBLIQUES ET VOLUMES RELEVANT DU DOMAINE PUBLIC 6

Chapitre 3 DROITS ET OBLIGATIONS RESULTANT DE L'ETAT DESCRIPTIF 7

Article 3.1 Principe Général 7
Article 3.2 Précisions techniques 7
Article 3.3 Principes de réalisation et propriété des ouvrages 7

Chapitre 4 SERVITUDES GENERALES 8

Article 4.1 Appuis - Accrochages 8
Article 4.2 Servitude de passage et d'accès 8
Article 4.3 Servitudes nécessaires à la réalisation des constructions (vues, prospect, surplomb, tour d'échelle, ...) 8
Article 4.4 Servitudes complémentaires 9

Chapitre 5 REGLES D'USAGE ET D'OCCUPATION 9

Article 5.1 Assurances 9

Chapitre 6 DEFINITION DES CHARGES . MODALITES DE LEUR REPARTITION 10

Partie I ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION EN VOLUMES

Chapitre 1 DESIGNATION et DESCRIPTION de L'ENSEMBLE IMMOBILIER

Article 1.1 Désignation Générale

Le présent Etat Descriptif de Division en Volumes s'applique à un ensemble immobilier à construire à Auray, situé rue Charles de Gaulle et rue TY GUEN et appelé « Le Ty Guen ».

Cet ensemble Immobilier comprendra :
- 2 bâtiments A et B
- deux voies de circulation, des stationnements extérieurs et espaces verts

Article 1.2 Désignation cadastrale

L'ensemble figure au cadastre de la Ville de AURAY sous les références suivantes :

Section	N°	Voie ou lieu-dit	Contenance
AC	27	rue Charles de Gaulle	22ca
AC	595	rue Charles de Gaulle	01a08ca
AC	603	rue Charles de Gaulle	05a68ca
AC	604	rue Charles de Gaulle	33a74ca
AC	609	rue Charles de Gaulle	06a57ca
TOTAL			47a29ca

Article 1.3 Servitudes existantes de réseaux (rappel)

A compléter (notaire)

Article 1.4 Convention liée à la présence d'un transformateur électrique

Afin d'assurer l'alimentation en énergie électrique de l'ensemble immobilier, un emplacement pour un transformateur sera mis à la disposition de la Société Enedis. Il sera situé à l'extérieur, au Nord du bâtiment A. Une "Convention pour mise à disposition d'un local adéquat pour poste de transformation de courant électrique" a été établie le ... à l'initiative de la Société Enedis, et restera annexée aux présentes.

Chapitre 2 DESIGNATION DES VOLUMES

L'ensemble immobilier sera divisé en 2 volumes numérotés 1 et 2 et n'entraînant entre eux aucune copropriété.

- *Pour chacun des volumes, seront précisées :*
  - la surface de base (qui comprend en général les murs périphériques),
  - la limite supérieure, s'il s'agit d'un tréfonds,
  - la limite inférieure, s'il s'agit d'un droit de superficie,
  - les limites inférieures et supérieures, s'il s'agit d'un droit de volumes.
- *Les limites seront établies par référence :*
  - en altimétrie (Z) : aux altitudes du Nivellement Général de la France NGF-IGN69
  - en planimétrie (X et Y) : aux coordonnées du Système de Projection Lambert CC48,
  - 5 plans, joints, préciseront :
    - l'assiette parcellaire,
    - les emprises horizontales et verticales.
- *Les sommets des périmètres des bases des volumes*, ou partie de volumes, sont déterminés à partir des plans dressés par la Société Quarta Géomètres Experts à SAINT-JACQUES DE LA LANDE en date du 03 Octobre 2024, et sur lesquels figurent les limites des volumes.

Document provisoire



- *Parties de volume :*
  Pour les besoins de la description des volumes dont la forme irrégulière ne correspond à aucune forme géométrique simple, il est créé des parties de volume. Ces parties (constituées d'une surface de base développée sur une hauteur) juxtaposées les unes aux autres n'ont comme fonction que de faciliter la désignation des volumes, et ne constituent pas en elle-même des volumes indépendants au sens de la publicité foncière.

VOLUME NUMERO 1

Ce volume immobilier, de forme irrégulière, est composé de 4 parties de volume communiquant entre elles ; à savoir :

Partie 1 établie sur une surface de 1346m², et située sans limitation de hauteur ni de profondeur.
Cette partie de volume figure aux plans n°2, 3 et 4 sous l'appellation "V1.1" (teinte rose).

Partie 2 établie sur une surface de 579m², et située sans limitation de profondeur au-dessous de la cote NGF suivante :
Niveaux supérieurs : 37.01m à 37.46m = Face supérieure de la voirie -30cm.
Cette partie de volume figure aux plans n° 2 et 5 sous l'appellation "V1.2" (teinte rose).

Partie 3 établie sur une surface de 2531m², et située sans limitation de hauteur ni de profondeur.
Cette partie de volume figure aux plans n°2, 3 et 4 sous l'appellation "V1.3" (teinte rose).

Partie 4 établie sur une surface de 273m², et située sans limitation de profondeur au-dessous de la cote NGF suivante :
Niveaux supérieurs : 36.85m à 37.28m = Face supérieure de la voirie -30cm.
Cette partie de volume figure aux plans n° 2 et 4 sous l'appellation "V1.4" (teinte rose).

Ce volume correspond au volume immobilier qui sera occupé par 2 bâtiments à destination d'habitation, de local d'activités de commerces, bureaux, restaurant, et les réservoirs d'eau pluviale sous voirie ainsi que les regards de visite et régulateur de débit.

Ce volume comprend également le droit d'y réaliser toutes constructions et aménagements dans les conditions des règles et servitudes précisées par le cahier des charges.

VOLUME NUMERO 2

Ce volume immobilier, de forme irrégulière, est composé de 2 parties de volume communiquant entre elles ; à savoir :

Partie 1 établie sur une surface de 579m², et située sans limitation de hauteur au-dessus de la cote NGF suivante :
Niveaux inférieurs : 37.01m à 37.46m = Face supérieure de la voirie -30cm.
Ce volume figure aux plans n° 3 et 5 sous l'appellation V2.1 (teinte bleue).

Partie 2 établie sur une surface de 273m², et située sans limitation de hauteur au-dessus de la cote NGF suivante :
Niveaux inférieurs : 36.85m à 37.28m = Face supérieure de la voirie -30cm.
Ce volume figure aux plans n°3 et 4 sous l'appellation V2.2 (teinte bleue).

Ce volume correspond au volume immobilier qui sera occupé par 2 voies de circulation et les grilles d'eau pluviale y afférentes.

Ce volume comprend également le droit d'y réaliser toutes constructions et aménagements dans les conditions des règles et servitudes précisées par le cahier des charges.

Document provisoire

Chapitre 3 TABLEAU RECAPITULATIF

N° volume	Partie Désignation	Surface en m²	Consistance principale	Niveau inférieur en mètre	Niveau supérieur en mètre
1			**Bâtiments A et B**		
	V1.1	1346	Bâtiment B et aménagements extérieurs.	Sans limitation de hauteur ni de profondeur	Sans limitation de hauteur ni de profondeur
	V1.2	579	Tréfonds sous voirie Nord et réservoirs de retenue des eaux pluviales	Sans limitation de hauteur ni de profondeur	37.01 à 37.46
	V1.3	2531	Bâtiment A et aménagements extérieurs	Sans limitation de hauteur ni de profondeur	Sans limitation de hauteur ni de profondeur
	V1.4	273	Tréfonds sous voirie centrale et réservoirs de retenue d'eaux pluviales	Sans limitation de hauteur ni de profondeur	36.85 à 37.28
2			**Voies de circulation**		
	V2.1	579	Voirie Nord et ses grilles Eaux pluviales	37.01 à 37.46	Sans limitation de hauteur ni de profondeur
	V2.2	273	Voirie Centrale et ses grilles Eaux pluviales	36.85 à 37.28	Sans limitation de hauteur ni de profondeur

Document provisoire

Partie II CAHIER des CHARGES : DROITS ET OBLIGATIONS DES PROPRIETAIRES et SERVITUDES

Le Cahier des Charges ci-après a pour but de déterminer les servitudes réciproques de droit privé régissant les volumes créés ainsi que les volumes issus de leur subdivision ultérieure.
C'est un acte de droit privé qui a pour objet :
⇨ de compléter les dispositions de l'Etat Descriptif de Division en Volumes,
⇨ de fixer les droits et obligations des propriétaires des différents volumes tant sur les choses qui seront leur propriété exclusive que sur celles qui seront en indivision ou d'usage collectif. Il est opposable à quiconque détient ou occupe – à quelque titre que ce soit - un bien immobilier dans l'ensemble immobilier.

Chapitre 1 AFFECTATION DES VOLUMES

Les affectations des volumes sont les suivantes :

Volume 1	Bâtiments A et B et aménagements extérieurs
Volume 2	Voies de circulation publiques

Elles sont indicatives et pourront être modifiées par le propriétaire du volume concerné sans l'accord des autres propriétaires de volumes sous réserve de respecter les dispositions à suivre du présent cahier des charges.

Chapitre 2 PROPRIETES PUBLIQUES ET VOLUMES RELEVANT DU DOMAINE PUBLIC

Rappel des dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP)

Article L1 : Le présent code s'applique aux biens et aux droits, à caractère mobilier ou immobilier, appartenant à l'Etat, aux collectivités territoriales et à leurs groupements, ainsi qu'aux établissements publics.

Article L2311-1 : Les biens des personnes publiques mentionnées à l'article L. 1 sont insaisissables.

Article L3111-1 : Les biens des personnes publiques mentionnées à l'article L. 1, qui relèvent du domaine public, sont inaliénables et imprescriptibles.

Article L2122-4 : Des servitudes établies par conventions passées entre les propriétaires, conformément à l'article 639 du code civil, peuvent grever des biens des personnes publiques mentionnées à l'article L. 1, qui relèvent du domaine public, dans la mesure où leur existence est compatible avec l'affectation de ceux de ces biens sur lesquels ces servitudes s'exercent.

Conséquences du statut des propriétés publiques sur le cahier des charges:

Toutes les dispositions à suivre qui ne respectent pas les principes d'incessibilité et d'insaisissabilité des propriétés publiques ou les principes d'inaliénabilité et d'imprescriptibilité du domaine public, ne s'appliqueront pas au(x) volume(s) concerné(s).

Chapitre 3 DROITS ET OBLIGATIONS RESULTANT DE L'ETAT DESCRIPTIF

Article 3.1 Principe Général

→ La division en volumes du présent ensemble immobilier organise une superposition de propriétés entre le domaine public (volume 2) et le domaine privé (volume 1).
Ce faisant, cet ensemble immobilier ainsi divisé, se situe hors du champ d'application de la loi du 10 juillet 1965.

→ L'identification des volumes du bien immobilier ci-dessus ne crée aucune indivision d'une partie quelconque de ce dernier ; en conséquence, il n'est attribué aucune quote-part indivise dudit bien aux volumes créés, ces derniers étant entièrement indépendants en dehors des relations de servitudes et obligations existant entre eux, ainsi qu'il est précisé ci-après.

→ Chaque propriétaire de volume sera propriétaire des ouvrages, constructions, aménagements ou autres, qu'il réalisera ou fera réaliser à l'intérieur de son volume, avec tous les attributs que comporte le droit de propriété ; aucun propriétaire de volume ne pouvant revendiquer un droit d'accession quelconque sur l'autre volume.

→ Les propriétaires des volumes pourront procéder à toute subdivision, ou mise en copropriété, de leur volume, le tout sans l'accord ni l'intervention du ou des propriétaires des autres volumes, sauf à maintenir et respecter les servitudes et obligations résultant des présentes.

→ Dans les rapports entre propriétaires, ainsi que dans les rapports entre leurs ayants cause successifs, seuls seront pris en considération les éléments concernant l'emplacement, l'élévation et le volume des constructions sans égard à la distribution intérieure.

→ En cas de destruction des constructions pour quelque cause que ce soit, chaque propriétaire de volume aura le droit d'édifier des constructions nouvelles en considération des mêmes éléments que ci-dessus et sera seul propriétaire de ces nouvelles constructions, sauf à requérir toutes autorisations administratives qui seront alors nécessaires et à respecter les dispositions du présent état descriptif.

→ Après un sinistre total ou partiel, la reconstruction sera réalisée suivant les dispositions de l'article 697 et suivants du Code Civil et notamment : dans le cas où le propriétaire d'un volume ne pourrait reconstruire totalement ou partiellement dans son volume qu'après qu'un autre propriétaire ait reconstruit dans son propre volume, ce dernier devra procéder à la reconstruction dans les meilleurs délais. A défaut, celui-ci pourra soit abandonner son volume ou sa partie du volume concernée au propriétaire désirant reconstruire, et ceci conformément à l'article 699 du code civil, soit indemniser les autres propriétaires comme il est dit à l'article 4.4 à suivre.

Article 3.2 Précisions techniques

→ Les indications de principe de délimitation, inscrites dans la désignation de chacun des volumes et à l'article 2.3 à suivre, prévalent sur les côtes NGF ci avant stipulées par rapport au Nivellement Général de la France pour la désignation de chacun des volumes, qui ne sont que des cotes moyennes. Aucun propriétaire de volume ne pourra s'en prévaloir dans le cas où il apparaîtrait à la réalisation des ouvrages une légère différence de niveau, notamment du fait des pentes nécessaires à l'écoulement des eaux, du fait des tassements de terrain, des mouvements propres du bâtiment, des nécessités techniques de construction.

→ Pour les besoins de publicité foncière et du service du cadastre, les références cadastrales identifiant l'ensemble objet du présent état descriptif seront portées indivisément au nom des propriétaires de l'ensemble des volumes de l'Etat Descriptif de Division en Volumes.

Article 3.3 Principes de réalisation et propriété des ouvrages

Préalablement aux dispositions qui vont suivre, il est précisé que les constructions et aménagements à réaliser par chaque propriétaire à l'intérieur de son volume, devront l'être conformément :
1°) aux règles de l'urbanisme en général et des différentes autorisations administratives et en particulier des permis de construire,
2°) aux conditions particulières du présent document.

3.3.1 Limites verticales :

- à défaut de précision contraire, les bordures de voirie entre les volumes forment la limite séparative.

3.3.2 Limites horizontales :

-la face inférieure de la structure composant la voirie, forme la limite entre les 2 volumes.

Document provisoire

Tout réseau traversant ou passant sous la voirie, appartient au volume 1, à l'exception des grilles en surface de voirie récupérant les eaux pluviales de ladite voirie.

3.3.3 *Volumes de tréfonds :*

La propriété du tréfonds (pour le volume le plus bas) emporte la propriété du sol y compris le droit d'affouiller. Sauf s'il effectue des travaux de modification, le propriétaire du volume de tréfonds ne sera tenu envers les propriétaires des autres volumes ou droit de superficie, à aucune garantie de l'état du sol des parcelles constituant l'assiette de l'ensemble immobilier. Dans ce cas, il ne pourra être exercé contre lui ou tout futur propriétaire de ces volumes de tréfonds, aucun recours de la part des propriétaires des volumes ou droits de superficie supérieurs, pour cause de mauvais état du sol, carrières ou remblais antérieurs, pour tous éboulements, excavations ou affaissements qui viendraient à se produire.

3.3.4 *Volumes de superficie :*

La propriété du droit de superficie (pour le volume le plus haut) emporte le droit de surélévation. Ce droit ne pourra pleinement s'exercer que dans la mesure où il aura fait l'objet d'un accord entre les deux propriétaires de volumes concernés (situés à l'aplomb l'un de l'autre), sur la compatibilité du projet avec la solidité des ouvrages en infrastructure.

Chapitre 4 SERVITUDES GENERALES

Les volumes ci-dessus créés étant destinés à être cédés à des propriétaires différents, sont créées entre eux les servitudes ci-après qui subsisteront même en cas de réunion momentanée de plusieurs volumes entre les mêmes mains.

Article 4.1 Appuis - Accrochages

4.1.1 *Servitudes d'appui*

Chaque volume supérieur bénéficiera, à l'égard du volume inférieur, d'une servitude d'appui à titre perpétuel. Par suite, chaque élément de structure inférieure est grevé d'une servitude d'appui au profit du volume supérieur. Les structures inférieures devront résister aux charges qu'elles doivent supporter de manière à assurer la pérennité des constructions et installations à faire dans les volumes supérieurs. Les constructions et aménagements des volumes supérieurs ne devront pas dépasser la charge prévue.

4.1.2 *Servitudes d'accrochage et d'ancrage*

Les volumes sont grevés les uns par rapport aux autres de toutes servitudes d'accrochage et d'ancrage nécessaires à l'installation des ouvrages et aménagements relatifs soit à la réalisation et au fonctionnement de l'ensemble immobilier, soit à des menus ouvrages ou légers travaux intéressant seulement le bénéficiaire de ces servitudes sans qu'il puisse être porté atteinte à la solidité et à la stabilité de l'ensemble.
Ces servitudes entraînent, au profit de leurs bénéficiaires, en tant que de besoin et sans indemnité, le droit d'entretenir, réparer les ouvrages et aménagements ainsi accrochés ou ancrés dans la structure.
Les frais d'entretien et de réparation leur incombent comme les frais et le coût des dommages que cet entretien ou cette réparation est susceptible d'apporter à la structure.

Article 4.2 Servitude de passage et d'accès

De façon générale, les propriétaires des volumes ou droits de superficie devront souffrir sans indemnité l'exécution des réparations nécessaires au bon entretien des immeubles et, si besoin est, laisser le passage aux architectes, entrepreneurs et ouvriers chargés soit de la vérification des installations, soit de la surveillance, ou de la conduite et exécution des travaux.

Article 4.3 Servitudes nécessaires à la réalisation des constructions (vues, prospect, surplomb, tour d'échelle, ...)

Les volumes du présent état descriptif sont grevés réciproquement les uns par rapport aux autres, à titre réel et perpétuel de toutes servitudes de vues, prospect et surplomb nécessaires à la réalisation des constructions prévues à l'intérieur de chacun desdits volumes ainsi que d'une servitude de tour d'échelle sur les volumes voisins pour permettre l'entretien, la construction ou la reconstruction.

Document Provisoire

Article 4.4 Servitudes complémentaires

→ L'un quelconque des propriétaires de volumes pourra passer avec un ou plusieurs autres propriétaires de volumes toutes servitudes complémentaires qu'ils jugeront utiles et ce sans l'accord ni l'intervention des autres propriétaires de volumes.

4.4.1 Accès aux bâtiment A et B avant la cession du volume 2 à la ville de Auray

Afin de permettre l'accès aux bâtiments A et B ainsi que de tout volume issu de leur subdivision, il est constitué :

- sur les 2 voies de circulation, formant le fonds servant, ainsi que de tout volume issu de sa subdivision
- au profit du volume 1 de la présente division, ainsi que de tout volume issu de sa subdivision, et formant le fonds dominant,
- une servitude perpétuelle de passage véhicules, piétons, 2 roues, cycles permettant l'accès aux 2 bâtiments et stationnements extérieurs,
- aucune restriction ne pourra être effectuée sur cette utilisation sans l'accord des propriétaires du fonds dominant.
- Cette servitude est établie sans contrepartie financière.

Chapitre 5 REGLES D'USAGE ET D'OCCUPATION

Article 5.1 Assurances

5.1.1 Assurance des biens immobiliers

→ Chaque acquéreur de volume aura l'obligation d'assurer ses ouvrages en valeur reconstruction au jour du sinistre auprès d'une compagnie notoirement solvable, contre les différents risques tels que l'incendie et ses risques annexes, les risques électriques, les tempêtes, orages, cyclones, grêle..., les catastrophes naturelles, le dégât des eaux, la responsabilité civile.

→ En outre, le ou les propriétaires de chaque volume devront assurer spécialement les responsabilités pouvant leur incomber en raison du mauvais entretien des ouvrages sur lesquels s'exercent des servitudes d'appui, de support ou de soutien, ou en raison des désordres affectant les constructions situées dans un autre volume qui seraient provoqués par les aménagements réalisés par eux dans les constructions leur appartenant.

→ Justification des assurances ci-dessus précitées devra être fournie tous les ans par chacun aux autres propriétaires des volumes composant l'ensemble immobilier complexe.

→ Néanmoins, afin de faciliter la résolution des sinistres, les différents propriétaires de volumes constituant l'ensemble immobilier complexe pourront s'entendre pour souscrire une police d'assurance unique couvrant les risques énumérés ci-dessus. Cette décision nécessitera l'unanimité.

Document provisoire

Chapitre 6 DEFINITION DES CHARGES . MODALITES DE LEUR REPARTITION

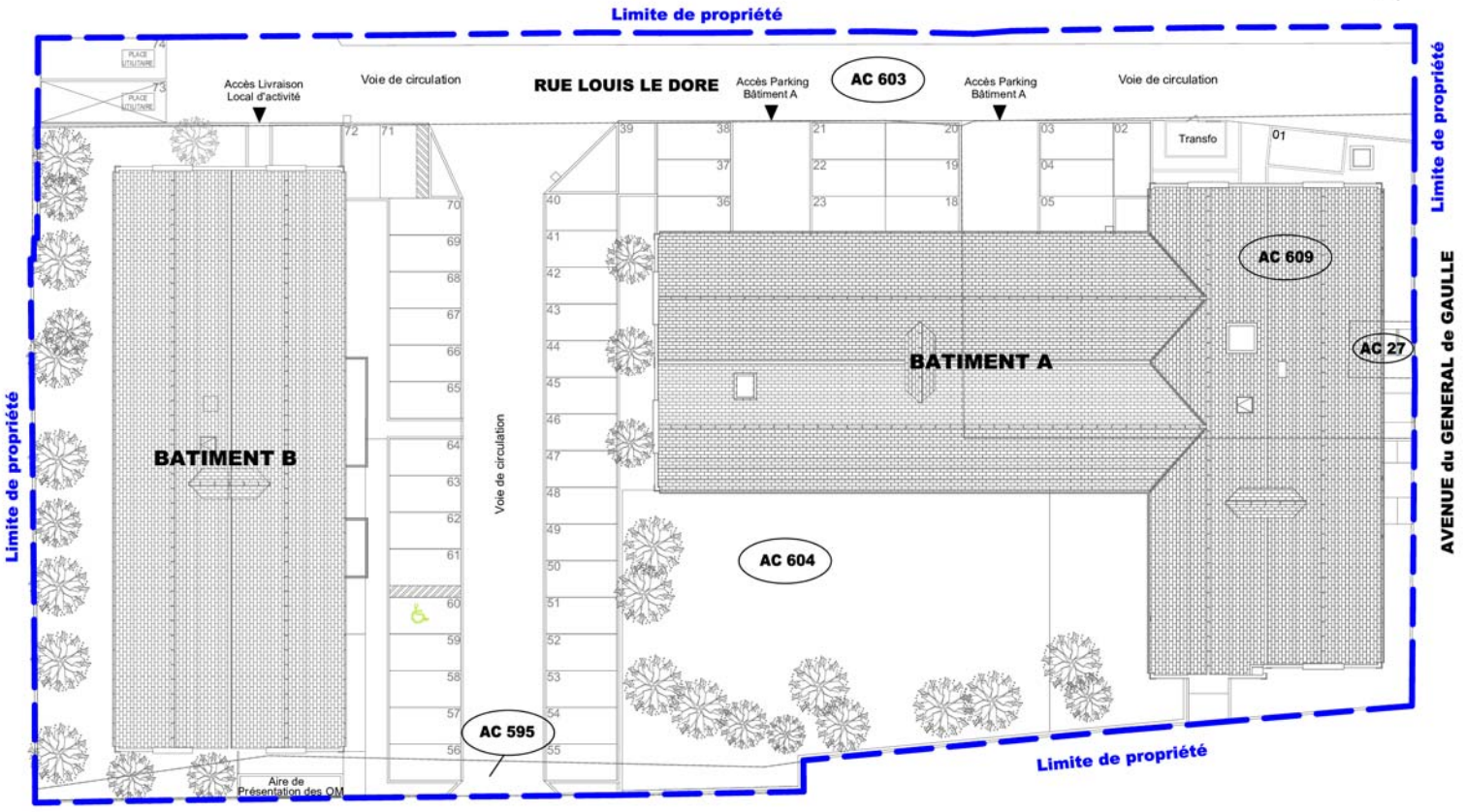
Chaque propriétaire de volume est exclusivement concerné par les charges de gestion, d'entretien et de réparation concernant les parties constituant son volume aux exceptions suivantes :

Document établi par
Dimitri HELIAS
Le 12 Février 2025.

VILLE D'AURAY
71 avenue du Général de Gaulle
Ensemble Immobilier "Ty Guen"

Plan Masse

DOCUMENT PROVISOIRE



ECHELLE : 1/250

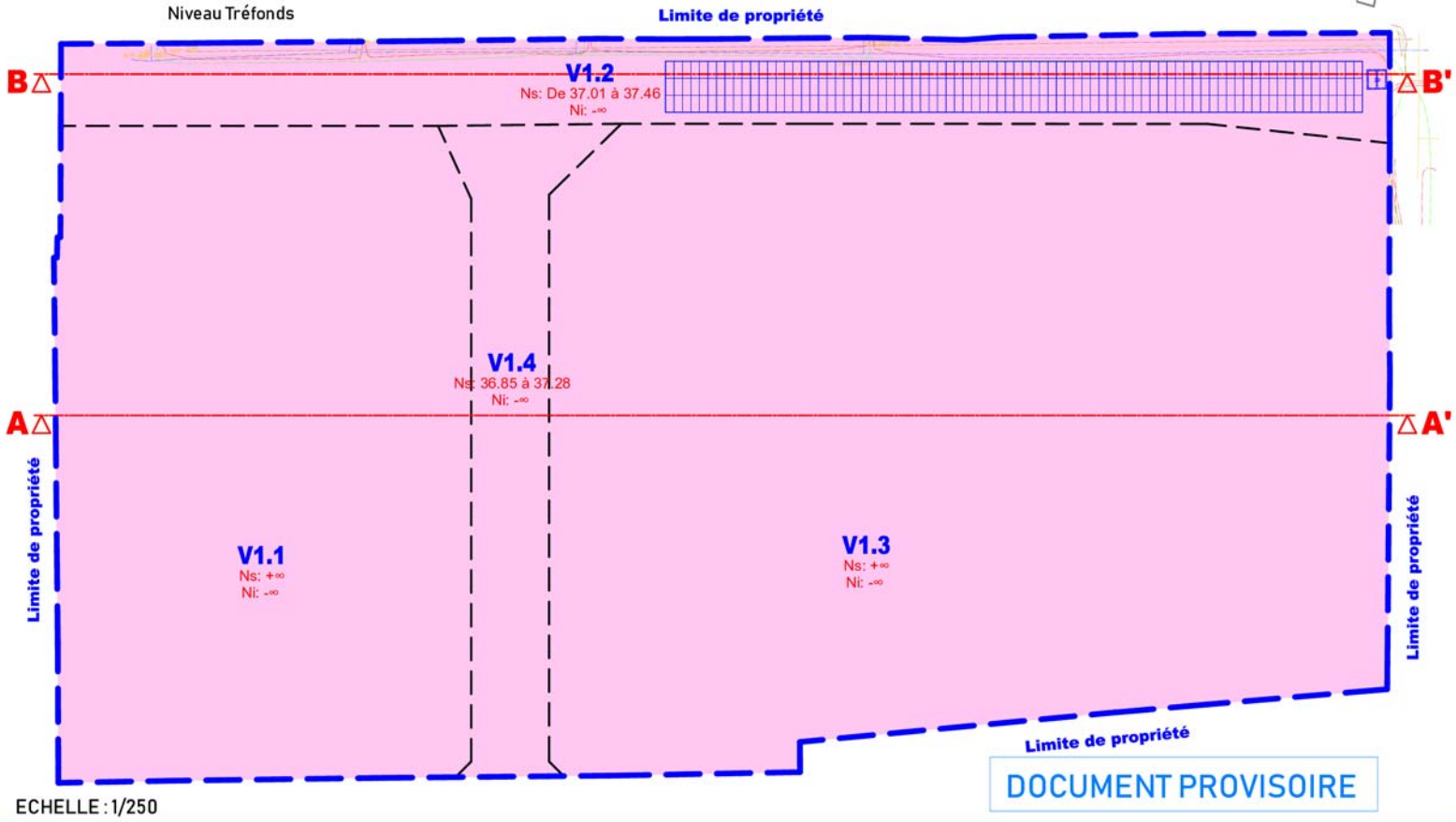
Quarta

D'après les plans de la Sté Atelier Cap Architecture à Paris, DCE du 06/09/2024.
Réduction établie par la Sté QUARTA Géomètres-Experts, le 18/02/2025.
Référence : PL20242289B-IC
Périmètre de propriété indicatif ne résultant pas d'un bornage contradictoire.

VILLE D'AURAY
71 avenue du Général de Gaulle
Ensemble Immobilier "Ty Guen"

Plan de situation des Volumes
Niveau Tréfonds

Limites de propriété
Volume 1 : Copropriété
Réservoirs de retenue des Eaux Pluviales



DOCUMENT PROVISOIRE

ECHELLE : 1/250

Quarta

D'après les plans de la Sté Atelier Cap Architecture à Paris, DCE du 08/07/2024.
Réduction établie par la Sté QUARTA Géomètres-Experts, le 18/02/2025.
Référence : PL20242289B-IC
Périmètre de propriété indicatif ne résultant pas d'un bornage contradictoire.

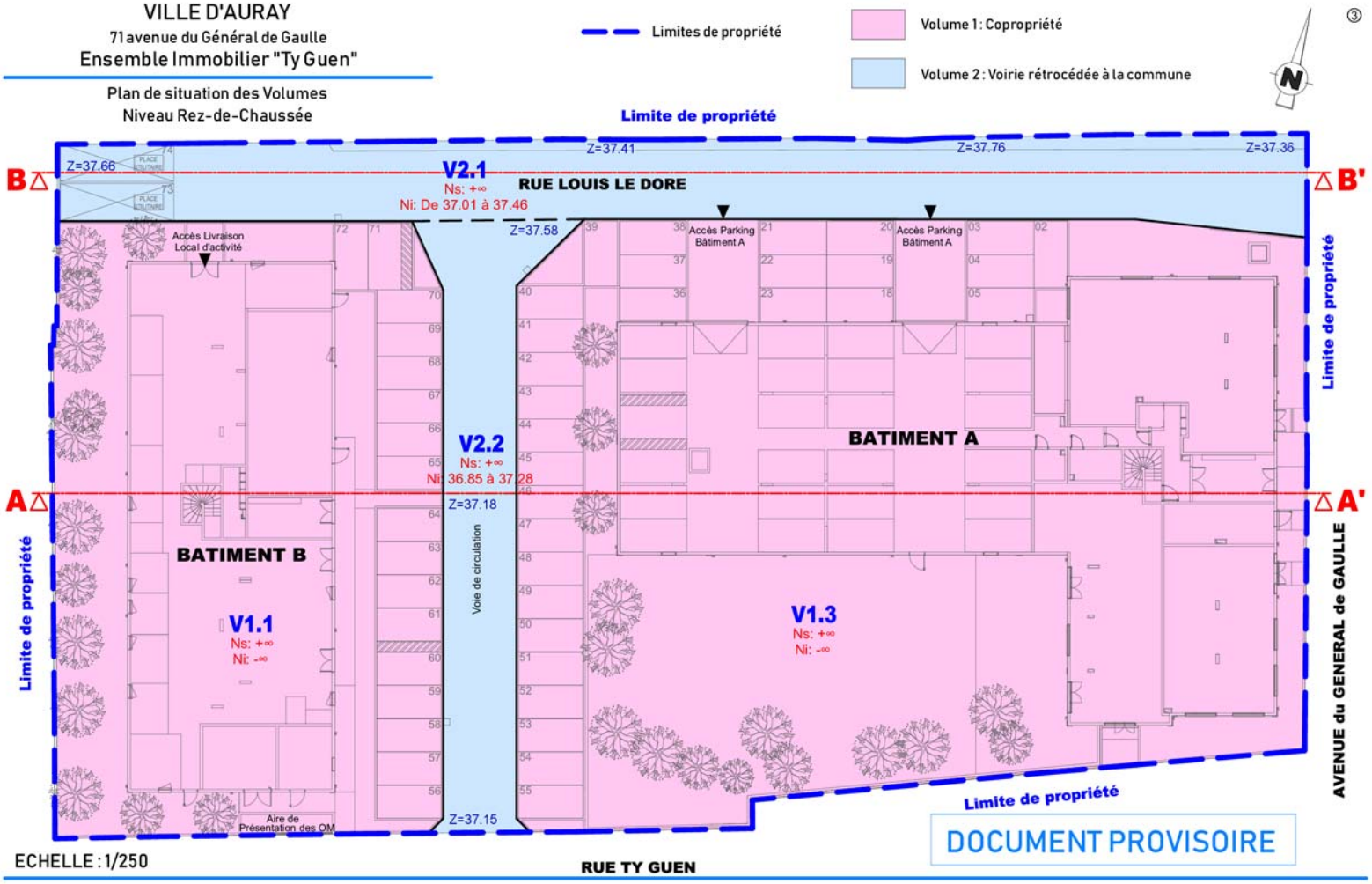
VILLE D'AURAY

71 avenue du Général de Gaulle

Ensemble Immobilier "Ty Guen"

Plan de situation des Volumes

Niveau Rez-de-Chaussée



DOCUMENT PROVISOIRE

ECHELLE : 1/250

Quarta

D'après les plans de la Sté Atelier Cap Architecture à Paris, DCE du 08/07/2024.
Réduction établie par la Sté QUARTA Géomètres-Experts, le 18/02/2025.
Référence : PL20242289B-IC
Périmètre de propriété indicatif ne résultant pas d'un bornage contradictoire.

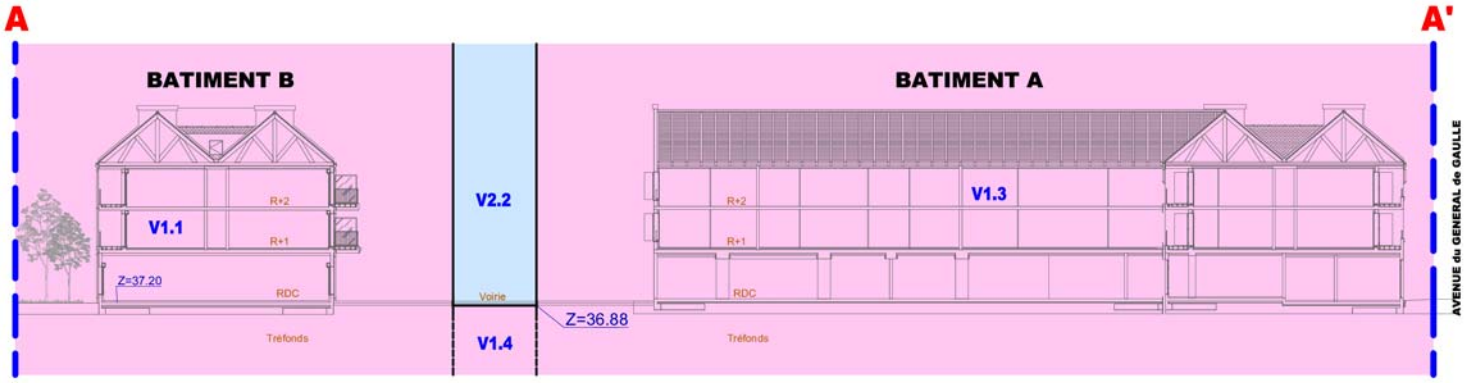
VILLE D'AURAY
71 avenue du Général de Gaulle
Ensemble Immobilier "Ty Guen"

Plan de situation des Volumes
Coupe AA'

Limites de propriété

Volume 1 : Copropriété

Volume 2 : Voirie rétrocédée à la commune



DOCUMENT PROVISOIRE

ECHELLE : 1/250

Quarta

D'après les plans de la Sté Atelier Cap Architecture à Paris, DCE du 08/07/2024.
Réduction établie par la Sté QUARTA Géomètres-Experts, le 18/02/2025.
Référence : PL20242289B-IC
Périmètre de propriété indicatif ne résultant pas d'un bornage contradictoire.

VILLE D'AURAY

71 avenue du Général de Gaulle

Ensemble Immobilier "Ty Guen"

Plan de situation des Volumes

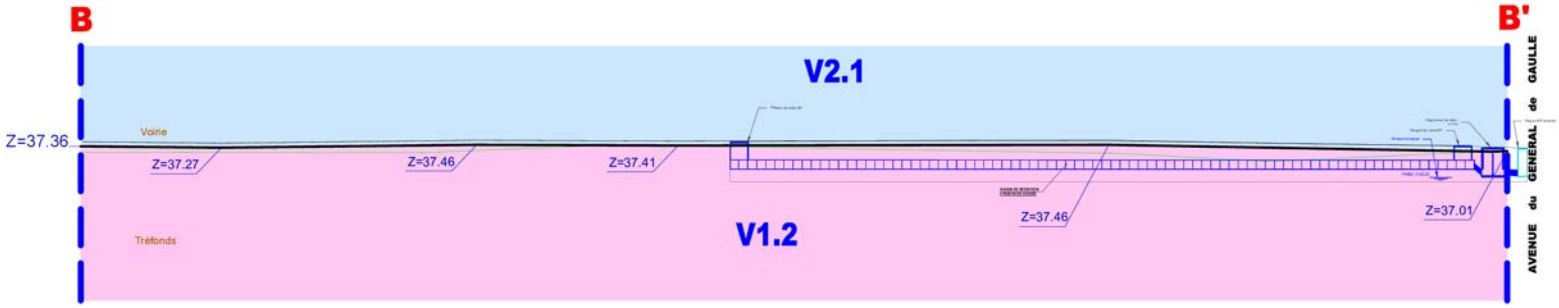
Coupe BB'

Limites de propriété

Volume 1 : Copropriété

Volume 2 : Voirie rétrocédée à la commune

⑤



ECHELLE : 1/250

DOCUMENT PROVISOIRE

Quarta

D'après les plans de la Sté Atelier Cap Architecture à Paris, DCE du 08/07/2024.
Réduction établie par la Sté QUARTA Géomètres-Experts, le 18/02/2025.
Référence : PL20242289B-IC
Périmètre de propriété indicatif ne résultant pas d'un bornage contradictoire.

Annexe 4

LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS

SNC LNC ORION PROMOTION
3042 – AURAY

« Le Clos Ty Guen »

COMMUNE de AURAY (56400)
71 Avenue du Général de Gaulle

NOTICE DESCRIPTIVE ~~CONFORME A L'ARRETE DU 10 MAI 1968~~

~~Application de l'article R 261.13 du Code de la Construction et de l'Habitation~~

NOTICE LOCAL

CONSTRUCTION D'UN LOCAL
CADRE DE LA CONSTRUCTION D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER COMPRENANT
36 LOGEMENTS COLLECTIFS REPARTIS EN 2 BATIMENTS AVEC PARKINGS EN REZ-DE- CHAUSSEE

NOTE PRELIMINAIRE

Il est expressément prévu que, dans le cas où, pendant la construction, la fourniture ou la mise en œuvre de certains matériaux, équipements ou matériels se révèlerait impossible, difficile ou susceptible d'entraîner des désordres, et ce, pour un motif quelconque (par exemple : retard d'approvisionnement, défauts de fabrication, difficultés d'importation), la SNC pourra remplacer ces matériaux, équipements ou appareils par d'autres de qualité au moins équivalente. La SNC pourra également améliorer la qualité ou la présentation de tout ou partie de la construction.

Chaque fois que le nom d'un constructeur, qu'une appellation commerciale ou qu'un numéro de catalogue est donné en référence, il est bien entendu que tous les autres articles, pour autant qu'ils soient équivalents quant aux matériaux employés, aux applications ou à l'aspect des matériaux ou des appareils donnés en référence, pourront être utilisés.

GENERALITES

Le présent descriptif définit les travaux qui seront exécutés pour la réalisation du programme précisé en en-tête.

Toute modification des structures porteuses, poteaux ou voiles à l'intérieur du local objet des présentes, même ayant pour but de résoudre un problème technique et de compléter ou parfaire, soit l'effet architectural, soit l'harmonie du bâtiment devront au préalable être acceptées par le PRENEUR.
A cet égard, le VENDEUR/BAILLEUR informera le PRENEUR des modifications qu'il comptera apporter par LRAR, et le PRENEUR devra prendre position dans un délai de 10 jours ouvrés (hors mois d'août et période du 15 au 31 décembre). L'absence de réponse de la part du PRENEUR dans ce délai vaudra acceptation de sa part.

Ces adaptations devront être de qualité au moins équivalentes à celles d'origine et ne pourront pas faire l'objet d'une augmentation de prix.

Les tolérances d'usage seront admises en ce qui concerne les dimensions et surfaces.

Les tolérances d'exécution des ouvrages et leurs méthodes de mesure seront celles réglementées par les DTU ou leurs usages

Les travaux seront exécutés selon les règles de l'art et les normes contenues dans les documents techniques unifiés connues à la date du permis de construire.

Les indications de marques, de références, d'appareils ou autres spécifications sont données à titre indicatif, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de déterminer le type définitif suivant l'évolution des fabricants, les possibilités d'approvisionnement ou d'importation.

Le VENDEUR/BAILLEUR devra veiller au respect de la réglementation de sécurité notamment en matière d'accessibilité et en matière d'incendie relatif aux Etablissements Recevant du Public. Le classement de l'ERP par catégorie et type sera défini en fonction de la nature de l'activité. Il est prévu que seront remis au PRENEUR l'attestation de solidité à froid ainsi que le rapport sans réserve du rapport final du bureau de contrôle.

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES GENERALES DE L'IMMEUBLE

CHAPITRE 2 : LOCAUX PRIVATIFS ET LEURS EQUIPEMENTS

CHAPITRE 1 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES GENERALES DE L'IMMEUBLE

Ce chapitre décrit les caractéristiques générales de l'immeuble dans lequel se situe le local.
Pour les aspects particuliers du local, se reporter au chapitre 2.

1.1 - INFRASTRUCTURE

1.1.1 - Fouilles

Décapage de la terre végétale du site et mise en stock éventuelle pour réutilisation si le site le permet
Les fouilles sont exécutées en pleine masse pour création du sous-sol.
Les terres excédentaires extraites des fouilles sont évacuées à la décharge, ou remises en remblai autour du bâtiment.

1.1.2 – Fondations – Dalle basse du parking

Les fondations sont constituées de semelles en béton armé, suivant le taux de travail du sol défini par l'étude géotechnique.
Au sous-sol, le dallage du parking est constitué d'une dalle en béton armé reposant sur le sol en place avec interposition d'un film anti-contaminant.
Le Maître d'Ouvrage se donne la possibilité de mettre en œuvre tout autre type de fondations et de la dalle basse suivant étude du BET, des normes en vigueur, selon les règles de l'art.

1.1.3 – Inondabilité des sous-sols

Sans objet.

1.1.4 – Pollution des Sols

Après analyse de l'historique d'exploitation du terrain assiette, la SNC se garde le droit de faire des investigations complémentaires qui pourrait l'amener à mettre en place des dispositifs particuliers ou des restrictions d'exploitation de certaines parcelles ou sections de parcelles.

1.2 - MURS ET OSSATURE

1.2.1 - Murs en sous-sol

Les murs périphériques et les murs de refends élevés jusqu'au niveau du rez-de-chaussée sont des voiles en béton banché, ou de maçonnerie de parpaings, ou réalisés en conditions particulières (parois coulées contre terre) d'un aspect brut de décoffrage.
Ces murs ne sont pas considérés étanches aux infiltrations d'eau résiduelles.
Des cunettes en pied de murs sont aménagées suivant nécessité pour permettre la récupération de ces infiltrations résiduelles.

1.2.2 - Murs de façades

Les murs de façades sont réalisés en béton banché, agglomérés de ciment ou briques d'épaisseur conforme aux règles de calcul en vigueur. Le revêtement extérieur est constitué d'un enduit décoratif mono-couche projeté en une passe, teinté dans la masse.
L'aspect de cet enduit et les modénatures éventuelles seront réalisées suivant les choix et les plans de façades de l'Architecte. Les coloris sont au choix de l'Architecte.
Suivant plans de l'Architecte il pourra être fait partiellement appel à des revêtements décoratifs type pierre.

L'isolation thermique délimitant les parties habitables est appliquée sur les murs de pignons et façades côté intérieur des logements. Cette isolation thermique est constituée d'un complexe isolant comprenant un polystyrène collé sur une plaque de plâtre lisse ou tout autre produit de qualité équivalente.
Il pourra être dans certains cas fait appel à de l'isolation par l'extérieur.
La nature et l'épaisseur des matériaux d'isolation thermique des logements sont déterminées en conformité avec la réglementation thermique en vigueur à la date de dépôt du permis de construire ; ces caractéristiques

techniques dépendent, en outre, de la situation et de l'exposition du logement, de son volume et du mode de chauffage.
Les appuis de fenêtres et les seuils des portes-fenêtres sont en béton ou en aluminium laqué.

1.2.3 - Murs pignons

Les murs pignons sont réalisés à l'identique de ceux décrits au paragraphe 1.2.2.

1.2.4 - Murs mitoyens

Les murs mitoyens sont réalisés en béton banché, agglomérés de ciment ou brique d'épaisseur conforme aux règles de calcul en vigueur, avec interposition d'un résilient entre mur existant et mur du présent bâtiment.
Il pourra être fait appel dans certains cas à de l'isolation par l'extérieur.

1.2.5 - Murs extérieurs éventuels

Murets maçonnés et enduit ponctuels pour clôtures et pilastres d'entrée suivant plans de l'Architecte.

1.2.6 - Murs porteurs à l'intérieur des locaux

Les murs porteurs à l'intérieur des locaux sont réalisés soit en voiles de béton banché, soit en agglomérés de ciment ou briques d'épaisseur conforme aux règles de calcul en vigueur. Un enduit pelliculaire est appliqué sur la face intérieure de ces murs.

1.2.7 - Murs ou cloisons séparatifs

Les murs séparatifs entre parties habitables et parties habitables ou locaux communs ou circulation palière sont réalisés soit en voiles de béton banché, soit en agglomérés de ciment, soit en SAD 180 ou en briques d'épaisseur conforme aux règles de calcul en vigueur avec enduit pelliculaire.
Si nécessaire, et si la réglementation en vigueur l'exige, doublage pour isolation phonique contre la gaine d'ascenseur, les escaliers communs ou locaux communs.

1.2.8 - Eléments décoratifs de façade

Eléments décoratifs rapportés non porteurs ou éléments en béton suivant nécessité technique. Ces éléments seront peints et recouverts ou non d'une protection en tête suivant plans et chois de l'architecte.

1.2.9 - Héberges et murs de clôtures mitoyens.

Réalisation d'un enduit rustique projeté ou mise en peinture des murs des héberges sur une hauteur maximum de 2.5 m à partir du sol.

1.3 - PLANCHERS

1.3.1 - Plancher sur étage courant

Les planchers sont réalisés en béton armé dont le dimensionnement et le ferraillage sont déterminés par l'étude, menée selon les règles en vigueur, notamment la Nouvelle Réglementation Acoustique, du calcul des structures en béton armé ou précontraint.
Le plancher haut du sous-sol, sous les parties habitables, recevra en sous-face un isolant du type flocage (ou tout autre matériau ou principe isolant offrant des caractéristiques similaires) ou en surface une chape thermo-acoustique.

1.3.2 - Plancher sous terrasse

Les planchers sous terrasse sont réalisés en béton armé dont le dimensionnement et le ferraillage sont déterminés par l'étude, menée selon les règles en vigueur, du calcul des structures en béton armé ou précontraint, et recevront une étanchéité et un isolant thermique.

1.3.3 - Plancher au-dessus de locaux collectifs, locaux techniques, entrée, circulation et locaux divers

Les planchers des halls d'entrée et locaux techniques sont réalisés en béton armé dont le dimensionnement et le ferraillage sont déterminés par l'étude, menée selon les règles en vigueur, notamment la Nouvelle Réglementation Acoustique, du calcul des structures en béton armé ou précontraint.
Les planchers haut de ces locaux recevront en sous-face, sous les parties habitables, un isolant du type flocage (ou tout autre matériau offrant des caractéristiques similaires).

1.3.4 - Plancher des parkings
Sans objet.

1.4 - CLOISONS DE DISTRIBUTION
Non concerné

1.5 - ESCALIERS
Non concerné

1.6 - CONDUIT DE FUMEE ET VENTILATION

1.6.1 - Conduits de ventilation des Parkings
Sans objet.

1.6.2 - Ventilation mécanique des logements (VMC)
L'aération des appartements est réalisée par un système de ventilation mécanique contrôlée (VMC). L'air frais pénètre par des bouches d'entrée d'air, incorporées dans les parties hautes des baies, dans les coffres de volet roulant ou incorporées dans les murs des pièces sèches, suivant le cas. Après avoir « balayé » le logement, l'air est extrait par les bouches d'extraction situées dans les pièces humides, reliées à un extracteur situé en terrasse ou en combles.

1.6.3 - Conduits de fumée de chaufferie
Sans objet.

1.7 - CHUTES ET GROSSES CANALISATIONS

1.7.1 - Canalisations d'eaux pluviales
Les chutes d'eaux pluviales sont situées à l'extérieur ou à l'intérieur des bâtiments ; les eaux pluviales sont collectées depuis la toiture (gouttières) ou depuis les terrasses étanchées par des descentes en PVC jusqu'au pied du bâtiment, où elles sont raccordées à un réseau horizontal vers les réseaux publics.

1.7.2 - Canalisations d'eaux usées
Les chutes d'eaux usées et eaux vannes, en PVC, sont situées à l'intérieur du bâtiment, dans des gaines techniques, jusqu'en pied de bâtiment où elles sont raccordées à un réseau horizontal vers les réseaux publics.

1.7.3 - Canalisations en sous-sol
Les eaux usées et eaux vannes et les eaux pluviales sont évacuées en sous-face en sous-face du plancher bas du rez-de-chaussée et/ou le long des voiles périphériques par des collecteurs en PVC.

1.7.4 - Branchements aux égouts
Le collecteur des eaux usées et eaux vannes est raccordé aux réseaux publics situés sous la voie publique, soit directement soit par l'intermédiaire d'un regard
Les eaux pluviales seront évacuées dans les mêmes conditions par une canalisation spécifique ; elles pourront, suivant imposition des services administratifs, transiter par un bassin ou bac de rétention avec éventuellement une ou des pompe(s) de relevage.

1.8 - TOITURES

1.8.1 - Charpente, couverture et accessoires
Le bois de charpente est en sapin traité à l'aide d'un produit fongicide et insecticide. La structure de la charpente est principalement constituée par assemblage de fermettes, ou pannes et chevrons, dont le dimensionnement et la stabilité sont donnés par le calcul de la résistance des matériaux.

Les sections de bois et les entraxes sont calculés par le bureau d'études.
Les planches de rive éventuelles supportant la gouttière le long des façades seront en sapin ou en PVC.
Les sous-faces de débord de charpente éventuelles seront en sapin ou en PVC. En remplacement de la charpente il pourra être fait appel à une structure béton.
Le matériau de couverture du bâtiment est de type ardoise.
Les gouttières et les descentes EP sont en PVC.

1.8.2 - Etanchéité et accessoires

Les ouvrages suivants reçoivent un complexe d'étanchéité approprié avec toutes les sujétions nécessaires.

Terrasses inaccessibles en toiture :
Etanchéité type multicouche élastomère auto protégée ou protégée par gravillons ou végétalisation, avec isolant thermique en mousse de polyuréthane haute densité (ou équivalent thermiquement) au-dessus des locaux dits « chauffés ».

Terrasses accessibles en étage et jardin à RDC :
Etanchéité type multicouche élastomère, avec isolant thermique en mousse de polyuréthane haute densité au-dessus des parties des locaux dits « chauffés » (ou équivalent thermiquement), protection par dalles de gravillons lavés ou dalle de carrelage grès cérame ou tout autre matériaux au choix de l'Architecte, posées sur plots.

Etanchéité « jardin » sous terre végétale :
Etanchéité type bicouche élastomère multifonctions, ou équivalent, avec complexe drainant et feutre filtrant, destinée à recevoir la terre végétale, pour les zones traitées en espaces verts.

1.8.3 - Souches de cheminées, ventilation et conduits divers

Les souches en toiture ou en jardin sont en maçonnerie enduite ou métalliques préfabriquées du local type POUJOLAT ou équivalent.

CHAPITRE 2 - LOCAUX PRIVATIFS ET LEURS EQUIPEMENTS

Ce chapitre décrit les caractéristiques du local.

2.1 - MURS PLANCHERS ET OSSATURE

Murs, poteaux et poutres de la structure, planchers en béton armé, brut de décoffrage en éléments manufacturés à base de ciment.
La sous-face du plafond située au-dessous des logements sera munie d'isolation thermique par flocage ou tout autre procédé équivalent.
Il pourra être mis en place une isolation thermique en doublage du voile contre les logements.
L'ensemble des surfaces au sol sont livrées avec un décaissé de 10 cm permettant la pose ultérieure par le preneur d'un revêtement de sol scellé et d'une isolation thermique et acoustique.
Une charge au sol de 500kg/m² en exploitation est prévue dans chaque local.
La hauteur sous isolant ne sera pas inférieure à 2.70 mètres du sol fini, la hauteur sous poutre et sous gaines/encoffrements coupe-feu ne sera pas inférieure à 2.60 mètres du sol fini afin de permettre l'installation d'un faux plafond dans chacun des locaux. Des réservations (diamètres max de 125mm) sont prévues dans les poutres afin de permettre le passage des réseaux.

2.2 – MENUISERIES EXTERIEURES/ FERMETURES EXTERIEURES ET OCCULTATIONS

2.2.1 - Menuiseries extérieures

Les baies sont équipées de fenêtres ou de porte-fenêtre en aluminium teinté de couleur gris clair sur la face extérieure et de couleur gris clair ou blanc sur la face intérieure côté local.
Le mode d'ouverture est à la française. Les vitrages sont isolants du type "double vitrage".

2.2.2 – Fermetures extérieures et occultations

Les baies à rez-de-chaussée sont équipées soit de volets roulants en PVC blanc (débordants à l'intérieur du logement), manœuvre par tringle oscillante ou par sangle, soit de volets battants en bois peint ou lasuré ou PVC, suivant localisation des plans d'Architecte et attendus de l'Architecte des Bâtiments de France.
Il pourra être fait appel à des volets roulant aluminium pour les grandes dimensions.
Cette disposition pourra être modifiée en fonction des directives de l'étude thermique du programme.
Pour les châssis de petites dimensions ou de formats spécifiques, cette prestation pourra être remplacée par la mise en place d'un barreaudage anti-intrusion en acier thermo-laqué associé à un store intérieur en toile.

2.3 - RESEAUX EU/ EV/ EF

Il est prévu dans le local les attentes suivantes :

- 1 attente EU et 1 attente EV bouchonnées raccordées sur le collecteur général au sous sol.
- 1 attente EF d'un diamètre 20/27 sur robinet ¼ de tour, comprenant :
  - une vanne d'isolement,
  - un clapet anti retour,
  - un détendeur de pression si nécessaire,
  - un compteur EF individuel par local
  - un bouchon sur attente

Les abonnements et consommations sont à la charge du PRENEUR.

Des réservations pour la mise en place de siphons de sol seront prévues de la façon suivante :

- 2 réservations par défaut
- 1 réservation supplémentaire par tranche de 50m² au-delà de 100m² de local

2.4 - VMC

Chaque local disposera d'une attente VMC de diamètre 160mm, la motorisation restant à la charge du PRENEUR.

2.5 - GAINE D'EXTRACTION LOCAL (VH)

Chaque local disposera d'un conduit maçonné CF 2h permettant son chemisage par le soin du PRENEUR.
Si dévoiement nécessaire du conduit en superstructure, le chemisage sera à la charge du maître d'ouvrage.
La dimension des conduits maçonnés devra permettre l'installation d'une gaine d'un diamètre de 450mm (local >200m²).

2.6 - RESEAUX ELECTRIQUES

2.6.1- Cas où nous raccordons les locaux (prérequis : prise en compte des puissances des locaux dans le bilan de puissance déposé au PC et instruit par ENEDIS)

Il est prévu dans chaque local la fourniture, pose et raccordement d'un tableau porte compteur et un disjoncteur.
La pose des compteurs est à la charge du VENDEUR/BAILLEUR.
La souscription des abonnements, la fourniture et pose des armoires, des tableaux spécifiques et plus généralement de tous les équipements électriques en aval du disjoncteur sont à la charge du PRENEUR.
Le VENDEUR/BAILLEUR veillera à communiquer les numéros d'IDC et PDL fournis par ERDF pour transmission par le PRENEUR au fournisseur d'énergie de son choix. Toutes les prestations techniques qui seraient nécessaires à l'obtention de ces numéros sont à la charge du VENDEUR/BAILLEUR.

Est prévu : 1 tarif jaune d'une puissance de 76 Kva

2.7 - RESEAUX GAZ

Sans objet.

2.8 – TELECOMMUNICATIONS

2.8.1- Téléphone

Seuls sont prévus des fourreaux aiguillés et étiquetés, et chemins de câbles, entre la chambre ORANGE et chaque local.
Les câbles d'alimentation, raccordement, abonnement, consommations sont à la charge du PRENEUR.

2.8.2- Fibre optique

Seuls sont prévus des fourreaux aiguillés et étiquetés, et chemins de câbles, entre le LOCAL FIBRE et chaque local.
Les câbles d'alimentation, raccordement, abonnement, consommations sont à la charge du PRENEUR.

2.9 – SERVITUDES

2.9.1- Passage réseaux logements

Les réseaux EU, EV et EF provenant des logements chemineront en sous face du plancher haut rez-de-chaussée, puis traverseront le local dans des gaines verticales fermées en éléments plâtriers.
Des encoffrements coupe-feu seront réalisés au droit de ces canalisations horizontales conformément à la réglementation en vigueur en matière d'ERP.

2.9.2- Accès combles ou toitures pour installation motorisation VMC du local

Il est prévu une trappe d'accès aux combles ou châssis d'accès en toiture inaccessibles permettant l'intervention du PRENEUR au droit des débouchés des conduits de chaque commerce en combles ou en terrasses.
Il est prévu en combles ou en terrasses une surface spécifique réservée pour la mise en place de centrale de traitement d'air ou ventilateurs spécifique du local.

2.9.3- Isolation local/logements

Les isolants sur voile logements et flocage en plancher haut logements mis en place le jour de la livraison devront être conservés.

2.10 – BOITE A LETTRE

La boite à lettre n'est pas prévue. Le PRENEUR aura la charge de l'intégrer à sa future façade.

2.11 – DECHETS

Il n'est pas prévu de local poubelles. Le PRENEUR devra prévoir et aménager un emplacement dédié pour le stockage de ses déchets dans son local.

2.12 – ESPACES EXTERIEURS

2.12.1- Terrasses privatives

Sans objet.

2.12.2- Jardins privatifs

Ils seront réalisés conformément au plan d'Architecte et/ou de Paysagiste.
Les plantations et l'engazonnement sont réalisés à la première période favorable après l'achèvement de l'ensemble des travaux de construction. Toutes les reprises éventuelles suivront la même procédure.
Les jardins seront engazonnés, la première tonte de gazon est assurée par l'entreprise chargée de la réalisation des espaces verts.
Les modèles de terrains étant liés à la pente naturelle du site initial, il y a lieu si nécessaire à un rattrapage de niveau, celui-ci se fera, par l'intermédiaire, soit d'un talus, soit d'éléments de soutènement en bois ou maçonnerie. L'attention des preneurs est attirée sur le fait que l'écoulement naturel des eaux de ruissellement sur les terrains peut être perturbé en raison des travaux et des mouvements de terre qui en résultent. Il est donc normal qu'après réalisation des jardins de constater pendant plusieurs mois la présence d'un excès d'eau en surface en période de forte pluie. Possibilité de présence de regards EP dans certains jardins suivant étude VRD.

La présente notice descriptive a été établie avant la mise en œuvre des différents matériaux ou matériels énoncés.
Les noms de marque et les références concernant les éléments d'équipement ou les matériaux ne sont indiqués que pour en définir le genre ou le niveau de qualité. La SNC peut y apporter des modifications en cas de force majeure, notamment réglementation administrative contraignante, faillite d'entreprise ou de fournisseur, défaut d'approvisionnement, qualité insuffisante des matériaux, si des impératifs techniques la mettaient dans l'obligation de renoncer à telle ou telle disposition ou en cas d'apparition d'un matériel nouveau en cours de chantier.

Toutefois, les matériaux ou matériels de remplacement devront toujours être de qualité équivalente.

De même, il est précisé que les côtes et surfaces mentionnées dans la présente notice et sur les plans sont indiquées sous réserve des tolérances de construction +/- 5 % des surfaces utiles et que le SNC pourrait être amenée à les modifier dans les mêmes conditions que ci-dessus. L'implantation des équipements ou appareils y est par ailleurs figurée à titre indicatif et les retombées, soffites, faux-plafonds, canalisations et convecteurs n'y sont pas figurés.

En cas de contradiction entre les prestations présentées graphiquement sur les plans de vente (mobilier, éviers, équipement électronique, etc...) et le descriptif technique, seules les prestations prévues sur le présent document font foi.

Fait à

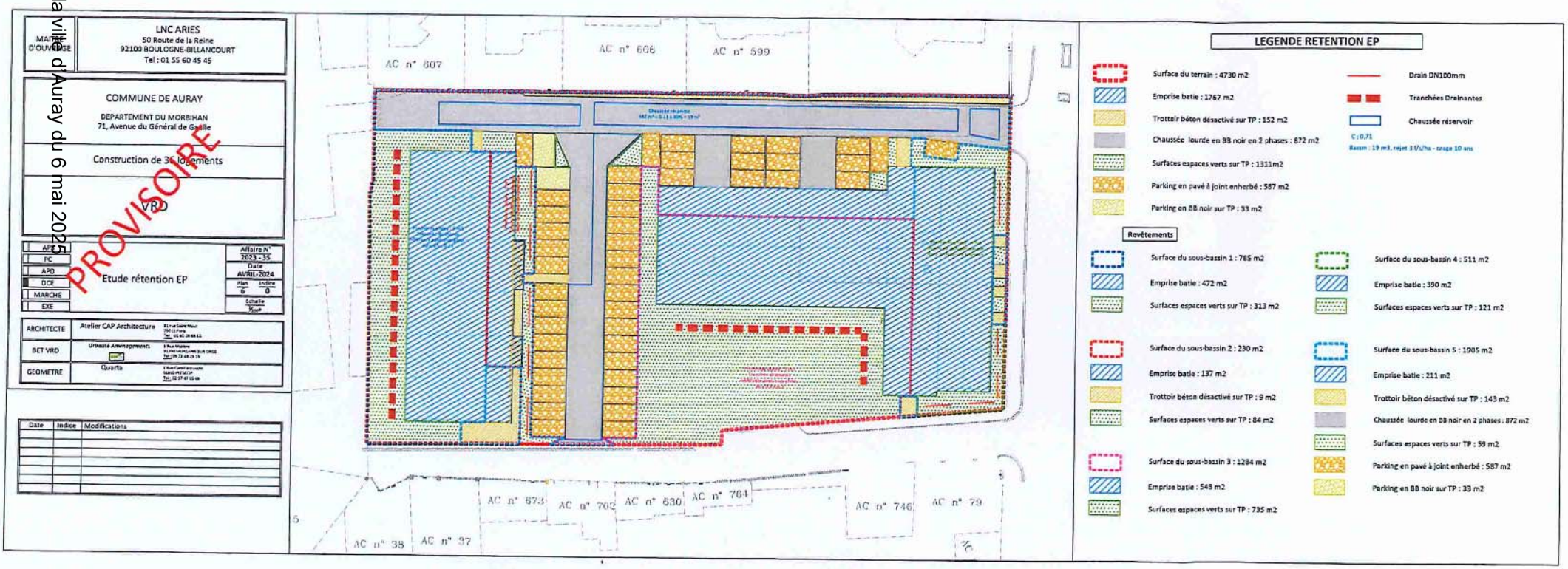
le

le PRENEUR
(faire précéder la signature de la
mention manuscrite "Lu et approuvé")

le VENDEUR/BAILLEUR

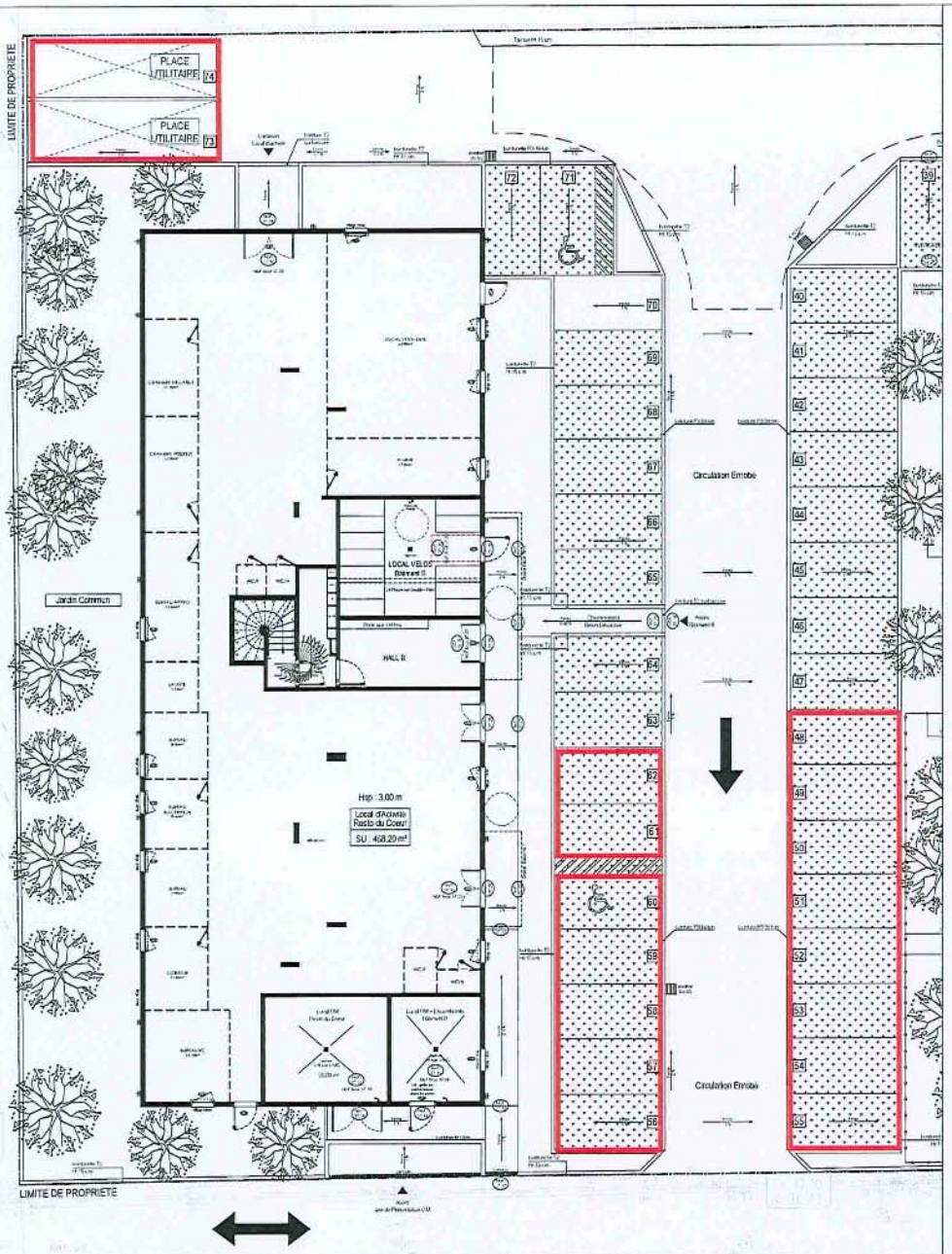
Annexe 5

Conseil municipal de la ville d'Auray du 6 mai 2025



Annexe 6

Conseil municipal de la ville d'Auray du 6 mai 2025



cap
atelier cap architecture
81, rue Saint Maur - 75011 PARIS
Tél: 01.40.13.03.03 Fax:01.43.73.03.13
caparchi@caparchitecture.com

INDICE	Construction d'un Ensemble Immobilier 71, Avenue du Général de Gaulle - 56400 Auray	Date: 12.06.2024
DCE	Bâtiment B : Rez-de-Chaussée	Echelle:

Maître d'Ouvrage

LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

5- DGS - <u>ACQUISITION PAR MORBIHAN HABITAT DE LA PARCELLE AD 607 POUR LA RECONSTRUCTION DU FOYER LOGEMENT DU BOCENO, SITUE RUE DU BOCENO</u>

Madame Claire MASSON, Maire, expose à l'assemblée :

La ville d'Auray a signé, le 5 juin 2018, une convention opérationnelle d'actions foncières avec l'Etablissement Public Foncier de Bretagne (EPFB) concernant les parcelles AD 607, AD 608 et AD 609 (cf. annexe 3). Par voie d'avenant à la convention opérationnelle, AQTA est devenue partie à cette convention en 2024 (cf annexe 4). La convention passée entre l'EPFB et la ville avait pour but de préparer la restructuration du foyer-logement du Bocéno, actuellement situé dans deux bâtiments vétustes.

Le projet entrant dans sa phase de réalisation, il est nécessaire que l'EPFB revende les parcelles concernées par la convention opérationnelle.

Considérant que les parcelles AD 607, AD 608 et AD 609 ont été acquises par l'EPFB au prix de 532 000€ HT en 2018.

Considérant que pour mener à bien le projet d'extension du foyer logement Bocéno, la commune d'Auray a fait appel à l'EPF Bretagne pour acquérir et porter les emprises foncières nécessaires à sa réalisation.

Considérant que la durée de portage étant arrivée à son terme, il convient que l'EPF Bretagne revende à Morbihan Habitat - domicilié à Vannes sis 6 Avenue Edgar Degas – une partie du bien actuellement en portage, cadastré section AD n° 607 à Auray, d'une contenance globale de 2 118 m².

Considérant que le prix de revient s'établit conformément à l'article 5.4 de la convention opérationnelle et est aujourd'hui estimé à 542 877,16€ TTC, se décomposant comme suit (détails en annexe 7) :
- Prix hors taxe : 540 231,75€ HT ;
- Taxe sur la valeur ajoutée au taux de 20 % : 2 645,41€,

Considérant que le bien ci-dessus désigné sera cédé au prix de **276 346,62€ TTC**, inférieur au prix de revient ci-dessus mentionné.

Considérant que la différence entre le prix de cession et le prix de revient, soit la somme de **266 530,54€ TTC**, sera prise en charge par la Communauté de Communes Auray Quiberon Terre Atlantique et versée à l'EPF Bretagne au titre d'une subvention complément de prix, laquelle concrétise le soutien de l'EPCI à la réalisation du projet qui sera réalisé par Morbihan Habitat.

Considérant que cette subvention complément de prix sera mentionnée à l'acte de cession et soumise, à ce titre, au même régime fiscal que le prix de cession.

Considérant que les chiffres du tableau ci-annexé sont susceptibles d'évoluer pour coller à la réalité des dépenses supportées par l'EPF Bretagne, et qu'en conséquence Morbihan Habitat remboursera en outre à l'EPF Bretagne, sur justificatif, toute charge, dépense ou impôt, non prévu sur le tableau ci-annexé, de quelque nature qu'il soit, qui interviendrait sur ce bien au titre du portage.

Parcelle	Zonage	Surface	Prix d'acquisition par l'EPFB	Prix de revente de l'EPFB à Morbihan Habitat	Subvention complément de prix par AQTA
AD 607	Ubb	2118 m^2	527 000€ TTC	276 346,62 € TTC	266 530,54 €

Considérant que la convention opérationnelle encadrant l'intervention de l'EPF Bretagne, signée le 5 juin 2018 et son avenant, signé le 23 juillet 2024, prévoient notamment le rappel des critères d'intervention de l'EPF Bretagne :

- A minima 50% de la surface de plancher consacrée au logement ;
- Densité de logements minimale de 100log/ha (sachant que pour les projets mixtes, 70 m² de surface plancher d'activité/équipement représentent un logement)
- Dans la partie consacrée au logement : 100% logements abordables de type PLS (« PLS structure »).

Considérant que le projet de l'acquéreur sus-désigné répond auxdits critères en ce qu'il prévoit plus de 50% de surface de plancher consacrée au logement, une densité de logements de plus de 100 logements à l'hectare, et que ces logements sont à 100% des logements abordables (cf annexe 8).

Considérant que l'EPF Bretagne pourra intégrer dans l'acte de vente à intervenir avec Morbihan Habitat un pacte de préférence au profit de la Commune d'Auray, dans le cas où l'acquéreur ne réaliserait pas le projet prévu, et décidait de revendre le bien dans un certain délai, en l'état ou après démolition, en totalité ou en partie.

Les frais de notaire seront à la charge de Morbihan Habitat.

Maître Virginie Deshayes de l'étude DYADEIS NOTAIRES à Rennes rédigera l'acte notarié selon la volonté de l'EPFB.

Vu le budget de la commune ;

Vu les dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment l'article L 2141-1 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R. 321-9,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Auray ;

Vu le décret n° 2009-636 du 8 juin 2009 portant création de l'EPF Bretagne, modifié par les décrets n° 2014-1735 du 29 décembre 2014 et n° 2018-31 du 19 janvier 2018,

Vu la délibération du conseil communautaire d'AQTA n°2024DC/075 en date du 21/06/2024 ;

Vu l'avis des Domaines en date du 23/12/2024 ;

Vu la convention opérationnelle d'action foncière signée entre la commune d'Auray et l'EPF Bretagne le 5 juin 2018,

Vu l'avenant n°1 à la convention opérationnelle d'actions foncières en date du 23/07/2024 ;

Vu le courrier du Président d'AQTA adressé à l'EPFB ;

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission finances du 28/04/2025 ;

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (23 voix pour),

1 n'a (ont) pas participé au vote :

5 abstention(s) :
Monsieur VERGNE, Monsieur MAHEO, Monsieur SAMSON, Madame QUILLAY, Monsieur KERLAU

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **ANNULE** la délibération N°6 du conseil municipal du 26 février 2025 portant acquisition par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) d'Auray de la parcelle AD 607 située rue du Bocéno ;

- **DEMANDE** que soit procédé à la revente par l'Etablissement Public Foncier de Bretagne à Morbihan Habitat domicilié à Vannes, 6 Avenue Edgar Degas, du bien cadastré section AD n°607 d'une contenance globale de 2 118 m² ;

- **APPROUVE** les modalités de calcul du prix de revient rappelées à l'article 5.4 de la convention opérationnelle et l'estimation pour un montant de 542 877,16€ TTC à ce jour, susceptible d'évoluer selon lesdites modalités ;

- **APPROUVE** la cession par l'Etablissement Public Foncier de Bretagne, des biens ci-dessus désignés, au prix de **276 346,62€ TTC**, à Morbihan Habitat domicilié à Vannes au 6 Avenue Edgar Degas ;

- **AUTORISE** le versement par la Communauté de Communes Auray Quiberon Terre Atlantique à l'Etablissement Public Foncier de Bretagne d'une subvention complément de prix d'un montant de **266 530,54€ TTC**, destinée à compenser la différence entre le prix de cession à l'acquéreur et le prix de revient, pour soutenir l'acquéreur dans la réalisation de son projet ;

- **ACCEPTE** l'inscription par l'Etablissement Public Foncier de Bretagne, dans l'acte de vente à intervenir, d'un pacte de préférence au profit de la commune d'Auray au terme de l'article 1123 du code civil ;

- **APPROUVE** la prise en charge par Morbihan Habitat des frais de notaire afférents au dossier ;

- **DÉSIGNE** Maître Virginie Deshayes de l'étude DYADEIS NOTAIRES, à Rennes, pour rédiger l'acte notarié ;

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tout document et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Liste des annexes :

Annexe 1 – Extrait cadastral et schéma de synthèse

Annexe 2 – Vue aérienne

Annexe 3 – Convention opérationnelle d'actions foncières en date du 13/03/2018

Annexe 4 – Avenant n°1 à la convention opérationnelle d'action foncière en date du 23/07/2024

Annexe 5 – Courrier du Président d'AQTA autorisant la vente par l'EPFB de la parcelle AD 607

Annexe 6 – Avis des Domaines en date du 23/12/2024

Annexe 7 - Tableau de calcul du prix de revient

Annexe 8 – Programme détaillé du projet

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

INTERVENTIONS :

Françoise NAEL

Je ne prendrai prendrai pas part au vote car je travaille à Morbihan Habitat même si mon métier n'a rien à voir avec le sujet. Je préfère ne pas participer au vote et je voterai juste pour Monsieur Mahéo.

Guénola QUILLAY

Vous nous avez présenté le bordereau en commission finances mais nous n'avons pas eu le recul nécessaire. Si on a bien compris, on avait pris une première délibération où la Ville d'Auray allait acquérir tout le terrain. Et finalement, il y a une partie qui va être cédée à Morbihan Habitat pour qu'elle puisse construire son bâtiment sur le terrain. J'ai bien conscience qu'il vaut mieux que Morbihan Habitat construise sur le terrain qui lui appartient. Par contre, et c'est nullement contre le projet de Morbihan Habitat, je m'interroge car jusqu'à présent, à Auray, on a tendance à vouloir garder la main mise sur le foncier. Il existe quand même d'autres alternatives comme le bail à construction, le bail emphytéotique... Pourquoi n'a t'on pas étudié cette possibilité? Par ailleurs, si c'est Morbihan Habitat qui achète le terrain, il y a d'autres bailleurs, donc c'est un arrangement entre la mairie et Morbihan Habitat. Est ce qu'on fait un appel à la concurrence? Nous avons trop de questionnements et on a l'impression que la décision a été un peu rapide. On comprend l'urgence parce qu'on sait bien qu'il y a des délais, mais on s'abstiendra.

Claire MASSON

Nous avons justement mis du temps sur ce bordereau. Ça peut vous paraître rapide mais ça fait un an qu'on y travaille avec Morbihan Habitat et même plus que ça puisqu'on a signé une convention public/public il y a maintenant 2 ans à peu près avec Morbihan Habitat. Actuellement, il existe déjà le bâtiment du Bocéno 1 celui du Bocéno 2. Les 2 sont propriétés de Morbihan Habitat et ont été construits avec comme Assistance à Maîtrise d'Ouvrage les Ajoncs qui gèrent d'ailleurs toujours les gros travaux de rénovation et sont loués à la Ville pour que des personnes âgées y logent. Les baux, qui sont des baux emphytéotiques, se terminent. Je crois que c'est 2038 pour le premier bâtiment et 2044 pour le second. Mais malheureusement ce bail emphytéotique est presque trop long puisque les bâtiments sont très abîmés. Par exemple, les salles de bain ne sont pas accessibles aux personnes âgées. Il y a des margelles et il va falloir refaire toutes les salles de bain. L'isolation n'est pas suffisante, c'est notre plus gros consommateur en énergie. La cuisine est trop petite. Il y a plein d'inconvénients. On manque de salles d'animation, on n'arrive pas à recevoir toutes les personnes qui souhaiteraient pouvoir venir manger en accueil de jour. Il nous semble très important de pouvoir proposer un accueil de jour ouvert à toutes les personnes âgées qui le souhaitent avec des repas le midi et des animations en journée. Les bâtiments ne le permettent pas et en plus on est sur 2 bâtiments séparés ce qui complique beaucoup les choses. La veilleuse de nuit est obligée d'aller d'un bâtiment à l'autre en pleine nuit. Et la cuisine qui est sur le Bocéno 1 doit livrer les repas dans le Bocéno 2 midi et soir en traversant la cour. Ça faisait longtemps que le personnel réclamait une reconstruction du Bocéno et une amélioration des conditions d'accueil avec un ascenseur qui est trop petit et ne fonctionne pas bien. Ce bâtiment a été construit il y a maintenant plus de 40 ans et on en arrive vraiment au bout, même si le bail dure plus longtemps il faut trouver une solution. Juridiquement nous avons fait faire l'étude par des juristes, Morbihan Habitat comme nous. Ils sont arrivés à la même conclusion, que la meilleure solution serait de signer une convention public/public, chose qui a été faite y a 2 ans. Et la seconde chose c'est que le terrain soit cédé à Morbihan Habitat mais avec des clauses dans l'acte notarié qui sont donc des clauses à vie sur ce terrain qui interdiront à Morbihan Habitat de revendre le terrain à quelqu'un d'autre qu'à la Ville. Soit ils le gardent pour après améliorer le bâtiment et le garder, soit c'est la Ville qui l'acquiert, sauf si la Ville donne expressément son consentement pour une vente à une autre entreprise ou à un autre bailleur. C'est un bâtiment qui doit rester à usage des personnes âgées et géré par le CCAS de la Ville sauf à ce que la Ville décide le contraire. On a rajouté des clauses dans l'acte notarié qui permettent de border et que le prix de cession, si la Ville décide de le racheter dans 40 ans, soit le prix d'aujourd'hui minoré de la subvention que donne AQTA dans le cadre du déficit foncier pris en charge qui est de 275 000 € et majoré du coût d'indice de la construction annuelle. Tout sera bordé dans l'acte notarié pour faire en sorte que la Ville ne soit pas perdante. Ça fait 2 ans qu'on y réfléchit, on a essayé de tourner le sujet dans tous les sens. Il fallait un bâtiment neuf. Des baux existaient, donc il fallait soit une rupture des baux actuels, soit une reconstruction avec le même le même office. On veut que ça reste un office public HLM. C'est le seul bailleur social qui est un office public HLM. On tenait à ce que ça reste dans le domaine public. Nous avons fait plusieurs entretiens et demandes auprès des juristes des deux institutions. On n'a jamais rien de parfait, mais c'était la meilleure des conclusions..

Guénola QUILLAY

C'est votre virage qui est surprenant parce que votre politique est de développer les baux à construction, les Baux Réels et Solidaires, donc comprenez que quand vous nous présentez un bordereau au dernier moment dans lequel vous prenez un virage complètement différent ça éveille la méfiance.

Claire MASSON

Nous avions décidé au départ de garder le terrain, ça nous semblait jouable. Mais finalement, juridiquement, c'est mieux que Morbihan Habitat construise sur un terrain qui lui appartient et qu'il nous le rétrocède dans 40 ou 45 ans et aussi qu'on anticipe la déconstruction du bâtiment. Parce qu'en fait, sur un terrain qui nous appartenait, la déconstruction restait à notre charge. Et là, dans l'acte notarié, on va demander que si la Ville le souhaite, la déconstruction soit entièrement prise en charge par Morbihan Habitat. Nous faisons une réserve pour payer la déconstruction à terme, pour ne pas que l'on se retrouve avec un bâtiment à déconstruire dans 40 ans et dont on ne sait plus quoi faire.

Guénola QUILLAY

Vos juristes ont sûrement très bien étudié la question, mais pour moi, avec un bail à construction on peut prévoir toutes sortes de modalités, sur la démolition, sur la restitution des locaux....

Claire MASSON

Je vous avoue que je l'ai longtemps cru et c'est pour ça qu'en février nous avons passé un bordereau différent et après de nombreuses consultations de cabinets juridiques, c'est ce qui semblait le mieux. Et c'était aussi une demande insistante de Morbihan Habitat qui souhaite construire sur des terrains lui appartenant. Comme ça nous gênait, on a rajouté des clauses sur l'acte notarié, clauses que nous ne pouvons pas inclure dans le bordereau. Nous l'avons vérifié avec la Direction Générale des Services. Toutes ces clauses seront dans l'acte notarié, je peux vous l'assurer.

6- DU - MODIFICATION DU REGLEMENT FIXANT LES CONDITIONS DE DELIVRANCE DES AUTORISATIONS TEMPORAIRES DE CHANGEMENT D'USAGE DE LOCAUX D'HABITATION DANS LA COMMUNE D'AURAY

Monsieur Julien BASTIDE, 8ème adjoint, expose à l'assemblée :

Le 25 septembre dernier, le conseil municipal a voté une délibération instaurant un dispositif visant à limiter la location de meublés touristiques sur le territoire de la commune et qui entrera en vigueur au 1er juin 2025. Un règlement municipal était annexé à cette délibération afin de fixer les conditions de délivrance des autorisations temporaires de changement d'usage des locaux d'habitation en meublés touristiques de courte durée.

Il s'agit d'une réglementation dite de « niveau 2 » qui impose un numéro d'enregistrement, une autorisation de changement d'usage qui est temporaire ainsi qu'une limitation du nombre de meublés par foyer fiscal. A contrario, une réglementation dite de « niveau 1 » n'impose que les deux premiers éléments.

Par la présente délibération, les élus ont estimé qu'il était nécessaire **de mettre à jour le règlement municipal d'Auray afin de le rendre conforme aux nouvelles dispositions de la loi n°2024-1039 du 19 novembre 2024 visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale, dite loi Le Meur**.

Parallèlement à cette mise à jour, **une modification du règlement est faite pour une raison pratique.** L'instauration d'un dispositif d'autorisations préalables de changement d'usage dites « temporaires » pour les personnes physiques qui auront une durée de 3 ans et non de 2 ans comme cela était écrit dans la précédente délibération. Cette modification a pour objectif d'aligner la ville d'Auray avec les communes d'AQTA qui ont toutes retenus la durée de 3 ans. Cela facilitera ainsi le travail d'instruction de l'office de tourisme intercommunal quant aux demandes d'autorisations.

La réglementation proposée consistant à instaurer un dispositif d'autorisations préalables de changement d'usage dites « temporaires » pour les personnes physiques, a pour principales caractéristiques, après modification :

- L'autorisation de changement d'usage aura une durée de validité de 3 ans

- S'appliquera sur le périmètre de la totalité de la commune

- Un meublé de tourisme par foyer fiscal sera autorisé

- Le dispositif sera mis en œuvre à compter du 1er juin 2025

Concernant la mise à jour du règlement municipal d'Auray, la loi n°2024-1039 du 19 novembre 2024 visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale, dite Le Meur, a complété le dispositif prévu aux articles L.631-7 à L.631-10 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Par conséquent, le règlement municipal fixant les conditions des autorisations temporaires de changement d'usage des locaux d'habitation en meublés de tourisme de la Commune d'Auray, est modifié comme suit :

- **L'autorisation de changement d'usage ne peut être demandée que si ce changement d'usage est conforme aux stipulations contractuelles prévues dans le règlement de copropriété** en application des dispositions de l'article L.631-7-1 A du code de la construction et de l'habitation.

- **La soumission des nouvelles demandes de changement d'usage à la présentation d'un diagnostic de performance énergétique**. Un diagnostic de performance énergétique (DPE) devra être réalisé sur les nouveaux meublés touristiques. Il s'agit des meublés touristiques déclarés après l'entrée en vigueur de la loi Le Meur. **Cet ajout** vise à soumettre les meublés touristiques déclarés après l'entrée en vigueur de la loi Le Meur au même régime que les locations à l'année quant au DPE. Ces meublés touristiques devront présenter un DPE compris entre A et E à compter du 1er juin 2025 et, à partir du 01/01/2034, entre A et D.
- **Le renforcement du contrôle du changement d'usage. Les sanctions sont alourdies et élargies**. Le quantum des sanctions existantes est mis à jour et le règlement intègre les sanctions nouvellement créées par la loi Le Meur.

Ces modifications seront intégrées :

- Pour ce qui concerne les stipulations relatives à la copropriété, le dispositif de l'article L.631-7-1 A du code de la construction et de l'habitation est retranscrit aux articles 4 et 6.1 du règlement en vigueur. « […] Les autorisations de changement d'usage sont accordées sous réserve du droit des tiers, et notamment des stipulations du bail ou du règlement de copropriété. Les activités autorisées par le changement d'usage d'un local d'habitation ne doivent engendrer ni nuisance, ni danger pour le voisinage et ne conduire à aucun désordre pour le bâti. Lorsque le logement loué est situé dans une copropriété, le pétitionnaire doit fournir une attestation sur l'honneur, établissant que le changement d'usage est conforme aux stipulations contractuelles prévues dans le règlement de copropriété […] ».

- Pour ce qui concerne le DPE le dispositif de l'article L.631-10 du code de l'habitation et de la construction est retranscrit aux articles 4 et 6.1 du règlement en vigueur. « […] Le propriétaire du bien faisant l'objet de la demande d'autorisation au moment du dépôt de sa demande devra attester que le changement d'usage est délivré dans le respect du droit des tiers. […] Pour toute nouvelle demande d'autorisation de changement d'usage (mise en location d'une habitation en meublé de tourisme depuis le 20 novembre 2024) présentation d'un Diagnostic de Performance Énergétique (DPE) du logement compris entre A et E ».

- Pour ce qui concerne les sanctions, l'article 9 du règlement est mis à jour.

Le présent règlement pourra être revu, par délibération du conseil municipal, au regard des évolutions réglementaires et des données collectées suite à la mise en place de ce règlement. Un premier bilan permettra de dresser l'état des lieux de la situation des meublés de tourisme sur la commune. **Ainsi, pourront être mis en place, par exemple, le changement d'usage temporaire pour les personnes morales, des quotas définis sur tout ou partie de la commune etc**… Toutes ces mesures sont adaptées aux caractéristiques du territoire, et sont proportionnées à l'objectif poursuivi, en ce que celui-ci ne peut pas être réalisé par une mesure moins contraignante, notamment parce qu'un contrôle a posteriori interviendrait trop tardivement pour avoir une efficacité réelle.

Le coût estimatif pour la commune d'Auray du fonctionnement annuel du dispositif d'instruction des demandes est de 2000€ environ. Ce coût se calcule en fonction du nombre d'actes à réaliser. Le nombre d'actes dépend du nombre de meublés recensés par l'office de tourisme intercommunal. Le coût estimatif d'un acte étant de 13€. Le nombre de meublés touristiques recensés en 2024 sur la commune d'Auray est de 148.

L'instruction des autorisations de changement d'usage sera mutualisée au niveau de l'office de tourisme intercommunal (OTI). Une délibération a été prise en ce sens par la ville d'Auray lors du conseil municipal du 26/02/2025. Afin de fixer les différentes modalités en lien avec l'instruction rendue nécessaire par l'encadrement des meublés touristiques, une convention a été signée entre l'office de tourisme intercommunal et la commune conformément à la délibération adoptée en conseil municipal le 26/02/2025.

Le coût de ce service mutualisé sera réparti entre la commune (50 % à sa charge) et l'office de tourisme intercommunal (50 % à sa charge via une subvention versée par Auray Quiberon Terre Atlantique), au prorata du nombre de demandes de changements d'usage instruits chaque année.

Vu le budget de la commune ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) et notamment son article 16 ;

Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

Vu la loi n° 2024-1039 du 19 novembre 2024 visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L.631-7 et suivants ;

Vu le Code du tourisme et notamment ses article L.321-1-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2023-822 du 25 août 2023 portant application de l'article 232 du code général des impôts ;

Vu les Statuts de la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique ;

Vu la délibération municipale en date du 25/09/2024, portant application à la Commune d'Auray des articles L.631-7 et suivants du Code de la construction et de l'habitation, le dispositif d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux destinés à l'habitation.

Vu la délibération en date du 26/02/2025 autorisant la mutualisation au niveau de l'OTI de l'instruction des autorisations de changement d'usage ;

Vu le projet de règlement figurant en annexe 1 ;

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission finances / communication du 28 avril 2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- AUTORISE la mise en place d'une autorisation de changement d'usage des meublés touristiques, 1 par foyer fiscal, pour une durée de 3 ans à compter du 01/06/2025 ;

- APPROUVE l'insertion des dispositions de l'article L.631-7-1 A du code de la construction et de l'habitation relatives à la conformité du changement d'usage au règlement de copropriété, aux articles 4 et 6.1 du règlement, d'application immédiate ;

- APPROUVE l'insertion des dispositions de l'article L.631-10 du code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique, aux articles 4 et 6.1, d'application immédiate ;

- APPROUVE la mise à jour de l'article 9 du règlement relatif aux sanctions, d'application immédiate ;

- APPROUVE une entrée en vigueur du règlement ainsi adopté à compter du 1er juin 2025 ;

- AUTORISE Madame le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération et du règlement annexé, et à déléguer ce pouvoir et sa signature à Marie Dubois, adjointe à l'urbanisme, concernant les arrêtés d'autorisations de changement d'usage ;

Annexes :
Annexe 1 – Projet de règlement municipal portant sur le changement d'usage de locaux destinés à l'habitation (article L 631-7-1 du code de la Construction et de l'Habitation).
Annexe 2 – Délibération municipale en date du 25/09/2024 instaurant un dispositif visant à limiter la location de meublés touristiques sur le territoire de la commune.

Annexe 3 – Délibération municipale en date du 26/02/2025 autorisant l’instruction des autorisations des changements d’usage par l’OTI

Règlement municipal de la Commune de Auray fixant les conditions de délivrance des autorisations temporaires de changement d'usage des locaux d'habitation en meublés touristiques de courte durée

I. Exposé des motifs

1- Contexte législatif et réglementaire

La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) a introduit la possibilité, pour les collectivités territoriales, de mettre en place un système d'autorisation permettant de réguler les locations de meublés touristiques et ainsi de lutter notamment contre la pénurie de logements dont sont susceptibles de faire face leurs habitants.

Prévue aux articles L.631-7 à L.631-9 du Code de la Construction et de l'Habitation, la procédure préalable d'autorisation de changement d'usage des locaux d'habitation peut être rendue applicable :

- dans les Communes situées dans le périmètre de l'article 232 du Code général des impôts, directement par délibération du Conseil municipal, lorsque la Commune appartient à un EPCI qui n'est pas compétent en matière de PLU ;
- dans les autres Communes, par une délibération motivée du Conseil municipal en raison d'un déséquilibre entre l'offre et la demande de logement entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant.

La communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique n'étant compétente en matière de PLU, le conseil municipal de Auray par une délibération du 25 / 09 / 2024, a instauré la procédure d'autorisation préalable de changement d'usage sur le territoire de la commune et fixé les conditions de délivrance de ces autorisations.

Par ailleurs, la Loi pour une république Numérique du 7 octobre 2016 a introduit l'obligation pour tout loueur occasionnel, quel que soit la nature du logement loué, dans les communes soumises au changement d'usage, de s'enregistrer auprès de sa mairie qui en retour lui attribue un numéro d'enregistrement indispensable pour commercialiser son bien sur les plateformes numériques.

Ces deux dispositifs ont été complétés par la loi Le Meur du 19 novembre 2024 qui officialise le fait que l'autorisation de changement d'usage ne peut être demandée que si le changement d'usage est conforme aux stipulations contractuelles prévues dans le règlement de copropriété et que les nouvelles demandes d'autorisation de changement d'usage sont soumise à la présentation d'un Diagnostic de Performance Énergétique.

La procédure de changement d'usage a été instituée par la Commune de Auray par délibération en date du 25/09/2024, une première fois modifiée par une délibération du 26/02/2025.

Le présent règlement comporte la règlementation désormais applicable au changement d'usage.

II. Principes généraux

Article 1 - Objet

Par délibération du Conseil municipal du 25/09/2024, portant application de la Commune de Auray des articles L. 631-7 et suivants du Code de la construction et de l'habitation, le dispositif d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux destinés à l'habitation a été institué.

Conformément aux dispositions de la section 2 du chapitre 1er du titre III du livre VI du Code de la construction et de l'habitation, le changement d'usage de locaux destinés à l'habitation est soumis à autorisation préalable selon les modalités définies par le présent règlement.

Le présent règlement détermine les conditions dans lesquelles seront délivrées, sur le territoire communal, les autorisations préalables de changement d'usage dites « temporaires », délivrées à titre temporaire et personnel (article L. 631-7-1 A du Code de la construction et de l'habitation).

En application de l'article L.631-7 du Code de la construction et de l'habitation, l'autorisation préalable de changement d'usage de locaux destinés à l'habitation est délivrée par le Maire, selon les modalités définies par le présent règlement.

Article 2 - Champ d'application

Constituent des locaux destinés à l'habitation toutes catégories de logements et leurs annexes, y compris les logements-foyers, logements de gardien, chambres de service, logements de fonction, logements inclus dans un bail commercial, locaux meublés donnés en location dans les conditions de l'article L.632-1 du CCH ou dans le cadre d'un bail mobilité conclu dans les conditions prévues au titre Ier ter de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989.

La surface ou superficie prise en compte pour l'application de l'ensemble des dispositions du présent règlement est la surface habitable au sens de l'article R.156-1 du CCH.

Les dispositions du présent règlement s'appliquent au changement d'usage de locaux à destination d'habitation en meublés de tourisme.

Le changement d'usage de locaux d'habitation en meublés de tourisme concerne les locaux meublés de tourisme qui, selon l'article L.324-1-1 du Code du Tourisme, sont des villas, appartements ou studios meublés, à l'usage exclusif du locataire, offerts à la location à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile et qui y effectue un séjour caractérisé par une location à la journée, à la semaine ou au mois.

La location saisonnière ou touristique se distingue du bail d'habitation selon 2 critères :

- Le locataire n'y élit pas domicile, il y réside principalement pour les vacances ou à l'occasion de déplacements professionnels ;
- La location saisonnière doit être conclue pour une durée maximale de 90 jours à la même personne.

Il est précisé que la procédure de changement d'usage ne s'applique pas à la location occasionnelle (120 jours cumulés maximum par année civile sauf obligation professionnelle, raison de santé ou cas de force majeure) de la résidence principale, comme le prévoit l'article L.631-7-1 A du Code de la Construction et de l'Habitation. Cependant, dans ce dernier cas, et en application de l'articles L.321-1-1 du Code du Tourisme les formalités liées à l'enregistrement et au règlement de la taxe de séjour demeurent obligatoires.

Ainsi, l'autorisation préalable de changement d'usage est obligatoire :

- Dès la première nuitée pour les résidences secondaires ;
- À partir du 121ème jour de location par année civile pour tout ou partie des résidences principales[1], habitation principale ou dépendances (sauf obligation professionnelle, raison de santé ou cas de force majeure).

Il est nécessaire de solliciter une autorisation pour chaque logement objet d'un changement d'usage. En cas de division d'un logement, une autorisation est à solliciter pour chaque nouveau logement issu de cette division qui serait destiné à la location meublée touristique.

Le présent règlement est applicable à l'ensemble du territoire de la Commune de Auray.

Article 3 - Régime juridique applicable

L'article L.631-7 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) précise que le fait de louer un local meublé à usage d'habitation en tant que meublé de tourisme, au sens du I de l'article L.324-1-1 du Code du tourisme, constitue un changement d'usage au sens du présent règlement.

En application de l'article L. 631-7-1 A du code de la construction et de l'habitation, le présent règlement définit un régime d'autorisation temporaire de changement d'usage permettant à une personne physique de louer un local à usage d'habitation en tant que meublé de tourisme, au sens du I de l'article L. 324-1-1 du code du tourisme.

Le régime adopté dans le présent règlement se fonde donc sur l'article L.631-7-1 A du CCH pour les autorisations temporaires dites personnelles, applicables aux demandes de changement d'usage formulées par des propriétaires personnes physiques.

Article 4 – Principes et conditions de délivrance de l'autorisation de changement d'usage

- Conformément aux dispositions des articles L.631-7 et L.631-7-1 A du CCH, l'autorisation de changement d'usage est accordée en tenant compte des objectifs de mixité sociale, d'équilibre entre l'habitat et l'emploi et de la nécessité de ne pas aggraver l'insuffisance de logements ou le niveau élevé du prix des loyers ;

[1] La résidence principale est entendue comme logement occupé au moins huit mois par an par son propriétaire ou son locataire, sauf obligation professionnelle, raison de santé ou cas de force majeure.

- Les autorisations de changement d'usage sont accordées sous réserve du droit des tiers, et notamment des stipulations du bail ou du règlement de copropriété. Les activités autorisées par le changement d'usage d'un local d'habitation ne doivent engendrer ni nuisance, ni danger pour le voisinage et ne conduire à aucun désordre pour le bâti.

- Lorsque le logement loué est situé dans une copropriété, le pétitionnaire doit fournir une attestation sur l'honneur, établissant que le changement d'usage est conforme aux stipulations contractuelles prévues dans le règlement de copropriété.

- L'autorisation de changement d'usage ne pourra être accordée pour les logements faisant l'objet d'un conventionnement en application de l'article L.831-1 (aide personnalisée au logement accordée au titre de la résidence principale) et D.321-23 du Code de la Construction et de l'Habitation (convention avec l'Agence Nationale de l'Habitat applicable au secteur locatif intermédiaire ne bénéficiant pas de subvention pour travaux) ;

- Le logement doit être décent et répondre aux exigences du décret n°2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent.

- Pour l'obtention de l'autorisation préalable prévue à l'article L. 631-7-1 A du CCH en vue d'une mise en location de meublés de tourisme, au sens du I de l'article L. 324-1-1 du code du tourisme, les propriétaires des locaux concernés présentent un Diagnostic de Performance Énergétique mentionné à l'article L. 126-26 du CCH dont le niveau, au sens de l'article L. 173-1-1 du CCH, doit être compris entre les classes A et E ou, à compter du 1er janvier 2034, entre les classes A et D ;

- L'autorisation est accordée par arrêté du Maire sous réserve de l'instruction du dossier complet remis par le pétitionnaire.

III. Critères de délivrance des autorisations préalables de changement d'usage de locaux d'habitation en meublés de tourisme

Article 5 – Régime de délivrance des autorisations temporaires de changement d'usage permettant à une personne physique de louer un local à usage d'habitation en tant que meublé de tourisme, au sens du I de l'article L. 324-1-1 du code du tourisme.

5.1 Champ d'application des autorisations temporaires

Le règlement s'applique aux propriétaires personnes physiques souhaitant pratiquer la location meublée touristique.

La demande de changement d'usage doit être formulée par le propriétaire du logement personne physique (cf. article L.631-7-1-A du CCH).

Dans le cadre de ce dispositif, on entend par propriétaire, la personne physique figurant sur l'acte de propriété.

Selon le CCH, l'autorisation est délivrée à un « même propriétaire ». Le propriétaire déclarant peut-être :

- En pleine propriété ;
- Usufruitier ;
- Une indivision (considérée comme un même propriétaire même si elle concerne plusieurs propriétaires, nécessite l'accord de tous les propriétaires indivis).

Le propriétaire devra fournir une attestation sur l'honneur établissant qu'il est titulaire en son nom propre, d'un titre de propriété du bien objet de la demande de changement d'usage.

5.2 Caractéristiques et modalités de délivrance des autorisations temporaires

Les autorisations temporaires sont accordées pour une durée de 3 ans.

Le nombre d'autorisation pouvant être accordé à un même foyer fiscal est limité à 1 autorisation.

Toute reconduction devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Ces autorisations sont temporaires et nominatives, attachées à la personne, elles sont donc incessibles.

Il ne sera pas possible de transférer ces autorisations sur d'autres biens détenus par un même propriétaire.

Ces autorisations cesseront à l'arrivée du terme ou de manière anticipée, sur demande écrite du propriétaire.

IV. Formalités administratives

Article 6 – Modalités d'instruction de la demande

6.1 Dossier de demande d'autorisation

La demande d'autorisation est réalisée par un formulaire obtenu auprès de la mairie concernée ou en ligne via la plateforme de téléservice prévue à cet effet.

Le propriétaire du bien faisant l'objet de la demande d'autorisation au moment du dépôt de sa demande devra attester que le changement d'usage est délivré dans le respect du droit des tiers. A ce titre, il devra joindre à son dossier :

- Une déclaration sur l'honneur attestant de sa qualité de propriétaire ;
- Une déclaration sur l'honneur attestant que le changement d'usage sollicité est conforme aux stipulations contractuelles prévues dans le règlement de copropriété ;
- Pour toute nouvelle demande d'autorisation de changement d'usage (mise en location d'une habitation en meublé de tourisme depuis le 20 novembre 2024) présentation d'un Diagnostic de Performance Énergétique (DPE) du logement compris entre A et E ;

6.2 Modalités de dépôt de la demande

Dès lors qu'une autorisation de changement d'usage est requise, le pétitionnaire doit :

- Déposer le formulaire de demande d'autorisation visé à l'article 6.1 avec l'ensemble des pièces requises dont la liste figure en annexe dudit formulaire auprès du service instructeur de la commune, ou l'adresser à ce service par voie postale ;
- Utiliser le formulaire dématérialisé accessible à l'adresse : https://www.declaloc.fr/.

Tout pétitionnaire pourra solliciter du service instructeur des informations complémentaires relatives aux modalités pratiques de mise en œuvre du présent règlement.

6.3 Instruction de la demande

Dès réception de la demande et des pièces devant y être jointes, un accusé de réception est adressé au pétitionnaire. Cet accusé de réception mentionne, le cas échéant, les pièces manquantes qui doivent être transmises au service instructeur dans le mois qui suit la réception de ce courrier. A défaut, le pétitionnaire est réputé avoir renoncé à sa demande.

A compter de la réception d'un dossier réputé complet, le délai d'instruction pour délivrer l'autorisation ou notifier le refus est de deux mois.

En l'absence de réponse passé ce délai, l'autorisation est réputée favorable.

Article 7 : Procédure d'enregistrement par télédéclaration

Toute location pour de courtes durées d'un local meublé en faveur d'une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile, situé ou non dans la résidence principale du loueur, doit faire l'objet d'une déclaration préalable soumise à enregistrement auprès des services

compétents de la Commune de Auray, en application des dispositions de l'article L. 324-1-1 du Code du tourisme.

Cette déclaration préalable mentionnera les informations requises nécessaires à l'enregistrement du local meublé concerné par la commune et sera effectuée par téléservice.

Celle-ci donnera lieu à la délivrance d'un numéro d'enregistrement.

Conformément à l'article L. 324-2-1 I du Code du tourisme, toute personne qui se livre ou prête son concours contre rémunération, par une activité d'entremise ou de négociation ou par la mise à disposition d'une plateforme numérique, à la mise en location d'un logement soumis à l'article L. 324-1-1 du même code et aux articles L. 631-7 et suivants du Code de la construction et de l'habitation doit informer le loueur des obligations de déclaration et/ou d'autorisation préalable prévues par ces articles et obtenir de ce dernier, préalablement à la location du bien, une déclaration sur l'honneur attestant du respect de ces obligations, indiquant si le logement constitue ou non sa résidence principale au sens de l'article 2 de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989, ainsi que, le cas échéant, le numéro de déclaration du logement, obtenu en application du II de l'article L. 324-1-1 du Code du tourisme.

Article 8 – Permis de construire et changement d'usage

En application de l'article L. 631-8 du Code de la Construction et de l'Habitation, lorsque le changement d'usage fait l'objet de travaux entrant dans le champ d'application du permis de construire, la demande de permis de construire (PC) ou la déclaration préalable (DP) vaut demande de changement d'usage. Le demandeur devra, néanmoins, compléter le formulaire de demande d'autorisation de changement d'usage parallèlement à une demande de PC ou d'une DP. Les travaux visés par la demande de PC ou de DP ne pourront être exécutés qu'après l'obtention de l'autorisation mentionnée à l'article L. 631-7 du même code

V. Sanctions

Article 9 – Sanctions encourues en cas de transformation d'un logement, en meublé de tourisme, sans autorisation préalable de changement d'usage.

Le fait pour toute personne, d'enfreindre les articles L. 631-7 et suivants du CCH, ou de contrevenir au présent règlement est passible des condamnations prévues aux articles L. 651-2 et L. 651-3 du CCH reproduits ci-dessous :

- **Article L. 651-2 du Code de la Construction et de l'Habitation :**

« Toute personne qui enfreint les dispositions des articles L. 631-7 ou L. 631-7-1 A ou qui ne se conforme pas aux conditions ou obligations imposées en application des mêmes articles L. 631-7 et L. 631-7-1 A est condamnée à une amende civile dont le montant ***ne peut excéder 100 000 € par local irrégulièrement transformé****.*
Cette amende est prononcée par le président du tribunal judiciaire statuant selon la procédure accélérée au fond, sur assignation de la commune dans laquelle est situé le local irrégulièrement transformé, de l'autorité organisatrice de l'habitat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme ou de l'Agence nationale de l'habitat. Le produit de l'amende est intégralement versé à la

commune dans laquelle est situé ce local. Le tribunal judiciaire compétent est celui dans le ressort duquel est situé le local.
Sur assignation de la commune dans laquelle est situé le local irrégulièrement transformé ou de l'Agence nationale de l'habitat, ***le président du tribunal ordonne le retour à l'usage d'habitation du local transformé sans autorisation, dans un délai qu'il fixe****. A l'expiration de celui-ci,* ***il prononce une astreinte*** *d'un montant maximal* ***de 1 000 € par jour et par mètre carré utile du local irrégulièrement transformé****. Le produit en est intégralement versé à la commune dans laquelle est situé le local irrégulièrement transformé.*
Passé ce délai, l'administration peut procéder d'office, aux frais du contrevenant, à l'expulsion des occupants et à l'exécution des travaux nécessaires.

- **Article L. 651-2-1 du Code de la Construction et de l'Habitation :**

Toute personne qui se livre ou prête son concours à la commission de l'infraction prévue à l'article L. 651-2, contre rémunération ou à titre gratuit, par une activité d'entremise ou de négociation ou par la mise à disposition de services, à l'exception de la mise à disposition d'une plateforme numérique, est condamnée à une amende civile dont le montant ne peut excéder 100 000 € par local irrégulièrement transformé.
Cette amende est prononcée par le président du tribunal judiciaire, statuant selon la procédure accélérée au fond, sur assignation de la commune dans laquelle est situé le local irrégulièrement transformé ou de l'Agence nationale de l'habitat. Le produit de l'amende est intégralement versé à la commune dans laquelle est situé ce local. Le tribunal judiciaire compétent est celui dans le ressort duquel est situé le local.

- **Article L. 651-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :**

*« **Quiconque a, pour l'une quelconque des déclarations** prévues aux titres Ier (chapitre II), II (chapitre Ier), III et IV du présent livre, à l'exclusion des articles L. 612-1, L. 631-1 à L. 631-6, L. 641-12 et L. 641-14, ou par les textes pris pour leur application,* ***sciemment fait de fausses déclarations****, quiconque a, à l'aide de manœuvres frauduleuses,* ***dissimulé ou tenté de dissimuler les locaux soumis à déclaration****, est passible d'un* ***emprisonnement d'un an et d'une amende de 80 000 euros*** *ou de l'une de ces deux peines seulement.*
Le tribunal correctionnel prononce, en outre, la résiliation du bail et l'expulsion des locataires irrégulièrement installés. ».

- **Article 441-7 du Code pénal :**

« Indépendamment des cas prévus au présent chapitre, est puni ***d'un an d'emprisonnement*** *et* ***de 15 000 euros d'amende*** *le fait :*
1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
2° De falsifier une attestation ou un certificat originairement sincère ;
3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié… »

- **Article L324-1-1-III et IV du Code du Tourisme :**

« En cas de location sans autorisation de la totalité de sa résidence principale plus de 120 jours par an, la personne en infraction est passible d'une amende civile dont le montant ne peut excéder **10 000 euros**.

En cas d'absence de numéro d'enregistrement, la personne en infraction est passible d'une amende civile dont le montant ne peut excéder de **5 000 euros"**.

VI. Modalités d'exécution du présent règlement

Article 10 – Entrée en vigueur du présent règlement

Le présent règlement est exécutoire à compter du 1er juin 2025.

Le Maire de la Commune de Auray est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au registre des délibérations de la Commune et accessible sur le site internet de la commune.

Envoyé en préfecture le 27/09/2024
Reçu en préfecture le 27/09/2024
Publié le 27/09/2024
ID : 056-215600073-20240925-D20240925_8-DE

Département du Morbihan
Arrondissement de LORIENT
Mairie d'AURAY (56400)

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le mercredi 25 septembre 2024 à 18 HEURES 00, le conseil municipal de la commune d'AURAY (Morbihan), légalement convoqué le 18 septembre 2024, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, dans la salle des délibérations sous la présidence de Madame Claire MASSON, Maire.

La séance a été publique.

Etaient Présents à la présente délibération :
Madame Claire MASSON, Monsieur Pierrick KERGOSIEN, Madame Claire PARENT MER, Monsieur Benoît LE ROL, Madame Marie DUBOIS, Monsieur Julien BASTIDE, Madame Chantal SIMON, Madame Adeline FERNANDEZ, Madame Céline SPILBAUER, Monsieur Jean-Pierre SAUVAGEOT, Monsieur Stéphane RENAULT, Monsieur Pierre LE SCOUARNEC, Monsieur Jean-Baptiste LE GUENNEC, Madame Juliette EME, Monsieur Jean-Yves MAHEO, Madame Françoise NAEL, Monsieur Bertrand VERGNE, Monsieur Benoît GUYOT, Madame Emmanuelle HERVIO

Absents excusés :
Madame Marie LE CROM (procuration donnée à Madame Claire PARENT MER), Monsieur Jean-François GUILLEMET (procuration donnée à Monsieur Pierre LE SCOUARNEC), Madame Myriam DEVINGT (procuration donnée à Monsieur Pierrick KERGOSIEN), Madame Nathalie GUEMY (procuration donnée à Madame Marie DUBOIS), Monsieur Gurvan NICOL (procuration donnée à Monsieur Jean-Pierre SAUVAGEOT), Monsieur Edouard LASBLEY (procuration donnée à Madame Chantal SIMON), Madame Adeline AGENEAU (procuration donnée à Monsieur Stéphane RENAULT), Madame Solene LE DOUJET (procuration donnée à Madame Juliette EME), Monsieur Pierre-Yves CYFFERS (procuration donnée à Monsieur Benoît LE ROL), Madame Guenola QUILLAY (procuration donnée à Monsieur Jean-Yves MAHEO), Monsieur Marc MAHE (procuration donnée à Madame Françoise NAEL)

Secrétaires de séance : Monsieur Jean-Pierre SAUVAGEOT, Monsieur Benoît GUYOT

8- DU - INSTAURATION D'UN DISPOSITIF VISANT À LIMITER LA LOCATION DE MEUBLÉS TOURISTIQUES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE D'AURAY

Madame Marie DUBOIS, 7ème adjointe, expose à l'assemblée :

Entre terre et mer, nichée dans un patrimoine naturel et culturel protégé, la richesse du territoire de la communauté de communes d'Auray Quiberon Terre Atlantique en fait un de ses principaux atouts.

Envoyé en préfecture le 27/09/2024
Reçu en préfecture le 27/09/2024
Publié le 27/09/2024
ID : 056-215600073-20240925-D20240925_8-DE

La Commune de Auray, ville-centre de la communauté de communes d'Auray Quiberon Terre Atlantique, est une destination qui attire de nombreux touristes chaque année en raison notamment de son attractivité commerciale, de son caractère médiéval et de son patrimoine naturel et bâti avec notamment le port de Saint-Goustan.

La touristicité de notre Commune a été reconnue à travers son classement en « Station de Tourisme » par décret du 18 octobre 2023.

En 2023, est parue une étude Ministérielle sur la lutte contre l'attrition des logements permanents en zone touristique, qui établit un lien de causalité direct entre le développement exponentiel des locations de meublés sur de courtes durées, dits meublés de tourisme, et la pénurie de logement locatif résidentiel.

Au niveau national, le constat d'une hausse constante de la quantité de meublés de tourisme est en train de s'ancrer, les professionnels du secteur du tourisme évoquent à ce sujet un quadruplement d'ici à 2030 : " *Le marché de la location de vacances va littéralement exploser avec une prévision de quadruplement d'ici à 2030...* " (déclaration de M. Glenn FOGEL, le CEO de *Booking)*

Or, lorsque les locations saisonnières sont trop importantes sur un même territoire, elles ont des effets négatifs sur la qualité de vie, accroissent les tensions du marché immobilier et font obstacle à la lutte contre la pénurie de logements destinés à la location, considérée comme raison impérieuse d'intérêt général par la Cour de Justice de l'Union européenne.

A cet égard, il a été observé, sur le territoire d'Auray, une multiplication très nette des locations saisonnières pour des séjours répétés de courte durée transformant la destination de ces locaux à usage d'habitation au détriment de l'offre de logements sur le marché immobilier.

Notre Commune ne compte pas moins de 8 976 logements, dont 88% sont des résidences principales.

606 logements sont donc recensés comme des résidences secondaires. Ce chiffre est en constante augmentation puisqu'il était de 454 en 2015, soit une hausse de 33% en 6 ans.

Corrélativement, la vacance des logements est très faible à Auray. Les logements en état de vacance de longue durée ne représentent que 2,4% du parc, et ils ne constituent pas un levier pour remettre des logements sur le marché.

La commune connaît depuis plusieurs années une forte poussée de l'activité de meublés de tourisme, l'office du tourisme intercommunal recense 148 meublés de tourisme à ce jour sur le territoire d'Auray, contre 85 en 2019.

Ces chiffres « officiels » ne révèlent cependant pas l'étendue réelle de la problématique, puisque le nombre d'annonces répertoriées sur les plateformes (Airbnb, Abritel, Booking,

Envoyé en préfecture le 27/09/2024
Reçu en préfecture le 27/09/2024
Publié le 27/09/2024
ID : 056-215600073-20240925-D20240925_8-DE

...) est de 378 annonces de meublés de tourisme.

Par ailleurs, l'activité de location meublée touristique génère une spéculation foncière sur notre territoire. Sur la période de 2019/2023, le prix de la location privée au mètre carré est passé de 9,2€/m2 à 9,7€/m^2 en 2023 soit une augmentation de 5,5% (ADIL 56). Le loyer médian est ainsi passé de 479€ en 2019 à 511€ en 2023 soit une augmentation de 6,7%. En ce qui concerne le marché de l'acquisition, en 2019 pour une maison individuelle, le prix médian au mètre carré s'établissait à 2 509 €/m2, en 2023 il culmine à 3 474 € /m2.

Ces chiffres caractérisent une pénurie en logements désormais installée sur le territoire d'Auray, laquelle prive ses habitants de la possibilité de trouver un logement sur le marché à un prix raisonnable.

Déterminée à lutter contre ce phénomène d'éviction de leurs résidents et à agir pour la « remise » sur le marché de logements destinés à la location de moyenne et longue durée, la Commune d'Auray souhaite la mise en place de la procédure d'autorisation de changement d'usage des locaux destinés à l'habitation.

Dans ce cadre, il appartient au conseil municipal de fixer d'une part et conformément aux dispositions de l'article L. 631-7-1 A du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH), les conditions dans lesquelles sont délivrées les autorisations temporaires et de déterminer les critères de cette autorisation temporaire de changement d'usage.

Ainsi que l'a jugé la Cour de Justice de l'Union européenne dans son arrêt du 22 septembre 2020, Cali Apartments SCI et HX (affaires C-724/18 et C- 727/18), les autorités nationales peuvent adopter des réglementations imposant une autorisation préalable pour l'exercice d'activités de location de locaux meublés pour de courtes durées, dès lors qu'elles sont conformes aux exigences figurant aux articles 9 et 10 de la directive 2006/123/ CE du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur.

La réglementation qui est proposée est justifiée par une raison impérieuse d'intérêt général tenant à la lutte contre la pénurie de logements destinés à la location classique.

De surcroît, l'arrêté du 02 octobre 2023 modifiant l'arrêté du 01 août 2014 pris en application de l'article D.304-1 du Code de la Construction et de l'Habitation et classant les communes par zones géographiques dites A/B/C, a inclus dans son champ d'application la Commune de Auray en zonage B1.

Cette extension récente témoigne de la prise en compte par l'État de la caractérisation d'une tension réelle concernant le marché du logement sur notre territoire.

Envoyé en préfecture le 27/09/2024
Reçu en préfecture le 27/09/2024
Publié le 27/09/2024
ID : 056-215600073-20240925-D20240925_8-DE

La réglementation proposée, de **niveau 2**, consiste à instaurer un dispositif d'autorisations préalables de changement d'usage dites « temporaires » pour les personnes physiques, avec comme principales caractéristiques :

- Pour une durée de 2 ans

- Sur le périmètre de la totalité de la commune

- Le dispositif sera mis en œuvre à compter du 1er juin 2025

- Un meublé de tourisme par foyer fiscal sera autorisé

Une réglementation de niveau 2 impose un numéro d'enregistrement et une autorisation de changement d'usage qui est temporaire ainsi qu'une limitation du nombre de meublés par foyer fiscal. A contrario, une réglementation de niveau 1 n'impose que les deux premiers éléments.

En l'espèce, ce règlement de niveau 2 **s'appliquera à tout le territoire d'Auray**.

Ces mesures sont adaptées aux caractéristiques du territoire, et sont proportionnées à l'objectif poursuivi, en ce que celui-ci ne peut pas être réalisé par une mesure moins contraignante, notamment parce qu'un contrôle a posteriori interviendrait trop tardivement pour avoir une efficacité réelle.

Le présent dispositif sera amené à être réévalué au regard de l'évolution des données qui seront collectées à travers la mise en place de la télédéclaration avec enregistrement des meublés de tourisme.

Le coût estimatif pour la commune d'Auray du fonctionnement annuel du dispositif est de 2000€. Ce coût se calcule en fonction du nombre d'actes à réaliser. Le nombre d'actes dépend du nombre de meublés recensés par l'office de tourisme intercommunal. Le coût estimatif d'un acte étant de 13€. Le nombre de meublés touristiques recensés en 2024 sur la commune d'Auray est de 148.

Il est proposé de mutualiser l'instruction des autorisations de changement d'usage au niveau de l'office de tourisme intercommunal.
Afin de fixer les différentes modalités en lien avec l'instruction rendue nécessaire par l'encadrement des meublés touristiques, une convention sera signée entre l'office de tourisme intercommunal et la commune.

Le coût de ce service mutualisé sera réparti entre la commune (50 % à sa charge) et

Envoyé en préfecture le 27/09/2024
Reçu en préfecture le 27/09/2024
Publié le 27/09/2024
ID : 056-215600073-20240925-D20240925_8-DE

l'office de tourisme intercommunal (50 % à sa charge via une subvention versée par Auray Quiberon Terre Atlantique), au prorata du nombre de changements d'usage instruits chaque année.

Annexes :
Annexe 1 – Projet de règlement municipal portant sur le changement d'usage de locaux destinés à l'habitation (article L 631-7-1 du code de la Construction et de l'Habitation)
Annexe 2 – Arrêté préfectoral en date du 12/07/2024 portant autorisation préalable au changement d'usage de locaux destinés à l'habitation sur la commune d'Auray

Vu le budget de la commune ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles L. 631-7 et suivants ;

Vu le Code du tourisme, et notamment les articles L. 324-1-1 et suivants ;

Vu le Code général des impôts, et notamment son article 232 ;

Vu les Statuts de la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12/07/2024 ;

Vu le projet de règlement figurant en annexe 1 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'urbanisme du 17/09/2024 ;

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (30 voix pour),
3 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Madame HAREL, Monsieur GEINDRE, Monsieur ALLAIN,

Le conseil municipal :

- **DÉCIDE** d'instaurer un dispositif de régulation des meublés de tourisme de niveau 2 à savoir imposer un numéro d'enregistrement et une procédure d'autorisation de changement d'usage des locaux destinés à l'habitation qui est temporaire, ainsi qu'une limitation du nombre de meublés par foyer fiscal tel que cela est prévu à l'article L. 631-7-1 A du Code de la construction et de l'habitation sur le territoire communal

- **APPROUVE** le règlement de la Commune d'Auray fixant les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage de locaux d'habitation tel qu'annexé à la présente

Envoyé en préfecture le 27/09/2024
Reçu en préfecture le 27/09/2024
Publié le 27/09/2024
ID : 056-215600073-20240925-D20240925_8-DE

délibération ;

- APPROUVE une entrée en vigueur du règlement ainsi adopté à compter du 1er juin 2025 ;

- AUTORISE Madame le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération et du règlement annexé.

Pour extrait conforme,

Mme le Maire

Claire MASSON

Signé par : Claire MASSON
Date : 26/09/2024
Qualité : Madame le Maire

Envoyé en préfecture le 28/02/2025
Reçu en préfecture le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025
ID : 056-215600073-20250226-D20250226_8-DE

Département du Morbihan
Arrondissement de LORIENT
Mairie d'AURAY (56400)

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le mercredi 26 février 2025 à 18 HEURES 00, le conseil municipal de la commune d'AURAY (Morbihan), légalement convoqué le 12 février 2025, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, dans la salle des délibérations sous la présidence de Madame Claire MASSON, Maire.

La séance a été publique.

Etaient Présents à la présente délibération :
Madame Claire MASSON, Monsieur Pierrick KERGOSIEN, Madame Marie LE CROM, Monsieur Jean-François GUILLEMET, Madame Claire PARENT MER, Madame Myriam DEVINGT, Monsieur Benoît LE ROL, Madame Marie DUBOIS, Monsieur Julien BASTIDE, Madame Chantal SIMON, Madame Adeline FERNANDEZ, Madame Céline SPILBAUER, Monsieur Jean-Pierre SAUVAGEOT, Monsieur Stéphane RENAULT, Madame Chantal CLAR, Monsieur Jean-Yves MAHEO, Madame Françoise NAEL, Monsieur Benoît GUYOT, Madame Emmanuelle HERVIO, Monsieur Pierre-Yves CYFFERS, Madame Guenola QUILLAY, Monsieur Jean-Charles KERLAU, Monsieur Mathieu SAMSON

Absents excusés :
Madame Nathalie GUEMY (procuration donnée à Madame Marie DUBOIS), Monsieur Gurvan NICOL (procuration donnée à Monsieur Jean-Pierre SAUVAGEOT), Monsieur Edouard LASBLEY (procuration donnée à Madame Myriam DEVINGT), Monsieur Pierre LE SCOUARNEC (procuration donnée à Monsieur Julien BASTIDE), Madame Adeline AGENEAU (procuration donnée à Monsieur Pierrick KERGOSIEN), Monsieur Jean-Baptiste LE GUENNEC (procuration donnée à Monsieur Pierre-Yves CYFFERS), Madame Juliette EME (procuration donnée à Madame Marie LE CROM), Monsieur Bertrand VERGNE (procuration donnée à Monsieur Jean-Yves MAHEO), Monsieur Marc MAHE (procuration donnée à Monsieur Jean-Charles KERLAU)

Secrétaires de séance : Madame Céline SPILBAUER, Monsieur Jean-Charles KERLAU

8- DU - MEUBLÉS DE TOURISME - APPROBATION DE LA MISSION MUTUALISÉE CONFIÉE À LA SPL + SIGNATURE DE LA CONVENTION EN CE SENS

Madame Chantal SIMON, Conseillère municipale déléguée, expose à l'assemblée :

La commune a voté, le 25 septembre 2024, la mise en œuvre d'un dispositif d'encadrement des meublés de tourisme, pour une entrée en vigueur au 1er juin 2025 (cf annexe 1).

Envoyé en préfecture le 28/02/2025
Reçu en préfecture le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025
ID : 056-215600073-20250226-D20250226_8-DE

Comme présenté lors des différents groupes de travail animés par le Service Habitat et Aménagement d'Auray Quiberon Terre Atlantique (AQTA), cette mission sera mutualisée et confiée à la SPL Auray Carnac Quiberon Tourisme, qui en assurera la mise en œuvre opérationnelle.
Le service « Hébergement et Observation » de la SPL réalisera ainsi pour le compte des 15 communes d'Auray Quiberon Terre Atlantique concernées par ce dispositif :

- La pré-instruction et le contrôle des autorisations de changement d'usage,
- Le suivi et le contrôle des attributions des numéros d'enregistrement.

Ce service ouvrira au public le 2 juin 2025.

Le déploiement de cette compétence nécessitera un travail bilatéral entre la SPL Auray Carnac Quiberon Tourisme et les communes concernées.

La mise en œuvre de ce dispositif nécessite la signature par la commune d'une convention de service (cf annexe 2).

Vu le budget de la commune ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles L. 631-7 et suivants,

Vu le Code du tourisme, et notamment les articles L. 324-1-1 et suivants ;

Vu le Code général des impôts, et notamment son article 232 ;

Vu les Statuts de la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique ;

Vu la délibération municipale en date du 25/09/2024 ;

Vu le projet de convention de service figurant en annexe 2 ;

Vu l'avis avis favorable à l'unanimité de la commission d'urbanisme du 28/01/2025 ;

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (32 voix pour),
1 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Madame HAREL,

Le conseil municipal :

- AUTORISE la mise en œuvre d'un dispositif d'encadrement des meublés de tourisme mutualisé et confié à la société publique locale (SPL) Auray Carnac Quiberon Tourisme qui en assurera la mise en œuvre opérationnelle ;

- APPROUVE la signature par le Maire de la convention de service entre la SPL Auray

Envoyé en préfecture le 28/02/2025
Reçu en préfecture le 28/02/2025
Publié le 28/02/2025
ID : 056-215600073-20250226-D20250226_8-DE

Carnac Quiberon Tourisme et la ville d'Auray permettant la mise en œuvre de ce dispositif ;

- AUTORISE Madame le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération et de la convention de service annexée.

Liste des annexes :

Annexe 1 – Délibération municipale en date du 25/09/2024 portant sur la mise en œuvre d'un dispositif d'encadrement des meublés de tourisme.

Annexe 2 – Convention de service entre la SPL Auray Carnac Quiberon Tourisme et la ville d'Auray.

Pour extrait conforme,

Mme le Maire

Claire MASSON

Signé par : Claire MASSON
Date : 27/02/2025
Qualité : Madame le Maire

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

7- DU - <u>DÉSAFFECTATION ET DÉCLASSEMENT DE L'EMPRISE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL SITUÉE AUTOUR ET EN PROXIMITÉ IMMÉDIATE DU CENTRE CULTUREL ATHÉNA</u>

Monsieur Jean-François GUILLEMET, 3ème adjoint, expose à l'assemblée :

À partir de la fin de l'année 2025, début de l'année 2026, des travaux d'extension du bâtiment abritant le centre culturel Athéna vont débuter. Leur emprise se situera sur du domaine public communal et ces travaux vont nécessiter la délivrance d'autorisations d'urbanisme sur ce même domaine public.

Afin de permettre ces travaux et, au préalable, la délivrance des autorisations d'urbanisme correspondantes, il est nécessaire que la commune désaffecte et déclasse les emprises concernées situées à la fois du côté du parvis du centre culturel et du côté du centre donnant sur la rue Henri Dunant et le parking du Gohlerez.

L'emprise à désaffecter et à déclasser du côté du parvis du centre culturel est d'environ **855 mètres carrés** (cf annexe 2). L'emprise à désaffecter et à déclasser du côté de la rue Henri Dunant et du parking du Gohlerez est d'environ **565 mètres carrés** (cf annexe 2). Dans ce dernier cas, la largeur de l'emprise à désaffecter et à déclasser est d'au moins un mètre de large autour du bâtiment existant.

<u>Liste des annexes</u> :
- Annexe 1 : Extrait cadastral
- Annexe 2 : Vue aérienne
- Annexe 3 : Emprises à désaffecter et à déclasser

Vu le budget de la commune ;

Vu les dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment l'article L 3112-1 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Auray ;

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission d'urbanisme du 25/03/2025 ;

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

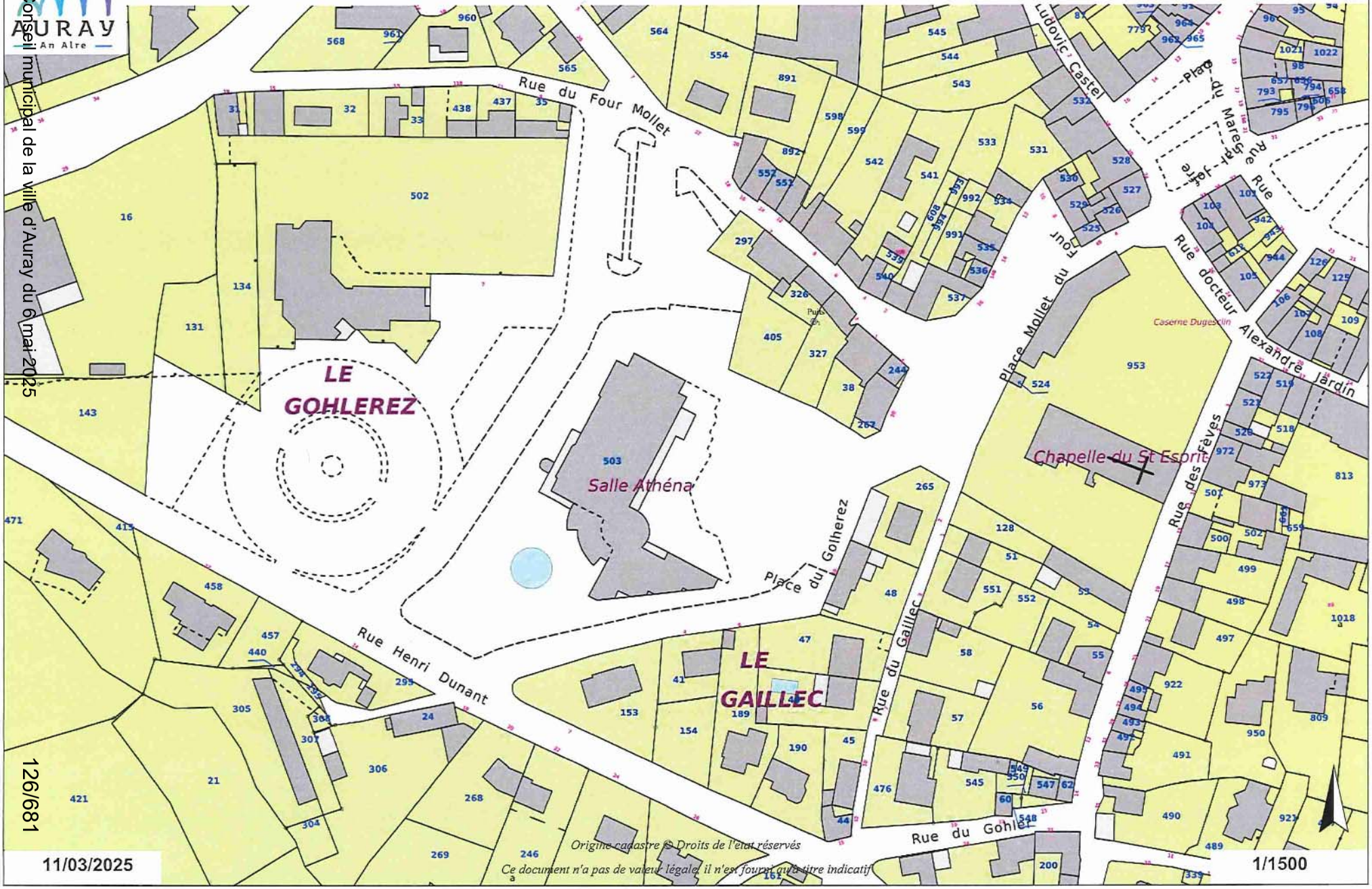
Le conseil municipal :

- **APPROUVE** la désaffectation et le déclassement de l’emprise du domaine public communal située du côté du parvis du centre culturel d’environ **855 mètres carrés** (cf annexe 2).
La désaffectation et le déclassement de l’emprise du domaine public située du côté de la rue Henri Dunant et du parking du Gohlerez d’environ **565 mètres carrés** (cf annexe 2). Cela afin de rendre possible la délivrance des autorisations d’urbanisme nécessaires.

Annexe 1

Commune d'AURAY

Extrait de plan



Origine cadastre © Droits de l'état réservés
Ce document n'a pas de valeur légale, il n'est fourni qu'à titre indicatif

11/03/2025

1/1500

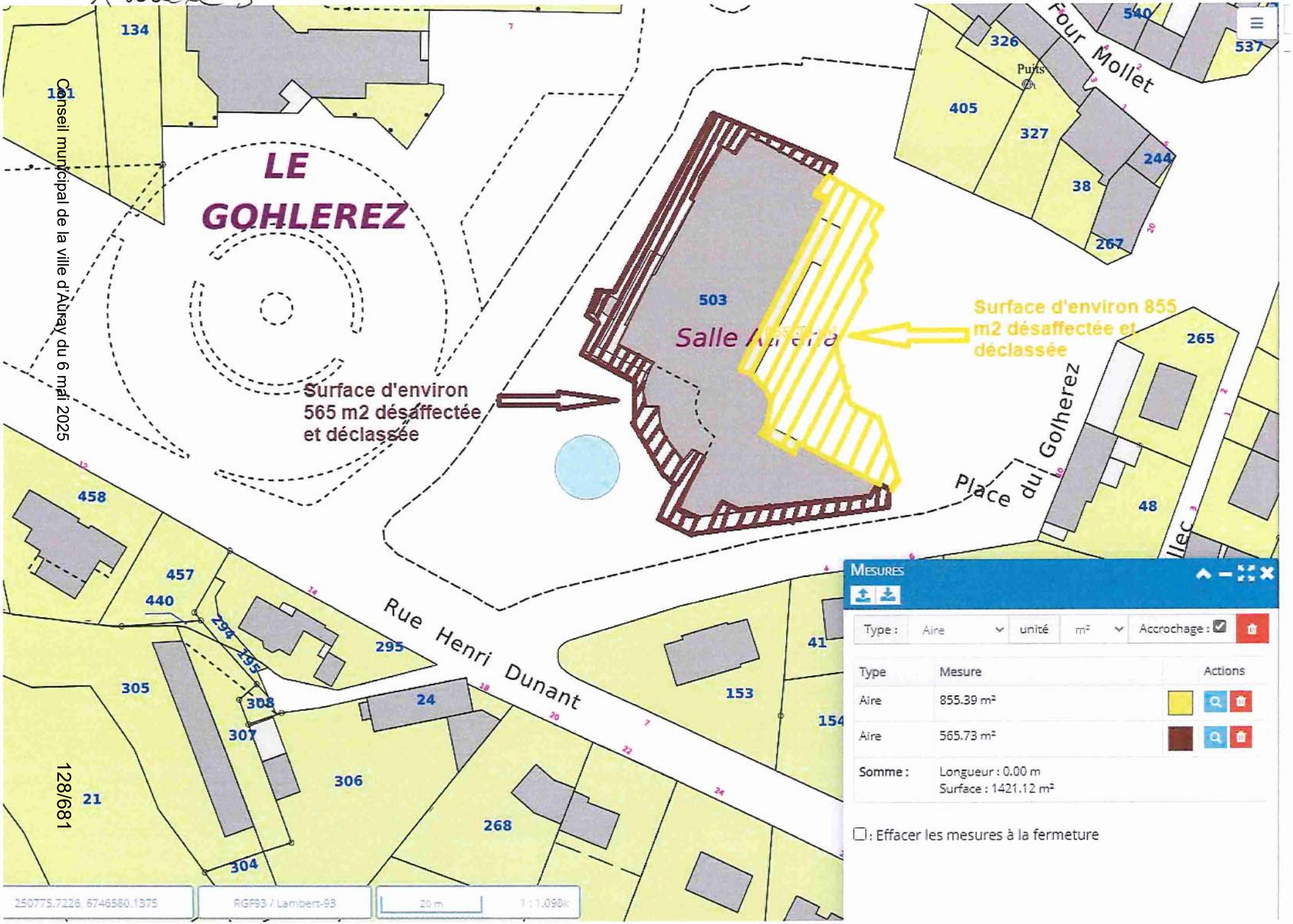
Conseil municipal de la ville d'Auray du 6 mai 2025

Annexe 2



Conseil municipal de la ville d'Auray du 6 mai 2025

Annexe 3



Conseil municipal de la ville d'Auray du 6 mai 2025

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

8- DF - <u>TRAVAUX DE RÉNOVATION ET EXTENSION DE L'ESPACE ATHÉNA – AUTORISATION DE SIGNATURE DES MARCHÉS DE TRAVAUX ET DE L'AVENANT N°1 AU MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE</u>

Monsieur Jean-François GUILLEMET, 3ème adjoint, expose à l'assemblée :

Par délibération n°5 du Conseil Municipal du 13 novembre 2024, le marché de maîtrise d'œuvre pour les travaux de rénovation et extension de l'espace Athéna a été confié à l'équipe de maîtrise d'œuvre représentée par **DAVID CRAS ARCHITECTE** (Architecte mandataire), **ARCHITECTURE ROBERT ET SUR** (Architecte associé), **ADA** (Économiste de la construction, OPC), **BSO – BATI STRUCTURE OUEST** (BET structure béton), **ARBORESCENCE** (BET structures bois), **BECOME 56** (BET fluides, thermique), **IMPULSE** (BET HQE/Environnement), **ALHYANGE ACOUSTIQUE** (BET acoustique), **QUARTA** (BET VRD) et **ATELIER KER ANNA** (BET Paysage) pour un forfait provisoire de rémunération de **1 260 661,52 € HT** décomposé comme suit :

- Tranche ferme - Phases 1 et 2 (DIAG / ESQ / APS) : **202 628,16 € HT** (Taux de rémunération : 12,88 %)
- Tranche ferme - Phase 1 (APD / PRO / AMT / VISA / DET / AOR + missions complémentaires) : **256 726,06 € HT** (Taux de rémunération : 14,504 %)
- Tranche optionnelle - Phase 2 (APD / PRO / AMT / VISA / DET / AOR + missions complémentaires) : **801 307,30 € HT** (Taux de rémunération : 12,45 %)

Le marché a été notifié le 12 décembre 2024.

L'équipe de maîtrise d'œuvre a remis son dossier au stade Avant-Projet Définitif pour la tranche ferme (phase 1) relative aux travaux de rénovation énergétique de l'ensemble du bâtiment, la création d'un monte-charge intérieur et l'aménagement partiel du rez-de-jardin de la salle de spectacle, et a estimé le coût global des travaux à ce stade des études (APD) à **1 806 000 € HT.** Les travaux seront répartis en 17 lots :

Lot 1 – Démolition - Déconstruction
Lot 2 – Terrassements - VRD
Lot 3 – Gros œuvre
Lot 4 – Étanchéité - Couverture
Lot 5 – Bardages - Charpente bois
Lot 6 – Menuiseries extérieures aluminium
Lot 7 – Serrurerie - Métallerie
Lot 8 – Menuiseries intérieures - Agencement
Lot 9 – Cloisons - Doublages - Isolations
Lot 10 – Plafonds suspendus
Lot 11 – Revêtements de sols - Faïence
Lot 12 – Peintures intérieures - Ravalements
Lot 13 – Ascenseur
Lot 14 – Monte-décors

Lot 15 – Échafaudage
Lot 16 – Chauffage - Ventilation - Plomberie sanitaire
Lot 17 – Électricité CFO / CFA

Afin de réaliser ces travaux, et compte tenu du montant global estimé, il est proposé de lancer une consultation selon une procédure adaptée conformément aux articles L.2120-1 2°, L.2123-1 1°, R.2123-1 1° et R.2123-4 du Code de la Commande Publique.

De plus, s'agissant du contrat de maîtrise d'œuvre, les études d'Avant-Projet Définitif (APD) étant terminées pour la tranche ferme, il convient d'arrêter le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre pour la tranche ferme conformément à l'article B1 de l'Acte d'Engagement et 3.1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Contenu de l'avenant :

a) Forfait définitif de maîtrise d'œuvre

- Le **coût prévisionnel de travaux** (estimation définitive du coût prévisionnel des travaux proposée par le maître d'œuvre **à l'issue de l'APD** et acceptée par le maître d'ouvrage) pour la tranche ferme – Phase 1 s'élève à **1 806 000 € HT**.

- Conformément à l'article 3.2 du CCAP, le maître d'œuvre s'engage sur le coût prévisionnel définitif des travaux avec un taux de tolérance fixé à **10 % (dix pour cent) pour la phase 1.** Le respect de cet engagement est contrôlé à l'issue de la consultation des entreprises de travaux. En cas de dépassement du seuil de tolérance, le Maître de l'Ouvrage pourra demander au Maître d'œuvre d'adapter ses études, sans rémunération supplémentaire.

- Le forfait définitif de rémunération est calculé en application de la formule de l'article 3.1.3 du CCAP.

- Le **forfait définitif de rémunération de la tranche ferme – phases 1 et 2 (DIAG / ESQ / APS)** est calculé comme suit (A) :

Forfait provisoire de rémunération : FP = 202 628,16 € HT
Coût prévisionnel des travaux : CPT = 8 776 000 € HT
Enveloppe financière prévisionnelle : PEFPT = 8 740 000 € HT
Calcul du forfait définitif de rémunération : CPT x (forfait provisoire/PEFPT) = 203 462,78 € HT

Soit une augmentation de **834,62 € HT** (A).

- Le **forfait définitif de rémunération de la tranche ferme – phase 1 Mission de base** (**APD / PRO / AMT / VISA / DET / AOR)** est calculé comme suit (B) :

Forfait provisoire de rémunération tranche ferme – Phase 1 **(Mission de base)** :
FP = 210 511,06 € HT
Coût prévisionnel des travaux : CPT = 1 806 000 € HT
Enveloppe financière prévisionnelle : PEFPT = 1 770 000 € HT
Calcul du forfait définitif de rémunération Mission de base :
CPT x (forfait provisoire / PEFPT) = 214 792,64 € HT

Soit une augmentation de **4 281,58 € HT** (B).

b) Ajout de missions complémentaires (C)

A la demande du maître d'ouvrage, les missions du maître d'œuvre pour la tranche ferme – Phase 1 évoluent afin d'y intégrer les travaux d'urgence suivants :

- réfection de l'étanchéité des terrasses compris dalles sur plots au niveau de la Rotonde,
- Remplacement de l'ascenseur de la médiathèque,
- Remplacement des 2 lanterneaux de désenfumage sur cafétéria,
- Dépose de l'actuel monte-charge, compris comblement de la fosse,
- Remplacement des sanitaires extérieurs par un ensemble préfabriqué à nettoyage automatique,
- Travaux divers : Chute EU dans la salle Aurélia, local ménage dans l'arrière-scène,
- Reprise des pathologies en façades des éléments béton,
- Sous-dimensionnement des descentes EP du bâtiment médiathèque,
- Désamiantage, asservissement désenfumage, contrôle d'accès.

L'ajout de ces travaux dans les missions du maître d'œuvre représente une augmentation de sa rémunération de **36 937,12 € HT** (C).

Le calcul du forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre et l'ajout des missions relatives aux travaux d'urgence représentent une augmentation totale de 42 053,32 € HT (834,62 + 4 281,58 + 36 937,12).

Le f**orfait définitif de rémunération de la tranche ferme s'élève donc à 501 407,54 € HT** (soit une augmentation de 9,15 % par rapport au montant initial du marché)

Vu l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique, notamment les articles L 2120-1 2°, L 2123-1 1°, R 2123-1 1° et R 2123-4,

Vu les articles R. 2194-1 et R. 2194-8 du Code de la Commande Publique,

Vu la délibération n°5 du Conseil Municipal du 13 novembre 2024,

Vu l'avis de la commission finances / communication du 28 avril 2025,

Vu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres du 5 mai 2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** l'Avant-Projet Définitif des travaux de rénovation de l'espace Athéna tel que présenté ci-dessus (tranche ferme),

- **AUTORISE** Madame le Maire ou l'Adjoint délégué, à signer toutes les pièces nécessaires à la procédure, à signer les marchés de travaux tels qu'ils auront été

attribués conformément au classement opéré par la Commission MAPA, et à signer toutes les pièces relatives à leur exécution,

- **APPROUVE** l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre pour la rénovation et l'extension de l'espace Athéna fixant le forfait définitif de rémunération de l'équipe de maîtrise d'œuvre pour la tranche ferme et le nouveau tableau de répartition des honoraires entre cotraitants, et autorise Madame le Maire ou l'adjoint délégué, à le signer ainsi que toutes les pièces nécessaires à sa passation et son exécution.

Marché de maîtrise d'œuvre pour la rénovation et l'extension de l'espace Athéna à Auray

Annexe 01 à l'Acte d'Engagement - Décomposition du Prix Global et Forfaitaire - PHASE 1 ET PHASE 2 (tranche ferme)

Enveloppe financière affectée aux travaux PHASE 1 + PHASE 2 : 8 776 000,00 € HT (valeur janvier 2024)

Taux de rémunération du maître d'œuvre (mission de base) : 12,88%
Taux de rémunération du maître d'œuvre (mission de base + missions complémentaires) :

Eléments de mission	TOTAL			Titulaire/Mandataire	Cotraitant 1	Cotraitant 2	Cotraitant 3	Cotraitant 4	Cotraitant 5	Cotraitant 6	Cotraitant 7	Cotraitant 8	Cotraitant 9
				CRAS	ROBERT ET SUR	ADA	BSO	ARBORESCENCE	BECOMES6	IMPULSE	ALHYANGE	QUARTA	KERANNA
	%	Montant HT	Montant TTC	Montant €HT	Montant €HT	Montant €HT	Montant €HT	Montant €HT	Montant €HT	Montant €HT	Montant €HT	Montant €HT	Montant €HT
Mission de base (forfait provisoire selon les conditions de l'article 3.1.2 du CCAP)													
DIAGESQ	39%	79 124,42 €	94 949,30 €	31 393,53 €	15 462,49 €	8 000,00 €	3 000,00 €	4 630,00 €	7 838,40 €	1 600,00 €	1 800,00 €	500,00 €	4 900,00 €
APS	61%	124 338,37 €	149 206,04 €	50 873,88 €	25 057,29 €	12 000,00 €	4 740,00 €	5 800,00 €	13 717,20 €	2 000,00 €	4 450,00 €	800,00 €	4 900,00 €
Total Mission de base	*100%*	*203 462,78 €*	*244 155,34 €*	*82 267,41 €*	*40 519,77 €*	*20 000,00 €*	*7 740,00 €*	*10 430,00 €*	*21 555,60 €*	*3 600,00 €*	*6 250,00 €*	*1 300,00 €*	*9 800,00 €*
Total Mission de base	**100%**	**203 462,78 €**	**244 155,34 €**	**82 267,41 €**	**40 519,77 €**	**20 000,00 €**	**7 740,00 €**	**10 430,00 €**	**21 555,60 €**	**3 600,00 €**	**6 250,00 €**	**1 300,00 €**	**9 800,00 €**

Nota 1 : le candidat vérifiera que la proposition d'honoraires soit correcte lors du remplissage du tableau (formules, pourcentage...).
Nota 2 : Dupliquer le nombre de colonne cotraitant autant de fois que cela est nécessaire

Fait à : RENNES
Le : 8 Novembre 2024
Signature et cachet du soumissionnaire :

Marché de maîtrise d'œuvre pour la rénovation et l'extension de l'espace Athéna à Auray

Annexe 01 à l'Acte d'Engagement - Décomposition du Prix Global et Forfaitaire - PHASE 1 (tranche ferme) - 30 avril 2025 - Version 3

Enveloppe financière affectée aux travaux PHASE 1 : 1 806 000,00 € HT (valeur janvier 2024)

Taux de rémunération du maître d'œuvre (mission de base) : 14,504%
Taux de rémunération du maître d'œuvre (mission de base + missions complémentaires) :

Eléments de mission	TOTAL			Titulaire/Mandataire	Cotraitant 1	Cotraitant 2	Cotraitant 3	Cotraitant 4	Cotraitant 5	Cotraitant 6	Cotraitant 7	Cotraitant 8	Cotraitant 9
				CRAS	ROBERT ET SUR	ADA	BSO	ARBORESCENCE	BECOME 56	ENERGY'S	ALHYANGE	QUARTA	KERANNA
	%	Montant HT	Montant TTC	Montant €HT	Montant €HT	Montant €HT	Montant €HT	Montant €HT	Montant €HT	Montant €HT	Montant €HT	Montant €HT	Montant €HT
Mission de base (forfait provisoire selon les conditions de l'article 3.1.2 du CCAP)													
APD	23%	49 769,03 €	59 722,83 €	21 113,05 €	10 398,97 €	7 399,00 €	1 960,00 €		3 312,01 €	2 499,00 €	2 597,00 €	490,00 €	
PRO	26%	55 007,87 €	66 009,44 €	20 734,17 €	10 212,35 €	10 280,20 €	2 254,00 €		3 785,15 €	2 499,00 €	3 430,00 €	1 813,00 €	
AMT	5%	10 477,69 €	12 573,23 €	2 198,31 €	1 082,75 €	6 115,20 €	- €		591,43 €	- €	- €	490,00 €	
VISA	9%	18 335,96 €	22 003,15 €	9 478,65 €	4 668,59 €	- €	490,00 €		709,72 €	- €	2 499,00 €	490,00 €	
DET	29%	62 866,14 €	75 439,37 €	54 199,39 €	2 852,60 €	- €	441,00 €		865,14 €	1 666,00 €	1 666,00 €	1 176,00 €	
AOR	9%	18 335,96 €	22 003,15 €	14 312,32 €	753,28 €	- €	- €		746,86 €	833,00 €	1 249,50 €	441,00 €	
Total Mission de base	*100%*	*214 792,64 €*	*257 751,16 €*	*122 035,89 €*	*29 968,54 €*	*23 794,40 €*	*5 145,00 €*	- €	*10 010,31 €*	*7 497,00 €*	*11 441,50 €*	*4 900,00 €*	- €
Missions complémentaires (forfait définitif)													
OPC		34 650,00 €	41 580,00 €	1 650,00 €		33 000,00 €							
STD		8 415,00 €	10 098,00 €	765,00 €						7 650,00 €			
FLJ		- €	- €										
CSSI		3 150,00 €	3 780,00 €	150,00 €					3 000,00 €				
EFAE		- €	- €										
Total Missions complémentaires		*46 215,00 €*	*55 458,00 €*	*2 565,00 €*	- €	*33 000,00 €*	- €	- €	*3 000,00 €*	*7 650,00 €*	- €	- €	- €
Total Mission de base + Missions complémentaires	**100%**	**261 007,64 €**	**313 209,16 €**	**124 600,89 €**	**29 968,54 €**	**56 794,40 €**	**5 145,00 €**	**- €**	**13 010,31 €**	**15 147,00 €**	**11 441,50 €**	**4 900,00 €**	**- €**

Nota 1 : le candidat vérifiera que la proposition d'honoraires soit correcte lors du remplissage du tableau (formules, pourcentage...).
Nota 2 : Dupliquer le nombre de colonne cotraitant autant de fois que cela est nécessaire

Enveloppe financière affectée aux travaux complémentaires : 339 000,00 € HT (valeur janvier 2024)

Taux de rémunération du maître d'œuvre (mission de base) : 12,532%
Taux de rémunération du maître d'œuvre (mission de base + missions complémentaires) :

Eléments de mission	TOTAL			Titulaire/Mandataire	Cotraitant 1	Cotraitant 2	Cotraitant 3	Cotraitant 4	Cotraitant 5	Cotraitant 6	Cotraitant 7	Cotraitant 8	Cotraitant 9
				CRAS	ROBERT ET SUR	ADA	BSO	ARBORESCENCE	BECOME 56	ENERGY'S	ALHYANGE	QUARTA	KERANNA
	%	Montant HT	Montant TTC	Montant €HT	Montant €HT	Montant €HT	Montant €HT	Montant €HT	Montant €HT	Montant €HT	Montant €HT	Montant €HT	Montant €HT
Mission de base													
Total Mission de base		*34 837,12 €*	*41 804,54 €*	*17 893,92 €*	*8 813,42 €*	*4 232,00 €*	*1 548,80 €*	- €	*2 348,98 €*	- €	- €	- €	- €
Missions complémentaires (forfait définitif)													
CSSI		2 100,00 €	2 520,00 €	100,00 €					2 000,00 €				
Total Missions complémentaires		*2 100,00*	*2 520,00*	*100,00*	-	-	-	-	*2 000,00*	-	-	-	-
Total Mission de base + Missions complémentaires		**36 937,12 €**	**44 324,54 €**	**17 993,92 €**	**8 813,42 €**	**4 232,00 €**	**1 548,80 €**	**- €**	**4 348,98 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**

Le :
Signature et cachet du soumissionnaire :

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

9- DGS - <u>PROGRAMMATION ANNUELLE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE</u>

Madame Marie LE CROM, 2ème adjointe, expose à l'assemblée :

La politique de la ville est une politique urbaine et de cohésion sociale pour les quartiers défavorisés et leurs habitants. Conduite par les collectivités territoriales et l'État, elle s'inscrit dans une démarche de coconstruction avec les habitants, les associations et acteurs de proximité afin d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants et redoubler d'effort en direction des plus fragiles.

Dans le cadre de cette nouvelle génération de contrats « Quartiers 2030 », le projet de territoire d'Auray Quiberon Terre Atlantique concernant le quartier actualisé en 2023 d'Auray va mobiliser en premier lieu les dispositifs et crédits des politiques de droit commun, qui seront complétés par les crédits spécifiques de la politique de la ville, via les conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO) déjà en cours ainsi qu'à l'aide du présent appel à projets annuel.

Il sera favorisé la bonne articulation avec les dispositifs de droit commun des administrations (DDETS, DASEN, ARS, CPAM, CAF, DRAC) et des collectivités (intercommunalités, villes, Conseil départemental, Conseil régional…).

Les principales orientations stratégiques :
Cet appel à projets a vocation à soutenir les projets de développement dans les QPV, mettant en oeuvre les priorités stratégiques du contrat de ville 2024-2030 d'Auray Quiberon Terre Atlantique relatives à l'éducation, la santé, l'emploi et le développement économique, la transition écologique, la sécurité et l'amélioration du cadre de vie.

Les crédits spécifiques de la Politique de la ville sont additionnels à l'ensemble des crédits de droit commun de l'État qui sont mobilisés au bénéfice des habitants des Quartiers Prioritaires Politique de la Ville (QPV).
Une attention particulière sera apportée sur :

• **La qualité de l'analyse des besoins et de la réponse apportée** aux habitants des quartiers prioritaires en réponse aux priorités fixées.
• **La dimension partenariale du projet** et la cohérence avec les actions menées par les opérateurs du territoire.
• **La participation et la mobilisation des habitants** à différentes étapes du projet sont attendues, en les associant dès l'élaboration du projet, lors de sa mise en œuvre et pendant toute la démarche d'évaluation. Ainsi, un avis consultatif sur le projet déposé des conseils citoyens et/ou des représentants d'habitants sera un atout.

1.2. L'organisation de la campagne 2023 à Auray

- Lancement de l'appel à projets : **12 septembre 2024**
- Clôture : 22 janvier 2025 **pour les demandes annuelles les Conventions Pluriannuelles d'Objectifs**
- Les projets ont été soumis pour avis au Conseil citoyen le 17 **MARS 2025**.
- Le comité technique des financeurs du **20 mars 2025** a respecté les points suivants :
    - La programmation 2025 s'appuie sur les principes suivants :

    ➢ **Priorité au financement des associations :** Les acteurs associatifs seront privilégiés dans l'attribution des crédits spécifiques de la Politique de la Ville dès lors que leurs projets répondront précisément aux priorités identifiées et respecteront les critères de l'instruction.

➢ **Seuil de subvention** : pour que les actions aient un impact significatif sur les quartiers où elles se déroulent, les demandes de subvention auprès de l'État seront au minimum de **1000 euros.**

➢ **Respect des valeurs de la République et de la laïcité :** Le respect des valeurs de la République et de la laïcité s'impose à tout acteur subventionné au titre des crédits de la politique de la ville qui s'engage à signer un Contrat d'Engagement Républicain lorsqu'il sollicite l'octroi d'une subvention (*loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, article 12).*

➢ **Obligation de saisie en ligne des demandes de subvention sur le portail DAUPHIN :** Les demandes de subvention au titre de la politique de la ville s'effectue exclusivement en ligne sur le portail DAUPHIN (https://usager-dauphin.anct.gouv.fr). Les autres demandes de subventions mentionnées dans le budget d'action (ex : DRAC, Conseil départemental, …) doivent faire l'objet d'une formalisation de la demande directement auprès des organismes visés.

➢ **Production obligatoire des bilans d'actions financées en 2024 en cas de renouvellement d'action :** Cette phase d'évaluation incontournable pour prétendre à un financement en 2025, se fera via :

✔ la transmission dématérialisée, avec le dossier de demande de subvention 2024 sur DAUPHIN, d'un bilan intermédiaire des actions financées en 2024 incluant les opérations de communication réalisées.

Les projets déposés pour l'année 2025 doivent s'inscrire dans les quatre priorités territoriales suivantes :

Volet santé et préventions

• Sensibiliser les habitants aux produits stupéfiants et aux risques liés aux écrans.
• Améliorer la prévention médicale pour les habitants (dépistages avancés).
• Lever les freins à l'accès aux soins pour les habitants en développant les dispositifs d'aller vers et en développant les dispositifs de premier accueil.

Volet émancipation par la culture, l'éducation, le sport et les sciences

• Développer le pouvoir d'agir des habitants en développant des projets de quartiers fédérateurs des dynamiques locales en reconnaissant et en valorisant les différentes cultures existantes et le savoir-faire des habitants, en accompagnant les familles à découvrir les activités et lieux culturels, éducatifs et sportifs existants, en développant des évènements et actions participatives dans les quartiers.
• Favoriser la rencontre et la mixité des publics en luttant contre l'isolement et le repli des familles monoparentales, des personnes seules, vieillissantes et/ou en situation de handicap.
• Améliorer le niveau scolaire de tous les élèves et permettre aux parents d'investir l'école.

Volet développement économique, emploi et insertion

• Permettre l'employabilité de chacun en informant, en accompagnant et en motivant les habitants sur le retour à l'emploi et lever les freins à l'emploi en s'intégrant au réseau pour l'emploi (RPE), en facilitant la création d'entreprise et en accompagnant les futurs entrepreneurs.
• Dynamiser le tissu économique du quartier en valorisant le développement économique autour de l'artisanat et des savoir-faire locaux.

Volet gestion urbaine de proximité, abattement Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB),
transition écologique et urbaine

• Lutter contre l'insécurité dans le quartier en prévenant les violences sexistes et sexuelles.
• Penser l'urbanisme pour améliorer le cadre de vie en accompagnant les projets d'actions collectives autour de l'urbanisme transitoire.
• Faire face au dérèglement climatique en réhabilitant le quartier dans son ensemble (logements, communs et espaces publics) avec les habitants en développant les compétences techniques des habitants en réaménagement et en faisant du quartier des lieux d'expérimentations en faveur de la transition écologique.

Le comité des financeurs et le comité de pilotage du Contrat de ville du 20 mars 2025 ont permis par ailleurs aux différents partenaires de proposer la répartition des crédits. L'État a émis comme condition à sa participation un cofinancement de la Ville.

1.3. La programmation d'Auray

· Nombre de projets étudiés : 43 pour 70 319 euros demandés à la ville pour porteurs (en 2024 : 51 pour 36 porteurs pour 84 653 € demandés)

· Nombre de nouveaux porteurs de projets : 6

· Nombre de nouveaux projets : 15 proposés au soutien financier de l'État

· Actions non financées ni par L'État, la ville ou la CAF : En attente des décisions du Comité de Pilotage du 28 avril 2025.

Les subventions sont celles listées en annexe.

La ville perçoit tous les ans les subventions de la CAF pour les porteurs en année N+1 sur présentation des bilans et les reversera aux porteurs après versement de la CAF.

La commission est invitée à émettre un avis sur les projets cofinancés, et à autoriser le versement des subventions, et le reversement des subventions de la Caisse d'Allocations Familiales.

Vu l'avis favorable à unanimité de la commission « Démocratie participative, Politique de la ville, Communication » du 28 avril 2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- PREND CONNAISSANCE de la programmation Politique de la ville "Engagements 2030" pour l'année 2025,

- AUTORISE Madame le Maire à verser les subventions conformément à la programmation,

- AUTORISE Madame le Maire à reverser les subvention de la CAF en N+1 par la CAF.

	Ref. Compte	TERRITOIRE	TIERS	Action de demande	PQ / CPO / ACTION NOUVELLE	Imputation	Nouvelle action ou renouvellement	Bilan intermédiaire requis	COFINANCEMENTS PROPOSES										
									Crédits ARCT proposés par l'Etat	Crédits spécifiques proposés ville	CREDIT droit commun ville	Crédits spécifiques proposés CAF	CAF droit commun	AGITA	Département	Région	MORBIHAN HABITAT		ESPACIL		CPAM
																	Subvention d'exercice	ATTRIB	Subvention d'exercice	ATTRIB	
		1 – EDUCATION																			
		1.1. Programme de réussite éducative (PRE)																			
1	9027 9084	AURAY	VILLE AURAY	Programme de réussite éducative – Parcours individuels	CPO	111	R	Oui	15402	43516											
2	9028 7184	AURAY	VILLE AURAY	Actions spécifiques et collectives en direction des jeunes et de leur familles.	CPO	112	R	Oui	5000	21628			3172								
3	9032 7212	AURAY	VILLE AURAY	Orthophonie préventive – Développement du langage et de l'oralité	Action annuelle	121	N	/	Action prise en compte dans la 2ème phase "Degel 7%"												
				TOTAL					15402	65144			3172								
		2 – ACCES AUX DROITS																			
		2.1 Santé																			
4	9032 7870	AURAY	ASSOCIATION DOUAR NEVEZ	Prévention des conduites addictives, formation en addictologie et développement des compétences psychosociales	Demande CPO 3 ans	211	N	/	1500	1500				1500				1000			1500
5	9033 0216	AURAY	EN CORPS ET EN MOTS (ECEM)	Prenons le temps d'être soi et mieux ensemble – Expérimentation d'une classe-pilote en EVARS	Annuelle	211	N	/	1500	2500											
				TOTAL					3000	4000				1500				1000			1500
		2.2. Soutien à la parentalité																			
7	9032 7282	AURAY	LES MOTS DES FAMILLES	Les pâtes au beurre d'Auray : lieu d'écoute et de soutien à la parentalité	Action annuelle	221	N	/	1000	1000								300			
				TOTAL					1000	1000								300			
		2.3. Citoyenneté																			
8	9033 9952	AURAY	ASSOCIATION BOUTIQUE DU DROIT	Conforter l'accès au droit dans les QPV d'Auray	Annuelle	231	R	Oui	1500	1000								200			
9	9033 5260	AURAY	ASSOCIATION DEFIS	Accompagnement des habitants à la réparation numérique, sensibilisation et découverte des nouvelles pratiques numériques	Annuelle	234	R	Oui	500	300											
10	9033 5061	AURAY	CENTRE DE LANGUE ET D'ACTION SOCIALE (CLEAS)	Ateliers d'apprentissage du français (FLI ou FLE)	Annuelle	236	R	Oui	1500	1000		500									
11	9027 2489	AURAY	PIMMS	Permanences d'accès aux droits et d'aide dans les démarches administratives en QPV	CPO	231	R	Oui	5150	6000		2000						6000			
12	9032 7636	AURAY	SECOURS CATHOLIQUE	Fraternibus	FG	231	R	Oui	1000	1000											
				TOTAL					9650	9300		2500						6200			
		3 – CADRE DE VIE, SOCIABILITE ET TRANSITIONS																			
		3.1. Cadre de vie																			
14	9032 6996	AURAY	COMPAGNONS BATISSEURS BRETAGNE	Accompagnement des habitants des quartiers prioritaires à l'amélioration de leur logement et à la réalisation d'actions collectives partenariales	Action annuelle	312	N	/	2000	5000			4320	5000				3013		1200	
15	9032 7404	AURAY	NEO MOBILITE	Location solidaire de voitures pour l'emploi	Action annuelle	313	R	Oui	1500	1000											
				TOTAL					3500	6000			4320	5000				3013		1200	
		3.4. Transitions																			
17	9032 6283	AURAY	LE CAP DES POSSIBLES	Animation d'un jardin collectif en pied d'immeubles et participation à l'animation des quartiers, lancement quartier du quartier en transition	Annuelle	345	R	Oui	2000	2000		1500		1500				3500		500	
18	9032 6773	AURAY	VILLE AURAY	Quartier en transition QPV	Action annuelle	341	N	/	Action prise en compte dans la 2ème phase "Degel 7%"												
				TOTAL					3500	2000		1500		1000				3500		500	
		4 – JEUNESSE, ACCES A LA CULTURE, AUX SPORTS ET AUX LOISIRS																			
		4.1. Jeunesse																			
19	9032 8081	AURAY	LA CABANATOUS	Terrain d'aventures d'Auray	Annuelle	413	R	Oui	1500	3000		2000						2000			
				TOTAL					1500	3000		2000						2000			
		4.2. Culture et expression artistique																			
20	9032 8010	AURAY	LA CABANATOUS	Lutte contre les inégalités d'accès à la culture et aux vacances pour les habitants du QPV d'Auray	Annuelle	421	N	/	1000	700											
21	9027 4089	AURAY	LA FABRIQUE DU SENSIBLE	Scènes d'artistes et art au féminin	CPO	4211	R	Oui	2500	3500		1000									
22	9032 8084	AURAY	LES ARTISTES DE PASSAGE	Moi, mon corps, ma ville, création d'un collectif artistique éphémère	Annuelle	421	N	/	1000	1500		1000		VOIR SI € AGITA (1000 €)							
23	9032 8085	AURAY	MAISON D'ANIMATION ET DES LOISIRS (MAL)	Les oreilles multiples	Demande CPO 3 ans	421	R	Oui	1000	1000		500									
24	9032 8087	AURAY	PAQ LA LUNE	Chantiers artistiques à Auray	Annuelle	421	R	Oui	1000	2000		1000		VOIR SI € AGITA (1000 €?)				800			
25	9032 8812	AURAY	VIDEOGRAPHE	Ciné club itinérant 2025, regarder, programmer, réaliser	Action annuelle	424	R	Oui	1000	1500		1000						2000			
				TOTAL					6500	10200		4500						2800			
		4.3. Sports																			
26	9032 8082	AURAY	MAISON D'ANIMATION ET DES LOISIRS (MAL)	Les dimanches en ferme	Annuelle	431	R	Oui	1000	1000		500									
27	9032 8328	AURAY	MORBIHAN BOXE	Exploiter les ressources socio-éducatives de la boxe éducative	Annuelle	431	R	Oui	1000	1000											
28	9032 8340	AURAY	UFOLEP	Mise en place de sessions d'activités sportives UFOLEP pour les jeunes en quartiers prioritaires	Action annuelle	431	R	Oui	1000	1500		500						1000			500
29	9032 7850	AURAY	UFOLEP	Maison sport et santé	Annuelle	431	N	/	1000	1000											1000
				TOTAL					4000	4500		1000						1000			1500
		5 – EMPLOI ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE																			
		5.1. Emploi																			
30	9032 7878	AURAY	AGORA	La route de l'Emploi	Demande CPO 3 ans	511	R	Oui	3000	1000				1000							
31	9033 0988	LANDES AURAY	BGE BRETAGNE	Cité lab Vannes Auray	Demande CPO 3 ans	511	R	Oui		300				3000							
32	9033 6109	LANDES AURAY	LUDIK METIERS	Ludik Tour d'autres trajectoires vers l'emploi et la formation	Action annuelle	511	N	/	500	300						6000					
				TOTAL					3500	1600				4000		6000					
		5.2. Développement Quartiers 2030																			
34	9029 9830	TOUS QPV 56	BGE BRETAGNE	EQ 2030 – Bus de l'entrepreneuriat pour tous	Demande CPO 2 ans	553	R	Oui		250				500							
				TOTAL						250				500							
		6 – SOUTIEN AUX ACTEURS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE																			
		6.2. Participation des habitants																			
35	9033 0950	AURAY	LA CABANATOUS	Cuisinons dans les rues 2025 – 2027	Demande CPO 3 ans	623	R	Oui	2000	1000								1150			
36	9032 2730	AURAY	LE LIEU DIT	Faire vivre un lieu convivial, solidaire et participatif en direction des habitants des quartiers	Action annuelle	623	R	Oui	2000	2000		500						2000			
				TOTAL					4000	3000		500						3150			

Nouveaux porteurs

CPO validée en 2024

Demande CPO

CPO EQ 2030 Etat validée

DOTATION AURAY	56 432,00 €

Programme de réussite éducative – Parcours individuels

	Crédits ARCT proposés par l'Etat	Crédits spécifiques proposés ville	CREDIT droit commun ville	Crédits spécifiques proposés CAF	CAF droit commun	AGITA	Département	Région	MORBIHAN HABITAT		ESPACIL		CPAM
									Subvention d'exercice	ATTRIB	Subvention d'exercice	ATTRIB	
EDUCATION	15402,00	65144,00			3172,00								

RELIQUAT A AFFECTER

	2025
Nombre de demandes	36
Nombre de porteurs	27
dont nouveaux porteurs sur le territoire	6
Nombre nouvelles actions sur le territoire	12
Nombre d'actions financées	28
Nombre de nouvelles actions financées	8
Nombre total d'actions financées par thématique	2 Education – 8 Accès aux droits – 3 CDV – 11 Jeunesse culture sports loisirs – 2 Emploi – 2 soutien aux acteurs de proximité

ACCES AUX DROITS	13650,00	14350,00		2500,00		1500,00				7500,00			1500,00
CADRE DE VIE, SOCIABILITE ET TRANSITIONS	3500,00	8000,00		1500,00	4520,00	6000,00				6513,00		1700,00	
JEUNISSE, ACCES A LA CULTURE, AUX SPORTS ET AUX LOISIRS	14380,00	17700,00		7500,00						5606,00			1500,00
EMPLOI ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	3500,00	1850,00				4500,00		8000,00					
SOUTIEN AUX ACTEURS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	4000,00	3000,00		500,00						3150,00			
TOTAL	39432,00	109994,00		12000,00	7692,00	12000,00		8000,00		22763,00		1700,00	3000,00

									COFINANCEMENTS PROPOSES													
	Réf. Dauphin	TERRITOIRE	TIERS	Action de demande	FG / CPO / ACTION ANNUELLE	Imputation	Nouvelle action ou renouvellement	Bilan intermédiaire reçu	Crédits ANCT proposés par l'Etat	Crédits spécifiques proposés ville	CREDIT droit commun ville	Crédits spécifiques proposés CAF	CAF droit commun	AQTA	Département	Région	MORBIHAN HABITAT		ESPACIL		CPAM
																	Subvention classique	ATFPB	Subvention classique	ATFPB	
		A - JEUNESSE, ACCES A LA CULTURE, AUX SPORTS ET AUX LOISIRS																				
		AA. Quartiers d'été																				
1	00328124	AURAY	ALOHA SAUVETAGE ET SECOURISME	QE 2025 – Stage de sauvetage et secourisme	Annuelle	441	R	OUI	orienté vers Colos apprenantes													
2	00327949	AURAY	CANOE KAYAK CLUB AURAY	QE 2025 – Développer l'émancipation, l'insertion des habitants des « Quartiers d'été » en donnant accès aux sports de pagaie au public visé.	Action annuelle	442	R	OUI	1000	600		500						500				
3	00329073	AURAY	LA FABRIQUE DU SENSIBLE	QE 2025 – Pratiques artistiques en espace public	Annuelle	442	R	OUI	1000	1000								300				
5	00328304	AURAY	LES PETITS DEBROUILLARDS GRAND OUEST	QE 2025 – S'adapter au changement climatique, en inventant et en s'amusant !	Annuelle	442	N	/	500	317		1000										
6	00327931	AURAY	SOIC EQUILIBRES	Chapiteau cirque citoyen au Gumenen	Action annuelle	442	R	OUI	1500	2500		500						2000				
7	00327393	AURAY	UTOPIARBRE	QE 2025 – Village éphémère en arborescence	Action annuelle	442	R	OUI	1311	2000		1500						2000				800
			TOTAL						5311	6417		3500						4800				800

Nouveaux porteurs

6417

DOTATION AURAY 5 311,00 €

RELIQUAT A AFFECTER

								COFINANCEMENTS PROPOSES													
Réf. Dauphin	TERRITOIRE	TIERS	Action de demande	FG / CPO / ACTION ANNUELLE	Imputation	Nouvelle action ou renouvellement	Bilan intermédiaire reçu	Crédits ANCT proposés par l'Etat	Crédits spécifiques proposés ville	CREDIT droit commun ville	Crédits spécifiques proposés CAF	CAF droit commun	AQTA	Département	Région	MORBIHAN HABITAT		ESPACIL		CPAM
																Subvention classique	ATFPB	Subvention classique	ATFPB	
	1 – EDUCATION																				
	1.1. Programme de réussite éducative (PRE)																				
00327312	AURAY	VILLE AURAY	Orthophonie préventive – Développement du langage et de l'oralité	Action annuelle	121	N	/	3000	3200		2500										
1	TOTAL							3000	3200		2500										
	3 – CADRE DE VIE, SOCIABILITE ET TRANSITIONS																				
	3.4. Transitions																				
00325772	AURAY	VILLE AURAY	Quartier en transition QPV	Action annuelle	341	N	/	3394		132462											
2	TOTAL							3394		132462											

DOTATION AURAY 6 394,00 €

RELIQUAT A AFFECTER

	Crédits ANCT proposés par l'Etat	Crédits spécifiques proposés ville	CREDIT droit commun ville	Crédits spécifiques proposés CAF	CAF droit commun	AQTA	Département	Région	MORBIHAN HABITAT		ESPACIL		CPAM
									Subvention classique	ATFPB	Subvention classique	ATFPB	
EDUCATION	3000	3200		2500									
CADRE DE VIE, SOCIABILITE ET TRANSITIONS	3394		132462										
TOTAL	6394	3200	132462	2500									

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

10- DSTS - <u>BOUCLE DU LOC'H AURAY - BRECH</u>

Monsieur Pierre LE SCOUARNEC, Conseiller municipal délégué, expose à l'assemblée :

Dans sa démarche envers les mobilités actives, la ville d'Auray en partenariat avec la ville de Brech, Auray Quiberon Terre Atlantique et la Fédération Française de Randonnée, a identifié un itinéraire pédestre de 13.4 km dont 7.9km situé sur le territoire de la ville.

Cet itinéraire a pour objectif notamment de :

- Promouvoir le développement local et touristique des territoires ;
- Encourager la pratique de la randonnée et de la promenade ;
- Préserver les sentiers et chemins ruraux ;
- Assurer la continuité des itinéraires.

Dans ce cadre, la commune souhaite solliciter son inscription au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) auprès du département du Morbihan.

Au regard de l'article L361-1 du code de l'Environnement, l'élaboration du PDIPR est une compétence départementale.

Cette inscription permet de la part du département du Morbihan :

- Un accompagnement technique dans la définition du tracé ;
- Un accompagnement financier pour le maintien de la qualité des chemins (aménagements, entretien, balisage et promotion) ;
- Un accompagnement de responsabilité garantie en prenant en charge les éventuels dommages dont pourraient être victimes les personnes ou les biens sur les passages en domaine privé.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Cadre de Vie et Transition Écologique du 03 avril 2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

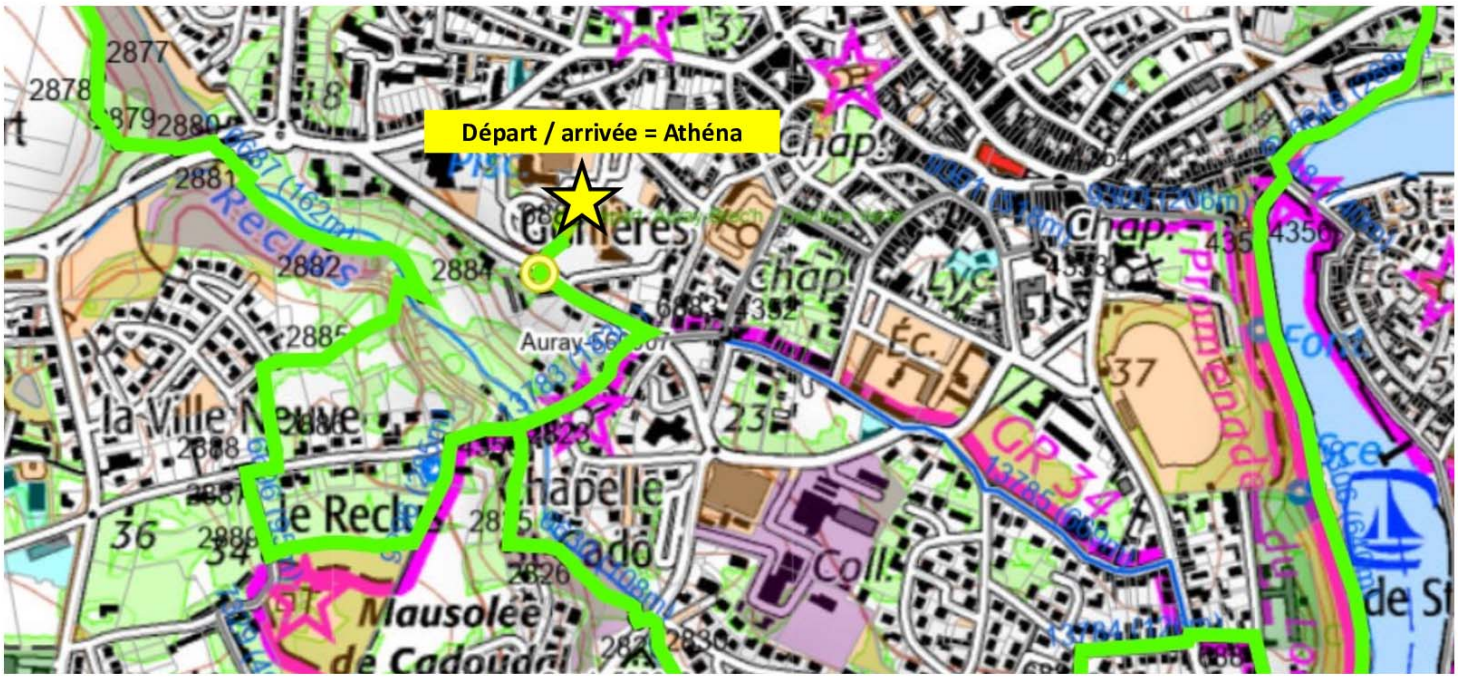
4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

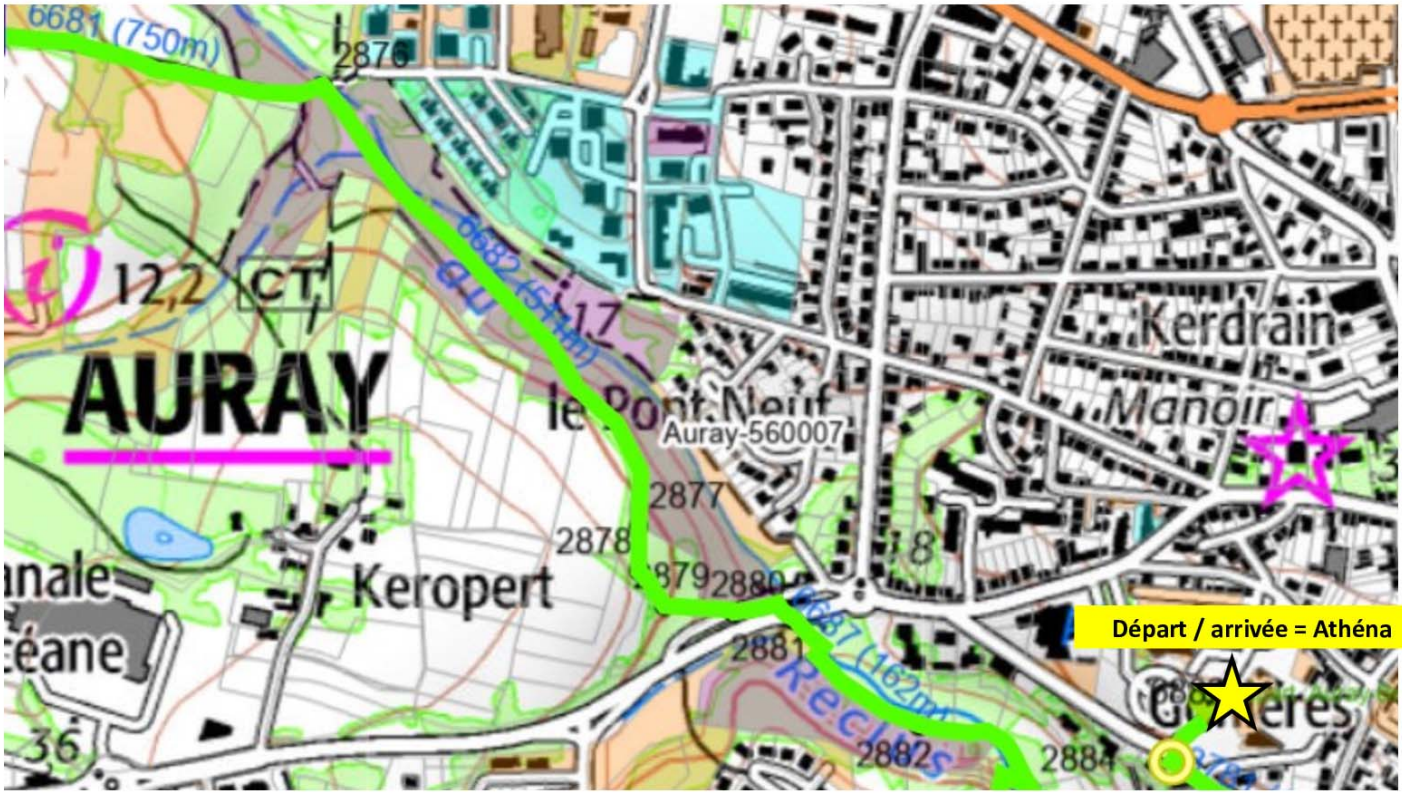
Le conseil municipal :

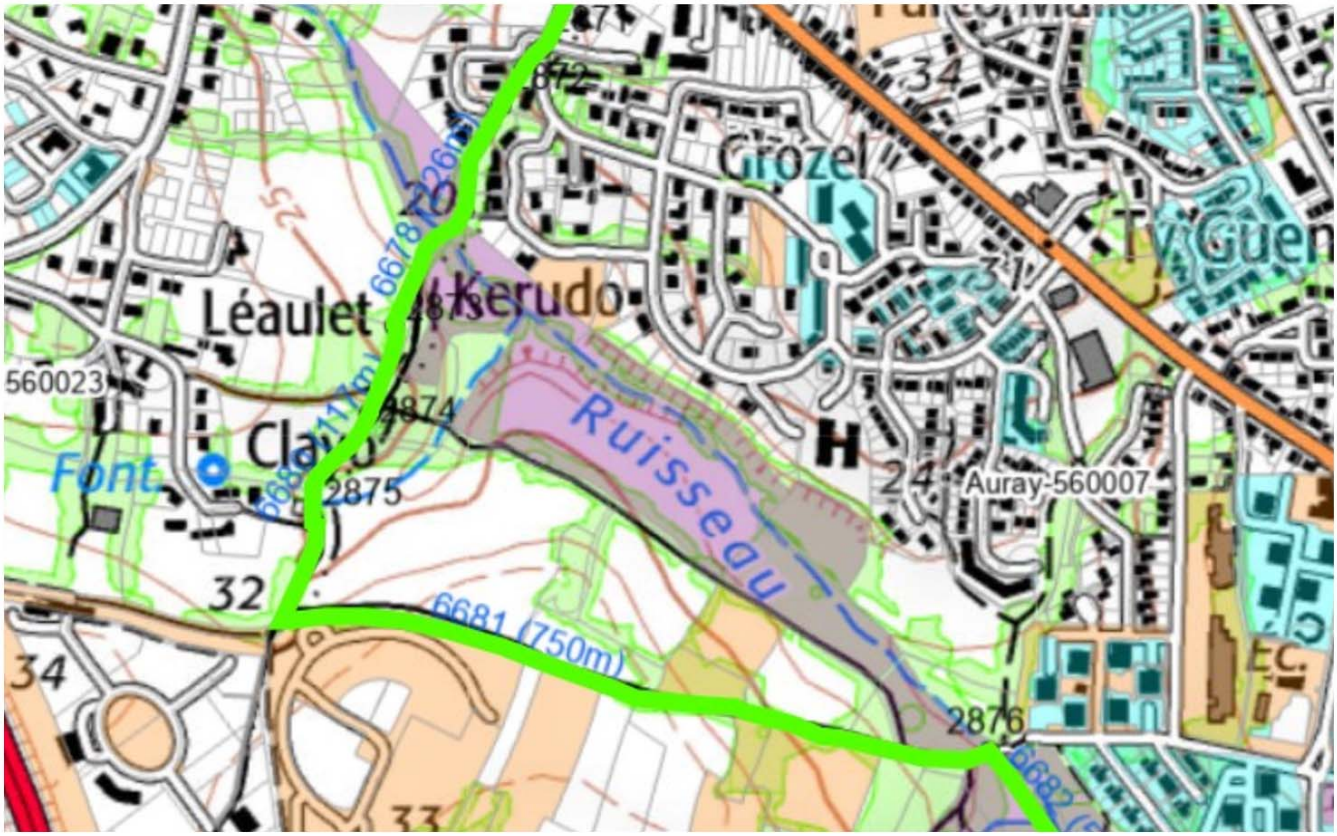
- PREND connaissance de l'itinéraire de la ceinture verte entre les communes d'Auray et Brec'h

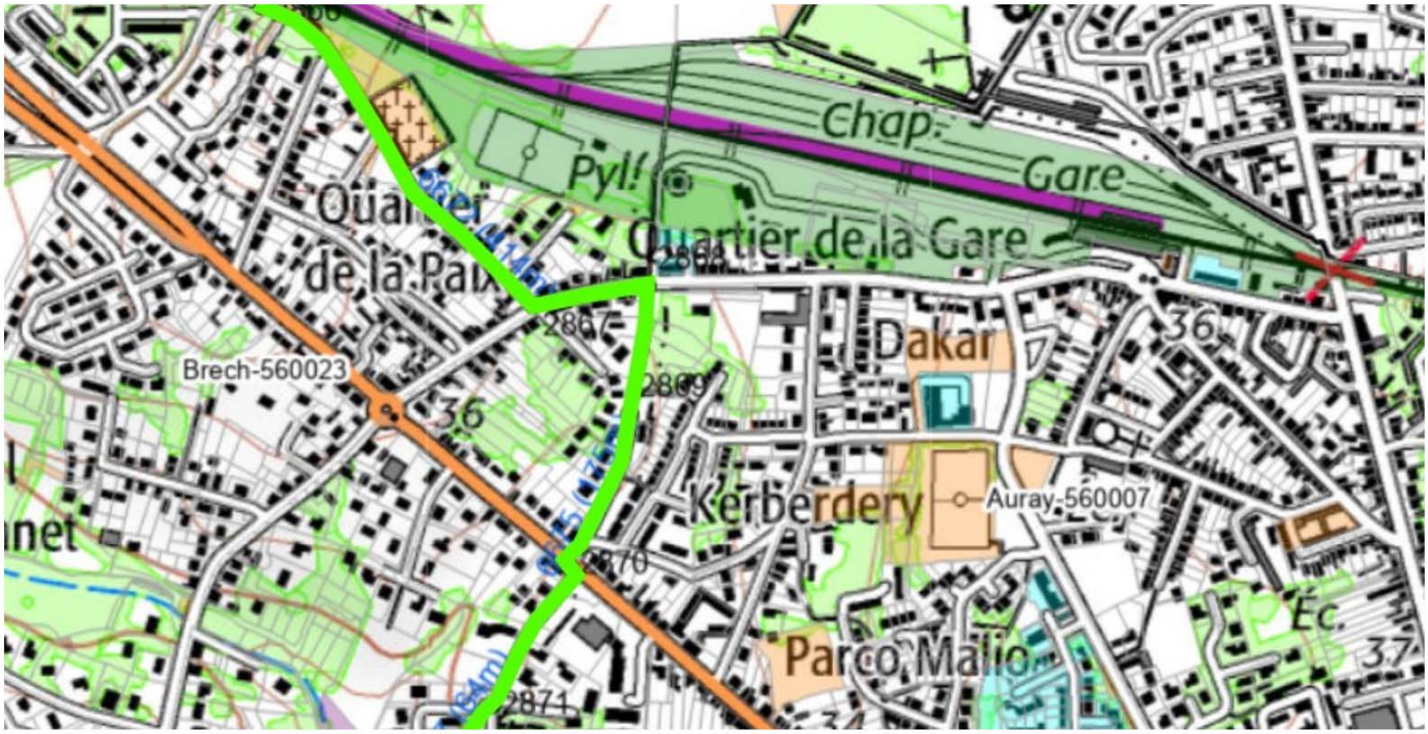
- **AUTORISE** Madame Le Maire à solliciter son inscription au Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de randonnées (PDIPR).

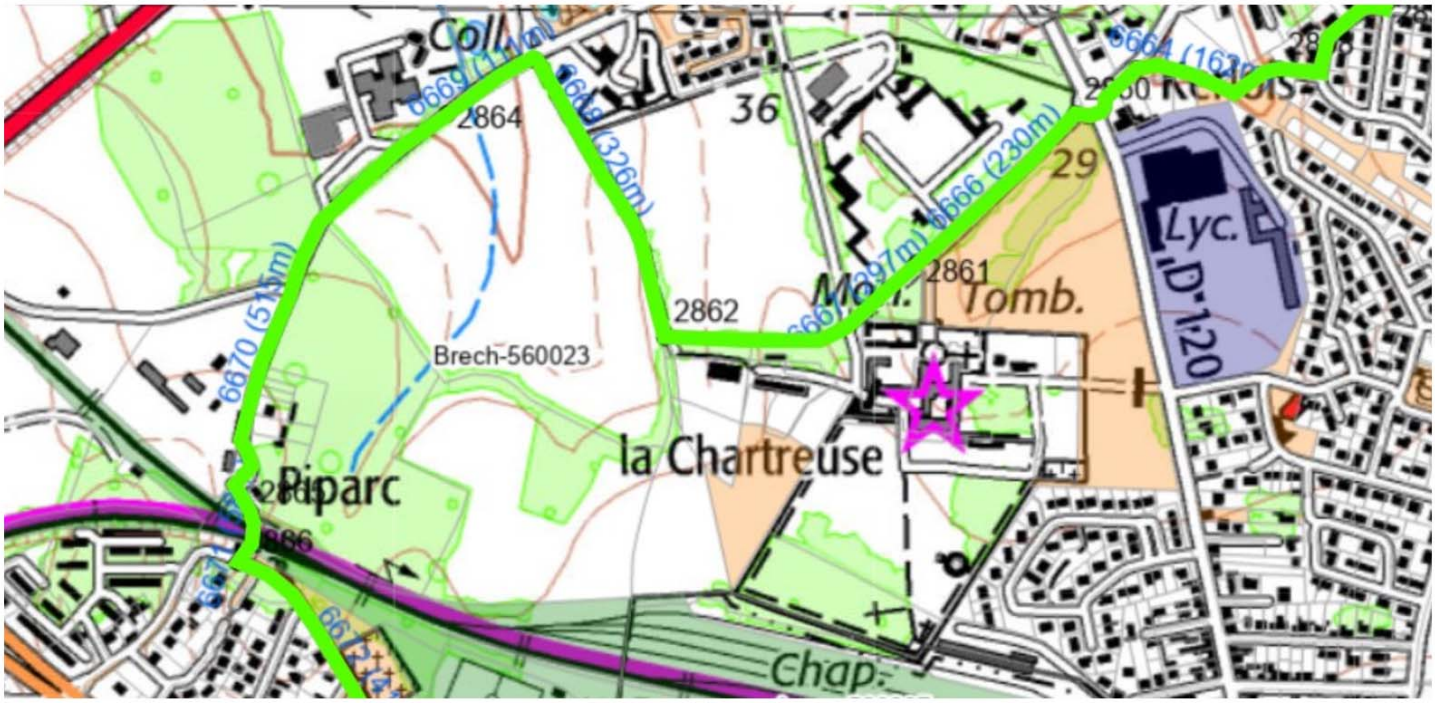
Auray-Brec'h = Ceinture verte

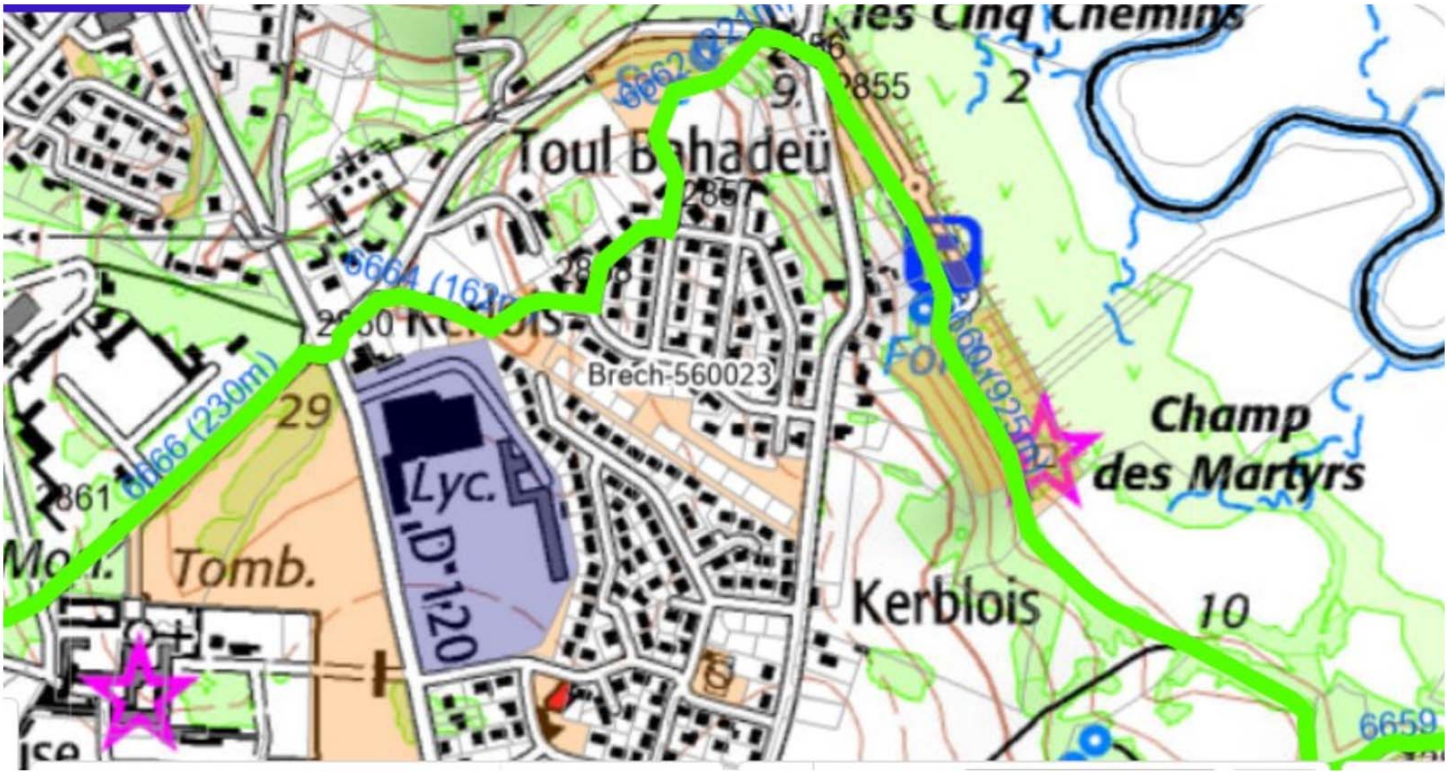


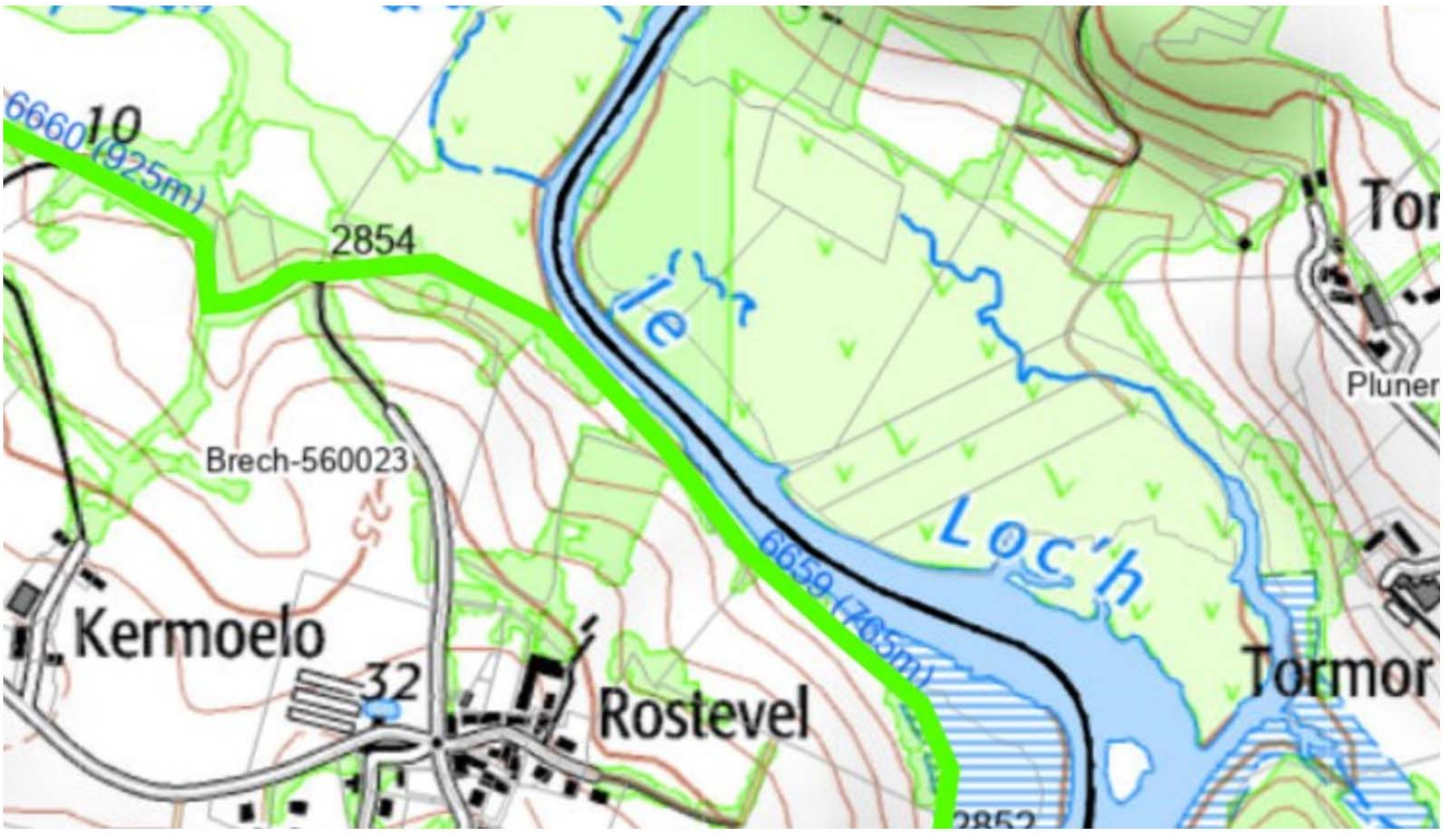

6681 (750m)
2876
12,2
CT
AURAY
17
Kerdrain
Manoir
Auray-560007
2877
2878
2879
2880
2881
2882
2884
Keropert
Départ / arrivée = Athéna

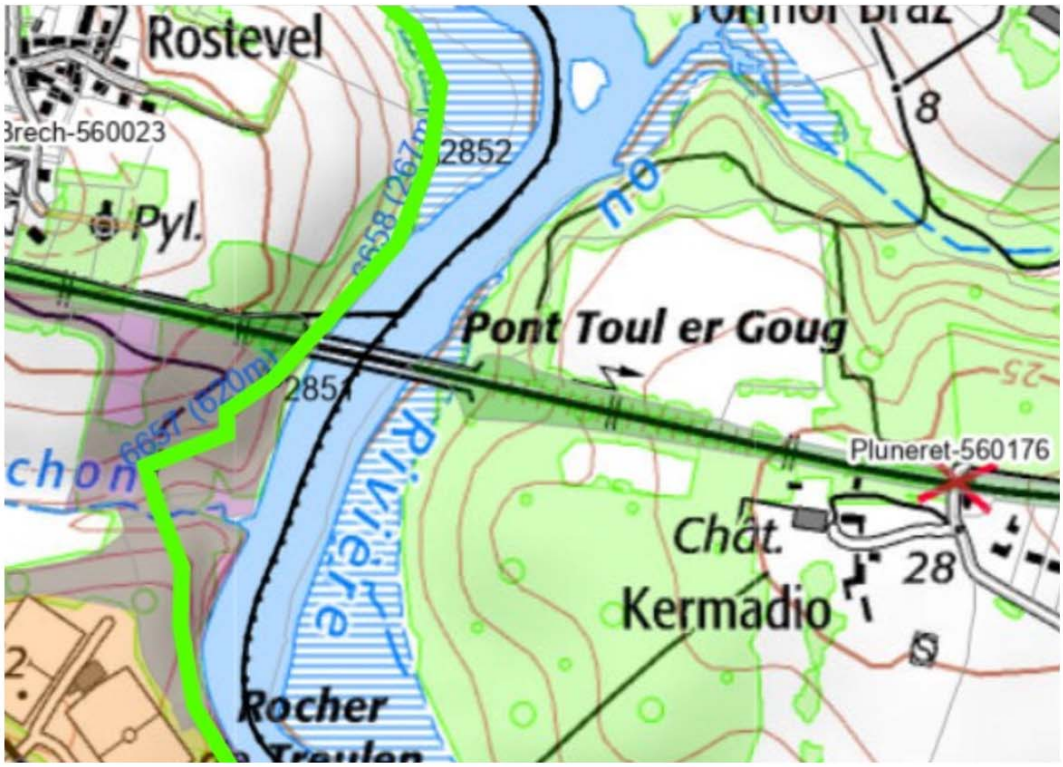

Grozel
Kerudo
Léaulet
560023
Font
Ruisseau
Auray-560007
6681 (750m)
2875
2876
32
34
33
H

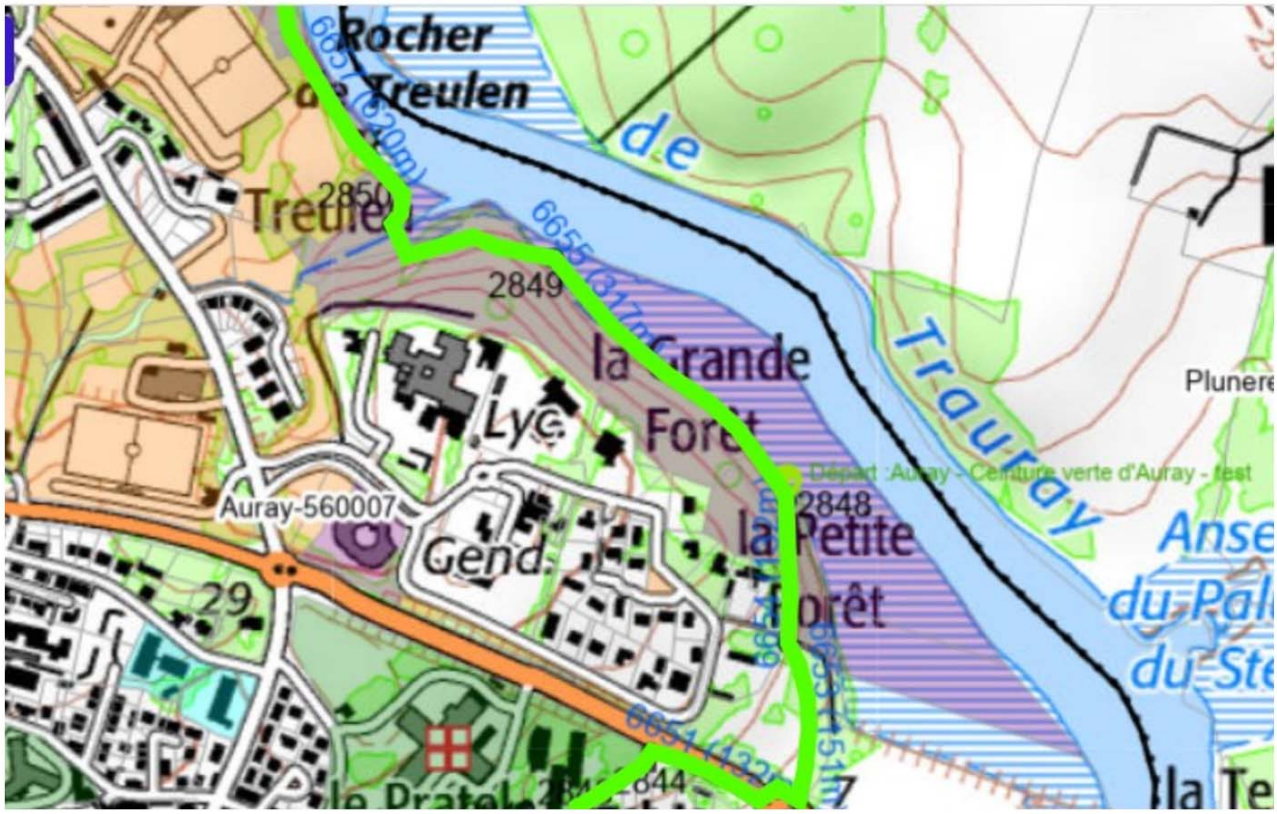

Chap.
Gare
Pyl.
Quartier de la Gare
de la Paix
Dakar
Brech-560023
36
Kerberdery
Auray-560007
Parco Malio
Éc.
37
2864
2867
2869
2870
2871


2864
36
29
2861
2862
Tomb.
Lyc.
D 120
Brech-560023
la Chartreuse
Piparc
Chap.


Les Cinq Chemins
Toul Bahadeü
Brech-560023
Champ des Martyrs
Kerblois
Lyc.
D'120
Tomb.
29
10
6659

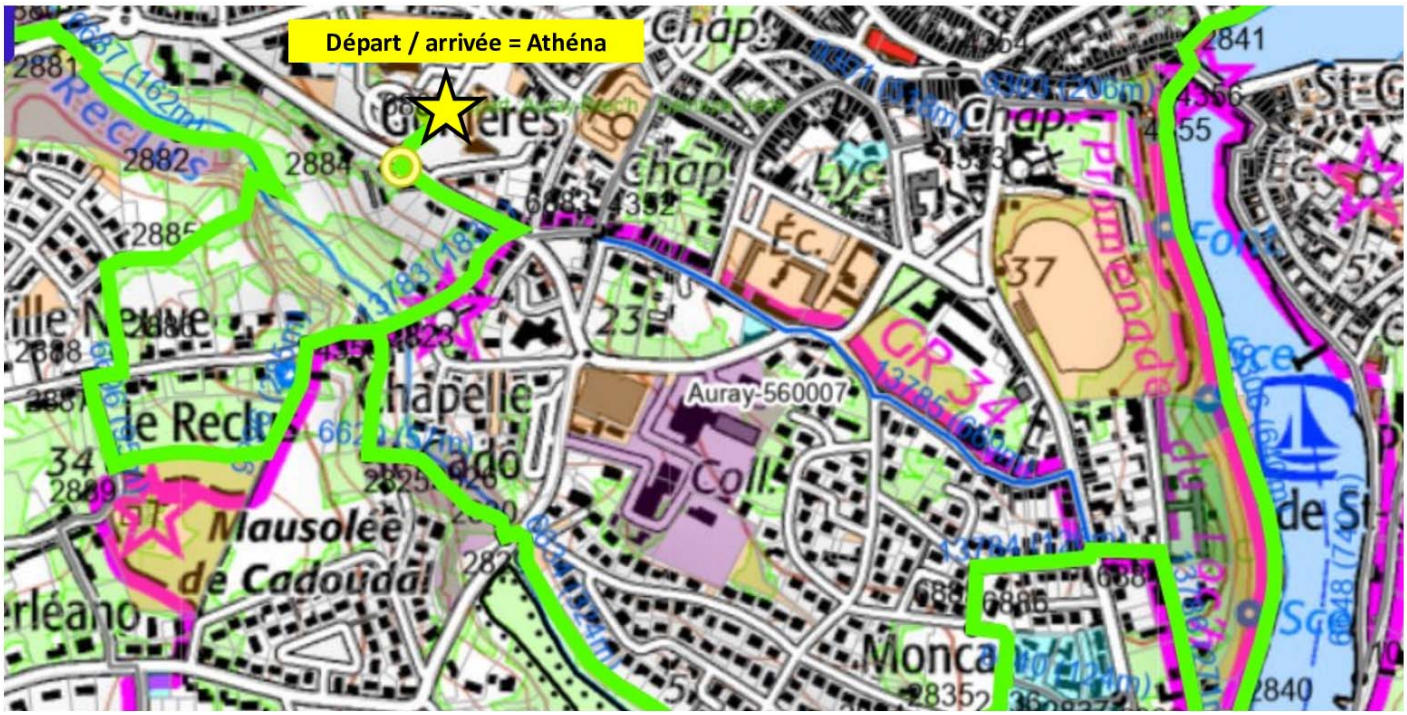

10
6660 (925m)
2854
Brech-560023
Kermoelo
32
Rostevel
6659 (765m)
Loc'h
Tormor
Pluner


Rostevel
Brech-560023
Pyl.
2852
Pont Toul er Goug
2851
Pluneret-560176
Chât.
Kermadio
28
8
Rocher

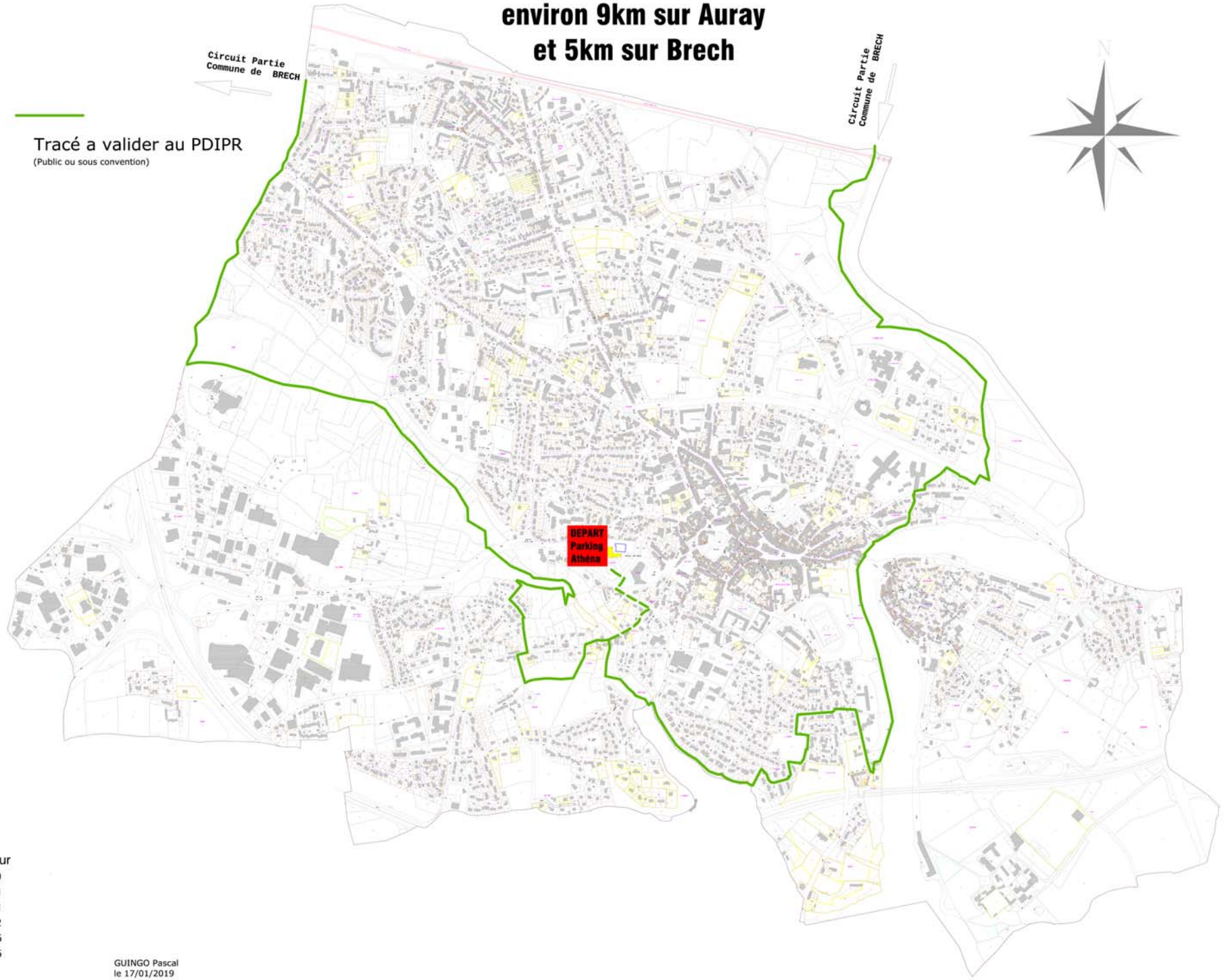

Rocher
Treulen
Treulen
2850
2849
la Grande
Forêt
Lyc.
Auray-560007
Gend.
29
la Petite
Forêt
2848
Départ Auray - Ceinture verte d'Auray - test
Trauray
Plunere
Anse
du Pal
du Ste
la Te


le Pratel
le Sablen
D765
St-Goustan
le Quai
Croix
St-Fiacre
Budo
Capitainerie
Auray-560007
Chap.
Lyc.
Éc.
37
26
2846


GR 34
Coll.
Monca
de St-Goustan
le Rollan
le Stanguy
Capitaine
Crach-560046


Départ / arrivée = Athéna
Auray-560007
Mausolée
de Cadoudal
GR 34
Promenade
Chapelle

Circuit pédestre
" la ceinture verte "
environ 9km sur Auray
et 5km sur Brech



Mise a jour
17/01/2019
23/03/2021
03/06/2021
14/01/2022
04/02/2025
06/02/2025

GUINGO Pascal
le 17/01/2019

Envoyé à la Sous-Préfecture le Compte-rendu affiché le Reçu par la Sous-Préfecture le

11- DF - SUBVENTION SCHEMA DIRECTEUR DES MOBILITES ACTIVES

Monsieur Pierre LE SCOUARNEC, Conseiller municipal délégué, expose à l'assemblée :

Dans le cadre du programme Petites Villes de Demain, la mobilité constitue un enjeu majeur pour la Ville d'Auray qui a pour objectif de viser la ville du quart d'heure. A ce titre, l'une des actions est consacrée à la réalisation d'un schéma directeur des mobilités actives.

Auray est une ville-centre où se concentrent, dans un rayon de moins de 2 km, de nombreux commerces, équipements et services sur les différentes polarités. Elle souhaite ainsi favoriser les liaisons douces en développant le maillage sur l'ensemble de sa commune par l'aménagement de cheminements doux et de pistes cyclables afin de limiter l'émission des gaz à effet de serre et participer à la préservation de la santé de ses habitants.

Le schéma directeur des mobilités actives (piétons et cycles) est un document de planification volontaire qui vise à :

- Planifier et aménager en vue de créer les conditions favorables à la pratique quotidienne des modes actifs grâce à des aménagements adéquats
- Communiquer pour promouvoir les mobilités actives auprès de toutes les populations d'un territoire
- Accompagner l'essor des nouvelles pratiques de mobilités durables

Le coût prévisionnel de cette étude a été estimé à 80 000 € HT.

La ville est lauréate du programme AVELO 3 qui finance à hauteur de 50% la réalisation du schéma directeur des mobilités actives.

La Banque des Territoires participe à hauteur de 20% au financement de l'étude et une demande complémentaire est sollicitée auprès de la Région dans le cadre du programme Bien Vivre Partout en Bretagne.

Le plan de financement prévisionnel HT est présenté ci-après :

DEPENSES	
Réalisation du schéma directeur des mobilités actives	80 000 €
RECETTES	
ADEME (Appel à projet AVELO 3) - **obtenu**	40 000 €
Banque des Territoires - **obtenu**	16 000 €
Région (Bien Vivre Partout en Bretagne) - **sollicité**	12 000 €

Autofinancement communal	16 000 €
TOTAL	**80 000 €**

Vu l’avis favorable à l’unanimité de la commission finances / communication du 28 avril 2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- APPROUVE le plan de financement présenté ci-dessus ;

- AUTORISE Madame le Maire ou son représentant à solliciter les subventions présentées dans l’exposé et à signer tout document afférent à son exécution.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

12- DEEJ - RENOUVELLEMENT DU PROJET EDUCATIF DE TERRITOIRE (PEDT)

Madame Myriam DEVINGT, 5ème adjointe, expose à l'assemblée :

A l'occasion du renouvellement du Projet Educatif de Territoire – Plan Mercredi, la Ville d'Auray a décidé de poursuivre la démarche partenariale avec la CAF, l'éducation nationale et l'ensemble des acteurs éducatifs pour aboutir à la formalisation d'un nouveau Projet Educatif de Territoire (PEDT).

Depuis septembre dernier, un travail d'évaluation du précédent projet a été mené.
Le processus s'est appuyé sur les habitudes de travail et les interactions déjà nombreuses au sein de la communauté éducative alréenne. Il a fait l'objet d'étapes successives (questionnaires en ligne, sondages dans les écoles , groupes de travail) qui ont permis de considérer les points de vue de plus de 400 personnes: des enfants, des parents, les équipes de la Direction Enfance Jeunesse ainsi que les enseignants.

Ce PEDT couvrira une période de 4 ans (du 1er septembre 2025 au 31 août 2029) pour permettre d'aligner, conformément aux recommandations nationales, les échéances du PEDT avec celles de la Convention Territoriale Globale mise en œuvre par la CAF.
L'ambition municipale est inchangée et vise à proposer à chaque enfant un parcours éducatif cohérent et de qualité, en organisant la complémentarité des temps éducatifs, dans le respect des compétences de chacun. Par ailleurs ce PEDT intègre dorénavant la jeunesse et met l'accent sur la participation élargie des services de la Ville et des partenaires dans le champ éducatif. Le travail commun engagé avec la Direction des Cultures et des Droits Culturels en direction des écoles est particulièrement réaffirmé dans la politique éducative déployée.

Ce PEDT s'inscrit dans la continuité des actions menées par la Ville dans le cadre du précèdent projet. Un dispositif d'évaluation auxquels parents, enseignants, agents de la Ville et surtout enfants ont été associés a permis d'aboutir autour des thématiques suivantes :

- Maintenir une politique éducative de soutien aux écoles ;
- S'engager pour la réussite éducative de tous les enfants ;
- Développer la place et le rôle des familles ;
- Permettre aux enfants d'être acteurs de leurs loisirs et de s'impliquer dans leur ville ;
- Veiller à la santé et au bien-être des enfants et adolescents ;
- Répondre aux enjeux du changement climatique ;
- Vivre dans un Ville inclusive

Par sa construction partenariale et son ambition, le PEDT demeure ainsi le document de référence qui permet à la collectivité de se positionner sur le champ éducatif, de consolider avec la communauté éducative des modes de fonctionnement bien établis, et qui garantit la mise en œuvre d'activités socio-éducatives de qualité, accessibles à tous les enfants. Pour cela, le PEDT précise dans sa rédaction :

- les objectifs éducatifs partagés;
- les moyens humains à disposition ;
- l'articulation avec les dispositifs existants ;

- les partenaires du projet ;
- le mode de gouvernance.

Vu l’avis favorable à l’unanimité de la commission éducation, enfance, jeunesse du 25 avril 2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** le Projet Éducatif De Territoire (PEDT) - Plan Mercredi 2025- 2029 et les orientations proposées dans le document.

- **AUTORISE** Madame la Maire à signer avec ses partenaires institutionnels (représentants de l’État et de la CAF du Morbihan) la convention de mise en place de son PEDT et tous les documents afférents à sa mise en œuvre.



Projet Éducatif De Territoire Alréen 2025-2029

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf du Morbihan

AURAY
An Alre

ACADÉMIE DE RENNES
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction des services départementaux
de l'éducation nationale
du Morbihan

PEDT PLAN MERCREDI

« Grandir et vivre à Auray »

SOMMAIRE

01 PRÉSENTATION & CONTEXTE ALRÉEN

02 OBJECTIFS DU PEDT ALRÉEN

03 UN PROJET TERRITORIAL A L'ECHELLE DE LA COMMUNE

04 ACTIONS SUR LE TEMPS SCOLAIRE

05 EXTRASCOLAIRE 6-12 ANS

06 LA JEUNESSE 13-18 ANS

07 LE PROJET ALIMENTAIRE ALRÉEN

08 LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

09 PARTENARIATS

10 LA POLITIQUE TARIFAIRE

11 LES MOYENS

12 SUIVI ET ÉVALUATION

I. FICHE DE PRÉSENTATION

Collectivité territoriale porteuse du projet : commune d'Auray
Nom du représentant de la commune : Mme Claire MASSON
Fonction : Maire
Adresse : 100, place de la République - BP 10610 - 56 406 AURAY cedex
Téléphone : 02 97 24 01 23
Adresse électronique : courrier.mairie@ville-auray.fr

Correspondant PEdT : M. Mickael Alvarez-Corzo – Directeur Éducation Enfance Jeunesse
Périmètre et public du PEdT : les écoles publiques et privées alréennes, ainsi que les accueils périscolaires et extrascolaires de la ville d'Auray.
Territoire concerné : la commune d'Auray.
Nombre d'enfants potentiellement concernés : 1 381 enfants.
Nombre d'établissements d'enseignement scolaire du premier degré sur la commune et d'accueils de loisirs municipaux

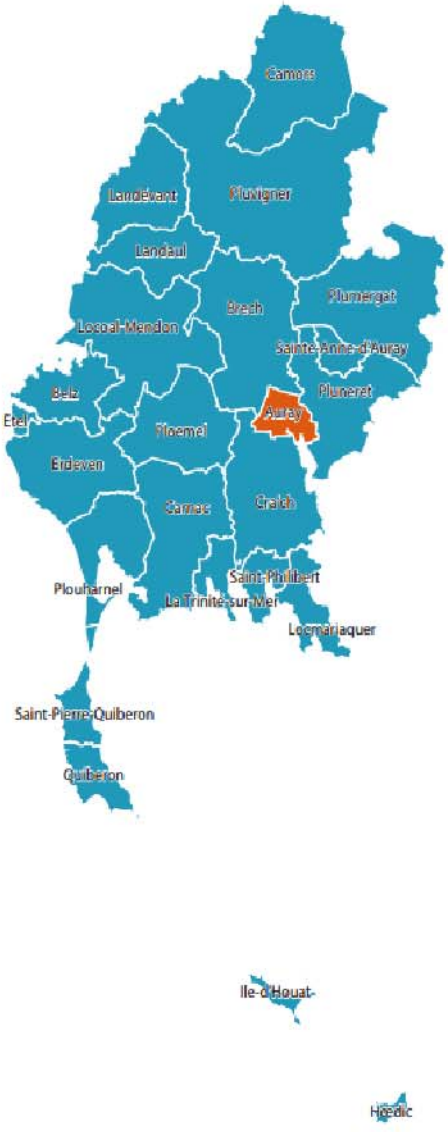
4 écoles publiques et 3 écoles privées	2 ALSH périscolaire du Mercredi 1 ALSH du Samedi et 4 accueils périscolaires
- Groupe Scolaire Les rives du Loch : 290 élèves - Groupe Scolaire Joseph Rollo : 207 élèves - Ecole maternelle Tabarly : 59 élèves - Ecole élémentaire Éric Tabarly : 130 élèves - Ecole primaire Sainte Thérèse : 290 élèves - Ecole primaire Gabriel Deshayes : 315 élèves - Ecole primaire Diwan : 90 élèves	- Espace Jeunesse ados - Accueil de loisirs Arlequin (multisites) - Accueil Périscolaire Saint-Goustan - Accueil Périscolaire Tabarly / Diwan (Arlequin) - Accueil Périscolaire Rollo - Accueil Périscolaire Loch

CONTEXTE - LE TERRITOIRE ALREEN

Auray Quiberon Terre Atlantique

Auray est la ville centre de territoires intercommunaux que sont le Syndicat mixte du Pays d'Auray et la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique (AQTA)

Auray Quiberon Terre Atlantique (AQTA) regroupe 24 communes sur une superficie de 520 km². Elle compte 90 000 habitants.



Population municipale

Source : Insee, RP 2021 - Traitements © Compas

	2021
Auray	14 222
Belz	3 834
Brech	6 924
Camors	3 099
Carnac	4 223
Crach	3 422
Erdeven	3 974
Étel	2 055
Hœdic	100
Île-d'Houat	216
Landaul	2 458
Landévant	4 044
Locmariaquer	1 557
Locoal-Mendon	3 507
Ploemel	3 056
Plouharnel	2 261
Plumergat	4 179
Pluneret	6 140
Pluvigner	7 651
Quiberon	4 688
Saint-Philibert	1 552
Saint-Pierre-Quiberon	2 236
La Trinité-sur-Mer	1 768
Sainte-Anne-d'Auray	2 827
CC Auray Quiberon Terre Atlantique	**89 993**
Concarneau	20 607
Dinan	14 675
Douarnenez	14 163
Morlaix	14 903
Morbihan	768 687
France hexagonale	65 505 213

Auray
14 222 habitants

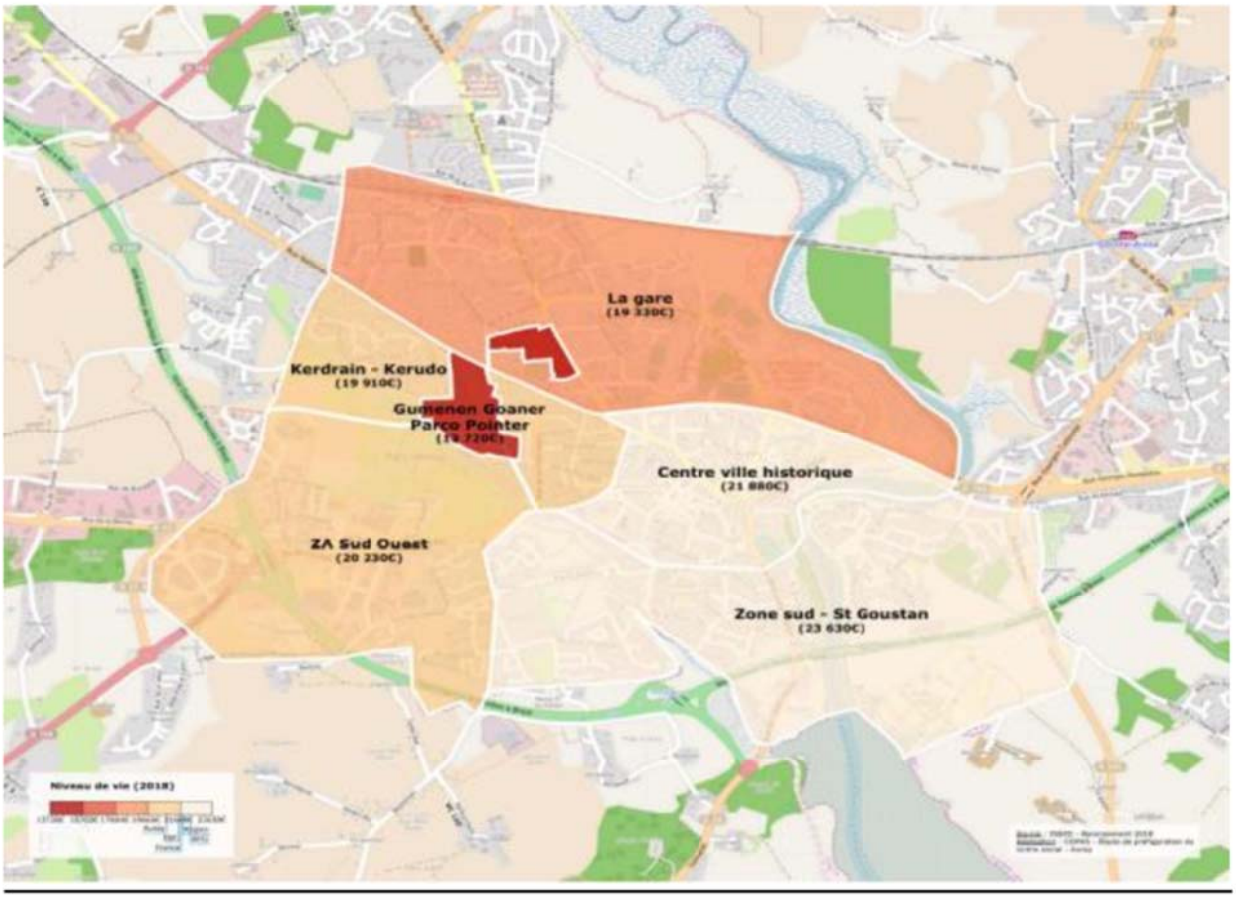
En 2022, le territoire d'AQTA comptait 10307 enfants âgés de 3 à 14 ans et 11001 jeunes âgés de 15 à 29 ans, représentant ainsi 23% de la population du territoire.

L'intercommunalité a gagné 9745 habitants entre 2008 (80248 habitants) et 2022 (89993 habitants). Seulement, cette croissance ne se répercute pas dans l'ensemble des tranches d'âge, notamment celles des enfants et des jeunes.

À titre d'exemple, la population des 15-29 ans a baissé en effectif, passant de 11475 en 2008 à 11001 en 2019.

Quant à l'indice de jeunesse, ce dernier est faible et ne cesse de décroître. En effet, en 2019 on compte 0,64 jeunes de moins de 20 ans pour une personne âgée de plus de 60 ans sur le territoire d'AQTA. En 2013, l'indice de jeunesse était égal à 0.78 et à 0.82 en 2009. Seules 5 communes ont un indice de jeunesse positif : Landaul, Landévant, Locoal-Mendon, Plumergat et Pluvigner. La population jeune, de moins de 30 ans habite davantage dans la partie Nord du territoire. Les communes du Sud à proximité du littoral sont privilégiées par les plus de 60 ans qui affichent en moyenne des ressources financières plus élevées.

La Ville d'Auray



Auray est une commune située au sud du département du Morbihan, ville centre de la communauté de communes AQTA. La ville s'est développée historiquement autour de la Vallée du Loch.

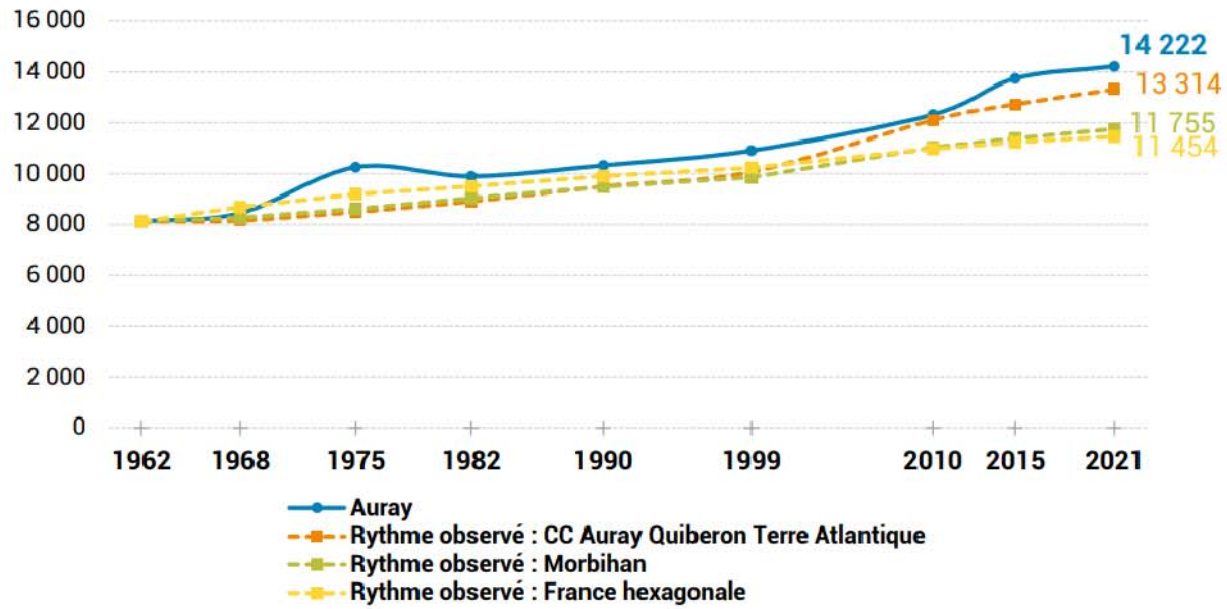
Auray est un pôle urbain relais situé entre deux pôles importants de la côte sud de la Bretagne Vannes et Lorient. Auray est à 20 minutes de Vannes et 30 minutes de Lorient.

La commune est desservie par la N165 axe structurant du Sud de la Bretagne qui relie Nantes à Brest. Auray est aussi située sur l'axe ferroviaire Paris-Quimper.

C'est une commune touristique du fait de sa situation géographique, porte d'entrée de la Presqu'île de Quiberon.

Évolution de la population des années soixante à nos jours

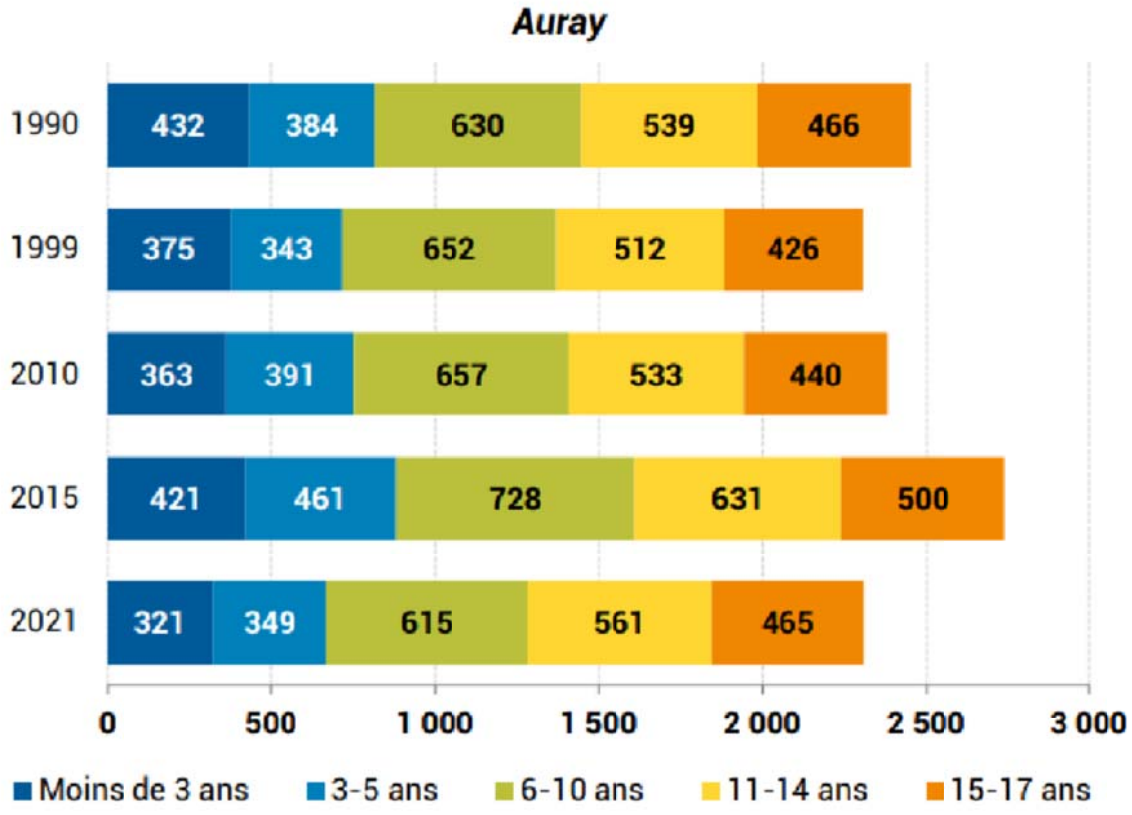
Source : Insee, RP 1962-2021 - Traitements © Compas



La nouvelle population légale qui est entrée en vigueur dans la commune d'Auray au 1er janvier 2025 est de 14 564 habitants. Ce chiffre se base sur le recensement 2022. D'après l'Insee, cela représente une hausse de 750 habitants entre 2016 et 2022. Soit une augmentation de 6% de la population sur ce laps de temps. En 2021, la Ville d'Auray compte 1990 enfants âgés de 3 à 14 ans et 465 jeunes âgés de 15 à 17 ans, représentant ainsi 17% de la population alréenne.

Évolution du nombre de mineurs depuis le début des années 90

Source : Insee, RP 1990-2021 - Traitements © Compas

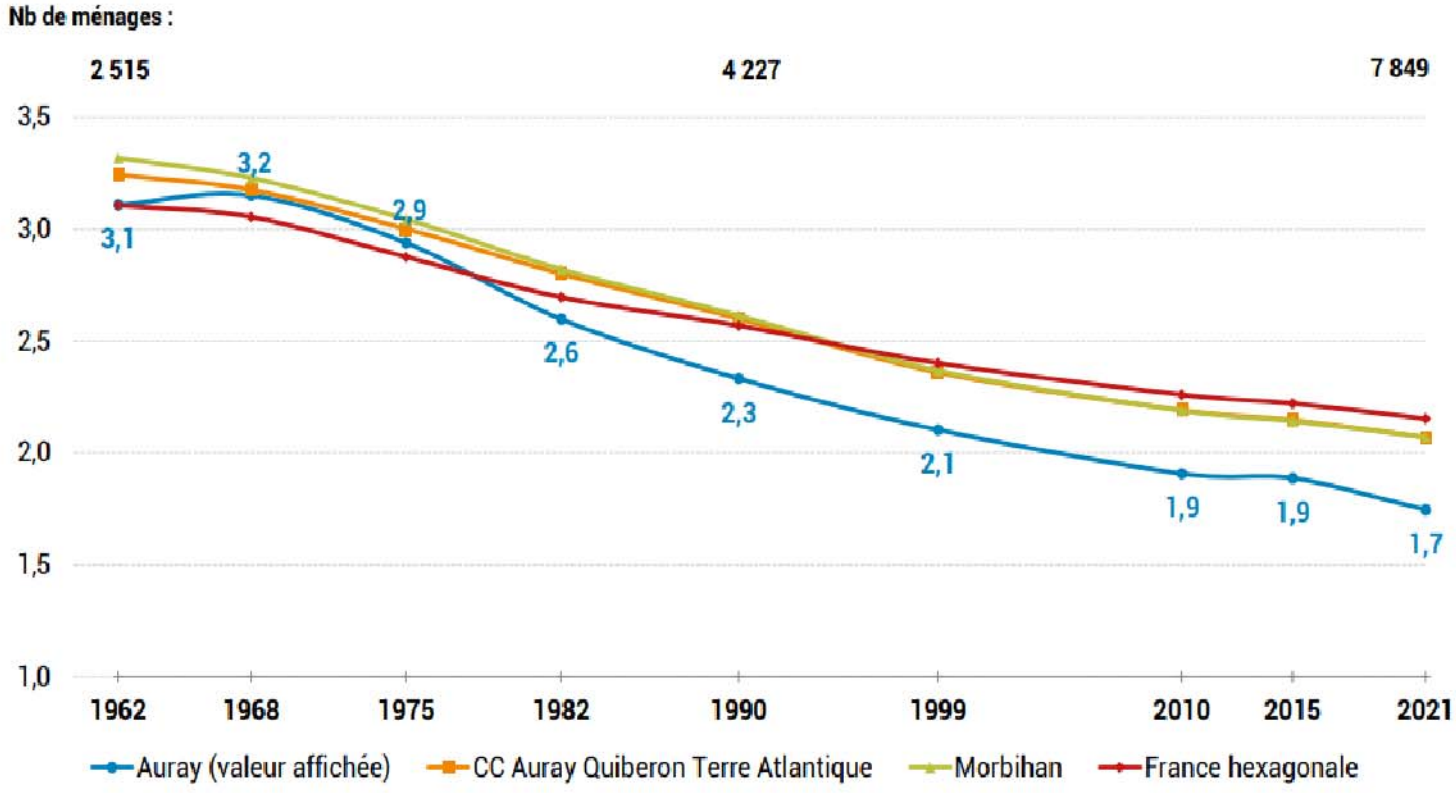


L'évolution démographique globale ne s'observe pas de manière uniforme dans la ville. On constate en effet deux fortes polarités, de valeur d'ailleurs quasi équivalente : négative pour le territoire Kerdrain-Kerudo, positive pour le territoire Zone-Sud-St-Goustan. Ces particularités territoriales sont d'autant plus remarquables qu'elles paraissent récentes. En effet, le diagnostic réalisé dans le cadre du Projet éducatif global de territoire en 2018 indique au contraire que, de 2008 à 2013, le territoire Kerdrain-Kerudo avait vu sa population croître de 16,4%, tandis que la Zone Sud-Saint-Goustan perdait des habitants.

La dynamique générale récente de la population d'Auray épouse la tendance nationale qui tend vers le vieillissement de la population. En parallèle du vieillissement, la Ville d'Auray, **comme l'ensemble du pays**, doit faire face au défi de la baisse de la démographie scolaire. Pour rappel, avec un nombre de naissances en baisse quasi constante depuis 2010, les écoles pâtissent déjà du phénomène depuis près de dix ans, mais cette diminution va s'accélérer dans les prochaines années, selon les travaux de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère de l'éducation nationale. Après une baisse de 58 000 élèves entre 2021 et 2022, le premier degré a perdu 73 000 élèves à la rentrée 2023, puis 224 000 entre 2024 et 2027. Une baisse inédite depuis au moins quarante ans.

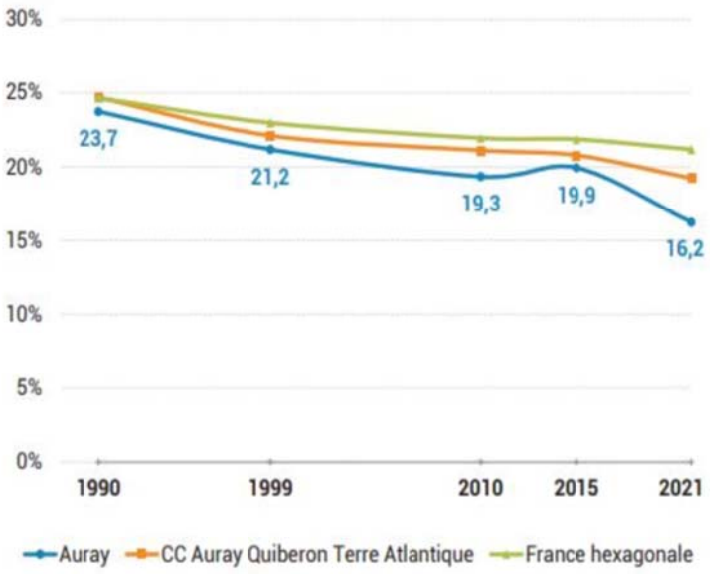
Évolution de la taille moyenne des ménages, des années soixante à nos jours

Source : Insee, RP 1962-2021 - Traitements © Compas



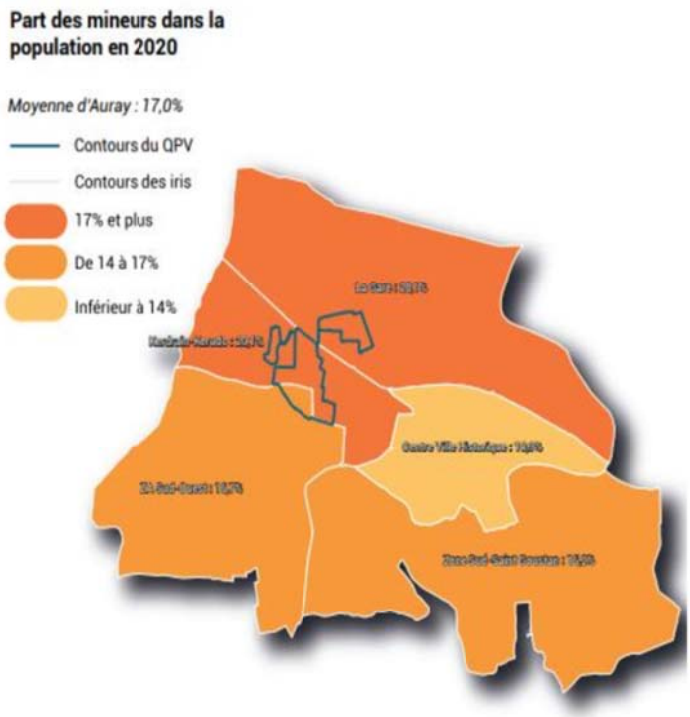
Évolution de la part de mineurs dans la population depuis 1990

Source : Insee, RP 1990-2021 - Traitements © Compas



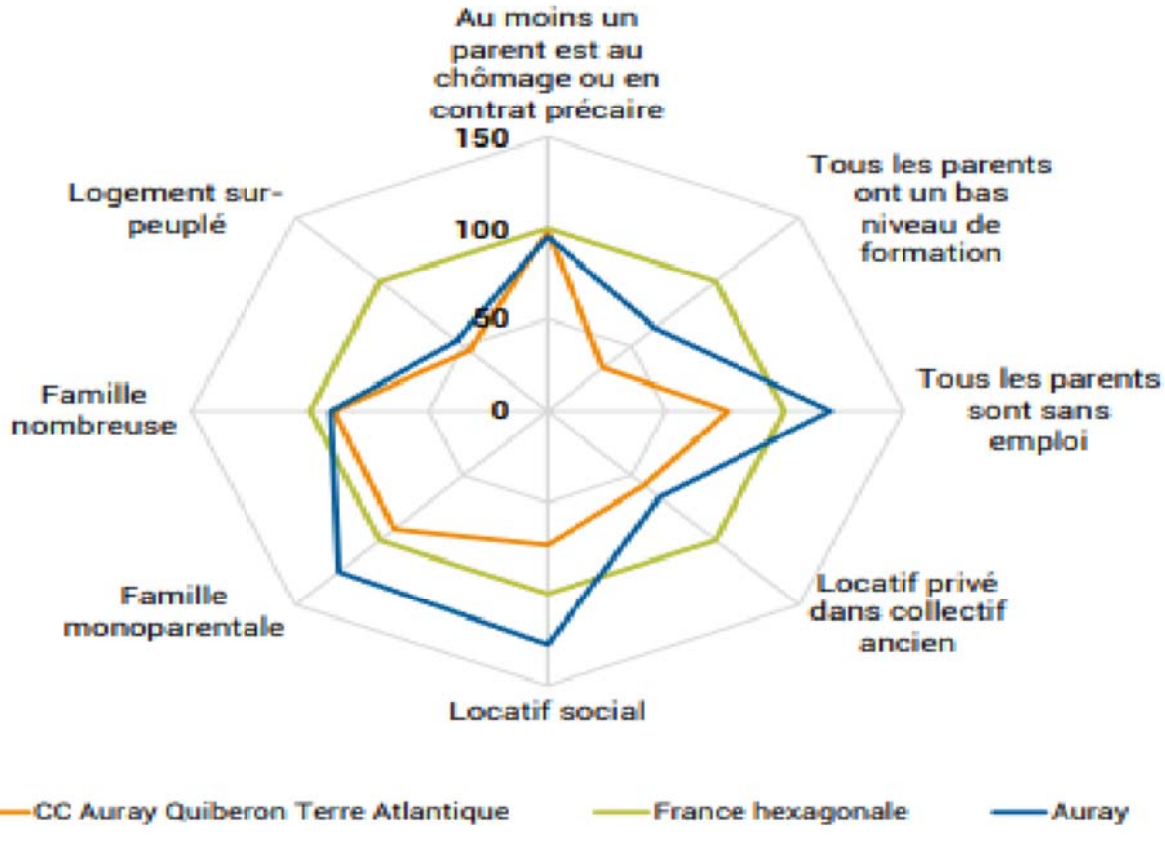
Part des mineurs parmi la population totale

Source : Insee, RP 2020 - Traitements © Compas



Indice de fragilité des enfants

Source : Insee, RP fichiers détail 2020 - Traitements © Compas



Concernant la situation sociale des enfants et des jeunes alréens, le diagnostic établi dans le cadre du portrait social recense 265 enfants en risque de fragilité.

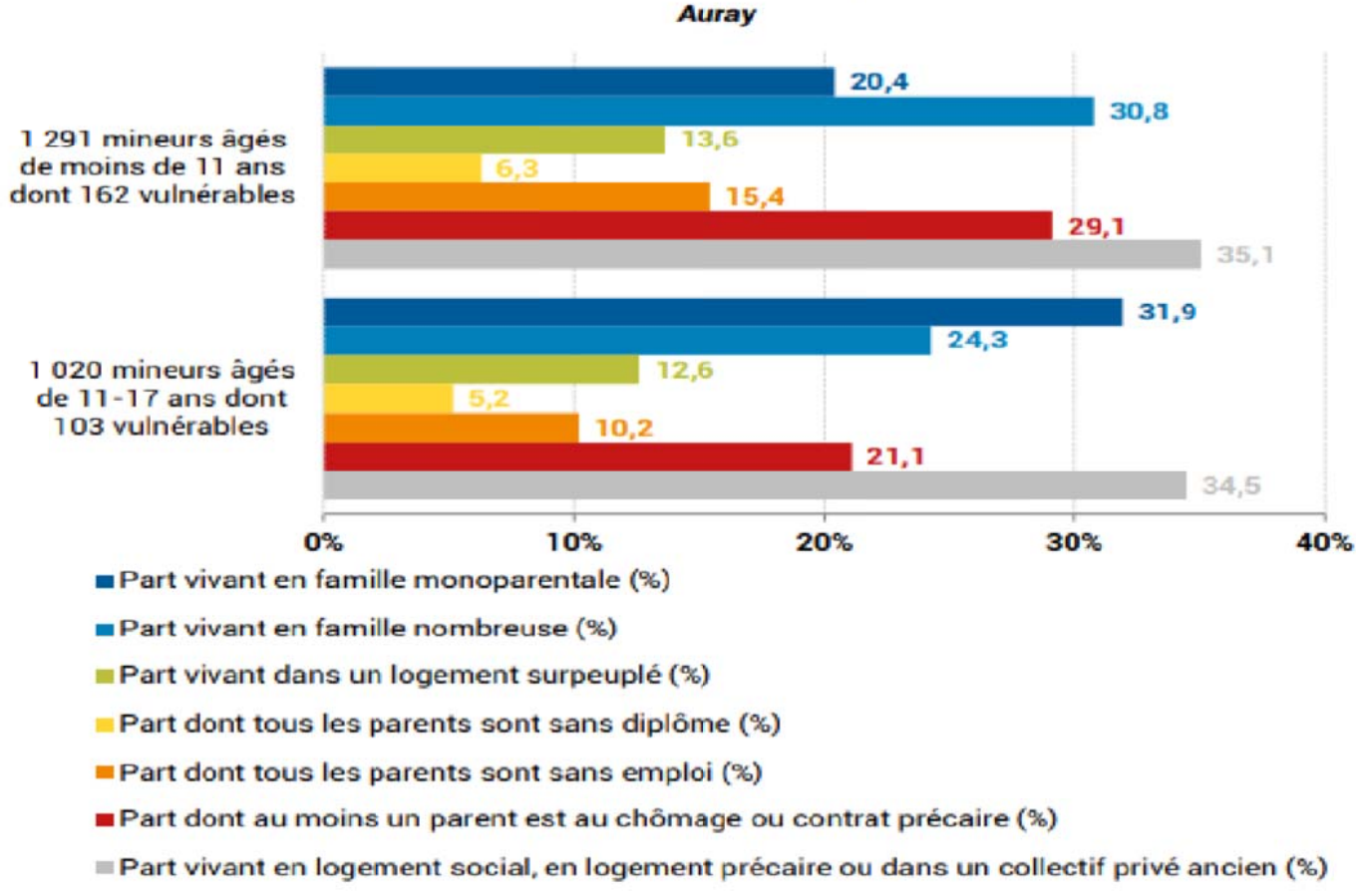
L'indice de fragilité des enfants s'appuie sur 7 facteurs de fragilités pouvant se rencontrer au sein d'une famille :

- Être locataire d'un logement social ou collectif privé ancien
- Le surpeuplement du logement implique une difficulté pour la réalisation de ses devoirs à la maison ;
- La monoparentalité génère l'absence d'adulte lorsque ce parent seul travaille et augmente les difficultés dans l'exercice de la parentalité (élever seul ses enfants)
- Une fratrie nombreuse (3 enfants ou plus) traduit une moindre disponibilité pour chacun d'eux lorsque les deux parents ou le parent seul travaillent
- La précarité de l'emploi implique difficultés économiques et incertitudes
- Le chômage, l'absence d'emploi, est fortement corrélé à la pauvreté et augmente encore davantage les incertitudes quant à l'avenir économique du ménage
- L'absence de diplôme des parents implique davantage de difficultés dans le soutien scolaire apporté à ses enfants

La fragilité n'apparaît donc pas lorsqu'un seul facteur est rempli, mais sitôt qu'ils se cumulent. Ainsi, dès qu'un enfant « cumule » 4 de ces 7 critères, il peut être considéré comme fragile.

Part des mineurs vulnérables selon chaque critère

Source : Insee, RP fichiers détail 2020 - Traitements © Compas



II. OBJECTIFS DU PEDT ALRÉEN

· S'engager pour la réussite éducative de tous les enfants

La réussite éducative se définit comme la recherche et le soutien des facteurs visant à favoriser le développement harmonieux de l'enfant et du jeune. Elle est bien plus large et englobante que la seule réussite scolaire. Elle a pour objectif de concilier l'épanouissement personnel et la relation aux autres à cette réussite scolaire. La réussite éducative vise à articuler entre eux tous les temps de l'enfant et du jeune pour leur donner les moyens de s'intégrer pleinement dans la société.
Selon leur milieu social, leur histoire et leur parcours, les enfants et adolescent.e.s bénéficient d'un environnement plus ou moins favorable à l'acquisition de certaines compétences, savoir-faire et savoir-être qui s'avèrent déterminants dans leur trajectoire éducative. En conjuguant leurs compétences, leurs méthodes et leurs engagements respectifs, les personnes qui interviennent auprès des enfants peuvent contribuer ensemble à infléchir les déterminismes sociaux et accompagner les enfants et les jeunes dans le développement. L'enjeu est de s'appuyer sur la pluralité des intervenant.e.s et des activités proposées pour identifier les actions qui favorisent le développement du langage, l'acquisition des compétences scolaires, la confiance en soi et l'ouverture aux autres, sans oublier l'accès régulier à la culture, qu'elle soit artistique, scientifique ou technique.

· Développer la place et le rôle des familles

Les attentes des familles vis à vis des structures qui accueillent leurs enfants sont à la fois variées et grandissantes. Certains parents peuvent se sentir peu légitimes face aux professionnels qui encadrent leurs enfants ; d'autres manquent de temps pour s'investir dans la vie des institutions éducatives ; et d'autres encore aimeraient simplement une meilleure communication pour comprendre le fonctionnement de ces structures et ce qu'y font leurs enfants. Par ailleurs, les professionnel.le.s du monde éducatif peuvent aussi rencontrer des difficultés dans leur pratique à mettre en place les conditions favorables à l'accueil et l'association des familles. Pour autant, développer la place et le rôle des familles est un levier majeur de la construction d'un lien de confiance fort, indispensable pour bâtir des politiques éducatives au plus près des besoins d'un territoire. Cela nécessite de promouvoir et de conforter le rôle des parents dans la vie des établissements qui accueillent leurs enfants. L'enjeu est de développer une diversité de démarches et d'actions permettant d'associer pleinement les parents à la vie des établissements et collaborer plus étroitement entre professionnel.le.s afin de mutualiser leurs pratiques, leurs outils et leurs expériences sur le sujet.

· Veiller à la santé et au bien-être des enfants et adolescent.e.s

En tant que garants de la sécurité physique, morale et affective des mineurs placés sous notre responsabilité, les enjeux de santé sont au cœur des préoccupations de la communauté éducative. Ces dernières années, l'émergence et la persistance de problématiques de santé physique et mentale chez les enfants et les adolescent.es ne diminuent pas et les partenaires du PEDT souhaitent renforcer leurs actions en ce domaine.
L'école et les structures qui accueillent des enfants représentent un cadre privilégié pour l'éducation à la santé et aux programmes de prévention car, le temps de l'instruction obligatoire, il bénéficie à l'ensemble des enfants et adolescents, quel que soit leur milieu social et familial. Plusieurs thématiques ont déjà été identifiées par les professionnel.le.s et les familles : l'alimentation, l'activité physique et sportive, la lutte contre les stéréotypes sexistes, la prévention des violences, l'exposition aux écrans, la vie relationnelle, affective et sexuelle, ainsi que la santé psychique. Un premier enjeu est de renforcer les actions de prévention en direction des enfants, des adolescents dans l'ensemble des lieux qu'ils fréquentent et de travailler en cohérence avec les acteurs et les ressources disponibles sur le territoire. Un second enjeu est de renforcer les actions de sensibilisation, information et formation à destination des professionnel.le.s, familles et partenaires institutionnels.

· Rendre acteurs les enfants et les adolescent.e.s

L'une des missions fondamentales de la communauté éducative est de développer les compétences des enfants et des adolescent.e.ss pour agir par eux-mêmes sur les sujets qui les concernent et participer à ce qu'on appelle la vie de la cité. En les aidant à s'exprimer, s'interroger, comprendre, choisir et même se mobiliser, la communauté éducative aide à développer leur capacité à agir dans leur établissement, leur ville et, au-delà, dans leur quotidien. En complémentarité avec l'Éducation Nationale, l'engagement de la Ville est de soutenir les actions éducatives permettant aux enfants et aux adolescent.e.s de s'engager concrètement dans le cadre de projets spécifiques ou d'actes d'intérêt général mais aussi de leur permettre de bénéficier d'une plus grande capacité de choix et d'initiatives lors de temps passés au sein des structures qui les accueillent. Pour y répondre, les acteurs éducatifs veilleront à soutenir dans leurs pratiques, par l'usage de méthodes et de dispositifs dédiés, une pédagogie favorisant l'expérimentation et le développement de la capacité d'agir des enfants et adolescent.e.s.

· Répondre aux enjeux du changement climatique

A l'heure du dérèglement climatique et de l'érosion de la biodiversité, la compréhension des enjeux liés à l'écologie concerne prioritairement les jeunes générations qui seront confrontées au XXIème siècle à des situations et problématiques nouvelles et grandissantes. Au sein des structures qui accueillent les enfants et les adolescents, la communauté éducative peut expérimenter concrètement les gestes et pratiques qui favorisent l'adaptation aux nouvelles donnes climatiques : choix alimentaires, lutte contre le gaspillage alimentaire, mobilités douces, recyclage et gestion des déchets, économies d'énergie, développement de la nature et de la biodiversité, etc. L'enjeu est de mettre en place, de manière régulière et ludique, des programmes d'actions qui permettent d'encourager l'engagement des enfants et des adolescent.e.s et de les aider à créer des dynamiques en faveur du climat et de la biodiversité au sein de leurs établissements et dans l'espace public.

· Vivre dans une Ville inclusive

Durant plusieurs décennies, la question du handicap et les politiques publiques qui l'entouraient étaient basées sur un modèle dit d'intégration. L'effort portait sur celles et ceux qui n'étaient pas considérés dans la "norme". À travers le travail, l'école, l'espace public…la société les invitait à venir faire partie du groupe, à la condition de se rapprocher au maximum de ce qui constitue la "norme".
Depuis une dizaine d'années, un modèle dit inclusif a modifié l'approche de ces sujets et étendu le périmètre d'engagement. Au-delà de la question du handicap, la logique d'inclusion concerne aussi les personnes qui connaissent d'importantes difficultés éducatives et sociales. Elle implique une responsabilité collective et oblige chacun et chacune à œuvrer pour une société plus inclusive.
En matière éducative, la Ville d'Auray souhaite poursuivre les actions engagées depuis 2020 en continuant de soutenir les familles concernées, d'adapter les lieux d'accueils et de former les professionnels pour adapter leurs pratiques. En cohérence avec les objectifs de Convention Territoriale Globale (CTG signé en février 2024 avec la CAF) et les actions d'inclusion scolaire menées par l'Éducation nationale, la Ville s'est engagée à promouvoir une démarche permettant à chaque enfant et adolescent de trouver sa place, quelle que soit sa situation personnelle, sur tous les temps.

III. UN PROJET TERRITORIAL A L'ECHELLE DE LA COMMUNE

Introduction

La Ville d'Auray développe depuis 2013 une politique ambitieuse en matière éducative en lien avec les partenaires du territoire (éducation nationale, familles, agents de la ville, caisse d'allocation familiale, services de l'État en charge de la jeunesse et des sports).

La politique éducative locale mise en œuvre par la ville s'exprime dans différents champs d'interventions (sportifs, culturels, associatifs...) et intervient dans le cadre d'actions concrètes sur les temps scolaires, périscolaires et extrascolaires. Celles-ci sont la résultante de collaboration forte entre les acteurs du territoire qu'ils soient publics ou privés. Cette action est inscrite dans le cadre d'un projet éducatif de territoire (PEDT). En effet, depuis la loi sur la refondation de l'Ecole, la règlementation permet que les activités périscolaires, prolongeant le service public de l'éducation, puissent être organisées dans le cadre d'un PEDT.

Son but est ainsi de tirer parti de toutes les ressources du territoire en créant ou renforçant les synergies, afin de garantir une plus grande continuité éducative entre les projets des écoles et les activités proposées aux élèves, en dehors du temps scolaire, mais également pour offrir à chaque enfant un parcours éducatif cohérent et de qualité.

Les précédents Projets Éducatifs de Territoire de la ville d'Auray présentaient les dispositions prises dans le cadre de la réforme du temps scolaire qui induisaient de nouvelles articulations entre les temps familiaux, les temps scolaires et les temps récréatifs, sociaux, associatifs, sportifs, artistiques, culturels passés en dehors de la famille et de l'école. Il présentait l'organisation des actions éducatives mises en place en cohérence avec tous les partenaires.

Renouvelant notre attachement à la complémentarité des acteurs éducatifs au service des enfants et adolescents alréens, ce nouveau PEDT a été élaboré en intégrant la jeunesse (15-25 ans) pour mieux répondre aux besoins du territoire, compte tenu de sa diversité et de ses spécificités.

Il aura aussi une durée de 4 ans (2025-2029) pour synchroniser nos actions sur celles de la Convention territoriale globale portée par la CAF, partenaire éducatif incontournable. Cette nouvelle temporalité devra nous permettre de favoriser son appropriation par les professionnels de l'éducation, de faciliter la durabilité des projets et de construire collectivement une démarche d'évaluation continue.

III. 1 - Les temps d'accueils municipaux

La ville d'Auray a fait le choix de proposer majoritairement aux familles alréennes des accueils sous forme d'accueils de loisirs sans hébergement. Ces accueils **(matin, midi et soir)** font l'objet d'une déclaration auprès du Service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports du Morbihan (SDJES56), et engage la ville à établir un projet pédagogique pour chaque ALSH ainsi qu'à respecter des taux d'encadrement en fonction du type d'accueil (périscolaire/extrascolaire).

- **L'accueil du matin entre 7h30 et 8h30**

L'enfant est accueilli dans les accueils périscolaires situés dans les écoles entre 7h30 et 8h30. Les enfants arrivent de manière échelonnée et sont ensuite conduits dans leur classe dès 8h25 pour les écoles maternelles, accompagnées par des agents de la Ville (ATSEM – Animation). Des activités ludiques et calmes sont proposées aux enfants par les équipes. Les objectifs recherchés sont d'accueillir les enfants avant le temps scolaire en respectant leurs rythmes de vie, leurs besoins et leurs envies et de permettre une transition entre la famille et les accueils périscolaires.

- **La pause méridienne entre 12h et 14h**

Depuis 2022, la ville d'Auray déclare la pause méridienne dans l'objectif de garantir une offre éducative à travers les activités proposées par les animateurs, ainsi que nos différents partenaires. La pause méridienne se conçoit comme un temps éducatif à part entière et conforme aux orientations du Projet Éducatif de Territoire.
La ville d'Auray est garante de l'organisation de la pause méridienne sur les écoles publiques et souhaite promouvoir des activités ludiques spécifiques (activités scientifiques, manuelles, culturelles, sportives) en complément des projets d'écoles et des associations. Ce temps périscolaire concerne un nombre important d'enfants et contribuent à leur épanouissement autant qu'à l'apprentissage de la vie sociale.
Le projet pédagogique de la pause méridienne traduit les grandes lignes d'orientations pédagogiques que la Ville souhaite développer au sein des accueils collectifs.

- **L'accueil du soir entre 16h30 et 19h00**

Dans le cadre de cet accueil, les enfants sont accueillis après le goûter soit à l'accompagnement scolaire ou à l'accueil périscolaire, encadrés par du personnel titulaire d'un diplôme ou d'une qualification dans les métiers de l'animation. Ces accueils périscolaires du soir sont organisés sur les différents sites périscolaires ou sont proposées différentes activités qui permettent de développer la curiosité et les connaissances des enfants. Des activités plus calmes peuvent également être proposées aux enfants qui ont besoin de se ressourcer après leur journée de classe.

L'Accompagnement scolaire et les Clubs Coup de Pouce font partie d'un dispositif (CLAS enfants et CLAS Ados) soutenu par la CAF et conventionné avec la Ville. Les Clubs sont également financés dans le cadre de la Politique de la Ville avec des crédits de l'État qui financement le Programme de Réussite Éducative (PRE).

RENTREE SCOLAIRE 2025-2026

	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI
07H30-08H30	Accueil périscolaire du matin	Accueil périscolaire du matin	Accueil périscolaire	Accueil périscolaire du matin	Accueil périscolaire du matin
08h30-12h00	Temps scolaire	Temps scolaire	Accueil de loisirs	Temps scolaire	Temps scolaire
12h00-14h00	Pause méridienne	Pause méridienne	Pause méridienne	Pause méridienne	Pause méridienne
14h-16h30	Temps scolaire	Temps scolaire	Accueil de loisirs	Temps scolaire	Temps scolaire
16h30-18h00	Accompagnement Scolaire ou Accueil périscolaire	Accompagnement Scolaire ou Accueil périscolaire	Accueil de loisirs A partir de 17h: Accueil périscolaire	Accompagnement Scolaire ou Accueil périscolaire	Accompagnement Scolaire ou Accueil périscolaire
18h00-19h00	Accueil périscolaire du soir	Accueil périscolaire du soir	Accueil périscolaire	Accueil périscolaire du soir	Accueil périscolaire du soir

AURAY
An Alre

III.2 - Les accueils périscolaires

ALSH périscolaire sur 4 sites : - Accueil du matin (7h30 / 8h30) - Accueil du soir (16h30 / 19h)	
Objectifs éducatifs	• Assurer la sécurité physique et affective du public accueilli • Aborder de manière ludique la mise en place des règles de vie en collectivité afin de développer le respect de chacun • Proposer différentes activités permettant la liberté de choix afin que l'enfant prenne du plaisir, développe son esprit critique et apprenne à faire des choix • Contribuer à la socialisation des enfants. Leur permettre de comprendre et de s'approprier les règles de la vie collective dans le respect de l'autre
Quelques actions ...	• Installation d'espaces dédiés à la pratique de la lecture, au repos... • Activités manuelles, parcours de motricité ou activités sportives, jeux de société, animations lectures... • Etude surveillée le soir à l'école du Loch et à l'école Rollo, pour que les élèves puissent faire leurs devoirs, apprendre leurs leçons et ainsi bénéficier de vraies soirées libérées. Le travail s'effectue en petits groupes de développer la stimulation, l'entraide et la solidarité.

Temps méridien : - de 12h à 14h	
Objectifs éducatifs	• Développer et favoriser les échanges entre les enfants et avec les encadrants de l'équipe d'animation • Offrir aux enfants un cadre sécurisant et de bien être • Éduquer au goût et réduire le gaspillage alimentaire • Impliquer l'enfant dans le choix des activités en proposant des activités diversifiées et adaptées.
Quelques actions ...	• Restauration : Animations autour du tri et du gaspillage alimentaire sur le temps de la restauration • Projets Sportifs autour de la découverte de nombreuses activités sportives Olympiques et Paralympiques. • Mise en place de la Papothèque : lieu d'échanges, de dialogues, d'expression et de recueil de la parole avec un animateur formé au programme Phare. • Animation « Autour du livre » en maternelle et élémentaire dans les BCD avec des animateurs formés par la Médiathèque.

FOCUS - Animation BCD

La Ville d'Auray souhaite développer la mise en place des projets autour du livre et valoriser les pratiques de l'animation lecture.

Après avoir suivi une formation à la médiathèque de la Ville, les agents prennent en charge la gestion d'un espace lecture. Ils et elles mettent en place sur le temps méridiens des projets permettant d'accompagner les enfants dans la découverte de la lecture et du plaisir au contact des livres…

Chaque année la Ville développe le fond documentaire de ces espaces et assure aux agents un lien continu avec l'actualité de la littérature jeunesse. Ces espaces souvent délaissés par manque de temps ou de moyens dans les écoles deviennent de veritables outils au service des enseignant.e.s et un prolongement des projets portés par services culturels de la Ville.



FOCUS Cour d'écoles végétalisées

La Ville d'Auray mène une politiqe volontariste pour répondre aux enjeux climatiques. Depuis 2020, un programme de végétalisation des cours d'école est à l'oeuvre.
L'objectif des réaménagements est d'agir sur l'infiltration des eaux pluviales, sur l'effet d'îlot de chaleur que présentent les cours minérales et de préserver la biodiversité.

De plus, cette réflexion sur les aménagements permet de créer dans les cours d'écoles des espaces diversifiés permettant plus d'inclusion et d'égalité fille / garçon. Ces démarches servant aussi de support d'actions pédagogiques menées avec les enfants pour sensibiliser les enfants aux enjeux sociaux (le bien vivre-ensemble) et écologiques (cycle de l'eau, lutte contre le gaspillage...).



Accompagnement scolaire : de 16h30 à 18h	
Objectifs éducatifs	• Offrir au côté de l'école l'appui et les ressources dont les élèves ont besoin pour réussir à l'école. • Permettre aux enfants en difficulté, en situation de fragilité, de progresser par un travail individualisé ou en petit groupe, avec des outils et des activités adaptées, et travailler sur la valorisation, l'estime et la confiance en soi. • Compenser les inégalités qui subsistent dans l'accès à la culture et au savoir.
Quelques actions ...	• Mise place d'activités ludiques adaptées aux difficultés. • Jeux en collaboration, pour favoriser l'échange et l'entraide. • Mise en place d'un concours de lecture pour valoriser les participants.

Clubs Coup de Pouce (CLE – CLEM – CLA) :

de 16h30 à 18h

Objectifs éducatifs	• Un dispositif d'accompagnement à la scolarité de la ville pour les enfants en quartier prioritaire de la politique de la ville • À destination d'élèves repérés fragiles au niveau des apprentissages par les enseignants et ayant besoin de vivre plus de situations de réussite • Des activités centrées sur l'aide aux devoirs, l'acquisition de l'autonomie, l'envie d'apprendre, la confiance en soi • Un soutien à la parentalité • Des accompagnateurs formés qui travaillent en partenariat avec les enseignants
Quelques actions ...	• Cérémonie d'ouverture et de clôture en Mairie • Ateliers délocalisés à la médiathèque dans l'année • Échanges avec des clubs d'autres régions

III.3 - Le mercredi / ALSH Arlequin

L'organisation de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement est fixée dans le cadre de la Charte du Plan Mercredi, respectant quatre axes :

- La complémentarité et la cohérence éducative des différents temps de l'enfant
- L'accueil de tous les publics
- Mise en valeur de la richesse des territoires
- Le développement d'activités éducatives de qualité

Les activités périscolaires du mercredi s'intègrent dans le cadre du Plan Mercredi s'appuyant sur un partenariat entre les collectivités, les services de l'état et la CAF (MSA) pour répondre à des besoins éducatifs identifiés sur le territoire, il peut ainsi contribuer à une politique de réussite éducative pour tous, et à favoriser l'accès de tous (y compris les enfants en situation d'handicap) aux pratiques de loisirs éducatifs.
Le Plan mercredi est prioritairement centré sur les activités périscolaires destinées aux élèves des écoles primaires et du secondaire en particulier le mercredi et les petites vacances.
Ces activités périscolaires sont organisées à l'ALSH « Arlequin » (multisites), qui se situe au cœur du quartier prioritaire Politique de la ville pour les primaires et à l'Espace Jeunesse récemment installé proche du nouveau skate parc, peu éloigné du quartier prioritaire.

POURQUOI LA MISE EN ŒUVRE D'UN ACCUEIL EN MULTI-SITES ?

Après la fin des Temps d'Activités Périscolaires et le retour de la semaine à cinq jours, le mercredi matin a entraîné une demande croissante de la part des familles avec notamment une augmentation du nombre d'enfants d'âge maternel.
Aussi, les élus et les équipes de la Direction de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse ont souhaité garantir un accueil de qualité pour les enfants en mettant en place un fonctionnement en multi-sites.
La volonté de mettre en œuvre cet accueil est de répartir au mieux l'ensemble des enfants, dans des locaux adaptés et à proximité immédiate de l'accueil de loisirs. C'est également d'adapter le fonctionnement aux rythmes et la capacité des enfants en fonction des âges et du nombre d'enfants.
L'organisation en multi-sites permettra aussi de rendre plus effectif l'accessibilité aux loisirs à l'ensemble des enfants, de répondre à un besoin de garde des familles tout en développant des projets éducatifs de qualité répondant aux attentes des élus, des partenaires, des familles et des principaux bénéficiaires, à savoir les enfants.

"Rendre acteurs les enfants et les adolescents"

L'organisation -6 / +6 est un engagement pour un accueil éducatif qui prend en considération plusieurs principes :

- Accueillir dans la continuité : créer des passerelles et échanger sur les pratiques pédagogiques faire le lien avec les différents acteurs en considérant l'accueil collectif et individuel

- Former pour mieux accueillir : favoriser les postures professionnelles en laissant l'enfant prendre des initiatives, et soutenir la professionnalisation de l'équipe d'animation

- Accueillir dans un projet : affirmer les enjeux éducatifs au sein du projet et les moyens nécessaires pour prendre en compte les besoins des mineurs

- Accueillir pour faire grandir : responsabiliser et construire l'autonomie, mise en place d'une organisation favorisant le choix de l'enfant, des espaces d'initiative et de participation.

Un binôme de direction ALSH multi-sites déchargé et titulaire d'un diplôme professionnel pour + 80 mineurs		
Maternelle Tabarly	**Élémentaire Tabarly**	**Arlequin**
Accueil – 6 ans	Accueil + 6 ans	
72 enfants maximum Taux d'encadrement : 1/10	72 enfants maximum Taux d'encadrement : 1/14	
Une équipe d'animation composée de 8 agents dont une directrice	Une équipe d'animation composée de 8 agents dont un directeur	

ALSH Arlequin multi-sites :

Mercredis / 3-12 ans

Objectifs éducatifs	• Contribuer à la socialisation des enfants. Leur permettre de comprendre et de s'approprier les règles de la vie collective dans le respect de "l'autre". • L'apprentissage des valeurs individuelles (respect de sa santé, autonomie, dépassement de soi ...) et sociales (non-violence, acceptation de la diversité et de l'altérité, capacité d'adaptation ...) permettent aux enfants de se structurer et d'élaborer leur propre identité. • Offrir une offre éducative adaptée à leurs besoins et envies. • Favoriser le choix de l'enfant, lui permettre d'avoir son libre arbitre sur les différentes activités qui lui sont proposées, voire de ne rien faire avec des temps individualisés dans des lieux adaptés.
Quelques actions ...	• Veiller au choix de l'enfant : système d'inscription et passage d'une activité à l'autre • Conseil Citoyen des Enfants (CCE) • Rencontres intergénérationnelles avec les résidents du Bocéno et passerelle entre les âges (Petite Enfance, Jeunesse). • Activités sportives et culturelles proposées sous forme de stages ou de projets en lien avec les projets d'écoles ou municipaux : animations autour des potagers des écoles, projet culturel sur le Chat Noir, projet avec les céramistes de la Ville, animations à la ferme de Rostevel, découverte de différentes activités sportives...

FOCUS - Conseil Citoyen des Enfants (CCE)

Ce dispositif remplace le Conseil Municipal des Enfants, et ne nécessite pas d'élections, mais une adhésion à la mise en place de projets concrets pour améliorer la vie quotidienne des habitants (enfants et adultes). Il est pensé comme un lieu d'expression, de participation à la vie de la commune et de compréhension de la vie de la collectivité.

Tous les enfants de CM1-CM2 habitant ou étant scolarisés sur la ville d'Auray peuvent proposer un projet et participer à la création de l'ensemble des projets sélectionnés.

Les animateurs passent dans chaque école pour recenser les idées de projets des enfants. Les projets jugés réalisables sont présélectionnés et les enfants votent pour leurs projets préférés. Les projets sont classés par ordre de préférence et seront réalisés par ordre d'arrivée au classement.

Les projets menés en 2025 concernent le gardiennage des animaux, la lutte contre le harcèlement scolaire, la création d'un espace sportif ouvert et la mise en place d'une nouvelle structure de jeux dans un des parcs de la Ville.



IV – LES ACTIONS EDUCATIVES SUR LE TEMPS SCOLAIRE

La Ville d'Auray propose depuis de nombreuses années un panel d'actions en direction des scolaires de la commune.
Entre novembre 2023 et septembre 2024, un groupe de travail (DEEJ, Athéna, Médiathèque, archives et patrimoine, école de musique) s'est réuni régulièrement pour fixer le cadre (contenu, fonctionnement, communication), et créer un outil commun.
Depuis la rentrée 2024-2025, les principaux services organisateurs de la Direction de l'Action Culturelle et de la Direction Éducation, Enfance, Jeunesse ont uni leurs forces pour **proposer une offre commune à destination des établissements et des enseignants**.
Cette offre se décline en **3 grands formats d'actions** :
- actions ponctuelles,
- parcours, qui réunissent les trois dimensions de l'éducation artistique et culturelle (connaître, rencontrer, pratiquer) autour d'une thématique, organisés en transversalité interservices dès que possible et pertinent,
- projets identifiants de longue durée (ex : Orchestres à l'école).

Les propositions de contenus ont été envoyées aux établissements fin août, pour une préinscription courant septembre et une validation fin septembre.

Un **comité de pilotage réunissant les services de la Ville et les conseillères-ers pédagogiques de l'Éducation Nationale s'est réuni pour donner son avis sur chaque demande**, en fonction de sa pertinence, des moyens disponibles et d'une équité d'accès (par école, par classe et par niveau).

L'objectif est double : proposer une **offre plus lisible** aux établissements scolaires (objectif DEEJ) et **permettre à chaque enfant scolarisé à Auray de découvrir au fil de sa scolarité différents savoirs, différentes œuvres et différents professionnels afin de devenir un citoyen curieux et conscient** (objectif commun DEEJ et DCDC : le projet culturel voté en mars 2024 intègre la volonté du 100% EAC).

Cette nouvelle façon de faire permet de partir des capacités à faire, des compétences des services de la Ville, de les croiser avec les besoins et les projets des établissements scolaires et des enseignants, afin de proposer un ensemble de propositions adaptées et équilibrées, réparties de la manière la plus équitable possible.

Le contenu proposé et les parcours pourront évoluer chaque année, en fonction des échanges et des besoins remontés. Une rencontre aura lieu au premier semestre 2025 avec les équipes enseignantes afin de partager un premier bilan et les perspectives, en vue de la préparation des propositions 2025-2026.

Parmi les **pistes d'amélioration** déjà repérées, cette offre pourrait encore être élargie à l'ensemble des services de la Ville (Service développement durable, Sport…), et à terme elle pourrait être proposées sur une plateforme de réservation en ligne.

EAC et EDD

« L'éducation artistique et culturelle (EAC) est une éducation à l'art et une éducation par l'art. C'est un parcours cohérent qui associe la fréquentation des œuvres, la rencontre avec les artistes et les professionnels de la culture, l'acquisition de connaissances et la pratique artistique.
L'éducation au développement durable (EDD) permet d'appréhender la complexité du monde dans ses dimensions scientifiques, éthiques et civiques. Le développement durable étant compris comme une démarche de rétablissement d'équilibres dynamiques entre l'environnement, le monde social, l'économie et la culture.
En contribuant au développement de la créativité et de l'esprit critique des enfants et des jeunes, EAC et EDD leur permettent de donner du sens à leurs expériences et de mieux appréhender le monde. «
Ministère de l'Éducation Nationale

IV.1 – La médiathèque

- **Le prêt de documents :** chaque enseignant.e des établissements alréens peut bénéficier gratuitement d'une carte d'abonné, lui permettant d'emprunter et de réserver des documents pour sa classe.
- **Les parcours thématiques** : un cycle de rencontres en lien avec le projet de service et l'actualité culturelle de la médiathèque (expositions, rencontres d'auteurs, etc.), ou encore avec des thématiques de territoire et de société (EMI, histoire de l'art breton, etc.).
- **Les rendez-vous ponctuels :** des interventions courtes sur des sujets variés autour du livre, de la musique, du cinéma et du numérique, adaptées aux projets pédagogiques des enseignants.
- **Les partenariats sur projet :** à la demande des enseignant.e.s.
- **Les visites découvertes** : une première immersion pour les élèves ne connaissant pas la médiathèque : présentation des espaces, des collections, des systèmes de classement et des outils de recherche. Un moment ludique où chaque enfant repart avec un document emprunté.
- **Les visites en autonomie :** un temps dédié aux enseignant.e.s et à leurs classes pour découvrir librement la médiathèque, mener des recherches documentaires et emprunter des ouvrages en toute autonomie.
- **Les valises thématiques :** composées d'au moins 30 ouvrages sur un même sujet (ex. : développement durable), ces valises offrent une documentation riche et adaptée. Elles accompagnent les élèves dans leur découverte du monde, éveillent leur curiosité et développent leur goût pour la lecture.

IV.2 - Les ateliers du patrimoine

- **(du CP au CM2)** : de septembre à juin, les élèves sont invités à découvrir Auray lors d'ateliers pédagogiques permettant de les sensibiliser à leur environnement et d'illustrer un pan du programme scolaire à partir d'exemples locaux et concrets. Les ateliers se déroulent sous forme de journées ou de demi-journées et peuvent être réalisés en classe, dans une des salles de l'ancienne prison royale ou en ville.
- **Les parcours et les partenariats sur projet : à** la demande des enseignant.e.s, le service peut être accompagnateur dans la réalisation d'un projet éducatif.
- **La consultation d'archives : l**e service peut transmettre des numérisations de document d'archives pour illustrer un cours ou accueillir les enseignant.e.s pour consulter des documents d'archives.

IV.3 - Le Centre Culturel Athéna

L'éducation artistique et culturelle à l'école vise trois objectifs :
> permettre à tous les élèves de se constituer une culture personnelle riche et cohérente tout au long de leur parcours scolaire,
> développer et renforcer leur pratique artistique,
> permettre la rencontre avec les artistes et les œuvres, la fréquentation de lieux culturels.

Au cours de la saison, le Centre Culturel propose aux élèves différents spectacles, ainsi que des rendez-vous et des ateliers avec des artistes pour répondre à ces objectifs.

Un partenariat avec le centre de loisirs permet de proposer des visites de coulisses et des sorties spécifiques.

IV.4 - Les projets culturels spécifiques à chaque établissement scolaire

L'art et la culture contribuent à la dimension sensible de l'éducation, participant à l'épanouissement des élèves comme à la capacité à penser par soi-même. La Ville, avec différents partenaires, propose à chaque école élémentaire un dispositif structurant de découverte et de pratique culturelle.

Primaire Tabarly - Orchestre à l'école et parcours musical dès le CP à l'école Tabarly
Dans le cadre de son projet culturel, la municipalité d'Auray souhaite développer des actions culturelles à destination de tous les publics.
Ce projet s'inscrit dans les priorités du ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Il encourage le développement de la pratique instrumentale et orchestrale à l'école.
Ce projet d'Éducation Artistique et Culturelle est soutenu financièrement par le Département du Morbihan qui, dans le cadre de son schéma départemental des enseignements artistiques, mène une politique à destination du milieu scolaire.
Il est également soutenu par l'Association Orchestre à l'école, mécène national qui a accompagné à ce jour la naissance de plus de 1400 Orchestres en France.

Projet artistique, pédagogique et éducatif, une classe orchestre, aussi appelée Orchestre à l'École est une occasion unique pour les enfants d'un territoire d'expérimenter la "vie collective" sous le prisme de la pratique artistique.

Depuis septembre 2021, l'école de musique d'Auray s'est investie dans la création de deux Orchestres à l'École (ensemble d'une classe d'âge sur les classes de CM1 et CM2), leur suivi et leur développement.

Un atelier musical hebdomadaire d'1h30 (45 mn d'instrument et 45 mn de travail en orchestre) est proposé et accompagné par six enseignants de l'école de musique.
La Ville a fait l'acquisition d'une soixantaine instruments auprès de partenaires locaux (saxophones, violons, violoncelles, batteries/ percussions, guitares et trompettes). Ceux-ci sont mis à disposition des élèves et de leur enseignant, y compris à domicile, sur toute la durée du projet (2 ans).

Des restitutions publiques des musiciens ont lieu lors des grands événements de l'année : Vœux de la Municipalité, Carnaval, Festival Méliscènes et de la Fête de la musique par exemple.

Ce dispositif s'est élargi pour proposer un parcours artistique et culturel riche dès l'entrée en CP, grâce au financement du fonds d'innovation pédagogique.

Primaire Rollo – Projet EAC Marionnettes (en cours d'écriture)
Suite aux deux premiers échanges avec les agents culturels de la Ville, l'équipe enseignante de l'école a retenu les arts de la marionnette comme base de son projet EAC structurant. Ce domaine artistique est un marqueur de la vie culturelle et artistique alréenne. Les équipes du centre culturel Athéna entrent dans un travail de co-construction avec l'école pour concevoir un projet sur-mesure, qui pourra s'appuyer sur des atouts majeurs dans ce domaine, dont le festival Méliscènes, chaque année au mois de mars. Le démarrage est prévu pour la rentrée 2025-2026.

Primaire les rives du Loch - ICulture bretonne, culture locale, avec une Klas'Dañs

En dialogue avec l'équipe pédagogique, et dans le prolongement de la Klas'Dañs animée avec une classe de CM2 depuis 3 ans, et en partenariat avec la confédération Kenleur, un projet EAC structurant autour de "culture bretonne, culture locale" se met en place depuis 2024-2025. Unissant les énergies des équipes de l'école, de Kenleur et de la Ville (animateurs.rices, bibliothécaires, médiatrice du patrimoine), le projet vise à aller à la rencontre de la culture bretonne à partir de la matière traditionnelle - danses, chants, musiques, patrimoine... - resituée dans son contexte, son environnement et son histoire. En plus de la Klas'Dañs qui aboutit chaque année à une création artistique pour laquelle les élèves adaptent un répertoire traditionnel à notre époque, une semaine entière d'ateliers permettra à l'ensemble des élèves de découvrir et d'expérimenter la matière culturelle de Bretagne, que ce soit par les arts visuels, le spectacle, la littérature ou le patrimoine. Cette semaine s'achèvera par une ouverture de l'école le vendredi à tous et toutes, pour découvrir les résultats de ce travail collectif, lors d'un temps festif

IV.5 - Les classes découvertes proposées aux écoles

Le site de Ker Yvonnick :

Le centre de Ker Yvonnick est implanté en bord de mer à Locmariaquer, près de la pointe de Kerpenhir. Il est à 150 mètres des plages et proche des sites mégalithiques de Locmariaquer, de parcs ostréicoles, des espaces naturels du Conservatoire du littoral et de la base de voile.

Les locaux :

Le centre se compose de trois bâtiments, situés sur un espace clos arboré, équipé d'un terrain de foot enherbé et de plusieurs structures de jeux.
L'hébergement d'une capacité de 30 places maximum comprenant 6 chambres ainsi que douches et toilettes (accessibilité PMR). Possibilité de 20 couchages supplémentaires en tipis ou en tentes canadiennes !
La salle polyvalente pouvant accueillir 1 classe, avec un coin lecture et un garage atelier attenant.
La salle de restauration d'une capacité de 80 places avec une cuisine équipée et une salle d'activité supplémentaire pouvant accueillir une vingtaine de personnes. S'y trouve également une infirmerie avec 2 lits, des vestiaires et des sanitaires adaptés à tous âges.
Les installations font l'objet de contrôles spécifiques : commission de sécurité, services vétérinaires et sont agréées par l'Inspection Académique du Morbihan et le Service Départemental à la Jeunesse, l'Engagement et aux Sports.

Périodicité :
De mars à juin et de mi-septembre à mi-octobre, qu'il s'agisse pour l'enseignant de souder sa classe en début d'année scolaire et/ou de travailler sur site en cours d'année les nombreux thèmes proposés. Les séjours sont envisagés à la semaine ou à la journée.

Activités pédagogiques et public :
L'équipe d'animation est à la disposition des enseignants pour les aider à monter leur projet. Les animateurs interviennent comme personnes ressources et peuvent répondre aux demandes des écoles élémentaires, maternelles et des classes ULIS (unités localisées pour l'inclusion scolaire). Nous nous attachons à privilégier le travail de terrain : voir, toucher, sentir, chercher, comprendre, agir, profiter d'un environnement. Le centre de classes de découvertes s'inscrit dans une démarche de sensibilisation au respect de l'environnement.
Ces animations se développent par le biais de différentes approches :
- Découverte de différents milieux naturels (dunes, estran, prairies, forêt arrière dunaire...), de leurs flores et de leurs habitants ainsi que les relations qui les lient.
- Observation, écoute, expérimentation, recherche, reconnaissance, compréhension, en apprenant à utiliser des outils adaptés (éveil aux 5 sens, ornithologie, aquarium tactile...).
- Développement du sens créatif, de la dextérité, de la curiosité, et de l'imagination (land art, musique verte, atelier du néolithique, balade contée...).
- Sensibilisation aux enjeux environnementaux et patrimoniaux (sensibilisation et protection de la faune et de la flore marine et côtière, tri, fabrication de papier recyclé, atelier zéro-déchet, sortie mégalithes...).
Les grands jeux, organisés en fin de semaine, permettent d'évaluer les connaissances acquises durant la semaine par les enfants, ainsi que leur satisfaction vis à vis du séjour.

De plus, des sorties ponctuelles sont proposées dans les écoles entre octobre et février :

- « Nature autour de l'école », dans les alentours des écoles,
- « De la graine à l'assiette », sur le site de la ferme municipale de Rostevel,
- « Ateliers robotiques », dans les écoles.

À partir de la rentrée 2025, des parcours sportifs seront également proposés dans les écoles.

V – L'EXTRASCOLAIRE / 6-12 ANS

L'accueil de loisirs Arlequin est ouvert durant toutes les périodes de petites vacances, encadré par une équipe d'animation, diplômée BAFA ou d'une autre qualification pour exercer dans les métiers de l'animation.
Les enfants seront regroupés en 2 tranches d'âges afin de respecter leurs rythmes et leurs besoins :

- -6 ans (capacité d'accueil : 72 places)
- +6 ans (capacité d'accueil : 72 places)

Des projets d'animation sont mis en place par l'équipe d'animation répondant aux critères des objectifs du PEDT, co-construit en équipe. Ces projets d'animation sont menés de manière à respecter une certaine progressivité pédagogique avec une réalisation finale (spectacle, olympiades, fresque, atelier parent/enfant...). L'objectif est de valoriser l'investissement des enfants.
Des activités "passerelles" sont mises en place, pour permettre aux enfants d'évoluer dans les services au fur et à mesure de leurs besoins entre les fonctionnements –6/+6 ans afin d 'accompagner le changement avec le pôle petite enfance (crèche multi-accueil, LAEP et RAM) pour les 3 ans et avec l'espace jeunesse à partir du collège pour les 10 - 12 ans

Un binôme de direction ALSH multi-sites déchargé et titulaire d'un diplôme professionnel pour + 80 mineurs		
Maternelle Tabarly	**Élémentaire Tabarly**	**Arlequin**
Accueil – 6 ans	Accueil + 6 ans	
72 enfants maximum Taux d'encadrement : 1/8	72 enfants maximum Taux d'encadrement : 1/12	
Une équipe d'animation composée de 8 agents dont une directrice	Une équipe d'animation composée de 8 agents dont un directeur	

Durant l'été, l'accueil se dédouble sur deux structures : ALSH Arlequin et Ker Yvonnick. Ce choix permet de multiplier les opportunités pédagogiques et nécessite la mise en place d'une organisation différente.

ALSH Arlequin:

Grandes Vacances - Capacité d'accueil : 96 places

Objectifs éducatifs	• Par des stratégies diversifiées, élargir les centres d'intérêt des enfants, valoriser leurs acquis et renforcer leur autonomie personnelle. • Travailler sur le choix de l'enfant, pour permettre aux enfants d'être acteurs de leur journée, dans le respect de leurs rythmes et de leurs envies. • Travailler sur l'accueil et la communication avec les parents, valoriser les activités mises en place tout au long de l'été et les projets réalisés sous différentes formes : photos, animations radio ou vidéo, spectacle, ateliers parents-enfants. • Participer à l'ouverture culturelle, sportive et éducative pour TOUS et TOUTES.
Quelques actions ...	• Participation aux temps forts de l'été mis en place par la Politique de la Ville : Mercredi Festif, Utopia (grimper aux arbres), Cirque Équilibre, • Terrain d'Aventure avec le centre social Cabanatous • Mise en place d'activités ou de projets avec différents partenaires associatifs : Ludothèque, PLA, club de kayak... • Sorties dans les parcs de loisirs ou sites naturels environnants.

FOCUS – Terrain d'aventures avec la CABANATOUS

Un terrain d'aventures c'est un lieu d'accueil libre. C'est à dire sans inscription où l'enfant a la liberté de venir et repartir idéalement lorsqu'il le souhaite.
Les constructions sont imaginées et construites par et avec les personnes présentes. Les animateurs et animatrices (bénévoles comme salarié·es) accompagnent sur des techniques de constructions. Le terrain d'aventure est un instrument au service de l'importance des activités libres dans le développement de l'enfant. Il vise aussi à repenser la place de l'enfant dans la Ville et favoriser son autonomie.

En partenariat avec le centre social, l'expérimentation d'un Terrain d'Aventures à Auray a été nourrie par les expériences vécues et animées depuis 2018 par les CEMEA (mouvement d'éducation populaire) et un certain nombre d'acteurs et d'actrices présents sur des quartiers prioritaires de France (centres sociaux, services municipaux, associations, ...).



ALSH KER YVONNICK

Grandes Vacances - Capacité d'accueil : 48 places

Objectifs éducatifs	• Contribuer à la socialisation des enfants. Leur permettre de comprendre et de s'approprier les règles de la vie collective dans le respect de "l'autre". • Mise en place d'un projet d'animation répondant aux critères des objectifs du PEDT, coconstruit en équipe d'animation et de direction. • Profiter des bords de mer et de la nature environnante dans cet écrin situé entre Océan Atlantique et Golfe du Morbihan. • Participer à l'ouverture culturelle, sportive et éducative pour TOUS et TOUTES.
Quelques actions ...	• Animation Nature, Stage Voile ou Kayak, fresques, olympiades, animation radio, stage de Cirque, spectacle de danse Hip-Hop, spectacle de Théâtre... • Activités spécifiques du bord de mer.

V.2 - Les séjours :

Au total, plus d'une quinzaine de séjours sont proposés par la Ville d'Auray, à destination des enfants âgés de 3 à 17 ans, aux vacances de Printemps, d'été et d'Automne.
Plus d'un tiers des séjours sont organisés au centre de Ker Yvonnick à Locmariaquer. Les autres se font sous tentes dans des campings en Bretagne. Ces séjours durent de 2 à 10 nuits.
Un séjour lointain est organisé chaque été. Certaines années, des échanges se font avec les villes jumelées avec Auray, à savoir Utting en Allemagne et Ussel en Corrèze.

L'organisation pédagogique :
En amont du séjour, l'équipe d'animation prépare ensemble le séjour avec les jeunes (organisation des temps de vie quotidienne, règles de vie, d'hygiène et de sécurité, choix des menus et des activités). L'équipe encadrante se réunit en amont pour préparer et vérifier le matériel, faire le bilan des fiches sanitaires des enfants et préparer le projet pédagogique du séjour).
L'équipe d'animation est là pour faire passer les meilleures vacances possibles aux enfants, tout en étant vigilant sur leur sécurité physique, morale, affective. Chaque séjour doit permettre à chacun de trouver son rythme et sa place au sein du groupe pour oser entreprendre, apprendre à se gérer et à s'exprimer.

La composition des campements l'été :
Les enfants dorment dans des tentes disposées en cercle, afin de fermer le camp à toute intrusion. Les animateurs disposent leurs tentes autour des enfants, afin de fermer le campement.
Ils disposent également d'une tente cuisine, afin de préparer les repas et de stocker les aliments, d'une tente infirmerie, et d'une grande tente marabout (pour les repas ou comme coin loisirs pour se retrouver en groupe (surtout si la météo est mauvaise).

Les objectifs des séjours :

La politique éducative de la ville d'Auray est fondée sur quatre grandes valeurs : la famille, la citoyenneté, la solidarité et la tolérance.

Voici les grands objectifs du séjour :

- Permettre aux enfants de vivre et de s'amuser au sein d'un groupe,
- Aider les enfants à être autonomes dans un cadre différent,
- Responsabiliser les enfants dans les tâches quotidiennes,
- Aider les enfants dans l'apprentissage du respect sous toutes ses formes,
- Favoriser le développement de la personnalité de chacun,
- Faire découvrir aux enfants la vie collective en camping.

La ville d'Auray a à cœur de favoriser l'inclusion de tous les enfants, notamment les enfants porteurs de handicap et issus de milieux sociaux défavorisés (encadrement supplémentaire, aménagement matériel, tarifs adaptés aux quotient familiaux).

L'autonomie des enfants :

Chaque enfant a un rythme et des besoins différents, le but des séjours n'est pas de pousser les enfants à être dans les temps, mais de les faire s'organiser par eux-mêmes afin qu'ils passent un bon séjour. Des temps calmes et des temps libres sont proposés chaque jour.

Dès le début du camp, nous organisons des jeux de connaissances entre les enfants, afin de faciliter l'intégration de chacun au sein du groupe.

Pour une bonne implication des enfants dans l'organisation du camp, ils seront amenés à :

- Aider à monter et à démonter le campement,
- Élaborer et cuisiner des menus équilibrés (recherche en équipe dans les livres de cuisine, épluchages, confection des repas),
- Participer aux tâches quotidiennes (dressage et débarrassage de la table, vaisselle, courses, rangement de la tente, gestion de ses affaires.),
- Nettoyer sa tente (défi de la météo des tentes),
- Dialoguer tous ensemble chaque soir au début du dîner (bilan journalier).
- Respect du rythme de chacun,

VI – LA JEUNESSE

VI.1 - Le service Information Jeunesse (SIJ)

L'équipe est constituée de deux professionnelles qui ont la charge de l'animation de la SIJ, (un agent a 80 % et un agent à 50% SIJ). Elles ont une connaissance du public jeunes et sont capables d'initier des passerelles entre la SIJ, l'accueil jeunes, les activités jeunesse et les projets de jeunes.
Elles travaillent en collaboration avec l'équipe du service jeunesse (1 réunion hebdomadaire), ce qui permet de travailler en transversalité sur différents projets et de faire du lien entre les projets d'animation et l'information jeunesse.
Titulaires d'un DUT Carrières sociales / Animation socio-culturelle, elles ont suivi la formation initiale de base du CRIJ Bretagne, obligatoire à l'exercice de leurs fonctions et participent de manière régulière aux réunions départementales du réseau IJ.
Dans le cadre de la professionnalisation du réseau, les animatrices IJ ont suivi des formations proposées par le CRIJ Bretagne : « Formation initiale Animateur Informateur Jeunesse », « Animer l'information », « Appropriation et usage professionnels des réseaux sociaux ».
En 2025, le SIJ a obtenu la reconduction du label « Information - Jeunesse » pour une durée de 6 ans.

Lieux d'accueil et horaires d'ouverture
La Structure Info Jeunes d'Auray (ci-après dénommée SIJ) est une structure municipale, rattachée depuis 2009 au service jeunesse municipal
La structure se situe au sein de l'espace jeunesse

Horaires
En période scolaire du mardi au samedi de 13h30 à 17h30
En période de vacances du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 17h
La SIJ a également développer énormément le hors les murs en le contractualisant par le biais de conventions avec les écoles et les établissements scolaires du secondaire.

L'accueil au sein de la structure
L 'accueil est gratuit, anonyme, personnalisé et modulé selon la demande : de la mise à disposition d'auto-documentation à l'entretien plus adapté à une relation de conseil, d'aide à la démarche et à une approche globale des projets ou du parcours individuel du jeune.
L'information des jeunes traite de tous les sujets qui les intéressent ou les concernent dans leur vie quotidienne et l'exercice de leurs droits, notamment : enseignement, formation professionnelle et permanente, emploi, vie pratique, transports, santé, culture, sports, loisirs, vacances… Des ateliers sont également proposés.

Le travail en partenariat
Le SIJ a développé au fil des ans un travail en réseau avec les autres services de la ville, structures jeunesse et organismes intervenants auprès des jeunes sur des champs d'interventions variés : Accès aux droits, logement, mobilité, santé... Prévention conduites à risques, utilisation réseaux sociaux (harcèlement)...

Les différentes actions menées :

- "S'engager"

L'accompagnement des projets de jeunes
La SIJ a pour but d'initier et accompagner les jeunes dans leurs démarches de projets. Des séances de méthodologie de projet sont proposées aux lycéens sur le temps scolaire. Parallèlement sur le temps d'accueil, l'animatrice accompagne les jeunes sur leurs projets individuels et de groupe. Le SIJ propose des aides financières à la mobilité, au BAFA, et aux projets de jeunes.

Atelier 2 tonnes sur la sensibilisation à l'empreinte carbone
Les animatrices se sont formées pour pouvoir proposer cet atelier qui propose aux participants d'explorer le futur en équipe et d'essayer de limiter le changement climatique en atteignant ces fameuses 2 tonnes par an et par personne d'émission de CO2, d'ici à 2050.

- "Construire son parcours"

Les interventions dans les établissements scolaires
Les partenariats avec les établissements scolaires du 1er et 2nd degré font l'objet de conventions. À la demande des établissements, ce nombre d'heures croit régulièrement. Une fois par semaine (le jeudi midi), une animatrice du SIJ propose une permanence dans le hall du lycée Benjamin Franklin sur le temps méridien pour pouvoir rencontrer les lycéens et leur permettre de prendre connaissance des ateliers mis en place par le SIJ.

Accompagnement rédaction de CV et de lettre de motivations pour la recherche de stage ou de job d'été.
Les animatrices proposent ce service à la demande.

Accompagnement pour Parcours Sup' sur rendez-vous individuel.
Le SIJ propose des rendez-vous orientations aux jeunes en formation initiale ou continue afin de définir leur(s) projet(s).
Les animatrices accompagnent également les jeunes dans la rédaction de leur lettre de motivation pour Parcoursup.

- **“Accéder à ses droits”**

Cérémonie de citoyenneté

Depuis plusieurs années, la ville organise la cérémonie de citoyenneté pour les jeunes de 18 ans. Ils sont conviés par la municipalité en salle du conseil à participer à la cérémonie de citoyenneté au cours de laquelle leur carte d’électeur et un livret de citoyenneté leur est remis.

Les animatrices de l’IJ ont la charge de l’organisation et après la prise de parole du maire, elles présentent les aides proposées par la mairie à destination des jeunes.

- **“Prendre soin de soi”**

Les classes de CM2 (écoles publiques et privées) bénéficient si elles le souhaitent de 6 séances chacune de 2h autour des compétences psychosociales (résister à la pression du groupe, exercer son sens critique, découvrir ses besoins, exprimer ses émotions, développer l’estime de soi…) avec l’outil PAPILLAGOU (jeu crée à l’origine par l’ANPAA, et modifié par les animatrices pour répondre aux thématiques et besoins des jeunes en 2024).

À ce jour 5 classes en bénéficient sur le territoire (Écoles Tabarly, du Loch, Gabriel Deshayes)

La demande d’agrément est renouvelée tous les ans auprès de la DSDEN 56

- **"Accompagner la parentalité”**

Des temps d’échanges appelés les “jeudis des parents” sont proposés aux parents d’ados où l’on peut venir échanger avec d’autres parents intéressés par la thématique pour confronter leurs éventuelles difficultés éducatives à celles des autres, voire proposer ou partager des solutions. On note une participation d’une dizaine de participants à chaque séance.

Ce n’est pas un lieu de thérapie familiale (certaines situations peuvent relever de d’autres dispositifs de prise en charge plus spécialisés), mais plutôt un lieu de réflexion qui doit permettre de cheminer et échanger sur des thématiques telles que l’estime de soi, les enfants différents, la gestion des conflits à la maison, les ados et les écrans, la vie amoureuse des ados, le harcèlement scolaire...

L’objectif étant d'outiller les parents pour faire face et les mettre en relation avec les structures d'aides présentes sur le territoire.

Ces actions ont lieu au sein de la SIJ 1 jeudis par période scolaire de 19h à 21h.

Les animatrices choisissent les thématiques en fonction des besoins identifiés lors de rencontres informelles avec les parents d’adolescents fréquentant le service jeunesse ou par le biais de questionnaires remis à la fin de chaque séance « jeudis des parents ».

Les animatrices du SIJ animent ces ateliers avec renfort le cas échéant d’intervenants spécialisés sur la thématique (Maison des ados, Maison de la protection des familles, Douarnevez…).

- **“ Ateliers de prévention “ en milieu festif**

Il est mis en place en août lors d’un évènement culturel « le Summer teen’s break » soirée électro sur le parvis d’Athéna (centre culturel d’Auray). Cette soirée est à destination des jeunes avec comme première partie un tremplin pour un jeune morbihannais.
Cet atelier de prévention met à disposition des bouchons d’oreilles, des capotes de verre, des casques en prêts mais aussi un atelier de préventions sur la consommation d’alcool.
Cet évènement se déroule l’été et touche approximativement 1000 personnes (mélange de jeunes touristes, et de jeunes du territoire AQTA) .
- Stand de prévention en partenariat avec le CMS lors de la "fête de fin d’année des terminales" du Lycée Benjamin Franklin en juin.

- **“Se former, expérimenter le monde du travail”**

Mise en place de stages de formation pour les jeunes baby sitter et baby sitting dating
Constatant une demande des jeunes pour s’inscrire dans un réseau baby-sitting afin de pouvoir avoir une première expérience professionnelle, le SIJ propose aux jeunes de plus de 15 ans une formation lors des vacances scolaires en partenariat avec le pôle petite enfance d’Auray.
Durant cette formation, les jeunes abordent différents thèmes : développement physique et psychologique de l’enfant, atelier jeux et législation, prévention des accidents domestiques et soins, hygiène et alimentation de l’enfant.
Ils valident aussi leur PSC1 (1er secours).
40 jeunes suivent cette formation tous les ans
Depuis 2020, un baby-sitting dating est organisé début septembre pour mettre en lien les parents qui recherchent des baby-sitters et les jeunes recherchant des heures de baby-sitting. Sur chaque session, on note la participation de 20 familles et autant de jeunes.

- **Bourse d’aide au BAFA**

La ville d’Auray soutient les jeunes alréens désirant passer leur BAFA en octroyant une bourse de 100€ sans conditions de ressources.

- **Dispositif argent de poche**

Depuis 2 ans la ville d’Auray a mis en place un dispositif permettant aux alréens de + de 15 ans de faire des petites missions en échange d’une rétribution de 15€ par mission de 3h. Ces missions se font en partenariat avec les différents services de la ville (distribution de flyers, nettoyage des gardes mangers solidaires, couverture de livres, désherbage…).

- **"Se loger"**

Face à la difficulté pour les jeunes d'accéder à un logement sur la commune, le SIJ en partenariat avec le CCAS a lancé en 2025 le dispositif "un toit deux générations". Ce dispositif solidaire permet aux "seniors" de +50 ans d'accueillir un jeune à son domicile et aux jeunes de bénéficier d'une chambre en échange d'une présence et/ou de petits services quotidiens. Le SIJ doit faire le lien entre le senior et le jeune et s'assurer que la cohabitation se passe bien.

VI. 2 - L'Espace Jeunesse

Depuis 2006, 5244 jeunes différents (2933 garçons /2311 filles dont 3304 alréen.ne.s) ont fréquenté au moins l'une des actions proposées par le service jeunesse. En moyenne : 500 jeunes différents par an.

L'ACM Pass Sport Loisirs :

- **"S'initier, partager, bouger, s'amuser, être acteur de son temps de loisirs"**

Le quotidien de notre action. Le loisir cœur de notre métier, temps d'éducation, facilitant le dialogue, l'échange, la connaissance du public.
Accessible aux jeunes dès leur entrée au collège jusqu'à la majorité, ouvert sur le temps scolaire les mercredis et samedis après-midi et pendant les vacances scolaires ; l'ALSH s'organise en 4 modes :

- Accès libre aux différents supports de jeux proposés à l'espace jeunesse (jeux de société, baby-foot, pingpong, console, lecture, cocooning...)
- Ateliers aux choix proposées sur place : en fonction de son envie, le jeune peut décider librement de participer à des ateliers proposés par les animateurs comme du petit bricolage / activités manuelles de loisirs créatifs / activités sportives / cuisine / jeux de rôles...
- Activités sportives, manuelles, culturelles ou de loisirs : proposées à la 1/2 journée, la journée, en soirée, ou sous forme de stage de 5 1/2 journées envisagées sous l'angle de la découverte et de l'initiation et nécessitant une inscription au préalable.

Trois programmes différents sont proposés aux trois publics bien différents avec des attentes et besoins bien différents fréquentant les actions jeunesse (CM2-6ème, 5ème et +, 3ème et +).

La Passerelle (enfance - jeunesse)

Depuis plusieurs années, l'accueil de loisirs Arlequin note une baisse constante de la fréquentation des enfants scolarisés en CM2.
Il a donc été décidé d'ouvrir un temps d'accueil dédié à ces enfants le mercredi de 9h30 à 12h30 en période scolaire, afin de leur permettre de découvrir l'espace jeunesse. Plusieurs activités au choix proposées par les animateurs Enfance et Jeunesse. Ainsi le "passage" de l'enfance à la jeunesse s'en trouve facilité.

Les chantiers Loisirs
Il s'agit de petits travaux d'entretien, de peinture, d'aménagement d'espaces naturels ou de bâtiments municipaux, permettant aux jeunes de bénéficier de 10€ par ½ journée pour financer les activités proposées par le service Jeunesse.

Les séjours vacances
Une démarche claire : favoriser l'accès aux vacances, découvrir la vie en collectivité, quitter l'environnement social et familial, se déconnecter.

Chaque année, le programme séjours propose des destinations de proximité et éloignés avec des contenus pédagogiques variés.
En camping, ou en hébergement en dur, les séjours peuvent être orientés sur la découverte culturelle, sur la pratique sportive ou artistique.
La tarification municipale basé sur le quotient familial facilite et le conventionnement avec la CAF l'accès de tous.
Depuis 2024, l'utilisation du smartphone est réduite à l'appel aux familles sur des temps courts en soirée. Le reste du temps, les adolescents laissent aux animateurs leurs smartphones.

Le Local Musique

- **"Permettre l'accès à la pratique d'un instrument, de créer de la musique, de partager son expérience"**

Complémentaire à l'école de musique, le service jeunesse dispose d'un local dédié à la pratique musicale, composé de deux studios équipés de matériels (Instruments, studio enregistrement, logiciel MAO).
Encadrés par des musiciens professionnels, ces ateliers permettent aux jeunes de s'initier ou de renforcer la pratique d'un instrument (guitare / basse / batterie / piano), mais aussi du chant et de la musique assistée par ordinateur (MAO). .

- Accompagnement individuel : Initiation - Renforcement quatre créneaux, tous les mercredis et samedis après-midi pendant les périodes scolaires. Des stages sont également proposés pendant les vacances, avec des créneaux différenciés pour les débutants et les confirmés
- Accompagnement collectif : L'objectif est de permettre aux jeunes de jouer ensemble et de se produire lors d'évènements municipaux, comme la fête de la musique...

La salle de sport :

- "Faciliter l'accès au sport"

L'inactivité physique et la sédentarité, notamment chez les jeunes est une bombe à retardement sanitaire.
Permettre aux jeunes de pratiquer une activité sportive est donc un enjeu prioritaire de santé publique.
Le service jeunesse dispose d'une salle équipée de matériel de stretching et renforcement musculaire.
Encadré par l'un de nos éducateurs sportifs, les jeunes ont accès librement à la salle aux créneaux d'ouvertures.
Sur d'autres créneaux, des associations conventionnées (UFOLEP, Gabriel Deshayes, Maison Saint Yves) utilisent cette salle avec les jeunes.

La mise en place de temps festifs pour la Jeunesse

- "Partager des moments conviviaux"

L'objectif est de proposé des temps festifs, pour les jeunes mais également pour le reste de la population, avec une volonté affichée de travailler sur l'intergénérationnel et en transversalité avec d'autres services de la Ville (DAC, DSTS, Politique de la Ville, ...) et des partenaires (collège, associations...)

Le service jeunesse organise des temps forts
- la semaine des arts urbains : L'été, semaine dédiée aux pratiques artistiques urbaines, avec réalisation de fresques géantes, des ateliers participatifs de découverte...
- le summer break : Soirée électro gratuite pour les jeunes sur le parvis du centre culturel.
- Ça cartonne : Course de bateaux fabriqués en carto, inter services jeunesse de la communauté de communes, dans le port de Saint Goustan
- Color race : Course pour le climat organisée en partenariat avec les éco-délégués du collège public Le Verger ;

Des ateliers de Création

- "Imaginer, créer, s'engager"

Fréquemment, les animateurs et animatrices du service proposent des ateliers de création "artistique" :
- Spectacle de Théâtre forum ou plus classique, troupe de danse... sur des thématiques pouvant être rattachées à des causes nationales comme la lutte contre les violences faites aux femmes.

Soutien à la scolarité

- **"Aider le jeune à mieux vivre sa vie de collégien, soutenir les familles dans le suivi de la scolarité de leurs enfants"**

Conventionné avec la CAF, le CLAS ados accueille 10 jeunes scolarisés en 6ème-5ème, orientés par le collège, montrant des difficultés scolaires et de suivi familial, nécessitant une aide individuelle.
Le CLAS propose ainsi d'approfondir le travail en classe, de renforcer et interroger les connaissances, de réaliser les devoirs demandés par les enseignants, de proposer une méthodologie pour mieux effectuer les devoirs, de trouver une aide complémentaire si nécessaire, et de s'ouvrir sur des connaissances complémentaires.

Mesures de responsabilisation

- **"Prévenir le décrochage scolaire, donner un sens à l'exclusion temporaire pour éviter l'exclusion définitive"**

La ville a signé une convention avec le collège Le Verger afin d'accompagner le jeune dans la compréhension des sanctions reçues suite à son comportement ou à des actes que le corps enseignant estime inadaptés, ceci afin d'améliorer le climat scolaire et de favoriser la réussite du parcours du jeune en tant qu'élève.
Le service jeunesse accueille donc des jeunes du collège sur des temps courts et lui propose un parcours adapté en fonction des causes ayant entraînés la sanction.
Le travail avec la famille est primordial dans la mise en œuvre du dispositif. Leur implication et leur accord est nécessaire à la mise en œuvre.

Stages de 3ème

- **"Proposer un stage de qualité, lutter contre les inégalités d'accès au stage"**

Depuis sa généralisation, le stage de 3ème obligatoire s'assimile hélas trop fréquemment à un parcours du combattant pour les élèves en quête d'une entreprise accueillante au cours d'une semaine – imposée par leur établissement – où la concurrence est forte : le plus souvent en fin de trimestre ou juste avant des vacances, là où cela dérange le moins les enseignants. D'où l'obligation, pour beaucoup, de se rabattre sur l'entreprise où travaille un parent ou un membre de sa famille, ou une connaissance, ami, voisin... sans souci au fond que l'expérience l'intéresse vraiment. Au moins, l'obligation de stage, elle, est respectée.
C'est à ce moment qu'apparaît la première grande "injustice". L'écart se creuse entre les jeunes qui ont un réseau, via leurs familles souvent, et celles et ceux qui n'ont pas de réseau, pas de soutien...
Cette difficulté est encore renforcée pour les élèves en SEGPA et Ulysse
Souvent stigmatisés, ces élèves ont encore plus de mal à trouver un stage.
En janvier 2025, Le service jeunesse en partenariat avec le collège a donc organisé l'accueil des élèves des élèves de 3ème SEGPA et ULIS dans les services municipaux volontaires. Cette expérience riche tant pour les élèves que pour les différents services, sera reconduite et sans doute élargie à d'autres élèves.

Actions transversales/partenariales

- **"S'ouvrir, participer, renforcer l'interconnaissance"**

Le service jeunesse participe à des actions municipales (Fête du sport, mercredis festifs, collecte alimentaire...), associatives ou institutionnelles (Groupe de travail, forum job d'été, conseil vie lycéenne...) et peut aussi accueillir ponctuellement ou régulièrement des partenaires : Douarnevez (permanence le mercredi matin), groupe AMISEP. Athéna (Cie l'homme debout), vidéo graphie...

Cette liste n'est pas exhaustive, chaque année des actions s'ajoutent en fonction de l'actualité, des sollicitions de partenaires, des orientations politiques.

VI. 3 – Perspectives

Le service jeunesse déménage en 2025, quitte le QPV et s'implante près du skate parc, proche du cœur de ville.
Ce déménagement va demander à l'équipe jeunesse de réinterroger son projet, et sa pratique professionnelle. Fin 2023, début 2024, un travail de diagnostic jeunesse a été mené par la DEEJ :

- Des rencontres avec les partenaires jeunesse du territoire par le bais de rencontres individuelles et enquêtes (AQTA, Mac do, établissements scolaires, ML, Douar Nevez, liberté couleurs, PAEJ, clubs, associations...)
- Un questionnaire collégiens et lycéens a été fait sur site (plus de 100 réponses pour chaque questionnaires)
- Une soirée concertation avec 40 lycéens sous formes d'ateliers (débat mouvant, photo langage, cartographie, mots jetés...)

À la suite de ce diagnostic, une soirée de restitution à eu lieu pour les élus de la mairie d'Auray et des préconisations ont été faites :

- **Différencier l'offre pour les - de 15 ans et les + de 15 ans**

L'idée est de proposer un nouveau lieu pour les + de 15 ans du type tiers lieu avec des collaborations associatives (du type parallèle à Redon)

- **Gouvernance non institutionnelle entre les acteurs jeunesse du territoire**

Au niveau d'Auray : organiser des rencontres interprofessionnelles pour assister à des conférences, monter des séminaires et des formations
Au niveau d'AQTA : inspiré du réseau RESSORT, création d'une instance soutenue par les communes

- **Faciliter la recherche de stage de 3ème des pour les jeunes et les familles**

-Organisation d'un stage dating mobilisant les services de la Ville, les commerçants volontaires et les associations

- **Proposer aux jeunes de s'engager dans le débat sur l'espace public**

- Accompagner le groupe d'éco-délégués du collège en les formant aux enjeux climatiques et en réalisant chaque année une action concrète
- Animer des soirées sur le mode de la dernière soirée de consultation en invitant des jeunes à venir débattre de sujets précis qui les concernent

- **S'approprier la ville et le territoire**

- Proposer un parcours d'activités (sportives, culturelles ou de loisirs) pour éveiller les collégiens et leurs familles à la variété de l'offre sur le territoire

- **Développer le droit aux loisirs**

- Proposer une "carte été jeunes" permettant aux jeunes âgés entre 12 et 29 ans de faire le plein d'activités culturelles, sportives, gastronomiques et de loisirs pour un montant accessible

Les différents constats, échanges, temps de concertation, questionnaires... montrent que le mode de fonctionnement actuel ne répond que partiellement aux attentes et besoins des jeunes qui demeurent très variés et évolutifs. Une attention particulière va être portée sur le public Lycéen, qui ne fréquentent pas ou peu nos actions et qui est pourtant demandeur d'espace et d'actions dédiés.

VII – LE PROJET ALIMENTAIRE ALREEN

La Ville d'Auray fait de la question alimentaire une priorité. Elle déploie un projet pour favoriser l'accessibilité à une alimentation de qualité au plus grand nombre sur le temps long, en veillant à être un acteur de la résilience du système alimentaire de son territoire.

La résilience alimentaire, c'est quoi ? C'est penser la capacité du système et de ses éléments pour garantir la sécurité alimentaire au cours du temps, malgré les perturbations variées et non prévues. En tant qu'actrice et acheteuse public, la Ville est un des maillons du système alimentaire du territoire : elle agit sur les activités de production et de consommation, ainsi que sur certains des aspects organisationnels qui les déterminent. L'objectif : comprendre comment les habitants s'organisent dans l'espace et le temps pour obtenir et pour consommer leur nourriture afin de jouer un rôle actif, juste et structurant pour les habitants et les producteurs.

La qualité alimentaire, c'est quoi ? Pour la ville d'Auray, une alimentation de qualité est issue d'un système alimentaire vertueux global qui répond à de nombreux enjeux à travers :

- Une alimentation de qualité environnementale qui permet, grâce à des produits issus de l'agriculture biologique et paysanne, de préserver les richesses naturelles (biodiversité, eau, sols) ;
- Une alimentation de qualité nutritionnelle qui apporte des repas équilibrés et riches en nutriments, grâce à des fruits et légumes de saison, récoltés au plus proche de nos assiettes pour être cueillis à maturité, ou encore des produits issus d'élevages en plein air où l'alimentation variée des animaux enrichit les produits finis en éléments nutritifs ;
- Une alimentation de qualité sanitaire répondant aux normes pour garantir l'hygiène des produits servis mais aussi limitant les perturbateurs endocriniens provenant de pesticides chimiques de synthèse, des additifs alimentaires, ou des plastiques en contact avec les aliments ;
- Une alimentation de qualité sociale qui favorise le partage entre ceux qui cultivent ou élèvent, qui cuisinent ou servent les repas et ceux qui mangent ;
- Une alimentation de qualité économique qui permet des créer et de maintenir des emplois localement et qui offre une juste rémunération aux agriculteurs locaux et partout dans le monde ;
- Une alimentation de qualité gustative où chaque mangeur savoure son repas, prend plaisir à manger et a envie de préparer, déguster ou découvrir des aliments et des recettes à base de produits bruts, de saison.

La Ville d'Auray souhaite que cette qualité alimentaire puisse être accessible à tous et à toutes, quels que soient l'âge ou les revenus.

Objectifs du Projet :

1. **Production Locale :** La ferme communale à Rostevel cultive sur 4,5 ha de terres pour produire 28 tonnes par an de fruits et légumes 100% bio. Cette production complète celle des maraîchers locaux bio, couvrant ainsi les besoins quotidiens en légumes de la restauration collective communale.

2. **Cuisiner Localement :** La nouvelle cuisine municipale, en projet, permettra de préparer des repas faits maison à base de produits frais, bruts, de saison, locaux et bio. Cette initiative vise à réduire le gaspillage alimentaire, favoriser l'autonomie des enfants et éveiller au goût.

3. **Accessibilité :** La Ville souhaite que cette qualité alimentaire soit accessible à tous, quels que soient l'âge ou les revenus. Plusieurs projets sont mis en œuvre pour favoriser cette accessibilité, notamment en utilisant des produits issus du commerce équitable pour les produits plus lointains.

Avantages :

- **Contrôle de la chaîne alimentaire :** Garantir la fraîcheur et la traçabilité des produits.
- **Valorisation du terroir local :** Soutenir les producteurs locaux et renforcer l'économie du territoire.
- **Indépendance alimentaire accrue :** Réduire la dépendance aux marchés extérieurs.
- **Réduction de l'empreinte carbone :** Grâce à la proximité des sources d'approvisionnement.

Le projet alimentaire alréen aura plusieurs effets bénéfiques sur les enfants :

- **Amélioration de la Santé** : En offrant des repas équilibrés et riches en nutriments, le projet contribue à la croissance et au développement sain des enfants.
- **Autonomie et Responsabilité** : L'installation de bornes de self-service permet aux enfants de choisir eux-mêmes leurs portions, favorisant ainsi leur autonomie.
- **Sensibilisation au Tri des Déchets** : À la fin du repas, les enfants apprennent à trier leurs déchets et réduire leur déchet.
- **Ateliers de Sensibilisation** : Dans le cadre du catalogue EAC et des temps d'accueil de loisirs, des ateliers de sensibilisation sont organisés. Les enfants préparent des goûters chaque mercredi et participent à un jardin pédagogique au sein de la ferme de Rostevel.

- **Éducation aux notions environnementales** : Les enfants apprennent les notions de gaspillage alimentaire et de tri.

Par ailleurs, les élèves des écoles alréennes bénéficient d'un self participatif éco-responsable depuis 2024. Une manière de les rendre plus autonomes et de les sensibiliser au gaspillage. Cette pratique de service largement répandue permet d'accompagner le projet alimentaire de la Ville et de transmettre des valeurs éducatives autour de l'alimentation :

- **Éducation aux notions comportementales :** Le libre-service impose des règles de respect de l'autre dans ses déplacements. La suppression de la barrière entre l'enfant et le personnel améliore et développe la relation entre eux.
- **Éducation à la nutrition** : La liberté de choix entraîne une consommation spontanée de produits non mangés habituellement. Les enfants adaptent leurs quantités consommées en fonction de leurs besoins individuels, ce qui facilite l'adaptation de certains régimes alimentaires.
- **Réduction du gaspillage alimentaire** : Le self participatif éco-responsable permet de réduire de manière significative le gaspillage alimentaire.

En quoi ce projet territorial alréen fait-il écho aux préoccupations nationales ? France Stratégie expose, dans un rapport datant de septembre 2021, intitulé « Pour une alimentation saine et durable », les défis que le système alimentaire français doit relever. Parmi eux :

- la lutte contre la précarité alimentaire avec un nombre de bénéficiaires qui ne cesse d'augmenter :
- le combat contre l'obésité qui atteint en France un taux historiquement haut. De 1997 à 2020, l'obésité des adultes est passée de 8,5 % en 1997 à 17 % en 2020.

À ces défis, s'ajoute celui de l'enjeu économique de renouvellement des générations agricoles : 1/3 des fermes à céder ne trouvent pas de repreneurs en France.

VIII- LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE (CTG)

La signature de la Convention Territoriale Globale (CTG signé en février 2024) avec la CAF marque un engagement fort de la Ville pour le développement d'actions éducatives et sociales en faveur des enfants et des familles. Cette convention s'articule autour de plusieurs axes stratégiques, en cohérence avec les intentions éducatives du PEDT Alréen.

Construire un Environnement Éducatif Épanouissant :

- Rendre l'enfant acteur de son apprentissage et de son développement.
- Affirmer la place des parents en tant que partenaires éducatifs essentiels.
- Définir collectivement les exigences attendues, les valeurs partagées et les postures professionnelles.

Accompagner l'Enfant dans la Construction de son Parcours :

- Faciliter et accompagner les transitions entre les différents temps et lieux de vie de l'enfant.
- Garantir la cohérence entre les objectifs éducatifs et les moyens mis en œuvre.
- Impliquer tous les professionnels intervenant dans le parcours de l'enfant ainsi que la sphère familiale.

Forger la Citoyenneté :

- Expérimenter au quotidien des processus démocratiques pour développer le sens de la responsabilité et de la participation.
- Partager les valeurs républicaines inhérentes au vivre-ensemble.

Objectifs de la CTG :

- **Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale** : Structurer une offre diversifiée en direction de la petite enfance et des enfants.
- **Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes** : Compenser les charges familiales, accompagner les parents, contribuer à l'égalité des chances en matière de réussite scolaire, et faciliter l'autonomie des jeunes.
- **Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle** : Soutenir les personnes et les familles confrontées au handicap, aider les familles en difficulté, et accompagner le parcours d'insertion et le retour à l'emploi.
- **Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement** : Favoriser des conditions de logement et un cadre de vie de qualité, et faciliter l'intégration des familles dans la vie collective et citoyenne.

Axes prioritaires du diagnostic partagé CTG AQTA AURAY :

1. **Développement et attractivité du territoire** :
    a. Maintenir les jeunes sur le territoire.
    b. Répondre aux besoins pour concilier vie professionnelle et vie familiale.
    c. Garantir des services attractifs sur tout le territoire.
    d. Développer l'attractivité des métiers de la petite enfance.
    e. Maintenir la qualité du service rendu dans les structures existantes.
    f. Atteindre une cohérence dans la coéducation sur le territoire.
2. **Parentalité** :
    a. Rendre accessible l'offre en matière de soutien à la parentalité.
    b. Atteindre une cohérence dans les propositions sur le territoire.
    c. Adapter l'offre aux besoins des familles.
3. **Cohésion et proximité** :
    a. Éviter les exclusions.
    b. Préparer l'enfant à être un futur citoyen.

Actions spécifiques :

- **Faciliter l'accès à la formation et à l'emploi** : Promouvoir la formation BAFA, faciliter les expériences professionnelles dès 16 ans.
- **Adapter l'offre d'accueil** : Proposer des horaires atypiques pour les saisonniers, accompagner les professionnels de l'accueil d'enfants à domicile.
- **Accompagner l'accueil inclusif** : Formation du personnel, renfort en personnel, achat de matériel.
- **Promouvoir les métiers de la petite enfance** : Campagne de promotion, forum métiers, accueil des stages en EAJE.
- **Coordonner les acteurs du territoire** : Créer un pôle des ressources mutualisables, organiser une semaine dédiée à l'enfance.
- **Développer le lien social** : Accompagner l'offre de rencontre en proximité, organiser des rencontres intergénérationnelles.
- **Préparer l'enfant à être un futur citoyen** : Développer l'esprit critique, sensibiliser aux dangers liés à l'environnement numérique.

IX. LES CONVENTIONS ET PARTENARIATS

Auray recense environ 230 associations et chacune d'entre elles contribue au dynamisme et à la richesse de la vie locale. Elles œuvrent dans de nombreux domaines et auprès de tous les publics et plus particulièrement en direction des enfants et des adolescents. Le Projet éducatif de territoire veille à maintenir ces dynamiques et encourage les partenariats. Certains sont en cours depuis de nombreuses années avec des interventions d'associations sur les temps méridiens, péri et extrascolaires :

- PLA (gymnastique)
- CKC (kayak)
- Ludothèque la Marelle
- Lire et Faire Lire

Ces partenaires accompagnent tout au long de l'année les enfants via les accueils de loisirs et sur le temps méridien.

Dans le cadre du nouveau PEDT, il a été décidé de maintenir le recours au conventionnement avec les associations historiques du territoire et de travailler davantage sur la base de projets avec les nouveaux partenaires. L'objectif est de pouvoir s'impliquer dans des champs moins développés lors du précédent PEDT, notamment sur l'accès aux droits culturels, l'intergénérationnel ainsi que le recours aux nouvelles technologies (impression 3-D, monde numérique…)

X. UNE POLITIQUE TARIFAIRE PLUS SOLIDAIRE

En 2024, les modalités de tarification du temps du midi, des accueils du soir ainsi que des mercredis et des vacances, ont évolué.

Malgré une hausse du prix des denrées alimentaires, 50% des familles ont vu leur tarif diminuer grâce au maintien de l'effort de la Ville et à la solidarité renforcée entre les familles. Un pourcentage ou taux d'effort, appliqué au quotient familial, détermine le tarif personnalisé de chaque famille. Concernant la restauration scolaire, service le plus sollicité par les familles, les tarifs s'échelonnent de 0,88 € à 5,20 € selon le quotient familial. Le tarif à 0,88€ pour les familles en grande précarité est maintenu.

Concernant les séjours, un nouveau mode de tarification a été adopté par le conseil municipal en janvier 2025. La révision de la tarification des séjours municipaux Enfance et Jeunesse visait à mettre fin à une différenciation tarifaire entre les séjours enfance et les séjours jeunesse, ainsi qu'à proposer des tarifs tenant compte du coût réel des séjours, tout en conservant le principe de progressivité. Cette nouvelle grille a aussi permis de clarifier le système de tarification pour les usagers

Dans l'ancienne grille tarifaire, les séjours à Ker Yvonnick étaient facturés au même prix que tous les autres séjours proposés par le service Enfance, bien que leur coût soit réduit en raison de l'hébergement fourni directement par la commune. La nouvelle grille a instauré un tarif dédié au site de Ker Yvonnick, tenant compte de cette spécificité, afin de le rendre toujours plus accessible au plus grand nombre.

XI. LES MOYENS DU PROJET EDUCATIF DE TERRITOIRE

XI.1 – Les équipes périscolaires

Les équipes périscolaires sont composées par site :
- d'un.e référent.e d'accueil périscolaire
- d'une équipe d'animateurs.trices et des ATSEM
- éventuellement d'un ou plusieurs animateur ou animatrice supplémentaires pour répondre aux besoins d'inclusion. Depuis la rentrée 2020, la Ville a créé un poste de chargée de mission « Inclusion » pour établir le lien avec les familles, accompagner les équipes et recenser les besoins.

La Ville œuvre à améliorer la stabilisation des équipes et les conditions de travail des agents afin de répondre au mieux aux objectifs du PEDT et veiller à maintenir un accueil de qualité.

Les poste de direction et de référent.es sont pourvus par des agents titulaires. Les animateurs et animatrices sont soit titulaires soit contractuel.le.s.

Taux d'encadrement
Les taux d'encadrement appliqués sur les temps déclarés sont :
- Les matins et soir : 1 agent pour 10 enfants en maternelles et 1 agent pour 14 enfants en élémentaire
- La pause méridienne : 1 agent pour 14 enfants en maternelle et 1 agent pour 18 enfants en élémentaire
- Le mercredi : 1 agent pour 10 enfants en maternelles et 1 agent pour 14 enfants en élémentaire

Diplômes
Les directions d'accueil et les référentes périscolaires sont titulaires d'un BAFD et pour certain.e.s titulaires d'un BPJEPS ou équivalent.
Les équipes d'animation sont, a minima, titulaires du BAFA ou équivalent. Certain.e.s ne disposent pas de qualification (dans le respect de ce qui est prévu par la règlementation).

Formations
Des formations sont, chaque année, dispensées aux équipes d'animation pour les accompagner dans leur métier. Les interventions sont nombreuses et proviennent de différents organismes : des formations métiers proposées par la SDJES ou le CNFPT, des actions bâties sur mesure selon les problématiques rencontrées (protection des mineurs avec la gendarmerie et le département). À noter que le nombre d'agents formés aux premiers secours est en augmentation depuis deux ans.

Temps de réunion :
Les équipes d'animation disposent toutes de temps hebdomadaires de réunion/préparation et des temps de réunion répartis dans l'année (16h de préparation de la rentrée, temps de préparation de 2h hebdomadaires avant chaque mercredi)

En complémentarité avec les équipes, des responsables de services accompagnent quotidien les équipes sur les différents sites. Ils et elles encadrent les équipes périscolaires et assurent le lien entre les équipes de terrain et les services municipaux. Ils et elles accompagnent le développement des projets en lien avec le projet éducatif de territoire

Responsable du service Enfance
Chargé de la mise en place et du suivi du PEdT, il est responsable de l'organisation et de la coordination des temps péri et extrascolaires auprès des 3 à 12 ans. Il veille à la cohérence et de la qualité de l'action éducative pour l'ensemble des temps.

Les directions des ALSH mercredi
Un binôme de direction encadre et coordonne les équipes d'animations diplômées et qualifiées :

- Ils sont garants de la sécurité des enfants.
- Ils coordonnent l'activité des équipes.
- Ils constituent l'interface ville/famille

Responsable du service Éducation
Elle encadre l'ensemble des ATSEM, agents d'entretien et de restauration de la Ville :

- Elle veille à la cohérence et l'harmonisation des organisations, des pratiques et des postures entre les différentes familles de métier.
- Elle coordonne le projet Alimentaire de la Ville et veille à sa déclinaison sur l'ensemble des temps.

Une chargée d'inclusion :
Elle accompagne l'ensemble des équipes de la Direction Éducation Enfance Jeunesse pour garantir le bon accompagnement des enfants à besoin spécifique. Elle anime des temps de sensibilisation destinés à l'ensemble des équipes et intervient lors de situations complexes.

Responsable du Programme de Réussite Éducative (PRE)
Elle est chargée de recueillir et d'analyser les besoins des familles et des partenaires du quartier prioritaire. En cohérence avec les acteurs du territoire, elle propose des actions collectives de réussite éducative.

XI.2 – Les équipes scolaires

Sur le temps scolaire, la Ville met à disposition des écoles une dizaine d'ATSEM.

Les agents territoriaux des écoles maternelles (ATSEM) assurent l'accompagnement des plus jeunes enfants sur les temps de sieste et du repas, en collaboration avec les équipes périscolaires et les enseignant.e.s. Une charte des ATSEM est en cours d'élaboration. L'objectif est d'assurer le bon fonctionnement des écoles maternelles et de préciser le rôle et les missions d'agents municipaux placés sous la responsabilité fonctionnelle des directions d'école pendant le temps scolaire.

Sans oublier les services municipaux partenaires (médiathèque, archives et patrimoine, centre culturel, école de musique, Direction des Services Techniques...) qui interviennent régulièrement dans les écoles.

XI.3 – Les équipes de l'accueil de loisirs ALSH Arlequin

L'accueil de loisir est composé :

- D'un.e directeur.trice pour les maternelles (BPJEPS ou équivalent)

- D'un.e directeur.trice pour les élémentaires (BPJEPS ou équivalent)

- D'une équipe d'animation

- Le cas échéant d'un.e animateur.trice inclusion

Une trentaine d'agents permanents travaillent à l'accueil de loisirs d'Auray

- dans l'accueils de Loisirs et lors des séjours (animation, accueil des enfants, relation avec les familles),

- dans l'administration (lien avec les familles, gestion RH et financière),

Afin de garantir un accueil des enfants de qualité, des temps de préparation sont prévus pour chaque animateur. Ainsi, les équipes d'animation disposent de temps de préparation pédagogique hebdomadaire, le mardi de 14h15 à 16h 15. Le temps de préparation pour les vacances scolaires est le suivant : 6 heures de préparation par période de petites vacances et 16 heures de préparation pour les vacances d'été.

XI.4 – Les équipes du service Jeunesse

L'équipe jeunesse de la ville est composée :

- D'un responsable du service Jeunesse
Chargé de la coordination du service du incluant le volet animation (ALSH 11-17 ans, séjours vacances) et le volet information jeunesse (15-25 ans). Il est en charge des dispositifs annexes (missions argent de poche, mesures de responsabilisation, semaine des arts urbains, temps fort à destination de la jeunesse...)

- D'une responsable information jeunesse

- D'une équipe d'animation jeunesse (2.5 ETP) incluant un directeur d'ACM et une équipe d'animation composée de deux agents

- De deux intervenants artistiques qui interviennent sur les mercredis, samedis ainsi que les temps de vacances.

L'équipe est renforcée sur les périodes de vacances scolaires avec des agents contractuels qualifiés BAFA.

XI .5 - Les locaux

La Ville bénéficie de nombreux locaux et structures qui permettent d'accueillir les enfants dans des conditions optimales :

- **Un accueil de loisirs multi-sites les mercredis et durant les vacances scolaires**
  - ALSH Arlequin
  - Élémentaire Tabarly
  - Maternelle Tabarly

- **Un accueil de loisirs ados les mercredis, samedi et durant les vacances scolaires**
  - ALSH Espace Jeunesse

- **Un centre de vacances en bord de mer à Locmariaquer (site de Ker Yvonnick) :**
  - Classes de découvertes sur le temps scolaire
  - ALSH l'été
  - Séjours aux vacances de printemps, d'été et d'automne.

- **Au sein des groupes scolaires**
  - Espace garderie
  - Salle de motricité
  - Bibliothèque Centre Documentation (BCD)
  - Salle informatique (ponctuellement)
  - Hall
  - Préau

- **Installations sportives municipales**

· Complexe sportif le Verger
· Gymnase la Forêt
· Terrains de tennis
· Stand de tir
· Stade du Loch
· Stade Ty Coat
· Une salle de sport fitness proche de l'ancien espace jeunesse, quartier QPV
· Un local musique

De plus, il est prévu que les déplacements soient limités par le nombre d'enfants ou la distance et le temps, en utilisant les minibus municipaux ou, lorsque cela est possible, en favorisant la mobilité douce et les déplacements piétons.

XII. SUIVI ET EVALUATION DU PEDT

Dans l'optique de poursuivre la concertation et de faire évoluer le PEdT, il a été convenu de favoriser les échanges et les temps de rencontres sur des groupes de travail thématiques, une fois par semestre. Le projet sera évalué collectivement tout au long de sa mise en œuvre. Les réunions du comité permettront un suivi de la mise en œuvre globale du projet et d'ajuster si nécessaire les orientations prises initialement au regard des évolutions.

XII.2 – Le Comité de pilotage (COPIL)

Le comité de pilotage (COPIL) est composé :

- Des élu.e.s de la Municipalité
- De l'Inspecteur de l'Éducation Nationale de la circonscription
- Des directions de chaque école
- Des représentants des parents avec une ouverture aux familles volontaires
- Des directions ALSH
- Du responsable du service Enfance
- Du responsable du service Jeunesse
- De la responsable du service Éducation
- De la responsable du Programme de Réussite Éducative
- Du directeur de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse
- D'autres services municipaux selon les thèmes abordés (Direction des services techniques, culture, patrimoine, médiathèque...)

Au-delà des groupes de travail, la Vile fait le choix de diversifier les canaux d'évaluation :
- Un tableau de suivi mis à jour au minimum annuellement pour analyser les actions mises en œuvre en lien avec chacune des orientations définies par le présent PEDT.
- Des enquêtes/concertations sont ponctuellement menées auprès des enfants, des jeunes, des intervenants et des familles, permettant ainsi d'améliorer les services proposés et de mieux répondre aux attentes de chacun.
- Des visites sur site par les professionnels sont réalisées régulièrement, afin d'observer les actions mises en place.
- Des temps d'informations (format conférences) tournés vers le grand public seront organisés afin de débattre à l'échelle de la Ville sur les questions éducatives.

XII.2 – Les indicateurs

Des indicateurs sont priorisés et susceptibles d'évoluer en fonction des constats établis le comité de pilotage et des projets à suivre.

Indicateurs proposés :
- Fréquentation des temps périscolaires et extrascolaires
- Nombre de réunions (partenaires, parents, institutions) et nombre de participants
- Nombre de temps formation et nombre de participants
- Fréquentation du portail Citoyen par les familles et analyse des demandes récurrentes au service administratif en lien avec le public
- Actions de communication autour du PEDT
- Mise en place d'espace de sondage à destination des enfants pour évaluer l'intérêt des activités et des services qui leurs sont proposés
- Nombre de projets et d'actions directement reliés aux objectifs du PEDT
- Nombre d'actions du Conseil Citoyen des Enfants
- Évaluation de la cohérence des entre les temps périscolaires et scolaires
- Degré de connaissance et participation des parents sur les actions labélisées PEDT
- Implication des partenaires locaux et des directions de la Ville dans les projets mis en place
- Capacité à garantir l'équité, l'accessibilité et la qualité de l'offre d'activité sur l'ensemble du territoire

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

INTERVENTIONS :

Françoise NAEL

Beaucoup de choses existaient déjà, le dispositif argent de poche, la tarification sociale...

Myriam DEVINGT

Le dispositif argent de poche n'existait pas encore.

Françoise NAEL

De notre temps ça existait.

Myriam DEVINGT

Alors nous l'avons remis.

Françoise NAEL

Vous l'avez peut être revu. C'est nous qui avons mis en place la tarification sociale. Vous l'avez revue et vous l'avez remise selon votre politique, mais c'est nous qui l'avons mise en place, donc je préfère votre conclusion. Merci.

Myriam DEVINGT

Effectivement beaucoup de choses existaient déjà et on a réajusté en fonction de notre politique. Effectivement, les enfants sont bien encadrés à Auray.

Françoise NAEL

Monsieur Le Scouarnec avait mis en place 3 plafonds et nous avons mis le Quotient Familial de la CAF en place.

Jean-François GUILLEMET

Vous avez changé de mode de calcul. Il y avait une tarification sociale sous le mandat de Guy Roussel et Michel de Scouarrnec et vous êtes passés au Coefficient Familial. C'était un Coefficient Familial calculé par la Ville qui était appliqué avec un calcul par tranche. Il y avait déjà un prix en fonction des moyens. C'est juste le système de calcul qui était différent.

Françoise NAEL

Ce système de calcul était très compliqué et nous avons clarifié et remis avec du Quotient Familial CAF. On a quand même mis ça en place.

Benoît GUYOT

J'ai une réflexion qui n'est absolument pas polémique. Je voudrais souligner le travail exceptionnel des services. C'est un énorme travail que de mettre un tel projet en place. A priori, ça a été fait de façon exhaustive et complète et tout le monde a été impliqué. Tout ça, c'est positif pour les petits alréens qui vont arriver dans nos écoles.

Myriam DEVINGT

Tout à fait, cela a fait l'objet de nombreux temps de travail en interne. Effectivement, ils ont fait un très gros travail.

Claire MASSON

Quand on parle de faire participer l'ensemble des acteurs : enfants, parents, communautés éducatives, etc...Et quand vous nous dites qu'on ne voit pas où nous faisons du participatif, typiquement je vous donne cet exemple, c'est du participatif de façon importante.

Pierrick KERGOSIEN

Juste pour compléter et pour aller un peu plus loin Monsieur Guyot, c'est effectivement un travail de participation comme dit Madame le Maire, mais l'idée était, et j'en suis témoin car j'ai assisté à la Commission Éducation, Enfance, Jeunesse, que tous ces objectifs soient partagés par l'ensemble des agents et soient connus des agents. Il ne faut pas que ça reste un document figé, un document de communication. Il faut que les agents puissent l'intégrer dans leur pratique de tous les jours.

Myriam DEVINGT

On s'est rendu compte que beaucoup de gens ne connaissaient pas le PEDT et notamment les familles, ce qui peut parfois s'entendre parce que c'est un document administratif, mais aussi au niveau des agents. Effectivement, il y a eu beaucoup de temps d'informations. L'objectif est aussi de faire monter en compétences nos agents, notamment sur le temps périscolaire. Nous avons réduit les prestataires pour utiliser les compétences de nos agents parce qu'on a beaucoup d'agents très doués et qui ont beaucoup de compétences dans le service. L'idée est de les faire monter en compétence et de développer leurs capacités à agir.

13- DEEJ - CONVENTION DE PARTENARIAT MORBIHAN ENERGIES ET ENEDIS DIRECTION TERRITORIALE MORBIHAN

Madame Myriam DEVINGT, 5ème adjointe, expose à l'assemblée :

Soucieuse de préserver un environnement de qualité pour ses habitants, la ville d'AURAY améliore l'esthétisme et l'intégration des ouvrages concédés de distribution publique d'électricité.

Ces ouvrages sont en effet l'objet de dégradations régulières que la Ville considère comme une atteinte visuelle au cadre de vie des citoyens. Les travaux de nettoyage ou d'embellissement des dits ouvrages ne font pas partie des missions dévolues par le cahier des charges de distribution publique d'électricité au concessionnaire Enedis.

Toutefois, partageant les préoccupations environnementales de la Ville et considérant que ces dégradations entraînent un préjudice pour leur image, Morbihan Energies et Enedis Direction Territoriale Morbihan souhaitent aider de façon exceptionnelle, aux travaux d'amélioration de la qualité de l'environnement urbain.

Les parties se sont donc rapprochées en vue de définir les conditions de leur partenariat.
Ce partenariat concerne la réalisation d'une fresque l'ouvrage de distribution publique d'électricité situé zone Toul Garros, avenue Roland Garros.

Le projet se déroulera pendant La semaine des arts urbains du 4 au 8 Août 2025. Il sera réalisé par des jeunes encadrés par un artiste professionnel.

Morbihan Energies et Enedis Direction Territoriale Morbihan participeront chacun financièrement à hauteur du tiers du montant hors taxes de la dépense annuelle avec un plafond de participation respectif de 500€.

Le coût restant à charge pour la collectivité est de 500€.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission éducation, enfance, jeunesse du 25/04/2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- APPROUVE le projet de partenariat,

- AUTORISE Madame Le Maire à signer la convention.

CONVENTION DE PARTENARIAT

POUR L'AMELIORATION ESTHETIQUE DES OUVRAGES DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE

ENTRE

LA VILLE D'AURAY

MORBIHAN ENERGIES

ET

ENEDIS DIRECTION TERRITORIALE MORBIHAN

2025

La commune d'AURAY

Domiciliée 100 place de la République, 56400 AURAY, représentée par son maire en la personne de Madame Claire MASSON, dûment habilitée par délibération du conseil municipal, ci-après dénommé "La Ville",

d'une part,

et **Morbihan Energies**, domicilié 27, rue de Luscanen CS 32 610 – 56010 VANNES Cedex représenté par son Président en la personne de Monsieur Gwenn LE NAY, dûment habilité par décision n°2025-040 du 19/03//2025 prise sur délégation du comité syndical, ci-après dénommé « Morbihan Energies »,

et **Enedis**, Société à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre n° 444 608 442, ayant son siège Tour Enedis, 4 place de la Pyramide – 92800 PUTEAUX, représentée par Madame Claire PERON, en qualité de Directrice Territoriale Morbihan, dûment habilitée aux fins des présentes, ci-après désignée « Enedis Direction Territoriale Morbihan »,

d'autre part,

Préambule,

Soucieuse de préserver un environnement de qualité pour ses habitants, la ville d'AURAY souhaite améliorer l'esthétisme et l'intégration des ouvrages concédés de distribution publique d'électricité.

Ces ouvrages sont en effet l'objet de dégradations régulières que la Ville considère comme une atteinte visuelle au cadre de vie des citoyens.

Les travaux de nettoyage ou d'embellissement des dits ouvrages ne font pas partie des missions dévolues par le cahier des charges de distribution publique d'électricité au concessionnaire Enedis.

Toutefois, partageant les préoccupations environnementales de la Ville et considérant que ces dégradations entraînent un préjudice pour leur image, Morbihan Energies et Enedis Direction Territoriale Morbihan souhaitent aider de **façon exceptionnelle**, aux travaux d'amélioration de la qualité de l'environnement urbain.

Les parties se sont donc rapprochées en vue de définir les conditions de leur partenariat.

1) Objet de la convention :

La présente convention a pour objet de définir les modalités pratiques de partenariat mis en œuvre pour améliorer l'esthétisme et l'intégration des ouvrages concédés de distribution publique d'électricité pour l'année 2025.

2) Périmètre d'intervention :

Les dispositions de la présente convention s'appliquent à un ouvrage concédé de distribution publique d'électricité visible du domaine public.

D'un commun accord avec les Elus, les Services Technique et Enfance et Jeunesse de la Ville d'AURAY, l'ouvrage de distribution publique d'électricité concerné est le suivant :

Année de réalisation	Noms du poste	Localisation
2025	56007P0068 – TOUL GARROS	Avenue Roland Garros 56400 AURAY

Une nouvelle convention reprenant les modalités techniques et financières du partenariat, pourra être signée les années suivantes après que les différentes parties intervenantes à savoir la Ville, Morbihan Energies et Enedis Direction Territoriale Morbihan aient arrêté le nouveau périmètre d'intervention. La Ville pourra également s'associer à d'autres partenaires si elle le souhaite.

3) Nature des actions entreprises :

Les actions auxquelles contribuent les parties sont les suivantes :

- Par les agents du Service Technique de la Ville : actions de nettoyage / décapage pour nettoyer les souillures sur les ouvrages / **sous-couchage avant peinture décorative,**
- Par les agents du Service Enfance et Jeunesse de la Ville ou une Maison de quartier et un artiste peintre professionnel : Réalisation de peintures artistiques sur le génie civil des postes, par une équipe de jeunes adolescents de la Ville.

Le détail et l'échéancier type des interventions des différentes parties prenantes figurent en annexe.

4) Engagement des parties :

4.1) Dépôt de plainte :

Enedis Direction Territoriale Morbihan s'engage à porter plainte auprès de la gendarmerie de la Ville pour toute dégradation importante constatée sur les ouvrages concédés ayant fait l'objet d'une action de ce type.

4.2) Prescriptions techniques accompagnant l'amélioration esthétique des postes

Le choix du type de peintures artistiques réalisées sur le génie civil des postes de distribution publique se fera de concert entre les parties. La Ville d'AURAY prendra soin d'informer et d'associer les riverains de ces postes à ce projet.

Chaque opération est effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la Ville qui respectera et fera respecter en cas d'intervention d'un tiers, les prescriptions techniques adaptées à l'ouvrage, ainsi que les réglementations en vigueur, notamment celle vis-à-vis de la sécurité des travailleurs et celle liée aux travaux à proximité des réseaux.

Les points de vigilance portent notamment sur l'absence de projections de liquides ou de peinture à l'intérieur du poste via les grilles d'aération, lors des opérations de nettoyage, de décapage et de peinture du poste.

En tout état de cause, les actions envisagées par les parties ne doivent pas porter préjudice aux missions dévolues au concessionnaire en matière de maintenance et d'exploitation des ouvrages concédés. A ce titre, la Ville veillera à ce que lesdits ouvrages soient toujours accessibles aux préposés des concessionnaires pour les besoins du service public de distribution d'électricité.

Avant toute intervention sur site, (si possible deux semaines au préalable), la ville (élus, service enfance jeunesse, service technique, artiste peintre, équipe de jeunes du projet …) prendra contact obligatoirement avec son interlocuteur privilégié Enedis et le cas échéant une visite préparatoire pourra être organisée sur site en vue de l'établissement d'un plan de prévention lié à cette opération à proximité d'ouvrages sous tension (respect des règles de sécurité, …).

4.3) Participation financière de Morbihan Energies et d'Enedis Direction Territoriale Morbihan aux actions

Morbihan Energies et Enedis Direction Territoriale Morbihan participeront chacun financièrement aux actions réalisées par la Ville sur les ouvrages concédés **à hauteur du tiers du montant hors taxes de la dépense annuelle avec un plafond de participation respectif de 500€ (1 poste) 1000 € (2 postes) maximum par ville et par opération annuelle**.

La Ville s'engage à ne pas facturer de frais administratifs ni d'honoraires de maîtrise d'œuvre pour les actions entreprises dans le cadre de la présente convention.

Un bilan de chaque action effectuée par la Ville sera réalisé après réception des travaux.

Les participations de Morbihan Energies et d'Enedis Direction Territoriale Morbihan seront versées à la Ville, après réception d'un titre de recette et des justificatifs, suite à la réalisation du bilan de l'ensemble de l'opération menée sur les postes.

Pour le versement de la participation d'Enedis, le titre de recettes devra être reçu au plus tard le 30 novembre 2025.

5) Propriété artistique des fresques réalisées :

La réalisation de ces fresques étant la résultante d'un travail en partenariat entre la collectivité locale, les services techniques et enfance et jeunesse ainsi que des jeunes, Morbihan Energies, Enedis Direction Territoriale Morbihan et un artiste peintre, elle ne crée aucun **droit de propriété intellectuelle ou artistique au profit de leurs auteurs ou de l'artiste peintre.**
D'un commun accord entre les différentes parties prenantes, il est établi par la présente convention que la propriété artistique des fresques réalisées sur les postes, revient par défaut à la collectivité locale.

Par ailleurs, toute action de communication menée avant, pendant et après les travaux par l'un ou l'autre des partenaires valorisera ce partenariat.

6) Date d'effet et durée de la convention :

Cette convention prendra effet dès sa signature et sera valable pour la durée des travaux à réaliser sur les postes concernés avec une échéance au plus tard du 31 décembre 2025.

7) Résiliation de la convention :

Cette convention pourra être dénoncée à tout moment par l'une des parties, par lettre recommandée moyennant un préavis de trois mois à compter de sa date d'effet.

Fait à VANNES, le 17 mars 2025

Pour la Ville d'AURAY

Claire MASSON
Maire d'AURAY

Pour Enedis Direction Territoriale Morbihan,

Claire PERON
Directrice Territoriale d'Enedis Morbihan

Pour Morbihan Energies

Gwenn LE NAY
Président de Morbihan Energies

ANNEXE

Convention de partenariat pour l'amélioration esthétique des ouvrages de distribution publique d'électricité

Echéancier type d'intervention des différentes parties prenantes :

Nature prestation	Responsable	Echéancier type	Echéancier de l'opération
Réunion sur place de lancement du dossier et choix des postes	Enedis DT Morbihan Elus Artiste peintre	T – 3 mois	
Validation technique et financière du projet : convention envoyée par Enedis DT Morbihan	Elus – service Enfance et Jeunesse	T – 2.5 mois	
Envoi devis mairie et copie Enedis DT Morbihan pour accord	Artiste peintre	T – 2.5 mois	
Sélection de l'équipe du projet Animation de groupes de travail de réflexion sur les thèmes du projet	Service Enfance et Jeunesse Artiste peintre	T – 2 mois	
Réunion sécurité (plan de prévention)	Enedis DT Morbihan Services techniques Service Enfance et Jeunesse Equipe de jeunes du projet Artiste peintre	T ou T – 2 sem	
Préparation du poste : nettoyage, sous-couchage, peinture d'apprêt	Services techniques	T – 1 sem	
Intervention sur le poste	Artiste peintre Service Enfance et Jeunesse Equipe de jeunes du projet	T	
Médiatisation du projet (presse)	Service Enfance et Jeunesse – Elus Enedis DT Morbihan Morbihan Energies Artiste peintre Equipes de jeunes du projet	T + 1 jour	
Envoi titre de recettes à Morbihan Energies et Enedis pour paiement participation	Service Enfance et Jeunesse	T + 1 mois Au plus tard le 30/11/2025	

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

14- DEEJ - AVENANT CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION PATRONAGE LAÏQUE D'AURAY GYMNASTIQUE

Madame Myriam DEVINGT, 5ème adjointe, expose à l'assemblée :

Dans le cadre de sa politique éducative, la Ville développe une offre d'activités culturelles, sportives, artistiques et de loisirs sur les temps périscolaires et extrascolaires.
L'association Patronage Laïque D'Auray et la Ville d'Auray ont développé un partenariat qui prévoit la réalisation de prestations d'activités sportives et de loisirs par le club au profit de la commune sur les temps périscolaires et extrascolaires.
Le volume horaire prévisionnel a été établi comme suit :

ARTICLE 3 : VOLUME HORAIRE ET PLANNING

Le volume horaire prévisionnel pour chaque période est établi comme suit :

Secteurs concernés	Périodes concernées	Volume horaire prévisionnel
Éducation Enfance	Périodes scolaires (lundi, mardi, jeudi, vendredi) sur le temps méridien (12h à 14h)	108 h à répartir sur l'année

Ce volume annuel indiqué dans le tableau ci-dessus est un prévisionnel qui recense des besoins de la ville. Ceux-ci peuvent fluctuer selon les choix de l'équipe éducative. Néanmoins, la Ville s'engage sur un volume minimum annuel de :

- 108 h d'activités sportives et de loisirs municipales.

ARTICLE 9 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Ainsi, les conditions tarifaires peuvent être réexaminées, chaque année, notamment en fonction de l'inflation.

ARTICLE 10 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée de 3 ans à compter du 1er septembre 2022, avec faculté de résiliation annuelle pour chacune des deux parties sous réserve d'un préavis d'un mois. Le terme de la convention est fixée au 30 août 2025.
En raison de l'inflation ainsi que des hausses du salaire, le club souhaite apporter une augmentation aux tarifs fixés dans la convention.
Le tarif horaire d'intervention passerait de 20 € / heure à 22 € / heure pour les activités sportives, soit un engagement financier minimum pour la commune passant de 2160 € à 2376 €.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission éducation, enfance , jeunesse du 25 avril 2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** l'avenant de la convention présenté.

- **AUTORISE** Madame le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

CONVENTION ENTRE LA VILLE d'AURAY ET LE PATRONAGE LAÏQUE D'AURAY

ENTRE
La Ville d'Auray
Domiciliée : 100 place de la République - 56400 Auray
Représentée par son Maire, Madame Claire MASSON, autorisé par délibération du Conseil Municipal du mercredi 6 juillet 2022
ci-après désigné comme la Ville.

ET
L'association Patronage Laïque d'Auray
Domiciliée : ……
Représentée par Serge ROBERT
agissant en qualité de Président

Il est arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Ville apporte son soutien aux activités d'utilité sociale, en lien avec le projet éducatif de la Ville, et notamment dans le cadre du développement des actions en faveur du sport que le club entend poursuivre.

Elle a aussi pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'association propose et anime des prestations d'activités sportives et de loisir s au profit de la Ville durant le temps méridien.

ARTICLE 2 : DÉFINITION DES PRESTATIONS AU PROFIT DE LA VILLE

L'éducateur du club, titulaire au minimum d'un diplôme professionnel de niveau 4 du champ de le jeunesse et des sports (BP JEPS),organise et anime pour le compte de la ville, des prestations d'activités. **autour de la gymnastique.**

La Ville sollicite le club au minimum un mois avant le début de l'année scolaire pour déterminer le planning d'animation. Ce dernier sera réalisé conjointement avec les responsables de la ville et un responsable du club.

L'éducateur du club pourra intervenir auprès d'un public enfant de 3 à 12 ans.

ARTICLE 3 : VOLUME HORAIRE ET PLANNING

Le volume horaire prévisionnel pour chaque période est établi comme suit :

Secteurs concernés	Périodes concernées	Volume horaire prévisionnel
Éducation Enfance	Périodes scolaires (lundi, mardi, jeudi, vendredi) sur le temps méridien (12h à 14h)	108 h à répartir sur l'année

Ce volume annuel indiqué dans le tableau ci-dessus est un prévisionnel qui recense des besoins de la ville. Ceux-ci peuvent fluctuer selon les choix de l'équipe éducative. Néanmoins, la Ville s'engage sur un volume minimum annuel de :

- **108 h d'activités sportives et de loisirs municipales.**

ARTICLE 4 : CONDITIONS TARIFAIRES

Les prestations réalisées par le club se font selon les conditions tarifaires suivantes :

- Activités sportives et de loisirs : **22 €/ heure (fixé à 20 €/ heure dans la précédente convention)**

Un bilan quantitatif est réalisé après chaque période d'intervention. Il est transmis en deux exemplaires au club pour validation. Un exemplaire est à retourner à la Ville après signature. Le club facture à la ville les prestations d'encadrement sur la base du volume horaire effectivement réalisé et cela, à la fin de chaque mois et avant le 5 mois du mois suivant.

La ville se laisse la possibilité de solliciter le club au delà du volume minimum annuel. Ces heures seront facturés sur les mêmes bases tarifaires.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITÉ-ASSURANCE

Le preneur devra produire, avant et pour toute la durée de l'occupation des locaux, à la collectivité une attestation de son assureur sanctionnant ces dispositions.

- Autres responsabilités

L'éducateur du club qui intervient pour le compte de la Ville, est placé sous son autorité. Il est assuré au titre du contrat responsabilité-civile, souscrit par la collectivité.

Ainsi, la responsabilité des dommages corporels ou matériels subis ou causés à autrui, dans le cadre de ses interventions, est prise en charge au titre dudit contrat. Par contre, la faute personnelle ou détachable du service ou la faute particulièrement lourde et inexcusable impliquent la responsabilité personnelle de l'éducateur du club.

De la même façon, la Ville est exonérée de la prise en charge des dommages subis par le véhicule de l'éducateur du club, dans le cadre des activités.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DES PARTIES

Chaque partie s'engage :
- à contracter les garanties d'assurances légales (personnel, bâtiment...)
- à mettre en œuvre les prestations selon la réglementation en vigueur ;
- à animer les prestations selon le projet éducatif de la ville ;
- à prévenir en cas d'incapacité à respecter le planning établi.

ARTICLE 7 : INCESSIBILITÉ DES DROITS

Le présent contrat étant conclu intuitu personae, le club ne peut en céder les droits en résultant à qui que ce soit

ARTICLE 8 : CLAUSE DE RÉSILIATION

La présente convention sera résiliée :

- du fait du club : en cas de dissolution de celui-ci ;
- du fait de la Ville : en cas de non respect d'une des obligations du présent contrat ou d'une défaillance de l'association dans l'exécution de ses missions entraînant un préjudice grave pour le déroulement de ses activités.

ARTICLE 9 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Ainsi, les conditions tarifaires peuvent être réexaminées, chaque année, notamment en fonction de l'inflation.

ARTICLE 10 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée de 3 ans **à compter du 1er septembre 2022**, avec faculté de résiliation annuelle pour chacune des deux parties sous réserve d'un préavis d'un mois. **Le terme de la convention est fixée au 30 août 2025.**

ARTICLE 11 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION AVANT SON TERME

La convention pourra être dénoncée avec un préavis de trois mois par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 12 : ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE / ÉLECTION DE DOMICILE

En cas de désaccord persistant entre l'association et la ville, celle-ci saisira le tribunal compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de cette convention.

À Auray , le ……..

Madame le Maire	**Monsieur le Président**
Claire MASSON	Serge ROBERT

Ville d'Auray
Direction de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse
10, rue Auguste-La Hubile - 56400 Auray
clsh.arlequin@ville-auray.fr • **02 97 24 36 76**
www.auray.fr

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

15- DGS - <u>RENCONTRE NATIONALE DES FERMES PUBLIQUES - MANDAT SPÉCIAL POUR LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DES ELUS PARTICIPANT</u>

Monsieur Julien BASTIDE, 8ème adjoint, expose à l'assemblée :

VU le Code Général des Collectivités locales, Art. L.2123-18, R.2123-22-1 ;

VU le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 modifié, et notamment son article 3 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

VU le décret n°2007-23 du 5 janvier 2007 modifié, et notamment son article 7-1, modifiant le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics ;

La rencontre nationale des fermes publiques se tiendra pour sa seconde édition à Epinal les 18 et 19 juin 2025. Cette manifestation nationale, qui regroupera collectivités et associations impliquées dans les projets de fermes publiques est l'occasion de participer à des tables rondes et ateliers relatifs à la mise en place de ce type d'équipement.

Cette opportunité permettra de partager des pratiques professionnelles et de bénéficier de retours d'expérience utiles de la part des autres communes, au regard de la création de ce nouveau service à Auray.

La participation à cette manifestation faisant partie des missions assignées aux maires, aux adjoints et aux conseillers municipaux dans l'intérêt des affaires communales, le remboursement des frais afférents peut être liquidé, pour une durée limitée, et pour tenir compte de situations particulières, avec présentation d'un état de frais, au vu d'une délibération du conseil municipal.

Les frais de transports et d'hôtellerie de Madame le Maire sont pris en charge par l'organisation de la rencontre des fermes publiques.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission finances / communication du 28 avril 2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :

Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **VALIDE** l'octroi d'un mandat spécial pour participer à la 2ème rencontre nationale des fermes publiques organisée les 18 et 19 juin 2025 à EPINAL pour les membres du Conseil nommés ci-dessous:

    - Madame Claire Masson

    - Madame Myriam Devingt

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025 Compte-rendu affiché le 07/05/2025 Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

16- DF - CREATION D'UNE CUISINE MUNICIPALE_DEMANDE DE FONDS DE CONCOURS AQTA

Madame Claire MASSON, Maire, expose à l'assemblée :

Par délibération du 3 juillet 2024, la Ville d'Auray a sollicité la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique pour le versement d'un fonds de concours d'un montant de **242 000 €** pour le projet de construction d'une cuisine municipale à Auray, au titre du fonds de concours exceptionnel pour les projets structurants supérieurs à 1 000 000 €.

Ce fonds de concours de 242 000 € a été accordé par la Communauté de communes par délibération du 27 septembre 2024.

En 2025, la ville d'Auray à de nouveau sollicité la Communauté de communes pour l'obtention d'un second fonds de concours exceptionnel, en raison notamment du désengagement du Département dans le versement de subventions aux communes en 2025 (pas de versement de PST) et des baisses des subventions DSIL de l'État.

Par délibération du conseil communautaire du 4 avril 2025, la Communauté de communes a ainsi décidé le versement d'**un fonds de concours exceptionnel « ambitions communes » de 267 106 €** en faveur du projet de construction d'une cuisine municipale.

Pour obtenir un fonds de concours, il est rappelé que des délibérations concordantes entre le conseil communautaire et le conseil municipal sont nécessaires, et que et le montant attribué ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par la ville.

Il est ainsi proposé de solliciter un fonds de concours exceptionnel « ambitions communes » de 267 106 € auprès de Communauté de communes AQTA. Le total du soutien financier accordé par l'intercommunalité s'élève ainsi à 509 106 €, soit 19 % du coût global HT du projet.

Dépenses	Montant HT
Travaux (Gros œuvre, chaufferie bois, panneaux photovoltaïques)	2 420 062 €
MOE	241 000 €
Mission de contrôle SPS	10 000 €
Imprévus (3 % montant travaux)	68 900 €
Total dépenses	**2 739 962 €**

Recettes	Montant	%	Sollicité / Attribué
Subvention Région BVB 2023-2025	200 000 €	7%	Attribué
Subvention Etat – DSIL 2024	269 193 €	10%	Attribué
Département – PST 2024	150 000 €	5%	Attribué
Fonds de concours AQTA 2024	242 000 €	9%	Attribué
Fonds de concours exceptionnel AQTA 2025	267 106 €	10%	Attribué
Subvention Etat – DRAAF 2021	84 101 €	3%	Attribué
Autofinancement de la commune	1 527 562 €	56%	_
Total recettes	**2 739 962 €**	**100%**	

Il est rappelé que les 15 lots de travaux ont été attribués en janvier 2025 pour un montant de 2 420 062 € HT et que les travaux ont débuté en mars 2025 pour une durée de 13 mois.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment le V de l'article L. 5214-16 ;

Vu la délibération 2023DC119 du conseil communautaire en date du 29 septembre 2023 approuvant le règlement des fonds de concours 2023-2026 ;

Vu la délibération 2025DC025 du conseil communautaire en date du 4 avril 2025 accordant un fonds de concours exceptionnel de 267 106 € à la ville d'Auray pour le projet de construction d'une cuisine municipale.

Vu l'avis favorable de la commission finances / communication du 28 avril 2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (23 voix pour),

6 abstention(s) :
Monsieur VERGNE, Monsieur MAHEO, Madame NAEL, Monsieur SAMSON, Madame QUILLAY, Monsieur KERLAU

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- SOLLICITE auprès de la Communauté de Communes Auray Quiberon Terre Atlantique l'attribution d'un fonds de concours exceptionnel « ambitions communes » de 267 106 € pour le projet de création d'une cuisine municipale.

- AUTORISE Madame le Maire à signer tout document y afférent.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

INTERVENTIONS :

Françoise NAEL

Vous connaissez notre désaccord sur ce projet, notamment par rapport au risque financier en lien avec le recours contentieux. Pourriez-vous nous faire un point sur ce sujet. ?

Julien BASTIDE

Il y a 2 recours en cours aujourd'hui sur la cuisine centrale. Il y a un recours sur le permis de construire au titre du droit de l'urbanisme et il y a également un recours au tribunal judiciaire sur le sujet de l'intention commune des signataires du protocole d'accord initial qui cédaient le terrain à la commune et sur le sujet des nuisances sonores et olfactives. L'audience qui a eu lieu était une audience de référé suspensif au tribunal judiciaire. Sur la question des nuisances sonores, ce n'était pas une audience sur le fond mais une audience pour avoir si les travaux devaient être suspendus. Les deux avocats se sont exprimés et on attend la décision du juge pour savoir si les travaux sont suspendus ou non. De toute façon il y aura une audience et un jugement sur le fond un peu plus tard. Voilà où on en est.

Claire MASSON

Nous vous avons fait parvenir un courrier ce jour concernant vos interrogations sur le projet alimentaire.

Françoise NAEL

Nous n'avons pas eu le temps car nous l'avons reçu cet après-midi. Il y a quatre pages, ça n'a pas l'air très synthétique.

Claire MASSON

Je suis désolée je vous l'ai envoyé un petit peu tard. C'est de ma faute. Nous en reparlerons au prochain Conseil Municipal, nous aurons plus de temps qu'à celui-ci.

17- DGS - STATIONNEMENT PAYANT – PROPOSITION DE MISE EN PLACE D'UNE CONVENTION RELATIVE À LA MISE EN ŒUVRE DU FORFAIT POST STATIONNEMENT (FPS) ENTRE L'AGENCE NATIONALE DE TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES INFRACTIONS (ANTAI) ET LA VILLE D'AURAY

Monsieur Pierrick KERGOSIEN, 1er adjoint, expose à l'assemblée :

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles dite loi MAPTAM du 27 janvier 2014 et la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) du 7 aout 2015 ont modifié les conditions de mise en place d'une politique de stationnement payant. Cette réforme dite de "dépénalisation" ou de "décentralisation" du stationnement payant est entrée en vigueur au 1er janvier 2018

Avant cette date, le non-paiement du stationnement constituait une infraction pénale. A partir du 1er janvier 2018, le stationnement est devenu une modalité d'occupation du domaine public qui entraine le paiement par l'usager d'une redevance d'occupation. Dans ce cadre, le non-paiement immédiat du stationnement à l'horodateur n'est plus sanctionné et il est assimilé au choix par l'usager d'un paiement a posteriori sous la forme d'un "forfait de post stationnement" (FPS) dont le montant est fixé par les communes.

La communauté de commune AQTA gestionnaire des parkings du Pôle d'Echange Multimodal de la gare d'Auray a décidé la mise en place d'un stationnement payant sur ces parkings afin de permettre aux usagers réguliers du TER de pouvoir accéder plus facilement à des places de stationnement moyennant des options d'abonnements mensuels et annuels et également lutter contre les véhicules "ventouse" qui neutralisent pendant parfois de longues périodes des places de stationnement.

En parallèle, afin de pouvoir compléter l'offre de stationnement des parkings du PEM, la ville a décidé la mise en place de stationnement payant sur les parkings Hulot et Mermoz selon des modalités identiques au PEM.
Pour la mise en œuvre de ces nouvelles modalités, la commune doit conclure une convention avec l'ANTAI qui est un établissement public français rattaché au ministère de l'Intérieur et qui contribue à la politique publique de lutte contre l'insécurité routière sur le territoire national.

Deux possibilités sont offertes :
- Conclure une convention de partenariat en cycle complet. Dans cette hypothèse, les communes confient à l'ANTAI la gestion des FPS (envoi de l'avis de paiement du FPS au domicile du titulaire du certificat d'immatriculation) ainsi que la gestion et le recouvrement des FPS impayés ;
- Conclure une convention de partenariat en cycle partiel. Dans cette hypothèse, les communes confient uniquement la gestion et le recouvrement des FPS impayés. La gestion et la collecte des FPS est gérée directement par la collectivité ou par le biais d'un tiers-contractant.

Une convention en cycle partiel obligerait la collectivité à gérer directement les FPS, ce qui apporterait un surcroît de travail au service concerné.
Les membres du conseil municipal sont invités à approuver les termes de la convention relative à la mise en œuvre du forfait post stationnement en cycle complet à intervenir entre l'ANTAI et la ville d'Auray.

Vu l’avis favorable à l’unanimité de la commission finances / communication du 28 avril 2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (23 voix pour),

6 abstention(s) :
Monsieur VERGNE, Monsieur MAHEO, Madame NAEL, Monsieur SAMSON, Madame QUILLAY, Monsieur KERLAU

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer ladite convention.

La convention « cycle complet »

Il s'agit de l'option retenue par environ 99 % des collectivités ayant décidé de mettre en place le FPS sur leur territoire. Elle permet de déléguer à l'Agence :

- **l'édition et l'envoi des avis de paiement par courrier au domicile des contrevenants**, à l'adresse obtenue par une interrogation du système d'immatriculation des véhicules (SIV), auquel l'Agence a légalement accès pour cette finalité.
- **la mise en œuvre, par délégation de la DGFiP, d'un dispositif multicanal permettant au Trésor public d'encaisser les paiements** au tarif minoré, forfaitaire ou majoré selon différentes modalités de règlement (carte bancaire, serveur vocal interactif, etc.) puis de procéder au reversement à chaque collectivité des sommes ainsi collectées pour son compte sur la base de décomptes mensuels.
- **la mise en place d'un tarif minoré,** qui peut être géré, soit de façon totalement intégrée au processus décrit ci-dessus (i.e., au travers du système d'information de l'ANTAI), soit directement par la collectivité de façon autonome (mais dans ce cas, en amont de la transmission du dossier de FPS à l'Agence).
- **l'émission de titre exécutoire** et la transmission du dossier à la trésorerie territorialement compétente, pour recouvrement, avec ajout d'une part majorée revenant à l'État.

À noter : les services associés à cette option sont facturés aux collectivités, sans marge bénéficiaire.

La convention « cycle partiel »

Lorsque la collectivité décide de gérer par elle-même la notification des avis et l'encaissement des paiements en phase amiable, elle a l'obligation de recourir aux services de l'ANTAI pour enclencher la procédure de recouvrement d'un FPS demeuré impayé à l'issue du délai légal.
C'est donc la convention minimale obligatoire à souscrire, lorsque l'option du cycle complet n'est pas retenue.

L'ANTAI est exclusivement responsable de l'émission :

- des titres exécutoires à destination des trésoreries, en cas de non-paiement du FPS (celles-ci se chargeant ensuite de procéder par elles-mêmes à l'envoi aux redevables concernés des avertissements (*article L2323-7-1 du code général de la propriété des personnes publiques*) ;
- des titres d'annulation, émis sur la base d'instructions émanant de la collectivité lorsque celle-ci fait droit au recours administratif préalable obligatoire ou applique une décision de la commission du contentieux du stationnement payant.

De plus, les outils de paiement que l'Agence opère pour le compte de la DGFiP permettent aux redevables de procéder au paiement spontané du FPS au tarif majoré, avant que le comptable n'engage la phase contentieuse.

À noter : cette option est gratuite pour la collectivité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ANTAI Agence Nationale Traitement Automatisé Infractions

Convention relative à la mise en œuvre du forfait post-stationnement

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;

Vu le décret n° 2011-348 du 29 mars 2011 modifié portant création de l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions ;

Vu l'arrêté du 6 novembre 2015 modifié fixant les caractéristiques du numéro des avis de paiement et les spécifications techniques mentionnées à l'article R. 2333-120-10 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2016 relatif aux mentions et modalités de délivrance du titre exécutoire et de l'avertissement émis en cas de forfait de post-stationnement impayé ;

Vu l'arrêté du 14 mai 2018 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Service FPS-ANTAI ».

Entre,

L'Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI), représentée par

le Préfet Laurent FISCUS , agissant en qualité de Directeur,

D'une part,
Et

la mairie d'Auray

, sis

100 place de la République, 56400 AURAY

représentée par, Claire MASSON, maire

agissant en qualité de personne, dûment habilitée à cet effet par la délibération n° D20200715N01

du Conseil municipal d'Auray en date du 15 juillet 2020

Ci-après désigné « la collectivité »

D'autre part,
Ci-après désigné « les Parties »
Il a été convenu ce qui suit.

1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles l'ANTAI s'engage au nom et pour le compte de la collectivité à notifier par voie postale ou par voie dématérialisée l'avis de paiement du forfait de post-stationnement (FPS) initial ou rectificatif au domicile du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule concerné ou au domicile du locataire de longue durée ou de l'acquéreur du véhicule, dans le cadre de l'article L. 2333-87 du code général des collectivités territoriales.

La convention a également pour objet de régir l'accès au système informatique du Service du forfait de post-stationnement de l'ANTAI (SWA-PART FPS) et d'en définir les modalités et conditions d'utilisation.

La présente convention a également pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles l'ANTAI s'engage au nom et pour le compte de la collectivité à traiter en phase exécutoire les FPS impayés.

2. Liste des documents conventionnels

Les documents conventionnels comprennent la présente convention et ses annexes.

Sont annexés à la présente convention, les documents suivants :

- Annexe 1 : Conditions financières ;
- Annexe 2 : Conditions Générales d'Utilisation (CGU) ;
- Annexe 3 : Confidentialité et données personnelles.

Les annexes font partie intégrante de la convention et ont une valeur conventionnelle. Les annexes précisent et complètent la convention. Toute référence à la convention inclut ses annexes.

A titre informatif, les modèles de documents envoyés par l'ANTAI sont joints à la présente convention.

2.1 Législation et normes applicables

Il appartient à chacune des Parties de prendre connaissance et de respecter l'ensemble de la législation en vigueur relative à la présente convention et de suivre ses évolutions tout au long de la durée d'exécution de la convention.

2.2 Article réputé non écrit

Si une ou plusieurs stipulations conventionnelles sont considérées non valides en application d'une disposition de la législation ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, elle(s) est/(sont) réputée(s) non écrite(s) sans entraîner pour autant la nullité de la convention.

3. Absence de renonciation

Le fait qu'une partie n'exige pas l'exécution d'une condition de la présente convention ou renonce à exercer un droit ou un privilège conventionnel n'est pas réputé constituer une renonciation définitive à cette condition ou à l'exercice de ce droit ou de ce privilège ou toute autre disposition en relation avec ces derniers.

4. Engagements des parties

4.1 Engagements de la collectivité

La collectivité s'engage à :

- Transmettre à l'ANTAI par voie électronique sécurisée tous les FPS n'ayant pas fait l'objet d'un règlement dans le délai de 5 jours calendaires consécutifs à la constatation de l'absence ou de l'insuffisance de paiement immédiat de la redevance de stationnement ;

- Transmettre à l'ANTAI par voie électronique sécurisée, dès qu'elle en a connaissance, tous les éléments nouveaux susceptibles d'avoir une incidence sur l'exécution de la présente convention, notamment s'agissant des données issues des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) et des décisions du Tribunal du Stationnement Payant (TSP) ;

- Assumer la responsabilité pleine et entière du contenu de l'ensemble des éléments transmis à l'ANTAI en particulier ceux nécessaires à l'établissement des avis de paiement initiaux et rectificatifs des FPS ;

- Utiliser exclusivement les canaux de paiement mis en place par l'ANTAI une fois le FPS transmis à l'agence ;

- Informer l'ANTAI dans les meilleurs délais en cas de suspension, d'interruption ou de reprise de son activité en matière de stationnement payant ;

- Appliquer les Conditions Générales d'Utilisations décrites à l'annexe 2 et en particulier respecter la politique de sécurité des échanges qui y est précisée ;

- Déposer un symbole/logotype de la collectivité au format TIFF qui sera présent en haut au centre de la première page de l'APA ;

- Envoyer, si elle le souhaite, le texte ou infographie libre prévu au dos de la première page de l'APA au format TIFF, étant entendu que toutes les informations y figurant sont de son entière responsabilité ;

- Si la collectivité adopte le paiement minoré des FPS, la page sus-mentionnée devra obligatoirement être présente et préciser les modalités de mise en œuvre de celui-ci ;

- Renseigner rigoureusement toutes les informations présentes au paragraphe « Comment envoyer votre recours ? » du feuillet intitulé : « Comment contester cet avis de paiement », qui sont entièrement de la responsabilité de la collectivité.

4.2 Engagements de l'ANTAI

L'ANTAI s'engage à :

- Traiter l'ensemble des informations nécessaires à l'émission des avis de paiement initiaux et rectificatifs des FPS reçus par voie électronique conformes aux spécifications définies avec l'ANTAI ;

- Editer les avis de paiement initiaux et rectificatifs des FPS ainsi que tous les documents prévus dans le cadre du traitement d'un avis de paiement par l'ANTAI ;

- Affranchir les avis de paiement et procéder à leur expédition au domicile du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule concerné ou au domicile du locataire ou de l'acquéreur du véhicule ;

- Assurer, à la demande de la collectivité, la personnalisation des avis de paiement initiaux et rectificatifs à envoyer en y faisant figurer, aux emplacements prévus, les éléments de personnalisation transmis par la collectivité (symbole/logotype de la collectivité et texte libre pour personnaliser l'avis de paiement) ;

- Assurer un service de centre d'appels téléphonique auprès de la collectivité et/ou de son ou ses tiers-contractant(s) dans le déploiement de certificat(s) de chiffrement ;

- Assurer un service de centre d'appels téléphonique auprès des redevables des avis de paiement leur permettant d'avoir une information générale et d'identifier leurs différents interlocuteurs ;

- Mettre à disposition de la collectivité et/ou de son ou ses tiers-contractant(s) un environnement de tests de ses échanges avec l'ANTAI et délivrer un rapport de tests ;

- Mettre à disposition de manière informatique toutes les informations permettant aux collectivités de faire le suivi quantitatif relatif au traitement par l'ANTAI des FPS, y compris l'imminence d'un titre exécutoire suite à la fin du délai de paiement ;

- Informer la collectivité des évolutions majeures de ses règles de traitement ;

- Informer la collectivité en cas d'incident technique majeur, et lui communiquer un calendrier indicatif de mise en œuvre d'actions adaptées pour y répondre ;

- Présenter à une échéance régulière, au moins annuelle, une synthèse de son activité en matière de stationnement payant ;

- Utiliser les coordonnées d'un locataire de longue durée du véhicule lorsqu'il est ainsi déclaré dans le système d'information des véhicules pour envoyer le FPS ;

- Rechercher une adresse alternative des usagers concernés pour les avis de paiement de FPS retournés par La Poste au CNT avec la mention « pli non distribué » (PND) ;

- Fournir les canaux de paiement permettant aux usagers de régler leur FPS ;

- Fournir à un redevable qui le demande un justificatif de paiement ;

- Assurer, pendant trois ans, l'archivage électronique de l'ensemble des données des avis de paiement initiaux, rectificatifs et majorés, des justificatifs de paiement des FPS dont la gestion lui a été confiée, sauf en cas de recours du TSP ou en cas de force majeure.

5. Mise en place d'un paiement minoré

La collectivité qui souhaite proposer aux redevables de payer leur FPS à un montant minoré dans un délai qu'elle détermine à deux possibilités :

- Le notifier par ses propres moyens aux usagers avant la transmission par voie électronique des FPS à l'ANTAI ;

- L'indiquer à l'ANTAI pour mettre en place cette fonctionnalité. Les informations de minoration seront alors transmises informatiquement à l'ANTAI afin qu'elles soient prises en compte dans les traitements de l'ANTAI, en particulier sur les canaux de paiement de l'Agence. L'information sur la minoration devra obligatoirement être portée à la connaissance des redevables par la page de personnalisation fournie par la Collectivité, figurant au verso de la première page de l'avis de paiement. Le FPS minoré doit alors obligatoirement et exclusivement être payé par le redevable sur les canaux de paiement fournis par l'ANTAI. Lorsque la

collectivité sollicite l'ANTAI à cette fin, elle doit également lui faire parvenir la délibération autorisant la mise en place d'un paiement minoré.

6. Durée de la convention - renouvellement

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2024 ou, si elle est signée postérieurement, à partir de la date de sa signature par les deux parties. Elle est conclue pour une durée se terminant le 31 décembre 2026. Une nouvelle convention est nécessaire pour prolonger l'adhésion au service.

7. Droit applicable - Règlement amiable - Juridiction compétente

7.1 Droit applicable

La présente convention est régie par le droit français.

7.2 Règlement amiable

La présente convention est conclue et exécutée de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation les éventuelles difficultés qui peuvent survenir lors de son exécution.

En cas de différend entre les parties, celles-ci s'engagent à se réunir aux fins de conciliation dans un délai de quinze (15) jours suivant l'exposé du différend, lequel aura été porté par l'une des parties à la connaissance de l'autre au moyen d'une lettre recommandée avec avis de réception.

Dans les cas où les parties n'arrivent pas à trouver un accord, elles ont la possibilité de désigner un expert d'un commun accord.

L'expert propose une solution au litige. A défaut d'accord intervenu entre les parties sur cette solution dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la communication du rapport de l'expert aux parties, celles-ci peuvent saisir les tribunaux.

7.3 Juridiction compétente

A défaut de règlement amiable, tout litige portant sur la conclusion, l'entrée en vigueur, l'interprétation, l'application, la résiliation et les suites de la convention est porté devant le tribunal administratif de Paris même en cas de référé, de demande incidente, de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie.

8. Force majeure

Est entendue par force majeure les événements de guerre déclarés ou non déclarés, de grève générale de travail, de maladies épidémiques, de mise en quarantaine, d'incendie, de crues exceptionnelles, d'accidents ou d'autres événements indépendants de la volonté des deux Parties. Aucune des deux Parties ne peut être tenue responsable du retard constaté en raison des événements de force majeure.

En cas de force majeure, constatée par l'une des Parties, celle-ci en informe l'autre par écrit dans les meilleurs délais.

Les délais prévus pour la livraison sont décalés en fonction des circonstances et de la durée de la force majeure. Si une Partie constate un cas de force majeur, elle en informe l'autre et lui communique toute information utile sur l'évolution envisagée de son activité et les délais de mise en œuvre des actions prévues pour y faire face.

Fait à AURAY , le 11 avril 2025

en 2 exemplaires originaux

Pour l'ANTAI,	Pour la Collectivité,
Le Préfet Laurent FISCUS, Directeur, Date, cachet, signature A Paris, Le 17/10/2023  	Date, cachet, signature

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Conditions financières

Annexe 2 : Conditions Générales d'Utilisation (CGU)

Annexe 3 : Confidentialité et données personnelles

Annexe 1 : Conditions financières

1. Prix des prestations réalisées par l'ANTAI

a) La collectivité verse pour les prestations réalisées par l'ANTAI les montants suivants :

Prestations	Prix unitaire pour l'année 2024
1. Traitement, impression et mise sous pli d'un avis de paiement	
1.1 Traitement, impression et mise sous pli d'un avis de paiement initial	0,98 € par pli envoyé
1.2 Traitement, impression et mise sous pli d'un avis de paiement rectificatif	0,98 € par pli envoyé
2. Traitement d'un avis de paiement dématérialisé	
2.1 Traitement d'un avis de paiement initial dématérialisé	0,83 € par envoi dématérialisé
2.2 Traitement d'un avis de paiement rectificatif dématérialisé	0,83 € par envoi dématérialisé

b) L'affranchissement est refacturé pour chaque courrier envoyé :

Les courriers envoyés sont :
- Un avis de paiement initial ;
- Un avis de paiement rectificatif ;
- Un nouvel envoi d'un avis de paiement lorsqu'une adresse alternative a été retrouvée ;
- Un justificatif de paiement ;
- Tout autre envoi dans le cadre du traitement d'un avis de paiement par l'ANTAI.

L'affranchissement est refacturé pour chaque courrier envoyé selon le tarif en vigueur à La Poste.

A titre indicatif, le coût d'affranchissement est au 1er janvier 2023 de 0,65 € par courrier envoyé. Ce prix peut être réévalué selon les évolutions tarifaires de La Poste. Par exemple, pour l'année 2024, le coût de l'affranchissement peut être réévalué sous réserve d'éventuelles évolutions tarifaires de La Poste d'ici le 1er janvier 2024.

2. Révision annuelle des prix unitaires

Les prix unitaires des prestations réalisées par l'ANTAI et exposées dans le paragraphe 1. a) de cette annexe 1, sont révisés annuellement pour une entrée en vigueur au 1er janvier de chaque année (N) en application de la formule exposée ci-après :

$$P = P0 \times \left(0{,}30 + 0{,}40 \times \frac{CPF}{CPF0} + 0{,}30 \times \frac{S}{S0}\right)$$

Dans laquelle :
- P : prix révisé ;
- P0 : prix contractuel d'origine ;
- CPF0 : valeur de l'indice arrêté CPF18 « travaux d'impression et de reproduction » base 2015, identifiant INSEE 010534151 publié au 30 septembre 2023 ;
- CPF : valeur de l'indice arrêté CPF18 « travaux d'impression et de reproduction » base 2015, identifiant INSEE 010534151 publié au 30 septembre N-1 ;
- S0 : dernier indice SYNTEC publié au 30 septembre 2023 ;

- S : dernier indice SYNTEC publié au 30 septembre N-1 ;

Où :

- Si le dernier indice connu à la date de la révision est un indice provisoire, on utilisera le dernier indice arrêté ;
- La valeur des indices SYNTEC, correspond aux valeurs initiales telles que publiées à la date concernée sur le site de la Fédération SYNTEC. A titre d'exemple, le dernier indice SYNTEC publié le 30 septembre 2022 est celui d'août 2022 pour un total de 286,4.

Dans le cadre de la révision annuelle des prix, l'augmentation annuelle ne peut pas être supérieure à 3 %.

De nouvelles prestations peuvent être ajoutées lors de la révision annuelle des prix dans le cas où un besoin nouveau apparaîtrait. Un avenant à la présente convention est alors conclu.

L'ANTAI communique sur l'espace internet dédié (SWA-PART) aux collectivités au plus tard le 30 novembre N-1 les prix unitaires applicables à compter du 1er janvier N.

Afin de respecter les conditions de révision de prix exposées ci-avant, la révision des prix est effectuée entre le 1er octobre N-1 et le 30 novembre N-1 pour une entrée en vigueur au 1er janvier N.

3. Modalités de facturation

Les prestations réalisées par l'ANTAI sont payables mensuellement.

Les avis des sommes à payer sont transmis mensuellement aux collectivités via le portail Chorus Pro.

L'avis des sommes à payer comporte les mentions suivantes :

- L'indication exacte du nom ou de la raison sociale de l'ANTAI ;
- Le nom et le numéro SIRET de la collectivité locale ;
- Le code service et /ou le numéro d'engagement juridique transmis par la collectivité ;
- Les quantités pour chaque prestation ;
- Les frais d'affranchissement pour chaque prestation.

Le paiement est effectué par virement net à trente (30) jours calendaires à compter du statut de mise à disposition du destinataire de l'avis des sommes à payer sur le portail Chorus Pro.

Concernant le(s) changement(s) de code service et/ou de numéro d'engagement juridique, il convient de transmettre cette(s) demande(s) avant le cinq (5) du mois suivant à facturer. Exemple : pour une facturation au titre du mois de janvier 2023, les changements doivent être communiqué à l'ANTAI avant le 5 février 2023. Ces données doivent être complété dans le SWA-PART, rubrique Facturation.

Par ailleurs, si la collectivité territoriale souhaite être facturée sur un SIRET annexe ou secondaire, cette option est possible. Dans ce cas, la collectivité devra renseigner sur le SWA-PART (rubrique Facturation) son SIRET secondaire sur lequel elle souhaite être facturée.

Annexe 2 : Conditions Générales d'Utilisation (CGU)

1. Objet

Les présentes CGU régissent l'accès du SWA-PART FPS et ont pour objet d'en définir les modalités et conditions d'utilisation. Tout accès et toute utilisation du SWA-PART FPS sont subordonnés au respect des présentes CGU.

2. Mentions légales

Le SWA-PART FPS est géré par l'ANTAI. Les droits de propriété intellectuelle et autres droits de propriété relatifs aux informations proposées sur le SWA-PART FPS appartiennent à l'ANTAI. L'ensemble des éléments graphiques du SWA-PART FPS est la propriété de l'ANTAI, exception faite des symboles/logotypes des Utilisateurs qui restent leur propriété.

3. Définitions

Les termes présents dans les CGU et définis ci-dessous auront la signification suivante :
Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI) : Établissement public administratif chargé d'envoyer les avis de paiement des FPS au domicile des titulaires du certificat d'immatriculation quand la collectivité a fait le choix de recourir à cette prestation. L'ANTAI agit également en tant qu'ordonnateur de l'État pour l'émission des titres exécutoires permettant le recouvrement forcé des FPS impayés.

Avis de Paiement ou APA d'un forfait de post-stationnement : document initial ou rectificatif adressé à tout usager redevable d'un forfait de post-stationnement.

CNT : Centre National de Traitement des infractions, basé à Rennes.

Cycle complet : ce cycle correspond au cas d'une collectivité qui a fait le choix de l'ANTAI pour assurer le traitement des messages FPS et l'édition des APA. Les conditions et engagements respectifs de la collectivité et de l'ANTAI pour le cycle complet sont décrits dans une convention FPS *ad hoc*.

Cycle partiel : ce cycle correspond au cas d'une collectivité qui n'a pas fait le choix de l'ANTAI pour assurer le traitement des messages FPS. La collectivité a ainsi choisi de gérer elle-même la phase amiable (3 mois). Ses messages FPS (mFPS) impayés au terme de la phase amiable ne seront transmis à l'ANTAI que pour leur traitement en phase exécutoire.

eAPA : avis de paiement électronique, envoyé de manière dématérialisé.

FPS : Forfait de post-stationnement.

FPS minoré : une collectivité peut décider de minorer le montant d'un FPS s'il est réglé dans un délai qu'elle détermine.

mFPS : messages FPS (données informatiques nécessaires à l'édition d'un FPS).

SWA-PART FPS: Interface mise à la disposition des collectivités leur permettant d'accéder à un onglet Convention, Facturation, Messagerie. L'onglet messagerie remplace l'adresse mail service-fps@antai.fr et antai-facturation-fps@interieur.gouv.fr.

Utilisateur : est considéré comme Utilisateur toute collectivité signataire de la convention qui gère du stationnement payant. Sont également considérés comme Utilisateurs les tiers contractants éventuels de ces collectivités.

4. Acceptation

L'accès et l'utilisation du SWA-PART FPS sont soumis à l'acceptation et au respect des présentes CGU. En adhérant au SWA-PART FPS, quels que soient les moyens techniques d'accès et les terminaux utilisés, l'Utilisateur, personne dûment habilitée à cet effet par la collectivité, est présumé connaître les présentes CGU et en accepter les termes sans réserve.
Les CGU peuvent faire l'objet d'évolutions sous réserve d'un préavis de 3 mois, notamment par la mise à disposition de nouvelles fonctionnalités, ou en supprimant ou modifiant certaines fonctionnalités. Les CGU modifiées se substituent *de facto* à l'annexe. En cas de désaccord avec les CGU, aucun usage du SWA-PART FPS ne saurait être effectué par l'Utilisateur.

5. Accès aux services

Les CGU du SWA-PART FPS concernent toute collectivité qui gère du stationnement payant dans le cadre de la réforme de la dépénalisation du stationnement payant entrée en vigueur le 1er janvier 2018. Elles s'appliquent tant aux collectivités ayant choisi le cycle complet qu'aux collectivités ayant choisi le cycle partiel.
Pour accéder au SWA-PART FPS, l'Utilisateur doit créer un compte en s'enregistrant sur le portail de l'ANTAI dans l'espace dédié aux collectivités et entrer les informations suivantes :

- nom de compte (ou login) ;
- mot de passe ;
- adresse e-mail.

Le nom de compte (ou login) et le mot de passe permettent à l'Utilisateur d'accéder au SWA-PART FPS. L'adresse e-mail permet à l'ANTAI de communiquer avec l'Utilisateur dans le cadre de la gestion et du suivi du compte et d'envoyer des informations relatives au SWA-PART FPS. A ce titre, l'ANTAI recommande que cette adresse soit la plus pérenne possible et consultée régulièrement afin d'éviter toute perte de contact due à des changements de poste ou absence plus ou moins prolongée.

L'adresse courriel de contact de la collectivité est la suivante :

courrier@ville-auray.fr

L'utilisation de serveurs mandataires (également appelés proxy), autres que ceux éventuellement mis en place par la collectivité dans son infrastructure, tant pour la création de compte que pour la connexion au compte est interdite. La création de compte de façon automatisée et/ou avec une identité fausse ou frauduleuse est interdite.

5.1. Communications

La communication entre l'Agence et la Collectivité se fera par la messagerie du SWA-PART FPS sauf exception. En cas de dysfonctionnement de ce dernier, l'adresse de messagerie fournie à l'inscription sera utilisée.

6. Obligations et engagements de l'Utilisateur

L'Utilisateur du SWA-PART FPS s'engage à :

- Faire appel exclusivement à des agents assermentés pour l'établissement des FPS. En cas de marché(s) confié(s) à des tiers-contractants pour l'établissement des FPS, l'Utilisateur s'engage à veiller à ce que les personnels de ces tiers-contractants soient assermentés pour être conforme aux textes réglementaires ;

- Utiliser la connexion sécurisée vers le CNT dédiée aux seules fins de transmission des messages FPS vers l'ANTAI ;

- Veiller à la transmission sécurisée des messages FPS destinés à l'ANTAI en utilisant les certificats de chiffrement obtenus auprès de Prestataires de Services de Confiance référencés par l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (http://www.ssi.gouv.fr/) ;

- Ne pas tenter de modifier ou d'extraire les éléments de sécurité relatifs à l'authentification d'origine de la connexion entre la collectivité et le CNT de l'ANTAI ou relatifs à l'émission des messages FPS vers l'ANTAI. En particulier, ne pas altérer ni modifier ni tenter d'extraire les certificats ou les clés d'authentification fournis par le CNT et utilisés pour authentifier l'origine des messages FPS ainsi que l'origine de la connexion ;

- Utiliser une solution logicielle de gestion des FPS conforme aux spécifications techniques pour les échanges de données entre une solution logicielle de gestion de FPS et l'ANTAI ;

- S'assurer que la solution logicielle retenue par la collectivité, ou par chacun de ses tiers-contractants FPS, a passé avec succès l'ensemble des tests de conventionnement avec l'ANTAI (la solution logicielle est attestée par un rapport de tests) ;

- Communiquer à l'ANTAI, dès qu'elle en a connaissance, toute modification relative à l'identité de la collectivité ou à l'organisation de son stationnement payant (fusion de collectivités, modification de l'entité en charge du stationnement, etc.) susceptibles d'avoir une incidence sur les prestations en cours auprès du SWA-PART FPS.

7. Disponibilité et évolution

Tous les frais supportés par l'Utilisateur pour accéder au SWA-PART FPS (matériel informatique, logiciels, connexion Internet, certificats, etc.) sont à sa charge. Le SWA-PART FPS est disponible 7 jours sur 7, 24h sur 24h. En cas de force majeure ayant pour conséquence un dysfonctionnement du SWA-PART FPS, celui-ci peut être interrompu sans délai. L'ANTAI peut faire évoluer, modifier pour tout motif nécessaire au bon fonctionnement du SWA-PART FPS, ou suspendre, pour des raisons de maintenance, le SWA-PART FPS. En ce cas il lui appartient d'en informer l'Utilisateur en respectant un délai de prévenance d'au moins quinze (15) jours franc. L'ANTAI s'engage également à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires au rétablissement du service dans les meilleurs délais. L'Utilisateur s'oblige à ne réclamer aucune indemnisation suite à l'interruption, à la suspension ou à la modification des présentes CGU.

8. Responsabilité

L'Utilisateur s'engage à ne fournir que des informations exactes, vérifiables, à jour et complètes. Dans l'hypothèse où l'utilisateur ne s'acquitterait pas de cet engagement, l'ANTAI se réserve le droit de suspendre ou supprimer son compte dans le SWA-PART FPS, sans préjudice des éventuelles actions en responsabilité pénale et civile qui pourraient être engagées à son encontre.

9. Propriété intellectuelle et données

Les marques, logos, et créations du SWA-PART FPS font l'objet d'une protection par le code de la propriété intellectuelle et plus particulièrement par le droit d'auteur et le droit des marques. L'Utilisateur sollicite l'autorisation préalable du SWA-PART FPS pour toute reproduction, publication ou copie de ces éléments.
L'ANTAI et l'Utilisateur s'engagent à une utilisation des données du SWA-PART FPS détenues, produites ou fournies par l'ANTAI ou par l'Utilisateur) conformément au cadre strictement limité de la mise en œuvre du FPS. Une utilisation des données à des fins commerciales est interdite.

10. Droit applicable

Les CGU sont soumises au droit français. En cas de contestation éventuelle, et après l'échec de toute tentative de recherche d'une solution amiable, les tribunaux français seront seuls compétents pour connaître de ce litige. Pour toute question relative aux présentes CGU du SWA-PART FPS de l'ANTAI, l'Utilisateur a la possibilité de contacter le SWA-PART FPS à l'onglet « messagerie » ou par messagerie électronique à l'adresse service-fps@antai.fr.

Annexe 3 : Confidentialité et données personnelles

La présente annexe à la convention a pour objectif de préciser les règles de confidentialité ainsi que les conditions d'utilisation des données personnelles.

1. Règles de confidentialité

L'ANTAI est tenue de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que les informations, documents ou éléments qui lui sont communiqués ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Dans le cadre de son obligation de confidentialité, l'ANTAI s'engage à n'utiliser les documents transmis que pour la seule exécution de la présente convention. L'ANTAI s'engage à ne pas divulguer les documents, informations et données détenus à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, après l'échéance ou la résiliation de la présente convention.

Les données confidentielles sont :

- L'ensemble des données transmises pour la notification par voie postale ou par voie dématérialisée des avis de paiement initiaux et rectificatifs ;
- Les coordonnées des titulaires des certificats d'immatriculation (identité, à savoir, nom, prénom, date et lieu de naissance, adresse, type de pièce d'identité) ;
- Les données sur le paiement des FPS.

L'ANTAI s'engage à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver la sécurité notamment matérielle, et assurer la conservation et l'intégrité des données et informations traitées pendant la durée du présent contrat et pendant la durée d'archivage des données ;
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter l'accès et l'utilisation détournée ou frauduleuse par des tiers des informations confidentielles et toutes précautions utiles afin que celles-ci ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées ;
- Avertir immédiatement par écrit la collectivité de tout élément pouvant laisser présumer une violation des obligations découlant du présent paragraphe.

Les dispositions de la présente convention sont valables pendant toute la durée de celle-ci ainsi que les cinq années qui suivent son expiration.

Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 6 novembre 2015 fixant les caractéristiques du numéro des avis de paiement et les spécifications techniques mentionnées à l'article R. 2333-120-10 du code général des collectivités territoriales, les données des avis de paiement du forfait post-stationnement, initiaux ou rectificatifs délivrés par l'ANTAI sont conservées par l'Agence de manière à garantir l'intégrité, l'intelligibilité et l'accessibilité des données pendant une durée de trois (3) ans. Les données sont enregistrées dans un format pérenne et répliquées sur un site distant.

L'ANTAI s'engage à ne pas conserver ces données au-delà de la durée citée et procède à leur élimination en fin de période.

L'obligation de confidentialité est une obligation essentielle de la présente convention et sa violation est de nature à entraîner la résiliation de la présente convention pour faute grave. Il est rappelé que la révélation intentionnelle d'une information à caractère secret par une personne qui en est le dépositaire à titre professionnel est passible de poursuites pénales, conformément à l'article 226-13 du code pénal.

2. Conditions d'utilisation des données personnelles

L'ANTAI s'engage à traiter les données à caractère personnel confiées par la collectivité aux seules fins mentionnées en objet de la présente convention et à respecter ses obligations au regard de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, et, de son décret d'application n° 2005-1309 du 20 octobre 2005, ainsi qu'au regard du règlement européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

L'ANTAI s'engage à informer la collectivité en cas de :

- Violation des données personnelles identifiées dans le cadre du traitement, et concernant la collectivité ;
- Demande de droit d'accès, de rectification ou de limitation, qui lui seraient adressée.

L'ANTAI atteste qu'elle dispose des moyens techniques présentant les garanties suffisantes pour assurer la sécurité et la confidentialité des données, pour empêcher toute destruction fortuite ou illicite, perte fortuite, divulgation ou accès non autorisé d'un tiers, toute forme illicite de traitement, et pour empêcher que les données ne soient déformées ou endommagées.

L'ANTAI s'assure que l'ensemble de ses sous-traitants ou prestataires pouvant intervenir dans le cadre de la convention présentent les mêmes garanties et obligations sur les données personnelles traitées.

La collectivité s'engage à mener les analyses d'impact nécessaires et mener pour son traitement l'ensemble des mesures nécessaires à garantir la sécurité des données personnelles.

Les points de contacts de la collectivité pour la gestion des données personnelles sont les suivants :

police@ville-auray.fr; c.regnault@ville-auray.fr

Le point de contact de l'ANTAI pour la gestion des données personnelles est le suivant :

donnees-personnelles-antai@interieur.gouv.fr

L'ANTAI déclare tenir un registre des données personnelles qui précise l'encadrement du traitement et les moyens mis en œuvre pour protéger ces données

Modèles de documents envoyés par l'ANTAI

Les modèles de documents envoyés par l'ANTAI sont l'avis de paiement de FPS, l'avis de paiement rectificatif de FPS et le justificatif de paiement de FPS. Ces modèles de documents pourront faire l'objet de modifications.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Avis de paiement
Forfait de post-stationnement (FPS)

ANTAI Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions

VILLE DE PARIS

V16.00.01.01.01360146 217500016000191830060501 57 51 APA FRFR

Numéro de l'avis de paiement :
21750001600019 | 18 | 3 | 006 | 050 | 157

Z00 F002qdsvfi2hg5z3zii50

M NEBDRRA RRYITEH
23 PASSAGE NTRIHAO
92400 COURBEVOIE

Date d'envoi de l'avis de paiement :
18/01/2018

Madame, Monsieur,

Le véhicule dont le certificat d'immatriculation est à votre nom a stationné le **06/01/2018** sur le territoire de **PARIS**, sans que soit réglée totalement la redevance de stationnement prévue. A ce titre, vous êtes redevable d'un forfait de post-stationnement (FPS) dont le détail est décrit ci-dessous.

Etablissement de l'avis de paiement du forfait de post-stationnement

COLLECTIVITÉ AYANT INSTITUÉ LA REDEVANCE

Nom de la collectivité :
PARIS

Autorité dont relève l'agent assermenté :
MOOVIA
69-73 BD VICTOR HUGO
93400 SAINT-OUEN

N° d'identification de l'agent assermenté :
050

INFORMATIONS RELATIVES AU STATIONNEMENT

Date et heure de constatation de l'absence ou de l'insuffisance de paiement immédiat de la redevance :
Le 06/01/2018 à 15h28.

Lieu :
47 RUE DE LIEGE
75008 PARIS
48.87913833 2.32413333 38.7 1.5

N° d'immatriculation du véhicule :
-1DDB1-V0

Marque du véhicule :
SMART

INFORMATIONS RELATIVES A L'ENVOI DE L'AVIS DE PAIEMENT

Date d'envoi de l'avis de paiement :
18/01/2018

Identité et adresse du redevable :
M NEBDRRA RRYITEH
23 PASSAGE NTRIHAO
92400 COURBEVOIE

Le montant du FPS dû est égal à : 50 euros.

Ce FPS a cessé de produire ses effets le **06/01/2018** à **20h00**. A partir de cette heure, vous pouvez être redevable d'un nouveau FPS si vous avez continué à stationner au lieu indiqué.

« Signé »

Numéro de l'avis de paiement : 21750001600019 | 18 | 3 | 006 | 050 | 157

Pour plus de renseignements sur cet avis et vos démarches, appelez le 0820 538 123 (0,05 €/min + prix d'un appel normal).



V16.00.01.01.01360146 21750001600019183006050157 51 APA FRFR

MODALITÉS DE PAIEMENT ET CONTESTATION

Comment régler votre FPS ?

Vous devez régler votre FPS auprès de la Direction Générale des Finances Publiques aux coordonnées figurant ci-dessous. S'il vous est demandé, le numéro de télépaiement de votre FPS est le suivant :

21750001600019	18	3	006	050	157	Clé	51

Paiement par smartphone ou par Internet

Scannez le flashcode ci-contre ou saisissez l'URL suivante dans le navigateur de votre smartphone : **www.stationnement.gouv.fr**

Paiement par téléphone (serveur vocal interactif)

Par carte bancaire au 0811 10 10 10 (0,05 €/min + prix d'un appel normal).

Paiement par courrier

Par chèque libellé en euros à l'ordre du Trésor public (adresse mentionnée sur la carte de paiement).
Joignez la carte de paiement ci-dessous pour servir de référence sans l'agrafer ni la coller.
Envoyez le tout dans l'enveloppe retour à affranchir. **Ne joignez aucun autre document.**

Paiement au guichet d'un centre des finances publiques

Uniquement par carte bancaire, muni du présent avis.

Paiement chez un buraliste ou partenaire agréé*

En lui présentant le flashcode se trouvant *sur la carte de paiement ci-dessous*
** identifié par le logo ci-contre, liste consultable sur www.impots.gouv.fr/portail/paiement-proximite*

PAIEMENT DE PROXIMITÉ

ATTENTION

Date limite de paiement de votre FPS : 23/04/2018

En cas de non-paiement ou de paiement insuffisant à cette date, un titre exécutoire assorti de la majoration prévue à l'article R. 2333-120-16 du code général des collectivités territoriales sera émis à votre encontre. Cette majoration est fixée à 20% du montant du FPS impayé sans pouvoir être inférieure à 50 euros.

CARTE DE PAIEMENT
Date de l'avis : 18/01/2018

M NEBDRRA RRYITEH
23 PASSAGE NTRIHAO
92400 COURBEVOIE

5000 *

CENTRE D'ENCAISSEMENT
TSA 69089
35908 RENNES CEDEX 09

NE RIEN INSCRIRE SOUS CE TRAIT - NE PAS PLIER

543219000176 04002711830060501570350401962806 5000

Comment contester cet avis de paiement ?

Si vous souhaitez contester cet avis de paiement, **vous devez former un recours administratif préalable obligatoire (RAPO)** avant toute saisine de la juridiction compétente, à peine d'irrecevabilité de cette saisine.

Conditions de recevabilité de votre recours (RAPO)

✔ **Comment envoyer votre recours (RAPO) ?**

- Par **voie électronique** à l'adresse suivante :

  https://www.paris.fr/fps

- Par **lettre recommandée** avec demande d'avis de réception à l'adresse suivante :
  CENTRE DE NUMÉRISATION RAPO FPS
  6 AVENUE DE LA PORTE D'IVRY
  75013 PARIS

✔ **Dans quel délai ?**

- Ce recours (RAPO) est à adresser dans le délai d'un mois, soit avant le : **23/02/2018**
  Vous êtes réputé avoir reçu le présent avis 5 jours francs à compter de la date d'envoi.

✔ **Quelles pièces transmettre ?**

Pièces à transmettre obligatoirement sous peine d'irrecevabilité du recours :

- Un exposé des faits et des arguments expliquant le recours.
- Une copie de l'avis de paiement contesté.
- Une copie du certificat d'immatriculation ou de la déclaration de cession du véhicule et de son accusé d'enregistrement dans le système d'immatriculation des véhicules.

Pièces à transmettre selon votre situation :

- Le cas échéant, les pièces permettant d'apprécier le bien-fondé de votre recours.
  En tant que titulaire du certificat d'immatriculation, locataire ou acquéreur du véhicule concerné, vous pouvez habiliter toute personne pour former le recours administratif en votre nom et pour votre compte. Dans ce cas, le mandat d'habilitation doit être transmis avec le recours.

Délai de réponse de l'autorité administrative ou de son délégataire

- L'absence de réponse écrite reçue dans le mois suivant la date de l'avis de réception postal ou électronique du recours vaut rejet du recours.
- La décision de rejet peut être contestée dans le délai d'un mois devant la commission du contentieux du stationnement payant, sous réserve du respect des conditions de recevabilité du recours.

DROITS D'ACCÈS ET DE RECTIFICATION

Le ministère de l'intérieur est responsable du traitement de données « Services FPS - ANTAI » qui a pour finalité, conformément à l'article L2333-87 du CGCT, la notification des avis de paiement de FPS et l'émission des titres exécutoires et d'annulation prévus à cet article.

Les données personnelles recueillies dans ce cadre (état civil, informations d'ordre économique et financier, données de connexion ou de localisation) sont conservées pendant 3 ans et destinées à l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions ainsi qu'à la direction générale des finances publiques en charge de leur recouvrement.

Vous pouvez exercer un droit d'accès, de rectification ou d'opposition pour motifs légitimes relatifs aux renseignements vous concernant et ayant fait l'objet d'un traitement automatisé (art. 70-18 à 70-20 de la loi du 6 janvier 1978). Ce droit s'exerce, par courrier séparé, auprès de : Données personnelles CNT - CS 74 000 - 35094 Rennes Cedex 9.

Vous pouvez également exercer ce droit auprès de l'autorité dont relève l'agent assermenté ayant établi cet avis de paiement et dont l'adresse figure sur la première page du présent avis. En cas d'absence de réponse, vous pourrez adresser une réclamation auprès de la CNIL par voie électronique ou par courrier.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Avis de paiement rectificatif
Forfait de post-stationnement (FPS)

PARIS

ANTAI Agence Nationale de traitement Automatisé des Infractions

V16.00.01.01.01360146 21800019800018171113000901 37 APA FRFR

Numéro de l'avis de paiement rectificatif :
21800019800018 | 17 | 1 | 113 | 000 | 901

Numéro de l'avis de paiement initial :
21800019800018 | 17 | 1 | 113 | 000 | 900

Z00 F002qly3ec3yqduho05h0

M DUPONT MICHEL
12 RUE DES ECOLES
59000 LILLE

Date d'envoi de l'avis de paiement rectificatif :
13/11/2017
Date d'envoi de l'avis de paiement initial :
08/09/2017

Madame, Monsieur,

Vous avez formé un recours administratif préalable obligatoire (RAPO) à l'encontre de l'avis de paiement de forfait de post-stationnement (FPS) n°**21800019800018171113000900** en date du **06/09/2017**.

A la suite de ce recours, un avis de paiement rectificatif a été établi. Vous en trouverez le détail ci-dessous.

Etablissement de l'avis de paiement rectificatif du forfait de post-stationnement

COLLECTIVITÉ AYANT INSTITUÉ LA REDEVANCE

Nom de la collectivité :
AMIENS

Autorité dont relève l'agent assermenté :
SERVICE DE CONTROLE DU STATIONNEMENT PAYANT
22 RUE DU NORD
80010 AMIENS

N° d'identification de l'agent assermenté :
2468013579

INFORMATIONS RELATIVES AU STATIONNEMENT

Date et heure de constatation de l'absence ou de l'insuffisance de paiement immédiat de la redevance :
Le 06/09/2017 à 09h37.

Lieu :
12 RUE D'ARTOIS
AMIENS 80

N° d'immatriculation du véhicule :
99999996

Marque du véhicule :
BMW

INFORMATIONS RELATIVES AU RECOURS ADMINISTRATIF (RAPO)

Identité et adresse du redevable :
M DUPONT MICHEL
12 RUE DES ECOLES
59000 LILLE

Date de réception du recours (RAPO) :
06/09/2017

Identité de la personne habilitée pour agir au nom et pour le compte du redevable :
SERVICE D'AIDE A LA CONTESTATION POLONAISE

Date d'établissement de l'avis de paiement de FPS rectificatif : 13/11/2017

Le montant rectifié du FPS dû est égal à : 21,55 euros.

« Signé »

Numéro de l'avis de paiement rectificatif : 21800019800018 | 17 | 1 | 113 | 000 | 901

Pour plus de renseignements sur cet avis et vos démarches, appelez le 0820 538 123 (0,05 €/min + prix d'un appel normal).



V16.00.01.01.01360146 21800019800018171113000901 37 APA FRFR

MODALITÉS DE PAIEMENT ET CONTESTATION

Comment régler votre FPS ?

Vous devez régler votre FPS auprès de la Direction Générale des Finances Publiques aux coordonnées figurant ci-dessous. S'il vous est demandé, le numéro de télépaiement de votre FPS est le suivant :

21800019800018	17	1	113	000	901	Clé	37

Paiement par smartphone ou par Internet

Scannez le flashcode ci-contre ou saisissez l'URL suivante dans le navigateur de votre smartphone : **www.stationnement.gouv.fr**

Paiement par téléphone (serveur vocal interactif)

Par carte bancaire au 0811 10 10 10 (0,05 €/min + prix d'un appel normal).

Paiement par courrier

Par chèque libellé en euros à l'ordre du Trésor public (adresse mentionnée sur la carte de paiement).
Joignez la carte de paiement ci-dessous pour servir de référence sans l'agrafer ni la coller.
Envoyez le tout dans l'enveloppe retour à affranchir. **Ne joignez aucun autre document.**

Paiement au guichet d'un centre des finances publiques

Uniquement par carte bancaire, muni du présent avis.

Paiement chez un buraliste ou partenaire agréé*

En lui présentant le flashcode se trouvant *sur la carte de paiement ci-dessous*
** identifié par le logo ci-contre, liste consultable sur www.impots.gouv.fr/portail/paiement-proximite*

PAIEMENT DE PROXIMITÉ

ATTENTION
Date limite de paiement de votre FPS : 15/12/2017

En cas de non-paiement ou de paiement insuffisant à cette date, un titre exécutoire assorti de la majoration prévue à l'article R. 2333-120-16 du code général des collectivités territoriales sera émis à votre encontre. Cette majoration est fixée à 20% du montant du FPS impayé sans pouvoir être inférieure à 50 euros.

CARTE DE PAIEMENT
Date de l'avis : 13/11/2017

M DUPONT MICHEL
12 RUE DES ECOLES
59000 LILLE

2155 *

CENTRE D'ENCAISSEMENT
TSA 69089
35908 RENNES CEDEX 09

NE RIEN INSCRIRE SOUS CE TRAIT - NE PAS PLIER

5432190001764500042171113000901035040196880622155

Comment contester cet avis de paiement rectificatif de FPS ?

Si vous souhaitez contester cet avis de paiement, **vous devez former un recours auprès de la commission du contentieux du stationnement payant (CCSP).**

Conditions de recevabilité de votre recours

✔ **Comment envoyer votre recours ?**

- Par **voie électronique** à l'adresse suivante : **www.ccsp.fr**
- Par **courrier simple** envoyé à l'adresse suivante :

CCSP
TSA 51544
87021 LIMOGES CEDEX 9

- Par **télécopie** au numéro suivant : **05 44 24 80 51 (appel non surtaxé)**

✔ **Dans quel délai ?**

- Ce recours est à adresser à compter de la date de réception du présent avis de paiement rectificatif, soit avant le : **20/12/2017**

✔ **Quelles pièces transmettre ?**

- Le formulaire de recours disponible à l'adresse suivante : **www.ccsp.fr**
- Une copie de l'avis de paiement du FPS initial
- Une copie du recours administratif (RAPO) formé auprès de la collectivité
- Une copie de l'accusé de réception postale ou électronique du RAPO
- Une copie du présent avis de paiement rectificatif
- Le justificatif de paiement du FPS rectificatif

Informations utiles

La Commission du contentieux du stationnement payant peut infliger à l'auteur d'une requête qu'elle estime abusive une amende dont le montant peut s'élever jusqu'à 2 000 euros.

DROITS D'ACCÈS ET DE RECTIFICATION

Le ministère de l'intérieur est responsable du traitement de données « Services FPS - ANTAI » qui a pour finalité, conformément à l'article L2333-87 du CGCT, la notification des avis de paiement de FPS et l'émission des titres exécutoires et d'annulation prévus à cet article.

Les données personnelles recueillies dans ce cadre (état civil, informations d'ordre économique et financier, données de connexion ou de localisation) sont conservées pendant 3 ans et destinées à l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions ainsi qu'à la direction générale des finances publiques en charge de leur recouvrement.

Vous pouvez exercer un droit d'accès, de rectification ou d'opposition pour motifs légitimes relatifs aux renseignements vous concernant et ayant fait l'objet d'un traitement automatisé (art. 70-18 à 70-20 de la loi du 6 janvier 1978). Ce droit s'exerce, par courrier séparé, auprès de : Données personnelles CNT - CS 74 000 - 35094 Rennes Cedex 9.

Vous pouvez également exercer ce droit auprès de l'autorité dont relève l'agent assermenté ayant établi cet avis de paiement et dont l'adresse figure sur la première page du présent avis. En cas d'absence de réponse, vous pourrez adresser une réclamation auprès de la CNIL par voie électronique ou par courrier.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

JUSTIFICATIF DE PAIEMENT DU FPS

ANTAI
Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions

N° de l'avis de paiement

11111111111111	22	3	444	555	666

Z00 MI2301F0000000006k2s6u914600

Date de mise à disposition du justificatif de paiement
25/07/2017

M MARTIN JEAN MICHEL
RDC AU FOND DU COULOIR
20 BIS RUE DES PEUPLIERS
59000 LILLE

V01.00.02.01.135ag" 11111111111111223444555666 JP FRFR

Madame, Monsieur,

Vous avez choisi de régler votre Forfait de Post-Stationnement (FPS) par chèque et nous vous en remercions.
Veuillez trouver le justificatif de paiement dont le détail est décrit ci-dessous.

Justificatif de paiement du FPS

DATE DE CONSTATATION DU FORFAIT DE POST-STATIONNEMENT (FPS) :	**24/05/2017**
DATE D'ÉMISSION DE L'AVIS DE PAIEMENT :	**26/05/2017**
MONTANT RÉGLÉ :	**15300.50 euros**
DATE DE RÈGLEMENT :	**20/07/2017**

Justificatif à conserver

Pour plus de renseignements sur ce justificatif et vos démarches, appelez le 0 820 538 123 (0,05 €/min + prix d'un appel normal).

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

INTERVENTIONS :

Benoît GUYOT

Donc on va passer en zone bleue sur les 700 m autour de la gare. À partir de quand pourra t'on avoir un badge pour signaler qu'on habite dans cette zone? Parce que pour l'instant c'est assez compliqué et je n'ai pas trop envie de payer une amende.

Claire MASSON

On en parle dans le bordereau suivant.

Françoise NAEL

Nous trouvons que sur le sujet de la gare, il y a un manque de communication manifeste. Il n'y a pas eu trop de débat, en tous cas pas avec les minorités sauf lundi dernier où on nous a présenté ça en commission, donc on s'abstiendra sur les 3 bordereaux concernant la gare par manque de clarification.

18- DGS - MODIFICATION DE LA DÉNOMINATION DU PARKING MERMOZ

Madame Claire MASSON, Maire, expose à l'assemblée :

Dans le cadre de la mise en place d'une offre de parking payant dans le quartier de la gare en complément des parkings du PEM, il a été décidé de rendre payant 2 parkings.

Celui situé entre la place Mermoz et la rue Marc Lucien d'une contenance d'environ 130 places et celui situé à l'angle de la place Léopold Hulot et de la rue Léopold Hulot d'une contenance d'environ 60 places rattaché à la rue Charles de Blois.

Afin de pouvoir contrôler et verbaliser les véhicules en infraction, les appareils de contrôle doivent être paramétrés avec le nom des lieux concernés.

Il est donc proposé d'identifier le parking situé place Mermoz par « parking Jean Mermoz » différencié de la place Mermoz qui dispose également d'un petit parking et de celui situé rue Charles de Blois par parking Léopold Hulot.

Vu l'avis favorable de la commission police municipale et ressources humaines du 05/05/2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (23 voix pour),

6 abstention(s) :
Monsieur VERGNE, Monsieur MAHEO, Madame NAEL, Monsieur SAMSON, Madame QUILLAY, Monsieur KERLAU

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **VALIDE** ces deux propositions et autoriser Madame le Maire à signer tous les actes relatifs à ces changements d'appellation.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025 Compte-rendu affiché le 07/05/2025 Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

19- DSTS - PARKINGS MERMOZ ET HULOT – APPROBATION DE LA GRILLE TARIFAIRE

Monsieur Stéphane RENAULT, 9 ème adjoint, expose à l'assemblée :

La mise en service du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de la gare d'Auray en juin 2021, équipement structurant de notre territoire, a permis d'offrir une offre de service optimisée pour les usagers du train. Sa fréquentation a augmenté et parallèlement, le trafic de voitures aux abords également. Cette hausse du nombre de véhicules génère des difficultés de stationnement croissantes sur le secteur de la gare aggravé par les véhicules « ventouses » qui neutralisent des places de stationnement.

Pour y remédier et s'harmoniser avec le passage payant du parking du PEM, la ville d'Auray souhaite organiser le stationnement en mettant en place des systèmes de contrôle d'accès et de péage sur les deux parcs de stationnement :

- Parking Mermoz : 130 places, place Jean Mermoz
- Parking Hulot : 60 places rue Léopold Hulot

La Ville a confié les prestations de fourniture, pose, mise en service, maintenance de matériels d'équipements techniques et exploitation de parcs de stationnement, à la société EFFIA.

Cet accord-cadre prend effet à sa date de notification pour une durée effective d'exploitation de 48 mois, pour une mise en service des équipements techniques et stationnement sous barriérage et péage au printemps 2025.

La grille tarifaire sera similaire à celle proposée par la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique.

Aussi, il est proposé de fixer ces tarifs selon les principes suivants :

- Favoriser les stationnements liés au train, et notamment l'usage pendulaire, avec la mise en place d'abonnements TER et TGV (tarif incitatif sur les usagers TER) ;
- Permettre un abonnement mensuel/annuel à tout usager ;
- Mettre un tarif attractif à la journée et demi-journée ;
- Limiter le temps de stationnement à 30 jours pour tout usager.

La grille tarifaire est présentée en annexe de cette délibération.

La société Effia aura aussi en charge la mise en place d'un plan du stationnement réglementé sur le quartier de la Gare (les domiciles compris dans le périmètre pourront solliciter une carte de stationnement résident dématérialisée).

Vu l'avis favorable de la commission police municipale et ressources humaines du 05/05/2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (22 voix pour),

7 abstention(s) :
Monsieur VERGNE, Monsieur MAHEO, Madame NAEL, Monsieur GUYOT, Monsieur SAMSON, Madame QUILLAY, Monsieur KERLAU

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** la grille tarifaire.

AURAY Voirie (horodateurs) : tarifs 2025			
Tranches tarifaires Auray Voirie payant 6h00 - 19h00 en continu			Mermoz & Hulot
			horodateurs
tous les jours	durée		Tarif
	de	à	2025
30 minutes gratuites (sans conditions)			
Tranche 1	0:00	0:15	- €
Tranche 2	0:15	0:30	- €
Tranche 3	0:30	0:45	0,80 €
Tranche 4	0:45	1:00	1,00 €
Tranche 5	1:00	1:15	1,20 €
Tranche 6	1:15	1:30	1,40 €
Tranche 7	1:30	1:45	1,60 €
Tranche 8	1:45	2:00	1,80 €
Tranche 9	2:00	2:15	2,00 €
Tranche 10	2:15	2:30	2,20 €
Tranche 11	2:30	2:45	2,40 €
Tranche 12	2:45	3:00	2,60 €
Tranche 13	3:00	3:15	2,80 €
Tranche 14	3:15	3:30	3,00 €
Tranche 15	3:30	3:45	3,20 €
Tranche 16	3:45	4:00	3,40 €
Tranche 17	4:00	4:15	3,60 €
Tranche 18	4:15	4:30	3,80 €
Tranche 19	4:30	4:45	4,00 €
Tranche 20	4:45	5:00	4,20 €
Tranche 21	5:00	5:15	4,40 €
Tranche 22	5:15	5:30	4,60 €
Tranche 23	5:30	5:45	4,80 €
Tranche 24	5:45	6:00	5,00 €
Tranche 25	6:00	6:15	5,20 €
Tranche 26	6:15	6:30	5,40 €

Tranche 27	6:30	6:45	5,60 €	
Tranche 28	6:45	7:00	5,80 €	
Tranche 29	7:00	7:15	6,00 €	
Tranche 30	7:15	7:30	6,20 €	
Tranche 31	7:30	7:45	6,30 €	
Tranche 32	7:45	8:00	6,40 €	
Tranche 33	8:00	8:15	6,50 €	
Tranche 34	8:15	8:30	6,60 €	
Tranche 35	8:30	8:45	6,70 €	
Tranche 36	8:45	9:00	6,80 €	
Tranche 37	9:00	9:15	6,90 €	
Tranche 38	9:15	9:30	7,00 €	
Tranche 39	9:30	9:45	7,10 €	
Tranche 40	9:45	10:00	7,20 €	
Tranche 41	10:00	10:15	7,30 €	
Tranche 42	10:15	10:30	7,40 €	
Tranche 43	10:30	10:45	7,50 €	
Tranche 44	10:45	11:00	7,60 €	
Tranche 45	11:00	11:15	7,70 €	
Tranche 46	11:15	11:30	7,80 €	
Tranche 47	11:30	11:45	7,90 €	
Tranche 48	11:45	12:00	8,00 €	
Tranche 49	12:00	13:00	10,00 €	
Tranche 50	13:00	13:15	35,00 €	
Les forfaits jour(s)				
	forfait 1 jour		10,00 €	
	forfait 2 jours		18,00 €	
	forfait 3 jours		26,00 €	
	forfait 4 jours		34,00 €	
	forfait 5 jours		42,00 €	
	forfait 8 jours		50,00 €	
Les abonnements				
TER BreizGo	mensuel		20,00 €	fournir preuve du paiement d'un abonnement TER BreizGo
TER BreizGo	annuel		220,00 €	
Classique	mensuel		75,00 €	pas soumis à condition = tout public
Classique	annuel		825,00 €	

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

INTERVENTIONS :

Guénola QUILLAY

Nous en avons parlé hier lors de la commission ressources humaines. C'est normal, les riverains de la gare d'Auray auront du mal à stationner avec le stationnement en zone bleue donc ils vont avoir des badges. Mais vous n'avez pas peur que dans d'autres quartiers on réclame également des badges? Parce qu'il y a quand même un principe d'égalité et le centre-ville est parfois engorgé. Il y a aussi des difficultés de stationnement, donc nous ça nous pose quand même un problème.

Claire MASSON

Cela fait partie des questions que nous avions pour le Conseil Municipal de ce soir sur le site internet de la ville. C'est quelque chose qui nous a été demandé régulièrement. Les gens qui habitent le cœur de ville ou les commerçants veulent des badges pour pouvoir stationner où ils veulent en zone bleue. La grosse différence c'est qu'il n'y a pas de parkings payants. Le fait de mettre des parkings payants entraîne forcément un déport sur tout le quartier et les gens qui y habitent. Il n'y avait pas de zone bleue non plus d'ailleurs. La zone bleue est créée spécifiquement pour contrer les effets du parking payant. C'est ce qu'ont fait d'autres communes, comme Quiberon, Lorient, etc... Il y a une façon de contrer le parking payant qui est de dire que si on veut un déport sur tout le quartier et empêcher les gens du quartier de stationner dans les rues adjacentes à leur logement il faut absolument mettre tout en zone bleue. C'est parce qu'on a fait du parking payant que du coup on fait de la zone bleue pour empêcher le déport sur les rues adjacentes et qu'on créer les badges. Cela peut paraître un peu aberrant mais c'est la seule solution qu'on a pour protéger les habitants. Dans le cœur de ville nous n'avons pas ce problème pour protéger les habitants car il n'y a pas de stationnement payant. Si un jour on met du stationnement payant en cœur de ville, je pense que la question pourra être réabordée, mais pour moi là on ne vient que contrer les effets pervers du stationnement payant.

Pierrick KERGOSIEN

Pour compléter le propos de Claire, il faut voir l'étendue de la zone bleue qui n'est pas la même au niveau de la gare ou au niveau du centre-ville. Au centre-ville, il y a aussi une offre de parkings qui sont en dehors des zones bleues et qui sont assez importants. Je pense à une partie de Kériolet, une partie du parking d'Athéna et une partie du parking Saint Joseph.

Bertrand VERGNE

Est-ce qu'il y a une concertation avec Brech? Parce qu'on ne risque pas de déporter le problème sur Brech au niveau de la gare ?

Claire MASSON

Pour compléter, il y a 1200 places gratuites en centre-ville. On tenait à garder ces 1200 places gratuites comme vous d'ailleurs sur d'autres mandats. Par rapport à Brech, la concertation s'est faite, il n'y a pas de sujet. Ils font pareil. Notre tarif est exactement le même que celui du PEM, avec des forfaits journée, etc...
On fait un point dans 6 mois, en fin d'année, pour savoir comment ça se passe et si tout le monde y trouve son compte au niveau des riverains, notamment pour ne pas qu'il y ait de problème de places.

Françoise NAEL

Donc à Brech ils ont aussi du parking appartenant à la ville qui sera payant?

Claire MASSON

Non ils n'ont pas de poche de stationnement mais ils mettent tout en zone bleue avec les mêmes durées de zones bleues et un système de badge. Nous avons décidé d'un système de plaques qui est plus souple car comme nous avons besoin d'avoir un logiciel, une application, pour gérer les parkings payants, c'est plus simple de gérer les plaques avec le même logiciel et aussi de permettre aux gens d'avoir un complément sur ce logiciel qui peut permettre d'augmenter la durée à distance via leur téléphone si leur train a du retard. Dans notre cas c'est prépayé par rapport au PEM ou c'est post payé. Il y a une capacité à payer à distance via le téléphone sur cette application. Donc on a pris la même application qui gérera les parkings payants et les zones bleues avec un système de plaques.

Pierre LE SCOUARNEC

Pour compléter l'information sur la partie Brech, le parking en enclos d'AQTA est payant au même tarif. Je ne sais pas si tout le monde avait bien compris mais c'est bien payant au même tarif, il n'y a pas de concurrence entre Brech et Auray de ce point de vue.

Claire MASSON

Nous avons fait ça en parfait accord avec AQTA, Brech et Auray.

20- DF - ADOPTION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024 DU BUDGET VILLE

Monsieur Julien BASTIDE, 8ème adjoint, expose à l'assemblée :

Il est rappelé que depuis 2024, le compte financier unique (CFU) est la nouvelle présentation des comptes locaux pour les élus et les citoyens.

Ce document unique, fusion entre le compte administratif produit par l'ordonnateur et le compte de gestion produit par le comptable public, constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière.

Le Conseil municipal de la ville d'Auray va donc délibérer, pour la seconde fois, sur ce nouveau document qui remplace le compte administratif et le compte de gestion.

Il est également rappelé que conformément à la réglementation (article L. 2121-14 CGCT), le conseil municipal doit élire son Président avant le début de la séance.

Le conseil municipal élit ainsi Monsieur Pierrick KERGOSIEN président, avant le début de l'examen du CFU.

Dans ce cas, Madame le Maire peut, même si elle n'est plus en fonction, assister à la discussion mais elle devra se retirer au moment du vote.

Monsieur Julien BASTIDE, présente le CFU 2024 du Budget Ville.

Il détaille les réalisations budgétaires 2024 des sections de fonctionnement et d'investissement, en dépenses et en recettes, présentées ci-dessous :

Vue d'ensemble du compte financier unique 2024

		DEPENSES	RECETTES	
Réalisations de l'exercice 2024	**FONCTIONNEMENT**	19,963,984.17 €	22,881,173.89 €	
	INVESTISSEMENT	9,886,722.40 €	6,622,877.89 €	
Reports de l'excédent de fonctionnement 2023	**FONCTIONNEMENT (002)**		2,471,436.09 €	
Reports de l'excédent d'investissement 2023	**INVESTISSEMENT (001)**		1,224,349.47 €	
Restes à réaliser de la section d'investissement à reporter de 2024 sur 2025 (RAR)	**INVESTISSEMENT**	1,600,993.16 €	52,535.00 €	
				Différence
Total budget par section	**FONCTIONNEMENT**	**19,963,984.17 €**	**25,352,609.98 €**	**5,388,625.81 €**
	INVESTISSEMENT	**11,487,715.56 €**	**7,899,762.36 €**	**-3,587,953.20 €**
Résultat cumulé Fonctionnement + Investissement		**31,451,699.73 €**	**33,252,372.34 €**	**1,800,672.61 €**

Le résultat net de l'exercice 2024 s'élève à **1 800 672,61 €,** inscrit au budget 2025 au compte 002 « Excédent de fonctionnement reporté » conformément à la délibération d'affectation des résultats adoptée le 26 février 2025.

1 - Section de fonctionnement

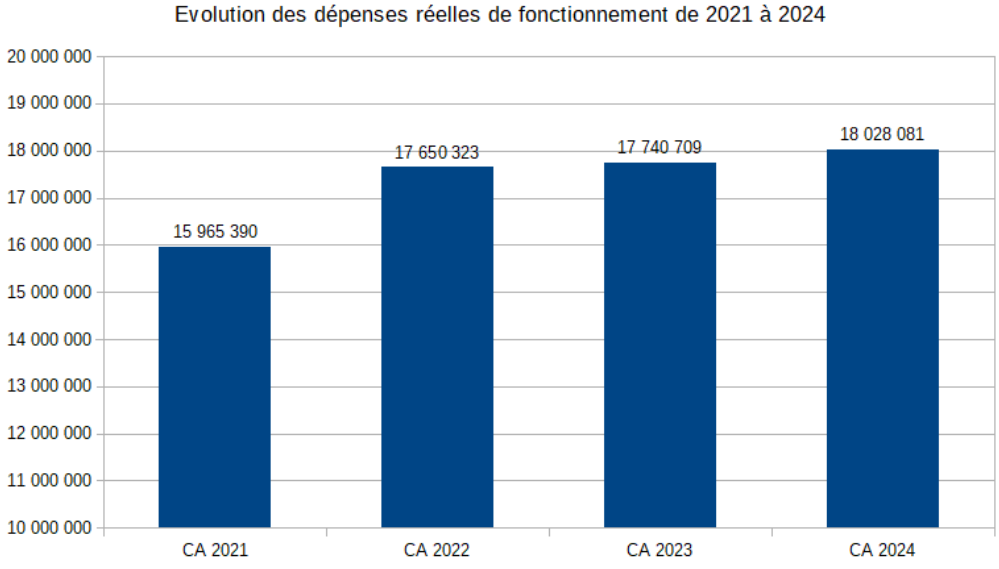
1.1. Les dépenses de fonctionnement

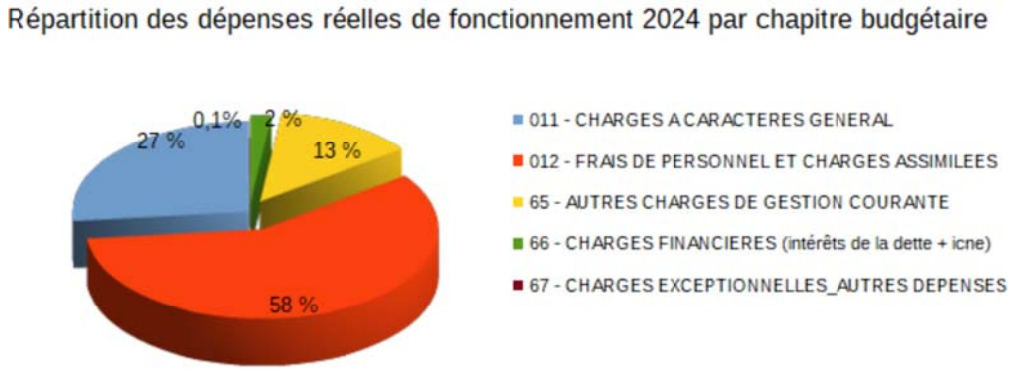
En 2024, les dépenses réelles de fonctionnement ont été inscrites à hauteur de **19,38 M€** et réalisées pour **18,02 M€** soit un pourcentage de réalisation de **93,0%.**

Par rapport à 2023, l'exécution des dépenses réelles de fonctionnement 2024 ont été contenues et n'ont ainsi progressé que de **+1,6 %, soit un pourcentage d'augmentation en dessous de la dynamique des prix puisque l'inflation en 2024 a été de +2,5 % (IPCH 2024).**

Ci-dessous un tableau retraçant l'évolution des dépenses de fonctionnement de 2021 à 2024

		CA 2021	CA 2022	CFU 2023	Total Budget 2024	CFU 2024	% REALISE CFU 2024/ Budget 2024	% EVOLUTION CFU 2024/2023
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**16 841 702**	**18 743 319**	**18 814 791**	**25 217 077**	**19 963 984**	**79,2%**	**6,1%**
TOTAL MOUVEMENT REEL		**15 965 390**	**17 650 323**	**17 740 709**	**19 386 356**	**18 028 081**	**93,0%**	**1,6%**
011	CHARGES A CARACTERES GENERAL	3 925 665	4 640 927	4 365 443	5 126 739	4 813 450	93,9%	10,3%
012	FRAIS DE PERSONNEL ET CHARGES ASSIMILEES	9 963 879	10 633 474	10 584 613	11 499 796	10 512 838	91,4%	-0,7%
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS (Dégrèvements TH/TF)	9 040	17 381	5 976	10 000	5 749	57,5%	-3,8%
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE (subv)	1 735 534	2 089 400	2 421 665	2 359 571	2 342 820	99,3%	-3,3%
66	CHARGES FINANCIERES (intérêts de la dette + icne)	248 029	241 487	348 563	368 000	348 545	94,7%	0,0%
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES (annulation de titres)	83 243	26 589	14 450	22 250	4 679	21,0%	-67,6%
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS (pour la monétisation)		1 065					
TOTAL MOUVEMENT D'ORDRE		***876 312***	***1 092 997***	***1 074 082***	***5 830 721***	***1 935 904***	***33,2%***	***80,2%***
042	*OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION (dotation aux amts)*	*876 312*	*1 092 997*	*1 074 082*	*1 950 000*	*1 935 904*	*99,3%*	*80,2%*
023	***VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT***				*3 880 721*			





1.1.1 Les charges à caractère général : 4,81 M€ (chap. 011)

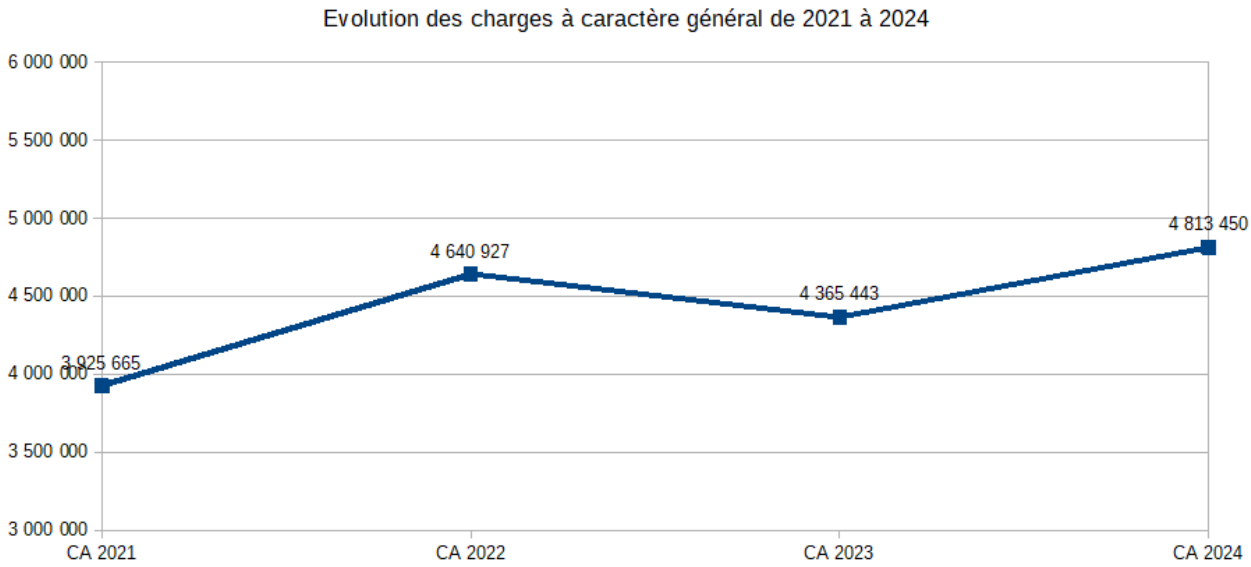
Les charges à caractère général enregistrent un pourcentage de réalisation de **93,9 %** en 2024.

Elles se sont élevées à **4,81 M€** en 2024 contre **4,36 M€** en 2023 soit une hausse de **+10 %** entre 2023 et 2024 représentant **+448 K€**, qui s'explique principalement par l'augmentation du coût de l'énergie en 2024 et une augmentation des cotisations d'assurance suite au sinistre du tennis club.

- Énergie : La ville d'Auray était protégée contre l'augmentation du coût de l'énergie grâce à son contrat qui ne s'achevait qu'au 31 décembre 2023, mais en 2024 elle a subi l'accroissement tarifaire qui s'est traduit **par une augmentation de 75 % de sa facture d'énergie par rapport à 2023** (918 K€ en 2024 contre 524 K€ en 2023) malgré une politique de sobriété mise en place par la collectivité et le fonctionnement d'équipement performant (ex : Garderie du Loch).

- Assurances : En 2023, la ville a payé 78 K€ de cotisations pour l'ensemble de ses contrats d'assurance (dommages aux biens, assurance en responsabilité civile, protection juridique, assurance flotte automobile...). **En 2024, elle a payé 132 K€ soit une augmentation de 53 K€.**

Cette augmentation tient essentiellement à l'augmentation du contrat d'assurance « Dommages aux biens » **qui est passé d'une cotisation de 26 K€ à 78 K€ (+52 K€) en raison du tennis du sinistre club.** L'assureur a augmenté la cotisation de 200 % du contrat dommage aux biens sous peine de résiliation au 31 décembre 2023.



1.1.2 Les frais de personnel : 10,51 M€ (chap. 012)

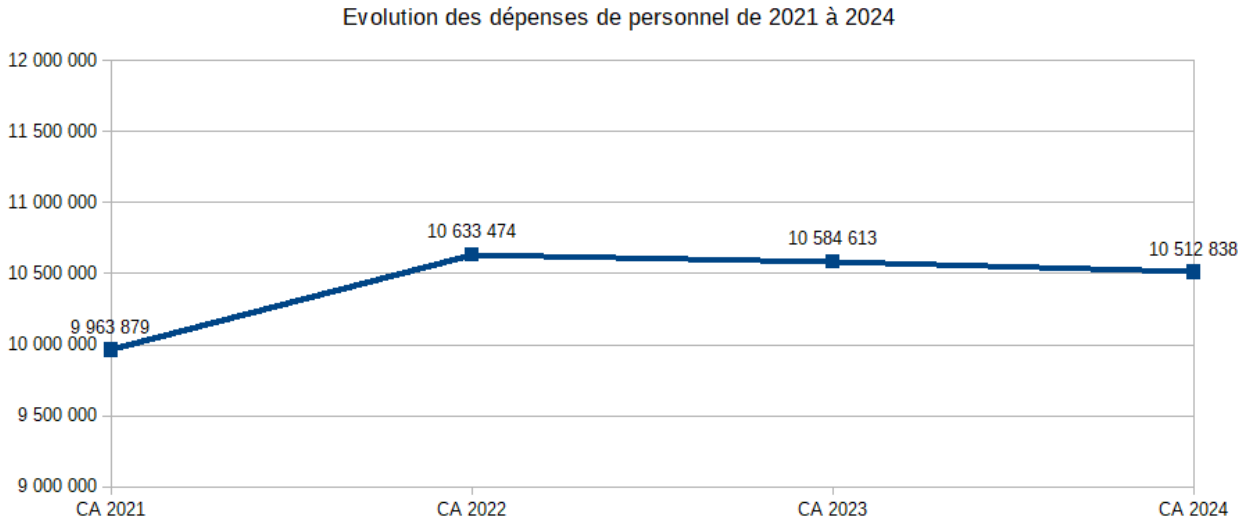
La collectivité compte 194 agents titulaires et 79 agents contractuels, soit **273 agents au total** (contre 278 en 2023). Elle emploie une majorité de titulaires (71%). Les femmes représentent 59 % de l'effectif et les hommes 41 %.

Les dépenses de personnel enregistrent un pourcentage de réalisation de **91,4 %** en 2024.

En termes d'exécution, elles ont baissé de **-0,7 %** entre 2023 et 2024 soit une baisse de **71 K€** (10,51 M€ en 2024 contre 10,58 M€ en 2023) en raison :

- de postes budgétés mais non pourvus une partie de l'année 2024
- du pacte social budgété mais non déployé dans sa totalité
- des évolutions organisationnelles ayant adapté les moyens aux besoins (ex : DSTS, DEEJ)
- du suivi des situations de santé
- de la mutualisation des systèmes d'information avec AQTA

En termes de prévision budgétaire, la ville se doit de prévoir au budget les sommes nécessaires pour faire face aux mesure financières décidées par l'État. Il est ainsi rappelé que les mesures décidées par l'État en matière de revalorisation des rémunérations pour les années 2022, 2023 et 2024 ont impacté le budget de la commune à hauteur de 855 000 €.



1.1.3 Les charges de gestion courante 2,34 M€ (chap. 65)

Les autres charges de gestion courante enregistrent un pourcentage de réalisation de **99,3 %** en 2024.

Elles se sont élevées à **2,34 M€** en 2024 contre **2,42 M€** en 2023, soit une baisse de **- 78 K€** entre 2023 et 2024 (-3,3 %). Cette baisse est principalement liée à à la résolution définitive d'un contentieux RH provisionné en 2023 pour 85 K€.

Les autres charges de gestion courante comprennent également le versement des subventions aux différentes associations culturelles, sportives et sociales (675 K€ versés en 2024), les contributions obligatoires aux différents organismes, tels que le SIVU des pompiers (381 K€ en 2024).

1.1.4 Les autres dépenses de fonctionnement

Le **chapitre 66** enregistre le remboursement des intérêts de la dette réalisé à hauteur de **348 K€** en 2024 (comme en 2023), selon l'échéancier de la dette. Pour mémoire, les intérêts de la dette avaient augmenté entre 2022 et 2023 suite à l'intégration des échéances du nouvel emprunt de 4 M€ contracté en début d'année 2023. Il est également précisé qu'en 2024, la ville a fait l'économie de 20 K€ d'intérêts en procédant à un RAT sur 6 mois (Remboursement anticipé temporaire). Opération qu'elle a également reconduite dès le début de l'année 2025.

Le **chapitre 67 (4,6 K€)**, relatif aux charges exceptionnelles, intègre diverses dépenses, telles que des annulations de titres sur exercices antérieurs (comme les régularisations du service jeunesse sur les titres émis aux familles).

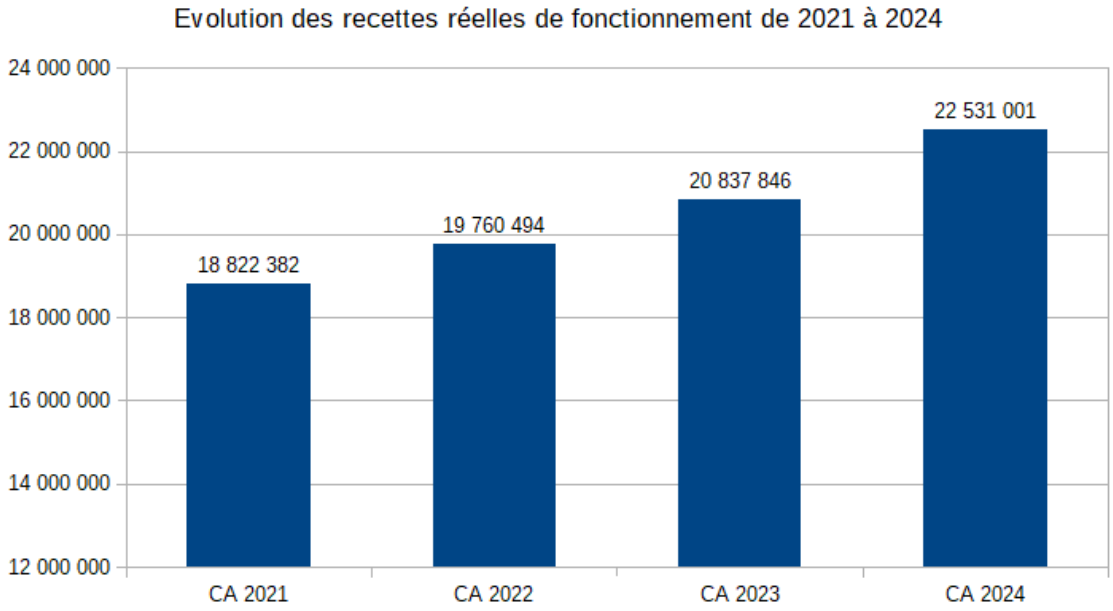
Le **chapitre 014** relatif aux atténuations de produit, comptabilisées pour **5,7 K€** en 2024, correspondent essentiellement à des dégrèvements de taxe d'habitation sur les logements vacants (c'est à dire une réduction d'impôt accordée à un contribuable qui est appliquée de façon automatique par l'administration fiscale si la situation financière du particulier ou de l'entreprise le justifie).

Enfin, le **chapitre 042** comptabilise des mouvements d'ordre (sans impact sur la trésorerie) relatif notamment aux dotations aux amortissements, c'est à dire de l'amortissement annuel des biens acquis par la collectivité (dont le montant est porté en parallèle au chapitre 040 en recettes d'investissement). Le montant 2024 s'est élevé à **1,93 M€** contre 1,07 M€ en 2023. La différence est essentiellement liée à la cession du Presbytère en 2024 pour un montant 894 K€ (les cessions impliquent des opérations d'ordre).

1.2 - <u>Les recettes de fonctionnement</u>

En 2024, les recettes réelles de fonctionnement ont été prévues à hauteur de **22,22 M€** et réalisées pour **22,53 M€** soit un pourcentage de réalisation de **101 %.**

Les recettes réelles de fonctionnement ont augmenté de **+8 % entre 2023 et 2024**, principalement en raison de l'augmentation des impôts de +6,8 % en 2024 (générant un produit supplémentaire pour la ville de l'ordre de 620 K€) mais également de la revalorisation forfaitaire automatique des bases fiscales (+3,9 % en 2024) représentant environ 400 K€ supplémentaires, et des produits des services qui ont augmenté en 2024.



Ci-dessous un tableau retraçant l'évolution des recettes de fonctionnement de 2021 à 2024

		CA 2021	CA 2022	CA 2023	Total Budget 2024	CA 2024	% REALISE CFU 2024/ Budget 2024	% EVOLUTION CFU 2024/2023
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT		**19 487 531**	**20 198 070**	**21 137 719**	**25 217 077**	**22 881 174**	**90,7%**	**8,2%**
TOTAL MOUVEMENT REEL		**18 822 382**	**19 760 493**	**20 837 846**	**22 222 641**	**22 531 001**	**101,4%**	**8,1%**
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	267 315	153 418	137 101	60 000	189 517	315,9%	38,2%
70	PRODUITS DES SCES, DU DOMAINE (billeterie, ODP)	1 439 254	1 644 660	1 715 877	1 702 920	1 847 700	108,5%	7,7%
731	FISCALITE LOCALE	13 044 121	13 304 319	14 030 133	12 510 301	12 712 859	101,6%	7,6%
73	IMPOTS ET TAXES				2 390 373	2 389 990	100,0%	
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	3 733 609	3 802 356	4 654 622	4 011 997	4 149 536	103,4%	-10,9%
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE (loyers)	303 777	834 634	286 498	1 547 000	314 209	20,3%	9,7%
76	PRODUITS FINANCIERS (intérêts liés aux parts sociales détenues en Banques)	81	30	50	50	77	154,0%	54,0%
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	34 226	10 602	13 565		926 760		
78	REPRISES SUR PROVISIONS		10 474			353		
TOTAL MOUVEMENT D'ORDRE		***665 149***	***437 576***	***299 873***	***523 000***	***350 173***	***67,0%***	***16,77 %***
042	*OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT (Régie)*	*665 149*	*437 576*	*299 873*	*523 000*	*350 173*	*67,0%*	*16,77 %*
002	***EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE***				***2 471 436,09***			

Répartition des recettes réelles de fonctionnement 2024 par chapitre budgétaire



1.2.1 Les produits des services, du domaine et des ventes diverses 1,84 M€ (chap. 70)

Les produits des services et du domaine s'élèvent à **1,84 M€** en 2024 contre 1,71 M€ en 2023, soit une augmentation des recettes de **+131 K€ (+7,7%)** qui se justifie principalement par :

- une augmentation de **37 K€** des redevances d'occupation du domaine public (liées aux travaux Place du Château 21K€, Place Dautry 10 K€, rue Pasteur 5 K€).

- une augmentation de **39 K€** des recettes culturelles (201 K€ en 2024 contre 162 K€ en 2023, soit une différence de +39 K€) principalement liée à la programmation culturelle d'Athéna, en raison d'une augmentation de la fréquentation et d'une légère augmentation des tarifs en 2024 (+50 centimes sur les pleins tarifs).

- une augmentation de **59 K€** des recettes liées à la récupération des charges locatives sur les bâtiments loués (DDFIP, Inspection académique, Argonaute, les Halles, la MAL…). La refacturation des charges en fin d'année 2024 a augmenté en raison de la répercussion sur les locataires de l'augmentation des charges énergétiques (104 K€ contre 33 K€ en 2023).

Ce chapitre intègre également les recettes liées à la VIGIE en lien avec le partenariat renouvelé avec La Trinité-sur-mer ; à la tarification de l'école de musique ; à la tarification de l'accueil de loisirs enfance Arlequin (mercredis et vacances scolaires) et aux séjours organisés ; à la tarification de la restauration scolaire ; aux droits de place dans les Halles et sur les marchés ; aux redevances d'occupation du domaines public pour les terrasses des cafés, bars et restaurants ; aux remboursements entre les budgets en fin d'année pour le personnel et les fournitures affectés au CCAS et aux budgets annexes.

1.2.2 Les impôts et taxes : 15,10 M€ (chap. 73)

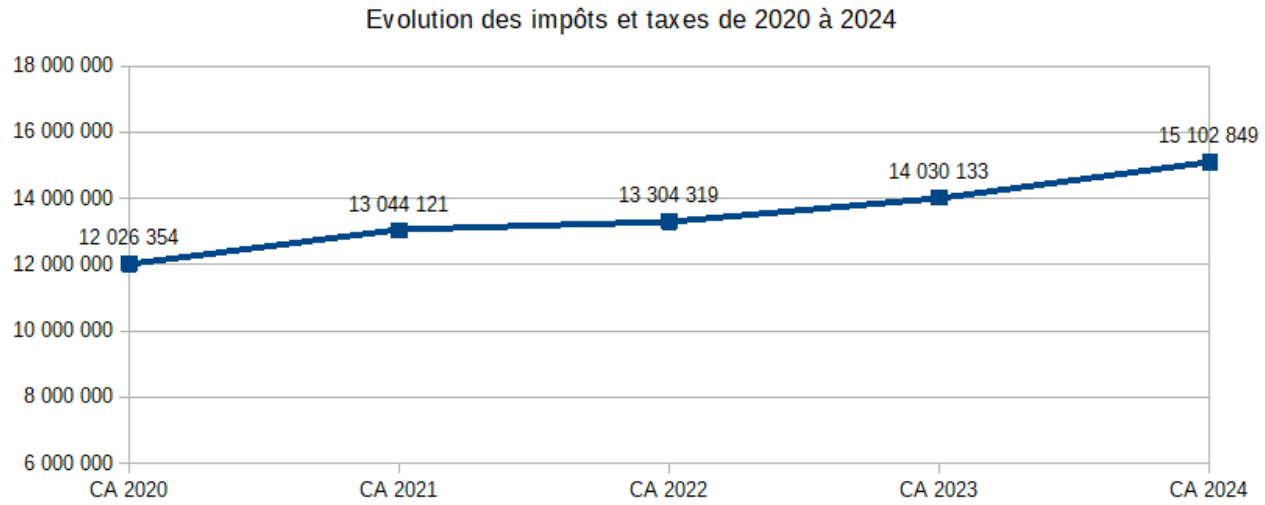
Le produit issu de la fiscalité perçu par la commune représentent environ 70 % des recettes réelles de fonctionnement. Le produit fiscal s'est élevé à **15,10 M€** en 2024 contre 14,03 M€ en 2023, soit **une augmentation de +7,6 % représentant +1,07 M€.**

Cette augmentation est liée à la dynamique des bases entre novembre 2023 et novembre 2024 (+3,9 %) pour environ 400 K€ et à l'augmentation des impôts de +6,8 % en 2024, générant un produit supplémentaire pour la ville de l'ordre de 620 K€.

Il est également précisé que la **dotation de solidarité communautaire (DSC)** versée par la Communauté de communes AQTA depuis 2023, a légèrement augmenté entre 2023 (162 K€) et 2024 (217 K€). Cette dotation versée aux communes du territoire communautaire, est dégagée à partir des recettes fiscales de la Communauté de communes, suite à la mise en place du Pacte fiscal et financier sur son territoire. Le même montant a été reconduit au budget 2025.

Ci-dessous un tableau retraçant l'évolution des recettes fiscales de 2021 à 2024 avec le BP 2025

Impôts et taxes	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	BP 2025
Taxes foncières et taxe d'habitation	9 174 673	9 527 300	10 196 258	11 248 548	11 424 773
Taxe additionnelle aux droits de mutation	1 171 995	1 027 919	1 066 601	913 936	900 000
Taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE)	329 714	384 313	282 051	367 828	285 000
Taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE)	116 372	155 493	145 358	157 934	150 000
Autres impôts locaux (régularisation sur années antérieures)	78 049	36 246	4 724	24 612	15 000
Droits de place (Halles et marchés extérieurs)	_	_	_	_	132 000
Total chapitre 731 – FISCALITE LOCALE	**10 870 802**	**11 131 270**	**11 694 992**	**12 712 859**	**12 906 773**
Attribution de compensation (AQTA)	2 173 319	2 173 049	2 172 874	2 172 491	1 999 102
Dotation de solidarité communautaire (DSC-AQTA)	_	_	162 267	217 499	217 499
Total chapitre 73 – IMPOTS ET TAXES	**2 173 319**	**2 173 049**	**2 335 141**	**2 389 990**	**2 216 601**
TOTAL	13 044 121	13 304 319	14 030 133	15 102 849	15 123 374



1.2.3 Les dotations et participations : 4,14 M€ (chap. 74)

Les dotations perçues par la commune ont été comptabilisées à hauteur de **4,14 M€** en 2024 contre 4,65 M€ en 2024 soit **une diminution de 10,9 %** (-505 K€), en raison d'une dotation exceptionnelle perçue par la ville en 2023 de 371 K€, dotation dite « filet de sécurité », non reconduite en 2024 ; et en raison également de recettes exceptionnelles versées par la Caisse d'allocation familiale (CAF) en 2023 suite à une régularisation des années 2021 et 2022 par la CAF.

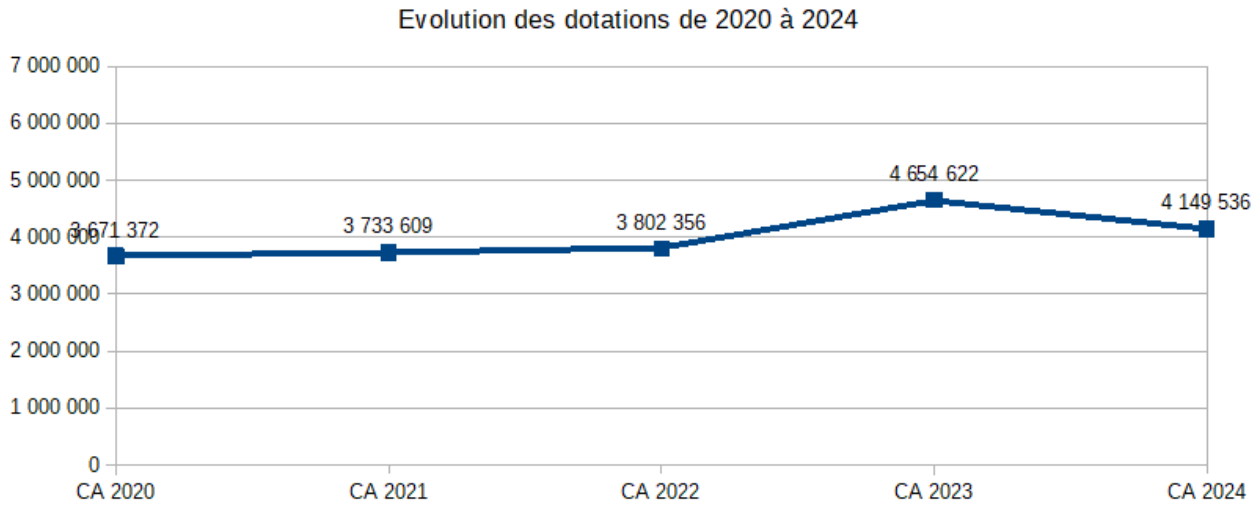
Il est rappelé que les produits des services ont de façon générale augmenté depuis 2023, en raison notamment de subventions supplémentaires liées à l'ouverture à l'année du local SDF, ainsi qu'à un soutien financier plus important pour la ville qui gère davantage de logements.

Le chapitre 74 comptabilise également la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) versée par l'État, qui s'est élevée à **2,80 M€** en 2024 contre 2,77 M€ en 2023. Elle est donc restée relativement stable entre 2023 et 2024.

Pour mémoire, la DGF se décompose en 3 parties, la dotation forfaitaire et 2 dotations de péréquation, la DSU (Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale) et la DNP (Dotation nationale de péréquation).

Au titre des allocations compensatrices (dotations versées par l'Etat aux collectivités en raison des exonérations qu'il décide), la ville a également perçu **203 K€** en 2024 (contre 192 K€ en 2023).

Quant aux autres dotations encaissées en 2024, il s'agit de recettes liées au FCTVA pour la partie fonctionnement ; aux subventions de la Région (pour le festival Méliscènes, l'utilisation des gymnases par le lycée Franklin...) et du Département (pour le fonctionnement du Centre de Loisirs, pour le soutien de différents projets artistiques et culturels, l'utilisation des gymnases par le collège Le Verger). La Ville perçoit en outre, des recettes liées aux versements par des communes, pour des élèves non Alréens, mais scolarisés dans des établissements de la ville.



1.2.5 Les autres recettes de fonctionnement

Le chapitre 75 (314 K€) qui comptabilise principalement les différents loyers perçus par la Ville au titre des bâtiments dont elle est propriétaire, et des diverses locations de salles effectuées.

Il s'agit principalement des loyers des locaux du Trésor Public (162 K€) ; des locaux de l'inspection académique, des différentes locations de salles ; du local de la MAL (Maison d'Animation et des Loisirs) ; du local de l'Argonaute (espace de travail partagé dit Coworking dédié aux indépendants et aux artistes) ; de la Ferme du Printemps (louée à l'association Sauvegarde 56) ; des locaux de l'école DIWAN ; des locaux de la Mission locale et des locaux du Presbytère.

Ce chapitre intègre également les remboursements par les assurances des sinistres déclarés et diverses menues recettes, telles que les badges d'accès au quai de Saint Goustan.

Le chapitre 77 des produits exceptionnels comptabilise les recettes liées à la cession de certains biens mobiliers (matériels techniques) et immobiliers. Le montant 2024 s'établit de façon exceptionnelle à **926K€** puisque la ville a céder le Presbytère en 2024 pour un montant de **894 K€.**

Les recettes du **chapitre 013** sont liées au remboursement des indemnités journalières par les assurances, elles s'établissent à **189 K€** en 2024.

Enfin, le **chapitre 042** comptabilise des mouvements d'ordre (sans impact sur la trésorerie) pour enregistrer les opérations réalisées en régie, soit un montant de **350 K€** en 2024.

2 - Section d'investissement

2.1 Les dépenses d'investissement

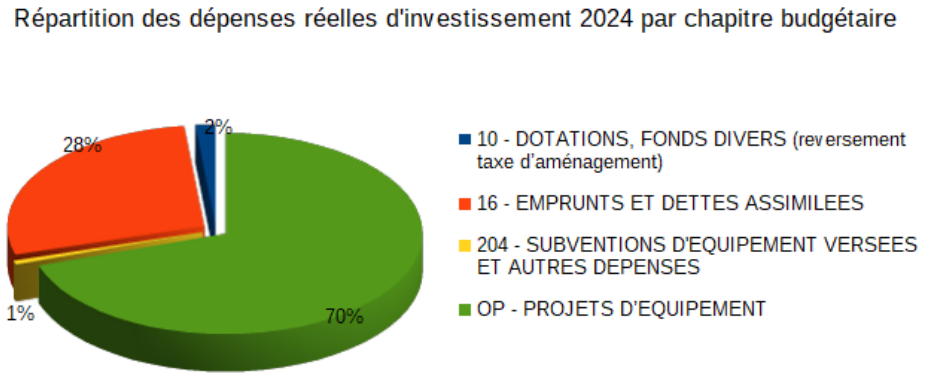
En 2024, les dépenses réelles d'investissement étaient prévues à hauteur de **12,29 M€** et ont été réalisées pour **9,41 M€** (contre 5,99 M€ en 2023), soit un pourcentage de réalisation de **76,6 %.**

La section d'investissement comptabilise des dépenses telles que :
- le remboursement du capital de l'emprunt pour **2,6 M€** (dont 1 M€ pour le Remboursement anticipé temporaire effectué sur 6 mois en 2024).

- le versement de subventions d'investissement pour **21 K€.** Il s'agit de petites subventions d'équipement versées en faveur de diverses associations. En 2024, la ville a également versé une subvention exceptionnelle d'investissement de 15 000 € en faveur de l'association Saint Vincent de Paul pour la création d'une halte d'accueil de jour à Auray située rue du Docteur Bourdeloye.

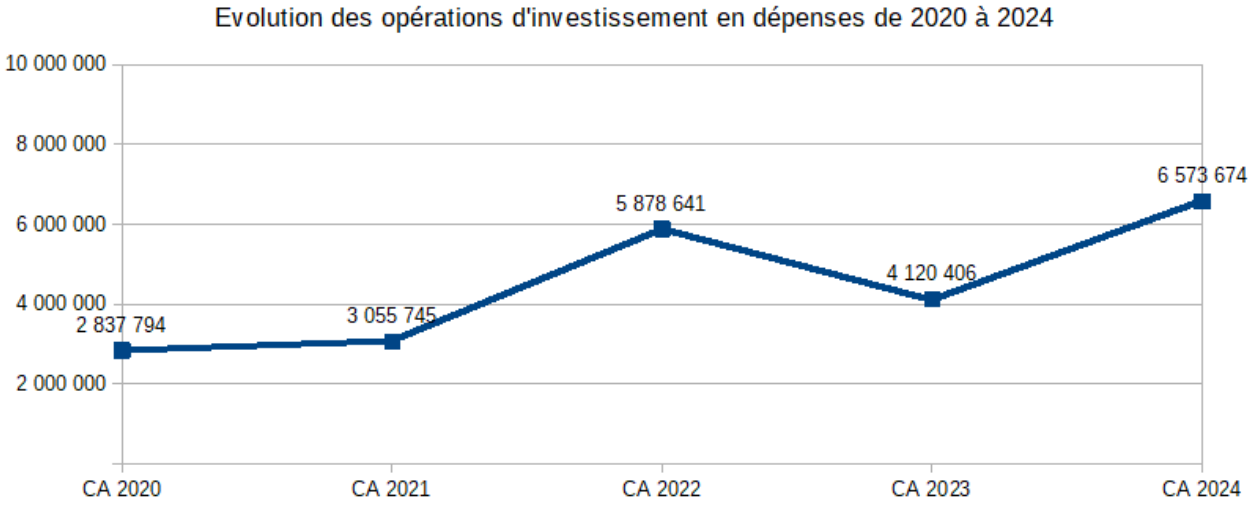
- des opérations d'ordre, d'une part pour les opérations gérées en régie (350 K€), et d'autre part pour les opérations d'intégration des frais d'études suivis de travaux (122 K€).

Elle enregistre également les dépenses liées aux projets d'équipement réalisées pour un montant important de 6,5 M€ en 2024 (contre 4,1 M€ en 2023), pour un budget voté de **9,4 M€** (y compris les restes à réaliser), soit un pourcentage de réalisation de **70 %,** ce qui est un taux de réalisation conséquent.



Ci-dessous un tableau retraçant l'évolution des dépenses d'investissement de 2021 à 2024

		CA 2021	CA 2022	CA 2023	Total Budget 2024	CA 2024	% REALISE CFU 2024/ Budget 2024
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**5 420 774**	**8 180 227**	**6 774 583**	**13 066 159**	**9 886 722**	**75,7%**
TOTAL MOUVEMENT REEL		**4 613 325**	**7 475 174**	**5 996 213**	**12 293 159**	**9 413 703**	**76,6%**
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS (reversement taxe d'aménagement)				180 000	153 843	85,5%
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	1 554 631	1 586 897	1 867 483	2 628 752	2 628 657	100,0%
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES (subv asso et vélos)	2 950	8 636	7 823	39 000	21 024	53,9%
26	PARTICIPAT. ET CREANCES RATTACHEES A PARTIC.		1 000	500	22 000	11 505	52,3%
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				25 000	25 000	100,0%
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (DI)		**3 055 744**	**5 878 641**	**4 120 406**	**9 398 407**	**6 573 674**	**69,9%**
13041	HOTEL DIEU	33 600	7 800		60 800	906	1,5%
13042	RENOVATION DE L'EGLISE ST GILDAS			37 840	1 160 000	789 437	68,1%
13017	VRD - MOBILITE DOUCE (pistes cyclables)	105 015	194 860	522 675	101 164	44 857	44,3%
13018	COMPLEXE SPORTIF "LA FORÊT"	177 624	307 198	338 494	3 136 094	3 126 381	99,7%
13022	VRD - AVENUE DE L'OCEAN	14 373	306 376	486 257	106 322	88 389	83,1%
13030	SKATEPARK / PARC URBAIN	32 776	28 231	317 979	620 000	370 065	59,7%
13032	HALLES MUNICIPALES	99 059	2 068 378	163 397	60 561	45 221	74,7%
13033	COMPLEXE DU BEL AIR		42 870				
13034	CUISINE MUNICIPALE	48 720	23 950	122 448	129 148	42 557	33,0%
13039	FERME MUNICIPALE			16 783	150 000	41 829	27,9%
13035	RENOVATION CENTRE ATHENA	39 600	21 540	116 783	390 000	311 156	79,8%
13043	RECONSTRUCTION TENNIS			40 671	250 000	201 528	80,6%
16005	RESERVES FONCIERES	144 788	474 128	28 437	33 537	11 482	34,2%
16012	INFORMATIQUE	175 032	178 775	171 042	219 382	126 120	57,5%
16013	ACQ. VEHICULES	160 691	109 576	149 365	60 000		0,0%
16015	ECONOM. ENERGIE	12 676	23 339		450 000	154 110	34,2%
16016	ACCESSIBILITE	65 466	295 548	45 443	78 013	17 338	22,2%
16017	TVX INFRASTR. ET VRD	501 375	166 017	310 658	1 095 872	392 565	35,8%
16019	CULTURE (MATERIEL)	76 259	295 590	182 117	163 061	65 881	40,4%
16022	ENFANCE EDUCATION (TRAVAUX ECOLE ET MATERIEL)	137 900	114 491	50 341	134 024	59 232	44,2%
16023	SPORT (stade La Forêt, stade du ty coat)	557 361	123 005	303 463	321 890	261 933	81,4%
16031	TVX DIVERS BATIMENTS	48 717	193 922	379 721	366 539	209 072	57,0%
16032	BUDGET PARTICIPATIF	44 770	105 325	91 879	145 000	131 153	90,5%
16034	VRD – MOBILITE DOUCE (Dorsale)				167 000	82 463	49,4%
TOTAL MOUVEMENT D'ORDRE		***807 450***	***705 053***	***778 370***	***773 000***	***473 019***	***61,2%***
040	*OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT (Régie)*	*665 149*	*437 576*	*299 873*	*523 000*	*350 173*	*67,0%*
041	*OPERATIONS PATRIMONIALES (études suivi de travaux)*	142 301	*267 477*	*478 497*	*250 000*	*122 846*	*49,1%*
001	***DEFICIT D'INVESTISSEMENT REPORTE***						



En 2024, les principales opérations d'équipement réalisées ont été les suivantes :

- ✓ **Aménagement du parc urbain du Printemps - réalisation d'un skate Park (partie sud)**

. 370 K€ en 2024 pour le projet d'aménagement du parc urbain du Printemps avec la création d'un skate Park, dont le coût global est revu à la baisse car la phase 3 d'aménagement des extérieurs (réalisation du parvis) sera moins importante que prévu. Les travaux auront lieu au printemps 2025. Une enveloppe de 50 K€ est prévue au BP 2025.
Coût initial : 877 K€ HT. Nouveau coût : **651 K€ HT soit 782 K€ TTC.**

Dépenses	Montant HT
Travaux	611 500 €
Honoraire maîtrise d'œuvre	40 050 €
Total dépenses	**651 550 €**

Recettes	Montant HT	%	Sollicité/ Attribué
Subvention ANS	127 750 €	20%	Attribué
Subvention Département (PST 2023)	150 000 €	23%	Attribué
Fonds de concours territorial 2023-2026 AQTA	50 000 €	8%	Attribué
Etat DSIL 2023	30 000 €	5%	Attribué
Autofinancement de la commune	293 800 €	45%	
Total recettes	**651 550 €**	**100%**	

- ✓ **Rénovation-extension du Complexe sportif La Forêt** :

. 3,12 M€ en 2024 pour le projet de rénovation-extension du Complexe sportif La Forêt, dont le coût global est estimé à **5,51 M€ HT soit 6,61 M€ TTC.** Ce projet est financé par des subventions à hauteur de 79 %.
La durée des travaux est de 24 mois de septembre 2023 à septembre/octobre 2025.
Pour la poursuite des travaux, une enveloppe de 3,02 M€ est prévue au BP 2025.

Dépenses	Montant HT
Travaux	4 814 416 €
Maitrise d'oeuvre	553 815 €
Imprévus (3 % tvx)	145 000 €
Total dépenses	**5 513 231 €**

Recettes	Montant	%	Sollicité/ Attribué
Subvention Région (équipements sportifs communaux	1 936 000 €	35%	Attribué
Subvention Etat – Fonds vert	300 000 €	5%	Attribué
Subvention Etat –DSIL 2023	100 000 €	2%	Attribué
AQTA - Fonds de concours 2022	200 000 €	4%	Attribué
AQTA - Fonds de concours 2024	1 000 000 €	18%	Attribué
Subvention Département_ligne sectorielle	825 000 €	15%	Attribué
Autofinancement de la commune	1 152 231 €	21%	_
Total recettes	**5 513 231 €**	**100%**	

✓ **Eglise Saint Gildas** :

. 789 K€ en 2024 pour le versement du solde du projet de rénovation de l'Église Saint Gildas, dont le coût global des travaux est estimé à **1,10 M€ HT soit 1,32 M€ TTC** (y compris les honoraires de MOE).
Les travaux, qui ont duré un peu plus de 12 mois, sont en cours d'achèvement. Pour la finalisation des travaux, une enveloppe de 122 K€ est prévue au BP 2025.

Dépenses HT	Phase 1 – Mise en sécurité (Montant PRO)	Phase 2 – Mise hors d'eau (Montant PRO)
Travaux	547 676 €	345 858 €
Options : élargissement de la trappe et vestiaire femme (+et- values)	5 620 €	
Honoraires Maitrise d'oeuvre	50 273 €	33 515 €
SPS et Contrôle technique (3%)	16 430 €	10 789 €
Imprévus (10%)	55 000 €	35 000 €
Total par phase	**674 999 €**	**425 162 €**
Total général dépenses	**1 100 161 €**	

Recettes	Montant	%	Attribué/ Sollicité
Subvention Etat (DRAC) - MH	275 040 €	25%	Attribué
Subvention Région – MH	120 000 €	11%	Attribué
Subvention Département – MH	330 048 €	30%	Attribué
Autofinancement de la commune	375 073 €	34%	
Total recettes	**1 100 161 €**	**100%**	

✓ **Construction d'une cuisine municipale**

. 42 K€ en 2024 pour le début du paiement des honoraires de maîtrise d'œuvre pour le projet de construction d'une cuisine municipale Place Océane, dont le coût global est estimé à **2,73 M€ HT soit 3,28 M€ TTC.**
La durée des travaux est de 13 mois. Ils ont débuté fin janvier 2025.
Pour la réalisation des travaux, une enveloppe de 1,62 M€ est prévue au BP 2025.

Dépenses	Montant HT
Travaux (Gros œuvre, chaufferie bois, panneaux photovoltaïques)	2 420 062 €
MOE	241 000 €
Mission de contrôle SPS	10 000 €
Imprévus (3 % montant travaux)	68 900 €
Total dépenses	**2 739 962 €**

Recettes	Montant	%	Sollicité / Attribué
Subvention Région BVB 2023-2025	200 000 €	7%	Attribué
Subvention Etat – DSIL 2024	269 193 €	10%	Attribué
Département – PST 2024	150 000 €	5%	Attribué
Fonds de concours AQTA 2024	242 000 €	9%	Attribué
Fonds de concours exceptionnel AQTA 2025	267 106 €	10%	Attribué
Subvention Etat – DRAAF 2021	84 101 €	3%	Attribué
Autofinancement de la commune	1 527 562 €	56%	_
Total recettes	**2 739 962 €**	**100%**	

Il est précisé que la ferme a été acquise en 2022, pour un montant de 461 400 € (y compris les frais de notaire). Les parcelles, seules, ont été acquises pour 445 000 € conformément à la délibération du 26 janvier 2022.

- ✓ **Dorsale vélo Rond-point du Ballon / Bois Colette** :

. 11 K€ en 2024 pour le début du paiement des honoraires de maîtrise d'œuvre pour le projet de création d'une dorsale vélo reliant le rond-point du Ballon au rond-point Bois Colette, dont le coût global est estimé à **1,28 M€ HT soit 1,49 M€ TTC.**
Les travaux démarreront en septembre 2025 pour une durée de 10 mois.
Pour la réalisation des travaux, une enveloppe de 600 K€ est prévue au BP 2025.

Le montant du fonds de soutien d'AQTA correspond à un taux maximum de 50 % du reste à charge de la commune sur la base des dépenses HT éligibles. Les dépenses éligibles ne concernent que les travaux relatifs à la piste cyclable (740 K€).

Dépenses	Montant HT
Travaux de terrassements, réseau d'assainissement, signalétique…	740 173 €
Travaux connexes	250 889 €
Travaux d'eaux pluviales	65 000 €
Enfouissement des réseaux	150 000 €
Honoraires MOE	40 475 €
Imprévus (3%)	38 000 €
Total dépenses	**1 284 537 €**

Recettes	Montant HT	%	Sollicité/ Attribué
Subvention Département_Mobilité douce Taux 30 % / plafond 225 K€	225 000 €	17,5%	Attribué
Subvention Etat_Fonds vert/Mobilité rurale. Taux 25 %	320 000 €	24,9%	Sollicité
Subvention Etat_DSIL 2025	225 000 €	17,5%	Sollicité
AQTA_Fond de soutien pistes cyclables Taux 50 % du reste à charge (après déduction subventions)	257 000 €	20,0%	Sollicité
Autofinancement de la commune	257 537 €	20,0%	
Total recettes	**1 284 537 €**	**100,0%**	

- ✓ **Rénovation énergétique du Centre culturel Athéna**

. 311 K€ en 2024 pour le début du paiement des honoraires de maîtrise d'œuvre pour le projet de rénovation et d'extension d'Athéna, pour l'indemnisation des candidats non retenus (45 K€/candidat) et pour les travaux de couverture en ardoise du toit (98 K€).

Pour la réalisation des travaux impératifs d'étanchéité thermique du toit et de réaménagement intérieur, une enveloppe de 500 K€ est prévue au BP 2025.

Les travaux de la phase 1 devraient commencer en début d'année 2026 pour une durée de 12 mois.

Cette phase 1 de travaux est estimée à **1 770 000 € HT** (valeur janvier 2024).
L'assistant à maîtrise d'ouvrage ayant prévu 106 K€ HT d'inflation dans sa conception, entre l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre pour le concours d'architecture et la réalisation des travaux, ce montant est indiqué **1 876 000 € HT** dans le plan de financement.

Dépenses	Montant HT
Travaux phase 1_travaux de rénovation énergétique, monte charge et aménagement partiel rez de jardin *(inflation comprise 106 K€)*	1 876 000 €
Honoraires MOE_tranche ferme, phase 1 et 2 (DIAG / ESQ / APS) (taux de rémunération : 12,88%)	202 628 €
Honoraires MOE_tranche ferme, phase 1 (APD / PRO / AMT / VISA / DET / AOR + missions complémentaires) (taux de rémunération : 14,504%)	256 726 €
Honoraires AMOA_forfait (ETYO)	51 675 €
Frais divers (mission de programmation, diagnostic amiante et plomb, primes candidats non retenus, honoraire pour la rénovation de la couverture, huissier...)	118 000 €
Imprévus (6 % travaux)	113 971 €
Total dépenses	**2 619 000 €**

Recettes	Montant HT	%	Sollicité / Attribué
Subvention Etat_ DSIL 2022	**263 829 €**	**10%**	**Attribué**
Subvention Etat_ DETR 2025	211 500 €	8%	Sollicité
Subvention Etat_ DRAC Parc de matériel	50 000 €	2%	A solliciter
Subvention Région_BVB 2021	**320 638 €**	**12%**	**Attribué**
Fonds de concours AQTA_projet de grande ampleur (20%)	524 000 €	20%	A solliciter
Subvention Département_ligne sectorielle	400 000 €	15%	A solliciter
Fonds verts-Banque des territoires_Appel à projet pour les équipements culturels	100 000 €	4%	A solliciter
Fonds verts-ABF Phase 1	200 000 €	8%	A solliciter
Autofinancement de la commune	549 033 €	21%	
Total recettes	**2 619 000 €**	**100%**	

- ✓ **Reconstruction du tennis-club**

. 201 K€ en 2024 pour le projet de reconstruction du Tennis club suite à l'incendie qui l'a détruit en partie le 6 février 2022. L'estimation du projet au APD s'élève à **3 998 523 € HT** (MOE comprise) soit **4 798 228 € TTC.** 17 lots de travaux sont prévus.

Pour la réalisation des travaux, une enveloppe de 1,60 M€ est prévue au BP 2025.

Les travaux ont débuté début avril 2025 et s'achèveront en janvier 2026 (phase 1), le temps de la tenue de l'Open Super 12 de 2026, puis ils se poursuivront de mars à décembre 2026 (phase 2).

Il est précisé que si l'assureur de la Ville prendra en charge financièrement le coût de la reconstruction, il ne prend en charge qu'une partie de la remise aux normes obligatoires et ne prend pas en charge les travaux supplémentaires commandés par la ville (le club house central, l'avancée devant l'entrée principale, le renforcement de la charpente pour accueillir des panneaux photovoltaïques, le bardage extérieur uniforme).

Le montant d'indemnité assurantielle à percevoir n'est pas encore connu pour le moment. Il devrait l'être avant la fin du 1er semestre 2025.

Dépenses	Montant HT
Travaux de reconstruction (17 lots)	3 286 828 €
Phasage des travaux	170 000 €
Etudes complémentaires (diagnostics et études de sol)	73 170 €
Missions CSPS et CT	17 000 €
OPC	42 000 €
Honoraire MOE	237 553 €
Imprévus (5 % coût travaux)	165 000 €
Total dépenses	**3 991 551 €**

Recettes	Montant	%	Sollicité/ Attribué
Assureur SMACL (estimatif)	2 100 000 €	53%	_
Etat_DETR 2025	211 500 €	5%	Sollicité
Etat_ANS 2025	400 000 €	10%	Sollicité
Communauté de communes_AQTA Fonds de concours exceptionnel	399 155 €	10%	Attribué
Ligue de tennis	100 000 €	3%	Sollicité
Autofinancement	780 896 €	20%	
Total recettes	**3 991 551 €**	**100%**	

Outre ces dépenses par projet, il a également été réalisé en 2024 :

. 44 K€ pour l'achèvement des travaux de mobilité douce (piste cyclable de Pluneret et l'avenue de l'Océan)
. 88 K€ pour l'achèvement des travaux de l'avenue de l'Océan
. 45 K€ pour l'achèvement des travaux de modernisation des Halles
. 126 K€ pour la sécurisation du réseau informatique et l'acquisition de matériel SI
. 154 K€ pour les travaux sur le réseau d'éclairage public réalisé par Morbihan énergies (remplacement de 353 lanternes par des Leds)
. 409 K€ pour les travaux d'aménagement de voirie et d'accessibilité PMR (aménagements de trottoirs, reprise de chaussée, revêtement, enfouissement de réseaux électriques…)
. 261 K€ pour l'achèvement les travaux des deux tribunes et du club house du stade du ty coat.
. 209 K€ pour divers travaux dans les bâtiments municipaux et acquisition de matériels (broyeur, désherbeur mécanique, barrières en acier, panneaux signalétiques...)
. 65 K€ d'acquisition de matériel au Centre culturel Athéna, dont principalement l'acquisition d'une console lumière ; l'acquisition d'instruments de musique et la restauration des archives.
. 131 K€ pour les projets liés au budget participatif (aire de jeux au parc du Printemps, appareils de fitness en accès libre.)

2.2 Les recettes d'investissement

En 2024, les recettes réelles d'investissement étaient prévues à hauteur de **5,76 M€** et ont été réalisées pour **4,56 M€,** soit un pourcentage de réalisation de **79,2 %.**

La section d'investissement comptabilise des recettes telles que le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) pour **675 K€** en 2024 (ce fonds est versé par l'Etat en fonction d'un taux appliqué au montant des travaux réalisés), la taxe d'aménagement pour **164 K€** (encaissée à l'occasion d'opérations de constructions immobilières) ; et du produit des amendes de police pour **166 K€** (qui pour mémoire, doit être affecté par la commune à des opérations d'amélioration des transports).

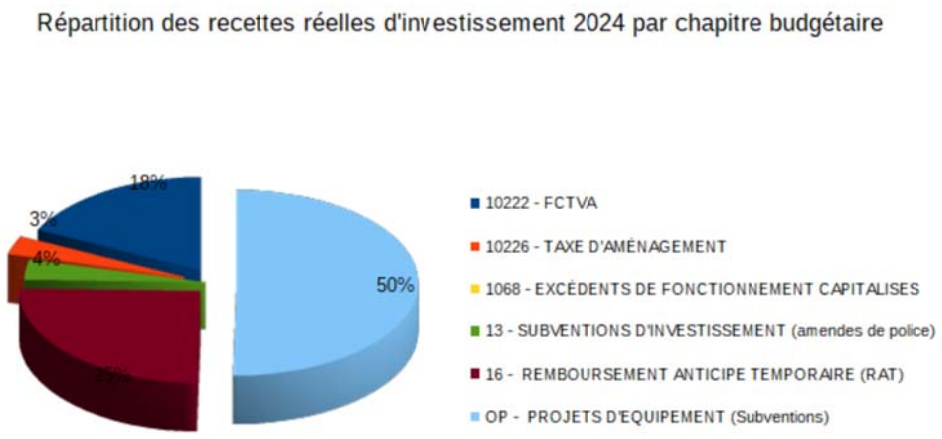
Il est précisé que la recette d'investissement figurant au chapitre 16-Emprunts, ne correspond pas à un emprunt contracté par la ville en 2024. Il s'agit d'une opération de Remboursement anticipé temporaire (RAT) que la ville a effectué sur 6 mois en 2024. Elle a remboursé de façon temporaire le capital restant dû sur l'un de ses emprunts auprès de l'établissement bancaire, ce qui lui a permis de faire une économie d'environ 20 K€ en fonctionnement sur les intérêts de cet emprunt. En fin d'année le capital est restitué à la ville, ce qui génère une écriture de recette d'investissement. Pour information, la ville a de nouveau procédé à un RAT en début d'année 2025, dans la mesure où elle dispose pour le moment d'une trésorerie suffisante. Celle-ci est en effet fonction des décaissements de crédits liés à l'avancée des projets.

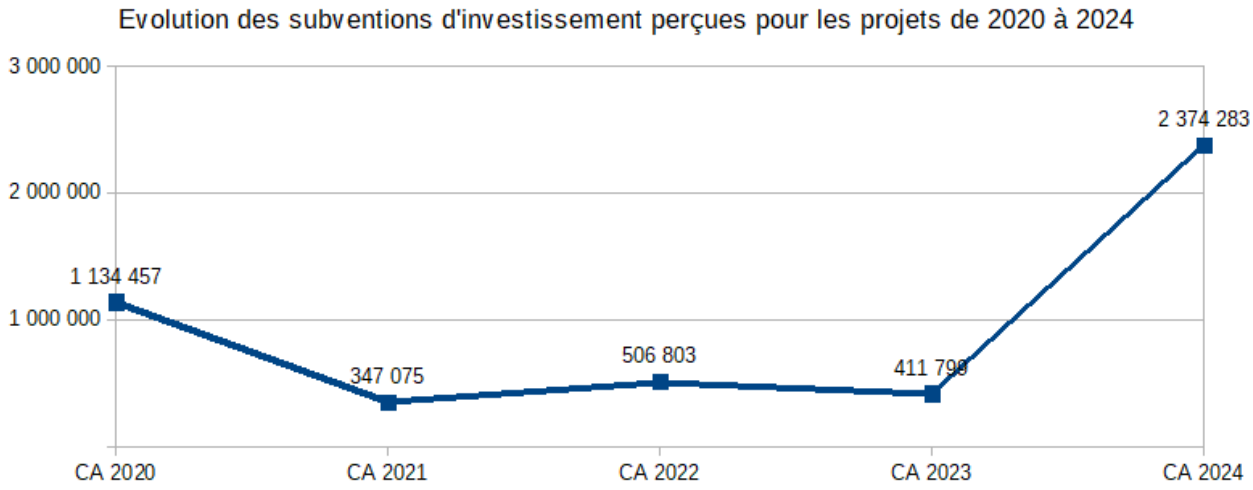
Concernant les subventions liées aux projets d'équipement, la ville a encaissé un niveau record de subventions en 2024, puisque le montant s'est élevé à **2 374 283 €.**

En effet, la majeure partie des projets étant soit achevée, soit arrivée à maturité en fin de mandat, une grande partie des subventions liées aux projets sont exigibles auprès des différents financeurs.

Ci-dessous un tableau retraçant l'évolution des recettes d'investissement de 2021 à 2024

		CA 2021	CA 2022	CA 2023	Total Budget 2024	CA 2024	% REALISE CFU 2024/ Budget 2024
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**4 026 837**	**8 957 911**	**9 898 446**	**13 066 159**	**6 622 878**	**50,7%**
TOTAL MOUVEMENT REEL		**3 008 225**	**7 597 438**	**8 345 866**	**5 761 088**	**4 564 128**	**79,2%**
024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS				1 210 000		0,0%
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	2 606 485	4 001 801	3 824 089	730 000	839 647	115,0%
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (amendes de police)	54 665	88 834	109 979	166 447	166 447	100,0%
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES		3 000 000	4 000 000	1 183 752	1 183 752	100,0%
	OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (RI)	**347 075**	**506 803**	**411 799**	**2 470 889**	**2 374 283**	**96,1%**
13041	HOTEL DIEU	10 204					
13014	BATIMENTS ET EQUIPEMENTS DIVERS (garderie Loch, église Saint Gildas)	17 605	20 339	31 930	302 478	281 494	93,1%
13042	RENOVATION DE L'EGLISE ST GILDAS				247 500	216 211	87,4%
13017	VRD - MOBILITE DOUCE (pistes cyclables)	87 616	110 842	110 270	104 244	160 576	154,0%
13018	EQUIP. MULTI-FONCTIONS "LA FORÊT"			90 000	734 550	792 840	107,9%
13022	VRD - AVENUE DE L'OCEAN				134 060	134 060	100,0%
13030	SKATEPARK / PARC URBAIN				273 412	277 862	101,6%
13032	HALLES MUNICIPALES		171 375	5 554	399 875	399 875	100,0%
13034	CUISINE MUNICIPALE	21 025			63 075	63 076	100,0%
16012	SYSTEME D'INFORMATION		10 000				
16015	ECONOM. ENERGIE					12 119	
16016	ACCESSIBILITE			47 714			
16017	TVX INFRASTR. ET VRD				10 315	10 315	100,0%
16019	CULTURE	3 641	1 901	7 642	5 300	1 570	29,6%
16022	ENFANCE EDUCATION			18 689			
16023	SPORT (stade La Forêt, rénovation terrain ty coat)		148 180				
16031	TVX DIVERS BATIMENTS				15 940	24 285	152,4%
16034	VRD - MOBILITE DOUCE (pistes cyclables)				180 140		0,0%
TOTAL MOUVEMENT D'ORDRE		**1 018 613**	**1 360 473**	**1 552 579**	**6 080 721**	**2 058 749**	**33,9%**
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	876 312	1 092 997	1 074 082	1 950 000	1 935 904	99,3%
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (études suivi de travaux)	142 301	267 477	478 497	250 000	122 846	49,1%
021	***VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT***				***3 880 721***		***0,0%***
001	***EXCEDENT D'INVESTISSEMENT REPORTE***				***1 224 349***		***0,0%***





3. Les principaux ratios *(source DGCL_les CL en chiffres 2024)*

Afin de déterminer les marges de manœuvre de la commune, il est fait mention de certains ratios permettant de traduire la santé financière de la commune.

Le taux d'endettement

Le taux d'endettement d'une collectivité mesure la charge de sa dette relativement à sa richesse.

Taux d'endettement = Dette / Recettes réelles de fonctionnement.

Au 31 décembre 2024, le taux d'endettement de la commune était de 56,2 %.
La moyenne nationale pour les communes de la même strate (entre 10 000 et 20 000 habitants) est de **57,9 %.**

La capacité de désendettement

Elle mesure la capacité de la collectivité à se désendetter en années. **Au 31 décembre 2024, la capacité de désendettement de la commune est inférieure à 4 ans et devrait l'être également en 2025.** Il est précisé qu'en dessous de 8 années, la situation de la collectivité est considérée comme saine. Entre 8 et 11 années, la situation est correcte mais à surveiller. Entre 12 et 15 années, la situation est dangereuse. Au-delà de 15 années, la situation est considérée comme critique.

Capacité de désendettement = Dette / Épargne brute



🕐 Le taux de rigidité :

Au 31 décembre 2024, les dépenses de personnel ont représenté **58,3%** des dépenses réelles de fonctionnement. Il s'agit d'un taux de rigidité, dans la mesure où il s'agit de dépenses incompressibles pour la commune, quelle que soit la population de la collectivité.

Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement

La moyenne nationale pour les communes de la même strate (entre 10 000 et 20 000 habitants) est de **58,9 %.** Il est précisé que le recours au personnel en régie de la Ville permet de réduire le coût des prestations d'entretien des bâtiments, qui serait plus important, si les prestations étaient externalisées.

🕐 Taux d'épargne brute

Epargne brute/recettes réelles de fonctionnement

Ce ratio indique la part de ses recettes courantes qu'une collectivité est en mesure d'épargner chaque année sur son cycle de fonctionnement (en vue de financer sa section d'investissement).

La collectivité doit dégager chaque année des ressources suffisantes pour couvrir ses dépenses courantes et rembourser ses dettes.

Il est généralement admis qu'un ratio de 8% à 15% est satisfaisant.

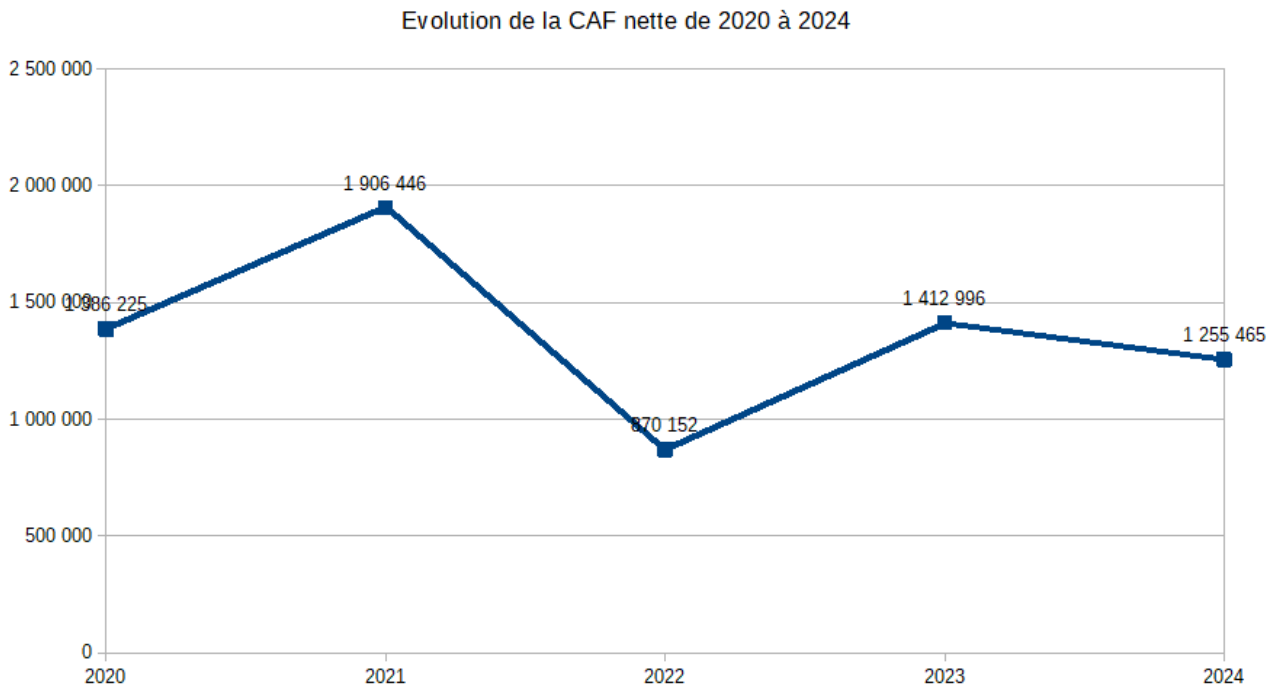
Au 31 décembre 2024, le taux d'épargne brute de la ville est de 17 %.

🕐 Le CAF nette (Capacité d'autofinancement nette) :

CAF nette = Recettes réelles - Dépenses réelles - remboursement du capital de la dette

La capacité d'autofinancement nette est un indicateur de gestion qui mesure, exercice après exercice, la capacité de la collectivité à dégager au niveau de son fonctionnement, des ressources propres, pour financer ses dépenses d'équipement, après ses remboursements de dettes en capital. Sa dégradation est un indicateur d'alerte concernant la situation financière de la collectivité. A contrario, une CAF nette positive traduit une bonne santé financière de la ville.

Au 31 décembre 2024, la capacité d'autofinancement nette de la ville est de **1 255 464 €** (contre 1 412 996 € en 2023). Cette CAF nette positive est le résultat de charges de gestion maîtrisées, conjuguées à une hausse des recettes.



Ratio des dépenses directes d'équipement par habitant

Ce ratio mesure le montant d'investissement par habitant. Au regard du montant conséquent des investissements réalisés en 2024 par la collectivité (6,5 M€), ce montant est de **492 €** par habitant en 2024. La moyenne nationale pour les communes de la même strate (entre 10 000 et 20 000 habitants) est de 364 €.

Dépenses brutes d'équipement / Population

2.4 La structure de la dette

Au 31 décembre 2024, le capital restant dû de la commune s'élève à 12,66 M€ et la commune comptabilise 16 emprunts en cours (13 à taux fixes et 3 à taux variables).

Encours de la dette au 31/12/2024 (hors ICNE pour la part intérêts)

	Capital total amorti	Intérêts	CRD fin d'exercice
2024	1 577 254,49 €	361 520,36 €	12 666 260,68 €
2025	1 607 752,94 €	280 387,74 €	11 058 507,74 €
2026	1 517 059,88 €	246 865,61 €	9 541 447,86 €
2027	1 441 236,37 €	213 089,72 €	8 100 211,49 €
2028	1 252 257,37 €	180 802,70 €	6 847 954,12 €
2029	1 142 485,51 €	151 678,36 €	5 705 468,61 €
2030	953 179,68 €	128 800,88 €	4 752 288,93 €
2031	857 394,67 €	109 675,72 €	3 894 894,26 €
2032	754 216,47 €	91 490,96 €	3 140 677,79 €
2033	672 831,98 €	74 203,68 €	2 467 845,81 €
2034	648 188,98 €	59 392,06 €	1 819 656,83 €
2035	558 828,27 €	44 836,12 €	1 260 828,56 €
2036	562 411,67 €	30 677,88 €	698 416,89 €
2037	416 256,80 €	16 780,84 €	282 160,09 €
2038	170 241,76 €	5 988,77 €	111 918,33 €
2039	107 751,96 €	2 686,66 €	4 166,37 €
2040	4 166,37 €	31,86 €	0,00€

Par type de taux

Type de taux	Nombre d'emprunts	CRD	% par type de taux	Taux moyen
Emprunts à taux fixes	13	11 344 522,40	90 %	2,68 %
Emprunts à taux variables	3	1 321 738,28	10 %	0,34 %
Total	**16**	**12 666 260,68**	**100 %**	**2,25 %**

Par établissement bancaire

Type	Référence	Capital restant dû	Durée résiduelle	Taux	Prochaine échéance	Montant prochaine échéance	Année de réalisation	Montant initial	Risque de taux	CBC
Prêteur: BANQUE POSTALE - 1 item		**591 252,36 €**								
Emprunt	MON500805EUR	591 252,36 €	2,75 ans	Taux fixe à 2.38 %	01/01/2025	51 197,32 €	2014	2 284 000,00 €	Fixe	1A
Prêteur: CACIB - 1 item		**1 003 828,86 €**								
Revolving	0900082-1	1 003 828,86 €	14,50 ans	Taux fixe à 4.68 %	01/07/2025	67 963,92 €	2009	1 500 000,00 €	Fixe	1A
Prêteur: CAF - 2 items		**148 000,00 €**								
Emprunt	2010-250	13 000,00 €	0,75 an	Taux fixe à 0 %	01/10/2025	13 000,00 €	2013	200 000,00 €	Fixe	1A
Emprunt	2021-466	135 000,00 €	9,33 ans	Taux fixe à 0 %	29/04/2025	13 500,00 €	2024	135 000,00 €	Fixe	1A
Prêteur: CREDIT AGRICOLE - 2 items		386 738,19 €								
Emprunt	00036329943	254 166,57 €	15,04 ans	(Moyenne Euribor 3M + 0.6)-Floor -0.6 sur Moyenne Euribor 3M	15/01/2025	6 729,30 €	2010	500 000,00 €	Variable	1A
Emprunt	36330087	132 571,62 €	1,04 ans	(Moyenne Euribor 3M + 0.4)-Floor -0.4 sur Moyenne Euribor 3M	15/01/2025	27 060,76 €	2011	1 500 000,00 €	Variable	1A
Prêteur: CREDIT MUTUEL - 6 items		**7 822 068,62 €**								
Emprunt	0909 63322090 03 (01-réam)	147 889,44 €	1,75 ans	Taux fixe à 2.51 %	30/03/2025	21 660,68 €	2014	895 331,86 €	Fixe	1A
Emprunt	0909 16332209 02	189 352,91 €	5,00 ans	Taux fixe à 2.68 %	30/03/2025	10 147,77 €	2014	500 000,00 €	Fixe	1A
Emprunt	DD08576541	725 479,72 €	6,83 ans	Taux fixe à 0.91 %	30/01/2025	26 773,44 €	2016	1 500 000,00 €	Fixe	1A
Emprunt	DD15303355	776 013,24 €	9,91 ans	Taux fixe à 0.49 %	28/02/2025	19 891,40 €	2019	1 150 000,00 €	Fixe	1A
Emprunt	DD19453314	2 450 000,00 €	12,25 ans	Taux fixe à 0.88 %	30/03/2025	55 390,00 €	2022	3 000 000,00 €	Fixe	1A
Emprunt	DD21387289	3 533 333,31 €	13,25 ans	Taux fixe à 3.74 %	30/03/2025	99 703,34 €	2023	4 000 000,00 €	Fixe	1A
Prêteur: SFIL - 2 items		**1 569 012,93 €**								
Emprunt	MIN245624EUR	634 012,84 €	4,00 ans	Taux fixe à 3.94 %	01/01/2025	40 826,28 €	2007	2 245 000,00 €	Fixe	1A
Emprunt	MPH521433EUR ex MPH519168EUR	935 000,09 €	8,17 ans	(Euribor 3M + 0.37)-Floor 0 sur Euribor 3M	01/03/2025	36 068,12 €	2018	1 700 000,00 €	Variable	1A
Prêteur: SG - 2 items		**1 145 359,72 €**								
Emprunt	ONE-6627731 - Consolidation	378 693,30 €	5,00 ans	Taux fixe à 2.64 %	31/03/2025	20 292,42 €	2014	1 000 000,00 €	Fixe	1A
Emprunt	1282/001	766 666,42 €	5,67 ans	Taux fixe à 1.61 %	28/02/2025	36 419,17 €	2015	2 000 000,00 €	Fixe	1A
		12 666 260,68 €								

Il est enfin précisé que les dispositions introduites par la Loi NOTRe du 7 août 2015, portant modification des articles L 2312-1 et L 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, imposent la **présentation d'une note brève et synthétique, retraçant les informations financières essentielles de la collectivité** qui doit être jointe au budget primitif et au compte administratif, afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

Cette note synthétique est donc annexée à la présente délibération.

Suite aux débats sur le Compte financier unique 2024, Madame Le Maire quitte la séance, Monsieur Pierrick KERGOSIEN Président de séance, propose de le soumettre au vote.

Il est également rappelé que Madame Le Maire ne peut pas recevoir le pouvoir d'un conseiller pour voter le CFU et ne doit pas apparaître dans les votants sur la page de signature du CFU.

Considérant l'élection de Monsieur Pierrick KERGOSIEN comme Président de séance, spécialement pour le vote du Compte Financier unique 2024 du Budget Ville ;

Vu les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

Vu les dispositions de l'article L 2121-13 et L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la note de synthèse annexée ;

Vu l'avis favorable de la commission finances / communication du 28 avril 2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (21 voix pour),

1 n'a (ont) pas participé au vote :

7 abstention(s) :
Monsieur VERGNE, Monsieur MAHEO, Madame NAEL, Monsieur GUYOT, Monsieur SAMSON, Madame QUILLAY, Monsieur KERLAU

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **ADOPTE** le Compte Financier Unique 2024 du Budget Ville

- PREND ACTE de la note environnementale annexée ;

- PREND ACTE de la note de synthèse financière annexée ;

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer toutes les pièces relatives à cette délibération.

Note de synthèse du Compte Financier Unique (CFU) 2024

retraçant les informations financières essentielles

Aux termes des disposition de l'article L. 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales : *"Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux".*

1 - Vue d'ensemble du compte financier unique 2024

		DEPENSES	RECETTES	
Réalisations de l'exercice 2024	FONCTIONNEMENT	19 963 984,17 €	22 881 173,89 €	
	INVESTISSEMENT	9 886 722,40 €	6 622 877,89 €	
Reports de l'excédent de fonctionnement 2023	FONCTIONNEMENT (002)		2 471 436,09 €	
Reports de l'excédent d'investissement 2023	INVESTISSEMENT (001)		1 224 349,47 €	
Restes à réaliser de la section d'investissement à reporter de 2024 sur 2025 (RAR)	INVESTISSEMENT	1 600 993,16 €	52 535,00 €	
				Différence
Total budget par section	FONCTIONNEMENT	19 963 984,17 €	25 352 609,98 €	5 388 625,81 €
	INVESTISSEMENT	11 487 715,56 €	7 899 762,36 €	-3 587 953,20 €
Résultat cumulé Fonctionnement + Investissement		31 451 699,73 €	33 252 372,34 €	1 800 672,61 €

Le résultat net de l'exercice 2024 s'élève à **1 800 672,61 €,** inscrit au budget 2025 au compte 002 « Excédent de fonctionnement reporté » conformément à la délibération d'affectation des résultats votée le 26 février 2025.

2 - Dépenses de fonctionnement et d'investissement

En 2024, les dépenses réelles de fonctionnement ont été inscrites à hauteur de **19,38 M€** et réalisées pour **18,02 M€** soit un pourcentage de réalisation de **93,0%.**

Par rapport à 2023, les dépenses réelles de fonctionnement 2024 ont été contenues et n'ont ainsi progressé que de **+1,6 % soit un pourcentage d'augmentation en dessous de la dynamique des prix puisque l'inflation en 2024 a été de +2,5 % (IPCH 2024).**

En 2024, les dépenses réelles d'investissement étaient prévues à hauteur de **12,29 M€** et ont été réalisées pour **9,41 M€** (contre 5,99 M€ en 2023), soit un pourcentage de réalisation de **76,6 %.**

3 - Épargne brute et épargne nette de la commune

La capacité d'autofinancement brute de la commune correspond à la différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle mesure l'épargne dégagée par la collectivité dans la gestion courante (hors frais financiers).

CAF brute 2024 = 3,88 M€ (contre 3,27 M€ en 2023)

La capacité d'autofinancement **nette** de la commune correspond à la CAF brute diminuée du remboursement de la dette en capital. Elle mesure la **capacité de la collectivité à financer ses**

dépenses d'investissement grâce à ses ressources propres, une fois acquittée la charge obligatoire de la dette. Elle représente donc l'autofinancement de la collectivité.

CAF nette 2024 = 1,25 M€ (contre 1,41 M€ en 2023)

4 - Dette de la commune

Au 31 décembre 2024, le capital restant dû de la commune s'élève à 12,66 M€ et la commune comptabilise 16 emprunts en cours (13 à taux fixes et 3 à taux variables).

Encours de la dette au 31/12/2024 (hors ICNE pour la part intérêts)

	Capital total amorti	Intérêts	CRD fin d'exercice
2024	1 577 254,49 €	361 520,36 €	12 666 260,68 €
2025	1 607 752,94 €	280 387,74 €	11 058 507,74 €
2026	1 517 059,88 €	246 865,61 €	9 541 447,86 €
2027	1 441 236,37 €	213 089,72 €	8 100 211,49 €
2028	1 252 257,37 €	180 802,70 €	6 847 954,12 €
2029	1 142 485,51 €	151 678,36 €	5 705 468,61 €
2030	953 179,68 €	128 800,88 €	4 752 288,93 €
2031	857 394,67 €	109 675,72 €	3 894 894,26 €
2032	754 216,47 €	91 490,96 €	3 140 677,79 €
2033	672 831,98 €	74 203,68 €	2 467 845,81 €
2034	648 188,98 €	59 392,06 €	1 819 656,83 €
2035	558 828,27 €	44 836,12 €	1 260 828,56 €
2036	562 411,67 €	30 677,88 €	698 416,89 €
2037	416 256,80 €	16 780,84 €	282 160,09 €
2038	170 241,76 €	5 988,77 €	111 918,33 €
2039	107 751,96 €	2 686,66 €	4 166,37 €
2040	4 166,37 €	31,86 €	0,00€

Par type de taux

Type de taux	Nombre d'emprunts	CRD	% par type de taux	Taux moyen
Emprunts à taux fixes	13	11 344 522,40	90 %	2,68 %
Emprunts à taux variables	3	1 321 738,28	10 %	0,34 %
Total	**16**	**12 666 260,68**	**100 %**	**2,25 %**

Par établissement bancaire

Type	Référence	Capital restant dû	Durée résiduelle	Taux	Prochaine échéance	Montant prochaine échéance	Année de réalisation	Montant initial	Risque de taux	CBC
Prêteur: BANQUE POSTALE - 1 item		**591 252,36 €**								
Emprunt	MON500805EUR	591 252,36 €	2,75 ans	Taux fixe à 2.38 %	01/01/2025	51 197,32 €	2014	2 284 000,00 €	Fixe	1A
Prêteur: CACIB - 1 item		**1 003 828,86 €**								
Revolving	0900082-1	1 003 828,86 €	14,50 ans	Taux fixe à 4.68 %	01/07/2025	67 963,92 €	2009	1 500 000,00 €	Fixe	1A
Prêteur: CAF - 2 items		**148 000,00 €**								
Emprunt	2010 250	13 000,00 €	0,75 an	Taux fixe à 0 %	01/10/2025	13 000,00 €	2013	200 000,00 €	Fixe	1A
Emprunt	2021-466	135 000,00 €	9,33 ans	Taux fixe à 0 %	29/04/2025	13 500,00 €	2024	135 000,00 €	Fixe	1A
Prêteur: CREDIT AGRICOLE - 2 items		386 738,19 €								
Emprunt	00036329943	254 166,57 €	15,04 ans	(Moyenne Euribor 3M - 0.6) Floor 0.6 sur Moyenne Euribor 3M	15/01/2025	6 729,30 €	2010	500 000,00 €	Variable	1A
Emprunt	36330087	132 571,62 €	1,04 ans	(Moyenne Euribor 3M – 0.4)-Floor -0.4 sur Moyenne Euribor 3M	15/01/2025	27 060,76 €	2011	1 500 000,00 €	Variable	1A
Prêteur: CREDIT MUTUEL - 6 items		**7 822 068,62 €**								
Emprunt	0909 63322090 03 (01-réam)	147 889,44 €	1,75 ans	Taux fixe à 2.51 %	30/03/2025	21 660,68 €	2014	895 331,86 €	Fixe	1A
Emprunt	0909 16312209 02	188 352,91 €	5,00 ans	Taux fixe à 2.68 %	30/01/2025	10 147,77 €	2014	500 000,00 €	Fixe	1A
Emprunt	DD08576541	725 479,72 €	6,83 ans	Taux fixe à 0.91 %	30/01/2025	26 773,44 €	2016	1 500 000,00 €	Fixe	1A
Emprunt	DD15303355	776 013,24 €	9,91 ans	Taux fixe à 0.19 %	28/02/2025	19 891,40 €	2019	1 150 000,00 €	Fixe	1A
Emprunt	DD19453314	2 450 000,00 €	12,25 ans	Taux fixe à 0.88 %	30/01/2025	55 390,00 €	2022	3 000 000,00 €	Fixe	1A
Emprunt	DD21387289	3 533 333,31 €	13,25 ans	Taux fixe à 3.74 %	30/03/2025	99 703,34 €	2023	4 000 000,00 €	Fixe	1A
Prêteur: SFIL - 2 items		**1 569 012,93 €**								
Emprunt	MIN245624EUR	634 012,84 €	4,00 ans	Taux fixe à 3.94 %	01/01/2025	40 826,28 €	2007	2 245 000,00 €	Fixe	1A
Emprunt	MPH521433EUR ex MPH519168EUR	935 000,09 €	8,17 ans	(Euribor 3M + 0.37)-Floor 0 sur Euribor 3M	01/03/2025	36 068,12 €	2018	1 700 000,00 €	Variable	1A
Prêteur: SG - 2 items		**1 145 359,72 €**								
Emprunt	ONE-6627731 - Consolidation	378 603,30 €	5,00 ans	Taux fixe à 2.64 %	31/03/2025	20 292,42 €	2014	1 000 000,00 €	Fixe	1A
Emprunt	1282/001	766 606,42 €	5,67 ans	Taux fixe à 1.61 %	28/02/2025	36 419,17 €	2015	2 000 000,00 €	Fixe	1A
		12 666 260,68 €								

5 - <u>Principaux ratios</u> *(source DGCL_les CL en chiffres 2024)*

Afin de déterminer les marges de manœuvre de la commune, il est fait mention de certains ratios permettant de traduire la santé financière de la commune.

- **Le taux d'endettement**

Le taux d'endettement d'une collectivité mesure la charge de sa dette relativement à sa richesse.

Taux d'endettement = Dette / Recettes réelles de fonctionnement.

Au 31 décembre 2024, le taux d'endettement de la commune était de 56,2 %.
La moyenne nationale pour les communes de la même strate (entre 10 000 et 20 000 habitants) est de **57,9 %.**

- **La capacité de désendettement**

Elle mesure la capacité de la collectivité à se désendetter en années. **Au 31 décembre 2024, la capacité de désendettement de la commune est inférieure à 4 ans et devrait l'être également en 2025.** Il est précisé qu'en dessous de 8 années, la situation de la collectivité est considérée comme saine. Entre 8 et 11 années, la situation est correcte mais à surveiller. Entre 12 et 15 années, la situation est dangereuse. Au-delà de 15 années, la situation est considérée comme critique.

Capacité de désendettement = Dette / Épargne brute

- **Le taux de rigidité :**

Au 31 décembre 2024, les dépenses de personnel ont représenté **58,3%** des dépenses réelles de fonctionnement. Il s'agit d'un taux de rigidité, dans la mesure où il s'agit de dépenses incompressibles pour la commune, quelle que soit la population de la collectivité.

Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement

La moyenne nationale pour les communes de la même strate (entre 10 000 et 20 000 habitants) est de **58,9 %.** Il est précisé que le recours au personnel en régie de la Ville permet de réduire le coût des prestations d'entretien des bâtiments, qui serait plus important, si les prestations étaient externalisées.

- **Taux d'épargne brute**

Epargne brute/recettes réelles de fonctionnement

Ce ratio indique la part de ses recettes courantes qu'une collectivité est en mesure d'épargner chaque année sur son cycle de fonctionnement (en vue de financer sa section d'investissement).

La collectivité doit dégager chaque année des ressources suffisantes pour couvrir ses dépenses courantes et rembourser ses dettes.

Il est généralement admis qu'un ratio de 8% à 15% est satisfaisant.
Au 31 décembre 2024, le taux d'épargne brute de la ville est de 17 %.

- **Ratio des dépenses directes d'équipement par habitant**

Ce ratio mesure le montant d'investissement par habitant. Au regard du montant conséquent des investissements réalisés en 2024 par la collectivité (6,5 M€), ce montant est de **492 €** par habitant en 2024. La moyenne nationale pour les communes de la même strate (entre 10 000 et 20 000 habitants) est de 364 €.

Dépenses brutes d'équipement / Population

6 - Effectif de la commune et charges de personnel

La collectivité compte 194 agents titulaires et 79 agents contractuels, soit **273 agents au total** (contre 278 en 2023). Elle emploie une majorité de titulaires (71%). Les femmes représentent 59 % de l'effectif et les hommes 41 %.

Les dépenses de personnel enregistrent un pourcentage de réalisation de **91,4 %** en 2024.

En termes d'exécution, elles ont baissé de **-0,7 %** entre 2023 et 2024 soit une baisse de **71 K€** (10,51 M€ en 2024 contre 10,58 M€ en 2023) en raison de postes budgétés mais non pourvus une partie de l'année 2024.

Il est rappelé que les dépenses de personnel doivent notamment prendre en compte le GVT (Glissement Vieillissement Technicité) qui est une variation de la masse salariale à effectif constant. Il traduit l'augmentation de la masse salariale du fait de la progression quasi-automatique des agents dans leurs grilles indiciaires (changements d'échelon, de grade ou de corps).



BUDGET VERT 2024

Compte financier unique

Ville d'Auray

Conseil municipal du 6 mai 2025

AURAY
An Alre

Sommaire

I_Introduction 2

A)Contexte général 3

1 - Pourquoi un budget vert ? 3

2 - Le budget vert : un outil de transparence au service de la transition écologique 3

B)Cadre juridique 3

1 - Au niveau européen : le Règlement de la taxonomie de l'Union Européenne 3

2 - Au niveau national : la stratégie nationale bas-carbone 4

II_Le premier budget vert de la ville d'Auray 6

A)Enjeux 6

1 - Outil de planification 6

2 - Outil d'évaluation 7

B)Méthodologie de l'élaboration du budget vert 7

1 - La méthode I4CE 7

2 – La cotation de chaque dépense selon son impact environnemental 8

I_Introduction

Le changement climatique dû aux activités humaines est au cœur de l'actualité.

Depuis l'accord de Paris en 2015 (COP 21) et l'entrée en vigueur du Pacte vert pour l'Europe en décembre 2019, les pays membres de l'Union Européenne se sont engagées dans une accélération des politiques de lutte contre le réchauffement climatique.

L'objectif est de réduire les effets du changement climatique sur les effets de l'élévation des températures terrestres, la préservation de la biodiversité de l'environnement et les ressources naturelles.

A) Contexte général

Depuis 2020, l'élaboration du budget de l'État comprend une composante verte. Chaque année, en annexe du projet de loi finances, le Gouvernement publie un rapport, le budget vert, qui recense l'ensemble des dépenses ayant un impact favorable ou défavorable sur l'environnement.

1 - Pourquoi un budget vert ?

L'idée est née lors du *One planet summit* de décembre 2017 au cours duquel l'OCDE a lancé, avec le soutien de la France, le *« Paris collaborative on Green Budgeting »*. Ce projet a pour vocation d'aider les États à développer une démarche de budgétisation environnementale. Le Parlement français en fait une obligation légale par la loi de finances du 28 décembre 2019 pour 2020.

La France a pris des engagements climatiques ambitieux lors des Accords de Paris en 2015. L'instauration d'un *Rapport sur l'impact environnemental du budget de l'État* permet de disposer d'un document **unique, clair et accessible à tous** pour vérifier que ces engagements soient traduits dans les choix budgétaires de l'État.

En 2019, une mission conjointe de l'Inspection générale des finances (IGF) et du Commissariat général à l'environnement et au développement durable (CGEDD) a donc été chargée d'établir une méthodologie robuste pour cet outil. En septembre 2020, le Gouvernement publie son premier budget vert en annexe du PLF 2021. **La France devient alors le premier pays à faire aboutir sa démarche de budgétisation environnementale.**

2 - Le budget vert : un outil de transparence au service de la transition écologique

Depuis 2021, la France est donc l'un des premiers États à concrétiser cet engagement en mettant en place une **« budgétisation verte »** ; le budget vert constitue une nouvelle classification des dépenses budgétaires et fiscales selon leur impact sur l'environnement et une identification des ressources publiques à caractère environnemental. **Cet outil d'analyse de l'impact environnemental du budget a pour but de mieux intégrer les enjeux environnementaux dans le pilotage des politiques publiques.**

Les collectivités territoriales, leurs établissements et groupements possèdent environ 20 % du parc immobilier public et **supportent près de 60 % de l'investissement public civil** (construction, transports publics, développement de nouvelles technologies...). Les compétences qu'elles exercent (urbanisme, développement économique, traitement des déchets, eau, assainissement, transport, etc.) en font des acteurs centraux de la transition écologique.

B) Cadre juridique

1 - Au niveau européen : le Règlement de la taxonomie de l'Union Européenne

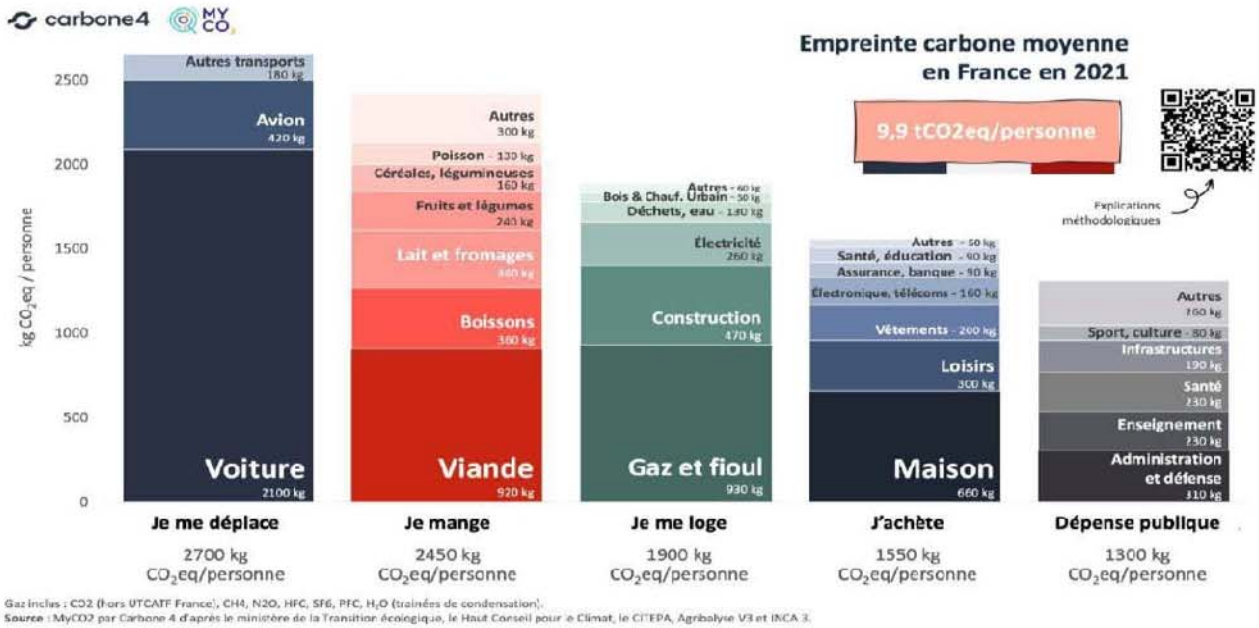
Le Règlement de la taxonomie de l'Union Européenne, adopté en juin 2020, a défini les critères du système de classification des activités économiques.

Cette classification permet d'**identifier les activités économiques durables qui n'aggravent pas le changement climatique. Véritable « boussole environnementale »**, la taxonomie a été lancée par la Commission européenne pour guider et mobiliser les investissements pour parvenir à la neutralité climatique dans les 30 prochaines années, tout en s'inscrivant pleinement dans les objectifs climatiques et environnementaux du Pacte Vert européen.

2 - Au niveau national : la stratégie nationale bas-carbone

La stratégie nationale bas-carbone, instituée en 2015, relative à la transition énergétique pour la croissance verte, **constitue la feuille de route pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'échelle de la France** et respecter des objectifs de réduction à court, moyen et long terme. Elle est significative car elle orchestre la mise en œuvre de la transition vers une économie bas-carbone en formulant des orientations à prendre en compte dans l'ensemble des politiques environnementales.

Zoom sur l'empreinte carbone en France en 2021 :



Gaz inclus : CO2 (hors UTCATF France), CH4, N2O, HFC, SF6, PFC, H2O (traînées de condensation).
Source : MyCO2 par Carbone 4 d'après le ministère de la Transition écologique, le Haut Conseil pour le Climat, le CITEPA, Agribalyse V3 et INCA 3.

Il est urgent et responsable d'agir sur les gaz à effets de serre et leurs conséquences.



✔ **L'introduction d'une nouvelle annexe environnementale au CFU**

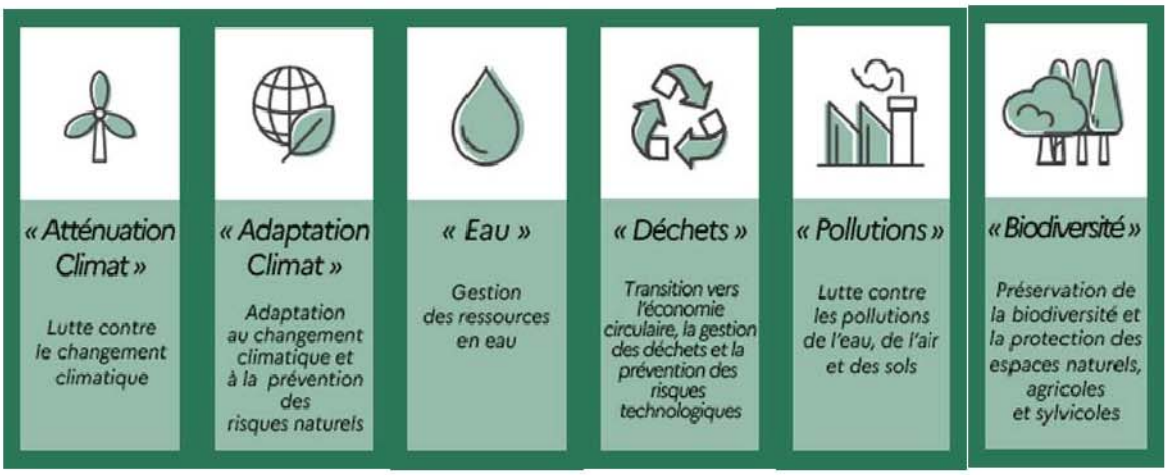
L'article 191 de la loi de finances pour 2024 introduit une nouvelle annexe au compte administratif ou au compte financier unique, dite **« annexe environnementale des collectivités locales »,** afin de mesurer l'impact des budgets locaux sur la transition écologique. Cette annexe permet de valoriser les choix d'investissement réalisés par les collectivités qui ont un impact positif sur l'environnement et, ainsi, de faciliter la planification écologique à l'échelle du territoire national.

Le **décret du 16 juillet 2024** précise les modalités d'application de l'obligation du budget vert. En termes de périmètre, toutes les collectivités territoriales de plus de 3 500 habitants **doivent produire une nouvelle annexe intitulée « Impact du budget pour la transition écologique » à leur compte administratif ou compte financier unique.**

✔ **Un classement selon 6 thématiques**

Les collectivités doivent organiser une présentation par natures comptables définies agrégées en donnant une cotation selon **6 objectifs environnementaux** :

- **Axe 1 :** Lutte contre le changement climatique
- **Axe 2 :** Adaptation au changement climatique et la prévention des risques naturels
- **Axe 3 :** Gestion des ressources en eau
- **Axe 4 :** Transition vers l'économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques
- **Axe 5 :** Lutte contre les pollutions de l'air et des sols
- **Axe 6 :** Préservation de la biodiversité, protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles



✔ **Une approche par étapes**

CFU 2024 (en 2025) : Axe 1 : Lutte contre le changement climatique

CFU 2025 (en 2026) : Axe 1 : Lutte contre le changement climatique et **Axe 6 :** Préservation de la biodiversité, protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles

CFU 2027 (en 2028) : Tous les axes.

✔ **Un périmètre de dépenses progressivement étendu :**

L'état annexé prendra en compte les seules dépenses réelles exécutées de la section d'investissement des budgets locaux, les dépenses d'ordre seront exclues.

Le périmètre des dépenses d'investissement entrant dans le dispositif sera progressivement étendu.

Pour l'exercice 2024 (CFU 2024), les collectivités seront tenues d'intégrer les dépenses exécutées de **17 comptes du référentiel budgétaire et comptable M57**, parmi lesquelles les dépenses consacrées aux bâtiments scolaires et autres bâtiments publics, les dépenses liées aux réseaux de voirie, ou celles allant aux transports.

Pour l'exercice 2025 (CFU 2025), les collectivités devront tenir compte de **l'ensemble des dépenses réelles d'investissement exécutées,** en excluant le remboursement des annuités d'emprunt.

II_Le premier budget vert de la ville d'Auray

A) Enjeux

1 - Outil de planification

Un budget vert permet de valoriser les choix d'investissements réalisés par la commune ayant un impact positif sur l'environnement. A terme, avoir des données précises sur le volume d'investissement vert au niveau local, permettra de **planifier au mieux la transition écologique à l'échelle du territoire.**

C’est un guide budgétaire et un indicateur interne, pour orienter la commune vers des politiques publiques vertes et mettre la transition écologique au cœur des discussions budgétaires.

2 - Outil d’évaluation

C’est également un outil d’analyse d’identification et d’**évaluation des actions déjà réalisées par la ville** et des objectifs ambitieux qu’elle se fixe :

- **Lutter** contre le réchauffement climatique et protéger l’environnement : réduction des émissions de CO2, améliorer la qualité de l’air, gestion durable de l’eau et des déchets, préservation de la biodiversité.
- **Renforcer** la transparence et la responsabilité de la Ville d’Auray dans la transition écologique.
- **S’aligner** sur les engagements internationaux, communautaires et nationaux : Accord de Paris et agenda 2030, COP21, Stratégie nationale bas carbone, la taxonomie européenne, plans d’actions de France Nation Verte (fonds vert) et le décret du 16/07/2024.



A) Méthodologie de l’élaboration du budget vert

1 - La méthode I4CE

La méthodologie adoptée pour cette démarche d’un premier budget vert est celle édictée par l’Institut de l’économie pour le climat (I4CE).



Cette association à but non lucratif, fondée par la Caisse des dépôts et l'Agence française de développement, a élaboré une méthode accessible gratuitement qui fait référence parmi les collectivités cherchant à se lancer dans une démarche de budgétisation verte.

L'adoption d'une méthode largement utilisée par d'autres permet ainsi, outre l'obtention de retours d'expérience, la comparabilité entre acteurs publics de leurs résultats et avancées.

A ce stade, **l'analyse porte uniquement sur les dépenses d'investissement (17 comptes référencés)** et aucun seuil minimum n'a été fixé. L'ensemble des natures comptables concernées ont donc été analysées.

Les axes de la taxonomie européenne vont servir de base se seront la pierre angulaire du budget vert. Ces axes seront le point de départ de l'analyse de l'impact environnemental des dépenses, afin d'établir une notation :

- **Favorable**
- **Neutre**
- **Défavorable**
- **Non coté**

2 – La cotation de chaque dépense selon son impact environnemental

Dans la mesure où pour l'évaluation des dépenses 2024, seul l'axe 1 « Lutte contre le changement climatique » était obligatoire, les dépenses n'ont été analysées que sous le prisme de cet axe.

En lien avec la Direction des services techniques, qui porte 90 % des dépenses d'investissement de la ville, **chaque mandat de dépense a ainsi été analysé pour être codifié en dépense favorable, neutre ou défavorable sur le climat.** Il est précisé que la cotation « Non coté » n'a pas été utilisée puisque toutes les dépenses ont pu être classées selon les trois autres codifications.

En effet, certaines actions peuvent être non-cotées lorsque la collectivité ne dispose pas d'informations suffisantes sur la destination de la dépense, ou lorsque son impact environnemental ne fait pas l'objet d'un consensus scientifique, telles que les dépenses liées au numérique.

✔ **L'analyse des dépenses sous l'axe 1 « Lutte contre le changement climatique »**

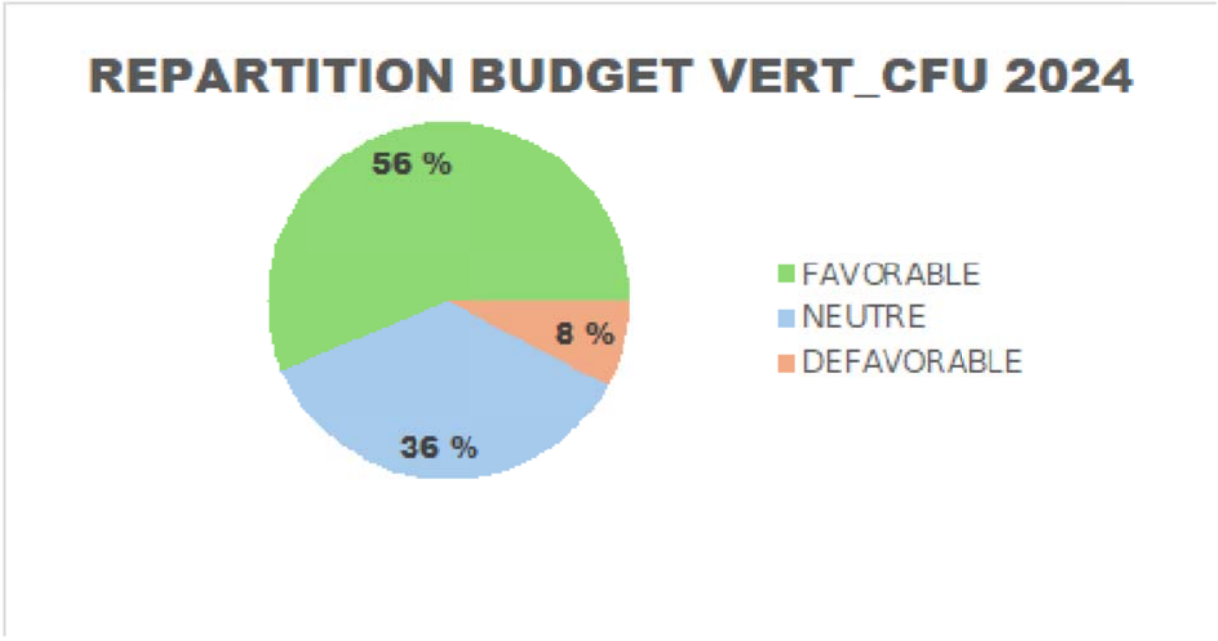
Le compte financier unique 2024 (CFU) est le premier budget vert de la commune d'Auray.



Au CFU 2024 présenté au vote du conseil municipal du 6 mai 2025, la section d'investissement s'élève à un montant total de 9 886 722,40 €.

Dans la mesure où l'évaluation des dépenses d'investissement 2024 ne porte que sur 17 comptes référencés (en excluant également les dépenses d'ordre ainsi que celles relatives au remboursement des annuités d'emprunt), **l'analyse a porté sur un montant de 5 938 529,72 €.**

Le décret du 16 juillet 2024 ne rendant obligatoire au compte administratif de l'exercice 2024 que l'analyse de l'**axe 1 « Lutte contre le changement climatique »**, la répartition des dépenses selon la ventilation en dépense favorable, neutre ou défavorable sur le climat, est la suivante :



✔ **Le détail des dépenses se présente successivement par opération, par lot et par montant toutes taxes comprises**

FAVORABLE	OP	Libellé opération	Nature de la dépense d'investissement	Montant TTC
	13017	VRD MOBILITE DOUCE	Rénovation de l'éclairage public Avenue de l'Océan	44 856,57
		Total VRD MOBILITE DOUCE		**44 856,57**
	13018	COMPLEXE SPORTIF LA FORET	COMPLEXE SPORTIF LA FORET LOT 09- CLOISON SECHES ISOLATION	126 468,09
			COMPLEXE SPORTIF LA FORET LOT 16- CHAUFFAGE / PLOMBERIE / VENTILATION	421 626,82
			COMPLEXE SPORTIF LA FORET LOT 17 Électricité Courants forts et faibles	53 233,13
			COMPLEXE SPORTIF LA FORET LOT 19 - Aménagement des extérieurs - Espaces Verts	280 212,67
			COMPLEXE SPORTIF LA FORET LOT 4 - CHARPENTE BOIS - MURS A OSSATURE BOIS	339 410,82
			COMPLEXE SPORTIF LA FORET LOT 5 - ETANCHEITE	306 574,16
			COMPLEXE SPORTIF LA FORET LOT 6A BARDAGE BOIS	152 464,89
			COMPLEXE SPORTIF LA FORET LOT 7 - MENUISERIES EXTERIEURES	150 486,66
			COMPLEXE SPORTIF LA FORET LOT10 MENUISERIE AGENCEMENT HABILLAGE INTERIEUR BOIS ET TISSUS	109 880,74
			COMPLEXE SPORTIF LA FORET LOT 3 - GROS OEUVRE	698 149,06
		Total COMPLEXE SPORTIF LA FORET		**2 727 493,04**
	13022	AMENAGEMENT AVENUE DE L OCEAN	AMENAGEMENT AVENUE DE L'OCEAN - LOT 2 - MOBILIER ESPACES VERTS	59 763,91
		Total AMENAGEMENT AVENUE DE L OCEAN		**59 763,91**
	13030	AMENAGEMENT PARC URBAIN PRINTEMPS / SKATEPARK	AMENAGEMENT EXTERIEUR DU SKATEPARK EN BETON	41 334,94
			REAMENAGEMENT DU PARKING ST JOSEPH- LOT 2	2 829,00
			Travaux sur le réseau d'éclairage public - Parking skatepark	35 433,22
		Total AMENAGEMENT PARC URBAIN PRINTEMPS / SKATEPARK		**79 597,16**
	16015	RENOVATION ENERGETIQUE BATIMENTS	REMP 353 Luminaires	146 360,95
		Total RENOVATION ENERGETIQUE BATIMENTS		**146 360,95**
	16016	MISE EN ACCESSIBILITE	ACCES SERVICES ET PIETONS STADE DU LOCH	15 794,05
			BORDURES CHASSES ROUES PARKING DU LOCH	1 544,40
		Total MISE EN ACCESSIBILITE		**17 338,45**
	16017	TVX DIVERS VRD	EP TRAVAUX CONNEXES STADE TY COAT	2 881,34
			REMPLACEMENT LUMINAIRE - ROUTE DU BONO	1 750,28
			VEGETALISATION CIMETIERE ST GILDAS	15 998,01
		Total TVX DIVERS VRD		**20 636,03**
	16023	SPORT - TVX ET MATERIELS DIVERS	bardage bois tribunes Ty Coat	3 590,83
			CLUB HOUSE STADE TY COAT LOT 2 MACONNERIE	36 437,23
			CLUB HOUSE STADE TY COAT LOT 3 - CHARPENTE	84 812,87
			CLUB HOUSE STADE TY COAT LOT 4 - Couverture	15 561,93
			CLUB HOUSE STADE TY COAT LOT 5 - MENUISERIES EXTERIEURES	24 409,72
			REMPLACEMENT EN LED stade le foret	14 338,92
		Total SPORT - TVX ET MATERIELS DIVERS		**179 153,50**
	16031	AUTRES - TVX ET MATERIELS DIVERS	CHAUDIERE ATLANTIC TYPE NAIA 2 -LOGT 1 RUE DU VERGER	3 904,85
		Total AUTRES - TVX ET MATERIELS DIVERS		**3 904,85**
	16034	MOBILITE DOUCE	AURAY - rue DE GAULLE -6 COUSSINS BERLINCIS	8 522,40
			Complément plateau Abbé Joseph Martin	2 626,43
			MARQUAGE HORIZONTALE ET VERTICALE VILLE	19 043,65
			SIGNALISATION AVENUE DE GAULLE - PISTES CYCLABLES	40 924,80
		Total MOBILITE DOUCE		**71 117,28**
Total FAVORABLE				**3 350 211,74**

NEUTRE	OP	Libellé opération	Nature de la dépense d'investissement	Montant TTC
	13018	COMPLEXE SPORTIF LA FORET	COMPLEXE SPORTIF LA FORET LOT 12 - REVETEMENT DES SOLS COURANTS	78 632,23
			COMPLEXE SPORTIF LA FORET LOT 14- PEINTURE - NETTOYAGE GENERAL	25 409,01
			COMPLEXE SPORTIF LA FORET LOT 6B - BARDAGE METAL	103 935,51
			COMPLEXE SPORTIF LA FORET LOT 8 - METALLERIE	13 985,42
			COMPLEXE SPORTIF LA FORET LOT 1 DESAMIANTAGE	1 032,33
			COMPLEXE SPORTIF LA FORET LOT 2 - DECONSTRUCTION CURAGE	13 071,28
			Contrôle technique et SPS complexe la Foret	8 885,92
			Diagnostic amiante avant travaux la foret	1 656,00
			Maitrise d'œuvre complexe la Foret	133 085,18
			Test etanchéite complexe la Foret	1 500,00
		Total COMPLEXE SPORTIF LA FORET		**381 192,88**
	13022	AMENAGEMENT AVENUE DE L OCEAN	Maitrise d'oeuvre AMENAGEMENT AVENUE D E L'OCEAN	2 277,25
			Travaux Fibre Optique AVENUE DE L'OCÉAN	14 707,52
		Total AMENAGEMENT AVENUE DE L OCEAN		**16 984,77**
	13030	AMENAGEMENT PARC URBAIN PRINTEMPS / SKATEPARK	AMENAGEMENT ABORDS SKATE PARK	5 050,98
			MISSION MAITRISE OEUVE - REALISATION SKATEPARK	14 016,00
			REAMENAGEMENT PARKING ST JOSEPH	27 810,38
			RELEVE TOPOGRAPHIQUE - MAJ PLAN SKATEPARK	1 008,00
		Total AMENAGEMENT PARC URBAIN PRINTEMPS / SKATEPARK		**47 885,36**
	13032	RENOVATION HALLES MUNICIPALES	fourniture et pose de 6 grilles sur les portes des Halles	5 212,07
			FOURNITURE ET POSE FILM SUR VITRAGES HALLES	7 845,48
			MAITRISE OEUVRE RENOVATION DES HALLES	9 641,34
			RENOVATION DES HALLES - LOT 7 PLOMBERIE SANITAIRES VMC	22 521,84
		Total RENOVATION HALLES MUNICIPALES		**45 220,73**
	13034	CUISINE MUNICIPALE	CONTROLE TECHNIQUE ET SPS CONSTRUCTION CUISINE CENTRALE	3 027,00
			Etude olfactive et de dispersion - cuisine centrale	5 280,00
			ETUDE TECHNIQUE CONSTRUCTION CUISINE CENTRALE	3 300,00
			MAITRISE D'ŒUVRE - CONSTRUCTION CUISINE CENTRALE	30 950,11
		Total CUISINE MUNICIPALE		**42 557,11**
	13035	RENOVATION CENTRE CULTUREL ATHENA	CONCOURS- MAE RENOVA TRAVAUX / EXTENTION CENTRE ATHENA	108 000,00
			DIAGNOSTICS AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX CENTRE ATHENA	3 444,00
			MAITRISE D'ŒUVRE RENOVATION CENTRE ATHENA	195 472,37
			MAITRISE D'ŒUVRE RENOVATION COUVERTURE CENTRE ATHENA	4 239,99
		Total RENOVATION CENTRE CULTUREL ATHENA		**311 156,36**
	13041	HOTEL DIEU	MISE EN SECURITE COURSIVE CHAPELLE STE HELENE	905,52
		Total HOTEL DIEU		**905,52**
	13042	RENOVATION DE L EGLISE ST GILDAS	MAITRISE D'OEUVRE TRAVAUX CLOCHER EGLISE SANT-GILDAS	22 901,07
			Mise en sécurité de la tribune d'orgue	19 756,02
			RESTAURATION DU CLOCHER D E L'EGLISE ST GILDAS - MISSION TECHNIQUE ET SPS	4 197,60
			RESTAURATION EGLISE S T GILDAS - LOT 1 MACONNERIE	264 834,76
			RESTAURATION EGLISE S T GILDAS - Lot 2 – Charpente - menuiserie	243 507,12
			RESTAURATION EGLISE S T GILDAS - Lot 3 – Charpente métallique - couverture	146 538,09
			RESTAURATION EGLISE S T GILDAS - Lot 4 – Ouvrages campanaires, beffroi, cloches et paratonnerre	16 905,18
			RESTAURATION EGLISE S T GILDAS - Lot 5 - Peinture	15 795,61
			RESTAURATION EGLISE S T GILDAS - Lot 6 - Déplombage	42 023,03
		Total RENOVATION DE L EGLISE ST GILDAS		**776 458,48**
	13043	RECONSTRUCTION TENNIS	MAITRISE D'ŒUVRE RENOVATION LOCAUX DES TENNIS	201 528,28
		Total RECONSTRUCTION TENNIS		**201 528,28**
	16005	ETUDES ET OPERATIONS FONCIERES	BORNAGE ACQUISITION PARCELLE AK N°3 - AV WILSON	1,00
			DIVISION- BORNAGE PACELLE AW-928 - AV. DE L'OCEAN	1 268,58
			VENTE CONSORTS KERGOSIEN / VILLE D'AURAY	168,56
			Vente SNCF gare et connexions	158,00
			BORNAGE RECONNAISSANCE - SECTION AK N°3 AV WILSON	1 905,36
			ELABORATION D UNE ETUDE DE FAISABILITE EC ROLLO ET STE THERESE	7 980,00
		Total ETUDES ET OPERATIONS FONCIERES		**11 481,50**
	16017	TVX DIVERS VRD	ENTRETIEN QUAIS ST GOUSTAN -	13 461,60
			Inventaire Faune Flore - OA Anne de Bretagne	2 778,00
			MISSION SPS - PONT ANNE DE BRETAGNE	648,00
			REMPLACEMENT DU MAT - RUE SAINT RENE	1 523,52
			REMPLACEMENT D'UN OUVRAGE HYDRAULIQUE RUE A DE BRETAGNE	12 138,00
			REMPLACEMENT OUVRAGE HYDRAULIQUE- BD A. DE BRETAGNE SIT2	7 446,00
			ETUDE POUR REMPLACEMENT DES EP - RUE DES PEUPLIERS	6 300,00
			MAITRISE D'ŒUVRE PONT BOULEVARD A.DE BRETAGNE	19 215,00
			Renouvellement du Poteau incendie N°114	3 365,96
			TRAVAUX QUAIS DU PORT DE ST GOUSTAN - 2024	31 305,00
			Travaux URGENT entretien des Quais Saint Goustan	76 085,56
			VRD 56007M2024031-EP-TRAVAUX -SOLDE AURAY-VENELLE DU FORESTO	5 616,10
		Total TVX DIVERS VRD		**179 882,74**
	16023	SPORT - TVX ET MATERIELS DIVERS	AFFICHEUR GYMNASE DU VERGER	8 580,00
			CLUB HOUSE STADE TY COAT -CONTRÔLE TECHNIQUE ET SPS	1 787,40
			MAITRISE D'ŒUVRE CLUB HOUSE TY COAT	13 486,86
			Travaux Gymnase Le Verger - Porte alu	3 976,80
		Total SPORT - TVX ET MATERIELS DIVERS		**27 831,06**

	16031 AUTRES - TVX ET MATERIELS DIVERS	15 BALISE K6D - JAUN E	305,10
		2 POUBELLES DORTMUND TRI SELECTIF + PLAQUE PERSONNALISATION	2 482,08
		20 PIEUX FERRADIX POUR TUBE 80 X40 - POUR SIGNALISATION	1 368,00
		30 BALISE J11 BLAN CHES	610,20
		8 BARRIERES COLOR 1500 SOUPLES-	4 070,40
		BALISES D'OBSTACLE J13 - SOCLE POUR BALISES D'OBSTACLE J13	595,53
		BORDURES DEFENSE EN BETON	286,43
		COUSSINS BERLINOIS BRIQUE - FLECHES BLANCHE	3 564,00
		DELINEATEUR BLANC PC UR SIGNOFLEX FIXE + BASE A FIXER NOIRE	865,73
		FOURNITURE SIGNALISATION	431,78
		Hôtel de ville Stores intérieurs	1 630,22
		MIROIR D'AGGLOMERATION -	563,59
		POSE EXTOIRE DE DESENFUMMAGE PNEUMATIQUE DEFLETEU	3 463,20
		RECTANGLE ARMOR ALU POUR PANNEAU CONTROLE RADAR	386,40
		REFECTION DE L'ETANCHEITE BATIMENT 2 CTM	2 712,21
		10 CORBEILLES	987,60
		15 BALISES K6D BALIZA J AUNE	305,10
		15 BARRIERES EN ACIER - 9 BAR RIERES ACCESSOIRES - 6 POTELETS	9 873,00
		20 BALISES J11 BALIZA BL ANCHE	406,80
		20 POTELETS CYRIUS	1 999,20
		20 POTELETS LUMINEUX DEFORMABLES - SOLAIRE	3 432,00
		30 POTELETS BERCY A TETE BLANCH E	2 328,00
		30 BALISES BLANCHE S J11 CLASSE2	610,20
		4 MIROIRS ROUTIERS	748,80
		ALISE D'OBSTACLE J13 = PLATINE + SOCLE	751,29
		BALISE J11 BALIZA BLANCHE -	610,20
		BALISES J11 - BLANCHE	610,20
		FOURNITURE SIGNALISATION - N° DE RUE	408,46
		MOBILIER URBAIN POTEAUX - R ONDIN	380,74
		PANNEAU DE RUE + ADHESIF DECOU PE LISIERE	70,68
		PANNEAUTTE CIORAL 2 CANDIDATS + COURRIAUX	1 564,80
		PANNEAUX - N° DE RUE EMAILLE	79,97
		PANNEAUX DE RUES	1 708,76
		PANNEAUX DE RUES "VENELLE DU FORESTO"	70,58
		PANNEAUX DE SIGNALISATION	6 250,73
		PANNONCEAU ARMOR ALU	1 054,02
		PORTIQUE TOURNANT + KIT DE POSE / FIXATION	3 248,68
		SIGNALISATION FLECHE -	613,02
		Test d'infiltrométrie INTERMÉDIAIRE - CLUB HOUSE TY COAT	420,00
		TRAVERSES BRUTES DE SCIAGE DOU BLE PERCAGE AMARRE	1 468,00
	Total AUTRES - TVX ET MATERIELS DIVERS		**63 429,70**
	16034 MOBILITE DOUCE	GEOLOCALISATION DU RESEAUX - GIRATOIR COLETTE / BALLON	4 140,00
		AVP PISTE CYCLABLE GIR. BOIS COLETTE / LE BALLON	7 205,76
	Total MOBILITE DOUCE		**11 345,76**
Total NEUTRE			**2 117 860,26**

DEFAVORABLE	OP	Libellé opération	Nature de la dépense d'investissement	Montant TTC
	13030	AMENAGEMENT PARC URBAIN PRINTEMPS / SKATEPARK	TRAVAUX AMENAG. SKATEPARK BETON LOT 1	242 582,51
		Total AMENAGEMENT PARC URBAIN PRINTEMPS / SKATEPARK		**242 582,51**
	16017	TVX DIVERS VRD	TRAVAUX- RUE DE GAULLE -	3 312,00
			DEVOIEMENT RESEAU EP - RD PT ANCIEN COMB. AFRIQUE NORD	19 111,68
			SONDAGES ECOLE DU LOCH	3 468,00
			PASSAGE SURELEVE P LACE JOFFRE	15 216,37
			PAVAGE DU PRINTEMPS - FERME DU PRINTEMPS	1 868,40
			REFECTION RUE JEAN MERMOZ	10 888,68
			REPARATION EP RUE KERROUX	7 921,49
			REPRISE RESEAU EU - PENHER	5 348,10
			REPRISE REVETEMEN T RUE TOUSSAINT LOUVERTURE	3 847,06
			REPRISE AVALOIR N°01 - QUAI NEUF	4 030,06
			Reprise canalisation EP impasse Rollo	2 446,81
			REPRISE DE PAVEES ET BORDURES - RD POINT LE GAL	3 215,29
			REPRISE ENROBE TROTTOIR RUE PHILIPPE VANNIER	5 788,74
			REPRISE ENROBES STATIONNEMENT PARCO POINTER	609,61
			REPRISE EP - CARRE FOURREAU AN DIGITATION	2 884,02
			REPRISE EP - R UE REDIEN	1 275,87
			Reprise EP et voirie Carrefour de la Libération	22 215,89
			REPRISE VOIRIE - A V. DE LA MADELEINE	9 878,04
			TRAVAUX - RUE DUNANT	4 012,80
			ESSAIS DE DEFLEXION PLACE CASSIN - RUE LA FOREST	1 856,40
			Place Dautry - Reprise de bordures	313,22
			REPRISE ENROBEE CARREFOUR REDIEN- PRINTEMPS	8 805,66
			Reprise réseau EP - Av Kerroux	2 325,60
			RESEAU EP RUE DE LA VIERGE DECEMBRE 2023	19 324,50
		Total TVX DIVERS VRD		**189 964,42**
	16023	SPORT - TVX ET MATERIELS DIVERS	CLUB HOUSE STADE TY COAT LOT 1 - TERRASSEMENT	25 662,22
			CLUB HOUSE TY COAT- CHAPE FLUIDE CIMENT-	4 491,70
			TRAVAUX D'AMENAGEMENT - BILLETERIE TY COAT	2 876,58
		Total SPORT - TVX ET MATERIELS DIVERS		**33 030,80**
	16031	AUTRES - TVX ET MATERIELS DIVERS	DEPOSE ET REPOSE ENSEMBLE FACADE ALUMINIUM PARVIS GARE	3 540,00
			MISE EN PLACE D'UN IPN - HOTEL DE VILLE	1 320,00
		Total AUTRES - TVX ET MATERIELS DIVERS		**4 860,00**
Total DEFAVORABLE				**470 457,73**

TOTAL GENERAL	**5 938 529,72**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : VILLE D'AURAY (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 21560007300013

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE PRINCIPALE D'AURAY

M. 57

Compte financier unique
Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement 7
B3.2 - Liste des établissements publics créés 8
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 9
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 10
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 11
D - Bilan synthétique 12
E - Compte de résultat synthétique 13
F - Taux des contributions et produits afférents en N 15

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 16

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 17
A1.2 - Recettes d'investissement 18
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 19
A2.2 - Recettes de fonctionnement 20

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 21
B2 - Recettes d'investissement 27
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 30
D1 - Dépenses de fonctionnement 88
D2 - Recettes de fonctionnement 94

III - Etats financiers

A - Bilan 97
B - Compte de résultat 101
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 104
D - Balance des comptes 105

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 134
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 136
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 138

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 141
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 142
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 148
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 150
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement 152
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 153
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 154
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 155
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 156
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 157
B3 - Etat des provisions 159
B4 - Etat des charges transférées 161
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers 162
B6 - Prêts 163
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 164
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 165
B7.3 - Etat des emprunts garantis 166
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 174
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 175
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 176
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale 177
B7.8 - Autres engagements donnés 178

B7.9 - Autres engagements reçus 179
B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 180
B9 - Etat du personnel 186
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 191
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement 193
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement 194

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 195
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 197
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 198
C2.1 - Situation des AP 200
C2.2 - Situation des AE 202
C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 203
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 207

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 211
D2 - Gestion des fonds européens 212
D3 - Actions de formation des élus 213
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes 214
D5 - Identification des flux croisés 215
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 216
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 217
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) 219
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 220
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse 221
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail 222
E - État des Contrôles du Compte Financier 223

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 224

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	14591

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	12162267.00

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1216.55
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1544.17
3	Dépenses d'équipement brut / population	470.98
4	Encours de dette / population (2)(3)	868.09
5	DGF / population	192.12
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	59.23
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	90.45
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	21.22
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	9.55
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	56.22
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	11 841 809,28	22 745 641,00	34 587 450,28
	Recettes réalisées (1)	B	6 622 877,89	22 881 173,89	29 504 051,78
	Restes à réaliser	C	52 535,00	0,00	52 535,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	13 066 158,75	25 217 077,09	38 283 235,84
	Dépenses réalisées (1)	E	9 886 722,40	19 963 984,17	29 850 706,57
	Restes à réaliser	F	1 600 993,16	0,00	1 600 993,16
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-3 263 844,51	2 917 189,72	-346 654,79
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	1 224 349,47	2 471 436,09	3 695 785,56
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-2 039 495,04	5 388 625,81	3 349 130,77
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	-1 548 458,16	0,00	-1 548 458,16
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-3 587 953,20	5 388 625,81	1 800 672,61

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	1 224 349,47	0,00	-3 263 844,51	0,00	-2 039 495,04
Fonctionnement	2 471 436,09	0,00	2 917 189,72	0,00	5 388 625,81
TOTAL I	**3 695 785,56**	**0,00**	**-346 654,79**	**0,00**	**3 349 130,77**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL I + II + III	**3 695 785,56**	**0,00**	**-346 654,79**	**0,00**	**3 349 130,77**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE	B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
SYNDICAT MIXTE DU PAYS D'AURAY			0,00
SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIES MORBIHAN			0,00
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE SECOURS			381 151,00
SYND PARC NATUREL REG. GOLFE MHAN (EX SIAGM)			22 107,00
AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE	01/01/2014	TPU	0,00
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	1 600 993,16
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
13022	Opération d'équipement n° 13022		3 989,76
13030	Opération d'équipement n° 13030		14 989,00
13032	Opération d'équipement n° 13032		15 340,26
13042	Opération d'équipement n° 13042		370 562,72
16005	Opération d'équipement n° 16005		6 955,49
16012	Opération d'équipement n° 16012		51 028,97
16013	Opération d'équipement n° 16013		59 912,60
16015	Opération d'équipement n° 16015		295 889,90
16017	Opération d'équipement n° 16017		385 634,50
16019	Opération d'équipement n° 16019		86 987,29
16022	Opération d'équipement n° 16022		74 464,49
16023	Opération d'équipement n° 16023		59 957,71
16031	Opération d'équipement n° 16031		123 666,97
16034	Opération d'équipement n° 16034		41 608,50
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		10 005,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	52 535,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		52 535,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	351,57
Autres immobilisations incorporelles	1 183,82
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	11 273,83
Constructions	51 429,21
Réseaux et installations de voirie	46 034,89
Réseaux divers	7 551,93
Installations techniques, agencements et matériel	1 704,60
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	1 896,54
Immobilisations corporelles en cours	**6 254,35**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**1 267,58**
Immobilisations financières (nettes)	**64,21**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**129 012,53**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	0,00
Créances	1 030,42
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	3 488,71
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**4 519,14**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**133 531,67**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	60 202,33
Neutralisations et régularisations	-2 047,14
Réserves	56 151,59
Report à nouveau	2 471,44
Résultat de l'exercice	2 917,19
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**119 695,40**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	12 540,07
Dettes financières et autres emprunts	148,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**12 688,07**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 006,97
Autres dettes non financières	137,97
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**1 144,94**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**13 833,02**
Comptes de régularisation (III)	3,25
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**133 531,67**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	2 826,69	2 793,75
Participations	1 087,47	1 271,32
Compensations, autres attributions et autres participations	235,38	589,56
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	15 097,10	14 024,16
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	1 847,70	1 715,88
Produits des cessions d'actifs	898,50	13,11
Autres produits de gestion	342,47	286,96
Production stockée et immobilisée	277,41	193,80
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	0,35	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	72,77	72,77
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	0,00	33,31
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**22 685,83**	**20 994,59**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	4 788,81	4 349,33
Charges de personnel	10 119,18	10 233,91
Indemnités des élus (et membres du CESR)	233,66	213,63
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	219,06	302,80
Impôts et taxes	228,79	229,71
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	1 037,40	1 027,67
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	117,73	35,26
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	780,78	11,15
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**17 525,40**	**16 403,47**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	1 894,77	1 919,68
Autres charges	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**1 894,77**	**1 919,68**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**3 265,66**	**2 671,44**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,08**	**0,05**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**348,54**	**348,56**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-348,47**	**-348,51**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**2 917,19**	**2 322,93**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N	F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont (4). semi budgetaire

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.
(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	39 000,00	21 024,00	53,91	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	9 398 406,56	6 573 674,49	69,94	1 590 988,16
Total des dépenses d'équipement		**9 437 406,56**	**6 594 698,49**	**69,88**	**1 590 988,16**
10	Dotations, fonds divers et réserves	180 000,00	153 842,99	85,47	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 628 752,19	2 628 656,88	100,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	22 000,00	11 505,00	52,30	10 005,00
27	Autres immobilisations financières	25 000,00	25 000,00	100,00	0,00
Total des dépenses financières		**2 855 752,19**	**2 819 004,87**	**98,71**	**10 005,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**12 293 158,75**	**9 413 703,36**	**76,58**	**1 600 993,16**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*523 000,00*	*350 173,21*	*66,95*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*250 000,00*	*122 845,83*	*49,14*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**773 000,00**	**473 019,04**	**61,19**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**13 066 158,75**	**9 886 722,40**	**75,67**	**1 600 993,16**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**13 066 158,75**	**9 886 722,40**		**1 600 993,16**

(1) Dépenses engagées non mandatées.
(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) *DI 040 = RF 042*
(5) *DI 041 = RI 041*
(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	2 627 021,00	2 530 414,94	96,32	52 535,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 183 752,19	1 183 752,19	100,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	10 315,00	10 314,62	100,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	730 000,00	839 646,67	115,02	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 210 000,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**5 761 088,19**	**4 564 128,42**	**79,22**	**52 535,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*3 880 721,09*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 950 000,00*	*1 935 903,64*	*99,28*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*250 000,00*	*122 845,83*	*49,14*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**6 080 721,09**	**2 058 749,47**	**33,86**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**11 841 809,28**	**6 622 877,89**	**55,93**	**52 535,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**1 224 349,47**			
Total des recettes de la section d'investissement		**13 066 158,75**	**6 622 877,89**		**52 535,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	5 126 739,00	4 472 995,91	340 453,65	4 813 449,56	93,89	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	11 499 796,00	10 512 838,41	0,00	10 512 838,41	91,42	0,00
014	Atténuations de produits	10 000,00	5 749,00	0,00	5 749,00	57,49	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	2 359 571,00	2 331 211,78	11 607,96	2 342 819,74	99,29	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**18 996 106,00**	**17 322 795,10**	**352 061,61**	**17 674 856,71**	**93,04**	**0,00**
66	Charges financières	368 000,00	326 734,22	21 810,38	348 544,60	94,71	0,00
67	Charges spécifiques	22 250,00	4 679,22	0,00	4 679,22	21,03	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**19 386 356,00**	**17 654 208,54**	**373 871,99**	**18 028 080,53**	**92,99**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*3 880 721,09*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*1 950 000,00*	*1 935 903,64*	*0,00*	*1 935 903,64*	*99,28*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**5 830 721,09**	**1 935 903,64**	**0,00**	**1 935 903,64**	**33,20**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**25 217 077,09**	**19 590 112,18**	**373 871,99**	**19 963 984,17**	**79,17**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**25 217 077,09**	**19 590 112,18**	**373 871,99**	**19 963 984,17**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	60 000,00	153 039,74	36 477,00	189 516,74	315,86	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 702 920,00	1 840 138,97	7 561,00	1 847 699,97	108,50	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 390 373,00	2 389 990,00	0,00	2 389 990,00	99,98	0,00
731	Fiscalité locale	12 510 301,00	12 642 554,93	70 303,69	12 712 858,62	101,62	0,00
74	Dotations et participations	4 011 997,00	4 149 536,01	0,00	4 149 536,01	103,43	0,00
75	Autres produits de gestion courante	1 547 000,00	308 448,62	5 760,00	314 208,62	20,31	0,00
Total des recettes de gestion des services		**22 222 591,00**	**21 483 708,27**	**120 101,69**	**21 603 809,96**	**97,22**	**0,00**
76	Produits financiers	50,00	77,00	0,00	77,00	154,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	926 760,49	0,00	926 760,49	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	353,23	0,00	353,23	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**22 222 641,00**	**22 410 898,99**	**120 101,69**	**22 531 000,68**	**101,39**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*523 000,00*	*350 173,21*	*0,00*	*350 173,21*	*66,95*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**523 000,00**	**350 173,21**	**0,00**	**350 173,21**	**66,95**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**22 745 641,00**	**22 761 072,20**	**120 101,69**	**22 881 173,89**	**100,60**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**2 471 436,09**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**25 217 077,09**	**22 761 072,20**	**120 101,69**	**22 881 173,89**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	21 024,00	0,00	21 024,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	39 000,00	21 024,00	0,00	21 024,00	17 976,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231513017	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	44 856,57	0,00	44 856,57	0,00
total opération n° 13017	Opération d'équipement n° 13017	101 163,77	44 856,57	0,00	44 856,57	56 307,20
231313018	Constructions	0,00	3 108 685,92	0,00	3 108 685,92	0,00
23813018	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	17 694,76	0,00	17 694,76	0,00
total opération n° 13018	Opération d'équipement n° 13018	3 136 093,56	3 126 380,68	0,00	3 126 380,68	9 712,88
204158213022	Bâtiments et installations	0,00	9 353,20	0,00	9 353,20	0,00
2042213022	Bâtiments et installations	0,00	2 296,72	0,00	2 296,72	0,00
231513022	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	76 738,68	0,00	76 738,68	0,00
total opération n° 13022	Opération d'équipement n° 13022	106 321,50	88 388,60	0,00	88 388,60	17 932,90
231513030	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	370 065,03	0,00	370 065,03	0,00
total opération n° 13030	Opération d'équipement n° 13030	620 000,00	370 065,03	0,00	370 065,03	249 934,97
231313032	Constructions	0,00	45 220,73	0,00	45 220,73	0,00
total opération n° 13032	Opération d'équipement n° 13032	60 560,99	45 220,73	0,00	45 220,73	15 340,26
203113034	Frais d'études	0,00	42 557,11	0,00	42 557,11	0,00
total opération n° 13034	Opération d'équipement n° 13034	129 148,00	42 557,11	0,00	42 557,11	86 590,89
203113035	Frais d'études	0,00	100 371,05	0,00	100 371,05	0,00
231313035	Constructions	0,00	210 785,31	0,00	210 785,31	0,00
total opération n° 13035	Opération d'équipement n° 13035	390 000,00	311 156,36	0,00	311 156,36	78 843,64

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
215813039	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	40 829,75	0,00	40 829,75	0,00
2184813039	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	510,46	0,00	510,46	0,00
218813039	Autres	0,00	488,95	0,00	488,95	0,00
total opération n° 13039	Opération d'équipement n° 13039	150 000,00	41 829,16	0,00	41 829,16	108 170,84
231313041	Constructions	0,00	905,52	0,00	905,52	0,00
total opération n° 13041	Opération d'équipement n° 13041	60 800,00	905,52	0,00	905,52	59 894,48
203113042	Frais d'études	0,00	22 901,07	0,00	22 901,07	0,00
231313042	Constructions	0,00	753 557,41	0,00	753 557,41	0,00
23813042	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	12 978,80	0,00	12 978,80	0,00
total opération n° 13042	Opération d'équipement n° 13042	1 160 000,00	789 437,28	0,00	789 437,28	370 562,72
203113043	Frais d'études	0,00	201 528,28	0,00	201 528,28	0,00
total opération n° 13043	Opération d'équipement n° 13043	250 000,00	201 528,28	0,00	201 528,28	48 471,72
203116005	Frais d'études	0,00	7 980,00	0,00	7 980,00	0,00
211116005	Terrains nus	0,00	3 501,50	0,00	3 501,50	0,00
total opération n° 16005	Opération d'équipement n° 16005	33 537,36	11 481,50	0,00	11 481,50	22 055,86
205116012	Concessions et droits similaires	0,00	70 188,22	0,00	70 188,22	0,00
2183816012	Autre matériel informatique	0,00	42 308,03	0,00	42 308,03	0,00
231816012	Autres immobilisations corporelles	0,00	13 623,92	0,00	13 623,92	0,00
total opération n° 16012	Opération d'équipement n° 16012	219 382,46	126 120,17	0,00	126 120,17	93 262,29
total opération n° 16013	Opération d'équipement n° 16013	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
204158216015	Bâtiments et installations	0,00	7 749,15	0,00	7 749,15	0,00
231516015	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	146 360,95	0,00	146 360,95	0,00
total opération n° 16015	Opération d'équipement n° 16015	450 000,00	154 110,10	0,00	154 110,10	295 889,90
231516016	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	17 338,45	0,00	17 338,45	0,00
total opération n° 16016	Opération d'équipement n° 16016	78 013,44	17 338,45	0,00	17 338,45	60 674,99

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
203116017	Frais d'études	0,00	28 662,00	0,00	28 662,00	0,00
215816017	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	2 061,96	0,00	2 061,96	0,00
231516017	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	361 841,19	0,00	361 841,19	0,00
total opération n° 16017	Opération d'équipement n° 16017	1 095 871,73	392 565,15	0,00	392 565,15	703 306,58
215816019	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	399,90	0,00	399,90	0,00
2183816019	Autre matériel informatique	0,00	1 128,00	0,00	1 128,00	0,00
2184816019	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	6 864,13	0,00	6 864,13	0,00
218816019	Autres	0,00	48 949,01	0,00	48 949,01	0,00
231616019	Restauration des biens historiques et culturels	0,00	8 540,40	0,00	8 540,40	0,00
total opération n° 16019	Opération d'équipement n° 16019	163 061,09	65 881,44	0,00	65 881,44	97 179,65
2183116022	Matériel informatique scolaire	0,00	3 668,40	0,00	3 668,40	0,00
2184116022	Matériel de bureau et mobilier scolaires	0,00	17 376,12	0,00	17 376,12	0,00
2184816022	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	25 779,61	0,00	25 779,61	0,00
218816022	Autres	0,00	12 407,47	0,00	12 407,47	0,00
total opération n° 16022	Opération d'équipement n° 16022	134 023,66	59 231,60	0,00	59 231,60	74 792,06
215816023	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	19 924,41	0,00	19 924,41	0,00
218816023	Autres	0,00	1 992,89	0,00	1 992,89	0,00
231316023	Constructions	0,00	225 676,44	0,00	225 676,44	0,00
231516023	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	14 338,92	0,00	14 338,92	0,00
total opération n° 16023	Opération d'équipement n° 16023	321 890,37	261 932,66	0,00	261 932,66	59 957,71
205116031	Concessions et droits similaires	0,00	1 900,80	0,00	1 900,80	0,00
215216031	Installations de voirie	0,00	55 204,07	0,00	55 204,07	0,00
2156816031	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	0,00	2 801,49	0,00	2 801,49	0,00
21573816031	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	766,99	0,00	766,99	0,00
2157816031	Autre matériel technique	0,00	1 467,93	0,00	1 467,93	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
215816031	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	83 349,13	0,00	83 349,13	0,00
2184816031	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	19 154,81	0,00	19 154,81	0,00
218816031	Autres	0,00	28 614,34	1 178,04	27 436,30	0,00
231316031	Constructions	0,00	16 990,48	0,00	16 990,48	0,00
total opération n° 16031	Opération d'équipement n° 16031	366 538,63	210 250,04	1 178,04	209 072,00	157 466,63
212116032	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	781,38	0,00	781,38	0,00
218816032	Autres	0,00	130 371,68	0,00	130 371,68	0,00
total opération n° 16032	Opération d'équipement n° 16032	145 000,00	131 153,06	0,00	131 153,06	13 846,94
231516034	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	82 463,04	0,00	82 463,04	0,00
total opération n° 16034	Opération d'équipement n° 16034	167 000,00	82 463,04	0,00	82 463,04	84 536,96
Total des dépenses d'équipement		**9 437 406,56**	**6 595 876,53**	**1 178,04**	**6 594 698,49**	**2 842 708,07**
10226	Taxe d'aménagement	0,00	153 842,99	0,00	153 842,99	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	180 000,00	153 842,99	0,00	153 842,99	26 157,01
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	1 515 331,18	0,00	1 515 331,18	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	44 923,33	0,00	44 923,33	0,00
16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	0,00	1 048 752,19	0,00	1 048 752,19	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	17 000,00	0,00	17 000,00	0,00
168758	Autres groupements	0,00	2 650,18	0,00	2 650,18	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 628 752,19	2 628 656,88	0,00	2 628 656,88	95,31
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	11 505,00	0,00	11 505,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	22 000,00	11 505,00	0,00	11 505,00	10 495,00
2764	Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	25 000,00	25 000,00	0,00	25 000,00	0,00
Total des dépenses financières		**2 855 752,19**	**2 819 004,87**	**0,00**	**2 819 004,87**	**36 747,32**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**12 293 158,75**	**9 414 881,40**	**1 178,04**	**9 413 703,36**	**2 879 455,39**
13911	*État et établissements nationaux*	*0,00*	*20 228,29*	*0,00*	*20 228,29*	*0,00*
13912	*Régions*	*0,00*	*16 165,43*	*0,00*	*16 165,43*	*0,00*
13913	*Départements*	*0,00*	*25 711,51*	*0,00*	*25 711,51*	*0,00*
139158	*Autres groupements*	*0,00*	*3 333,33*	*0,00*	*3 333,33*	*0,00*
13916	*Autres établissements publics locaux*	*0,00*	*1 506,00*	*0,00*	*1 506,00*	*0,00*
13918	*Autres*	*0,00*	*3 155,64*	*0,00*	*3 155,64*	*0,00*
139361	*Dotation d'équipement des territoires ruraux*	*0,00*	*2 665,37*	*0,00*	*2 665,37*	*0,00*
2312	*Agencements et aménagements de terrains*	*0,00*	*41 057,16*	*0,00*	*41 057,16*	*0,00*
2313	*Constructions*	*0,00*	*229 696,46*	*0,00*	*229 696,46*	*0,00*
2315	*Installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*6 654,02*	*0,00*	*6 654,02*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*523 000,00*	*350 173,21*	*0,00*	*350 173,21*	*172 826,79*
2313	*Constructions*	*0,00*	*122 845,83*	*0,00*	*122 845,83*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*250 000,00*	*122 845,83*	*0,00*	*122 845,83*	*127 154,17*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***773 000,00***	***473 019,04***	***0,00***	***473 019,04***	***299 980,96***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**13 066 158,75**	**9 887 900,44**	**1 178,04**	**9 886 722,40**	**3 179 436,35**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de la section d'investissement		13 066 158,75	9 887 900,44	1 178,04	9 886 722,40	3 179 436,35

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	État et établissements nationaux	0,00	923 480,86	0,00	923 480,86	0,00
1322	Régions	0,00	797 788,19	0,00	797 788,19	0,00
1323	Départements	0,00	545 436,90	15 940,00	529 496,90	0,00
13251	GFP de rattachement	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00	0,00
1326	Autres établissements publics locaux	0,00	31 382,99	0,00	31 382,99	0,00
1328	Autres	0,00	56 819,00	0,00	56 819,00	0,00
1345	Amendes de radars automatiques et amendes de police	0,00	166 447,00	0,00	166 447,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	2 627 021,00	2 546 354,94	15 940,00	2 530 414,94	96 606,06
16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	0,00	1 048 752,19	0,00	1 048 752,19	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	135 000,00	0,00	135 000,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	1 183 752,19	1 183 752,19	0,00	1 183 752,19	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	10 314,62	0,00	10 314,62	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	10 315,00	10 314,62	0,00	10 314,62	0,38
10222	F.C.T.V.A.	0,00	675 040,83	0,00	675 040,83	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	164 605,84	0,00	164 605,84	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	730 000,00	839 646,67	0,00	839 646,67	-109 646,67
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	311 497,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**4 862 585,19**	**4 580 068,42**	**15 940,00**	**4 564 128,42**	**298 456,77**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*3 880 721,09*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*	*0,00*	*780 775,38*	*0,00*	*780 775,38*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*0,00*	*84,00*	*84,00*	*0,00*	*0,00*
2115	*Terrains bâtis*	*0,00*	*84,00*	*0,00*	*84,00*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*115 971,62*	*0,00*	*115 971,62*	*0,00*
2151	*Réseaux de voirie*	*0,00*	*1 672,00*	*0,00*	*1 672,00*	*0,00*
2802	*Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme*	*0,00*	*13 072,00*	*0,00*	*13 072,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*129 308,50*	*0,00*	*129 308,50*	*0,00*
28041582	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*18 051,68*	*0,00*	*18 051,68*	*0,00*
2804182	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*8 933,43*	*0,00*	*8 933,43*	*0,00*
280421	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*9 824,00*	*116,00*	*9 708,00*	*0,00*
280422	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*5 283,00*	*0,00*	*5 283,00*	*0,00*
2804412	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*2 312,49*	*0,00*	*2 312,49*	*0,00*
2804422	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*4 358,00*	*0,00*	*4 358,00*	*0,00*
2805	*Concessions et droits similaires, brevets, licences, droits et valeurs similaires*	*0,00*	*59 218,46*	*0,00*	*59 218,46*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*1 436,76*	*0,00*	*1 436,76*	*0,00*
28128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*	*2 561,00*	*0,00*	*2 561,00*	*0,00*
281311	*Bâtiments administratifs*	*0,00*	*37,55*	*0,00*	*37,55*	*0,00*
281312	*Bâtiments scolaires*	*0,00*	*7 269,28*	*0,00*	*7 269,28*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*115 508,69*	*0,00*	*115 508,69*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
281568	*Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile*	*0,00*	*2 928,40*	*0,00*	*2 928,40*	*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*0,00*	*20 214,00*	*0,00*	*20 214,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*29 235,71*	*0,00*	*29 235,71*	*0,00*
28158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*172 590,41*	*0,00*	*172 590,41*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements et aménagements divers*	*0,00*	*1 951,00*	*0,00*	*1 951,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*110 810,00*	*0,00*	*110 810,00*	*0,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*0,00*	*18 729,38*	*0,00*	*18 729,38*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*107 452,50*	*0,00*	*107 452,50*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaires*	*0,00*	*8 911,21*	*0,00*	*8 911,21*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*41 772,32*	*0,00*	*41 772,32*	*0,00*
28188	*Autres*	*0,00*	*145 746,87*	*0,00*	*145 746,87*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*2 848 503,00*	*1 936 103,64*	*200,00*	*1 935 903,64*	*912 599,36*
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*66 972,27*	*0,00*	*66 972,27*	*0,00*
238	*Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles*	*0,00*	*55 873,56*	*0,00*	*55 873,56*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*250 000,00*	*122 845,83*	*0,00*	*122 845,83*	*127 154,17*
Total des recettes d'ordre en investissement		***6 979 224,09***	***2 058 949,47***	***200,00***	***2 058 749,47***	***4 920 474,62***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**11 841 809,28**	**6 639 017,89**	**16 140,00**	**6 622 877,89**	**5 218 931,39**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**1 224 349,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**13 066 158,75**	**6 639 017,89**	**16 140,00**	**6 622 877,89**	**6 443 280,86**

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13002(1)
LIBELLE : PORT DE SAINT GOUSTAN - AMENAGEMENTS URBAIN

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 1 700 519,17**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**49 031,33**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	49 031,33
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 651 487,84**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00		0,00	342 936,75
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00		0,00	1 076 412,96
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00		0,00	232 138,13

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **460 176,15**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**460 176,15**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	170 916,19
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00		0,00	103 591,43
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00		0,00	180 868,53
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00		0,00	4 800,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**0,00**	**D - B**	**-1 240 343,02**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13005(1)
LIBELLE : DEVELOPPEMENT URBAIN

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 460 878,02**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**447 461,05**
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00		0,00	173 368,77
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	274 092,28
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 416,97**
2111	Terrains nus	0,00	0,00		0,00	13 416,97
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **114 036,96**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**109 632,96**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	28 552,18
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00		0,00	38 663,12
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00		0,00	3 401,80
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0,00	0,00		0,00	26 710,86
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00		0,00	12 305,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 404,00**
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00		0,00	4 404,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**0,00**	**D - B**	**-346 841,06**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13014(1)
LIBELLE : BATIMENTS ET EQUIPEMENTS DIVERS

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 2 419 843,42**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**128 907,08**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	128 907,08
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 309,68**
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00		0,00	19 309,68
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 271 626,66**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00		0,00	19 306,18
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	2 242 858,44
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00		0,00	9 462,04

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **704 215,29**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**704 215,29**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	386 426,35
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00		0,00	88 139,94
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00		0,00	145 949,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00		0,00	46 200,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**0,00**	**D - B**	**-1 715 628,13**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13017(1)
LIBELLE : VRD MOBILITE DOUCE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**101 163,77**	**A 44 856,57**	**0,00**	**0,00**	**B 5 156 191,26**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**118 653,22**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	117 123,44
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00		0,00	1 529,78
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**107 223,59**
204131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00		0,00	3 643,98
2041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00		0,00	2 159,44
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00		0,00	56 420,17
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00		0,00	45 000,00
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 196,09**
2138	Autres constructions	0,00	0,00		0,00	2 070,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00		0,00	16 126,09
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**101 163,77**	**44 856,57**	**0,00**	**0,00**	**4 912 118,36**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00		0,00	94 950,85
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	4 055,14
2315	Install., matériel et outill. technique	101 163,77	44 856,57		0,00	4 546 773,17
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00		0,00	266 339,20

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **827 781,04**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**808 069,87**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	35 841,84
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00		0,00	194 767,53
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00		0,00	295 530,97
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00		0,00	242 380,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00		0,00	26 933,19
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00		0,00	12 616,34
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 711,17**
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00		0,00	19 711,17

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**-44 856,57**	**D - B**	**-4 328 410,22**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13018(1)
LIBELLE : COMPLEXE SPORTIF LA FORET

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**3 136 093,56**	**A 3 126 380,68**	**0,00**	**0,00**	**B 4 209 899,42**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**739 273,60**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	739 273,60
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 782,30**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00		0,00	4 782,30
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**3 136 093,56**	**3 126 380,68**	**0,00**	**0,00**	**3 465 843,52**
2313	Constructions	3 136 093,56	3 108 685,92		0,00	3 398 902,09
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	17 694,76		0,00	66 941,43

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **884 313,41**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**884 313,41**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	120 000,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00		0,00	582 273,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00		0,00	182 040,41
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**-3 126 380,68**	**D - B**	**-3 325 586,01**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13022(1)
LIBELLE : AMENAGEMENT AVENUE DE L OCEAN

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**106 321,50**	**A 88 388,60**	**0,00**	**3 989,76**	**B 2 650 397,69**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 198,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	24 198,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**13 433,20**	**11 649,92**	**0,00**	**0,00**	**128 811,46**
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	9 353,20	9 353,20		0,00	79 784,98
20422	Privé : Bâtiments, installations	4 080,00	2 296,72		0,00	49 026,48
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**92 888,30**	**76 738,68**	**0,00**	**3 989,76**	**2 497 388,23**
2315	Install., matériel et outill. technique	92 888,30	76 738,68		3 989,76	2 418 045,01
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00		0,00	79 343,22

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **478 412,40**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**461 431,87**
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00		0,00	240 932,87
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00		0,00	220 499,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 980,53**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00		0,00	760,25
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00		0,00	16 220,28

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -88 388,60**	**D - B -2 171 985,29**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13026(1)
LIBELLE : PISTE D ATHLETISME LOCH

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 1 574 771,12**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**66 741,14**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	66 741,14
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 356,81**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00		0,00	24 356,81
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 483 673,17**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00		0,00	1 308 881,20
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	174 791,97

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **379 245,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**379 167,00**
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00		0,00	75 000,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00		0,00	204 167,00
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0,00	0,00		0,00	100 000,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**78,00**
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	78,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**0,00**	**D - B**	**-1 195 526,12**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13030(1)
LIBELLE : AMENAGEMENT PARC URBAIN PRINTEMPS / SKATEPARK

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**620 000,00**	**A 370 065,03**	**0,00**	**14 989,00**	**B 803 156,27**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**116 072,15**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	116 072,15
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 859,21**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00		0,00	3 859,21
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**620 000,00**	**370 065,03**	**0,00**	**14 989,00**	**683 224,91**
2315	Install., matériel et outill. technique	620 000,00	370 065,03		14 989,00	683 224,91

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **277 861,77**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**277 861,77**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	136 750,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00		0,00	111 661,97
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00		0,00	25 000,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00		0,00	4 449,80
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**-370 065,03**	**D - B**	**-525 294,50**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13032(1)
LIBELLE : RENOVATION HALLES MUNICIPALES

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**60 560,99**	**A 45 220,73**	**0,00**	**15 340,26**	**B 2 466 375,08**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**178 107,04**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	178 107,04
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**60 560,99**	**45 220,73**	**0,00**	**15 340,26**	**2 288 268,04**
2313	Constructions	60 560,99	45 220,73		15 340,26	2 243 209,73
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00		0,00	11 740,01
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00		0,00	33 318,30

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **576 804,08**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**571 250,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	571 250,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 554,08**
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	5 554,08

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A** **-45 220,73**	**D - B** **-1 889 571,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13033(1)
LIBELLE : COMPLEXE SPORTIF BEL AIR

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		0,00	A 0,00	0,00	0,00	B 42 870,00
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	0,00	0,00	0,00	0,00	42 870,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	42 870,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-42 870,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13034(1)
LIBELLE : CUISINE MUNICIPALE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**129 148,00**	**A 42 557,11**	**0,00**	**0,00**	**B 237 674,81**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**42 600,00**	**42 557,11**	**0,00**	**0,00**	**237 674,81**
2031	Frais d'études	42 600,00	42 557,11		0,00	237 674,81
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**86 548,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	86 548,00	0,00		0,00	0,00

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **84 101,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**84 101,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	84 101,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**-42 557,11**	**D - B**	**-153 573,81**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13035(1)
LIBELLE : RENOVATION CENTRE CULTUREL ATHENA

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**390 000,00**	**A 311 156,36**	**0,00**	**0,00**	**B 489 079,34**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**100 371,05**	**0,00**	**0,00**	**221 871,05**
2031	Frais d'études	0,00	100 371,05		0,00	221 871,05
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**390 000,00**	**210 785,31**	**0,00**	**0,00**	**267 208,29**
2313	Constructions	390 000,00	210 785,31		0,00	267 208,29

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -311 156,36	D - B -489 079,34

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13039(1)
LIBELLE : FERME MUNICIPALE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**150 000,00**	**A 41 829,16**	**0,00**	**0,00**	**B 58 612,36**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**690,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	690,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**150 000,00**	**41 829,16**	**0,00**	**0,00**	**57 922,36**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	150 000,00	40 829,75		0,00	56 922,95
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	510,46		0,00	510,46
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	488,95		0,00	488,95
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -41 829,16	D - B -58 612,36

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13041(1)
LIBELLE : HOTEL DIEU

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**60 800,00**	**A 905,52**	**0,00**	**0,00**	**B 905,52**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**24 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	24 000,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**36 800,00**	**905,52**	**0,00**	**0,00**	**905,52**
2313	Constructions	26 800,00	905,52		0,00	905,52
2315	Install., matériel et outill. technique	10 000,00	0,00		0,00	0,00

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -905,52	D - B -905,52

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13042(1)
LIBELLE : RENOVATION DE L EGLISE ST GILDAS

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**1 160 000,00**	**A 789 437,28**	**0,00**	**370 562,72**	**B 827 276,88**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**22 901,07**	**0,00**	**28 099,30**	**57 914,67**
2031	Frais d'études	0,00	22 901,07		28 099,30	57 914,67
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**1 160 000,00**	**766 536,21**	**0,00**	**342 463,42**	**769 362,21**
2313	Constructions	1 160 000,00	753 557,41		342 463,42	756 383,41
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	12 978,80		0,00	12 978,80

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **216 210,52**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**216 210,52**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	82 512,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00		0,00	47 904,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00		0,00	85 794,52
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**-789 437,28**	**D - B**	**-611 066,36**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13043(1)
LIBELLE : RECONSTRUCTION TENNIS

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**250 000,00**	**A 201 528,28**	**0,00**	**0,00**	**B 242 199,66**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**250 000,00**	**201 528,28**	**0,00**	**0,00**	**242 199,66**
2031	Frais d'études	250 000,00	201 528,28		0,00	242 199,66
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -201 528,28	D - B -242 199,66

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16005(1)
LIBELLE : ETUDES ET OPERATIONS FONCIERES

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**33 537,36**	A **11 481,50**	**0,00**	**6 955,49**	B **680 204,03**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**7 980,00**	**0,00**	**0,00**	**7 980,00**
2031	Frais d'études	0,00	7 980,00		0,00	7 980,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**33 537,36**	**3 501,50**	**0,00**	**6 955,49**	**672 224,03**
2111	Terrains nus	33 537,36	3 501,50		6 955,49	211 514,87
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00		0,00	450 709,16
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00		0,00	10 000,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -11 481,50	D - B -680 204,03

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16012(1)
LIBELLE : SYSTEMES D INFORMATIONS

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**219 382,46**	**A 126 120,17**	**0,00**	**51 028,97**	**B 1 308 186,73**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**119 622,46**	**70 188,22**	**0,00**	**46 994,27**	**501 388,61**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	15 558,00
2051	Concessions, droits similaires	119 622,46	70 188,22		46 994,27	485 830,61
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**85 960,00**	**42 308,03**	**0,00**	**4 034,70**	**534 110,21**
21831	Matériel informatique scolaire	0,00	0,00		0,00	750,00
21838	Autre matériel informatique	85 960,00	42 308,03		4 034,70	533 360,21
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**13 800,00**	**13 623,92**	**0,00**	**0,00**	**272 687,91**
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	92 183,70
2318	Autres immo. corporelles en cours	13 800,00	13 623,92		0,00	180 504,21

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **10 000,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	10 000,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**-126 120,17**	**D - B**	**-1 298 186,73**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16013(1)
LIBELLE : ACQ. MATERIEL DE TRANSPORT

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**60 000,00**	**A 0,00**	**0,00**	**59 912,60**	**B 581 768,22**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**60 000,00**	**0,00**	**0,00**	**59 912,60**	**581 768,22**
21571	Matériel ferroviaire	0,00	0,00		0,00	142 535,70
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00		0,00	134 797,60
21828	Autres matériels de transport	60 000,00	0,00		59 912,60	304 434,92
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -581 768,22

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16015(1)
LIBELLE : RENOVATION ENERGETIQUE BATIMENTS

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**450 000,00**	**A 154 110,10**	**0,00**	**295 889,90**	**B 650 477,63**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**7 749,15**	**0,00**	**0,00**	**10 149,15**
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	7 749,15		0,00	10 149,15
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**450 000,00**	**146 360,95**	**0,00**	**295 889,90**	**640 328,48**
2313	Constructions	200 000,00	0,00		200 000,00	284 153,47
2315	Install., matériel et outill. technique	250 000,00	146 360,95		95 889,90	334 382,85
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00		0,00	21 792,16

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 12 119,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	12 119,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00		0,00	12 119,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -154 110,10	D - B -638 358,63

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16016(1)
LIBELLE : MISE EN ACCESSIBILITE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**78 013,44**	**A 17 338,45**	**0,00**	**0,00**	**B 962 236,22**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 467,36**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	31 467,36
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**78 013,44**	**17 338,45**	**0,00**	**0,00**	**930 768,86**
2313	Constructions	29 440,00	0,00		0,00	578 595,91
2315	Install., matériel et outill. technique	48 573,44	17 338,45		0,00	352 172,95

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 47 714,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	47 714,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00		0,00	47 714,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -17 338,45	D - B -914 522,22

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16017(1)
LIBELLE : TVX DIVERS VRD

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**1 095 871,73**	**A 392 565,15**	**0,00**	**385 634,50**	**B 3 925 667,47**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**71 994,00**	**28 662,00**	**0,00**	**6 024,00**	**192 995,44**
2031	Frais d'études	71 994,00	28 662,00		6 024,00	192 995,44
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**108 398,55**
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00		0,00	60 477,56
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00		0,00	16 884,47
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00		0,00	31 036,52
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**2 061,96**	**0,00**	**0,00**	**10 388,69**
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00		0,00	3 375,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	2 061,96		0,00	7 013,69
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**1 023 877,73**	**361 841,19**	**0,00**	**379 610,50**	**3 613 884,79**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00		0,00	28 759,62
2315	Install., matériel et outill. technique	1 023 877,73	361 841,19		379 610,50	3 540 252,30
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00		0,00	44 872,87

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **10 314,62**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 314,62**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00		0,00	10 314,62

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**-392 565,15**	**D - B**	**-3 915 352,85**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16019(1)
LIBELLE : CULTURE -TVX / MATERIELS DIVERS

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**163 061,09**	**A 65 881,44**	**0,00**	**86 987,29**	**B 989 125,30**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 414,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	19 254,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00		0,00	11 160,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**98 861,09**	**57 341,04**	**0,00**	**86 987,29**	**511 603,85**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	399,90		31 107,48	970,88
21838	Autre matériel informatique	0,00	1 128,00		0,00	8 433,02
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	2 461,09	6 864,13		7 873,06	68 870,55
2188	Autres immobilisations corporelles	96 400,00	48 949,01		48 006,75	433 329,40
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**64 200,00**	**8 540,40**	**0,00**	**0,00**	**447 107,45**
2313	Constructions	57 700,00	0,00		0,00	395 342,45
2316	Restaur. des biens histo. et culturels	6 500,00	8 540,40		0,00	15 304,20
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00		0,00	36 460,80

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **16 551,16**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 551,16**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	3 698,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00		0,00	5 211,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00		0,00	7 642,16
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**-65 881,44**	**D - B**	**-972 574,14**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16022(1)
LIBELLE : ENFANCE EDUCATION JEUNESSE -TVX / MATERIELS DIVERS

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**134 023,66**	**A 59 231,60**	**0,00**	**74 464,49**	**B 922 197,69**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 640,00**	**13 920,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		20 640,00	12 960,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00		0,00	960,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**95 423,66**	**59 231,60**	**0,00**	**17 824,49**	**505 519,78**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00		0,00	3 374,88
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00		0,00	2 533,84
21831	Matériel informatique scolaire	9 450,00	3 668,40		0,00	140 894,83
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	31 100,00	17 376,12		7 041,00	83 518,84
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	36 923,66	25 779,61		1 485,65	51 364,39
2188	Autres immobilisations corporelles	17 950,00	12 407,47		9 297,84	223 833,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**38 600,00**	**0,00**	**0,00**	**36 000,00**	**402 757,91**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00		0,00	20 436,81
2313	Constructions	38 600,00	0,00		36 000,00	347 571,61
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00		0,00	34 749,49

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 100 458,52**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 458,52**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	86 256,22
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00		0,00	1 587,30
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -59 231,60**	**D - B -821 739,17**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16023(1)
LIBELLE : SPORT - TVX ET MATERIELS DIVERS

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**321 890,37**	**A 261 932,66**	**0,00**	**59 957,71**	**B 1 789 466,04**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**54 261,97**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	54 261,97
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**24 500,00**	**21 917,30**	**0,00**	**13 476,49**	**210 333,06**
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00		0,00	1 755,96
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	24 500,00	19 924,41		1 620,00	55 075,38
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00		0,00	12 465,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	1 992,89		11 856,49	141 036,72
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**297 390,37**	**240 015,36**	**0,00**	**46 481,22**	**1 524 871,01**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00		0,00	575 783,02
2313	Constructions	283 051,45	225 676,44		46 481,22	822 814,59
2315	Install., matériel et outill. technique	14 338,92	14 338,92		0,00	126 273,40

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **200 412,43**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**198 523,27**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00		0,00	73 723,12
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00		0,00	91 791,15
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 889,16**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00		0,00	779,16
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	1 110,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A** **-261 932,66**	**D - B** **-1 589 053,61**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16031(1)
LIBELLE : AUTRES - TVX ET MATERIELS DIVERS

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**366 538,63**	**A 209 072,00**	**0,00**	**123 666,97**	**B 1 122 673,96**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**16 900,80**	**1 900,80**	**0,00**	**0,00**	**85 136,40**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	81 123,60
2051	Concessions, droits similaires	16 900,80	1 900,80		0,00	4 012,80
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**189 449,83**	**190 180,72**	**0,00**	**61 636,60**	**404 587,14**
2111	Terrains nus	0,00	0,00		0,00	8 158,80
2152	Installations de voirie	0,00	55 204,07		4 668,00	55 204,07
21568	Autre matériel, outillage incendie	2 000,00	2 801,49		9 624,90	15 793,04
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	766,99		0,00	5 322,97
21578	Autre matériel technique	0,00	1 467,93		0,00	1 467,93
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	140 533,92	83 349,13		35 660,28	231 974,14
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00		0,00	17 649,30
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	19 596,00	19 154,81		11 295,65	30 593,96
2188	Autres immobilisations corporelles	27 319,91	27 436,30		387,77	38 422,93
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**160 188,00**	**16 990,48**	**0,00**	**62 030,37**	**632 950,42**
2313	Constructions	139 388,00	16 990,48		62 030,37	618 454,12
2315	Install., matériel et outill. technique	20 800,00	0,00		0,00	14 496,30

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **24 285,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 285,00**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00		0,00	8 345,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00		0,00	15 940,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**-209 072,00**	**D - B**	**-1 098 388,96**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16032(1)
LIBELLE : BUDGET PARTICIPATIF

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**145 000,00**	**A 131 153,06**	**0,00**	**0,00**	**B 373 127,20**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**145 000,00**	**131 153,06**	**0,00**	**0,00**	**305 801,54**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	781,38		0,00	781,38
2188	Autres immobilisations corporelles	145 000,00	130 371,68		0,00	305 020,16
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 325,66**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00		0,00	5 788,01
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00		0,00	61 537,65

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -131 153,06	D - B -373 127,20

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16033(1)
LIBELLE : RECONSTRUCTION TENNIS

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 290 048,36**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 810,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	3 810,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**286 238,36**
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	283 148,66
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00		0,00	3 089,70

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-290 048,36

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16034(1)
LIBELLE : MOBILITE DOUCE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**167 000,00**	**A 82 463,04**	**0,00**	**41 608,50**	**B 82 463,04**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**167 000,00**	**82 463,04**	**0,00**	**41 608,50**	**82 463,04**
2315	Install., matériel et outill. technique	167 000,00	82 463,04		41 608,50	82 463,04

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -82 463,04	D - B -82 463,04

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
60611	Eau et assainissement	0,00	109 554,27	17 098,00	92 456,27	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	1 132 191,20	213 345,24	918 845,96	0,00
60621	Combustibles	0,00	1 909,81	0,00	1 909,81	0,00
60622	Carburants	0,00	62 130,53	0,00	62 130,53	0,00
60623	Alimentation	0,00	579 628,93	86 965,63	492 663,30	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	123,52	0,00	123,52	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	107 592,64	2 289,82	105 302,82	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	53 557,80	0,00	53 557,80	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	453 649,69	9 451,44	444 198,25	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	4 417,82	0,00	4 417,82	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	22 063,55	0,00	22 063,55	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	17 277,70	0,00	17 277,70	0,00
6065	Livres, disques, cassettes ... (bibliothèques et médiathèques)	0,00	65 180,81	0,00	65 180,81	0,00
60661	Médicaments	0,00	4,36	0,00	4,36	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	2 487,30	0,00	2 487,30	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	39 295,50	0,00	39 295,50	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	4 720,93	0,00	4 720,93	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	34 449,86	0,00	34 449,86	0,00
61358	Autres	0,00	363 211,39	15 759,55	347 451,84	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	17 739,85	0,00	17 739,85	0,00
61521	Terrains	0,00	53 419,78	22 268,40	31 151,38	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	86 302,93	15 062,00	71 240,93	0,00
615231	Voiries	0,00	17 133,16	0,00	17 133,16	0,00
615232	Réseaux	0,00	101 929,84	17 635,11	84 294,73	0,00
61551	Matériel roulant	0,00	27 780,79	0,00	27 780,79	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
61558	Autres biens mobiliers	0,00	88 903,08	4 097,40	84 805,68	0,00
6156	Maintenance	0,00	182 638,05	218,84	182 419,21	0,00
6161	Multirisques	0,00	132 157,59	0,00	132 157,59	0,00
617	Études et recherches	0,00	13 554,00	0,00	13 554,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	18 310,19	0,00	18 310,19	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	46 720,85	5 366,00	41 354,85	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	4 432,73	0,00	4 432,73	0,00
6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	0,00	3 064,63	0,00	3 064,63	0,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	2 035,50	434,55	1 600,95	0,00
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	40 701,97	0,00	40 701,97	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	5 577,00	0,00	5 577,00	0,00
6228	Divers	0,00	405 316,40	0,00	405 316,40	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	39 064,16	0,00	39 064,16	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	664,79	0,00	664,79	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	68 078,30	174,49	67 903,81	0,00
6234	Réceptions	0,00	33 276,18	0,00	33 276,18	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	73 376,95	0,00	73 376,95	0,00
6238	Divers	0,00	32 248,64	1 006,80	31 241,84	0,00
6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	0,00	32 609,75	0,00	32 609,75	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	4 715,00	0,00	4 715,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	17 482,24	0,00	17 482,24	0,00
6255	Frais de déménagement	0,00	4 824,12	0,00	4 824,12	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	23 790,52	0,00	23 790,52	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	46 928,36	127,06	46 801,30	0,00
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	1 785,36	0,00	1 785,36	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	20 245,45	0,00	20 245,45	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	8 188,84	1 210,00	6 978,84	0,00
6284	Redevance pour services rendus	0,00	2 029,00	0,00	2 029,00	0,00
62876	Au GFP de rattachement	0,00	7 831,25	0,00	7 831,25	0,00
6288	Autres	0,00	481 959,97	28 234,94	453 725,03	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	52 910,00	0,00	52 910,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	912,00	0,00	912,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	108,00	0,00	108,00	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	5 126 739,00	5 254 194,83	440 745,27	4 813 449,56	313 289,44
6216	Personnel affecté par le GFP de rattachement	0,00	3 090,72	0,00	3 090,72	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	30 426,30	4 230,00	26 196,30	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	30 112,51	0,00	30 112,51	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	0,00	144 575,09	0,00	144 575,09	0,00
6338	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	0,00	168,17	0,00	168,17	0,00
64111	Rémunération principale	0,00	4 583 281,69	0,00	4 583 281,69	0,00
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	53 161,21	0,00	53 161,21	0,00
64113	NBI	0,00	52 232,89	0,00	52 232,89	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	974 014,88	4 182,50	969 832,38	0,00
64131	Rémunérations	0,00	1 327 832,65	684,98	1 327 147,67	0,00
64132	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	11 622,49	0,00	11 622,49	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	239 301,65	0,00	239 301,65	0,00
64168	Autres emplois aidés	0,00	7 667,38	0,00	7 667,38	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	14 802,40	0,00	14 802,40	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	1 136 627,33	0,00	1 136 627,33	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	1 556 486,46	0,00	1 556 486,46	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	68 305,05	0,00	68 305,05	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	165 180,59	0,00	165 180,59	0,00
6456	Versement au F.N.C du supplément familial	0,00	8 948,00	0,00	8 948,00	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux.	0,00	72 090,31	0,00	72 090,31	0,00
64731	Versées directement	0,00	9 936,45	0,00	9 936,45	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	21 362,60	0,00	21 362,60	0,00
6488	Autres	0,00	10 709,07	0,00	10 709,07	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	11 499 796,00	10 521 935,89	9 097,48	10 512 838,41	986 957,59
7391111	Dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés non bâties en faveur des jeunes agriculteurs	0,00	55,00	0,00	55,00	0,00
7391112	Dégrèvement de taxe d'habitation sur les logements vacants	0,00	5 694,00	0,00	5 694,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	10 000,00	5 749,00	0,00	5 749,00	4 251,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65131	Bourses	0,00	820,00	620,00	200,00	0,00
65138	Autres secours	0,00	8 064,66	0,00	8 064,66	0,00
6514	Cotisations, adhésions et autres prestations (pour le compte de tiers)	0,00	4 532,63	0,00	4 532,63	0,00
65311	Indemnités de fonction	0,00	191 194,56	0,00	191 194,56	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	8 724,74	326,72	8 398,02	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	6 445,00	0,00	6 445,00	0,00
65315	Formation	0,00	28 277,50	1 008,50	27 269,00	0,00
653172	Cotisations au fonds de financement de l'allocation de fin de mandat	0,00	354,53	0,00	354,53	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	4 509,75	0,00	4 509,75	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	590,36	0,00	590,36	0,00
6553	Service d'incendie	0,00	381 151,00	0,00	381 151,00	0,00
657341	Communes membres du GFP	0,00	11 334,16	0,00	11 334,16	0,00
657348	Autres communes	0,00	678,00	0,00	678,00	0,00
657358	Autres groupements	0,00	22 107,00	0,00	22 107,00	0,00
657363	CCAS/CIAS	0,00	630 000,00	0,00	630 000,00	0,00
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	895 446,20	58 739,00	836 707,20	0,00
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage	0,00	108 510,34	1 780,54	106 729,80	0,00
65818	Autres	0,00	80 702,56	239,50	80 463,06	0,00
65883	Déficits sur opérations de gestion	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00
65888	Autres	0,00	22 090,99	0,00	22 090,99	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	2 359 571,00	2 405 534,00	62 714,26	2 342 819,74	16 751,26
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**18 996 106,00**	**18 187 413,72**	**512 557,01**	**17 674 856,71**	**1 321 249,29**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	361 520,36	0,00	361 520,36	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	21 810,38	34 886,32	-13 075,94	0,00
6618	Intérêts des autres dettes	0,00	100,18	0,00	100,18	0,00
total chapitre 66	Charges financières	368 000,00	383 430,92	34 886,32	348 544,60	19 455,40
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	4 679,22	0,00	4 679,22	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	22 250,00	4 679,22	0,00	4 679,22	17 570,78
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**19 386 356,00**	**18 575 523,86**	**547 443,33**	**18 028 080,53**	**1 358 275,47**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*3 880 721,09*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
675	*Valeurs comptables des immobilisations cédées*	*0,00*	*117 811,62*	*84,00*	*117 727,62*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement*	*0,00*	*780 775,38*	*0,00*	*780 775,38*	*0,00*
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*1 037 516,64*	*116,00*	*1 037 400,64*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*2 848 503,00*	*1 936 103,64*	*200,00*	*1 935 903,64*	*912 599,36*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***6 729 224,09***	***1 936 103,64***	***200,00***	***1 935 903,64***	***4 793 320,45***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**26 115 580,09**	**20 511 627,50**	**547 643,33**	**19 963 984,17**	**6 151 595,92**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**26 115 580,09**	**20 511 627,50**	**547 643,33**	**19 963 984,17**	**6 151 595,92**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	0,00	200 197,09	10 680,35	189 516,74	0,00
total chapitre 013	Atténuations de charges	60 000,00	200 197,09	10 680,35	189 516,74	-129 516,74
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concession dans les cimetières (produit net)	0,00	35 470,13	0,00	35 470,13	0,00
70321	Droits de stationnement et de location sur la voie publique	0,00	181 859,64	794,33	181 065,31	0,00
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	156 155,25	6 098,97	150 056,28	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	469,70	0,00	469,70	0,00
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel	0,00	315 304,67	227,33	315 077,34	0,00
7065	Droits de ports et de navigation (autres que stationnement et location)	0,00	998,10	0,00	998,10	0,00
7066	Redevances et droits des services à caractère social	0,00	52 832,91	129,81	52 703,10	0,00
7067	Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement	0,00	717 188,27	981,48	716 206,79	0,00
706888	Autres	0,00	147,98	0,00	147,98	0,00
7078	Autres marchandises	0,00	64,80	0,00	64,80	0,00
7082	Commissions	0,00	1 473,97	0,00	1 473,97	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	5 393,11	0,00	5 393,11	0,00
70843	au CCAS/CIAS	0,00	226 457,57	0,00	226 457,57	0,00
70846	au GFP de rattachement	0,00	3 166,40	0,00	3 166,40	0,00
70848	aux autres organismes	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00	0,00
70873	par le CCAS/CIAS	0,00	45 223,44	0,00	45 223,44	0,00
70878	par des tiers	0,00	104 725,95	0,00	104 725,95	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 702 920,00	1 855 931,89	8 231,92	1 847 699,97	-144 779,97

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
73211	Attribution de compensation	0,00	2 172 491,00	0,00	2 172 491,00	0,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	217 499,00	0,00	217 499,00	0,00
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 390 373,00	2 389 990,00	0,00	2 389 990,00	383,00
73111	Impôts directs locaux	0,00	11 248 548,00	0,00	11 248 548,00	0,00
73118	Autres contributions directes	0,00	24 612,00	0,00	24 612,00	0,00
73123	Taxe communale additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière	0,00	913 936,00	0,00	913 936,00	0,00
73141	Taxe sur la consommation finale d'électricité	0,00	367 828,22	0,00	367 828,22	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	159 489,70	1 555,30	157 934,40	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	12 510 301,00	12 714 413,92	1 555,30	12 712 858,62	-202 557,62
74111	Dotation forfaitaire des communes	0,00	1 631 348,00	0,00	1 631 348,00	0,00
741123	Dotation de solidarité urbaine (DSU) des communes	0,00	701 675,00	0,00	701 675,00	0,00
741127	Dotation nationale de péréquation (DNP) des communes	0,00	470 121,00	0,00	470 121,00	0,00
744	FCTVA	0,00	23 541,14	0,00	23 541,14	0,00
74718	Autres	0,00	138 082,57	502,67	137 579,90	0,00
7472	Régions	0,00	106 119,57	0,00	106 119,57	0,00
7473	Départements	0,00	76 743,50	0,00	76 743,50	0,00
74741	Communes membres du GFP	0,00	213 636,37	279,00	213 357,37	0,00
74751	GFP de rattachement	0,00	3 161,25	0,00	3 161,25	0,00
747888	Autres	0,00	682 559,37	132 052,09	550 507,28	0,00
74833	État - Compensation au titre des exonérations de taxes foncières	0,00	202 925,00	0,00	202 925,00	0,00
7484	Dotation de recensement	0,00	2 865,00	0,00	2 865,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	29 592,00	0,00	29 592,00	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	4 011 997,00	4 282 369,77	132 833,76	4 149 536,01	-137 539,01
752	Revenus des immeubles	0,00	285 652,10	429,00	285 223,10	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
75888	Autres	0,00	30 188,05	1 202,53	28 985,52	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	1 547 000,00	315 840,15	1 631,53	314 208,62	1 232 791,38
Total des recettes de gestion des services		**22 222 591,00**	**21 758 742,82**	**154 932,86**	**21 603 809,96**	**618 781,04**
764	Revenus des valeurs mobilières de placement	0,00	77,00	0,00	77,00	0,00
total chapitre 76	Produits financiers	50,00	77,00	0,00	77,00	-27,00
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	0,00	28 257,49	0,00	28 257,49	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	898 503,00	0,00	898 503,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	898 503,00	926 760,49	0,00	926 760,49	-28 257,49
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants.	0,00	353,23	0,00	353,23	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	0,00	353,23	0,00	353,23	-353,23
Total des recettes réelles et mixtes		**23 121 144,00**	**22 685 933,54**	**154 932,86**	**22 531 000,68**	**590 143,32**
722	*Immobilisations corporelles*	*0,00*	*277 407,64*	*0,00*	*277 407,64*	*0,00*
777	*Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*	*0,00*	*72 765,57*	*0,00*	*72 765,57*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*523 000,00*	*350 173,21*	*0,00*	*350 173,21*	*172 826,79*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***523 000,00***	***350 173,21***	***0,00***	***350 173,21***	***172 826,79***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**23 644 144,00**	**23 036 106,75**	**154 932,86**	**22 881 173,89**	**762 970,11**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**2 471 436,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section de fonctionnement		**26 115 580,09**	**23 036 106,75**	**154 932,86**	**22 881 173,89**	**3 234 406,20**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		669 983,00	318 410,99	351 572,01	359 795,54
Autres immobilisations incorporelles		2 674 331,22	1 490 511,93	1 183 819,29	976 301,99
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		11 363 000,72	89 171,68	11 273 829,04	11 247 719,36
Constructions		53 593 003,50	2 163 789,30	51 429 214,20	49 930 431,78
Réseaux et installations de voirie		46 189 159,36	154 268,98	46 034 890,38	44 590 392,24
Réseaux divers		7 551 925,68	0,00	7 551 925,68	7 470 494,57
Installations techniques, agencements et matériel		5 190 167,32	3 485 568,74	1 704 598,58	1 749 928,10
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		8 370 442,70	6 473 898,63	1 896 544,07	1 959 323,73
Immobilisations corporelles en cours		6 254 345,68	0,00	6 254 345,68	3 689 688,37
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		1 267 582,49	0,00	1 267 582,49	1 267 582,49
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		64 211,00	0,00	64 211,00	27 706,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**143 188 152,67**	**14 175 620,25**	**129 012 532,42**	**123 269 364,17**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		0,00	0,00	0,00	0,00
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		325 816,72	0,00	325 816,72	592 409,39
Créances sur les redevables et comptes rattachés		348 061,63	1 837,47	346 224,16	359 701,59
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur budgets annexes		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs		358 379,46	0,00	358 379,46	11 826,29
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**1 032 257,81**	**1 837,47**	**1 030 420,34**	**963 937,27**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		3 488 714,95	0,00	3 488 714,95	3 937 529,33
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**3 488 714,95**	**0,00**	**3 488 714,95**	**3 937 529,33**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		0,00	0,00	0,00	1,30
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**147 709 125,43**	**14 177 457,72**	**133 531 667,71**	**128 170 832,07**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		7 326 619,62	7 326 619,62
Fonds globalisés		26 988 788,17	26 302 984,49
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		840 283,76	913 049,33
Rattachées à un actif non amortissable		25 046 633,47	22 516 218,53
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		-2 047 137,69	-2 827 913,07
RÉSERVES		56 151 589,32	56 151 589,32
REPORT A NOUVEAU		2 471 436,09	148 508,11
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		2 917 189,72	2 322 927,98
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**119 695 402,46**	**112 853 984,31**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		0,00	0,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**0,00**	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		12 540 070,83	14 113 401,28
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		148 000,28	32 650,46
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**12 688 071,11**	**14 146 051,74**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 006 971,17	875 715,46
Dettes fiscales et sociales		1 317,99	13 460,70
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		0,00	0,00
Autres dettes non financières		136 655,41	281 057,56
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**1 144 944,57**	**1 170 233,72**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**13 833 015,68**	**15 316 285,46**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		3 249,57	562,30
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**133 531 667,71**	**128 170 832,07**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		2 826 685,14	2 793 747,85	32 937,29
Participations		1 087 468,87	1 271 318,02	-183 849,15
Compensations, autres attributions et autres participations		235 382,00	589 556,00	-354 174,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		15 097 099,62	14 024 157,22	1 072 942,40
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		1 847 699,97	1 715 876,56	131 823,41
Produits des cessions d'actifs		898 503,00	13 105,00	885 398,00
Autres produits de gestion		342 466,11	286 957,82	55 508,29
Production stockée et immobilisée		277 407,64	193 797,15	83 610,49
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		353,23	0,00	353,23
Reprises du financement rattaché à un actif		72 765,57	72 765,57	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		0,00	33 310,45	-33 310,45
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**22 685 831,15**	**20 994 591,64**	**1 691 239,51**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		4 788 806,58	4 349 334,08	439 472,50
Charges de personnel		10 119 178,88	10 233 906,26	-114 727,38
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*7 080 242,09*	*7 103 275,94*	*-23 033,85*
Dont charges sociales		*3 038 936,79*	*3 130 630,32*	*-91 693,53*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		233 661,11	213 630,21	20 030,90
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		219 063,20	302 800,51	-83 737,31
Impôts et taxes		228 785,77	229 714,09	-928,32
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		1 037 400,64	1 027 666,59	9 734,05
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		117 727,62	35 262,45	82 465,17
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession		780 775,38	11 153,00	769 622,38
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**17 525 399,18**	**16 403 467,19**	**1 121 931,99**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		1 894 774,65	1 919 684,26	-24 909,61
Dont ménages		*12 797,29*	*6 441,05*	*6 356,24*
Dont personnes morales de droit privé		*836 707,20*	*856 072,77*	*-19 365,57*
Dont collectivités territoriales		*12 012,16*	*11 782,04*	*230,12*
Dont autres organismes publics		*1 033 258,00*	*1 045 388,40*	*-12 130,40*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**1 894 774,65**	**1 919 684,26**	**-24 909,61**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**3 265 657,32**	**2 671 440,19**	**594 217,13**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		77,00	50,49	26,51
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**77,00**	**50,49**	**26,51**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		348 544,60	348 562,70	-18,10
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**348 544,60**	**348 562,70**	**-18,10**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-348 467,60**	**-348 512,21**	**44,61**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**2 917 189,72**	**2 322 927,98**	**594 261,74**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L'annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations	0,00	6 900 548,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 900 548,98	0,00	6 900 548,98
10222	F.C.T.V.A.	0,00	14 736 558,82	0,00	0,00	0,00	675 040,83	0,00	15 411 599,65	0,00	15 411 599,65
10226	Taxe d'aménagement	0,00	2 850 361,43	0,00	0,00	153 842,99	164 605,84	153 842,99	3 014 967,27	0,00	2 861 124,28
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	8 716 064,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 716 064,24	0,00	8 716 064,24
	Sous Total compte 1022	**0,00**	**26 302 984,49**	**0,00**	**0,00**	**153 842,99**	**839 646,67**	**153 842,99**	**27 142 631,16**	**0,00**	**26 988 788,17**
10251	Dons et legs en capital	0,00	426 070,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	426 070,64	0,00	426 070,64
	Sous Total compte 1025	**0,00**	**426 070,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**426 070,64**	**0,00**	**426 070,64**
	Sous Total compte 102	**0,00**	**33 629 604,11**	**0,00**	**0,00**	**153 842,99**	**839 646,67**	**153 842,99**	**34 469 250,78**	**0,00**	**34 315 407,79**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	56 151 589,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 151 589,32	0,00	56 151 589,32
	Sous Total compte 106	**0,00**	**56 151 589,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**56 151 589,32**	**0,00**	**56 151 589,32**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**89 781 193,43**	**0,00**	**0,00**	**153 842,99**	**839 646,67**	**153 842,99**	**90 620 840,10**	**0,00**	**90 466 997,11**
110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	148 508,11	0,00	2 322 927,98	0,00	0,00	0,00	2 471 436,09	0,00	2 471 436,09
	Sous Total compte 11	**0,00**	**148 508,11**	**0,00**	**2 322 927,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 471 436,09**	**0,00**	**2 471 436,09**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	0,00	2 322 927,98	2 322 927,98	0,00	0,00	0,00	2 322 927,98	2 322 927,98	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**2 322 927,98**	**2 322 927,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 322 927,98**	**2 322 927,98**	**0,00**	**0,00**
1311	État et établissements nationaux	0,00	606 848,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	606 848,66	0,00	606 848,66
1312	Régions	0,00	484 963,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	484 963,18	0,00	484 963,18
1313	Départements	0,00	747 311,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	747 311,16	0,00	747 311,16
13158	Autres groupements	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
	Sous Total compte 1315	**0,00**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**0,00**	**100 000,00**
1316	Autres établissements publics locaux	0,00	37 660,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 660,00	0,00	37 660,00
1318	Autres	0,00	94 194,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 194,02	0,00	94 194,02

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 131	**0,00**	**2 070 977,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 070 977,02**	**0,00**	**2 070 977,02**
1321	État et établissements nationaux	0,00	3 681 050,13	0,00	0,00	0,00	923 480,86	0,00	4 604 530,99	0,00	4 604 530,99
1322	Régions	0,00	4 684 984,49	0,00	0,00	0,00	797 788,19	0,00	5 482 772,68	0,00	5 482 772,68
1323	Départements	0,00	4 547 352,93	0,00	0,00	15 940,00	545 436,90	15 940,00	5 092 789,83	0,00	5 076 849,83
13248	Autres communes	0,00	390 926,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	390 926,84	0,00	390 926,84
	Sous Total compte 1324	**0,00**	**390 926,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**390 926,84**	**0,00**	**390 926,84**
13251	GFP de rattachement	0,00	667 046,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	692 046,00	0,00	692 046,00
13258	Autres groupements	0,00	424 273,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	424 273,18	0,00	424 273,18
	Sous Total compte 1325	**0,00**	**1 091 319,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 000,00**	**0,00**	**1 116 319,18**	**0,00**	**1 116 319,18**
1326	Autres établissements publics locaux	0,00	456 975,80	0,00	0,00	0,00	31 382,99	0,00	488 358,79	0,00	488 358,79
1328	Autres	0,00	3 276 139,18	0,00	0,00	0,00	56 819,00	0,00	3 332 958,18	0,00	3 332 958,18
	Sous Total compte 132	**0,00**	**18 128 748,55**	**0,00**	**0,00**	**15 940,00**	**2 379 907,94**	**15 940,00**	**20 508 656,49**	**0,00**	**20 492 716,49**
13361	Dotation d'équipement des territoires ru	0,00	79 961,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 961,00	0,00	79 961,00
	Sous Total compte 1336	**0,00**	**79 961,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**79 961,00**	**0,00**	**79 961,00**
	Sous Total compte 133	**0,00**	**79 961,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**79 961,00**	**0,00**	**79 961,00**
1345	Amendes de radars automatiques et amende	0,00	2 256 987,19	0,00	0,00	0,00	166 447,00	0,00	2 423 434,19	0,00	2 423 434,19
13461	Dotation d'équipement des territoires ru	0,00	918 904,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	918 904,81	0,00	918 904,81
	Sous Total compte 1346	**0,00**	**918 904,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**918 904,81**	**0,00**	**918 904,81**
1348	Autres	0,00	689 475,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	689 475,54	0,00	689 475,54
	Sous Total compte 134	**0,00**	**3 865 367,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**166 447,00**	**0,00**	**4 031 814,54**	**0,00**	**4 031 814,54**
1384	Communes	0,00	32 537,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 537,77	0,00	32 537,77
1385	Groupements de collectivités et collecti	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1388	Autres	0,00	479 564,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	479 564,67	0,00	479 564,67
	Sous Total compte 138	**0,00**	**522 102,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**522 102,44**	**0,00**	**522 102,44**
13911	État et établissements nationaux	397 944,88	0,00	0,00	0,00	20 228,29	0,00	418 173,17	0,00	418 173,17	0,00
13912	Régions	308 733,29	0,00	0,00	0,00	16 165,43	0,00	324 898,72	0,00	324 898,72	0,00
13913	Départements	370 565,81	0,00	0,00	0,00	25 711,51	0,00	396 277,32	0,00	396 277,32	0,00
139158	Autres groupements	43 333,29	0,00	0,00	0,00	3 333,33	0,00	46 666,62	0,00	46 666,62	0,00
	Sous Total compte 13915	**43 333,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 333,33**	**0,00**	**46 666,62**	**0,00**	**46 666,62**	**0,00**
13916	Autres établissements publics locaux	12 048,00	0,00	0,00	0,00	1 506,00	0,00	13 554,00	0,00	13 554,00	0,00
13918	Autres	57 562,91	0,00	0,00	0,00	3 155,64	0,00	60 718,55	0,00	60 718,55	0,00
	Sous Total compte 1391	**1 190 188,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**70 100,20**	**0,00**	**1 260 288,38**	**0,00**	**1 260 288,38**	**0,00**
139361	Dotation d'équipement des territoires ru	47 700,51	0,00	0,00	0,00	2 665,37	0,00	50 365,88	0,00	50 365,88	0,00
	Sous Total compte 13936	**47 700,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 665,37**	**0,00**	**50 365,88**	**0,00**	**50 365,88**	**0,00**
	Sous Total compte 1393	**47 700,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 665,37**	**0,00**	**50 365,88**	**0,00**	**50 365,88**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**1 237 888,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**72 765,57**	**0,00**	**1 310 654,26**	**0,00**	**1 310 654,26**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**1 237 888,69**	**24 667 156,55**	**0,00**	**0,00**	**88 705,57**	**2 546 354,94**	**1 326 594,26**	**27 213 511,49**	**0,00**	**25 886 917,23**
1641	Emprunts en euros	0,00	13 029 762,77	0,00	0,00	1 515 331,18	0,00	1 515 331,18	13 029 762,77	0,00	11 514 431,59
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	1 048 752,19	0,00	0,00	44 923,33	0,00	44 923,33	1 048 752,19	0,00	1 003 828,86
16449	Opérations afférentes à l'option de tira	0,00	0,00	0,00	0,00	1 048 752,19	1 048 752,19	1 048 752,19	1 048 752,19	0,00	0,00
	Sous Total compte 1644	**0,00**	**1 048 752,19**	**0,00**	**0,00**	**1 093 675,52**	**1 048 752,19**	**1 093 675,52**	**2 097 504,38**	**0,00**	**1 003 828,86**
	Sous Total compte 164	**0,00**	**14 078 514,96**	**0,00**	**0,00**	**2 609 006,70**	**1 048 752,19**	**2 609 006,70**	**15 127 267,15**	**0,00**	**12 518 260,45**
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	30 000,00	0,00	0,00	17 000,00	135 000,00	17 000,00	165 000,00	0,00	148 000,00
	Sous Total compte 167	**0,00**	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**17 000,00**	**135 000,00**	**17 000,00**	**165 000,00**	**0,00**	**148 000,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
168758	Autres groupements	0,00	2 650,46	0,00	0,00	2 650,18	0,00	2 650,18	2 650,46	0,00	0,28
	Sous Total compte 16875	**0,00**	**2 650,46**	**0,00**	**0,00**	**2 650,18**	**0,00**	**2 650,18**	**2 650,46**	**0,00**	**0,28**
	Sous Total compte 1687	**0,00**	**2 650,46**	**0,00**	**0,00**	**2 650,18**	**0,00**	**2 650,18**	**2 650,46**	**0,00**	**0,28**
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des	0,00	34 886,32	34 886,32	21 810,38	0,00	0,00	34 886,32	56 696,70	0,00	21 810,38
	Sous Total compte 1688	**0,00**	**34 886,32**	**34 886,32**	**21 810,38**	**0,00**	**0,00**	**34 886,32**	**56 696,70**	**0,00**	**21 810,38**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**37 536,78**	**34 886,32**	**21 810,38**	**2 650,18**	**0,00**	**37 536,50**	**59 347,16**	**0,00**	**21 810,66**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**14 146 051,74**	**34 886,32**	**21 810,38**	**2 628 656,88**	**1 183 752,19**	**2 663 543,20**	**15 351 614,31**	**0,00**	**12 688 071,11**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	0,00	544 606,42	0,00	0,00	0,00	780 775,38	0,00	1 325 381,80	0,00	1 325 381,80
193	Autres neutralisations et régularisation	3 372 519,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 372 519,49	0,00	3 372 519,49	0,00
	Sous Total compte 19	**3 372 519,49**	**544 606,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**780 775,38**	**3 372 519,49**	**1 325 381,80**	**2 047 137,69**	**0,00**
	Total classe 1	**4 610 408,18**	**131 610 444,23**	**2 357 814,30**	**2 344 738,36**	**2 871 205,44**	**5 350 529,18**	**9 839 427,92**	**139 305 711,77**	**4 683 173,75**	**134 149 457,60**
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	205 331,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	205 331,91	0,00	205 331,91	0,00
2031	Frais d'études	1 169 288,87	0,00	0,00	43 117,50	403 999,51	66 972,27	1 573 288,38	110 089,77	1 463 198,61	0,00
	Sous Total compte 203	**1 169 288,87**	**0,00**	**0,00**	**43 117,50**	**403 999,51**	**66 972,27**	**1 573 288,38**	**110 089,77**	**1 463 198,61**	**0,00**
2041582	Bâtiments et installations	263 094,62	0,00	0,00	0,00	17 102,35	0,00	280 196,97	0,00	280 196,97	0,00
	Sous Total compte 204158	**263 094,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 102,35**	**0,00**	**280 196,97**	**0,00**	**280 196,97**	**0,00**
	Sous Total compte 20415	**263 094,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 102,35**	**0,00**	**280 196,97**	**0,00**	**280 196,97**	**0,00**
204182	Bâtiments et installations	154 100,44	0,00	0,00	40 448,00	0,00	0,00	154 100,44	40 448,00	113 652,44	0,00
	Sous Total compte 20418	**154 100,44**	**0,00**	**0,00**	**40 448,00**	**0,00**	**0,00**	**154 100,44**	**40 448,00**	**113 652,44**	**0,00**
	Sous Total compte 2041	**417 195,06**	**0,00**	**0,00**	**40 448,00**	**17 102,35**	**0,00**	**434 297,41**	**40 448,00**	**393 849,41**	**0,00**
20421	Biens mobiliers, matériel et études	31 490,97	0,00	0,00	4 244,00	21 024,00	0,00	52 514,97	4 244,00	48 270,97	0,00
20422	Bâtiments et installations	121 896,52	0,00	0,00	0,00	2 296,72	0,00	124 193,24	0,00	124 193,24	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2042	**153 387,49**	**0,00**	**0,00**	**4 244,00**	**23 320,72**	**0,00**	**176 708,21**	**4 244,00**	**172 464,21**	**0,00**
204412	Bâtiments et installations	34 687,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 687,28	0,00	34 687,28	0,00
	Sous Total compte 20441	**34 687,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 687,28**	**0,00**	**34 687,28**	**0,00**
204422	Bâtiments et installations	68 982,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 982,10	0,00	68 982,10	0,00
	Sous Total compte 20442	**68 982,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**68 982,10**	**0,00**	**68 982,10**	**0,00**
	Sous Total compte 2044	**103 669,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**103 669,38**	**0,00**	**103 669,38**	**0,00**
	Sous Total compte 204	**674 251,93**	**0,00**	**0,00**	**44 692,00**	**40 423,07**	**0,00**	**714 675,00**	**44 692,00**	**669 983,00**	**0,00**
2051	Concessions et droits similaires	926 541,39	0,00	0,00	0,00	72 089,02	0,00	998 630,41	0,00	998 630,41	0,00
	Sous Total compte 205	**926 541,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**72 089,02**	**0,00**	**998 630,41**	**0,00**	**998 630,41**	**0,00**
2088	Autres immobilisations incorporelles	7 170,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 170,29	0,00	7 170,29	0,00
	Sous Total compte 208	**7 170,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 170,29**	**0,00**	**7 170,29**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**2 982 584,39**	**0,00**	**0,00**	**87 809,50**	**516 511,60**	**66 972,27**	**3 499 095,99**	**154 781,77**	**3 344 314,22**	**0,00**
2111	Terrains nus	3 261 101,67	0,00	0,00	0,00	3 585,50	84,00	3 264 687,17	84,00	3 264 603,17	0,00
2112	Terrains de voirie	477 545,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	477 545,53	0,00	477 545,53	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	1 124 743,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 124 743,91	0,00	1 124 743,91	0,00
2115	Terrains bâtis	1 686 291,08	0,00	0,00	0,00	0,00	84,00	1 686 291,08	84,00	1 686 207,08	0,00
2116	Cimetière	17 657,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 657,08	0,00	17 657,08	0,00
2118	Autres terrains	18 314,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 314,66	0,00	18 314,66	0,00
	Sous Total compte 211	**6 585 653,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 585,50**	**168,00**	**6 589 239,43**	**168,00**	**6 589 071,43**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	138 582,73	0,00	0,00	0,00	781,38	0,00	139 364,11	0,00	139 364,11	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	4 608 656,62	0,00	25 908,56	0,00	0,00	0,00	4 634 565,18	0,00	4 634 565,18	0,00
	Sous Total compte 212	**4 747 239,35**	**0,00**	**25 908,56**	**0,00**	**781,38**	**0,00**	**4 773 929,29**	**0,00**	**4 773 929,29**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21311	Bâtiments administratifs	3 589 659,33	0,00	72 855,02	0,00	0,00	0,00	3 662 514,35	0,00	3 662 514,35	0,00
21312	Bâtiments scolaires	9 357 634,68	0,00	194 126,21	0,00	0,00	0,00	9 551 760,89	0,00	9 551 760,89	0,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	0,00	0,00	1 041 451,87	0,00	0,00	0,00	1 041 451,87	0,00	1 041 451,87	0,00
21316	Équipements du cimetière	281 423,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	281 423,30	0,00	281 423,30	0,00
21318	Autres bâtiments publics	37 568 176,62	0,00	429 136,46	77 019,49	0,00	115 971,62	37 997 313,08	192 991,11	37 804 321,97	0,00
	Sous Total compte 2131	**50 796 893,93**	**0,00**	**1 737 569,56**	**77 019,49**	**0,00**	**115 971,62**	**52 534 463,49**	**192 991,11**	**52 341 472,38**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	58 458,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 458,98	0,00	58 458,98	0,00
	Sous Total compte 2135	**58 458,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 458,98**	**0,00**	**58 458,98**	**0,00**
2138	Autres constructions	309 601,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	309 601,54	0,00	309 601,54	0,00
	Sous Total compte 213	**51 164 954,45**	**0,00**	**1 737 569,56**	**77 019,49**	**0,00**	**115 971,62**	**52 902 524,01**	**192 991,11**	**52 709 532,90**	**0,00**
2145	Constructions sur sol d'autrui - Install	883 470,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	883 470,60	0,00	883 470,60	0,00
	Sous Total compte 214	**883 470,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**883 470,60**	**0,00**	**883 470,60**	**0,00**
2151	Réseaux de voirie	41 060 285,09	0,00	1 381 753,00	0,00	0,00	1 672,00	42 442 038,09	1 672,00	42 440 366,09	0,00
2152	Installations de voirie	3 684 376,13	0,00	9 213,07	0,00	55 204,07	0,00	3 748 793,27	0,00	3 748 793,27	0,00
21534	Réseaux d'électrification	1 311 177,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 311 177,71	0,00	1 311 177,71	0,00
21538	Autres réseaux	6 159 316,86	0,00	81 431,11	0,00	0,00	0,00	6 240 747,97	0,00	6 240 747,97	0,00
	Sous Total compte 2153	**7 470 494,57**	**0,00**	**81 431,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 551 925,68**	**0,00**	**7 551 925,68**	**0,00**
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	78 803,88	0,00	0,00	0,00	2 801,49	0,00	81 605,37	0,00	81 605,37	0,00
	Sous Total compte 2156	**78 803,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 801,49**	**0,00**	**81 605,37**	**0,00**	**81 605,37**	**0,00**
215731	Matériel roulant	258 518,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	258 518,30	0,00	258 518,30	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	611 911,19	0,00	28 037,44	11 766,62	766,99	0,00	640 715,62	11 766,62	628 949,00	0,00
	Sous Total compte 21573	**870 429,49**	**0,00**	**28 037,44**	**11 766,62**	**766,99**	**0,00**	**899 233,92**	**11 766,62**	**887 467,30**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	1 467,93	0,00	1 467,93	0,00	1 467,93	0,00
	Sous Total compte 2157	**870 429,49**	**0,00**	**28 037,44**	**11 766,62**	**2 234,92**	**0,00**	**900 701,85**	**11 766,62**	**888 935,23**	**0,00**
2158	Autres installations, matériel et outill	4 073 061,57	0,00	0,00	0,00	146 565,15	0,00	4 219 626,72	0,00	4 219 626,72	0,00
	Sous Total compte 215	**57 237 450,73**	**0,00**	**1 500 434,62**	**11 766,62**	**206 805,63**	**1 672,00**	**58 944 690,98**	**13 438,62**	**58 931 252,36**	**0,00**
21611	Biens sous-jacents	72 252,80	0,00	3 932,40	0,00	0,00	0,00	76 185,20	0,00	76 185,20	0,00
	Sous Total compte 2161	**72 252,80**	**0,00**	**3 932,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**76 185,20**	**0,00**	**76 185,20**	**0,00**
21621	Biens sous-jacents	2 831,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 831,40	0,00	2 831,40	0,00
	Sous Total compte 2162	**2 831,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 831,40**	**0,00**	**2 831,40**	**0,00**
	Sous Total compte 216	**75 084,20**	**0,00**	**3 932,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**79 016,60**	**0,00**	**79 016,60**	**0,00**
2181	Installations générales, agencements et	30 114,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 114,30	0,00	30 114,30	0,00
21828	Autres matériels de transport	1 972 058,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 972 058,66	0,00	1 972 058,66	0,00
	Sous Total compte 2182	**1 972 058,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 972 058,66**	**0,00**	**1 972 058,66**	**0,00**
21831	Matériel informatique scolaire	295 855,40	0,00	0,00	0,00	3 668,40	0,00	299 523,80	0,00	299 523,80	0,00
21838	Autre matériel informatique	1 425 611,98	0,00	30 225,36	0,00	43 436,03	0,00	1 499 273,37	0,00	1 499 273,37	0,00
	Sous Total compte 2183	**1 721 467,38**	**0,00**	**30 225,36**	**0,00**	**47 104,43**	**0,00**	**1 798 797,17**	**0,00**	**1 798 797,17**	**0,00**
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	337 245,13	0,00	0,00	0,00	17 376,12	0,00	354 621,25	0,00	354 621,25	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 056 451,89	0,00	0,00	0,00	52 309,01	0,00	1 108 760,90	0,00	1 108 760,90	0,00
	Sous Total compte 2184	**1 393 697,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**69 685,13**	**0,00**	**1 463 382,15**	**0,00**	**1 463 382,15**	**0,00**
2188	Autres	2 805 427,52	0,00	0,00	0,00	222 824,34	1 178,04	3 028 251,86	1 178,04	3 027 073,82	0,00
	Sous Total compte 218	**7 922 764,88**	**0,00**	**30 225,36**	**0,00**	**339 613,90**	**1 178,04**	**8 292 604,14**	**1 178,04**	**8 291 426,10**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**128 616 618,14**	**0,00**	**3 298 070,50**	**88 786,11**	**550 786,41**	**118 989,66**	**132 465 475,05**	**207 775,77**	**132 257 699,28**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	25 908,56	0,00	0,00	25 908,56	41 057,16	0,00	66 965,72	25 908,56	41 057,16	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2313	Constructions	1 737 569,56	0,00	0,00	1 737 569,56	4 714 364,10	0,00	6 451 933,66	1 737 569,56	4 714 364,10	0,00
2315	Installations, matériel et outillage tec	1 842 805,82	0,00	0,00	1 500 434,62	1 120 656,85	10 314,62	2 963 462,67	1 510 749,24	1 452 713,43	0,00
2316	Restauration des biens historiques et cu	3 932,40	0,00	0,00	3 932,40	8 540,40	0,00	12 472,80	3 932,40	8 540,40	0,00
2318	Autres immobilisations corporelles	30 225,36	0,00	0,00	30 225,36	13 623,92	0,00	43 849,28	30 225,36	13 623,92	0,00
	Sous Total compte 231	**3 640 441,70**	**0,00**	**0,00**	**3 298 070,50**	**5 898 242,43**	**10 314,62**	**9 538 684,13**	**3 308 385,12**	**6 230 299,01**	**0,00**
238	Avances versées sur commandes d'immobili	49 246,67	0,00	0,00	0,00	30 673,56	55 873,56	79 920,23	55 873,56	24 046,67	0,00
	Sous Total compte 23	**3 689 688,37**	**0,00**	**0,00**	**3 298 070,50**	**5 928 915,99**	**66 188,18**	**9 618 604,36**	**3 364 258,68**	**6 254 345,68**	**0,00**
2421	de la collectivité territoriale	1 071 511,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 071 511,03	0,00	1 071 511,03	0,00
2423	d'établissements publics de coopération	196 071,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	196 071,46	0,00	196 071,46	0,00
	Sous Total compte 242	**1 267 582,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 267 582,49**	**0,00**	**1 267 582,49**	**0,00**
	Sous Total compte 24	**1 267 582,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 267 582,49**	**0,00**	**1 267 582,49**	**0,00**
261	Titres de participation	21 710,00	0,00	0,00	0,00	11 505,00	0,00	33 215,00	0,00	33 215,00	0,00
266	Autres formes de participation	5 996,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 996,00	0,00	5 996,00	0,00
	Sous Total compte 26	**27 706,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 505,00**	**0,00**	**39 211,00**	**0,00**	**39 211,00**	**0,00**
2764	Créances sur des particuliers et autres	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00	0,00
	Sous Total compte 276	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 000,00**	**0,00**	**25 000,00**	**0,00**	**25 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 27	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 000,00**	**0,00**	**25 000,00**	**0,00**	**25 000,00**	**0,00**
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	0,00	149 995,91	0,00	0,00	0,00	13 072,00	0,00	163 067,91	0,00	163 067,91
28031	Frais d'études	0,00	336 443,00	43 117,50	0,00	0,00	129 308,50	43 117,50	465 751,50	0,00	422 634,00
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**336 443,00**	**43 117,50**	**0,00**	**0,00**	**129 308,50**	**43 117,50**	**465 751,50**	**0,00**	**422 634,00**
28041582	Bâtiments et installations	0,00	106 710,69	0,00	0,00	0,00	18 051,68	0,00	124 762,37	0,00	124 762,37

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2804158	**0,00**	**106 710,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 051,68**	**0,00**	**124 762,37**	**0,00**	**124 762,37**
	Sous Total compte 280415	**0,00**	**106 710,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 051,68**	**0,00**	**124 762,37**	**0,00**	**124 762,37**
2804182	Bâtiments et installations	0,00	94 621,09	40 448,00	0,00	0,00	8 933,43	40 448,00	103 554,52	0,00	63 106,52
	Sous Total compte 280418	**0,00**	**94 621,09**	**40 448,00**	**0,00**	**0,00**	**8 933,43**	**40 448,00**	**103 554,52**	**0,00**	**63 106,52**
	Sous Total compte 28041	**0,00**	**201 331,78**	**40 448,00**	**0,00**	**0,00**	**26 985,11**	**40 448,00**	**228 316,89**	**0,00**	**187 868,89**
280421	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	11 096,00	4 244,00	0,00	116,00	9 824,00	4 360,00	20 920,00	0,00	16 560,00
280422	Bâtiments et installations	0,00	29 112,24	0,00	0,00	0,00	5 283,00	0,00	34 395,24	0,00	34 395,24
	Sous Total compte 28042	**0,00**	**40 208,24**	**4 244,00**	**0,00**	**116,00**	**15 107,00**	**4 360,00**	**55 315,24**	**0,00**	**50 955,24**
2804412	Bâtiments et installations	0,00	30 062,37	0,00	0,00	0,00	2 312,49	0,00	32 374,86	0,00	32 374,86
	Sous Total compte 280441	**0,00**	**30 062,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 312,49**	**0,00**	**32 374,86**	**0,00**	**32 374,86**
2804422	Bâtiments et installations	0,00	42 854,00	0,00	0,00	0,00	4 358,00	0,00	47 212,00	0,00	47 212,00
	Sous Total compte 280442	**0,00**	**42 854,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 358,00**	**0,00**	**47 212,00**	**0,00**	**47 212,00**
	Sous Total compte 28044	**0,00**	**72 916,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 670,49**	**0,00**	**79 586,86**	**0,00**	**79 586,86**
	Sous Total compte 2804	**0,00**	**314 456,39**	**44 692,00**	**0,00**	**116,00**	**48 762,60**	**44 808,00**	**363 218,99**	**0,00**	**318 410,99**
2805	Concessions et droits similaires, brevet	0,00	838 421,27	0,00	0,00	0,00	59 218,46	0,00	897 639,73	0,00	897 639,73
28088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	7 170,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 170,29	0,00	7 170,29
	Sous Total compte 2808	**0,00**	**7 170,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 170,29**	**0,00**	**7 170,29**
	Sous Total compte 280	**0,00**	**1 646 486,86**	**87 809,50**	**0,00**	**116,00**	**250 361,56**	**87 925,50**	**1 896 848,42**	**0,00**	**1 808 922,92**
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	33 953,92	0,00	0,00	0,00	1 436,76	0,00	35 390,68	0,00	35 390,68
28128	Autres agencements et aménagements	0,00	51 220,00	0,00	0,00	0,00	2 561,00	0,00	53 781,00	0,00	53 781,00
	Sous Total compte 2812	**0,00**	**85 173,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 997,76**	**0,00**	**89 171,68**	**0,00**	**89 171,68**
281311	Bâtiments administratifs	0,00	788,55	0,00	0,00	0,00	37,55	0,00	826,10	0,00	826,10

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281312	Bâtiments scolaires	0,00	77 100,10	0,00	0,00	0,00	7 269,28	0,00	84 369,38	0,00	84 369,38
281318	Autres bâtiments publics	0,00	2 040 104,62	77 019,49	0,00	0,00	115 508,69	77 019,49	2 155 613,31	0,00	2 078 593,82
	Sous Total compte 28131	**0,00**	**2 117 993,27**	**77 019,49**	**0,00**	**0,00**	**122 815,52**	**77 019,49**	**2 240 808,79**	**0,00**	**2 163 789,30**
	Sous Total compte 2813	**0,00**	**2 117 993,27**	**77 019,49**	**0,00**	**0,00**	**122 815,52**	**77 019,49**	**2 240 808,79**	**0,00**	**2 163 789,30**
28152	Installations de voirie	0,00	154 268,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154 268,98	0,00	154 268,98
281568	Autre matériel et outillage d'incendie e	0,00	64 001,95	0,00	0,00	0,00	2 928,40	0,00	66 930,35	0,00	66 930,35
	Sous Total compte 28156	**0,00**	**64 001,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 928,40**	**0,00**	**66 930,35**	**0,00**	**66 930,35**
2815731	Matériel roulant	0,00	182 878,90	0,00	0,00	0,00	20 214,00	0,00	203 092,90	0,00	203 092,90
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	499 811,84	11 766,62	0,00	0,00	29 235,71	11 766,62	529 047,55	0,00	517 280,93
	Sous Total compte 281573	**0,00**	**682 690,74**	**11 766,62**	**0,00**	**0,00**	**49 449,71**	**11 766,62**	**732 140,45**	**0,00**	**720 373,83**
	Sous Total compte 28157	**0,00**	**682 690,74**	**11 766,62**	**0,00**	**0,00**	**49 449,71**	**11 766,62**	**732 140,45**	**0,00**	**720 373,83**
28158	Autres installations, matériel et outill	0,00	2 525 674,15	0,00	0,00	0,00	172 590,41	0,00	2 698 264,56	0,00	2 698 264,56
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**3 426 635,82**	**11 766,62**	**0,00**	**0,00**	**224 968,52**	**11 766,62**	**3 651 604,34**	**0,00**	**3 639 837,72**
28181	Installations générales, agencements et	0,00	4 585,00	0,00	0,00	0,00	1 951,00	0,00	6 536,00	0,00	6 536,00
281828	Autres matériels de transport	0,00	1 466 287,78	0,00	0,00	0,00	110 810,00	0,00	1 577 097,78	0,00	1 577 097,78
	Sous Total compte 28182	**0,00**	**1 466 287,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**110 810,00**	**0,00**	**1 577 097,78**	**0,00**	**1 577 097,78**
281831	Matériel informatique scolaire	0,00	255 688,91	0,00	0,00	0,00	18 729,38	0,00	274 418,29	0,00	274 418,29
281838	Autre matériel informatique	0,00	1 118 556,74	0,00	0,00	0,00	107 452,50	0,00	1 226 009,24	0,00	1 226 009,24
	Sous Total compte 28183	**0,00**	**1 374 245,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**126 181,88**	**0,00**	**1 500 427,53**	**0,00**	**1 500 427,53**
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	0,00	274 091,68	0,00	0,00	0,00	8 911,21	0,00	283 002,89	0,00	283 002,89
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	828 337,49	0,00	0,00	0,00	41 772,32	0,00	870 109,81	0,00	870 109,81

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 28184	**0,00**	**1 102 429,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 683,53**	**0,00**	**1 153 112,70**	**0,00**	**1 153 112,70**
28188	Autres	0,00	2 090 977,75	0,00	0,00	0,00	145 746,87	0,00	2 236 724,62	0,00	2 236 724,62
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**6 038 525,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**435 373,28**	**0,00**	**6 473 898,63**	**0,00**	**6 473 898,63**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**11 668 328,36**	**88 786,11**	**0,00**	**0,00**	**787 155,08**	**88 786,11**	**12 455 483,44**	**0,00**	**12 366 697,33**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**13 314 815,22**	**176 595,61**	**0,00**	**116,00**	**1 037 516,64**	**176 711,61**	**14 352 331,86**	**0,00**	**14 175 620,25**
	Total classe 2	**136 584 179,39**	**13 314 815,22**	**3 474 666,11**	**3 474 666,11**	**7 032 835,00**	**1 289 666,75**	**147 091 680,50**	**18 079 148,08**	**143 188 152,67**	**14 175 620,25**
4011	Fournisseurs	0,00	463 050,85	3 938 400,03	4 080 731,57	0,00	0,00	3 938 400,03	4 543 782,42	0,00	605 382,39
	Sous Total compte 401	**0,00**	**463 050,85**	**3 938 400,03**	**4 080 731,57**	**0,00**	**0,00**	**3 938 400,03**	**4 543 782,42**	**0,00**	**605 382,39**
4041	Fournisseurs d'immobilisations	0,00	1 730,22	7 228 656,17	7 226 925,95	0,00	0,00	7 228 656,17	7 228 656,17	0,00	0,00
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue	0,00	51 017,02	33 240,78	31 750,93	0,00	0,00	33 240,78	82 767,95	0,00	49 527,17
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession	0,00	0,00	659 967,49	659 967,49	0,00	0,00	659 967,49	659 967,49	0,00	0,00
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**51 017,02**	**693 208,27**	**691 718,42**	**0,00**	**0,00**	**693 208,27**	**742 735,44**	**0,00**	**49 527,17**
	Sous Total compte 404	**0,00**	**52 747,24**	**7 921 864,44**	**7 918 644,37**	**0,00**	**0,00**	**7 921 864,44**	**7 971 391,61**	**0,00**	**49 527,17**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues	0,00	359 917,37	359 917,37	352 061,61	0,00	0,00	359 917,37	711 978,98	0,00	352 061,61
	Sous Total compte 40	**0,00**	**875 715,46**	**12 220 181,84**	**12 351 437,55**	**0,00**	**0,00**	**12 220 181,84**	**13 227 153,01**	**0,00**	**1 006 971,17**
411	Redevables	320 889,36	0,00	1 257 572,96	1 295 287,33	0,00	0,00	1 578 462,32	1 295 287,33	283 174,99	0,00
414	Locataires-acquéreurs et locataires	8 597,69	0,00	261 176,41	248 052,15	0,00	0,00	269 774,10	248 052,15	21 721,95	0,00
4161	Créances douteuses	32 365,24	0,00	51 873,92	48 635,47	0,00	0,00	84 239,16	48 635,47	35 603,69	0,00
	Sous Total compte 416	**32 365,24**	**0,00**	**51 873,92**	**48 635,47**	**0,00**	**0,00**	**84 239,16**	**48 635,47**	**35 603,69**	**0,00**
4181	Redevables - Produits non encore facturé	0,00	0,00	7 561,00	0,00	0,00	0,00	7 561,00	0,00	7 561,00	0,00
	Sous Total compte 418	**0,00**	**0,00**	**7 561,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 561,00**	**0,00**	**7 561,00**	**0,00**
	Sous Total compte 41	**361 852,29**	**0,00**	**1 578 184,29**	**1 591 974,95**	**0,00**	**0,00**	**1 940 036,58**	**1 591 974,95**	**348 061,63**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
421	Personnel - Rémunérations dues	0,00	0,00	5 703 746,90	5 703 746,90	0,00	0,00	5 703 746,90	5 703 746,90	0,00	0,00
427	Personnel - Oppositions	0,00	0,00	16 824,69	16 824,69	0,00	0,00	16 824,69	16 824,69	0,00	0,00
	Sous Total compte 42	**0,00**	**0,00**	**5 720 571,59**	**5 720 571,59**	**0,00**	**0,00**	**5 720 571,59**	**5 720 571,59**	**0,00**	**0,00**
431	Sécurité sociale	0,00	0,00	2 008 675,14	2 008 675,14	0,00	0,00	2 008 675,14	2 008 675,14	0,00	0,00
437	Autres organismes sociaux	0,00	13 460,70	2 460 346,26	2 448 187,55	0,00	0,00	2 460 346,26	2 461 648,25	0,00	1 301,99
4387	Produits à recevoir	10 504,23	0,00	36 477,00	10 504,23	0,00	0,00	46 981,23	10 504,23	36 477,00	0,00
	Sous Total compte 438	**10 504,23**	**0,00**	**36 477,00**	**10 504,23**	**0,00**	**0,00**	**46 981,23**	**10 504,23**	**36 477,00**	**0,00**
	Sous Total compte 43	**10 504,23**	**13 460,70**	**4 505 498,40**	**4 467 366,92**	**0,00**	**0,00**	**4 516 002,63**	**4 480 827,62**	**35 175,01**	**0,00**
4411	Subventions à recevoir - Amiable	0,00	0,00	15 940,00	15 940,00	0,00	0,00	15 940,00	15 940,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 441	**0,00**	**0,00**	**15 940,00**	**15 940,00**	**0,00**	**0,00**	**15 940,00**	**15 940,00**	**0,00**	**0,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r	0,00	0,00	107 694,41	107 710,41	0,00	0,00	107 694,41	107 710,41	0,00	16,00
	Sous Total compte 442	**0,00**	**0,00**	**107 694,41**	**107 710,41**	**0,00**	**0,00**	**107 694,41**	**107 710,41**	**0,00**	**16,00**
44311	Dépenses	0,00	0,00	159 705,64	159 748,54	0,00	0,00	159 705,64	159 748,54	0,00	42,90
44312	Recettes - Amiable	0,00	0,00	58 530,11	38 092,52	0,00	0,00	58 530,11	38 092,52	20 437,59	0,00
	Sous Total compte 4431	**0,00**	**0,00**	**218 235,75**	**197 841,06**	**0,00**	**0,00**	**218 235,75**	**197 841,06**	**20 394,69**	**0,00**
44321	Dépenses	0,00	0,00	90,60	90,60	0,00	0,00	90,60	90,60	0,00	0,00
44322	Recettes - Amiable	0,00	0,00	48 158,81	48 158,81	0,00	0,00	48 158,81	48 158,81	0,00	0,00
	Sous Total compte 4432	**0,00**	**0,00**	**48 249,41**	**48 249,41**	**0,00**	**0,00**	**48 249,41**	**48 249,41**	**0,00**	**0,00**
44331	Dépenses	0,00	0,00	244 032,61	265 725,74	0,00	0,00	244 032,61	265 725,74	0,00	21 693,13
44332	Recettes - Amiable	21 108,50	0,00	21 108,50	21 108,50	0,00	0,00	42 217,00	21 108,50	21 108,50	0,00
	Sous Total compte 4433	**21 108,50**	**0,00**	**265 141,11**	**286 834,24**	**0,00**	**0,00**	**286 249,61**	**286 834,24**	**0,00**	**584,63**
44341	Dépenses	0,00	0,00	4 392,73	4 392,73	0,00	0,00	4 392,73	4 392,73	0,00	0,00
44342	Recettes - Amiable	114 912,58	0,00	213 636,37	139 479,26	0,00	0,00	328 548,95	139 479,26	189 069,69	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44346	Recettes - Contentieux	37 684,27	0,00	30 803,86	67 055,13	0,00	0,00	68 488,13	67 055,13	1 433,00	0,00
	Sous Total compte 4434	**152 596,85**	**0,00**	**248 832,96**	**210 927,12**	**0,00**	**0,00**	**401 429,81**	**210 927,12**	**190 502,69**	**0,00**
44351	Dépenses	0,00	0,00	34 718,08	38 438,72	0,00	0,00	34 718,08	38 438,72	0,00	3 720,64
44352	Recettes - Amiable	0,00	0,00	3 717,65	3 166,40	0,00	0,00	3 717,65	3 166,40	551,25	0,00
	Sous Total compte 4435	**0,00**	**0,00**	**38 435,73**	**41 605,12**	**0,00**	**0,00**	**38 435,73**	**41 605,12**	**0,00**	**3 169,39**
44361	Dépenses	0,00	110,70	412,45	565,75	0,00	0,00	412,45	676,45	0,00	264,00
	Sous Total compte 4436	**0,00**	**110,70**	**412,45**	**565,75**	**0,00**	**0,00**	**412,45**	**676,45**	**0,00**	**264,00**
44371	Dépenses	0,00	0,00	633 769,07	633 769,07	0,00	0,00	633 769,07	633 769,07	0,00	0,00
44372	Recettes - Amiable	271 729,95	0,00	271 681,01	543 410,96	0,00	0,00	543 410,96	543 410,96	0,00	0,00
	Sous Total compte 4437	**271 729,95**	**0,00**	**905 450,08**	**1 177 180,03**	**0,00**	**0,00**	**1 177 180,03**	**1 177 180,03**	**0,00**	**0,00**
44381	Dépenses	0,00	0,00	157 033,56	157 388,09	0,00	0,00	157 033,56	157 388,09	0,00	354,53
	Sous Total compte 4438	**0,00**	**0,00**	**157 033,56**	**157 388,09**	**0,00**	**0,00**	**157 033,56**	**157 388,09**	**0,00**	**354,53**
	Sous Total compte 443	**445 435,30**	**110,70**	**1 881 791,05**	**2 120 590,82**	**0,00**	**0,00**	**2 327 226,35**	**2 120 701,52**	**206 524,83**	**0,00**
44566	T.V.A. sur autres biens et services	0,00	0,00	25 818,55	25 818,55	0,00	0,00	25 818,55	25 818,55	0,00	0,00
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	0,00	0,00	44 975,00	22 062,00	0,00	0,00	44 975,00	22 062,00	22 913,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**0,00**	**0,00**	**70 793,55**	**47 880,55**	**0,00**	**0,00**	**70 793,55**	**47 880,55**	**22 913,00**	**0,00**
44571	T.V.A. collectée	0,00	0,00	2 641,58	2 641,58	0,00	0,00	2 641,58	2 641,58	0,00	0,00
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**0,00**	**2 641,58**	**2 641,58**	**0,00**	**0,00**	**2 641,58**	**2 641,58**	**0,00**	**0,00**
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'	14 922,00	0,00	0,00	14 922,00	0,00	0,00	14 922,00	14 922,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4458	**14 922,00**	**0,00**	**0,00**	**14 922,00**	**0,00**	**0,00**	**14 922,00**	**14 922,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**14 922,00**	**0,00**	**73 435,13**	**65 444,13**	**0,00**	**0,00**	**88 357,13**	**65 444,13**	**22 913,00**	**0,00**
447	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	228 677,77	228 677,77	0,00	0,00	228 677,77	228 677,77	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4487	Produits à recevoir	132 052,09	0,00	70 303,69	132 052,09	0,00	0,00	202 355,78	132 052,09	70 303,69	0,00
	Sous Total compte 448	**132 052,09**	**0,00**	**70 303,69**	**132 052,09**	**0,00**	**0,00**	**202 355,78**	**132 052,09**	**70 303,69**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**592 409,39**	**110,70**	**2 377 842,05**	**2 670 415,22**	**0,00**	**0,00**	**2 970 251,44**	**2 670 525,92**	**299 725,52**	**0,00**
4621	Créances sur cessions d'immobilisations	0,00	0,00	898 503,00	600 503,00	0,00	0,00	898 503,00	600 503,00	298 000,00	0,00
	Sous Total compte 462	**0,00**	**0,00**	**898 503,00**	**600 503,00**	**0,00**	**0,00**	**898 503,00**	**600 503,00**	**298 000,00**	**0,00**
4643	Vacations encaissées à reverser	0,00	0,00	8 252,50	8 252,50	0,00	0,00	8 252,50	8 252,50	0,00	0,00
	Sous Total compte 464	**0,00**	**0,00**	**8 252,50**	**8 252,50**	**0,00**	**0,00**	**8 252,50**	**8 252,50**	**0,00**	**0,00**
466	Excédents de versement	0,00	19,86	4 744,59	4 724,73	0,00	0,00	4 744,59	4 744,59	0,00	0,00
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	280 927,00	2 579 805,94	2 409 459,15	0,00	0,00	2 579 805,94	2 690 386,15	0,00	110 580,21
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**280 927,00**	**2 579 805,94**	**2 409 459,15**	**0,00**	**0,00**	**2 579 805,94**	**2 690 386,15**	**0,00**	**110 580,21**
46721	Débiteurs divers - Amiable	100,91	0,00	418 851,37	405 957,82	0,00	0,00	418 952,28	405 957,82	12 994,46	0,00
	Sous Total compte 4672	**100,91**	**0,00**	**418 851,37**	**405 957,82**	**0,00**	**0,00**	**418 952,28**	**405 957,82**	**12 994,46**	**0,00**
46752	Mandataire - Opérations déléguées - Rece	1 261,15	0,00	5 831,23	1 944,38	0,00	0,00	7 092,38	1 944,38	5 148,00	0,00
	Sous Total compte 4675	**1 261,15**	**0,00**	**5 831,23**	**1 944,38**	**0,00**	**0,00**	**7 092,38**	**1 944,38**	**5 148,00**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**1 362,06**	**280 927,00**	**3 004 488,54**	**2 817 361,35**	**0,00**	**0,00**	**3 005 850,60**	**3 098 288,35**	**0,00**	**92 437,75**
4687	Produits à recevoir	0,00	0,00	5 760,00	0,00	0,00	0,00	5 760,00	0,00	5 760,00	0,00
	Sous Total compte 468	**0,00**	**0,00**	**5 760,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 760,00**	**0,00**	**5 760,00**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**1 362,06**	**280 946,86**	**3 921 748,63**	**3 430 841,58**	**0,00**	**0,00**	**3 923 110,69**	**3 711 788,44**	**211 322,25**	**0,00**
4711	Versements des régisseurs	0,00	0,00	460 127,52	460 127,52	0,00	0,00	460 127,52	460 127,52	0,00	0,00
4712	Virements réimputés	0,00	0,00	9 892,78	9 892,78	0,00	0,00	9 892,78	9 892,78	0,00	0,00
47131	Versements sur contributions directes	0,00	0,00	11 273 160,00	11 273 160,00	0,00	0,00	11 273 160,00	11 273 160,00	0,00	0,00
47132	Versements sur dotation globale de fonct	0,00	0,00	2 803 144,00	2 803 144,00	0,00	0,00	2 803 144,00	2 803 144,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
47134	Subventions	0,00	0,00	210 730,77	210 730,77	0,00	0,00	210 730,77	210 730,77	0,00	0,00
47138	Autres	0,00	100,00	9 041 495,47	9 042 707,88	0,00	0,00	9 041 495,47	9 042 807,88	0,00	1 312,41
	Sous Total compte 4713	**0,00**	**100,00**	**23 328 530,24**	**23 329 742,65**	**0,00**	**0,00**	**23 328 530,24**	**23 329 842,65**	**0,00**	**1 312,41**
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu	0,00	0,00	4 091,05	4 415,22	0,00	0,00	4 091,05	4 415,22	0,00	324,17
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales	0,00	462,30	21 855,67	22 225,98	0,00	0,00	21 855,67	22 688,28	0,00	832,61
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**462,30**	**25 946,72**	**26 641,20**	**0,00**	**0,00**	**25 946,72**	**27 103,50**	**0,00**	**1 156,78**
47143	Flux d'encaissements à réimputer	0,00	0,00	18 230,29	19 010,67	0,00	0,00	18 230,29	19 010,67	0,00	780,38
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**462,30**	**44 177,01**	**45 651,87**	**0,00**	**0,00**	**44 177,01**	**46 114,17**	**0,00**	**1 937,16**
47171	Recettes relevé BDF - hors Héra	0,00	0,00	16 984,63	16 984,63	0,00	0,00	16 984,63	16 984,63	0,00	0,00
	Sous Total compte 4717	**0,00**	**0,00**	**16 984,63**	**16 984,63**	**0,00**	**0,00**	**16 984,63**	**16 984,63**	**0,00**	**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	0,00	84 670,40	84 670,40	0,00	0,00	84 670,40	84 670,40	0,00	0,00
	Sous Total compte 471	**0,00**	**562,30**	**23 944 382,58**	**23 947 069,85**	**0,00**	**0,00**	**23 944 382,58**	**23 947 632,15**	**0,00**	**3 249,57**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt	0,00	0,00	2 008 444,15	2 008 444,15	0,00	0,00	2 008 444,15	2 008 444,15	0,00	0,00
47218	Autres dépenses	0,00	0,00	835 318,69	835 318,69	0,00	0,00	835 318,69	835 318,69	0,00	0,00
	Sous Total compte 4721	**0,00**	**0,00**	**2 843 762,84**	**2 843 762,84**	**0,00**	**0,00**	**2 843 762,84**	**2 843 762,84**	**0,00**	**0,00**
4722	Commissions bancaires en instance de man	0,00	0,00	895,86	895,86	0,00	0,00	895,86	895,86	0,00	0,00
4728	Autres dépenses à régulariser	0,00	0,00	17 830,38	17 830,38	0,00	0,00	17 830,38	17 830,38	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**2 862 489,08**	**2 862 489,08**	**0,00**	**0,00**	**2 862 489,08**	**2 862 489,08**	**0,00**	**0,00**
4751	Redevables sur rôle	0,00	0,00	638 854,39	638 854,39	0,00	0,00	638 854,39	638 854,39	0,00	0,00
4757	Produits sur rôle	0,00	0,00	638 465,42	638 465,42	0,00	0,00	638 465,42	638 465,42	0,00	0,00
	Sous Total compte 475	**0,00**	**0,00**	**1 277 319,81**	**1 277 319,81**	**0,00**	**0,00**	**1 277 319,81**	**1 277 319,81**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	1,30	0,00	0,87	2,17	0,00	0,00	2,17	2,17	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 478	**1,30**	**0,00**	**0,87**	**2,17**	**0,00**	**0,00**	**2,17**	**2,17**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**1,30**	**562,30**	**28 084 192,34**	**28 086 880,91**	**0,00**	**0,00**	**28 084 193,64**	**28 087 443,21**	**0,00**	**3 249,57**
4911	Dépréciations des comptes de redevables	0,00	2 150,70	313,23	0,00	0,00	0,00	313,23	2 150,70	0,00	1 837,47
	Sous Total compte 491	**0,00**	**2 150,70**	**313,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**313,23**	**2 150,70**	**0,00**	**1 837,47**
4961	Dépréciations des comptes de débiteurs d	0,00	40,00	40,00	0,00	0,00	0,00	40,00	40,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 496	**0,00**	**40,00**	**40,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40,00**	**40,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 49	**0,00**	**2 190,70**	**353,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**353,23**	**2 190,70**	**0,00**	**1 837,47**
	Total classe 4	**966 129,27**	**1 172 986,72**	**58 408 572,37**	**58 319 488,72**	**0,00**	**0,00**	**59 374 701,64**	**59 492 475,44**	**1 032 257,81**	**1 150 031,61**
5113	Titres spéciaux de paiement	945,00	0,00	14 170,00	14 285,00	0,00	0,00	15 115,00	14 285,00	830,00	0,00
5115	Cartes bancaires à l'encaissement	0,00	0,00	90 888,18	90 888,18	0,00	0,00	90 888,18	90 888,18	0,00	0,00
51178	Autres valeurs impayées	0,00	0,00	17 943,76	17 943,76	0,00	0,00	17 943,76	17 943,76	0,00	0,00
	Sous Total compte 5117	**0,00**	**0,00**	**17 943,76**	**17 943,76**	**0,00**	**0,00**	**17 943,76**	**17 943,76**	**0,00**	**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaissement	79,36	0,00	678 519,84	632 234,12	0,00	0,00	678 599,20	632 234,12	46 365,08	0,00
	Sous Total compte 511	**1 024,36**	**0,00**	**801 521,78**	**755 351,06**	**0,00**	**0,00**	**802 546,14**	**755 351,06**	**47 195,08**	**0,00**
515	Compte au Trésor	3 857 401,21	0,00	28 250 893,13	28 742 858,91	0,00	0,00	32 108 294,34	28 742 858,91	3 365 435,43	0,00
51932	Lignes de crédit de trésorerie liées à u	0,00	0,00	2 052 581,05	2 052 581,05	0,00	0,00	2 052 581,05	2 052 581,05	0,00	0,00
	Sous Total compte 5193	**0,00**	**0,00**	**2 052 581,05**	**2 052 581,05**	**0,00**	**0,00**	**2 052 581,05**	**2 052 581,05**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 519	**0,00**	**0,00**	**2 052 581,05**	**2 052 581,05**	**0,00**	**0,00**	**2 052 581,05**	**2 052 581,05**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 51	**3 858 425,57**	**0,00**	**31 104 995,96**	**31 550 791,02**	**0,00**	**0,00**	**34 963 421,53**	**31 550 791,02**	**3 412 630,51**	**0,00**
5411	Régisseurs d'avances (avances)	78 391,56	0,00	123 922,07	126 941,39	0,00	0,00	202 313,63	126 941,39	75 372,24	0,00
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	712,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	712,20	0,00	712,20	0,00
	Sous Total compte 541	**79 103,76**	**0,00**	**123 922,07**	**126 941,39**	**0,00**	**0,00**	**203 025,83**	**126 941,39**	**76 084,44**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 54	**79 103,76**	**0,00**	**123 922,07**	**126 941,39**	**0,00**	**0,00**	**203 025,83**	**126 941,39**	**76 084,44**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	2 409 322,68	2 409 322,68	0,00	0,00	2 409 322,68	2 409 322,68	0,00	0,00
584	Encaissement par lecture optique	0,00	0,00	169 444,04	169 444,04	0,00	0,00	169 444,04	169 444,04	0,00	0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e	0,00	0,00	4 509,75	4 509,75	0,00	0,00	4 509,75	4 509,75	0,00	0,00
	Sous Total compte 587	**0,00**	**0,00**	**4 509,75**	**4 509,75**	**0,00**	**0,00**	**4 509,75**	**4 509,75**	**0,00**	**0,00**
588	Autres virements internes	0,00	0,00	11 709,30	11 709,30	0,00	0,00	11 709,30	11 709,30	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**2 594 985,77**	**2 594 985,77**	**0,00**	**0,00**	**2 594 985,77**	**2 594 985,77**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**3 937 529,33**	**0,00**	**33 823 903,80**	**34 272 718,18**	**0,00**	**0,00**	**37 761 433,13**	**34 272 718,18**	**3 488 714,95**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	109 554,27	17 098,00	109 554,27	17 098,00	92 456,27	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	1 132 191,20	213 345,24	1 132 191,20	213 345,24	918 845,96	0,00
	Sous Total compte 6061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 241 745,47**	**230 443,24**	**1 241 745,47**	**230 443,24**	**1 011 302,23**	**0,00**
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	1 909,81	0,00	1 909,81	0,00	1 909,81	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	62 130,53	0,00	62 130,53	0,00	62 130,53	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	579 628,93	86 965,63	579 628,93	86 965,63	492 663,30	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	123,52	0,00	123,52	0,00	123,52	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	107 592,64	2 289,82	107 592,64	2 289,82	105 302,82	0,00
	Sous Total compte 6062	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**751 385,43**	**89 255,45**	**751 385,43**	**89 255,45**	**662 129,98**	**0,00**
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	53 557,80	0,00	53 557,80	0,00	53 557,80	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	453 649,69	9 451,44	453 649,69	9 451,44	444 198,25	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	4 417,82	0,00	4 417,82	0,00	4 417,82	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	22 063,55	0,00	22 063,55	0,00	22 063,55	0,00
	Sous Total compte 6063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**533 688,86**	**9 451,44**	**533 688,86**	**9 451,44**	**524 237,42**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	17 277,70	0,00	17 277,70	0,00	17 277,70	0,00
6065	Livres, disques, cassettes ... (biblioth	0,00	0,00	0,00	0,00	65 180,81	0,00	65 180,81	0,00	65 180,81	0,00
60661	Médicaments	0,00	0,00	0,00	0,00	4,36	0,00	4,36	0,00	4,36	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	0,00	0,00	0,00	2 487,30	0,00	2 487,30	0,00	2 487,30	0,00
	Sous Total compte 6066	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 491,66**	**0,00**	**2 491,66**	**0,00**	**2 491,66**	**0,00**
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	39 295,50	0,00	39 295,50	0,00	39 295,50	0,00
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 651 065,43**	**329 150,13**	**2 651 065,43**	**329 150,13**	**2 321 915,30**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 651 065,43**	**329 150,13**	**2 651 065,43**	**329 150,13**	**2 321 915,30**	**0,00**
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	4 720,93	0,00	4 720,93	0,00	4 720,93	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	34 449,86	0,00	34 449,86	0,00	34 449,86	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	363 211,39	15 759,55	363 211,39	15 759,55	347 451,84	0,00
	Sous Total compte 6135	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**397 661,25**	**15 759,55**	**397 661,25**	**15 759,55**	**381 901,70**	**0,00**
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**402 382,18**	**15 759,55**	**402 382,18**	**15 759,55**	**386 622,63**	**0,00**
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	17 739,85	0,00	17 739,85	0,00	17 739,85	0,00
61521	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	53 419,78	22 268,40	53 419,78	22 268,40	31 151,38	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	86 302,93	15 062,00	86 302,93	15 062,00	71 240,93	0,00
	Sous Total compte 61522	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**86 302,93**	**15 062,00**	**86 302,93**	**15 062,00**	**71 240,93**	**0,00**
615231	Voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	17 133,16	0,00	17 133,16	0,00	17 133,16	0,00
615232	Réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	101 929,84	17 635,11	101 929,84	17 635,11	84 294,73	0,00
	Sous Total compte 61523	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**119 063,00**	**17 635,11**	**119 063,00**	**17 635,11**	**101 427,89**	**0,00**
	Sous Total compte 6152	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**258 785,71**	**54 965,51**	**258 785,71**	**54 965,51**	**203 820,20**	**0,00**
61551	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	27 780,79	0,00	27 780,79	0,00	27 780,79	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
61558	Autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	88 903,08	4 097,40	88 903,08	4 097,40	84 805,68	0,00
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**116 683,87**	**4 097,40**	**116 683,87**	**4 097,40**	**112 586,47**	**0,00**
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	182 638,05	218,84	182 638,05	218,84	182 419,21	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**558 107,63**	**59 281,75**	**558 107,63**	**59 281,75**	**498 825,88**	**0,00**
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	132 157,59	0,00	132 157,59	0,00	132 157,59	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**132 157,59**	**0,00**	**132 157,59**	**0,00**	**132 157,59**	**0,00**
617	Études et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	13 554,00	0,00	13 554,00	0,00	13 554,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	18 310,19	0,00	18 310,19	0,00	18 310,19	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	46 720,85	5 366,00	46 720,85	5 366,00	41 354,85	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	4 432,73	0,00	4 432,73	0,00	4 432,73	0,00
	Sous Total compte 618	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**69 463,77**	**5 366,00**	**69 463,77**	**5 366,00**	**64 097,77**	**0,00**
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 193 405,02**	**80 407,30**	**1 193 405,02**	**80 407,30**	**1 112 997,72**	**0,00**
6216	Personnel affecté par le GFP de rattache	0,00	0,00	0,00	0,00	3 090,72	0,00	3 090,72	0,00	3 090,72	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	30 426,30	4 230,00	30 426,30	4 230,00	26 196,30	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 517,02**	**4 230,00**	**33 517,02**	**4 230,00**	**29 287,02**	**0,00**
6225	Indemnités au comptable et aux régisseur	0,00	0,00	0,00	0,00	3 064,63	0,00	3 064,63	0,00	3 064,63	0,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	0,00	0,00	0,00	2 035,50	434,55	2 035,50	434,55	1 600,95	0,00
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	0,00	0,00	0,00	40 701,97	0,00	40 701,97	0,00	40 701,97	0,00
	Sous Total compte 6226	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 737,47**	**434,55**	**42 737,47**	**434,55**	**42 302,92**	**0,00**
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	5 577,00	0,00	5 577,00	0,00	5 577,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	405 316,40	0,00	405 316,40	0,00	405 316,40	0,00
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**456 695,50**	**434,55**	**456 695,50**	**434,55**	**456 260,95**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	39 064,16	0,00	39 064,16	0,00	39 064,16	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	664,79	0,00	664,79	0,00	664,79	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	68 078,30	174,49	68 078,30	174,49	67 903,81	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	33 276,18	0,00	33 276,18	0,00	33 276,18	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	73 376,95	0,00	73 376,95	0,00	73 376,95	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	32 248,64	1 006,80	32 248,64	1 006,80	31 241,84	0,00
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**246 709,02**	**1 181,29**	**246 709,02**	**1 181,29**	**245 527,73**	**0,00**
6245	Transports de personnes extérieures à la	0,00	0,00	0,00	0,00	32 609,75	0,00	32 609,75	0,00	32 609,75	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	4 715,00	0,00	4 715,00	0,00	4 715,00	0,00
	Sous Total compte 624	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 324,75**	**0,00**	**37 324,75**	**0,00**	**37 324,75**	**0,00**
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	17 482,24	0,00	17 482,24	0,00	17 482,24	0,00
6255	Frais de déménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	4 824,12	0,00	4 824,12	0,00	4 824,12	0,00
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 306,36**	**0,00**	**22 306,36**	**0,00**	**22 306,36**	**0,00**
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	23 790,52	0,00	23 790,52	0,00	23 790,52	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	46 928,36	127,06	46 928,36	127,06	46 801,30	0,00
	Sous Total compte 626	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**70 718,88**	**127,06**	**70 718,88**	**127,06**	**70 591,82**	**0,00**
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 785,36	0,00	1 785,36	0,00	1 785,36	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	0,00	0,00	0,00	20 245,45	0,00	20 245,45	0,00	20 245,45	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	8 188,84	1 210,00	8 188,84	1 210,00	6 978,84	0,00
6284	Redevance pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	2 029,00	0,00	2 029,00	0,00	2 029,00	0,00
62876	Au GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	7 831,25	0,00	7 831,25	0,00	7 831,25	0,00
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 831,25**	**0,00**	**7 831,25**	**0,00**	**7 831,25**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6288	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	481 959,97	28 234,94	481 959,97	28 234,94	453 725,03	0,00
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**520 254,51**	**29 444,94**	**520 254,51**	**29 444,94**	**490 809,57**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 389 311,40**	**35 417,84**	**1 389 311,40**	**35 417,84**	**1 353 893,56**	**0,00**
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	30 112,51	0,00	30 112,51	0,00	30 112,51	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges	0,00	0,00	0,00	0,00	144 575,09	0,00	144 575,09	0,00	144 575,09	0,00
6338	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	0,00	0,00	168,17	0,00	168,17	0,00	168,17	0,00
	Sous Total compte 633	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**174 855,77**	**0,00**	**174 855,77**	**0,00**	**174 855,77**	**0,00**
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	52 910,00	0,00	52 910,00	0,00	52 910,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	912,00	0,00	912,00	0,00	912,00	0,00
	Sous Total compte 6351	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**53 822,00**	**0,00**	**53 822,00**	**0,00**	**53 822,00**	**0,00**
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	108,00	0,00	108,00	0,00	108,00	0,00
	Sous Total compte 635	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**53 930,00**	**0,00**	**53 930,00**	**0,00**	**53 930,00**	**0,00**
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**228 785,77**	**0,00**	**228 785,77**	**0,00**	**228 785,77**	**0,00**
64111	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	4 583 281,69	0,00	4 583 281,69	0,00	4 583 281,69	0,00
64112	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	53 161,21	0,00	53 161,21	0,00	53 161,21	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	52 232,89	0,00	52 232,89	0,00	52 232,89	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	0,00	0,00	0,00	974 014,88	4 182,50	974 014,88	4 182,50	969 832,38	0,00
	Sous Total compte 6411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 662 690,67**	**4 182,50**	**5 662 690,67**	**4 182,50**	**5 658 508,17**	**0,00**
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 327 832,65	684,98	1 327 832,65	684,98	1 327 147,67	0,00
64132	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	11 622,49	0,00	11 622,49	0,00	11 622,49	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	239 301,65	0,00	239 301,65	0,00	239 301,65	0,00
	Sous Total compte 6413	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 578 756,79**	**684,98**	**1 578 756,79**	**684,98**	**1 578 071,81**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
64168	Autres emplois aidés	0,00	0,00	0,00	0,00	7 667,38	0,00	7 667,38	0,00	7 667,38	0,00
	Sous Total compte 6416	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 667,38**	**0,00**	**7 667,38**	**0,00**	**7 667,38**	**0,00**
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	14 802,40	0,00	14 802,40	0,00	14 802,40	0,00
6419	Remboursements sur rémunérations du pers	0,00	0,00	0,00	0,00	10 680,35	200 197,09	10 680,35	200 197,09	0,00	189 516,74
	Sous Total compte 641	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 274 597,59**	**205 064,57**	**7 274 597,59**	**205 064,57**	**7 069 533,02**	**0,00**
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 136 627,33	0,00	1 136 627,33	0,00	1 136 627,33	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	1 556 486,46	0,00	1 556 486,46	0,00	1 556 486,46	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	0,00	0,00	0,00	68 305,05	0,00	68 305,05	0,00	68 305,05	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	165 180,59	0,00	165 180,59	0,00	165 180,59	0,00
6456	Versement au F.N.C du supplément familia	0,00	0,00	0,00	0,00	8 948,00	0,00	8 948,00	0,00	8 948,00	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociau	0,00	0,00	0,00	0,00	72 090,31	0,00	72 090,31	0,00	72 090,31	0,00
	Sous Total compte 645	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 007 637,74**	**0,00**	**3 007 637,74**	**0,00**	**3 007 637,74**	**0,00**
64731	Versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	9 936,45	0,00	9 936,45	0,00	9 936,45	0,00
	Sous Total compte 6473	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 936,45**	**0,00**	**9 936,45**	**0,00**	**9 936,45**	**0,00**
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	21 362,60	0,00	21 362,60	0,00	21 362,60	0,00
	Sous Total compte 647	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 299,05**	**0,00**	**31 299,05**	**0,00**	**31 299,05**	**0,00**
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	10 709,07	0,00	10 709,07	0,00	10 709,07	0,00
	Sous Total compte 648	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 709,07**	**0,00**	**10 709,07**	**0,00**	**10 709,07**	**0,00**
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 324 243,45**	**205 064,57**	**10 324 243,45**	**205 064,57**	**10 119 178,88**	**0,00**
65131	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	820,00	620,00	820,00	620,00	200,00	0,00
65138	Autres secours	0,00	0,00	0,00	0,00	8 064,66	0,00	8 064,66	0,00	8 064,66	0,00
	Sous Total compte 6513	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 884,66**	**620,00**	**8 884,66**	**620,00**	**8 264,66**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6514	Cotisations, adhésions et autres prestat	0,00	0,00	0,00	0,00	4 532,63	0,00	4 532,63	0,00	4 532,63	0,00
	Sous Total compte 651	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 417,29**	**620,00**	**13 417,29**	**620,00**	**12 797,29**	**0,00**
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	191 194,56	0,00	191 194,56	0,00	191 194,56	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	8 724,74	326,72	8 724,74	326,72	8 398,02	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	6 445,00	0,00	6 445,00	0,00	6 445,00	0,00
65315	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	28 277,50	1 008,50	28 277,50	1 008,50	27 269,00	0,00
653172	Cotisations au fonds de financement de l	0,00	0,00	0,00	0,00	354,53	0,00	354,53	0,00	354,53	0,00
	Sous Total compte 65317	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**354,53**	**0,00**	**354,53**	**0,00**	**354,53**	**0,00**
	Sous Total compte 6531	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**234 996,33**	**1 335,22**	**234 996,33**	**1 335,22**	**233 661,11**	**0,00**
	Sous Total compte 653	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**234 996,33**	**1 335,22**	**234 996,33**	**1 335,22**	**233 661,11**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	4 509,75	0,00	4 509,75	0,00	4 509,75	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	590,36	0,00	590,36	0,00	590,36	0,00
	Sous Total compte 654	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 100,11**	**0,00**	**5 100,11**	**0,00**	**5 100,11**	**0,00**
6553	Service d'incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	381 151,00	0,00	381 151,00	0,00	381 151,00	0,00
	Sous Total compte 655	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**381 151,00**	**0,00**	**381 151,00**	**0,00**	**381 151,00**	**0,00**
657341	Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	11 334,16	0,00	11 334,16	0,00	11 334,16	0,00
657348	Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	678,00	0,00	678,00	0,00	678,00	0,00
	Sous Total compte 65734	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 012,16**	**0,00**	**12 012,16**	**0,00**	**12 012,16**	**0,00**
657358	Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	22 107,00	0,00	22 107,00	0,00	22 107,00	0,00
	Sous Total compte 65735	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 107,00**	**0,00**	**22 107,00**	**0,00**	**22 107,00**	**0,00**
657363	CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	630 000,00	0,00	630 000,00	0,00	630 000,00	0,00
	Sous Total compte 65736	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**630 000,00**	**0,00**	**630 000,00**	**0,00**	**630 000,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6573	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**664 119,16**	**0,00**	**664 119,16**	**0,00**	**664 119,16**	**0,00**
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	895 446,20	58 739,00	895 446,20	58 739,00	836 707,20	0,00
	Sous Total compte 6574	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**895 446,20**	**58 739,00**	**895 446,20**	**58 739,00**	**836 707,20**	**0,00**
	Sous Total compte 657	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 559 565,36**	**58 739,00**	**1 559 565,36**	**58 739,00**	**1 500 826,36**	**0,00**
65811	Droits d'utilisation - informatique en n	0,00	0,00	0,00	0,00	108 510,34	1 780,54	108 510,34	1 780,54	106 729,80	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	80 702,56	239,50	80 702,56	239,50	80 463,06	0,00
	Sous Total compte 6581	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**189 212,90**	**2 020,04**	**189 212,90**	**2 020,04**	**187 192,86**	**0,00**
65883	Déficits sur opérations de gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	22 090,99	0,00	22 090,99	0,00	22 090,99	0,00
	Sous Total compte 6588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 091,01**	**0,00**	**22 091,01**	**0,00**	**22 091,01**	**0,00**
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**211 303,91**	**2 020,04**	**211 303,91**	**2 020,04**	**209 283,87**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 405 534,00**	**62 714,26**	**2 405 534,00**	**62 714,26**	**2 342 819,74**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	361 520,36	0,00	361 520,36	0,00	361 520,36	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	21 810,38	34 886,32	21 810,38	34 886,32	0,00	13 075,94
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**383 330,74**	**34 886,32**	**383 330,74**	**34 886,32**	**348 444,42**	**0,00**
6618	Intérêts des autres dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	100,18	0,00	100,18	0,00	100,18	0,00
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**383 430,92**	**34 886,32**	**383 430,92**	**34 886,32**	**348 544,60**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**383 430,92**	**34 886,32**	**383 430,92**	**34 886,32**	**348 544,60**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	4 679,22	0,00	4 679,22	0,00	4 679,22	0,00
675	Valeurs comptables des immobilisations c	0,00	0,00	0,00	0,00	117 811,62	84,00	117 811,62	84,00	117 727,62	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	780 775,38	0,00	780 775,38	0,00	780 775,38	0,00
	Sous Total compte 676	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**780 775,38**	**0,00**	**780 775,38**	**0,00**	**780 775,38**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**903 266,22**	**84,00**	**903 266,22**	**84,00**	**903 182,22**	**0,00**
6811	Dotations aux amortissements des immobil	0,00	0,00	0,00	0,00	1 037 516,64	116,00	1 037 516,64	116,00	1 037 400,64	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 037 516,64**	**116,00**	**1 037 516,64**	**116,00**	**1 037 400,64**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 037 516,64**	**116,00**	**1 037 516,64**	**116,00**	**1 037 400,64**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 516 558,85**	**747 840,42**	**20 516 558,85**	**747 840,42**	**19 971 311,11**	**202 592,68**
70311	Concession dans les cimetières (produit	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 470,13	0,00	35 470,13	0,00	35 470,13
	Sous Total compte 7031	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 470,13**	**0,00**	**35 470,13**	**0,00**	**35 470,13**
70321	Droits de stationnement et de location s	0,00	0,00	0,00	0,00	794,33	181 859,64	794,33	181 859,64	0,00	181 065,31
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	0,00	0,00	0,00	6 098,97	156 155,25	6 098,97	156 155,25	0,00	150 056,28
	Sous Total compte 7032	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 893,30**	**338 014,89**	**6 893,30**	**338 014,89**	**0,00**	**331 121,59**
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	469,70	0,00	469,70	0,00	469,70
	Sous Total compte 7038	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**469,70**	**0,00**	**469,70**	**0,00**	**469,70**
	Sous Total compte 703	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 893,30**	**373 954,72**	**6 893,30**	**373 954,72**	**0,00**	**367 061,42**
7062	Redevances et droits des services à cara	0,00	0,00	0,00	0,00	227,33	315 304,67	227,33	315 304,67	0,00	315 077,34
7065	Droits de ports et de navigation (autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	998,10	0,00	998,10	0,00	998,10
7066	Redevances et droits des services à cara	0,00	0,00	0,00	0,00	129,81	52 832,91	129,81	52 832,91	0,00	52 703,10
7067	Redevances et droits des services périsc	0,00	0,00	0,00	0,00	981,48	717 188,27	981,48	717 188,27	0,00	716 206,79
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	147,98	0,00	147,98	0,00	147,98
	Sous Total compte 70688	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**147,98**	**0,00**	**147,98**	**0,00**	**147,98**
	Sous Total compte 7068	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**147,98**	**0,00**	**147,98**	**0,00**	**147,98**
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 338,62**	**1 086 471,93**	**1 338,62**	**1 086 471,93**	**0,00**	**1 085 133,31**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,80	0,00	64,80	0,00	64,80
	Sous Total compte 707	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**64,80**	**0,00**	**64,80**	**0,00**	**64,80**
7082	Commissions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 473,97	0,00	1 473,97	0,00	1 473,97
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 393,11	0,00	5 393,11	0,00	5 393,11
70843	au CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	226 457,57	0,00	226 457,57	0,00	226 457,57
70846	au GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 166,40	0,00	3 166,40	0,00	3 166,40
70848	aux autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
	Sous Total compte 7084	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**238 623,97**	**0,00**	**238 623,97**	**0,00**	**238 623,97**
70873	par le CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 223,44	0,00	45 223,44	0,00	45 223,44
70878	par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 725,95	0,00	104 725,95	0,00	104 725,95
	Sous Total compte 7087	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**149 949,39**	**0,00**	**149 949,39**	**0,00**	**149 949,39**
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**395 440,44**	**0,00**	**395 440,44**	**0,00**	**395 440,44**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 231,92**	**1 855 931,89**	**8 231,92**	**1 855 931,89**	**0,00**	**1 847 699,97**
722	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	277 407,64	0,00	277 407,64	0,00	277 407,64
	Sous Total compte 72	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**277 407,64**	**0,00**	**277 407,64**	**0,00**	**277 407,64**
73111	Impôts directs locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 248 548,00	0,00	11 248 548,00	0,00	11 248 548,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 612,00	0,00	24 612,00	0,00	24 612,00
	Sous Total compte 7311	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 273 160,00**	**0,00**	**11 273 160,00**	**0,00**	**11 273 160,00**
73123	Taxe communale additionnelle aux droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	913 936,00	0,00	913 936,00	0,00	913 936,00
	Sous Total compte 7312	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**913 936,00**	**0,00**	**913 936,00**	**0,00**	**913 936,00**
73141	Taxe sur la consommation finale d'électr	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	367 828,22	0,00	367 828,22	0,00	367 828,22
	Sous Total compte 7314	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**367 828,22**	**0,00**	**367 828,22**	**0,00**	**367 828,22**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	0,00	0,00	0,00	1 555,30	159 489,70	1 555,30	159 489,70	0,00	157 934,40
	Sous Total compte 7317	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 555,30**	**159 489,70**	**1 555,30**	**159 489,70**	**0,00**	**157 934,40**
	Sous Total compte 731	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 555,30**	**12 714 413,92**	**1 555,30**	**12 714 413,92**	**0,00**	**12 712 858,62**
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 172 491,00	0,00	2 172 491,00	0,00	2 172 491,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	217 499,00	0,00	217 499,00	0,00	217 499,00
	Sous Total compte 7321	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 389 990,00**	**0,00**	**2 389 990,00**	**0,00**	**2 389 990,00**
	Sous Total compte 732	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 389 990,00**	**0,00**	**2 389 990,00**	**0,00**	**2 389 990,00**
7391111	Dégrèvement de taxe foncière sur les pro	0,00	0,00	0,00	0,00	55,00	0,00	55,00	0,00	55,00	0,00
7391112	Dégrèvement de taxe d'habitation sur les	0,00	0,00	0,00	0,00	5 694,00	0,00	5 694,00	0,00	5 694,00	0,00
	Sous Total compte 739111	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 749,00**	**0,00**	**5 749,00**	**0,00**	**5 749,00**	**0,00**
	Sous Total compte 73911	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 749,00**	**0,00**	**5 749,00**	**0,00**	**5 749,00**	**0,00**
	Sous Total compte 7391	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 749,00**	**0,00**	**5 749,00**	**0,00**	**5 749,00**	**0,00**
	Sous Total compte 739	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 749,00**	**0,00**	**5 749,00**	**0,00**	**5 749,00**	**0,00**
	Sous Total compte 73	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 304,30**	**15 104 403,92**	**7 304,30**	**15 104 403,92**	**0,00**	**15 097 099,62**
74111	Dotation forfaitaire des communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 631 348,00	0,00	1 631 348,00	0,00	1 631 348,00
741123	Dotation de solidarité urbaine (DSU) des	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	701 675,00	0,00	701 675,00	0,00	701 675,00
741127	Dotation nationale de péréquation (DNP)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	470 121,00	0,00	470 121,00	0,00	470 121,00
	Sous Total compte 74112	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 171 796,00**	**0,00**	**1 171 796,00**	**0,00**	**1 171 796,00**
	Sous Total compte 7411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 803 144,00**	**0,00**	**2 803 144,00**	**0,00**	**2 803 144,00**
	Sous Total compte 741	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 803 144,00**	**0,00**	**2 803 144,00**	**0,00**	**2 803 144,00**
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 541,14	0,00	23 541,14	0,00	23 541,14

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
74718	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	502,67	138 082,57	502,67	138 082,57	0,00	137 579,90
	Sous Total compte 7471	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**502,67**	**138 082,57**	**502,67**	**138 082,57**	**0,00**	**137 579,90**
7472	Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 119,57	0,00	106 119,57	0,00	106 119,57
7473	Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 743,50	0,00	76 743,50	0,00	76 743,50
74741	Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	279,00	213 636,37	279,00	213 636,37	0,00	213 357,37
	Sous Total compte 7474	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**279,00**	**213 636,37**	**279,00**	**213 636,37**	**0,00**	**213 357,37**
74751	GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 161,25	0,00	3 161,25	0,00	3 161,25
	Sous Total compte 7475	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 161,25**	**0,00**	**3 161,25**	**0,00**	**3 161,25**
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	132 052,09	682 559,37	132 052,09	682 559,37	0,00	550 507,28
	Sous Total compte 74788	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**132 052,09**	**682 559,37**	**132 052,09**	**682 559,37**	**0,00**	**550 507,28**
	Sous Total compte 7478	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**132 052,09**	**682 559,37**	**132 052,09**	**682 559,37**	**0,00**	**550 507,28**
	Sous Total compte 747	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**132 833,76**	**1 220 302,63**	**132 833,76**	**1 220 302,63**	**0,00**	**1 087 468,87**
74833	État - Compensation au titre des exonéra	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	202 925,00	0,00	202 925,00	0,00	202 925,00
	Sous Total compte 7483	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**202 925,00**	**0,00**	**202 925,00**	**0,00**	**202 925,00**
7484	Dotation de recensement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 865,00	0,00	2 865,00	0,00	2 865,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 592,00	0,00	29 592,00	0,00	29 592,00
	Sous Total compte 748	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**235 382,00**	**0,00**	**235 382,00**	**0,00**	**235 382,00**
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**132 833,76**	**4 282 369,77**	**132 833,76**	**4 282 369,77**	**0,00**	**4 149 536,01**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	429,00	285 652,10	429,00	285 652,10	0,00	285 223,10
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	1 202,53	30 188,05	1 202,53	30 188,05	0,00	28 985,52
	Sous Total compte 7588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 202,53**	**30 188,05**	**1 202,53**	**30 188,05**	**0,00**	**28 985,52**
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 202,53**	**30 188,05**	**1 202,53**	**30 188,05**	**0,00**	**28 985,52**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 631,53**	**315 840,15**	**1 631,53**	**315 840,15**	**0,00**	**314 208,62**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
764	Revenus des valeurs mobilières de placem	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77,00	0,00	77,00	0,00	77,00
	Sous Total compte 76	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**77,00**	**0,00**	**77,00**	**0,00**	**77,00**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 257,49	0,00	28 257,49	0,00	28 257,49
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	898 503,00	0,00	898 503,00	0,00	898 503,00
777	Recettes et quote-part des subventions d	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 765,57	0,00	72 765,57	0,00	72 765,57
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**999 526,06**	**0,00**	**999 526,06**	**0,00**	**999 526,06**
7817	Reprises sur dépréciations des actifs ci	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	353,23	0,00	353,23	0,00	353,23
	Sous Total compte 781	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**353,23**	**0,00**	**353,23**	**0,00**	**353,23**
	Sous Total compte 78	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**353,23**	**0,00**	**353,23**	**0,00**	**353,23**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**150 001,51**	**22 835 909,66**	**150 001,51**	**22 835 909,66**	**5 749,00**	**22 691 657,15**
	Total général	**146 098 246,17**	**146 098 246,17**	**98 064 956,58**	**98 411 611,37**	**30 570 600,80**	**30 223 946,01**	**274 733 803,55**	**274 733 803,55**	**172 369 359,29**	**172 369 359,29**

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**2 791 354,69**	**259 189,21**	**0,00**	**22 462,79**	**29 446,48**	**5 224 872,36**	**159 382,70**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	153 842,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 626 006,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	69 737,02	0,00	0,00	0,00	349 514,40	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	18 000,00	0,00	0,00	551,00	2 473,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	132 627,83	0,00	22 462,79	28 895,48	126 815,77	134 382,70	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	38 824,36	0,00	0,00	0,00	4 746 069,19	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	11 505,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**2 189 845,86**	**24 285,00**	**0,00**	**0,00**	**63 075,75**	**1 565 527,20**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	839 646,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	166 447,00	24 285,00	0,00	0,00	63 075,75	1 565 527,20	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 183 752,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**375 446,34**	**45 731,19**	**83 875,81**	**421 941,79**		**9 413 703,36**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		153 842,99
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 650,18	0,00	0,00	0,00		2 628 656,88
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	14 280,00	0,00	42 557,11	0,00		476 088,53
204	Subventions d'équipement versées	17 102,35	0,00	0,00	2 296,72		40 423,07
21	Immobilisations corporelles	5 563,46	510,46	41 318,70	56 947,18		549 524,37
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	335 850,35	45 220,73	0,00	362 697,89		5 528 662,52
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		11 505,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		25 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**43 501,99**	**399 875,00**	**0,00**	**278 017,62**		**4 564 128,42**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		839 646,67
13	Subventions d'investissement	43 501,99	399 875,00	0,00	267 703,00		2 530 414,94
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		1 183 752,19
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	10 314,62		10 314,62
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**356 978,73**	**5 426 702,01**	**0,00**	**822 438,05**	**2 482 798,20**	**5 613 629,38**	**1 077 444,10**	**0,00**
011	Charges à caractère général	342,20	1 168 834,69	0,00	68 025,88	713 872,55	2 025 136,34	78 383,66	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	3 893 852,93	0,00	370 983,53	1 398 532,73	3 261 208,53	144 480,81	0,00
014	Atténuations de produits	5 749,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1,39	363 942,39	0,00	383 428,64	370 392,92	325 366,29	854 579,63	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	348 444,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	2 441,72	72,00	0,00	0,00	0,00	1 918,22	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**18 139 676,07**	**1 437 781,37**	**0,00**	**9 681,64**	**454 293,99**	**1 661 849,97**	**360 045,63**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	87 180,39	0,00	47,38	25 261,18	48 343,81	3 971,94	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	85 301,80	0,00	9 469,70	357 754,33	741 082,53	276 886,66	0,00
73	Impôts et taxes	2 389 990,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	12 712 858,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	3 029 991,64	164 996,87	0,00	164,56	67 110,48	801 696,09	58 711,47	0,00
75	Autres produits de gestion courante	6 758,81	204 193,08	0,00	0,00	4 168,00	42 470,05	20 475,56	0,00
76	Produits financiers	77,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	895 756,00	0,00	0,00	0,00	28 257,49	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	353,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**879 629,71**	**216 592,17**	**589 867,45**	**562 000,73**		**18 028 080,53**
011	Charges à caractère général	0,00	372 930,60	198 316,43	89 531,37	98 075,84		4 813 449,56
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	501 914,20	108,99	478 079,08	463 677,61		10 512 838,41
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 749,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	4 684,73	18 166,75	22 257,00	0,00		2 342 819,74
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	100,18	0,00	0,00	0,00		348 544,60
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	247,28		4 679,22
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**57 444,60**	**220 040,73**	**36 225,56**	**153 961,12**		**22 531 000,68**
013	Atténuations de charges	0,00	13 583,06	0,00	9 295,86	1 833,12		189 516,74
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	6 046,04	220 039,73	64,80	151 054,38		1 847 699,97
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 389 990,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		12 712 858,62
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	26 864,90	0,00		4 149 536,01
75	Autres produits de gestion courante	0,00	35 068,50	1,00	0,00	1 073,62		314 208,62
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		77,00
77	Produits spécifiques	0,00	2 747,00	0,00	0,00	0,00		926 760,49
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		353,23

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	13 066 158,75	9 886 722,40	1 600 993,16	1 578 443,19
RECETTES	13 066 158,75	6 622 877,89	52 535,00	6 390 745,86
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	25 217 077,09	19 963 984,17	0,00	5 253 092,92
RECETTES	25 217 077,09	22 881 173,89	0,00	2 335 903,20

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET PORT DE SAINT-GOUSTAN/ N°SIRET : 21560007300138				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	13 066 158,75	9 886 722,40	1 600 993,16	1 578 443,19
RECETTES	13 066 158,75	6 622 877,89	52 535,00	6 390 745,86
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	25 217 077,09	19 963 984,17	0,00	5 253 092,92
RECETTES	25 217 077,09	22 881 173,89	0,00	2 335 903,20

(1) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.
(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	13 066 158,75	9 886 722,40	1 600 993,16	1 578 443,19
RECETTES	13 066 158,75	6 622 877,89	52 535,00	6 390 745,86
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	25 217 077,09	19 963 984,17	0,00	5 253 092,92
RECETTES	25 217 077,09	22 881 173,89	0,00	2 335 903,20
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**38 283 235,84**	**29 850 706,57**	**1 600 993,16**	**6 831 536,11**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**38 283 235,84**	**29 504 051,78**	**52 535,00**	**8 726 649,06**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.
(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
0900082-1	01/07/2009	1 003 828,86	0,00	44 794,78	1 048 752,19	1 003 828,86
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**1 003 828,86**	**0,00**	**44 794,78**	**1 048 752,19**	**1 003 828,86**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**23 774 331,86**									
1641 Emprunts en euros (total)					22 274 331,86									
00036329943	CREDIT AGRICOLE	30/12/2009	04/01/2010	15/04/2010	500 000,00	V	(Moyenne Euribor 3M + 0.6)-Floor -0.6 sur Moyenne Euribor 3M	1,310	1,320	EUR	T	C	O	A-1
0909 16332209 02	CREDIT MUTUEL	14/04/2014	03/01/2014	30/03/2015	500 000,00	F	Taux fixe à 2.68 %	2,680	2,710	EUR	T	P	O	A-1
0909 63322090 03 (01-réam)	CREDIT MUTUEL		30/09/2014	30/12/2014	895 331,86	F	Taux fixe à 2.51 %	2,510	2,530	EUR	T	P	O	A-1
1282/001	SOCIETE GENERALE	19/08/2015	31/08/2015	30/11/2015	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.61 %	1,610	1,640	EUR	T	C	O	A-1
36330087	CREDIT AGRICOLE	30/12/2009	10/01/2011	15/04/2011	1 500 000,00	V	(Moyenne Euribor 3M + 0.4)-Floor -0.4 sur Moyenne Euribor 3M	1,420	1,430	EUR	T	P	O	A-1
DD08576541	CREDIT MUTUEL	09/12/2016	09/12/2016	30/01/2017	1 500 000,00	F	Taux fixe à 0.91 %	0,910	0,910	EUR	T	P	O	A-1
DD15303355	CREDIT MUTUEL	13/12/2019	16/12/2019	29/02/2020	1 150 000,00	F	Taux fixe à 0.49 %	0,490	0,490	EUR	T	P	O	A-1
DD19453314	CREDIT MUTUEL	01/03/2022	28/04/2022	30/06/2022	3 000 000,00	F	Taux fixe à 0.88 %	0,880	0,880	EUR	T	C	O	A-1
DD21387289	CREDIT MUTUEL	24/04/2023	24/04/2023	30/06/2023	4 000 000,00	F	Taux fixe à 3.74 %	3,740	3,790	EUR	T	C	O	A-1
MIN245624EUR	SFIL CAFFIL	01/02/2007	01/02/2007	01/04/2009	2 245 000,00	V	(EONIA(Postfixé)-Floor -0.02 sur EONIA(Postfixé)) + 0.02	3,590	0,000	EUR	T	P	O	A-1

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - CFU - 2024

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
MON500805EUR	BANQUE POSTALE	18/08/2014	01/10/2014	01/01/2015	2 284 000,00	F	Taux fixe à 2.38 %	2,380	2,400	EUR	T	P	O	A-1
MPH521433EUR ex MPH519168EUR	SFIL CAFFIL	22/12/2017	12/02/2018	01/06/2018	1 700 000,00	F	Taux fixe à 0.19 %	0,190	0,190	EUR	T	C	O	A-1
ONE-6627731 - Consolidation	SOCIETE GENERALE	16/04/2014	31/12/2014	31/03/2015	1 000 000,00	F	Taux fixe à 2.64 %	2,640	2,710	EUR	T	X	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					1 500 000,00									
0900082-1	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	01/07/2009	30/06/2009	01/07/2010	1 500 000,00	V	Moyenne de Euribor 3M + 0.94	2,230	2,280	EUR	X	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - CFU - 2024

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**335 000,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					335 000,00									
2010-250	Caisse Allocations Familiales	02/03/2011	01/10/2013	01/10/2014	200 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
2021-466	Caisse Allocations Familiales	04/01/2024	29/04/2024	29/04/2025	135 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**24 109 331,86**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**12 518 260,66**					**1 581 473,52**	**280 943,97**	**0,00**	**21 837,55**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		11 514 431,80					1 534 253,16	260 469,06	0,00	7 611,70
00036329943	N	0,00	A-1	254 166,57	15,04	V	(Moyenne Euribor 3M + 0.6)-Floor -0.6 sur Moyenne Euribor 3M	4,090	16 666,67	8 272,29	0,00	1 334,95
0909 16332209 02	N	0,00	A-1	189 352,91	5,00	F	Taux fixe à 2.68 %	2,710	35 874,96	4 716,12	0,00	0,00
0909 63322090 03 (01-réam)	N	0,00	A-1	147 889,44	1,75	F	Taux fixe à 2.51 %	2,530	83 714,55	2 928,17	0,00	0,00
1282/001	N	0,00	A-1	766 666,42	5,67	F	Taux fixe à 1.61 %	1,640	133 333,36	11 696,35	0,00	878,05
36330087	N	0,00	A-1	132 571,62	1,04	V	(Moyenne Euribor 3M + 0.4)-Floor -0.4 sur Moyenne Euribor 3M	3,890	103 925,80	3 059,87	0,00	149,08
DD08576541	N	0,00	A-1	725 479,72	6,83	F	Taux fixe à 0.91 %	0,910	100 835,34	6 258,42	0,00	947,38
DD15303355	N	0,00	A-1	776 013,22	9,91	F	Taux fixe à 0.49 %	0,490	75 902,47	3 663,13	0,00	285,88
DD19453314	N	0,00	A-1	2 450 000,00	12,25	F	Taux fixe à 0.88 %	0,880	200 000,00	20 900,00	0,00	0,00
DD21387289	N	0,00	A-1	3 533 333,31	13,25	F	Taux fixe à 3.74 %	3,790	266 666,68	128 406,67	0,00	0,00
MIN245624EUR	N	0,00	A-1	634 012,84	4,00	F	Taux fixe à 3.94 %	4,060	139 818,87	23 247,68	0,00	0,00
MON500805EUR	N	0,00	A-1	591 252,36	2,75	F	Taux fixe à 2.38 %	2,400	192 426,39	12 362,89	0,00	2 346,64

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - CFU - 2024

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
MPH521433EUR ex MPH519168EUR	N	0,00	A-1	935 000,09	8,17	V	(Euribor 3M + 0.37)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,400	113 333,32	25 542,54	0,00	1 669,72
ONE-6627731 - Consolidation	N	0,00	A-1	378 693,30	5,00	F	Taux fixe à 2.64 %	2,710	71 754,75	9 414,93	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		1 003 828,86					47 220,36	20 474,91	0,00	14 225,85
0900082-1	N	0,00	A-1	1 003 828,86	14,50	F	Taux fixe à 4.68 %	4,750	47 220,36	20 474,91	0,00	14 225,85
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**148 000,00**					**26 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		148 000,00					26 500,00	0,00	0,00	0,00
2010-250	N	0,00	A-1	13 000,00	0,75	F	Taux fixe à 0 %	0,000	13 000,00	0,00	0,00	0,00
2021-466	N	0,00	A-1	135 000,00	9,33	F	Taux fixe à 0 %	0,000	13 500,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**12 666 260,66**					**1 607 973,52**	**280 943,97**	**0,00**	**21 837,55**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.
(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.
(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.
(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.
(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.
(8) Montant, index ou formule.
(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.
(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap, floor, tunnel, swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.
(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.
(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.
(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.
(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.
(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).
(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.
(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.
(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.
(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.
(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	16	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,02	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	12 666 260,66	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N	B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante
MORBIHAN ENERGIE	286 752,00	2 650,18	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500.00 €		2022-05-11
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	M-202-PT5 FRAIS D'ETUDES,D'ELABORATION, DE MODIF	5	11/05/2022
L	M-2031 FRAIS D'ETUDES SUIVIS DE TRAVAUX	0	11/05/2022
L	M-2031-PT5 FRAIS D'ETUDES NON SUIVIS DE TRAVAUX	5	11/05/2022
L	M-2033-PT5 FRAIS D'INSERTION	5	11/05/2022
L	M-2041582-PT15 SUB.EQ.VERS.AUT.GROUPEMENTS-BATIMEN	15	11/05/2022
L	M-204182-PT15 ORG PUBLICS DIVERS-BATIMENTS ET INST	15	11/05/2022
L	M-20421-PT5 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MA	5	11/05/2022
L	M-20422-PT15 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INS	15	11/05/2022
L	M-204412-PT15 SUB.EQ.EN NATURE ORGANISMES PUB.-BAT	15	11/05/2022
L	M-204422-PT15 SUB.EQ.EN NATURE PERS.DT.PRIVE.-BATS	15	11/05/2022
L	M-2051-PT3 CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	3	11/05/2022
L	M-2088-PT3 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3	11/05/2022
L	M-2121-PT15 PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES	15	11/05/2022
L	M-2128 AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	0	11/05/2022
L	M-21311 BATIMENTS ADMINISTRATIFS	0	11/05/2022
L	M-21312 BATIMENTS SCOLAIRES	0	11/05/2022
L	M-21312-PT30-BATIMENTS SCOLAIRES	30	11/05/2022
L	M-21313 BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX	0	11/05/2022
L	M-21314 BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	0	11/05/2022
L	M-21316 EQUIPEMENTS DU CIMETIERE	0	11/05/2022
L	M-21318 AUTRES BATIMENTS PUBLICS	0	11/05/2022
L	M-21318-PT30-AUTRES BATIMENTS PUBLICS	30	11/05/2022
L	M-21321-PT30 IMMEUBLES DE RAPPORT	30	11/05/2022
L	M-21568-PT8 AUTRE MATERIEL ET OUTIL. D'INCENDIE E	8	11/05/2022
L	M-215731-PT8 MATERIEL ROULANT	8	11/05/2022
L	M-215738-PT8 AUTRE MAT OU OUTILLAGE	8	11/05/2022
L	M-2158-PT6 AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTIL	8	11/05/2022
L	M-2181-PT10 INSTALL. GENERALES, AGENCEMENTS ET AME	10	11/05/2022
L	M-21828-PT8 AUTRES MATERIELS DE TRANSPORT	8	11/05/2022
L	M-21831-PT5 MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE	5	11/05/2022
L	M-21838-PT5 AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	5	11/05/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M-21841-PT12 MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIERS SCOLA	12	11/05/2022
L	M-21848-PT12 AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIE	12	11/05/2022
L	M-2188-PT8 AUTRES	8	11/05/2022

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES	B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - CFU - 2024

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
Total des provisions budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Non assortis d'intérêts (total)		**25 000,00**	**0,00**		
LACABANATOUS	03/07/2024	25 000,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	64 751 480,74	48 277 768,92	2 857 645,08
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**1 102 500,00**	**637 498,44**											**25 118,12**	**31 645,82**
ADAPEI MORBIHAN PAPILLONS BLANCS	2012	P	Foyer Lotissement KERUDO - Er Peh Bras	CDC	901 000,00	593 840,18	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.16	3,410	V	Livret A(Préfixé) + 1.16	1,020	A-1	EUR	24 051,69	18 212,46
ADAPEI MORBIHAN PAPILLONS BLANCS	2012	P	Foyer Lotissement KERUDO - Er Peh Bras	CDC	201 500,00	43 658,26	3,08	A	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	A-1	EUR	1 066,43	13 433,36
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**63 648 980,74**	**47 640 270,48**											**1 589 202,73**	**1 211 678,41**
AIGUILLON CONSTRUCTION	2011	P	Le Sextant Rue A. Briand	CDC	162 162,00	123 419,51	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 443,10	1 341,97
AIGUILLON CONSTRUCTION	2011	P	Le Sextant Rue A. Briand	CDC	49 789,00	41 007,31	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 476,26	61,82
AIGUILLON CONSTRUCTION	2011	P	Le Sextant Rue A. Briand	CDC	94 957,00	74 119,67	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.16	3,410	V	Livret A(Préfixé) + 1.16	4,160	A-1	EUR	3 083,38	649,92
AIGUILLON CONSTRUCTION	2011	P	Le Sextant Rue A. Briand	CDC	66 470,00	56 025,86	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.16	3,410	V	Livret A(Préfixé) + 1.16	4,160	A-1	EUR	2 306,38	0,00
AIGUILLON CONSTRUCTION	2011	P	Le Sextant Rue A. Briand	CDC	123 236,00	95 732,60	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	3,300	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	4,050	A-1	EUR	3 877,17	877,97
AIGUILLON CONSTRUCTION	2012	P	Kerbois Rue Jules Verne	CDC	172 394,00	133 256,15	38,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 797,22	948,66
AIGUILLON CONSTRUCTION	2012	P	Kerbois Rue Jules Verne	CDC	1 121 231,00	686 103,23	28,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	24 699,72	10 640,86
AIGUILLON CONSTRUCTION	2012	P	Kerbois Rue Jules Verne	CDC	43 905,00	32 961,75	38,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	922,93	321,92

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - CFU - 2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
AIGUILLON CONSTRUCTION	2012	P	Kerbois Rue Jules Verne	CDC	285 551,00	199 991,27	28,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 599,76	3 684,49
AIGUILLON CONSTRUCTION	2011	P	Kerbois Rue Jules Verne	ARKEA	414 521,00	350 064,78	29,66	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	3,340	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	4,110	A-1	EUR	14 065,78	7 410,93
AIGUILLON CONSTRUCTION	2011	P	Kerbois Rue Jules Verne	ARKEA	63 187,00	56 634,42	39,66	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	3,340	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	4,110	A-1	EUR	2 282,32	753,41
AIGUILLON CONSTRUCTION	2011	C	Place Hulot 45 logements	CREDIT AGRICOLE	470 906,00	356 122,76	30,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	3,390	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	4,160	A-1	EUR	14 420,03	11 772,64
AIGUILLON CONSTRUCTION	2011	C	Place Hulot 45 logements	CREDIT AGRICOLE	181 996,00	146 506,78	40,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	3,390	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	4,160	A-1	EUR	5 950,81	3 639,92
AIGUILLON CONSTRUCTION	2013	P	Place Hulot 45 logements	CDC	1 273 116,00	941 214,66	29,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	33 883,73	13 553,37
AIGUILLON CONSTRUCTION	2013	P	Place Hulot 45 logements	CDC	498 917,00	391 014,66	39,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	14 076,53	2 552,35
AIGUILLON CONSTRUCTION	2013	P	Place Hulot 45 logements	CDC	916 542,00	658 011,50	29,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	18 424,32	11 375,63
AIGUILLON CONSTRUCTION	2013	P	Place Hulot 45 logements	CDC	359 180,00	274 144,76	39,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	7 676,05	2 507,90
AIGUILLON CONSTRUCTION	2015	P		CDC	286 000,00	216 805,81	31,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 805,01	3 090,32
AIGUILLON CONSTRUCTION	2015	P		CDC	111 500,00	90 182,11	41,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 246,56	669,94
AIGUILLON CONSTRUCTION	2015	P		CDC	113 000,00	75 311,03	31,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 108,71	1 273,97
AIGUILLON CONSTRUCTION	2015	P		CDC	44 000,00	34 908,40	41,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	977,44	341,75
AIGUILLON CONSTRUCTION	2017	P		CDC	25 000,00	21 321,47	43,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	597,00	152,79
AIGUILLON CONSTRUCTION	2017	P		CDC	64 000,00	52 830,04	33,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 479,24	719,48
AIGUILLON CONSTRUCTION	2017	P		CDC	153 000,00	128 425,42	33,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 623,32	1 403,02
AIGUILLON CONSTRUCTION	2017	P		CDC	60 000,00	51 943,16	43,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 869,96	246,68
LE FOYER D'ARMOR	2016	P		CDC	111 789,00	98 628,74	33,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 550,64	166,64
LE FOYER D'ARMOR	2016	C		CDC	39 794,00	34 562,22	33,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	967,74	174,59
OPH DU MORBIHAN	2000	P	Parco Pointer 31 logts	CDC	1 520 526,50	518 620,22	8,67	A	V	Livret A(Préfixé)	3,000	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	15 558,61	51 049,79

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - CFU - 2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH DU MORBIHAN	2003	P	9 logements	CDC	434 479,70	219 948,30	14,00	A	V	Livret A(Préfixé)	3,000	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	4 398,97	12 718,61
OPH DU MORBIHAN	2003	P	16 logements	CDC	47 000,00	12 134,45	14,00	A	V	Livret A(Préfixé)	3,000	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	242,69	701,68
OPH DU MORBIHAN	2006	P	Démolition/construction 32 logements	CDC	1 046 000,00	637 220,24	17,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	2,750	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	3,500	A-1	EUR	22 302,71	22 525,60
OPH DU MORBIHAN	2008	P	KERUDO 40 logements	CDC	281 346,00	188 906,19	24,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	3,200	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	5 100,47	5 374,02
OPH DU MORBIHAN	2008	P	KERUDO 40 logements	CDC	1 617 327,00	1 138 339,79	24,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,950	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,450	A-1	EUR	39 272,72	29 303,81
OPH DU MORBIHAN	2009	P	Rue Lionel Huette 6 logements	CDC	304 000,00	204 627,20	25,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	2,300	A-1	EUR	4 706,43	5 266,72
OPH DU MORBIHAN	2009	P	Le Garrec/Coudé Nord 26 logements	CDC	1 056 000,00	719 359,37	25,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	23 379,18	10 788,18
OPH DU MORBIHAN	2010	P	Le Gumenen Ilot 9 - 4 logts	CDC	1 785 000,00	1 346 053,24	26,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	30 286,20	27 519,53
OPH DU MORBIHAN	2010	P	Le Gumenen Réhabilitation 80 logts	CDC	1 050 000,00	563 890,21	11,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	12 687,53	38 020,05
OPH DU MORBIHAN	2011	P	Résidence Le Vallon de Rostevel	CDC	779 000,00	578 303,67	27,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	16 192,50	8 926,72
OPH DU MORBIHAN	2011	P	Résidence Le Vallon de Rostevel	CDC	299 000,00	231 261,50	27,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 325,41	2 830,62
OPH DU MORBIHAN	2011	P	Résidence Le Vallon de Rostevel	CDC	612 000,00	473 351,26	27,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	17 040,65	5 793,78
OPH DU MORBIHAN	2012	P	8 Lgts Rue du Pont Neuf, 10 lgts Rue La Houlle ,VEFA 10 lgts Rue Coudé,Le Brix	CDC	2 188 038,64	1 694 299,22	28,42	T	V	Livret A(Préfixé) + (-0.13)	2,120	V	Livret A(Préfixé) + (-0.13)	0,710	A-1	EUR	47 751,51	34 105,81
OPH DU MORBIHAN	2012	P	Réaménagement Emprunts Compactés	CDC	1 075 360,40	633 558,30	13,17	A	V	Inflation INSEE hors tabac(Préfixé)	1,690	V	Inflation INSEE hors tabac(Préfixé)	2,680	A-1	EUR	30 771,85	26 932,82
OPH DU MORBIHAN	2012	P	Réaménagement Emprunts Compactés	CDC	738 588,43	435 146,03	13,17	A	V	Inflation INSEE hors tabac(Préfixé)	1,690	V	Inflation INSEE hors tabac(Préfixé)	2,680	A-1	EUR	21 135,00	18 498,24
OPH DU MORBIHAN	2012	P	Capitaine Gauvin	CDC	604 000,00	474 017,71	28,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	17 064,64	7 351,60
OPH DU MORBIHAN	2012	P	Capitaine Gauvin P.L.U.S	CDC	508 000,00	384 034,66	28,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	10 752,97	7 075,18
OPH DU MORBIHAN	2013	P	Foyer des Jeunes travailleurs - 1 place Hulot	CDC	1 757 800,00	1 363 527,23	29,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	24 543,49	34 676,45

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - CFU - 2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH DU MORBIHAN	2018	P		CDC	13 210,50	11 965,62	44,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	335,04	6,15
OPH DU MORBIHAN	2018	P		CDC	64 565,50	56 882,55	34,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 592,71	393,25
OPH DU MORBIHAN	2018	P		CDC	85 466,00	65 777,50	14,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 367,99	2 784,01
OPH DU MORBIHAN	2018	P		CDC	9 950,00	6 690,47	9,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	240,86	521,05
OPH DU MORBIHAN	2018	P		CDC	147 550,00	99 213,93	9,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 571,70	7 726,61
OPH DU MORBIHAN	2018	P		CDC	6 356,50	4 274,17	9,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	153,87	332,87
OPH DU MORBIHAN	2018	P	52 HLMO	CDC	5 315,81	1 866,02	2,57	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,050	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	67,18	598,15
OPH DU MORBIHAN	2018	P	48 HLM	CDC	4 987,19	1 750,65	2,57	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,050	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	63,02	561,17
OPH DU MORBIHAN	2018	P	60 Pavillons 1978, 60 HLM 1980, 6 Lgts 1980, FPA 1980, 27 lgts 1981, 29 lgts 1983, 34 lgts 1984, 34	CDC	1 535 550,91	1 065 316,93	13,37	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	0,480	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,030	A-1	EUR	43 216,75	56 008,73
OPH DU MORBIHAN	2018	P		CDC	9 317,50	7 995,18	26,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	287,83	75,39
OPH DU MORBIHAN	2018	P		CDC	11 181,01	9 594,22	26,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	345,39	90,47
OPH DU MORBIHAN	2018	P		CDC	22 951,84	13 775,76	7,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	495,93	1 372,88
OPH DU MORBIHAN	2019	P	Réhabilitation 100 Lgts Le Goaner	CDC	255 011,71	117 560,88	3,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 232,19	27 849,91
OPH DU MORBIHAN	2019	P	Le Goaner	CDC	255 011,71	117 560,88	3,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 232,19	27 849,91
OPH DU MORBIHAN	2019	P	32 Lgts Rue du Pont Neuf, 27 Lgts Rue La Houlle, Ilot 9 Gumenen, 13 lgts Rue Le Garrec, 16 Lgts VEFA	CDC	9 951 057,98	8 923 902,78	28,40	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	314 952,20	156 288,82
OPH DU MORBIHAN	2018	P		CDC	83 640,50	77 641,67	45,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 569,22	0,00

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - CFU - 2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH DU MORBIHAN	2018	P		CDC	181 472,00	164 975,23	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 939,11	496,12
OPH DU MORBIHAN	2018	P		CDC	55 952,50	50 209,28	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 405,86	306,83
OPH DU MORBIHAN	2018	P		CDC	36 334,00	33 316,94	45,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	932,88	0,96
OPH DU MORBIHAN	2018	P		CDC	11 700,00	7 867,19	9,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	283,22	612,68
OPH DU MORBIHAN	2019	P		CDC	94 052,00	85 502,16	35,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 078,08	257,12
OPH DU MORBIHAN	2019	P		CDC	75 120,50	67 409,78	35,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 887,48	411,94
OPH DU MORBIHAN	2019	P		CDC	54 443,00	49 922,22	45,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 397,82	1,44
OPH DU MORBIHAN	2019	P		CDC	116 948,00	108 560,30	45,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 592,33	0,00
OPH DU MORBIHAN	2019	P		CDC	40 000,00	40 000,00	35,50	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH DU MORBIHAN	2019	P		CDC	300 000,00	264 115,43	21,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 867,00	8 418,67
OPH DU MORBIHAN	2020	P		CDC	160 000,00	143 211,46	21,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 155,61	3 015,63
OPH DU MORBIHAN	2020	P		CDC	20 651,00	19 873,27	47,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	510,60	0,00
OPH DU MORBIHAN	2020	P		CDC	27 037,50	25 750,94	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	721,03	83,74
OPH DU MORBIHAN	2020	P		CDC	50 748,00	49 148,86	47,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 506,22	0,00
OPH DU MORBIHAN	2020	P		CDC	84 998,50	81 496,30	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 933,87	5,54
OPH DU MORBIHAN	2020	P		CDC	28 000,00	25 372,50	17,50	A	F	Taux fixe à 0.7 %	0,700	F	Taux fixe à 0.7 %	0,700	A-1	EUR	177,61	1 327,57
OPH DU MORBIHAN	2020	P		CDC	20 000,00	20 000,00	36,75	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH DU MORBIHAN	2021	P		CDC	3 293,50	2 809,05	10,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	78,66	187,82
OPH DU MORBIHAN	2021	P		CDC	27 429,00	23 574,86	10,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	848,70	1 495,06
OPM HLM DE VANNES	2012	P	Le Vallon de Rostevel 26 logts	CDC	693 673,00	544 392,88	28,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	19 598,14	8 443,06

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - CFU - 2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPM HLM DE VANNES	2012	P	Le Vallon de Rostevel 26 logts	CDC	248 802,00	209 536,83	38,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 543,33	1 491,71
OPM HLM DE VANNES	2012	P	Le Vallon de Rostevel 26 logts	CDC	398 127,00	300 973,59	28,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	8 427,26	5 544,92
OPM HLM DE VANNES	2012	P	Le Vallon de Rostevel 26 logts	CDC	165 798,00	134 729,81	38,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 772,43	1 315,85
OPM HLM DE VANNES	2013	P	Le Parc de KERFANY	CDC	1 252 655,00	1 031 711,49	30,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	37 141,62	10 670,88
OPM HLM DE VANNES	2013	P	Le Parc de KERFANY	CDC	442 977,50	353 588,63	30,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	9 900,48	4 728,93
SA ARMORIQUE HABITAT	2014	P		C.I.L.	120 000,00	94 035,27	30,50	A	V	(Livret A(Préfixé)-2.25)-Floor 2.5 sur Livret A(Préfixé)	0,250	V	(Livret A(Préfixé)-2.25)-Floor 2.5 sur Livret A(Préfixé)	0,750	A-1	EUR	705,26	2 921,15
SA HLM ARMORIQUE	2015	P		CDC	358 007,00	292 522,19	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	8 190,62	2 413,28
SA HLM ARMORIQUE	2015	P		CDC	588 473,50	494 542,09	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	17 803,52	2 455,17
SA HLM ARMORIQUE	2014	P		CDC	795 918,00	657 487,09	30,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	23 669,54	4 872,12
SA HLM ARMORIQUE	2014	P		CDC	344 568,00	275 808,65	30,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	7 722,64	2 928,36
SA HLM ESPACIL HABITAT	1998	P	Les Augustines - Rue Clémenceau	CDC	104 580,03	24 716,98	6,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	4,300	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	A-1	EUR	692,08	3 411,90
SA HLM ESPACIL HABITAT	2009	P	Travaux 2008	CDC	129 581,00	9 598,77	0,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	311,96	9 598,77
SA HLM ESPACIL HABITAT	2010	P	CDC RÉAMÉNAGEMENT 2010	CDC	429 572,83	115 324,22	4,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	4 843,62	26 765,10
SA HLM ESPACIL HABITAT	2010	P	CDC RÉAMÉNAGEMENT 2010	CDC	419 447,82	113 309,62	4,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	3 625,91	27 237,79
SA HLM ESPACIL HABITAT	2010	P	CDC RÉAMÉNAGEMENT 2010	CDC	5 067 783,83	3 473 654,61	17,96	T	V	Euribor 3M + 0.33	1,400	V	Euribor 3M + 0.33	1,090	A-1	EUR	142 295,01	147 901,86
SA HLM ESPACIL HABITAT	2014	P		CDC	1 680 000,00	1 297 768,72	30,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.3	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.3	3,300	A-1	EUR	42 826,37	14 850,40
SA HLM ESPACIL HABITAT	2014	P		CDC	1 751 218,11	1 411 307,14	30,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	50 807,06	10 458,08

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SA HLM ESPACIL HABITAT	2014	P		CDC	330 115,29	258 235,42	30,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	7 230,59	2 741,78
SA HLM ESPACIL HABITAT	2014	P		CDC	871 500,00	702 342,07	30,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	25 284,31	5 204,51
SA HLM ESPACIL HABITAT	2014	P		CDC	355 900,00	278 405,72	30,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	7 795,36	2 955,93
SA HLM ESPACIL HABITAT	2017	P		CDC	200 000,00	112 477,74	7,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 049,20	11 209,40
SA HLM ESPACIL HABITAT	2017	P		CDC	47 000,00	26 432,27	7,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	951,56	2 634,21
SA HLM ESPACIL HABITAT	2017	P		CDC	153 000,00	82 412,59	7,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	1 854,29	8 679,08
SA HLM ESPACIL HABITAT	2016	P		CDC	79 126,00	44 499,56	7,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 601,99	4 434,77
SA HLM ESPACIL HABITAT	2016	P		CDC	242 000,00	130 351,94	7,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	2 932,92	13 727,69
SA HLM ESPACIL HABITAT	2016	P		CDC	583 750,00	506 507,96	32,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	18 234,29	1 312,60
SA HLM ESPACIL HABITAT	2016	P		CDC	282 650,00	255 390,27	42,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 042,63	0,00
SA HLM ESPACIL HABITAT	2016	P		CDC	222 950,00	188 766,14	32,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 285,45	1 125,53
SA HLM ESPACIL HABITAT	2016	P		CDC	109 450,00	96 583,05	42,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 584,90	0,00
SA HLM ESPACIL HABITAT	2018	P		CDC	122 433,50	95 527,94	14,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 439,01	3 795,96
SA HLM ESPACIL HABITAT	2018	P		CDC	152 000,00	115 701,80	14,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	2 950,40	5 126,69
SA HLM ESPACIL HABITAT	2018	P		CDC	44 717,00	34 890,15	14,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 256,05	1 386,42
SA HLM ESPACIL HABITAT	2018	P		CDC	72 000,00	54 806,12	14,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	1 397,56	2 428,44
SA HLM ESPACIL HABITAT	2019	P		CDC	201 450,00	189 330,71	36,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 679,82	0,00
SA HLM ESPACIL HABITAT	2019	P		CDC	87 550,00	81 425,70	36,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 279,92	212,87
SA HLM ESPACIL HABITAT	2021	P		CDC	152 250,00	139 148,78	17,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	3 548,30	4 413,05
SA HLM ESPACIL HABITAT	2021	P		CDC	14 871,00	13 486,99	17,92	A	F	Taux fixe à 0.79 %	0,790	F	Taux fixe à 0.79 %	0,790	A-1	EUR	106,55	700,22

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - CFU - 2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SA HLM ESPACIL HABITAT	2023	P		CDC	244 100,00	244 100,00	40,50	A	V	Livret A (Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A (Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	0,00	0,00
SA HLM ESPACIL HABITAT	2023	P		CDC	179 250,00	179 250,00	50,50	A	V	Livret A (Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A (Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	0,00	0,00
SA HLM ESPACIL HABITAT	2023	P		CDC	157 500,00	157 500,00	40,50	A	F	Taux fixe à 3.74 %	3,740	F	Taux fixe à 3.74 %	3,740	A-1	EUR	0,00	0,00
SA HLM LES AJONCS	2014	P		CDC	537 887,00	431 224,04	30,83	A	V	Livret A (Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A (Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	12 074,27	3 427,13
SA HLM LES AJONCS	2014	P		CDC	205 535,00	174 306,27	40,83	A	V	Livret A (Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A (Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 864,32	0,00
SACP LE LOGIS BRETON	2016	C		CDC	272 049,00	483 230,57	33,75	A	V	Livret A (Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A (Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	17 396,30	816,44
SACP LE LOGIS BRETON	2016	P		CDC	109 675,00	103 103,09	43,75	A	V	Livret A (Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A (Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 192,36	0,00
SACP LE LOGIS BRETON	2016	C		CDC	185 328,00	162 972,86	33,75	A	V	Livret A (Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A (Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 563,24	823,24
SACP LE LOGIS BRETON	2016	C		CDC	37 847,50	34 452,87	43,75	A	V	Livret A (Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A (Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	903,50	0,00
SACP LE LOGIS BRETON	2012	C	Rue Capitaine GAUVIN - Villa Québec	CREDIT AGRICOLE	1 910 000,00	1 310 165,44	20,62	T	V	Livret A (Préfixé) + 1	3,290	V	Livret A (Préfixé) + 1	4,060	A-1	EUR	51 459,50	63 140,48
SACP LE LOGIS BRETON	2012	C	Rue du Pont Neuf - Central Park	CREDIT AGRICOLE	1 635 000,00	1 035 500,00	18,90	T	V	Livret A (Préfixé) + 1	3,290	V	Livret A (Préfixé) + 1	4,060	A-1	EUR	40 602,50	54 500,00
TOTAL GENERAL					**64 751 480,74**	**48 277 768,92**											**1 614 320,85**	**1 243 324,23**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	56 763,91
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	1 941 425,05
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**1 998 198,96**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**22 531 000,68**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**8,87**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :
- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**1 586 220,07**	
Personnes de droit privé	**905 579,20**	
Associations	**896 009,20**	
A L'ASSAUT DES RUES	1 800,00	Mise à dispo de la chapelle du St-Esprit 2 334
A PORTEE DE CHOEUR	200,00	MAD Salles du Loch, Péron, Penher, Marca Athéna 7 424
A2S -ALOHA SAUVETAGE ET SECOURIS	3 672,00	local associatif du Verger 3 193
ADAPEI DU MORBIHAN LES PAPILLONS BLANCS	100,00	MAD PERON 380
ADEPAPE 56	1 000,00	
AGORA SERVICES	1 500,00	
ALRE BAND COUNTRY DANCE	141,00	MAD Salle du Penher 2 688
ALRE BILO KLUB	800,00	
AMICALE ALREENNE DE TAROT	0,00	mad salle A de St-Goustan 2 182
AMICALE DES DONNEURS DE SANG	400,00	
AMICALE ECOLE ROLLO AURAY	450,00	
AMICALE EMPLOYES MUNICIPAUX	24 000,00	
ANACR DU MORBIHAN- COMITE PAYS D'AURAY	150,00	
ANGATA	0,00	MAD salle Péron 1 088
APEL GABRIEL DESHAYES	3 014,60	
APEL SAINTE THERESE	6 074,67	
AR REDADEG A DI DA DI	350,00	
ASS SPORTIVE ECOLES DU LOCH	300,00	
ASS SPORTIVE LE VERGER	1 750,00	
ASS SPORTIVE LYCEE FRANKLIN	900,00	
ASSISTANCE ET RECHERCHE DANS L'INTERET DES FAMILLES -ARIF-	100,00	MAD LOCH 376
ASSO ALREENNE DE VO SON LONG	927,00	1 Espace d'évolution goudronné et valorisation événement sportif : 2 925
ASSO CONJOINTS SURVIVANTS ET PARENTS D'ORPHELINS DU MORBIHAN	100,00	MAD LOCH 112
ASSO SPORTIVE KORRIGANED ECOLE ROLLO	300,00	
AURAY AVF ACCUEIL VILLES FRANCAISES	0,00	MAD 16 ET 14BIS RUE DU PENHER 18 848
AURAY BOXE	1 759,00	1 salle de 400 m² à lespace bel air :27 757
AURAY BRIDGE CLUB	0,00	MAD Salle du Penher 3 636
AURAY CLUB DE BOXE FRANCAISE	239,00	1 salle de 400 m² à lespace Bel air : 7 295
AURAY CYCLISME ORGANISATION	1 250,00	valorisation événement sportif
AURAY FOOTBALL CLUB	12 761,00	1 club house, terrains foot engazonnés 1 terrain foot synth.1 Gymnase 125 064
AURAY LOISIRS	0,00	MAD salle du Penher, Rollo C, Péron 1 237
AURAY NATATION	6 802,00	Valorisation organisation événementiel : 2 175

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - CFU - 2024

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
AURAY PATOUMAT CLUB ECHEC	0,00	MAD LOCH B ET C 2 676
AURAY PAYS D'ARTISTES	2 400,00	MAD Chapelle du S-Esprit + Théâtre
AURAY PREFERENCE ASSOCIATION	9 000,00	
AUTISTES ENVOL'TOIT 56	100,00	
AVIRON CLUB D'AURAY	2 078,00	ST-GOUSTAN : local stockage et vestiaires : 3 599
AYMER	0,00	MAD LOCH B 2 760
BADMINTON CLUB D'AURAY	2 220,00	gymnase le Verger avec 2 salles et vestiaires 1 bureau : 18 286
BANQUE ALIMENTAIRE DU MBH	1 500,00	
BIEN ETRE POUR TOUTES	0,00	MAD LOCH 576
BLED'N'POP (EX: HOCINE ET COMPAG	1 000,00	
BOULE ALRENNE	0,00	Salle de sports d'adresse (jeux intérieurs et extérieurs) 1 local de rangement de 15 m² :21 512
BUGALE MAOHI BREIZH	0,00	MAD MARCA 3 552
CANOE KAYAK CLUB AURAY	5 230,00	ST-GOUSTAN : local stockage + bureau 38,3m² : 4662
CARREFOUR DES ENTREPRENEURS BGE	1 700,00	
CHAT VA BIEN D'AURAY	100,00	
CHOEUR AN ALRE	250,00	MAD salle d'audience 300
CHORALE CAECILIA	300,00	MAD Salle MARCA 744
CIDFF DU MORBIHAN	2 300,00	
CIMA PAYS D'AURAY	10 418,00	1 stade (loch) avec 1 piste tartan et vestiaires : 110 024
CLEAS MORBIHAN	1 000,00	
CLUB DES RETRAITES ALREENS	1 000,00	MAD LOCH A+B+C
CLUB PHILATHELIE ALREEN	0,00	MAD Rollo C 260
CLUB SUBAQUATIQUE ALREEN	2 961,00	ST-GOUSTAN 1 salle de réunion, 1 local de stockage : 1 953
COLLEGE SAINT GILDAS	1 775,00	
COLOQUINTE	0,00	MAD salle d'audience 512
COMICE AGRICOLE DU CANTON D'AURAY	1 000,00	
COMITE DEPARTEMENTAL MORBIHAN BOXE	1 400,00	
COMITE ENTENTE DES ANCIENS COMBA	150,00	
COMITE JUMELAGE AURAY UTTING	1 800,00	
COMITE MANCHE OCEAN	500,00	valorisation organisation événementiel 500
COMPAGNIE L'HOMME DEBOUT	1 000,00	
CONF SYNDICALE DES FAMILLES	200,00	MAD TABARLY ASSO (12m²) 750
CONFERENCE ST VINCENT DE PAUL	15 300,00	
CORPS ET AMES	3 000,00	
CROIX ROUGE FRANCAISE CENTRE DEPART. DE FORMATION	500,00	
DE LA TETE AUX PIEDS	198,00	
DEFIS	750,00	
DOJO ALREEN	7 508,00	1 dojo de 350 m² avec vestiaires : 20 275
ECHANGE ET PARTAGE DEUIL	100,00	MAD LOCH 4 888
ECOLE DE KARATE ALREENNE	1 869,00	1 dojo 350 m² avec vestiaires : 10 933

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ECOLE ELEMENTAIRE ROLLO	2 977,30	
ECOLE LES RIVES DU LOCH	7 537,60	
ECOLE MATERNELLE TABARLY OCCE COOP. SCOLAIRE	341,00	
ECOLE PRIMAIRE TABARLY -OCCE-	517,00	
EN CORPS ET EN MOTS (ECEM)	0,00	MAD LOCH 96
ENGLISH PLEASE	0,00	MAD Rollo C 2 208
ENTRAID'ADDICT 56	0,00	MAD LOCH 264
ENTRAID'ADDICT 56 ALCOOL ASSISTANCE	100,00	MAD LOCH 315
EQUIPAGE DE ST-GOUSTAN	0,00	MAD ST GOUSTAN A 820
ESCRIME ALREENNE	683,00	gymnase la Forêt et vestiaires de 903 m² : 14 579
F N P C LA PROTECTION CIVILE	2 500,00	
FAIRE FACE ENSEMBLE	100,00	
FCSB	69 021,00	
FEDERATION DES ACCIDENTES DU TRAVAIL et des HANDICAPES (FNATH)	0,00	MAD LOCH 144
FLEUR DE BOUCHONS 56	3 000,00	
FNACA	150,00	MAD LOCH 200
FONDATION DU PATRIMOINE BRETAGNE	2 000,00	
FORRO 56	300,00	
FREEBOOBS	500,00	
GARATOI	4 200,00	MAD Chapelle du S-Esprit 2 284
GROUPEMENT DES ARTISTES GUSTANAIS	0,00	MAD SALLE A DE ST-GOUSTAN 408
GWAREGERIEN AN ALRE ASSO/TIR A L'ARC	3 489,00	1 Salle de sports d'adresse, 1 local stockage, valorisation organisation événementiel : 57 385
GYMNASTIQUE AURAY ATLANTIQUE	3 430,00	
I HAVE A DRUM	0,00	MAD SALLE A DE ST-GOUSTAN 2 880
JALMALV	100,00	
KENLEUR CONFEDERATION	1 500,00	
KERLENN STEN KIDNA BRO AN ALRE	500,00	
KEVRENN ALRE	7 000,00	MAD ESPACE GUILLET, PERON 24 576
KLAM RECORDS COLLECTIF KLAM	2 000,00	MAD MATERIEL 64
L'ASTRAGALE	0,00	mad salle A de St-Goustan 544
L2A ASSO	2 000,00	
LA BELLE PORTE	200,00	
LA BOUTIQUE DU DROIT	1 000,00	
LA CABANATOUS	99 500,00	
LA FABRIQUE DU SENSIBLE	5 000,00	
LA LUCINE	750,00	
LA SANTE DE LA FAMILLE 56	0,00	MAD LOCH 288
LANESTER GYM	158,00	
LE CAP DES POSSIBLES	11 500,00	
LE LIEU-DIT	2 000,00	
LE RAPIDE ALREEN (ex Pigeon sport)	0,00	MAD CASERNE DUGUESCLIN 1 860
LE SOUVENIR FRANCAIS	300,00	

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - CFU - 2024

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LES ARTS ET LES AUTRES	0,00	MAD Salle MARCA 608
LES CORAUX	3 500,00	MAD 12 RUE REDIEN 12 627
LES MAINS DANS LE SABLE	150,00	
LES PETITS DEBROUILLARDS GRAND O BRETAGNE	1 000,00	
LES PETITS HEROS DU MORBIHAN	500,00	
LES PETITS MACARONS	450,00	
LES RESTAURANTS DU COEUR	1 500,00	MAD LROLLO C+G+F+I+J+PREFA 9 270
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DU MORBI	800,00	
LUDOTHEQUE LA MARELLE	4 200,00	MAD PLACE USSEL 14323
LYCEE ENSEIG. AGRIC. PROF. KERPL	287,50	
MAISON ANIMATION ET DES LOISIRS	71 915,00	MAD 2 RUE AUGUSTE LA HOULLE 16 560
MAISON D'ASSIS MATERNELLES LA BULLE	932,00	
MAISON DE QUARTIER PARCO	400,00	MAD PENHER ET PERON 664
MAISON DE QUARTIER ST GOUSTAN TY SAN STEN	300,00	MAD SALLE A de ST GOUSTAN 1 680
MINI SCHOOL	0,00	MAD MARCA 1 050
MOD KOZH	2 000,00	MAD SALLE A DE ST-GOUSTAN
OGEC ECOLE GABRIEL DESHAYES	167 525,50	
OGEC ECOLE SAINTE THERESE	123 711,00	
OLYMPIQUE CLUB DES SOURDS PAYS AURAY	615,00	espace sport adresse : 3 732
PALM'AURAY CLUB	835,00	
PAQ'LA LUNE	1 500,00	
PASSERELLES56	250,00	MAD LOCH 216
PATRONAGE LAIQUE D'AURAY	16 161,00	1 salle de gymnastique de 600m² avec vestiaires : 71 563
PAYS AURAY RUGBY CLUB	12 477,00	club house de 130 m² et 3 terrains engazonnés : 126 447
PAYS D'AURAY HANDBALL	5 866,00	gymnases et vestiaires 1 club house de 90 m² : 26 406
PAYS D'AURAY TRIATHLON	1 520,00	stade Loch : 25 280
PAYS D'AURAY VOLLEY BALL	4 615,00	gymnase la Forêt et vestiaires de 903 m² : 27 062
PENS VEUVES MARINE MARCHANDE PECHE 56	0,00	MAD LOCH 112
PEPS AURAY	5 000,00	
PETANQUE ALRENNE	0,00	1 Salle de sports d'adresse (jeux intérieurs et extérieurs) et un local de rangement : 39 080
PIMMS	6 000,00	
PLC AURAY BASKET	12 144,00	1 club house + Gymnases comprenant 2 salles et vestiaires : 50 821
PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE PJJ	0,00	MAD LOCH 11 160
RATIO	200,00	
REPERCUSSION	2 215,00	MAD LOCH ET PERON 2 909
RESEAU BRETAGNE SOLIDAIRE	1 500,00	
RESORE BRETAGNE	0,00	MAD ROLLO L 720
REVES DE CLOWN	100,00	
SECOURS CATHOLIQUE VANNES	1 000,00	
SECOURS POPULAIRE	600,00	MAD ROLLO E 1 729
SEMI MARATHON AURAY VANNES	0,00	

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - CFU - 2024

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SETAM SOLIDARITE EFFORT TEMOIGNAGE AURAY MADAGASCAR	400,00	
SHAPA	0,00	MAD SALLE CITE ADMIN RDC 4 033
SKOL DIWAN AN ALRE	36 915,03	
SOC NATIONALE SAUVETAGE EN MER	500,00	
SOCIETE ALREENNE DE TIR	1 984,00	1 local de tir de 580 m² : 3 241
SOCIETE DES MEDAILLES MILITAIRES	150,00	
SOLIDARITE-MEUBLES	1 000,00	
SOUTIEN RESF 56	600,00	
STEPHANE BOUILLON	1 500,00	
TENNIS CLUB ALREEN	5 518,00	courts intér., courts extér. club house et valorisation événement sportif open -12 : 84 421
TERRE DE JE	0,00	MAD SALLE MASSE 1 732
TY DOUAR ALRE	0,00	MAD PERON
TY KRAPAT	88,00	
UFC QUE CHOISIR	0,00	MAD LOCH C+ D 1 440
UFOLEP 56	1 050,00	
UNACITA AURAY	150,00	MAD LOCH 136
UNAFAM	100,00	
UNC -UNION NATONAL DES COMBATTAN	150,00	MAD LOCH 96
UNION CYCLISTE ALREENNE	2 134,00	1 Espace d'évolution goudronné et valorisation événement sportif : 2 925
UNION DPT DES SAPEURS POMPIERS	100,00	
UNION SPORTIVE TABARLY	300,00	
UNIVERSITE TOUS AGES DE VANNES ET SA REGION	0,00	MAD Rollo C 936
VANNES TAO	0,00	MAD PERON 324
VIDEO GRAPHIE AURAY	5 800,00	
WUJI BREIZH	0,00	MAD PERON 408
Entreprises	**9 570,00**	
CENTRE EQUESTRE TREULAN	354,00	
EQUILIBRES CIRQUE SCIC SARL	3 000,00	
IDA - SAMU MAGAZINE	1 716,00	
NEO MOBILITE	2 500,00	
UTOPIARBRE SAS	2 000,00	
Personnes physiques	**0,00**	
Autres	**0,00**	
Personnes de droit public	**680 640,87**	
Etat	**0,00**	
Régions	**2 925,00**	
LYCEE BENJAMIN FRANKLIN LA FORET	2 925,00	
Départements	**1 950,00**	

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - CFU - 2024

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COLLEGE LE VERGER	1 950,00	
Communes	**4 259,80**	
COMMUNE DE BRECH - MR LE MAIRE	3 581,80	
VANNES MR LE MAIRE	678,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**671 506,07**	
CCAS AURAY MME LA PRESIDENTE	630 000,00	
MORBIHAN ENERGIE 56 SDEM	19 399,07	
PARC NATUREL REGIONAL GOLFE MORB SMGPNRGM SYNDICAT MIXTE	22 107,00	
Autres	**0,00**	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**56,00**	**3,16**	**59,16**	**50,31**	**6,25**	**56,56**
Adjoint administratif pal 1 cl	C	18,00	0,00	18,00	17,50	0,00	17,50
Adjoint administratif pal 2 cl	C	4,00	0,00	4,00	2,80	0,00	2,80
Adjoint administratif terr.	C	11,00	1,75	12,75	10,50	1,75	12,25
Attaché	A	6,00	0,50	6,50	4,80	1,50	6,30
Attaché principal	A	5,00	0,00	5,00	4,00	1,00	5,00
Rédacteur	B	8,00	0,91	8,91	6,71	2,00	8,71
Rédacteur principal 1 cl	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Rédacteur principal 2 cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**90,00**	**7,67**	**97,67**	**87,78**	**8,69**	**96,47**
Adjoint technique pal 1 cl	C	29,00	0,86	29,86	29,66	0,00	29,66
Adjoint technique pal 2 cl	C	14,00	3,52	17,52	17,52	0,00	17,52
Adjoint technique territorial	C	18,00	3,29	21,29	14,60	6,69	21,29
Agent de maîtrise	C	9,00	0,00	9,00	8,00	1,00	9,00
Agent de maîtrise principal	C	9,00	0,00	9,00	9,00	0,00	9,00
Ingénieur	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Technicien	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Technicien principal de 1 cl	B	5,00	0,00	5,00	4,00	0,00	4,00
Technicien principal de 2 cl	B	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
FILIERE SOCIALE (d)		**5,00**	**0,00**	**5,00**	**5,00**	**0,00**	**5,00**
Agent spéc pal écoles mat 1 cl	C	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - CFU - 2024

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Educateur A.P.S pal 1er cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**14,00**	**6,01**	**20,01**	**14,48**	**4,13**	**18,61**
Adjoint du patrimoine pal 1 cl	C	4,00	0,80	4,80	4,60	0,00	4,60
Adjoint du patrimoine pal 2 cl	C	2,00	0,00	2,00	0,80	0,00	0,80
Adjoint territorial patrimoine	C	2,00	0,50	2,50	0,00	2,50	2,50
Assistant conservation pal 1c	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assistant conservation pal 2c	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assistant de conservation	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Assistant ens. art. pal 1er cl	B	1,00	2,73	3,73	3,73	0,00	3,73
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	1,00	1,98	2,98	1,35	1,63	2,98
FILIERE ANIMATION (i)		**29,00**	**9,86**	**38,86**	**29,27**	**6,72**	**35,99**
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	6,00	0,00	6,00	5,40	0,00	5,40
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	4,00	1,51	5,51	4,50	0,00	4,50
Adjoint territorial animation	C	12,00	8,35	20,35	12,77	6,72	19,49
Animateur	B	2,00	0,00	2,00	1,80	0,00	1,80
Animateur principal de 1ère cl	B	4,00	0,00	4,00	3,80	0,00	3,80
Animateur principal de 2ème cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE POLICE (j)		**6,00**	**0,00**	**6,00**	**6,00**	**0,00**	**6,00**
Brigadier-chef principal	**C**	**4,00**	**0,00**	**4,00**	**4,00**	**0,00**	**4,00**
Chef service de police pal 1cl	**B**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Gardien-brigadier	**C**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**201,00**	**26,70**	**227,70**	**193,84**	**25,79**	**219,63**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	381	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	387	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	367	0,00	332-14	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	437	0,00	332-14	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-14	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	458	0,00	332-14	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-14	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	401	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	653	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché principal	A	ADM	843	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	597	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	401	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	528	0,00	332-14	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-24	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-23-1°	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-2°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-2°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-2°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-2°	CDD
Agent		OTR	0	0,00	332-23-1°	CDD
Animateur non diplômé centre d		OTR	0	0,00	332-23-2°	CDD
Apprenti		OTR	0	0,00	A	A
Apprenti		OTR	0	0,00	A	A
Assistant socio-éducatif	A	S	512	0,00	332-23-1°	CDD
Attaché	A	ADM	525	0,00	332-24	A
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-24	A
Contrat Adulte Relais		OTR	0	0,00	A	A
Ingénieur	A	TECH	611	0,00	332-24	A
Rédacteur	B	ADM	478	0,00	332-24	A
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel

ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
17/06/2009 - CONCESSION D'UN SERVICE PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ENERGIE CALORIFIQUE	COFELY SERVICES GDF SUEZ	COFELY SERVICES AGENCE BRETAGNE	SA	64 245,00
Détention d'une part du capital				
18/12/2000 - DETENTION D'UNE PART DE CAPITAL	CAISSE D'EPARGNE DE BRETAGNE	SA	BANQUE COOPERATIVE	4 996,00
17/02/2015 - PRISE DE PARTICIPATION	CIE DES PORTS DU MOBIHAN	SAPL Compagnie des Ports du Morbihan	STE ANONYME PUBLIQUE LOCALE	20 010,00
02/12/2016 - 15 ACTIONS PARTS SOCIALES	SPL AURAY CARNAC QUIBERON TOURISME	SPL AURAY CARNAC QUIBERON TOURISME	SPL	1 200,00
08/08/2022 - ENTREE AU CAPITAL	LUCIOLES ENERGIES	LUCIOLES ENERGIES	société par actions simplifiées	1 000,00
29/09/2023 - PRISE DE PARTICIPATION	CIE DES PORTS DU MOBIHAN	SAPL Compagnie des Ports du Morbihan	STE ANONYME PUBLIQUE LOCALE	20 010,00
29/09/2023 - PRISE DE PARTICIPATION	L'ARGONAUTE & CO	L'ARGONAUTE & CO	société coopérative d'intérêt collectif (SCIC),	1 500,00
15/11/2023 - PRISE DE PARTICIPATION	SPL AQTA ENERGIE	SPL AQTA ENERGIE	SPL	500,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
-	SA HLM ARMORIQUE		SA HLM	1 720 360,01
-	AIGUILLON CONSTRUCTION		SA HLM	5 288 059,10
-	SA HLM ESPACIL HABITAT		SA HLM	10 433 252,93
-	SA ARMORIQUE HABITAT		SA HLM	94 035,27
-	SA HLM LES AJONCS		SA HLM	605 530,31
-	SACP LE LOGIS BRETON		OPH	3 129 424,82
-	OPM HLM DE VANNES		OPH	2 574 933,23
-	LE FOYER D'ARMOR		SA HLM	133 190,95
-	OPH DU MORBIHAN		OPH	23 661 483,69
-	ADAPEI MORBIHAN PAPILLONS BLANCS		Association	637 498,44
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
07/02/2024 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	OGEC GABRIEL DESHAYES	OGEC GABRIEL DESHAYES	ASSOCIATION	164 486,00
07/02/2024 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	OGEC STE THERESE	OGEC STE THERESE	ASSOCIATION	123 711,00
07/02/2024 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	CCAS AURAY	CCAS AURAY	ETABLISSEMENT PUBLIC	630 000,00
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).
(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).
(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**1 224 349,47**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**1 224 349,47**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**1 224 349,47**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**1 224 349,47**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**1 833 000,00**	**1 806 513,25**	**1 600 993,16**	**3 407 506,41**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**7 770 721,09**	**1 877 047,31**	**52 535,00**	**1 929 582,31**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**5 937 721,09**	**70 534,06**	**-1 548 458,16**	**-1 477 924,10**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**1 224 349,47**			**1 224 349,47**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**1 224 349,47**			**1 224 349,47**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-253 574,63**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**1 833 000,00**	I	**1 806 513,25**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 580 000,00**		**1 579 904,69**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	1 580 000,00		1 515 331,18
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		44 923,33
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		17 000,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		2 650,18
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**253 000,00**		**226 608,56**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10226	Taxe d'aménagement	180 000,00		153 842,99
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*73 000,00*		*72 765,57*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**7 770 721,09**	**III**	**1 877 047,31**
Ressources propres externes de l'année (a)		**730 000,00**		**839 646,67**
10222	FCTVA	580 000,00		675 040,83
10226	Taxe d'aménagement (2)	150 000,00		164 605,84
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**7 040 721,09**		**1 037 400,64**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*0,00*		*13 072,00*
28031	*Frais d'études*	*1 950 000,00*		*129 308,50*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*0,00*		*18 051,68*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*0,00*		*8 933,43*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*0,00*		*9 708,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*0,00*		*5 283,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*0,00*		*2 312,49*
2804422	*Sub nat privé - Bât. et installations*	*0,00*		*4 358,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*		*59 218,46*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*		*1 436,76*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*		*2 561,00*
281311	*Bâtiments administratifs*	*0,00*		*37,55*

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
281312	*Bâtiments scolaires*	*0,00*	*7 269,28*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*115 508,69*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*0,00*	*2 928,40*
2815731	*Matériel roulant*	*0,00*	*20 214,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*29 235,71*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*	*172 590,41*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*	*1 951,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*110 810,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*0,00*	*18 729,38*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*107 452,50*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*0,00*	*8 911,21*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*41 772,32*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*	*145 746,87*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 210 000,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*3 880 721,09*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME	C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
P014/2013	BATIMENTS ET EQUIPEMENTS DIVERS	13014	0,00	2 419 843,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P038/2022	CHAPELLE SAINT ESPRIT ET SES ABORDS	13038	0,00	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P018/2013	COMPLEXE SPORTIF DE LA FORÊT	13018	0,00	7 360 901,42	0,00	0,00	0,00	0,00	3 126 380,68	-3 126 380,68
P033/2021	COMPLEXE SPORTIF DU BEL AIR	13033	0,00	4 842 870,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P034/2021	CUISINE MUNICIPALE	13034	0,00	3 287 954,81	0,00	0,00	0,00	0,00	42 557,11	-42 557,11
P005/2013	DEVELOPPEMENT URBAIN	13005	0,00	460 878,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P039/2022	FERME MUNICIPALE	13039	0,00	228 612,36	0,00	0,00	0,00	0,00	41 829,16	-41 829,16
P032/2019	HALLES MUNICIPALES	13032	0,00	2 481 715,34	0,00	0,00	0,00	0,00	45 220,73	-45 220,73
P041/2023	HOTEL DIEU	13041	0,00	621 705,52	0,00	0,00	0,00	0,00	905,52	-905,52
P026/2014	PISTE ATHLETISME STADE DU LOCH	13026	0,00	1 574 771,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P002/2013	PORT DE SAINT GOUSTAN - AMENAGEMENTS URBAINS	13002	0,00	1 700 519,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P022/2013	PROGRAMME RENOVATION VOIRIE	13022	0,00	2 654 387,45	0,00	0,00	0,00	0,00	88 388,60	-88 388,60
P043/2023	RECONSTRUCTION TENNIS	13043	0,00	4 798 227,66	0,00	0,00	0,00	0,00	201 528,28	-201 528,28
P035/2021	RENOVATION CENTRE ATHENA	13035	0,00	3 710 323,34	0,00	0,00	0,00	0,00	311 156,36	-311 156,36
P042/2023	RENOVATION DE LEGLISE ST GILDAS	13042	0,00	1 320 192,60	0,00	0,00	0,00	0,00	789 437,28	-789 437,28
P030/2017	SKATEPARK / PARK URBAIN	13030	0,00	868 145,27	0,00	0,00	0,00	0,00	370 065,03	-370 065,03
P017/2013	VRD MOBILITE DOUCE (pistes cyclables)	13017	0,00	5 156 191,26	0,00	0,00	0,00	0,00	44 856,57	-44 856,57
TOTAL			**0,00**	**43 887 238,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 062 325,32**	**-5 062 325,32**

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE — C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	403 999,51	0,00	0,00	0,00	403 999,51	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	3 501,50	0,00	0,00	0,00	3 501,50	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	55 204,07	0,00	0,00	0,00	55 204,07	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	5 475 824,64	3 350 211,74	0,00	470 457,73	1 655 155,17	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**5 938 529,72**	**3 350 211,74**	**0,00**	**470 457,73**	**2 117 860,25**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	403 999,51	0,00	0,00	403 999,51	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	3 501,50	0,00	0,00	3 501,50	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	55 204,07	0,00	0,00	55 204,07	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	5 475 824,64	3 350 211,74	470 457,73	1 655 155,17	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**5 938 529,72**	**3 350 211,74**	**470 457,73**	**2 117 860,25**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	25 200,44	15 998,01	0,00	4 860,00	4 342,43	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	5 054 017,63	2 986 243,70	0,00	275 613,31	1 792 160,62	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	353 631,85	154 903,82	0,00	48 683,27	150 044,76	0,00
6	Action économique	45 220,73	0,00	0,00	0,00	45 220,73	0,00
7	Environnement	42 557,11	0,00	0,00	0,00	42 557,11	0,00
8	Transports	417 901,96	193 066,21	0,00	141 301,15	83 534,60	0,00
	TOTAL	**5 938 529,72**	**3 350 211,74**	**0,00**	**470 457,73**	**2 117 860,25**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	25 200,44	15 998,01	4 860,00	4 342,43	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	5 054 017,63	2 986 243,70	275 613,31	1 792 160,62	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	353 631,85	154 903,82	48 683,27	150 044,76	0,00
6	Action économique	45 220,73	0,00	0,00	45 220,73	0,00
7	Environnement	42 557,11	0,00	0,00	42 557,11	0,00
8	Transports	417 901,96	193 066,21	141 301,15	83 534,60	0,00
	TOTAL	**5 938 529,72**	**3 350 211,74**	**470 457,73**	**2 117 860,25**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D2.2.1

Cente Athéna (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	162 783,88	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 183,11
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	7 778,52	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	10 056,76
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**170 122,40**	**Total recettes réelles et mixtes**		**13 239,87**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**170 122,40**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**13 239,87**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**170 122,40**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**13 239,87**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D2.2.1

Régie Publicitaire (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	17 706,30	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**17 706,30**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**17 706,30**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**0,00**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**17 706,30**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COÛT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT
CLAIRE MASSON	CEDIS	600,00	DU 19-22/08 à TOURS	Répondre à l'urgence écologique, économique et sociale
Claire PARENT-MER	ARIC	877,50	3 séances d'1H30 entre janvier et avril 2024 sur AURAY	Coaching « Travailler la posture de l'élue/phase2 »
ELUS MAJORITE	ARIC	24 300,00	15 journées sur 2024 sur AURAY	"Graet an Alre" Accompagnement à la méthodologie de projet »
Jean-Yves MAHEO, Françoise NAËL, Guenola QUILLAY, Mathieu Samson, Bertrand VERGNE	PROXIMA	2 500,00	A AURAY LE 30/11	Prise de parole en public

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7	D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		0,00
Acquisitions d'immobilisations		0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		0,00
Autres dépenses éventuelles		0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		0,00
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		0,00
Dotations et subventions reçues		0,00
Autres recettes éventuelles		0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		0,00
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	**Charges à caractère général**	**3 535,56**
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	37,20
61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	125,33
6288	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	3 373,03
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**3 535,56**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**3 535,56**

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		**0,00**
Dotations et participations reçues		**0,00**
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - CFU - 2024

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov. (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D7.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D7.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

Cet état ne contient pas d'information.

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 03/04/2025

Comptable(s)			Ayant exercé au cours de la gestion	
M Stéphane RIVOLIER	du	02/01/2025	au	03/04/2025
Mme Véronique LE GOFF	du	01/09/2024	au	01/01/2025
M Samy BOUATTOURA	du	01/01/2024	au	31/08/2024

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

MARTIN Karine (1018728147-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A DDFiP DU MORBIHAN , le 24/04/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
RIVOLIER Stephane (1013871417-0), Inspecteur divisionnaire FiP hors classe **A AURAY , le 25/04/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

INTERVENTIONS :

Benoît GUYOT

L'année dernière, Monsieur Bastide, vous aviez dit qu'éventuellement vous auriez peut-être envisagé un nouvel emprunt cette année. Est ce que comme les chiffres sont excellents on peut se dire qu'il n'y aura pas de nouvel emprunt pour 2025 ?

Julien BASTIDE

Et bien nous ne savons pas. La tendance des taux d'intérêt est plutôt à la baisse sur la fin de l'année, donc de toute façon on attend le plus possible et peut-être même qu'on fera l'emprunt en plusieurs fois. On verra parce que le but c'est d'avoir le taux le plus bas possible et on attend de savoir ce dont on a besoin. Nous étudions le rythme de ce qui est en train d'être dépensé avec tous les projets en cours. On empruntera au moment où on aura besoin d'emprunter, je pense qu'on aura quand même besoin d'emprunter en 2025 mais on aura peut-être pas besoin d'emprunter 2,5 millions d'euros puisque effectivement c'est ce qui était prévu dans le budget 2025. Mais après, même si on emprunte 2,5 millions d'euros, on a une dette par habitant qui reste stable et raisonnable, nous l’avons intégrée dans nos calculs et dans nos ratios.

Claire MASSON

Nous travaillons avec la Banque des Territoires sur les possibilités d'emprunts liés à notre budget vert, qui sont des taux intéressants.

21- DGS - <u>TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES_ABATTEMENT EN FAVEUR DES LOGEMENTS FAISANT L'OBJET D'UN BAIL RÉEL SOLIDAIRE (BRS)</u>

Monsieur Julien BASTIDE, 8ème adjoint, expose à l'assemblée :

Il est exposé les dispositions de l'article 1388 octies du code général des impôts permettant au conseil municipal l'instauration d'un abattement sur la base d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties des logements faisant l'objet d'un bail réel solidaire.

Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent, par délibération prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis, prévoir que **la base d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties des logements faisant l'objet d'un bail réel solidaire** (conclu dans les conditions prévues aux articles L. 255-2 à L. 255-19 du code de la construction et de l'habitation) **fait l'objet d'un abattement à concurrence de 30 %, 40 %, 50 %, 60 %, 70 %, 80 %, 90 % ou 100 % pendant la durée du bail.**

Champ d'application :

L'abattement codifié à l'article 1388 octies du CGI ne s'applique qu'aux logements faisant l'objet d'un bail réel solidaire conclu dans les conditions prévues aux articles L. 255-2 à L. 255-19 du code de la construction et de l'habitation.

Ce bail est consenti par les organismes fonciers solidaires (OFS), qui sont des organismes sans but lucratif agréés par le représentant de L'État dans la région, qui ont pour objet d'acquérir et de gérer des terrains, bâtis ou non, en vue de réaliser des logements et des équipements collectifs conformément aux objectifs de la politique d'aide au logement (Code de l'urbanisme (C. urb.), art. L. 329-1).

Il permet aux OFS, propriétaires d'un terrain, bâti ou non, de consentir à un preneur, **pour une durée comprise entre dix-huit et quatre-vingt-dix-neuf ans,** des droits réels, avec s'il y a lieu obligation pour le preneur de construire ou réhabiliter des constructions existantes, en vue de la location ou de l'accession à la propriété de logements destinés pendant toute la durée du contrat, à être occupés à titre de résidence principale (CCH, art. L. 255-1).

Les OFS pourront signer un bail réel solidaire avec trois catégories de preneurs.

En premier lieu, le bail peut être consenti à **un ménage** qui occupe, **sous plafond de ressources**, le logement. Les plafonds de prix de cession des droits réels et de ressources du preneur sont fixés par décret en Conseil d'État (CCH, art. L. 255-2, al. 1).

En second lieu, le bail peut être consenti au profit d'**un opérateur** qui, le cas échéant, construit ou réhabilite des logements et **qui s'engage à vendre** les droits réels immobiliers attachés à ces logements à des bénéficiaires répondant aux conditions de ressources et de prix fixées par l'article L. 255-2 du CCH, ou à proposer la souscription de parts ou actions permettant la jouissance du logement par ces bénéficiaires (CCH art. L 255-3).

Enfin, le preneur peut être **un opérateur** qui, le cas échéant, construit ou réhabilite des logements et **qui s'engage à les mettre en location**. Les plafonds du loyer applicable et des ressources du locataire sont fixés par décret en Conseil d'État. (CCH, art. L 255-4).

Conditions de mise en œuvre :

- Une délibération doit être prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis du CGI, c'est-à- dire **avant le 1er octobre** pour être applicable à compter de l'année suivante.

- Elle demeure valable tant qu'elle n'a pas été rapportée.

- L'abattement s'applique pour la durée du bail réel solidaire à compter du 1er janvier de l'année qui suit la signature du bail.

- Le redevable de la taxe devra adresser au service des impôts du lieu de situation des biens, avant le 1er janvier de l'année suivant celle de la signature du bail réel solidaire, une déclaration conforme au modèle établi par l'administration comportant tous les éléments d'identification. Elle devra être accompagnée d'une copie du bail réel solidaire.

Exemple : La collectivité a voté l'abattement le 6 mai 2025. Un bail réel solidaire a été conclu pour une durée de 18 ans le 15 avril 2025 et le redevable a fait sa déclaration le 15 octobre 2025.
Dans cette hypothèse, l'abattement s'appliquera au titre des années 2026 à 2043.

Si la déclaration est faite hors délai, l'abattement s'applique pour la durée restant à courir après le 31 décembre de l'année de la souscription.

Exemple : La collectivité a voté l'abattement le 6 mai 2025. Un bail réel solidaire a été conclu pour une durée de 18 ans le 15 avril 2025 mais le redevable a fait sa déclaration le 15 janvier 2026.
Dans cette hypothèse, l'abattement s'appliquera au titre des années 2027 à 2043.

Il est ainsi proposé l'instauration d'un abattement de 50 % sur la base d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties des logements faisant l'objet d'un bail réel solidaire conclu dans les conditions prévues aux articles L. 255-2 à L. 255-19 du code de la construction et de l'habitation.

Vu l'article 1388 octies du code général des impôts,

Vu les articles L.255-2 à L.255-19 du code de la construction et de l'habitation,

Vu l’avis favorable de la commission finances / communication du 28 avril 2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- DÉCIDE l'instauration d'un abattement de 50 % sur la base d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties des logements faisant l'objet d'un bail réel solidaire conclu dans les conditions prévues aux articles L. 255-2 à L. 255-19 du code de la construction et de l'habitation.

- CHARGE Madame le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

INTERVENTIONS :

Françoise NAEL

Nous sommes plutôt favorables au principe de l'abattement de la taxe foncière. C'est un fort coup de pouce pour l'accession à la propriété pour certaines familles et c'est très bien. Par contre, on avait des questions, pourquoi avez-vous fait choix de faire cet abattement pour toute la durée du bail et pourquoi ne pas avoir choisi une durée maximale? D'autre part, compte-tenu du PLU et de l'obligation des BRS, il va y en avoir un certain nombre dans les années à venir, ce qui va diminuer la possibilité d'accession à la propriété classique et donc des rentrées d'argent de par la taxe foncière. Cela va diminuer conséquemment l'entrée de taxes pour la Ville. Est-ce que vous avez dans votre prévision, le nombre de BRS dans les années? Avez-vous fait une étude financière pour choisir le pourcentage d'abattement ?

Julien BASTIDE

Nous avons fait une étude et si on exonère à 50% tous les logements BRS qui sont actuellement programmés, environ une centaine, ça fait un "manque à gagner" pour la commune de 35 000 euros par an. Ce n'est pas anodin mais pas monstrueux non plus. On s'est dit que c'était une somme qu'on pouvait ne pas percevoir dans la mesure où notre politique c'est vraiment le développement du BRS. Sur la première question, pourquoi pas sur toute la durée? On s'est posé cette question aussi mais en fait nous n'avons pas le droit de mettre un abattement que sur une partie de la durée du bail. On est obligé de mettre sur tout ou rien en terme de durée du bail.

22- DF - <u>SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES_ANNÉE 2025</u>

Monsieur Benoît LE ROL, 6ème adjoint, expose à l'assemblée :

Dans le prolongement des subventions déjà accordées par la ville par délibération du 26 février 2025 pour un montant global de 687 359 €, il est proposé d'accorder des subventions exceptionnelles en faveur des associations qui en ont fait récemment la demande auprès de la ville d'Auray.

- **Championnats de France de Semi-Marathon :**

Le dimanche 14 septembre 2025, l'association « Courir Auray-Vannes » organise pour la 4ème fois les championnats de France de Semi-Marathon (en 1987 sur 25 km, 1999 et 2019), à l'occasion des 50 ans de la création d'Auray-Vannes.

Ces championnats rassembleront près de 1 500 qualifiés venant de tout l'hexagone. Avec les accompagnateurs, c'est environ 2 500 personnes supplémentaires qui viendront se joindre aux 6 000 coureurs du traditionnel semi marathon.

L'organisation de ce championnat génère des frais supplémentaires, en raison notamment de la gratuité pour les athlètes qualifiés au championnat de France. Le coût de revient d'un coureur sur Auray-Vannes est estimé à 59 € (ravitaillement, sécurité, médical, transports, chronométrie, tee-shirt, bol ....).

Pour équilibrer le budget de l'édition 2025, dont l'organisation repose uniquement sur des bénévoles non salariés, l'association sollicite une subvention exceptionnelle de **2 000 €** pour l'organisation des championnats de France.

Il est également précisé que la ville d'Auray participe à l'organisation de l'évènement pour un montant estimé à 4 000 € (location et achat de matériel pour environ 2 500 €, et temps de travail agents pour environ 1 500 €).

Il est proposé d'attribuer une subvention de 2 000 € à l'association Courir Auray-Vannes pour l'organisation des championnats de France de Semi-Marathon 2025.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission finances / communication du 28 avril 2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **DÉCIDE** le versement d'une subvention exceptionnelle de 2000 € en faveur de l'association « Courir Auray-Vannes » pour 2025.

- AUTORISE Madame le Maire à signer tout document à intervenir.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025 Compte-rendu affiché le 07/05/2025 Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

23- DF - <u>NOUVEAUX TARIFS 2025 : FIXATION D'UN TARIF POUR LA LOCATION DE CHALETS</u>

Monsieur Jean-François GUILLEMET, 3ème adjoint, expose à l'assemblée :

Il est rappelé que par délibération du 18 décembre 2024, la ville a adopté l'ensemble des tarifs applicables à compter du 1er janvier 2025.

Il est proposé d'ajouter un tarif supplémentaire pour 2025, applicable à compter de l'adoption de la présente délibération, concernant la création d'un tarif de location pour des chalets communaux de 2m²x3m².

Il est ainsi proposé la création d'un nouveau tarif pour la location d'un chalet communal de 2m²x3m² au prix de 26,30 € par jour.

Le tableau retraçant l'ensemble des tarifs applicables en 2025, et mis à jour du nouveau tarif proposé, est joint à la présente délibération.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission finances / communication du 28 avril 2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- APPROUVE la création d'un nouveau tarif pour la location d'un chalet de 2m²x3m² au prix de 26,30 € par jour.

- AUTORISE Madame Le Maire à signer la convention à intervenir et tout document relatif à ce dossier.

GRILLE TARIFAIRE 2025

TARIFS	Tarifs 2023	Tarifs 2024	TARIFS 2025
Evolution des tarifs	+ 3,5%	+ 1,5 %	+ 2 %
Indice des prix à la consommation	+ 4,9%	+ 1,2 %	**estimation banque de France + 2 %**
1 - LOCATION DE MATÉRIEL / Tarif par jour d'utilisation	32,00 €	33,00 €	**33,66 €**
FORFAIT MINIMAL			
PERTE OU DÉGRADATION DE MATÉRIEL EN LOCATION OU EN MISE A DISPOSITION AVEC VALORISATION	Remboursement sur la base de la réparation ou acquisition effectuée par la Ville		
1A – PARTICULIERS ET ENTREPRISES Absence de livraison, de montage et démontage	3,5 %	3 %	**2,00%**
Tables	2,20 €	2,27 €	**2,31 €**
Chaises	0,55 €	0,57 €	**0,58 €**
Bancs	1,10 €	1,13 €	**1,16 €**
Urnes ou isoloirs	2,75 €	2,83 €	**2,89 €**
1B – ASSOCIATIONS ALRÉENNES A BUT NON LUCRATIF, COMMUNES LIMITROPHES, ASSOCIATIONS DE COMMUNES LIMITROPHES, A BUT NON LUCRATIF	*Gratuité Avec valorisation conforme au tarif ci-dessous*		
TABLES, CHAISES, BANCS, GRILLES	3,5 %	3 %	**2,00%**
FORFAIT LIVRAISON PAR VÉHICULE UTILISÉ	88,14 €	90,78 €	**92,60 €**
TABLES : journée d'utilisation, à l'unité	2,20 €	2,27 €	**2,31 €**
CHAISES : journée d'utilisation, à l'unité	0,55 €	0,57 €	**0,58 €**
BANCS : journée d'utilisation, à l'unité	1,10 €	1,13 €	**1,16 €**
GRILLES : journée d'utilisation, à l'unité	1,10 €	1,13 €	**1,16 €**
ESTRADES (1 m x 2 m)			
Forfait livraison, montage et démontage	132,21 €	136,18 €	**138,90 €**
Journée d'utilisation, à l'unité	2,20 €	2,27 €	**2,31 €**
URNES, ISOLOIRS			
Livraison	22,04 €	22,70 €	**23,16 €**
Journée d'utilisation, à l'unité	2,75 €	2,83 €	**2,89 €**
BARRIÈRES			
Forfait livraison par véhicule utilisé	44,07 €	45,39 €	**46,30 €**
Journée d'utilisation, à l'unité	0,55 €	0,57 €	**0,58 €**
PODIUMS (4,88 m x 4,88 m)			
Livraison, montage et démontage	286,45 €	295,04 €	**300,94 €**
Journée d'utilisation, à l'unité	27,54 €	28,37 €	**28,93 €**
CHAPITEAUX			
Livraison par véhicule utilisé, montage et démontage (obligation que le conducteur soit un agent communal)	Au temps réel : 23,72 € par heure et par agent + 21 € par véhicule utilisé et par jour	Au temps réel : 24,50 € par heure et par agent + 21 € par véhicule utilisé et par jour	Au temps réel : 25,25 € par heure et par agent + 21 € par véhicule utilisé et par jour
Journée d'utilisation, à l'unité Chapiteaux de 4,5 x 4,5 m ou 4 x 4 m	44,07 €	45,39 €	**46,75 €**
Journée d'utilisation, à l'unité, Chapiteaux de 8 x 5 m	88,14 €	90,78 €	**93,51 €**
Journée d'utilisation, à l'unité, Chapiteaux de 8 x 12 m	176,28 €	181,57 €	**187,02 €**
Pour 6 mois, Chapiteaux (2) de 8 x 12 m (Stades Ty Coat et Bel Air)	550,87 €	567,40 €	**584,42 €**
CHALETS			
Journée d'utilisation, à l'unité, Chalets de 2 x 3 m²			**26,30 €**
Branchement électrique par jour			**3,30 €**
Occupation du domaine public par jour			**10,80 €**

2 – EVENEMENTS DE LA COMMUNE			
2.1 / Marchés artisanaux et Brocantes à Saint - Goustan :	Montant de la redevance d'occupation du domaine public, frais de dossier inclus		
TARIF PLEIN	6,80 € le ml	7,00 € le ml	**7,14 € le ml**
TARIF PREFERENTIEL : - 10 % si présence sur 5 à 7 dates par événement (marché de l'art, …)	6,12 € le ml	6,30 € le ml	**6,43 € le ml**
TARIF PREFERENTIEL : - 20 % si présence sur 8 dates et plus par événement (marché de l'art, ...)	5,44 € le ml	5,60 € le ml	**5,71 € le ml**
2.2 / Quais du livre à Saint-Goustan	Montant de la redevance d'occupation du domaine public, frais de dossier inclus		
TARIF PLEIN	3,40 € le ml	3,50 € le ml	**3,60 € le ml**
2.3 / Marchés artisanaux et Brocantes hors Saint - Goustan	Montant de la redevance d'occupation du domaine public, frais de dossier inclus		
TARIF PLEIN	4,80 € le ml	4,94 € le ml	**5,04 € le ml**
TARIF PREFERENTIEL : - 10 % si présence sur 5 à 7 dates par événement (marché de l'art, …)	4,32 € le ml	4,45 € le ml	**4,54 € le ml**
TARIF PREFERENTIEL : - 20 % si présence sur 8 dates et plus par événement (marché de l'art, ...)	3,84 € le ml	3,95 € le ml	**4,03 € le ml**
2.4 / Noël à Auray	Montant de la location d'emplacement sous tonnelle de 2,50 m x 3 m équipé de 2 tables de 2 mètres de long, d'une grille et d'une alimentation électrique, frais de dossier inclus		
Un week end (du vendredi au dimanche)	109,00 €	112,30 €	**114,50 €**
La semaine, du lundi au jeudi	76,00 €	78,30 €	**79,90 €**
Association(s) gérant la restauration	Gratuité*	Gratuité*	**Gratuité***
* Les associations bénéficiant de la gratuité devront la valoriser, Dans leurs budgets, sur la base du calcul suivant :			
Base = 1 emplacement de 7,5m² = 100 € soit 13,53 € / m² Valorisation de l'emplacement mis à disposition = surface occupée en m² x 13,53 €/ m²			

3 – CIMETIÈRE	En moyenne + 3,5 %	En moyenne + 3 % (montants arrondis pour limiter les centimes)	**En moyenne + 2 % (montants arrondis pour limiter les centimes)**
FACTURATION AU MÈTRE CARRÉ			
> Concession			
- Concession de 15 ans	103,50 €	106,50 €	**108,50 €**
- Concession de 30 ans	273,00 €	281,00 €	**286,50 €**
> Caveau provisoire			
- De 1 à 8 jours	40,00 €	41,00 €	**41,80 €**
- Par jour supplémentaire	3,50 €	3,60 €	**3,65 €**
> Creusement de fosse			
- creusement de fosse à 2 m	196,00 €	201,50 €	**205,50 €**
- creusement pour fosse enfant	45,00 €	46,00 €	**47,00 €**
> Reliquaires			
- petit format	51,00 €	52,50 €	**53,50 €**
- grand format	75,00 €	77,00 €	**78,50 €**
> Columbarium			
- concession de 15 ans	548,00 €	564,00 €	**575,00 €**
- plaque de fermeture	176,00 €	181,00 €	**184,50 €**
> Caves-urnes			
- concession de 15 ans (le couvercle reste la propriété de la Ville)	424,00 €	436,00 €	**444,50 €**
> Exhumations et inhumations	rétablissement de tarifs		
- exhumation cercueil, reliquaire ou urne		55,00 €	**56,00 €**
- inhumation cercueil, reliquaire ou urne		55,00 €	**56,00 €**
- dispersion de cendres		55,00 €	**56,00 €**

- 4 - O.D.P. : STATIONNEMENT DES TAXIS	+ 3,5 %	En moyenne + 3 %	**En moyenne + 2 %**
- Redevance, par taxi / Forfait annuel	79,70 €	82,10 €	**83,75 €**

- 5 - REDEVANCE POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC (TRAVAUX)	+ 3,5 %	3,00 %	**2,00 %**
PAIEMENT D'AVANCE EXIGÉ. Les autorisations seront accordées dans la limite de 6 mois. Si les travaux ont une durée supérieure à 6 mois, la demande devra être renouvelée			
Frais de dossier par demande (non remboursable)	22,22 €	22,89 €	**23,35 €**
Facturation au m² et par jour (durée maximale de facturation au semestre)	0,56 €	0,58 €	**0.60 €**
> Entreprises travaillant pour le compte de la commune ou administrations			
Occupation d'une place de stationnement De 2,50 m*5m(par mois) Frais de dossier à ajouter	208,41 €	214,66 €	**219 €**
OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL (en l'absence d'autorisation de la commune) Art. 66 du règlement de voirie applicable au 1er janvier 2010	Facturation du tarif O.D.P. correspondant + amende forfaitaire journalière		

6 - O.D.P. : TARIFS FÊTE FORAINE	3,5 %	3,00 %	**2,00 %**
Frais de dossier (non remboursable)	22,22 €	22,88 €	**23,35 €**
LUNA PARK ou équivalent (par semaine)	889,23 €	912,34 €	**930,58 €**
Manèges Forfait par attraction et par semaine	77,81 €	79,83 €	**81,42 €**
Petites attractions <80m² forfait/attraction/jour	50,00 €	51,30 €	**52,32 €**
CIRQUES et autres chapiteaux – FORFAIT/JOUR Au-delà de cette durée, passation d'une convention			
- Grand cirque : tarif par jour (surface du chapiteau et des installations diverses > 100 m²)	374,00 €	383,72 €	**391,39 €**
- Petit cirque : tarif par jour (surface du chapiteau et des installations diverses inférieure ou égale à 100 m²)	187,00 €	191,86 €	**195,69 €**

7 - O.D.P. : PETIT TRAIN TOURISTIQUE	3,50 %	3,00 %	**2,00 %**
Frais de dossier (non remboursable)	22,20 €	22,88 €	**23,35 €**
Forfait ANNUEL	749,55 €	772,03 €	**787,47 €**

8 - DROITS DE PLACE ET D'ÉTALAGE (en conformité avec les arrêtés et règlements municipaux en matière de voirie, de circulation, d'accessibilité et de publicité)	FORFAIT ANNUEL, AU MÈTRE CARRÉ (facturation minimale 1m²)		
Frais de dossier (non remboursable) payable par établissement à la 1ère demande	22,22 €	22,88 €	**23,35 €**
FORFAIT ANNUEL, **AU M² (facturation minimale 1m²)**			
> **Étalage des commerçants ;** Présentoirs *(sauf emplacements publicitaires)* devant l'établissement	55,57 €	57,23 €	**58,37 €**
> Artisans d'arts *limité à 1 chevalet (réduction de 50 %)*	27,78 €	28,61 €	**29,18 €**
> **TERRASSES COMMERCIALES**		5,00 %	**2,00 %**
Pour les commerces situés dans le périmètre d'opérations d'aménagement réalisées par la Ville			
- Quartier de la Gare : Parvis de la gare		38,15 €	**38,91 €**
: Autres commerces	26,50 €	27,82 €	**28,38 €**
- Centre-ville : place République	36,34 €	38,15 €	**38,91 €**
: place aux Roues	27,11 €	37,28 €	**38,03 €**
: Autres commerces	27,11 €	28,46 €	**29,03 €**

- Saint Goustan : quai Franklin	48,40 €	50,82 €	**51,84 €**
: place saint Sauveur	57,62 €	59,11 €	**60,29 €**
: Autres commerces	36,34 €	38,15 €	**38,91 €**
> EXTENSION & CRÉATION PROVISOIRE DE TERRASSES – au M² et par MOIS (tout mois commencé est dû)		3,00 %	**2,00 %**
- **Quartier de la Gare** : - Parvis de la gare - Juillet et Août	24,10 €	24,82 €	**25,32 €**
- 1er mai au 30 Octobre hors Juillet et Août	8,00 €	8,24 €	**8,40 €**
- **Quartier de la Gare** : - autres commerces - Juillet et Août	18,00 €	18,54 €	**18,91 €**
- 1er mai au 30 Octobre hors Juillet et Août	6,00 €	6,18 €	**6,30 €**
- Centre-ville : - place République - Juillet et Août	24,10 €	24,82 €	**25,32 €**
- 1er mai au 30 Octobre hors Juillet et Août	8,00 €	8,24 €	**8,40 €**
- Centre-ville : - place aux Roues - Juillet et Août	24,10 €	24,82 €	**25,32 €**
- 1er mai au 30 Octobre hors Juillet et Août	8,00 €	8,24 €	**8,40 €**
- Centre-ville : - autres commerces - Juillet et Août	18,45 €	19,00 €	**19,38 €**
- 1er mai au 30 Octobre hors Juillet et Août	6,15 €	6,33 €	**6,46 €**
- Saint Goustan : - quai Franklin - Juillet et Août	35,30 €	36,35 €	**37,08 €**
- 1er mai au 30 Octobre hors Juillet et Août	11,80 €	12,15 €	**12,39 €**
- Saint Goustan : - place Saint Sauveur - Juillet et Août	43,70 €	45,01 €	**45,91 €**
- 1er mai au 30 Octobre hors Juillet et Août	14,60 €	15,03 €	**15,33 €**
- Saint Goustan : - autres commerces - Juillet et Août	24,10 €	24,82 €	**25,32 €**
- 1er mai au 30 Octobre hors Juillet et Août	8,00 €	8,24 €	**8,40 €**
> CRÉATION PONCTUELLE ET EXCEPTIONNELLE DE TERRASSES AU M² ET PAR JOUR		3,00 %	**2,00 %**
Pour les ASSOCIATIONS ALRÉENNES A BUT NON LUCRATIF, COMMUNES LIMITROPHES, ASSOCIATIONS DE COMMUNES LIMITROPHES, A BUT NON LUCRATIF	*Gratuité* *Avec valorisation conforme au tarif ci-dessous*		
Frais de dossier (non remboursable) payable par établissement à **CHAQUE** demande à emprise similaire	11,13 €	11,46 €	**11,69 €**
- Quartier de la Gare : Parvis de la gare		1,10 €	**1,12 €**
: Autres commerces	0,80 €	0,82 €	**0,84 €**
- Centre-ville : pl République	1,07 €	1,10 €	**1,12 €**
: pl aux Roues	0,82 €	1,09 €	**1,11 €**
: Autres commerces	0,82 €	0,84 €	**0,86 €**
- Saint Goustan : quai Franklin	1,57 €	1,61 €	**1,64 €**
: place saint Sauveur	1,94 €	1,99 €	**2,03 €**
: Autres commerces	1,07 €	1,10 €	**1,12 €**
> VENTE DIRECTE PAR CAMIONS (+3T5)	Paiement d'avance exigé		
Frais de dossier (non remboursable)	22,22 €	22,88 €	**23,34 €**
Forfait A LA JOURNÉE	73,30 €	75,50 €	**77,01 €**
FOODTRUCKS – Forfait / jour / camion	31,05 €	31,98 €	**32,62 €**
Raccordement électrique – Forfait	5,24 €	5,39 €	**5,50 €**
> Braderies et foires à la brocante			

Frais de dossier (non remboursable)	22,22 €	22,88 €	**23,34 €**
> Ventes diverses hors marché de plein air (Braderies, foires à la brocante, Bric à brac,...) Sont pris en compte les mètres linéaires accessibles au public		3,00 %	**2,00 %**
- PAR DES ASSOCIATIONS ALRÉENNES			
Par mètre linéaire et par jour	*Gratuité Avec valorisation conforme au tarif ci-dessous*		
- PAR DES ORGANISMES OU ASSOCIATIONS NON ALRÉENNES			
Par mètre linéaire, par jour	3,32 €	3,41 €	**3,47 €**
> Chapiteau pour opération commerciale	Application du tarif du marché de plein air, au ml et par jour		

9 – MARCHÉ DE PLEIN AIR		3% arrondi	**2% (sauf tarif electricité)**
ABONNÉS : par ml, par marché	1,10 €	1,15 €	**1,20 €**
NON ABONNÉS ATTITRÉS : par ml (3 m de profondeur), par marché	1,90 €	1,95 €	**2,00 €**
NON ABONNÉS SAISONNIERS : par ml (3 m de profondeur), par marché	3,00 €	3,10 €	**3,20 €**
REDEVANCE BRANCHEMENT ÉLECTRIQUE PAR BRANCHEMENT, PAR MARCHE, Abonnés attitrés et saisonniers	1,15 €	1,20 €	**3,30 €**
ASSOCIATIONS	*Gratuité Avec valorisation conforme au tarif ci-dessus*		

10 – HALLES MUNICIPALES		3,00 %	
Étals façade nord + étals central côté nord	70,00 €	72,10 €	**72,10 €**
Etals central côté sud	80,00 €	82,40 €	**82,40 €**
Etals façade sud	90,00 €	92,70 €	**92,70 €**

11 - COLLECTE DE DÉCHETS VERTS			
Vente de sacs en papier bio dégradable (contenance 100 litres) TARIF POUR 10 SACS	5,20 €	5,40 €	**5,60 €**

12 - TAXE DE MISE EN FOURRIÈRE DES ANIMAUX		3% arrondi	**2,00%**
- TAXE DE FOURRIÈRE			
- le jour	33,35 €	34,35 €	**35,03 €**
- la nuit de 21 H à 6 H et les dimanches et jours fériés	66,70 €	68,70 €	**70,07 €**
- RÉCIDIVES (quantifier par année glissante)			
1ère récidive			
- le jour	44,50 €	46,00 €	**46,92 €**
- la nuit de 21 H à 6 H et les dimanches et jours fériés	78,70 €	82,00 €	**83,64 €**
2ème récidive			
- le jour	72,50 €	75,00 €	**76,50 €**
- la nuit de 21 H à 6 H et les dimanches et jours fériés	103,50 €	107,00 €	**109,14 €**
3ème récidive			
- le jour	114,00 €	118,00 €	**120,36 €**
- la nuit de 21 H à 6 H et les dimanches et jours fériés	145,00 €	150,00 €	**153,00 €**
-Frais de séjour (par jour et par chien)	11,10 €	11,43 €	**11,65 €**

- IDENTIFICATION PAR TATOUAGE /TRANSPONDEUR (loi du 6 janvier 1999)			
Des animaux de compagnie (chiens et chats) dont les propriétaires ont été identifiés TARIF PUBLIC VÉTÉRINAIRE	Selon TARIF VÉTÉRINAIRE		

13 – TARIFS DES FRAIS DE MISE EN FOURRIÈRE POUR AUTOMOBILES (Voitures particulières) Arrêté du 14 novembre 2001 modifié par arrêté du 02/08/2019	Tarification nationale		
Enlèvement, Garde journalière, Expertise			

14 - PHOTOCOPIES DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS COMMUNICABLES AU PUBLIC *(article 35 du décret 2005-1755 du 30 décembre 2005 plafonné par l'arrêté du 1er oct. 2001)*			
Copie A4 N&B	0,21 €	0,22 €	**0,22 €**
Copie A3	0,78 €	0,80 €	**0,82 €**
Tirage de plan	5,07 €	5,22 €	**5,33 €**

15 – CLÉS / BADGES			
Vol ; Perte de clés ou demande de clés supplémentaires	Au coût réel		
Badge pour accès aux rues du château et du petit Port ; à la place Saint Sauveur et au quai Franklin (à partir du 2ème)	50,00 €	50,00 €	**50,00 €**

16 – PRESTATIONS ET TRAVAUX RÉALISÉS PAR LES SERVICES MUNICIPAUX (Mise à disposition d'engins motorisés)			
Camion benne– sans chauffeur - par jour	84,00 €	86,52 €	**88,25 €**
Mini-pelle– sans chauffeur - par jour	157,00 €	161,71 €	**164,94 €**
Nacelle– sans opérateur - par jour	157,00 €	161,71 €	**164,94 €**
Balayeuse – avec chauffeur - par jour	1 050,00 €	1 081,50 €	**1 103,13 €**
Tarif horaire d'un agent pour la réalisation d'une prestation	23,72 €	24,50 €	**25,25 €**

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

24- DF - LISTE DES DÉCISIONS PRISES DANS LE CADRE DE LA DÉLÉGATION ACCORDÉE AU MAIRE RELATIVE A LA COMMANDE PUBLIQUE

Monsieur Julien BASTIDE, 8ème adjoint, expose à l'assemblée :

Le Conseil municipal est invité à prendre acte des informations ci-dessous.

En application de l'article L.2122-23 du CGCT disposant que le Maire doit informer le Conseil municipal des opérations réalisées dans le cadre des délégations que celui-ci lui a accordées, le Conseil municipal est informé que les décisions suivantes concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, ont été prises :

MARCHE	OBJET	LOT	TITULAIRE	MONTANT	NOTIFICATION
23/007/10	**Avenant 1 au marché de travaux de rénovation et extension complexe sportif la foret** (Travaux supplémentaires)	**Lot 10 Menuiseries bois – agencement – habillage intérieur bois et tissus**	ATELIERS JEHANNO 56390 LOCQUELTAS	+ 6 550,70 € HT (Nouveau montant de marché : 339 373,24 € HT)	02/12/25
22/003/01	**Avenant 3 au marché d'achat de repas confectionnés et livrés en liaison froide pour les restaurants scolaires et les accueils de loisirs municipaux et pour le portage à domicile**	**Lot 1 – Repas pour les restaurants scolaires et les accueils de loisirs (Ville d'Auray)**	VILLE LORIENT 56100 LORIENT	Mini / maxi annuel inchangés Tarifs année 2024/2025 : - Déjeuner et dîner primaire : 3,76 € HT - Déjeuner et dîner adulte : 5,41 € HT - Pain bio : 1,80 € HT	02/17/25
22/003/02	**Avenant 2 au marché d'achat de repas confectionnés et livrés en liaison froide pour les restaurants scolaires et les accueils de loisirs municipaux et pour le portage à domicile**	**Lot 2 – Repas pour le portage à domicile (CCAS)**	VILLE LORIENT 56100 LORIENT	Mini / maxi annuel inchangés Tarifs année 2024/2025 : - Déjeuner adulte personne âgée : 5,05 € HT - Pain bio repas senior : 0,50 € HT	02/17/25
24/011	**Prestations d'entretien du patrimoine arboré de la commune**	**/**	BELBEOC'H 29510 LANDREVARZEC	sans montant minimum et montant maximum annuel De 40 000 €HT	02/25/25
23/007/10	**Avenant 2 au marché de travaux de rénovation et extension complexe sportif la foret** (Travaux modificatifs)	**Lot 10 Menuiseries bois – agencement – habillage intérieur bois et tissus**	LES ATELIERS JEHANNO 56390 LOCQUELTAS	'+ 2 371,80 € HT (Nouveau montant de marché : 341 745,04 € HT)	02/28/25
23/007/17	**Avenant 3 au marché de travaux de rénovation et extension complexe sportif la foret** (Travaux supplémentaires)	**Lot 17 – Electricité – courants forts et faibles**	DAERON 56100 LORIENT	'+ 1 085,84 € HT (Nouveau montant de marché : 266 005,05 € HT)	03/06/25
23/007/19	**Avenant 2 au marché de travaux de rénovation et extension complexe sportif la foret** (Travaux supplémentaires)	**Lot 19 – VRD – aménagement des extérieurs – Espaces Verts »**	PIGEON BRETAGNE SUD 56700 HENNEBONT	0 € HT (remise commerciale du montant de l'avenant soit de 299,70 € HT) (Montant de marché inchangé : 395 108,95 € HT)	03/06/25
24/012/01	**Avenant 1 au marché de travaux de rénovation et extension des locaux du tennis** (Travaux complémentaires de désamiantage)	**Lot 1 « démolition »**	KERLEROUX 44810 HERIC	'+ 9 843 € HT (Nouveau montant de marché : 96 390,00€ HT)	03/06/25
22/012	**Avenant 1 au marché de travaux de Voirie et Réseaux Divers – accord-cadre à bons de commande**	**/**	COLAS France 56008 VANNES	intégration nouveaux postes au BPU Montants minimum et maximum annuels inchangés (Mini annuel 100 000 € HT / Maxi annuel : 400 000 € HT)	03/20/25
22/001	**Avenant 1 au marché de prestations de services pour l'enlèvement, le transport et l'élimination des déchets des balayeuses de voirie – accord-cadre à bons de commande** (Prolongation de la durée du marché de 6 mois)	**/**	TB RECYCLAGE 56500 ST ALLOUESTRE	Montants minimum et maximum annuels inchangés : Mini annuel : 17 000 € HT / Maxi annuel : 30 000 € HT)	03/26/25
25/001	**location vêtements travail**	**/**	ESAT ALTER EGO 56700 HENNBONT	Location: Prix Unitaire - sans mini - maxi annuel 68 000 € HT Entretien : Forfait mensuel 550 € HT	04/04/25
23/011/03	**Fourniture de produits d'entretien et accessoires de nettoyage pour les services de la Ville et du CCAS - accords cadres à bons de commande**	**Lot 3 – Produits d'hygiène et d'entretien**	PAREDES 35310 BREAL SOUS MONTFORT	Pour la Ville d'Auray: Sans montant minimum Montant maximum annuel : 18 000 € HT (maximum annuel de 25 000 € HT pour l'ensemble du groupement)	04/04/25
23/011/03	**Fourniture de produits d'entretien et accessoires de nettoyage pour les services de la Ville et du CCAS - accords cadres à bons de commande**	**Lot 6 – sacs à déchets**	CRISTAL HYGIENE 14130 LE TORTQUESNE	Pour la Ville d'Auray: Sans montant minimum Montant maximum annuel : 6 000 € HT (maximum annuel de 9 000 € HT pour l'ensemble du groupement)	04/04/25
24/013	**Mission de programmation et d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la construction d'un complexe municipal au Bel Air**	**/**	KANTARA 75020 PARIS	59 940 € HT (Tranche ferme : 16 605 € HT / Tranche optionnelle 1 : 21 465 € HT / Tranche optionnelle 2 : 21 870 € HT)	04/08/25
24/015/01	**Fourniture de livres non scolaires pour la médiathèque de la Ville d'Auray**	**Lot 1 - Fictions adulte : Littérature générale en langue française et étrangère**	AUREOLE 56 400 AURAY	Mini 7 400 € HT et maxi 22 170 € HT Pour toute la durée du marché	04/08/25
24/015/02	**Fourniture de livres non scolaires pour la médiathèque de la Ville d'Auray**	**Lot 2 - Livres pour la jeunesse : Fiction et premiers documentaires en langue française et étrangère**	COMME DANS LES LIVRES 56 100 LORIENT	Mini 8 500 € HT et maxi 24 170 € HT Pour toute la durée du marché	04/09/25
24/015/03	**Fourniture de livres non scolaires pour la médiathèque de la Ville d'Auray**	**Lot 3 - Documentaires : Ouvrages pour adultes et jeunesse en langue française et étrangère**	VENT DE SOLEIL 56 400 AURAY	Mini 4 050 € HT et maxi 11 520 € HT Pour toute la durée du marché	04/08/25
24/015/04	**Fourniture de livres non scolaires pour la médiathèque de la Ville d'Auray**	**Lot 4 - Ouvrages adaptés aux publics éloignés : Ouvrages pour adultes et jeunesse adaptés en gros caractères, DYS, FLE**	VENT DE SOLEIL 56 400 AURAY	Mini 3 000 € HT et maxi 8 500 € HT Pour toute la durée du marché	04/08/25
24/015/05	**Fourniture de livres non scolaires pour la médiathèque de la Ville d'Auray**	**Lot 5 - Livres à caractère régionaliste et/ou local, ouvrages en langue bretonne pour adultes et jeunesse**	VENT DE SOLEIL 56 400 AURAY	Mini 1 300 € HT et maxi 3 700 € HT Pour toute la durée du marché	04/08/25
24/015/06	**Fourniture de livres non scolaires pour la médiathèque de la Ville d'Auray**	**Lot 6 - Bandes dessinées, romans graphiques et mangas pour adultes et jeunesse**	JARDIN DES BULLES – 56 000 VANNES	Mini 7 000 € HT et maxi 19 900 € HT Pour toute la durée du marché	04/09/25
23/007/16	**Avenant 2 au marché de rénovation et extension complexe sportif la foret** (Travaux supplémentaires)	**Lot 16 « Chauffage – Plomberie - ventilation »**	MISSENARD CLIMATIQUE – 02430 GAUCHY	'+ 1 289,50 € HT (Nouveau montant de marché : 496 621,94 € HT)	04/08/25
24/012/04	**Avenant 1 au marché de travaux de rénovation et extension des locaux du tennis d'Auray** (Demande d'avance tardive)	**Lot 4 étanchéité**	QUEMARD 22120 QUESSOY	+ 0 € HT (montant du marché inchangé : 705 000 € HT)	04/23/25

La commission finances / communication du 28 avril 2025 a pris acte de ces informations.

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (0 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- PREND ACTE des informations présentées.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025 Compte-rendu affiché le 07/05/2025 Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

25- DF - SECURISATION DE L'OUVRAGE HYDRAULIQUE BOULEVARD ANNE DE BRETAGNE_DEMANDE DE SUBVENTIONS

Monsieur Stéphane RENAULT, 9 ème adjoint, expose à l'assemblée :

Le pont du Boulevard Anne-de-Bretagne, trop fragile pour continuer à supporter la circulation des véhicules, a été fermé par arrêté municipal depuis le 9 décembre 2022.

Cet ouvrage hydraulique franchissant le ruisseau du Reclus, Boulevard Anne de Bretagne nécessite en effet des réparations d'urgence suite à une insuffisante de la capacité portante.

Actuellement, des déviations sont mises en place à chaque intersection débouchant sur le Boulevard Anne de Bretagne. Un remplacement de l'ouvrage est ainsi programmé en 2024.

La ville a mandaté un bureau d'études pour une étude structurelle de l'ouvrage. Suite aux diagnostics confirmant la fragilité du pont, notamment de la buse métallique de soutien, il a
été décidé de reconstruire l'ouvrage avec la pose d'un cadre en béton armé, orienté dans l'axe du cours d'eau.

Il s'agit ici donc de créer un nouvel ouvrage et cela implique de reprendre la voirie et ses abords (terrassement autour de l'ouvrage, pose du cadre en béton armé, reconstruction de la chaussée, pontage des fissures de la chaussée si nécessaire et raccordement à la chaussée existante).

Il est précisé que le nouvel ouvrage prévu devra répondre, au-delà de sa stricte fonction hydraulique, à une reconquête de la continuité écologique du cours d'eau, en cohérence avec la note d'information du Sétra (Petits ouvrages hydrauliques et continuités écologiques, cas de la faune piscicole_décembre 2013).

Ainsi, compte tenu des potentialités de présence des espèces protégées, il s'avère nécessaire de prévoir les aménagements permettant le franchissement de l'ouvrage hydraulique par la petite faune mammalogique et par les espèces piscicoles (l'Anguille, la Loutre). Cet aménagement sera réalisé sous la forme d'une petite banquette en rive droite, régulièrement émergée, et par quelques blocs permettant le franchissement d'une rive à l'autre par la Loutre.

Dans le même temps la ville d'AURAY souhaite restaurer la zone humide originelle qui borde le cours du ruisseau au niveau du pont, ce qui contribuera à améliorer la gestion des crues du ruisseau du Reclus.

Le projet consiste à reconstituer la zone d'expansion des eaux (lit majeur du ruisseau), qui permet de retenir les eaux lors des crues, tout en replaçant le lit mineur dans son cours originel, à quelques mètres du cours actuel.

Ce projet fait partie des solutions mises en œuvre par la ville pour contenir les crues exceptionnelles, à l'instar de celles subies fin août 2024, et pour lesquelles la ville d'Auray a sollicité la reconnaissance de l'état catastrophe naturelle.

Dans le cadre de ces travaux, afin de sécuriser le chantier, une digue temporaire appelée “Batardeau” doit être mise en place pour permettre la montée des eaux sans impacter les travaux en cas de forte pluie. Cette procédure complémentaire, demandée par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) doit obtenir sa validation avant toute intervention.

Il est enfin souligné que les travaux seront réalisés dans le respect des articles L.214-1 et suivants du Code de l’Environnement, qui concernent les aménagements et leurs impacts sur l’eau et les milieux aquatiques.

Ces articles visent à assurer une gestion équilibrée de la ressource en eau par :
- La préservation des écosystèmes aquatiques des sites et des zones humides.

- La protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects, susceptibles de provoquer ou d’accroître la dégradation des eaux en modifiant leurs caractéristiques physiques, chimiques, biologiques ou bactériologiques, qu’il s’agisse des eaux superficielles, souterraines ou des eaux de mer.

- La restauration de la qualité des eaux, le développement, la protection et la valorisation de la ressource en eau.

Les travaux dans et aux abords du lit du reclus seront réalisés de mai à juin 2025, et les travaux et d’aménagement paysager aux abords de l’ouvrage hydraulique seront réalisés de juillet à août 2025.

Pour la réalisation de ce projet, une subvention a déjà été sollicitée et accordée par les services de l’État pour un montant de 100 000 € (DETR 2023), et la ville a reçu un retour négatif du Département.

Il est proposé de solliciter l’Agence de l’eau Loire Bretagne et l’État au titre du du Fonds vert.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Dépenses	Montant HT
Travaux de reconstruction de l'ouvrage	293 995 €
Etude des sols/GRDF/ENEDIS/France télécom/étude faune et flore	120 400 €
Aménagements de voirie	35 000 €
Maîtrise d'œuvre	50 940 €
Imprévus	25 000 €
Total dépenses	**525 335 €**

Recettes	Montant	%	Sollicité/ Attribué
Etat_DETR 2023	100 000 €	19%	Attribué
Agence de l'eau Loire Bretagne	130 000 €	25%	Sollicité
Fonds vert	130 000 €	25%	Sollicité
Autofinancement	165 335 €	31%	_
Total recettes	**525 335 €**	**100%**	

Vu l’avis favorable à l’unanimité de la commission finances / communication du 28 avril 2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- SOLLICITE une subvention auprès de l'Agence de l'eau Loire Bretagne, et une subvention Fonds vert auprès de l'État.

- AUTORISE Madame le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la conclusion de
ce dossier.

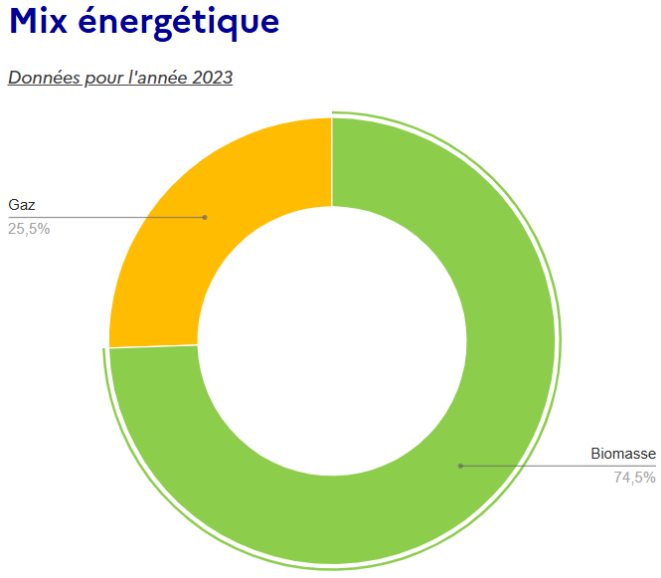
Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025 Compte-rendu affiché le 07/05/2025 Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

26- DGS - RÉSEAU DE CHALEUR DU GUMENEN CLASSEMENT DU RÉSEAU ET DÉFINITION DES ZONES DE DÉVELOPPEMENT PRIORITAIRE

Monsieur Stéphane RENAULT, 9 ème adjoint, expose à l'assemblée :

La France s'est fixée comme objectif de réduire de 40 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et de 75 % à l'horizon 2050, par rapport à l'année de référence de 1990. Si le sujet est pris en charge au niveau international et national, les réponses relèvent de l'action locale.

Avec ses 1 km de réseaux enterrés sur le quartier du Gumenen, le réseau de chaleur couvre près de 75% de ses besoins énergétiques à partir de biomasse.



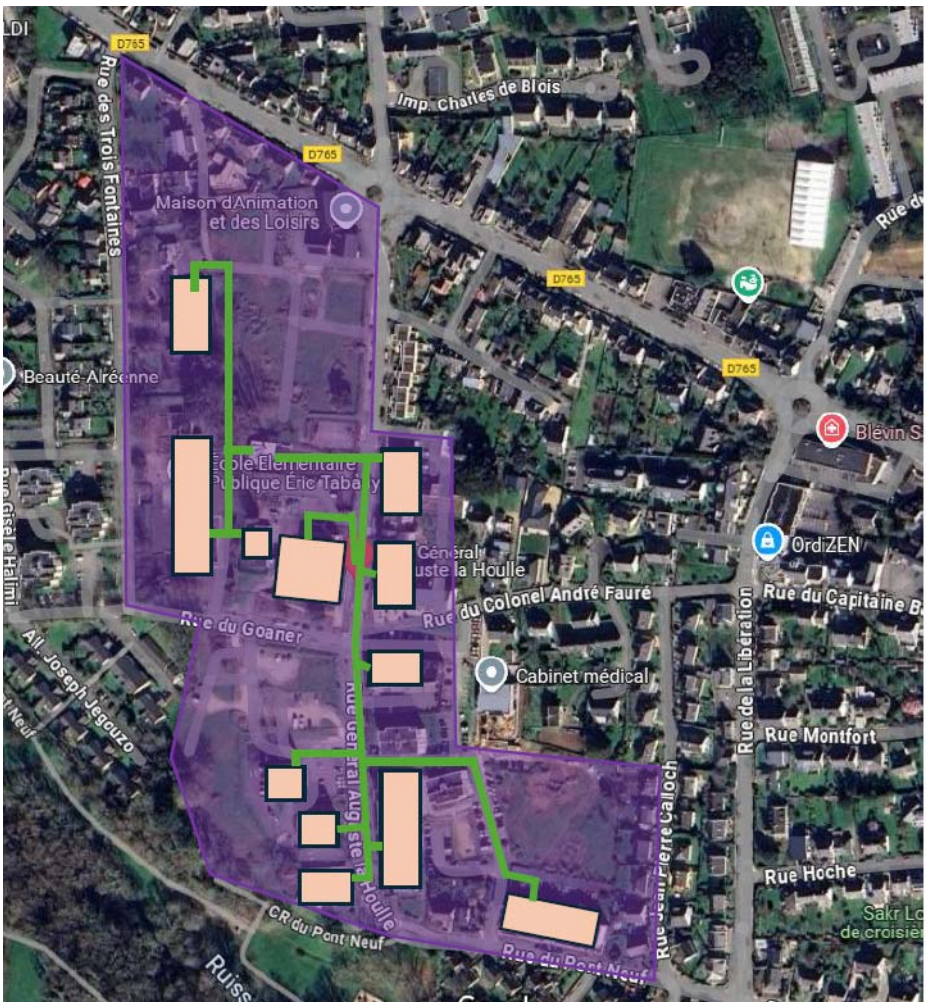
Devant les enjeux du dérèglement climatique et l'indispensable transition énergétique, le réseau de chaleur d'Auray, propriété de la ville d'Auray et dont la délégation de service public est assurée par Engie, est un atout indéniable du territoire pour contribuer efficacement et rapidement à sa politique de transition énergétique, en tant qu'infrastructure complète de production et distribution d'énergie.

Il présente plusieurs intérêts :
- une stabilité des prix de vente de la chaleur livrée ;
- un moyen de faire basculer plusieurs usagers vers un mode de chauffage vertueux et économique ;
- une contribution à l'économie locale en mobilisant les sources d'énergies primaires locales et tracées.

La procédure de classement d'un réseau de chaleur permet d'imposer le raccordement de bâtiments situés dans un périmètre défini dit périmètre de développement prioritaire. Elle vise ainsi à encourager et à pérenniser le développement des réseaux de chaleur ou de froid alimentés par des énergies renouvelables ou de récupération. Les bâtiments situés à l'intérieur du périmètre auront ainsi l'obligation d'étudier le raccordement au réseau de chaleur et de s'y raccorder s'ils n'apportent pas de solutions plus écologiques ou plus économiques (ou si ce raccordement n'est pas techniquement réalisable). Il s'agit d'une disposition ancienne mais que la loi énergie-climat de 2019 a rendu automatique à compter du 1er juillet 2023 à la suite de la publication du décret n°2022-666 du 26 avril 2022 relatif au classement des réseaux de chaleur et de froid, pour tout réseau de chaleur répondant à la qualification de Service Public Industriel et Commercial (SPIC), dès lors qu'il satisfait aux conditions mentionnées à l'article L.712-1 du code de l'énergie.

Il sera automatiquement classé sur tout le périmètre de délégation actuel au 1er juillet 2025, sauf à ce que la ville définisse plus précisément par délibération le ou les périmètres de développement prioritaire (PDP) où les raccordements au réseau de chaleur seront obligatoires, ou s'oppose au classement par délibération motivée.

Compte-tenu de l'intérêt indéniable de ce réseau sur les aspects environnementaux, économiques et sociétaux, il est proposé de confirmer la volonté de la commune de classer le réseau de chaleur sur le périmètre géographique suivant :


D765
Rue des Trois Fontaines
Imp. Charles de Blois
Maison d'Animation et des Loisirs
Beauté Aréienne
Rue du Goaner
Rue du Colonel André Fauré
Cabinet médical
OrdiZEN
Rue de la Libération
Rue du Capitaine B
Rue Montfort
Rue Hoche
Rue Jean Pierre Calloch
Rue du Pont Neuf
Rue Gisèle Halimi
All. Joseph Jegouzo

Outre la situation géographique du bâtiment, il est important de noter que l'application de la réglementation évoquée ci-dessus est limitée aux cas suivants (Décret n° 2022-666 du 26 avril 2022) :

- les bâtiments neufs : bâtiments nouvellement construits dont la demande de permis de construire a été déposée postérieurement à la décision de classement ou une partie nouvelle de bâtiment ou surélévation excédant 150 m2 ou 30 % de la surface des locaux existants et dont les besoins de chauffage de locaux, de climatisation ou de production d'eau chaude excèdent un niveau de puissance de 30 kilowatts ;
- les bâtiments faisant l'objet de travaux de rénovation importants : bâtiments dans lesquels est remplacée l'installation de chauffage ou de refroidissement d'une puissance supérieure à 30 kilowatts et bâtiments dans lesquels est remplacée une installation industrielle de production de chaleur ou de froid d'une puissance supérieure à 30 kilowatts.

Le seuil de puissance à partir duquel le classement s'applique est par défaut fixé par le décret n°2022-666 du 26 avril 2022 à 30 kilowatts (kW), ce qui équivaut à un bâtiment d'environ 5 logements.

Une dérogation à l'obligation de raccordement est possible à condition de démontrer que les installations ne peuvent être raccordées au réseau dans des conditions techniques ou économiques satisfaisantes ou dans le délai nécessaire pour assurer la satisfaction des besoins des usagers. La mise en œuvre d'une solution alternative d'énergie renouvelable ou de récupération est également un cas de dérogation.

Le décret précise que le périmètre de développement prioritaire doit être revu lors de la révision du schéma directeur du réseau de chaleur, soit a minima tous les 10 ans.

Vu les articles L.2131-1, L.5211-3, L.5711-1 et L.5721-4 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 3 décembre 2024 relatif au classement des réseaux de chaleur et de froid ;

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **VALIDE** le périmètre de développement prioritaire du réseau de chaleur urbain d'Auray Gumenen tel que mentionné ;

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tout document et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

INTERVENTIONS :

Jean-Charles KERLAU

Le projet Riva qui a lieu dans ce secteur sera-t-il raccordé au réseau de chaleur ?

Stéphane RENAULT

Oui c'est tout l'intérêt de le passer maintenant effectivement puisque le dépôt de permis de construire du projet Riva doit avoir lieu à la fin du mois il me semble. Justement il fallait que l'on passe ce bordereau pour que le classement et le périmètre soient définis afin que le raccordement au réseau soit imposé au projet Riva.

Claire MASSON

Une petite information sur les résultats des analyses. Les analyses ont lieu tous les mois avec ENGIE. C'est une obligation car il y avait eu des pollutions en 2019 à la dioxine et aux furanes. Les 5/6 dernières analyses pour la saison sont bien meilleures qu'avant et les 3 dernières en particulier sont totalement bonnes. La dernière est 10 fois en dessous des seuils. Les résultats d'analyse de dioxines et furanes sont en très haute amélioration et ça pourrait laisser à penser que les pollutions aux dioxines et furanes sont peut-être terminées. Nous rencontrerons la Préfecture avec Engie dans un avenir proche pour en rediscuter et voir comment on fait l'année prochaine. Est-ce qu'on fait autant d'analyses, à compter d'une tous les mois ? Ou est-ce qu'on peut un peu diminuer le nombre d'analyses?

27- DSTS - CONVENTION DE SERVITUDE - ENEDIS (PARCELLE AO 472)

Monsieur Stéphane RENAULT, 9 ème adjoint, expose à l'assemblée :

ENEDIS doit installer sur la parcelle AO 472, au lieu dit Er Parc Bras, une ligne électrique souterraine. La convention de servitude à été signée le 23 février 2024 entre ENEDIS et la Ville d'Auray. Elle doit faire l'objet d'une délibération en Conseil Municipal afin de permettre au notaire de rédiger l'acte authentique autorisant ENEDIS à établir et exploiter cette ligne.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission CVTE du 03/04/2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** les termes de la convention de servitude telle qu'annexée à la présente ;

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer l'acte notarié ainsi que tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

56 007 - 00161

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

CONVENTION DE SERVITUDES

CONVENTION CS 06

REÇU le 08 NOV. 2024 Rép:

Commune de : Auray

Département : MORBIHAN

Une ligne électrique souterraine : 20 000 Volts

N° d'affaire Enedis : RAC-23-1XIVZ9KBD3 FMI - DO HTA - MARIE DE AURAY

Chargé d'affaire Enedis : FEUGEAS Miguel

CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

La Société Enedis,
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex,

Représentée par Le Directeur Régional Bretagne - 64 boulevard Voltaire à Rennes, dûment habilité à cet effet,

(« Enedis ») d'une part,

Et

Nom *: **COMMUNE DE AURAY** représenté(e) par son (sa) Adjoint délégué, ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal en date du 15/03/23
Demeurant à : **MAIRIE 0100 PL DE LA REPUBLIQUE, 56400 AURAY**
Téléphone : .....
Né(e) à :
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués
AO 472

désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire » d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

Commune	Préfixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières,prairies, pacage, bois,forêt ...)
Auray		AO	0472	ER PARC BRAS	

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement (*) :

- ☐ exploitée(s) par-lui même.

- ☐ exploitée(s) par M. ..... qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il l'exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.
- ☐ non exploitée(s)

(* ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles : veiller à bien rayer les mentions inutiles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants et art. R. 323-1 et suivants), vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits(mention aux textes agricoles à supprimer si le cas d'espèce n'est pas concerné et ce afin d'éviter toute confusion auprès du client), sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la(les) parcelle(s), ci-dessus désignées, le propriétaire reconnait à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1/ Etablir à demeure dans une bande de 3 m mètres de large, 1 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 11 mètres ainsi que ses accessoires

2/ Etablir si besoin des bornes de repérage

3/ Sans coffret

4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 16 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution)

5/ Utiliser les ouvrages désignés ci dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er, à moins qu'il ne prenne en charge les coûts financiers associés au déplacement, enlèvement ou modification du (des) ouvrage(s) concerné(s).

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.
Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l(es) ouvrage(s) visé(s) à l'article 1er, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.

ARTICLE 3 - Indemnités

3.1/ A titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice des droits reconnus à l'article 1er, Enedis s'engage à verser lors de l'établissement de l'acte notarié prévu à l'article 8 :

- ☐ au propriétaire qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de zéro euro (€).
- ☐ Le cas échéant, à l'exploitant qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de zéro euro (€).

Dans le cas des terrains agricoles, cette indemnité sera évaluée sur la base des protocoles agricoles[1] conclus entre la profession agricole et Enedis, en vigueur à la date de signature de la présente convention.

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire soit à l'exploitant, fixée à l'amiable, ou à défaut d'accord par le tribunal compétent.

(Veiller à bien supprimer toutes mentions aux protocoles conclus entre la profession agricole et Enedis si le cas d'espèce n'est pas concerné)

[1] *Protocoles « dommages permanents » et « dommages instantanés » relatifs à l'implantation et aux travaux des lignes électriques aériennes et souterraines situées en terrains agricoles*

ARTICLE 4 – Responsabilités

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.
A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 6 - Entrée en application

La présente convention prend effet à compter de la date de signature la plus tardive par les parties. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire..

ARTICLE 7 – Données à caractère personnel

Enedis s'engage à traiter les données personnelles recueillies pour la bonne exécution de la présente convention (noms, prénoms, adresse, etc.), conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.

Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.

Vous disposez d'un droit d'accès à vos données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motifs légitimes. Vous pouvez exercer vos droits à l'adresse suivante **Enedis - DR Bretagne / 64 Boulevard Voltaire / 35000 RENNES .**

ARTICLE 8 - Formalités

La présente convention ayant pour objet de conférer à Enedis des droits plus étendus que ceux prévus par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants), elle pourra être réitérée, en vue de sa publication au service de la publicité foncière, par acte authentique devant Maître Nicolas LE CORGUILLE, Emmanuel MOURA notaires associés à 21, avenue Raymond Marcellin, THEIX-NOYALO , les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées, par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention....

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

Date de signature :

Nom Prénom	Signature

COMMUNE DE AURAY représenté(e) par son (sa) ....., ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du	

Faire précéder la signature de la mention manuscrite "LU et APPROUVE"

Enedis – Direction Régionale Bretagne
Direction Régionale Bretagne
Agence Réseaux Gestion Clientèle d'Affaires Bretagne Est
Rue du Vinaigre - CS 701
56010 Vannes Cedex

N° d'affaire Enedis : RAC-23-1XIVZ9KBD3 FMI - DO HTA - MARIE DE AURAY

LE(S) SOUSSIGNE(S) :

COMMUNE DE AURAY représenté par..... par décision du .....
Demeurant à:**MAIRIE 0100 PL DE LA REPUBLIQUE, 56400 AURAY**
Téléphone : .....
Profession :.....
Né(e) le : à

☐ **Célibataire**

☐ **Marié(e)**
Epoux(se) de Monsieur/Madame (nom et prénoms) : .....
Marié(e) le ..... à .....
Sous le régime de : .....
(si il y a un contrat de mariage, indiquer le notaire rédacteur et la date du contrat)
Notaire rédacteur : ..... Date .....

☐ **Divorcé(e) de Monsieur/Madame (nom et prénoms) :** .....

☐ **Pacsé(e) de Monsieur/Madame (nom et prénoms) :** .....
Tribunal d'enregistrement ou notaire rédacteur : ..... Date .....

☐ **Veuf(ve) de Monsieur/Madame (nom et prénoms) :** .....

De nationalité française.
Ayant la qualité de « Résident » au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommé(e) « LE COMPARANT »,

CONSTITUE par ces présentes pour son mandataire spécial aux effets ci-après, tout collaborateur de l'office notarial Nicolas LE CORGUILLE, Emmanuel MOURA notaires associés à 21, avenue Raymond Marcellin, THEIX-NOYALO

A L'EFFET DE :

- CONCLURE avec La Société dénommée Enedis société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de

270.037.000 euros, ayant son siège social Tour Enedis, 34 place des Corolles à PARIS La Défense Cedex (92085), immatriculée au RCS DE NANTERRE sous le n° 444 606 442, ou toute personne qui lui serait substituée par l'autorité concédante aux termes d'un acte à recevoir par l'office notarial Nicolas LE CORGUILLE, Emmanuel MOURA notaires associés à 21, avenue Raymond Marcellin, THEIX-NOYALO

UNE CONVENTION destinée à permettre l'installation des ouvrages électriques : 20 000 Volts sur une ou des parcelle(s) située(s) commune de Auray.

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...)
Auray		AO	0472	ER PARC BRAS ,	

Ci-après désigné « LE FONDS SERVANT »

Selon les charges et conditions que le mandataire jugera convenables, et notamment sous les conditions suivantes:

- Jouissance à compter de l'acte
- Indemnité forfaitaire de zéro euro (€), (ou : sans indemnité)
- DONNER QUITTANCE de l'indemnité susvisée si indemnité,
- ETABLIR la désignation complète et l'origine de propriété de l'immeuble grevé.
- FAIRE toutes déclarations d'état civil et autres.

Aux effets ci-dessus passer et signer tous actes et pièces, substituer, élire domicile, et généralement faire le nécessaire.

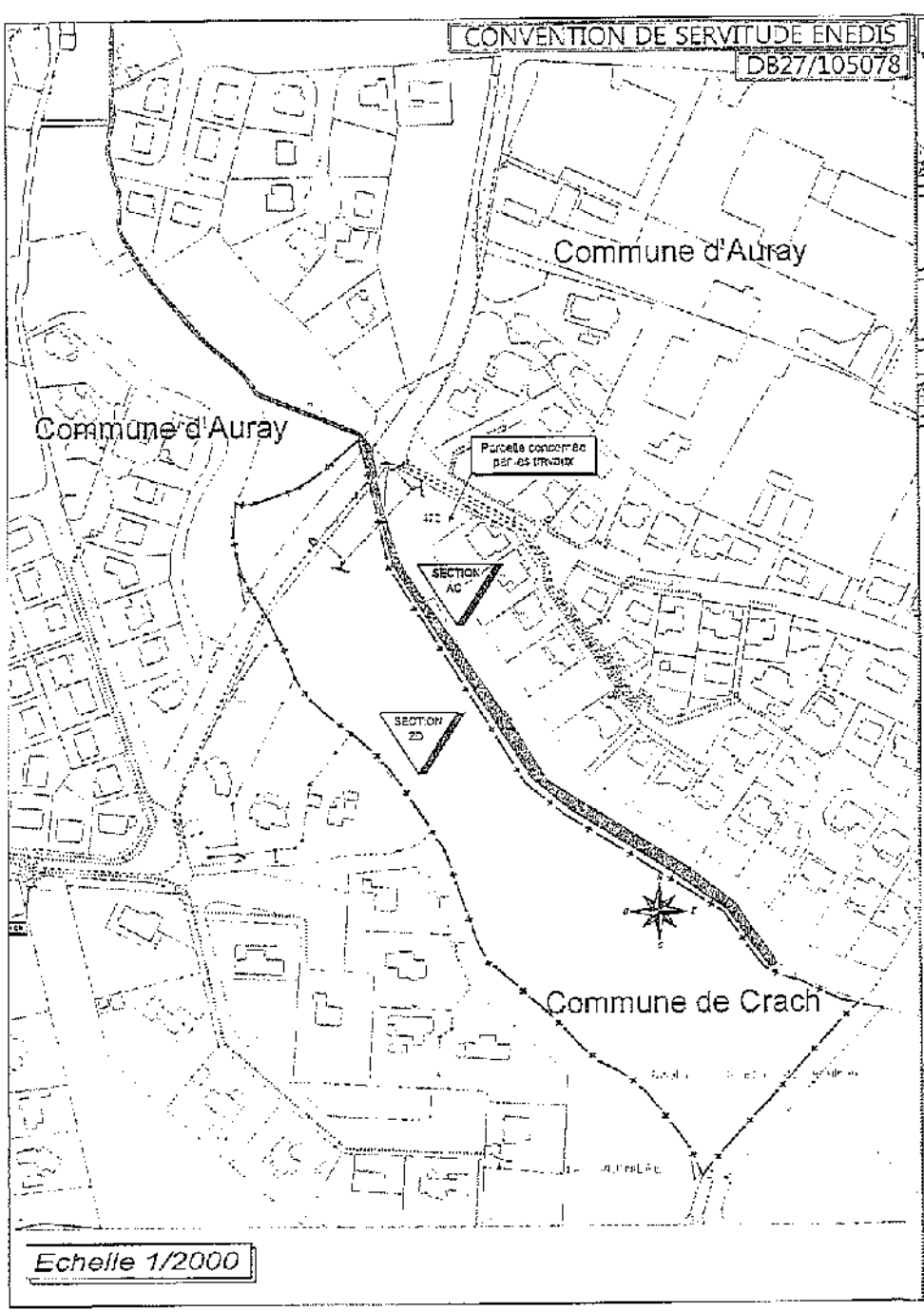
FAIT à AURAY

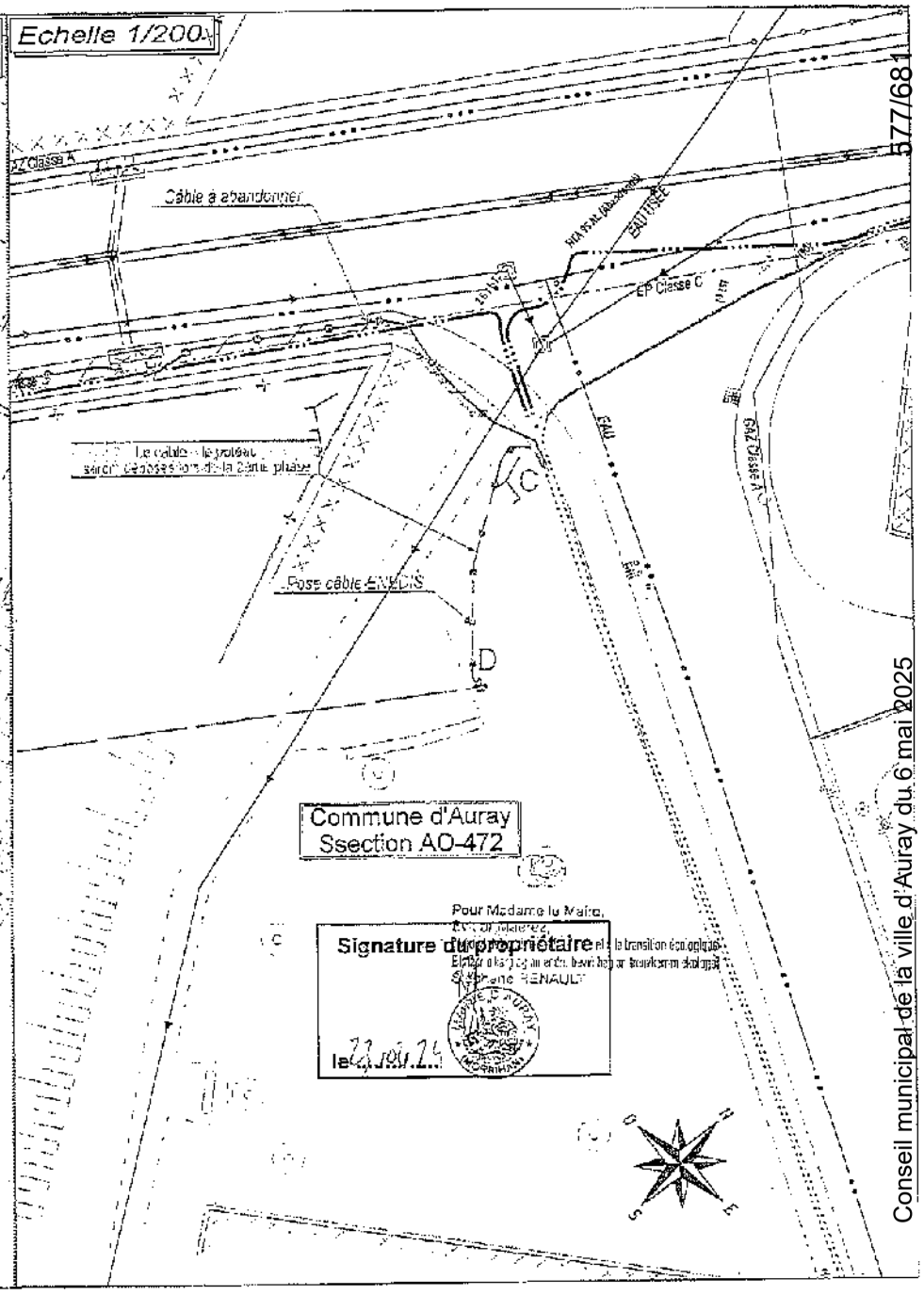
LE 27/02/24

Signature précédée de la mention :
"LU et APPROUVE, BON POUR POUVOIR"

Pour Madame le Maire
Et par délégation
Stéphanie RENAULT

MAIRIE D'AURAY (MORBIHAN)





577/681
Conseil municipal de la ville d'Auray du 6 mai 2025

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

28- DF - MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE POUR LA RENOVATION / EXTENSION DU COMPLEXE SPORTIF "LA FORET" - AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT N°3

Monsieur Benoît LE ROL, 6ème adjoint, expose à l'assemblée :

Par délibération n°16 du 17 mars 2022, le marché de maîtrise d'œuvre pour la rénovation extension du complexe sportif La Forêt à Auray a été confié à l'équipe de maîtrise d'œuvre représenté par STUDIO 02 ARCHITECTES (Architecte mandataire, conception, DET), SARL RACINE CARRE (Économiste de la construction), BECOME 56 (BET Fluides), 2LM (BET VRD), BUREAUX D'ETUDES QSB (BET structures), ACCOUSTIQUE ENVIRONNEMENT SARL (BET acoustique) et KIWEE (OPC) pour un forfait provisoire de rémunération de 453 237,00 € HT. Le marché a été notifié le 25 avril 2022.

Par délibération n°20 du 21 septembre 2022, la réalisation d'une Simulation Thermique Dynamique (STD) confort été a été ajoutée à la mission de maîtrise d'œuvre pour un montant de + 6 000 € HT, faisant l'objet d'un avenant n°1.

Par délibération n°14 du 14 décembre 2022, le Conseil Municipal a notamment approuvé l'Avant-Projet Définitif des travaux et l'avenant n°2 au contrat de maîtrise d'œuvre fixant le forfait définitif de rémunération de l'équipe de maîtrise d'œuvre, pour un montant de + 94 578 € HT.

Conformément à l'article 15.3.5 du CCAG MOE, « en cas de prolongation de la durée du chantier ayant pour conséquence une augmentation de plus de 10% par rapport à celle prévue dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, par rapport à celle résultant initialement des marchés de travaux, les parties se rapprochent afin, d'une part, d'examiner les causes de ce retard, et, d'autre part, de déterminer si ce retard ouvre droit à rémunération complémentaire ».

L'article 2.6 de l'acte d'engagement prévoit que la durée globale prévisionnelle du marché de maîtrise d'œuvre est de 40 mois à compter de la notification du marché prescrivant le démarrage de la mission DIAG-ESQ (notification le 25 avril 2022).
Les prestations s'achèveront à l'expiration du délai de garantie des travaux réalisés dans les conditions fixées à l'article 11.2 du CCAP (fin du délai de garantie de parfait achèvement).

La réception des travaux était initialement prévue le 5 mai 2025.

Dans le cadre de l'exécution des travaux, la durée du chantier est prolongée en raison :
De travaux supplémentaires de désamiantage du DOJO (12 semaines)
D'intempéries (7 semaines)
Des demandes de travaux supplémentaires du maître d'ouvrage, des contraintes CT, des aléas de chantiers et des adaptations du maître d'œuvre (7 semaines)

La réception des travaux mise à jour est fixée à janvier 2026 (semaine 1).

Cette prolongation de la durée d'exécution des travaux de 180 jours soit 8 mois (32 semaines + congés S16 + congés d'été) impacte la durée d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre : le volume de travaux supplémentaire nécessitant davantage d'échanges avec les entreprises, l'envoi de documents supplémentaires, ainsi que la mise à jour et l'analyse des documents (plans, détails, devis …).

Compte tenu de ces éléments, le retard dans l'exécution des travaux ouvre droit à rémunération complémentaire de l'équipe de maîtrise d'œuvre.

Rappel du contrat initial :

- - Contrat signé par le Maire le 20 avril 2022 et notifié le 25 avril 2022
- - Forfait provisoire de rémunération : 453 237,00 € HT
- - Taux provisoire de rémunération : 13,35 % (mission de base : 11,167 % + missions complémentaires : 2,183 %)
- - Par de l'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux par le maître d'ouvrage : 3 395 000 € HT
- - Avenant 1 signé le 28 septembre 2022 et notifié le 3 octobre 2022 : ajout d'une Simulation Technique Dynamique (STD) confort été pour un montant de + 6 000,00 € HT (taux de rémunération : 0,177%). Soit un nouveau forfait provisoire de rémunération de 459 237,00 € HT
- - Avenant 2 signé le 19 décembre 2022 et notifié le 21 décembre 2022 : fixation du forfait définitif de rémunération de l'équipe de maîtrise d'œuvre pour un montant de + 94 578,00 € HT. **Soit un forfait définitif de rémunération de 553 815,00 € HT.**

La rémunération complémentaire de l'équipe de maîtrise d'œuvre liée au retard dans l'exécution des travaux représente une **plus-value de 50 840,00 € HT**.

Le nouveau montant total du marché s'élève donc à 604 655,00 € HT soit une augmentation de 33,41 % par rapport au montant initial du marché

Vu le Code de la Commande Publique, notamment les articles R.2194-2 et R.2194-3,
Vu les délibérations n°4 du 5 mai 2021, n°16 du 17 mars 2022, n°20 du 21 septembre 2022 et n°14 du 14 décembre 2022,

Vu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres du 25 avril 2025,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission finances / communication du 28 avril 2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- APPROUVE le projet d'avenant n°3 au marché maîtrise d'œuvre pour la rénovation/extension du complexe sportif La Forêt décrit ci-dessus et le nouveau tableau de répartition des honoraires entre co-traitants,

- AUTORISE Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à le signer ainsi que toutes les pièces nécessaires à son exécution.

21/012 - RENOVATION EXTENSION DU COMPLEXE SPORTIF LA FORET_AURAY

RÉPARTITION DES HONORAIRES - Mise à jour le 07/02/2025

Acte d'engagement	Montant prévisionnel des travaux : 3 395 000,00 € H.T.	mois offre	MB	11,17 %
	Valeur janvier 2021 (MT)	Mo = déc. 2021		379 129,00 €
Avenant 2	Montant des travaux APD 4 177 700,00 € HT		MB	10,92 %
	valeur janvier 2021 - actualisé mois de remise de l'APD - juillet 2022			456 205,00 €

Eléments de mission de base TAUX MB / 10,92%	TOTAL		Répartition de chaque élément de mission															
			STUDIO 02 ARCHITECTES (Architecte)		SOUS TRAITANT ARCHITECTE ANTHRACITE		RACINE CARREE (Economiste)		BECOME 56 (Fluides et Thermique)		QSB (Structure)		A&E (HQE + Acoustique)		2LM (VRD)		KIWEE (OPC)	
	%	Montant € H.T.	%	Montant € HT	%	Montant € HT	%	Montant € HT	%	Montant € HT	%	Montant € HT	%	Montant € HT	%	Montant € HT	%	Montant € HT
ESQ	5,56 %	25 373,08 €	70,04 %	17 771,48 €	15,77 %	4 001,89 €	5,39 %	1 368,72 €	6,25 %	1 586,32 €			2,54 %	644,67 €				
APS	11,28 %	51 476,99 €	53,19 %	27 378,18 €	9,71 %	4 998,12 €	6,28 %	3 231,24 €	6,60 %	3 397,10 €	8,63 %	4 441,62 €	13,06 %	6 724,47 €	2,54 %	1 306,26 €		
APD	16,46 %	75 088,93 €	41,65 %	31 274,34 €	7,60 %	5 706,99 €	11,91 %	8 940,04 €	10,56 %	7 931,58 €	14,55 %	10 923,38 €	10,50 %	7 883,86 €	2,74 %	2 058,74 €	0,49 %	370,00 €
PC	1,62 %	7 370,00 €	100,00 %	7 370,00 €		0,00 €		0,00 €		0,00 €		0,00 €		0,00 €		0,00 €		0,00 €
PRO	23,22 %	105 947,00 €	37,51 %	39 740,00 €	6,62 %	7 015,00 €	17,04 %	18 053,00 €	12,77 %	13 530,00 €	16,26 %	17 226,00 €	5,62 %	5 955,00 €	3,83 %	4 058,00 €	0,35 %	370,00 €
DCE	3,42 %	15 580,00 €	64,83 %	10 100,00 €	11,46 %	1 785,00 €		0,00 €	3,95 %	616,00 €		0,00 €		0,00 €	15,82 %	2 464,00 €	3,95 %	615,00 €
ACT	4,70 %	21 460,00 €	24,37 %	5 230,00 €	4,30 %	923,00 €	56,42 %	12 108,00 €	8,60 %	1 845,00 €		0,00 €		0,00 €	6,31 %	1 354,00 €		
TOTAL ÉTUDES	**66,26 %**	**302 296,00 €**	**45,94 %**	**138 864,00 €**	**8,08 %**	**24 430,00 €**	**14,46 %**	**43 701,00 €**	**9,56 %**	**28 906,00 €**	**10,78 %**	**32 591,00 €**	**7,02 %**	**21 208,00 €**	**3,72 %**	**11 241,00 €**	**0,45 %**	**1 355,00 €**
VISA	6,79 %	30 977,00 €	59,58 %	18 455,00 €					6,75 %	2 090,00 €	8,74 %	2 707,00 €	20,97 %	6 495,00 €	3,97 %	1 230,00 €		
DET	23,65 %	107 910,00 €	85,52 %	92 285,00 €					7,64 %	8 245,00 €					6,84 %	7 380,00 €		
AOR	3,29 %	15 022,00 €	81,98 %	12 315,00 €					9,83 %	1 476,00 €					8,19 %	1 231,00 €		
TOTAL TRAVAUX	**33,74 %**	**153 909,00 €**	**79,95 %**	**123 055,00 €**				**0,00 €**	**7,67 %**	**11 811,00 €**	**1,76 %**	**2 707,00 €**	**4,22 %**	**6 495,00 €**	**6,39 %**	**9 841,00 €**		**0,00 €**
TOTAL	**100 %**	**456 205,00 €**	**57,41 %**	**261 919,00 €**	**5,36 %**	**24 430,00 €**	**9,58 %**	**43 701,00 €**	**8,93 %**	**40 717,00 €**	**7,74 %**	**35 298,00 €**	**6,07 %**	**27 703,00 €**	**4,62 %**	**21 082,00 €**	**0,30 %**	**1 355,00 €**
		Etudes	**4,09 %**		**0,72 %**		**1,29 %**		**1,20 %**		**1,04 %**		**0,62 %**		**0,62 %**		**0,04 %**	
		Chantier	**3,62 %**										**0,19 %**					

Missions complémentaires	2,16 %		STUDIO 02 ARCHITECTES		ANTHRACITE		RACINE CARREE		BECOME 56		QSB		A&E		2LM		KIWEE	
EXE FLUIDES + SYNT	8,20 %	7 395,00 €							100,00 %	7 395,00 €								
EXE STRUCT + SYNT	2,55 %	2 300,00 €									100,00 %	2 300,00 €						
OPC	51,88 %	46 806,00 €															100,00 %	46 806,00 €
DQE	34,10 %	30 759,00 €					76,06 %	23 395,00 €	12,02 %	3 695,00 €	7,92 %	2 439,00 €			4,001 %	1 230,00 €		
EFAE	3,28 %	2 955,00 €							100 %	2 955,00 €								
TOTAL MISSIONS COMPLEMENTAIRES HT	**100 %**	**90 215,00 €**		**0,00 €**		**0,00 €**	**25,93 %**	**23 395,00 €**	**15,57 %**	**14 045,00 €**	**5,25 %**	**4 739,00 €**		**0,00 €**	**1,36 %**	**1 230,00 €**	**51,88 %**	**46 806,00 €**

Avenants	1,39 %		STUDIO 02 ARCHITECTES		ANTHRACITE		RACINE CARREE		BECOME 56		QSB		A&E		2LM		KIWEE	
Mission STD	12,70 %	**7 395,00 €**											100 %	7 395,00 €				
Suivi chantier supplémentaires *(mai à décembre 2025)*	87,30 %	**50 840,00 €**	68 %	34 460,00 €													32 %	16 380,00 €
TOTAL C Avenants HT	**100 %**	**58 235,00 €**	**59 %**	**34 460,00 €**		**0,00 €**		**0,00 €**		**0,00 €**		**0,00 €**	**13 %**	**7 395,00 €**		**0,00 €**	**28 %**	**16 380,00 €**

	TOTAL	STUDIO 02 ARCHITECTES		ANTHRACITE		RACINE CARREE		BECOME 56		QSB		A&E		2LM		KIWEE	
TOTAL GÉNÉRAL H.T	**604 655,00 €**	**49,02 %**	**296 379,00 €**	**4,04 %**	**24 430,00 €**	**11,10 %**	**67 096,00 €**	**9,06 %**	**54 762,00 €**	**6,62 %**	**40 037,00 €**	**5,80 %**	**35 098,00 €**	**3,69 %**	**22 312,00 €**	**10,67 %**	**64 541,00 €**
TVA 20,0%	**120 931,00 €**		**59 275,80 €**		**4 886,00 €**		**13 419,20 €**		**10 952,40 €**		**8 007,40 €**		**7 019,60 €**		**4 462,40 €**		**12 908,20 €**
TOTAL T.T.C.	**725 586,00 €**		**355 654,80 €**		**29 316,00 €**		**80 515,20 €**		**65 714,40 €**		**48 044,40 €**		**42 117,60 €**		**26 774,40 €**		**77 449,20 €**

15/04/2025

15/04/2025

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

29- DF - MARCHÉ DE TRAVAUX DE RÉNOVATION ET EXTENSION DU COMPLEXE SPORTIF LA FORET – AVENANT N°1 AU LOT 15 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur Benoît LE ROL, 6ème adjoint, expose à l'assemblée :

Par délibération n°14 du 14 décembre 2022, le Conseil Municipal a notamment autorisé la signature des marchés de travaux de rénovation et extension du complexe sportif La Forêt décomposés en 19 lots.

A l'issue de la mise en œuvre d'une deuxième procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique, le lot 15 « Equipements sportifs » a été attribué à la société SPORTINGSOLS – 85250 SAINT FULGENT pour un montant total de 63 000 € HT

L'avenant n°1 au **lot 15 « Equipements sportifs »** a pour objet la prise en compte de travaux supplémentaires devenus nécessaires dans le cadre de l'exécution du marché.

En effet, à la demande du maître d'ouvrage il est prévu la fourniture et la pose d'équipements sportifs complémentaires : fourreaux et poteaux de badminton, fourreaux et poteaux de volley, ancrage multidirectionnel pour le maintien des paniers de basket et des buts de handball, râtelier de rangement mural et chariot de rangement mobile.
Il est également prévu la dépose et la repose du tableau d'affichage de la salle de sport.

Ces travaux supplémentaires représentent **une plus-value de 17 052.00 € HT** et prolongent le délai d'exécution du lot de 10 jours.

Le nouveau montant total du marché s'élève donc à 80 052 € HT, soit une augmentation de +27.07 % par rapport au montant initial du marché.

Vu le Code de la Commande Publique et notamment l'article R.2194-2,

Vu la délibération n°14 du 14 décembre 2022,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission finances / communication du 28 avril 2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- APPROUVE le projet d'avenant n°1 au lot 15 « Équipements sportifs » du marché de travaux de rénovation et extension du complexe sportif La Forêt décrit ci-dessus,

- AUTORISE Madame le Maire, ou l'Adjoint délégué à le signer ainsi que toutes les pièces nécessaires à son exécution.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

30- DSTS - AIDE A LA PRATIQUE SPORTIVE : VERSEMENT DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES DANS LE CADRE DE SPORT AN ALRE

Monsieur Benoît LE ROL, 6ème adjoint, expose à l'assemblée :

La ville accompagne les familles alréennes dont le règlement de la cotisation sportive est un frein à la pratique sportive. Depuis cette nouvelle rentrée sportive 2024/2025, la ville a accompagné, entre septembre et novembre 2024, 113 familles (37 adultes et 112 enfants) qui ont bénéficié d'une aide financière leur permettant de pratiquer régulièrement au sein d'une association, pour un total de subventions de 16 041 €.

Entre décembre 2024 et avril 2025, ce sont 38 personnes (22 enfants et 16 adultes) représentant 23 familles qui ont été accompagnées.

Il est donc proposé de verser une subvention à hauteur de **5 041 €** qui se décompose comme suit :

ASSOCIATIONS	Nombre de dossiers déposés	nombre de dossiers recevables	ENFANTS	ADULTES	MONTANT
Auray Football Club	2	1	1	0	54 €
AURAY BOXE	1	1	1	0	59 €
AVSLM (Vo son long)	5	3	2	1	302 €
BCA (Badminton)	5	2	1	1	137 €
Club Intercommunal Morbihannais d'Athlétisme (CIMA)	1	1	0	1	89 €
Canoë Kayak Club	4	4	2	2	414 €
Dojo Alréen	3	3	3	0	351 €
Ecole de Karaté Alréenne	2	1	0	1	181 €
KERRIAN EQUITATION	1	1	1	0	309 €
Maison d'Animations et de Loisirs	14	11	5	6	1 302 €
OKINAWA	1	1	0	1	167 €
PATINS CHERI-ES	1	1	0	1	72 €
Pays d'Auray Volleyball (PAVB)	2	2	2	0	199 €
Patronage Laïque d'Auray - Gymnastique	3	3	3	0	393 €
Patronage Laïque et Cheminots d'Auray - Basket	1	1	0	1	214 €
Bodyfitness	2	2	1	1	798 €
total dossiers déposés indiqués dans la délibération	**48**	**38**	**22**	**16**	**5 041 €**

Pour la saison sportive 2024-2025, c'est au total 187 personnes (134 enfants, 53 adultes) soit 136 familles qui ont été aidées pour un total de subventions de 21 082 €.

Pour mémoire, en 2023-2024 ce sont 197 personnes (145 enfants, 52 adultes) et 141 familles qui ont été aidées pour un total de subventions de 22 917 €.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission finances / communication du 28 avril 2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- PREND connaissance du tableau de propositions de versement de subvention aux associations sportives dans le cadre de l'aide à la pratique sportive Sport An Alré

- **AUTORISE** Madame le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025 Compte-rendu affiché le 07/05/2025 Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

31- DGS - <u>DISSOLUTION DU CONSEIL INTERCOMMUNAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE</u>

Monsieur Pierrick KERGOSIEN, 1er adjoint, expose à l'assemblée :

En application de la loi n°2007-297 du 05 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance, le décret n°2007-1126 du 23 juillet 2007 a précisé le fonctionnement des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (dans le cadre communal et intercommunal), tant dans leurs missions que dans leur organisation.

La délibération n°05 du conseil municipal du 02 juillet 2008 a permis la création du conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD) réunissant les communes d'Auray, Brec'h et Pluneret.

Le conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance avait vocation :

- à constituer le cadre de concertation sur les priorités de la lutte contre l'insécurité et de la prévention de la délinquance des communes d'Auray, Brec'h et Pluneret.
- à être le lieu d'échange d'informations entre les responsables des institutions et organismes publics et privés concernés.
- à définir des objectifs communs pour la préservation de la sécurité et de la tranquillité publiques.

Les spécificités propres à chaque commune, la conception différenciée des enjeux en matière de sécurité et de prévention de la délinquance et l'identification de nouvelles formes de partenariat sont illustrées par la faiblesse de réunions de cette instance (à deux reprises en 2015 et 2019 pour la période 2014/2020 et pas une seule fois sur la période 2020/2026).

Afin de permettre à chaque commune membre de ce conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance de définir les modalités de concertation, d'échanger les informations et suivre les actions retenues en matière de préservation de la sécurité et de la tranquillité publiques, et après échange avec la sous-préfecture de Lorient, il est proposé de procéder à la dissolution du conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD) réunissant les communes d'Auray, Brec'h et Pluneret.

Vu la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance ;

Vu les articles L 132-4 et D 132-7 et suivants du Code de la Sécurité intérieure ;

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission police municipale et ressources humaines du 05/05/2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- AUTORISE la dissolution du conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance ;

- AUTORISE Madame le Maire ou son représentant à signer tout document afférent à cette dissolution.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025 Compte-rendu affiché le 07/05/2025 Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

INTERVENTIONS :

Françoise NAEL

Quelles sont les raisons pour lesquelles le CISPD n'était plus réuni ?

Pierrick KERGOSIEN

Le CISPD n'était plus réuni car nous n'avions pas les mêmes problématiques. Nous avons pu rencontrer sur la ville d'Auray des problématiques différentes avec des acteurs différents que Brech et Pluneret. Nous avons à cœur de réunir une instance de coordination, un groupe de coordination sur toutes ces problématiques. C'est une demande de la sous-préfète de remettre notre réunion interservices dans les clous de la réglementation en reprenant le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance.

Claire MASSON

C'était une très forte demande de la Préfecture aussi parce qu'ils aiment bien avoir des instances qu'ils connaissent au niveau national, le fait de ne pas avoir une instance cadrée par les réglementations nationales sur notre secteur les dérangeait. Comme le CISPD ne fonctionnait pas, ils nous ont proposé de le dissoudre pour recréer effectivement un CLSPD communal qui nous permet de fonctionner dans un cadre bien établi et connu.

32- DGS - CRÉATION DU CONSEIL LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE

Monsieur Pierrick KERGOSIEN, 1er adjoint, expose à l'assemblée :

La loi n° 2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés a modifié le nombre d'habitants au-delà duquel les communes sont dans l'obligation de mettre en place un conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD). Ces conseils doivent désormais être créés dans les communes de plus de 5 000 habitants.

Présidé par le Maire, le CLSPD constitue le cadre de concertation privilégié sur les priorités de lutte contre l'insécurité et la prévention de la délinquance.

Le CLSPD favorise l'échange d'informations entre les responsables des institutions et organismes publics et privés concernés, et peut définir des objectifs communs pour la préservation de la sécurité et de la tranquillité publiques. Il assure l'animation et le suivi du contrat local de sécurité lorsque le Maire et le Préfet, après consultation du Procureur de la République et avis du conseil, ont estimé que l'intensité des problèmes de délinquance sur le territoire de la commune justifiait sa conclusion. Il est consulté sur la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des actions de prévention de la délinquance prévues dans le cadre de la contractualisation entre l'Etat et les collectivités territoriales en matière de politique de la ville.

Il est composé du Préfet et du Procureur de la République, ou de leurs représentants, du président du Conseil départemental ou de son représentant, des représentants des services de l'Etat désignés par le Préfet, de représentants d'associations, d'établissements, d'institutions ou d'organismes œuvrant notamment dans les domaines de la prévention, de la sécurité, de l'aide aux victimes, du logement et de l'action sociale et éducative. Sa composition est fixée par arrêté du Maire, conformément aux dispositions prévues à l'article D. 132-8 du Code de la sécurité intérieure.

Vu la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance ;

Vu la loi n° 2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés ;

Vu les articles L 132-4 et D 132-7 et suivants du Code de la Sécurité intérieure ;

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission police municipale et ressources humaines du 05/05/2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- CRÉÉ le Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance de la ville d'Auray ;

- AUTORISE Madame le Maire ou son représentant à arrêter la liste des membres de cette instance et les convoquer aux réunions et groupes de travail afférents.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025 Compte-rendu affiché le 07/05/2025 Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

33- DGS - <u>RAPPORT D'INFORMATION - REDÉPLOIEMENT DES CAMERAS DE VIDEO PROTECTION</u>

Monsieur Pierrick KERGOSIEN, 1er adjoint, expose à l'assemblée :

Par arrêté préfectoral du 03 juillet 2018, la ville d'Auray a été autorisée à installer un système de vidéoprotection, comprenant 23 caméras.

- 13 caméras de lecture de plaques d'immatriculation
- 10 caméras PTZ et fixes de surveillance de l'environnement

Une caméra PTZ (**Pan-Tilt-Zoom**) est un type de caméra de surveillance capable d'effectuer des mouvements motorisés horizontaux (panoramique) et verticaux (inclinaison), et dotée d'une fonction zoom avancée pour une inspection plus approfondie et une couverture plus grande de la zone surveillée.

Après une analyse attentive et des échanges avec les représentants de la gendarmerie National d'Auray et de la Police municipale avec le concours du référent sûreté de la gendarmerie Nationale, il est apparu que certains emplacements ne répondent plus à un réel besoin, et qu'au contraire certaines zones ne sont pas suffisamment couvertes.

Il est donc proposé donc de reconsidérer certains emplacements en tenant compte des points suivants :

- Repositionner certaines caméras afin de couvrir les zones les plus fréquentées et les plus exposées aux risques ou à des flux importants de circulation ;

- Les caméras doivent être visibles pour jouer un rôle dissuasif, tout en étant placées de manière à éviter les actes de vandalisme ;

- Maintenir le nombre actuel de 23 caméras.

En effet, il a été constaté que :

- Que le carrefour giratoire du Ballon est un point central de passages de véhicules ;

- Que la gare d'Auray a vu sa fréquentation évoluer considérablement depuis la création d'un nouveau bâtiment voyageurs et des parkings (+ 36 % depuis 2019), avec une recrudescence des actes de vandalisme et vols de véhicules et accessoires ;

- Que la caméra située sur le presbytère place Gabriel Deshayes du fait de la cession de ce dernier doit être déplacée afin d'être exploitée de façon optimum et faciliter sa maintenance ;

- Que la sécurisation du parvis du centre culturel Athéna par 2 dispositifs de vidéoprotection ne répond plus à un réel besoin.

C'est pour cela qu'il est apparu nécessaire de devoir redéfinir de nouvelles zones de surveillance.

Le projet comprend :

- La mise en place d’une caméra multi capteurs rue de la Paix, face au nouveau bâtiment voyageurs de la gare ;

- Le déplacement d’une caméra multi capteurs du parvis Athéna vers la place du Ballon;

- Le retrait de la caméra du presbytère, remplacée par une caméra multi capteurs sur le bâtiment de la Caisse d’Epargne situé rue du Lait ;

- Le retrait de la caméra PTZ situé rue Auguste La Houlle

Ces ajustements ont pour objectifs de permettre d’améliorer la sécurité des alréens et de faciliter le travail d’enquête des services de gendarmerie et de police Nationale.

Vu l’avis de la commission finances / communication du 28/04/2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (0 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **PREND CONNAISSANCE** de ce rapport d’information.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

INTERVENTIONS :

Françoise NAEL

Nous trouvons dommage que ce sujet intervienne 5 ans après votre début de mandat. C'est peut-être une information de précampagne. En tous les cas vous connaissez notre point de vue sur la politique de sécurité. Nous aurions peut-être fait le choix de redéployer quelques caméras mais certainement d'en rajouter et non pas de déshabiller Pierre pour habiller Paul. Nous déplorons votre choix politique.

Pierrick KERGOSIEN

Madame Naël , au niveau du Ballon, je pense que de votre mandat comme du nôtre on est tous d'accord pour dire que c'est un axe stratégique, sauf que ça n'a pas été fait pour des raisons techniques. On profite justement des travaux de la dorsale et notamment du rond-point du Ballon pour pouvoir installer une caméra. Une autre chose que vous n'avez peut-être pas forcément pris en compte, c'est que les caméras font des bons technologiques chaque année. Une caméra d'il y a quelques temps ne permet pas d'avoir le même angle de vue et la même finesse ou définition que les caméras actuelles. Donc effectivement on va avoir un même nombre de caméras, mais on aura une meilleure couverture du territoire.

Claire MASSON

Et puis pourquoi ne l'avez-vous pas fait en 2018 ?

Françoise NAEL

En ce qui me concerne, je n'étais plus là. Nous avons mis des caméras en place sur notre mandat mais on ne va pas toujours revenir sur le passé. Nous n'avons pas le même point de vue politique sur ce sujet.

Claire MASSON

Mais quand vous les avez mises, le fait de visualiser la cour d'Arlequin ne me semblait pas nécessaire. J'ai toujours été étonnée qu'on ait pu y mettre une caméra.

Françoise NAEL

Les enfants y sont souvent. C'est un choix qui avait été fait à l'époque, en concertation avec la Police Municipale et la Gendarmerie.

Claire MASSON

Certains sites que vous avez choisis sont plus qu'étonnants pour que ce soit utile. Et concernant le droit à l'image des enfants je suis même étonnée que ça puisse se faire comme ça.

Françoise NAEL

Si ça c'est fait c'est que c'était possible d'un point de vue juridique. En tout état de cause, si vous trouviez vraiment que c'était inutile, attendre 5 ans pour le changer, ça fait tard.

Pierrick KERGOSIEN

Cette caméra n'est pas utilisée, c'est ce que je vous disais.

34- DRH - MODIFICATION DES MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DES ASTREINTES DE LA POLICE MUNICIPALE

Monsieur Pierrick KERGOSIEN, 1er adjoint, expose à l'assemblée :

Vu le Code Général des collectivités territoriales,

Vu les délibérations du 27 mai 1998, du 25 septembre 2005 et du 8 mars 2016,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission police municipale et ressources humaines du 05/05/2025,

Vu l'avis favorable du Comité social Territorial du 23 avril 2025,

Considérant la nécessité de continuité de service en cas d'absence d'un agent,

Considérant la demande en date du 12 février 2025 des agents du service de participer à l'astreinte de sécurité,

Considérant que les astreintes sont actuellement assurées uniquement par le responsable et son adjoint,

Il est proposé d'ouvrir la possibilité à tous les agents de la police d'accomplir des astreintes de sécurité à la semaine. Les autres modalités restent inchangées.

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** les dispositions prises pour l'ouverture à tous les agents de police municipale

- DIT que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 012

- AUTORISE Madame le Maire à prendre toute décision nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025 Compte-rendu affiché le 07/05/2025 Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

35- DRH - MODIFICATION DES CRITÈRES DU CIA - SUITE PACTE SOCIAL VILLE ET CCAS D'AURAY

Monsieur Pierrick KERGOSIEN, 1er adjoint, expose à l'assemblée :

Vu le Code Général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du 3 juillet 2024 relative au régime indemnitaire des agents de la ville d'AURAY,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission police municipale et ressources humaines du 05/05/2025,

Vu l'avis favorable du Comité social Territorial du 23 avril 2025,

Considérant la signature du pacte social le 14 juin 2024 entre l'autorité territoriale et la CFDT, organisation syndicale,

L'attribution du CIA est lié à l'entretien professionnel.

Les 250 euros sont attribués comme suit :

- 100 euros sur la réalisation d'objectif
- 150 euros sur la manière de servir.

Les 100 euros sont attribués si au moins un objectif est atteint. Si un objectif est en cours de réalisation la somme attribuée est de 50 euros.

Si tous les objectifs n'ont pas pu être réalisés car la collectivité les a, de son initiative, modifiés ou abandonnés l'agent ne se verra pas pénalisé est bénéficiera du montant de 100 euros.

En ce qui concerne les 150 liés à la manière de servir, le responsable proposera à l'issue de l'entretien professionnel l'attribution d'un montant en fonction de l'échelle suivante :

Insuffisant : 0 euros A améliorer : 75 euros Satisfaisant : 150 euros

Cette proposition sera ensuite étudiée lors d'une réunion de direction pour harmoniser les situations sur la ville et le CCAS.

Le complément indemnitaire annuel fait l'objet d'un versement annuel, en février N+1. Il convient de tenir compte du délai de traitement des entretiens annuels professionnels. Le montant du complément indemnitaire annuel est proratisé en fonction du temps de travail et n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Les montants maxima (plafonds) pourront évoluer selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Le montant maximum à la Ville d'Auray, quel que soit le groupe de fonction ou encore la cotation dans l'organigramme cible est plafonné à 250 euros annuel.

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** les dispositions prises pour la part « Complément indemnitaire annuel »

- **DIT** que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 012

- **AUTORISE** Madame le Maire à prendre toute décision nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Envoyé à la Sous-Préfecture le Compte-rendu affiché le Reçu par la Sous-Préfecture le

36- DRH - <u>CONVENTION DE MOYENS D ACCÈS AUX SERVICES FACULTATIFS PROPOSÉS PAR LE CENTRE DE GESTION DU MORBIHAN</u>

Monsieur Pierrick KERGOSIEN, 1er adjoint, expose à l'assemblée :

Le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale du Morbihan développe en complément de ses missions obligatoires, des services facultatifs.

L'accès à ces missions est assujetti à la signature d'une convention générale d'utilisation organisant les modalités d'intervention et les dispositions financières.

La convention prévoit notamment les conditions générales de mise en œuvre des différentes missions et renvoie aux conditions particulières d'utilisation et aux tarifs propres à chaque mission pour l'année en cours. Les tarifs des missions sont fixés chaque année par délibération du Conseil d'administration du CDG 56.

Il est proposé au conseil municipal de signer la convention-cadre proposée par le Centre de Gestion fonction publique territoriale du Morbihan.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission police municipale et ressources humaines du 05/05/2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- AUTORISE Madame le Maire à signer la convention-cadre d'utilisation des missions facultatives du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale du Morbihan, ainsi que les actes subséquents (convention complémentaire, proposition d'intervention, formulaires de demande de mission etc.).

Convention de moyens d'accès aux services facultatifs proposés par le centre de gestion du Morbihan

Vu les articles L. 452-40 à L. 452-48 du Code Général de la Fonction Publique,

Vu l'article 261B du CGI,

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Centre de Gestion du Morbihan dont le siège social est à Vannes,
représenté par sa Présidente, Madame Gaëlle STRICOT,
dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du 06 novembre 2023,

D'UNE PART,

ET

La commune ou l'établissement de .....
représenté(e) par .....,
dûment habilité(e) par délibération du Conseil municipal/Conseil Communautaire en date du .....

D'AUTRE PART,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

CONTEXTE :

Le Centre de Gestion du Morbihan, au-delà du champ d'intervention de ses missions obligatoires et comme l'y autorise le Code Général de la Fonction Publique territoriale, développe, au service des employeurs publics, des services facultatifs en vertu des articles L. 452-40 à L. 452-48 du CGFP.

Ces missions facultatives sont mises en œuvre sur décision du Conseil d'Administration.
Indispensables au bon fonctionnement des collectivités et établissements publics, ces services facultatifs contribuent à faciliter, délivrer et développer un service public local de qualité et à moindre coût du fait de l'utilisation en commun de moyens humains et matériels au niveau départemental.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales de recours et d'utilisation des services facultatifs du CDG 56. Ces conditions générales sont complétées en tant que de besoin par des conditions particulières au service facultatif et ayant valeur contractuelle.

Toute adhésion à la présente convention cadre implique l'adhésion au groupement de moyens constitué entre le Centre de Gestion du Morbihan et les employeurs publics adhérents à qui il propose des services.

Il est précisé que chaque personne morale membre du groupement agit dans son intérêt propre et conserve son autonomie. Le groupement n'a pas la personnalité morale.

ARTICLE 2 : CONDITIONS D'EXECUTION DES SERVICES

1- DEFINITION DES SERVICES

Les services facultatifs proposés par le Centre de Gestion sont exclusivement des prestations de services rendues à un employeur public, membre du groupement.

Ils recouvrent :

- Les services financés par une cotisation additionnelle que sont notamment :
  - Publication et diffusion d'information statutaires
    - la base documentaire du site internet (modèles d'actes, procédures) et sa mise à jour
    - des réunions d'actualité RH
    - le conseil en santé et sécurité au travail hors études spécifiques
    - l'indisponibilité physique
    - l'accompagnement au bien-être au travail hors missions spécifiques des psychologues du travail
  - Promotion de l'emploi public :
    - la participation du CDG à des salons/forums pour faire connaître l'emploi public (salon de l'emploi public…)
  - L'aide à l'insertion ou au maintien dans l'emploi des personnes handicapées
- Les services optionnels : Le Centre de Gestion propose un catalogue de services.
  La réalisation par le Centre de Gestion d'un service optionnel est conditionnée à une demande expresse de l'autorité territoriale. Cette disposition n'est pas applicable aux demandes ayant fait l'objet d'un accord préalable, d'une convention ou d'un devis à la date d'entrée en vigueur de la présente convention.

La collectivité confie au CDG 56, compte tenu de son expertise, la mission de l'accompagner dans un ou plusieurs des services proposés.

Des conditions particulières viennent préciser les modalités de mise en œuvre et leur contrepartie financière dans le cadre d'une convention spécifique établie sur la base d'un devis.

2- MOYENS REQUIS

Il appartiendra préalablement à la collectivité de fournir tous les renseignements et documents nécessaires permettant d'assurer la mission et de respecter les délais prescrits. A ce titre, elle assume la responsabilité pleine et entière du contenu des informations qu'elle communique au Centre de Gestion.

Le Centre de Gestion s'engage à mobiliser les ressources et compétences nécessaires à la bonne exécution du service.

3- DELAI D'EXECUTION DU SERVICE

Le délai d'exécution de la prestation fera l'objet d'une planification lors de la signature du devis.

ARTICLE 3 : RESPONSABILITE CONTRACTUELLE

La collectivité ou l'établissement convient que, quels que soient les fondements de sa réclamation et la procédure suivie pour la mettre en œuvre, la responsabilité éventuelle du CDG 56, à raison de l'exécution des obligations prévues à la présente convention cadre, sera limitée à un montant n'excédant pas la somme totale effectivement payée par le client, pour les services fournis par le CDG 56.

Par ailleurs, la collectivité ou l'établissement renonce à rechercher la responsabilité du CDG 56 en cas de dommages survenus aux fichiers ou tout document qu'il lui aurait confié.

Le CDG 56 interviendra dans le cadre d'une simple obligation de moyens.

ARTICLE 4 : CONDITIONS FINANCIERES

1- TARIFS

Conformément aux dispositions de l'article L. 452-30 du CGFP, le CDG 56 propose des services supplémentaires à caractère facultatif financés :

- Soit par une cotisation additionnelle assise sur la masse des rémunérations versées aux agents relevant de la collectivité ou de l'établissement et dont le taux est fixé par délibération du Conseil d'Administration,
- Soit par convention.

2- FACTURATION

La cotisation additionnelle est liquidée et versée selon les mêmes modalités et périodicité que les versements aux organismes de sécurité sociale. Toutefois, le Conseil d'Administration peut décider de modalités différentes.

En contrepartie de l'utilisation d'un service du catalogue, le CDG 56 facturera à prix coûtant conformément aux documents établis et signés par les deux parties, le service réalisé. La facturation interviendra après service fait ou selon les modalités figurant dans la convention spécifique Le règlement s'effectue par virement à l'ordre de la Paierie départementale du Morbihan, dans les 30 jours suivants la réception de la facture.

3- EXONERATION DE TVA

Les prestations tarifées étant délivrées dans le cadre d'un groupement de moyens et à leur coût réel, elles ne sont pas assujetties à la TVA.

4- DUREE DE VALIDITE DU DEVIS

Le devis sera valable 3 mois à compter de sa date d'émission. Le Conseil d'Administration pourra adopter des modifications tarifaires au 1er janvier de chaque année. Les employeurs publics qui auront signé un devis avant la modification tarifaire verront les tarifs contenus au devis appliqué.

ARTICLE 5 : OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le CDG 56 considère comme strictement confidentiel et s'interdit de divulguer, toute information, document, donnée ou concept, dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution d'un service.

Toutefois, il ne saurait être tenu pour responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public à la date de la divulgation, ou s'il en avait connaissance, ou les obtenait de tiers par des moyens légitimes.

ARTICLE 6 : PROPRIETE DES RESULTATS

L'employeur public pourra autoriser le CDG 56 à transmettre, dans un cadre restreint, des informations sur le service rendu sous réserve que l'identité de l'employeur public et tout élément permettant d'identifier celui-ci ou son personnel, aient été préalablement supprimés.

ARTICLE 7 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de l'exécution de la convention cadre, le CDG 56 pourra être amené à effectuer un traitement de données personnelles pour le compte d'un membre du groupement. Dans ce cas, la collectivité sera responsable du traitement et le Centre de Gestion sera son sous-traitant, au sens de l'article 28 du RGPD (règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016).

Préalablement à toute sous-traitance de données personnelles, les parties concluront un contrat de sous-traitance.

Dans le cadre de l'exécution de la convention-cadre, le Centre de Gestion pourra être amené à déterminer, conjointement avec la collectivité, les finalités et les moyens d'un traitement de données personnelles. Dans ce cas, la collectivité et le Centre de Gestion seront responsables conjoints du traitement, au sens de l'article 26 du RGPD.

ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION

La convention cadre prend effet le 1er janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2026.

ARTICLE 9 : MODIFICATION ET DENONCIATION DE LA CONVENTION

1- MODIFICATION

La présente convention pourra être modifiée en cas de modification des dispositions législatives et réglementaires régissant le fonctionnement et les missions des Centres de Gestion et leurs relations avec les collectivités territoriales ou EPCI.

2- DENONCIATION

Si l'une des parties souhaite dénoncer la présente convention, elle devra en aviser l'autre partie, par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai d'au moins 3 mois avant la date d'échéance de la convention.

La dénonciation prendra effet 8 jours après la réception du courrier par le CDG.

Dans le cas où la dénonciation interviendrait à la demande de la collectivité, celle-ci s'engage à verser le montant correspondant aux services effectués par le CDG 56.

ARTICLE 10 : COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend au Tribunal Administratif de RENNES.

Fait à VANNES, le

Pour le Centre de Gestion du Morbihan

La Présidente,

Gaëlle STRICOT.

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE ★ CENTRE de GESTION du MORBIHAN

Pour

Le Maire / Le Président

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

37- DGS - CANDIDATURE À L'APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT OUVERT PAR LA FÉDÉRATION DES PARCS NATURELS RÉGIONAUX DE FRANCE - ATELIERS HORS LES MURS

Madame Myriam DEVINGT, 5ème adjointe, expose à l'assemblée :

Ce dispositif crée en 2018 par la Fédération des Parcs permet de créer des liens entre l'enseignement supérieur et les territoires afin d'initier ou de poursuivre une synergie. Il consiste à **mobiliser des équipes étudiantes d'écoles et universités** de niveau Master de disciplines différentes, dans un cadre pédagogique, **pour faire émerger les premières orientations d'un projet local** à l'échelle d'une commune ou d'une intercommunalité. Les étudiants s'immergent pendant une période donnée dans une commune du PNR concerné.

Ces ateliers constituent un apport en ingénierie créative, innovante et impliquée dans la définition d'un projet de territoire. Cette démarche concourt fortement à l'enrichissement des réflexions : en révélant les atouts, les spécificités territoriales offertes mais également, en invitant les acteurs locaux à prendre part aux échanges, en questionnant les regards portés. A l'issue d'une immersion, une restitution est organisée auprès des instances politiques locales pouvant être élargies aux habitants.

Un livre blanc (publication papier, support numérique, planche A0, vidéos…) contenant le diagnostic et les hypothèses de développement proposées pour le territoire est restitué par les écoles, en fin d'atelier.La fédération a déposé le concept pour en faire un label.

Depuis 2018, ce sont 50 Ateliers Hors les murs qui ont été organisés sur les territoires.

L'AMI de 2025 a deux processus de sélection, 1er dépôt au 1er juin 2025 et un second dépôt au 19 septembre 2025.

En 2025, l'appel à manifestation d'intérêt est renouvelé auprès :
- Des établissements d'enseignement supérieur et de recherche
- Des Parcs Naturels Régionaux

La candidature à l'AMI porte sur deux volets possibles : Ateliers « pluri-thématiques » ; Ateliers « biodiversité ».

Les lauréats bénéficient en prime de :
- La reconnaissance « Atelier hors les murs », gage de qualité de la démarche et facilitatrice dans l'obtention de financements locaux
- Une bourse de 2 500 euros par la Fédération des Parcs
- Une valorisation des travaux à l'échelle nationale

La candidature associe à minima deux formations (disciplines et établissements différents), ainsi qu'un territoire d'accueil.

Les porteurs de projet élaborent une convention de partenariat pluripartite incluant les établissements d'enseignement supérieur et le territoire d'accueil (la commune et/ou le Parc et/ou l'EPCI). Cette convention permet d'énoncer les modalités précises de participation et les engagements de chaque partie à l'atelier.

Le Parc Naturel Régional et les collectivités s'engagent :

- à accueillir les étudiants et à leur faciliter les prises de contacts sur le territoire,
- à participer aux réflexions collectives sur la stratégie d'aménagement et à favoriser les échanges avec les acteurs locaux : habitants, commerçants, agriculteurs, associations etc.

L'immersion de terrain constitue la première étape de l'atelier. La restitution peut se faire après l'immersion ou à la suite d'un travail plus approfondi. Des livrables sont remis aux élus et aux partenaires pour leur permettre l'appropriation des réflexions.

Contexte et enjeux territoriaux

A l'échelle du Parc Naturel Régional Golfe du Morbihan, la maîtrise des dynamiques urbaines et des pressions exercées sur les milieux, les paysages et sur les espaces agricoles et naturels ont conduit le PNRGM et ses partenaires à élaborer une méthode d'identification du potentiel foncier au sein des enveloppes urbaines. Aujourd'hui éprouvée et mise en œuvre lors de l'élaboration des documents d'urbanisme, se pose désormais la question de la qualité du développement urbain et de la capacité du territoire à accueillir de nouvelles populations tout en visant un objectif de sobriété foncière et d'adaptation des tissus urbains aux enjeux sociétaux, environnementaux et climatiques notamment.
A l'échelle d'AQTA, pour répondre aux pressions foncières et immobilières croissantes qui mettent en difficulté les ménages aux revenus très modestes à intermédiaires pour se loger, le nouveau PLH a notamment fixé comme objectif de produire 40% de logements sociaux (locatif et accession) sur cette période en intensifiant les actions de maitrise publique du foncier.
Depuis 2023, la Ville d'Auray est lauréate du programme Petites Villes de Demain. Porté par l'ANCT, ce dispositif vise à améliorer les conditions de vie des habitants, en accompagnant les collectivités dans des trajectoires dynamiques et engagées dans la transition écologique. Permettre à chacun de se loger, traiter des îlots de chaleur et améliorer le cadre de vie par la requalification de certains espaces publics (place Notre Dame, Joffre, Chapelle Saint Esprit et du four Mollet) sont au cœur de son programme d'action.

La ville d'Auray illustre donc plusieurs enjeux que rencontrent aujourd'hui d'autres communes du PNRGM et d'AQTA avec des centres urbains à repenser pour :

- répondre au besoin d'accueillir de nouveaux arrivants en préservant les espaces agro-naturels,
- limiter l'artificialisation des sols, voire leur redonner toutes leurs fonctions (biologiques, hydriques et climatiques) ainsi que leur potentiel agronomique,
- améliorer le cadre de vie des habitants en les associant au processus de changement,

- adapter la ville pour une meilleure résilience face aux effets du changement climatique,
- restaurer les continuités écologiques indispensables à la biodiversité

L'opportunité d'une réflexion locale pour répondre à des enjeux à l'échelle du PNRGM

La Ville d'Auray, AQTA et le Parc ont eu différents temps d'échanges sur le croisement des enjeux de pression foncière, de protection environnementale, paysagère et patrimoniale et d'adaptation au changement climatique avec un souhait du bien vivre ensemble sur ces quartiers.
Le dispositif « Atelier Hors les Murs » apparait être une opportunité adaptée au contexte et à l'état d'avancement des réflexions menées à l'échelle de la Ville.
Le format des Ateliers Hors les murs constitue pour les collectivités locales l'opportunité de croiser les regards des étudiants de différentes formations avec les services, les élus et la population du territoire, afin de répondre à plusieurs objectifs détaillés ci-dessous.
Les résultats viendront enrichir les réflexions en vue de la prochaine modification du PLU et du futur schéma de mobilité active. Ils permettront également d'alimenter les réflexions à l'échelle de l'EPCI et du PNRGM pour faire évoluer la méthode commune d'identification du potentiel foncier en considérant une approche qualitative de sa mobilisation.

En outre, pour que le résultats soient profitables à l'ensemble des partenaires, il sera demandé que la méthode d'analyse et les pistes de réponses déployées lors de ce travail soient aisément réplicables sur d'autres communes du PNRGM, dans la diversité des situations et intensités urbaines que compte le territoire.

Objectifs visés par cet atelier

Dans le contexte des révisions engagées de la Charte du PNRGM, du SCoT du Pays d'Auray et de la mise en œuvre de la convention-cadre « Petite Villes de Demain » valant Opération de Revitalisation de Territoire (ORT), les élus du territoire souhaitent travailler **à la définition d'une stratégie visant à améliorer la résilience du territoire face aux effets du changement climatique, à la crise écologique et aux enjeux sociétaux qui cohabitent et questionnent la production de la ville et les pratiques d'aménagement** notamment.
L'objectif de l'atelier est ainsi **de questionner les pratiques et le potentiel de densification** des espaces urbains existants dans le contexte du ZAN et de **l'adaptation de nos villes au changement climatique**. Il s'agit d'étudier et de proposer, sur un site pilote donné, ce que pourrait être une **densification qualitative et réussie**, **ménageant ou améliorant la qualité de vie et le confort de vie** des habitants (paysages, mobilités douces, ensoleillement, confort thermique, etc.) en **intégrant les différentes problématiques urbaines liées au dérèglement climatique** (îlots de chaleur, gestion des ruissellements, prise en compte des risques naturels, etc.) et à la perte de biodiversité, tout en répondant aux impératifs de développement et renouvellement de la ville sur elle-même et à la nécessité d'adaptation aux effets du changements climatique.

La réflexion portera à la fois sur les espaces publics et privés du secteur en question et devra dégager des pistes et axes d'aménagement ou de transformation de la ville à court, moyen et long terme qui puissent guider les réflexions et politiques d'aménagement des différents acteurs concernés (commune, intercommunalité, porteurs de projet privés, etc.).

Avancement et phasage

Le dispositif a été présenté le 19 mars en bureau exécutif municipal de la Ville d'Auray et a reçu un avis favorable.
Dans ce processus de construction de l'AMI, l'avis du bureau communautaire d'AQTA est attendu ainsi que celui du bureau du Parc.
Ensuite, les écoles pourront être démarchées afin d'associer à minima deux formations de disciplines et d'établissements différents.
Le dossier de candidature devra être déposé le 1er juin 2025.

Plan de financement prévisionnel

L'ensemble des dépenses associées à ce dispositif seront portées par le PNRGM, avec **une participation de la Ville à hauteur de 5 000 €.**

Les modalités de financement envisagées sont les suivantes :

Dépenses	**Montant HT**
Fonctionnement	
Défraiement des déplacements des étudiants /logement et l'alimentation des étudiants pendant la phase d'immersion / conception et édition des livrables	20 500 €
Total dépenses	**20 500 €**

Recettes	**Montant**	**%**
Fonctionnement		
Participation Fédération des Parcs Naturels Régionaux	2 500 €	12.1%
Participation PNRGM (Ingénierie) > à supprimer dans le plan de financement	4 000 €	28%
Participation CC AQTA	3 000 €	14,6%
Participation de la Ville	4 100 €	20%
Banque des Territoires	10 000 €	66%
Total recettes	**20 500 €**	**100%**

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission finances / communication du 28 avril 2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- AUTORISE le dépôt de la candidature à l'AMI Ateliers Hors les Murs

- **STATUE** sur la participation de la Ville d'Auray à hauteur de 5 000 € maximum

- AUTORISE Madame le Maire à signer la convention tripartite et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025 Compte-rendu affiché le 07/05/2025 Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

38- DCDC - ECOLE DE MUSIQUE - APPROBATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE D'AURAY ET L'ASSOCIATION JAZZ SALE POUR LA PARTICIPATION DE L'ECOLE DE MUSIQUE A L'EDITION 2025 DU FESTIVAL EPONYME

Monsieur Jean-François GUILLEMET, 3ème adjoint, expose à l'assemblée :

Dans le cadre de l'organisation de l'édition 2025 du Festival Jazz Salé à La Trinité – Sur –
Mer les 6, 7 et 8 juin 2025, l'association éponyme a sollicité l'école de Musique afin d'animer une soirée Jazz.

Afin d'accompagner ce projet et de favoriser la rencontre élèves – artistes, une convention
fixe les modalités du partenariat entre la Ville d'Auray et l'association Jazz Salé.

Engagement de la Ville d'Auray – Ecole de Musique
- Assurer la représentation de l'Atelier Jazz le vendredi 6 juin 2025 au Village Jazz.
- Fournir, assurer le transport et installer le matériel nécessaire pour cette représentation.
- Communiquer auprès des élèves de l'école de musique et leurs familles sur cet événement.
- Fournir la liste des élèves participants à la master class le samedi 7 juin matin.

Engagement de l'association Jazz Salé
- Mettre à disposition un espace scénique adapté et équipé pour la représentation de l'Atelier Jazz.
- Organiser une master class avec l'artiste,Geoffroy TAMISIER et l'ouvrir gracieusement aux élèves de l'atelier Jazz de l'école de musique.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission cultures du 22/04/2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** la convention de partenariat avec l'association JAZZ SALE.

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer la convention.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE L'ECOLE DE MUSIQUE D'AURAY
ET LE FESTIVAL JAZZ SALE

Entre :
La Ville d'Auray
pour son école municipale de musique, 02 97 56 18 00, ecole.musique@ville-auray.fr
Représentée par Claire MASSON en sa qualité de Maire
Autorisée à signer par délibération du Conseil Municipal du 6 mai 2025
ci-après désignée comme « la Ville d'Auray ».

Et :
Le Festival Jazz Salé
Numéro Siret : 908 202 241 900 010
Représentée par : Olivier RONCIN en sa qualité de Président
ci-après désigné comme « Le Festival Jazz Salé »

La présente convention a pour l'objet de définir le partenariat entre l'école de musique municipale d'Auray et le Festival Jazz Salé pour l'année 2025.
Le Festival Jazz Salé, a pour objet d'organiser un festival de musique et de favoriser la diffusion de l'esthétique Jazz sur le territoire par le biais d'actions à destination des publics.
Il sollicite l'école de musique d'Auray afin de venir animer une soirée Jazz lors du Festival 2025.
Afin d'accompagner ce projet et favoriser la rencontre élèves-artistes, la Ville d'Auray et Jazz Salé ont convenu conjointement des modalités de ce partenariat.

Art 2 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville d'Auray s'engage à :

- Faire se représenter l'atelier Jazz de l'école de musique d'Auray, le vendredi 6 juin 2025, au « Village-jazz » installé sur l'esplanade du port de La Trinité sur Mer. Le concert aura lieu à 18 heures pour une durée de 2*45 minutes (18h-18h45 et 19h-19h45).

- Fournir, transporter et installer le matériel nécessaire au concert (batterie, 2 pianos numériques, un ampli basse,) hors système de sonorisation à La Trinité – Sur - Mer.

- La Ville d'Auray s'engage en la présence d'un enseignant pour encadrer le groupe.

- Communiquer sur la programmation du Festival Jazz Salé à l'ensemble des familles de l'école de musique.

- Transmettre la liste des élèves participants à la Master class au plus tard le 26 mai 2025.

- Transmettre la liste des élèves pouvant bénéficier d'un tarif réduit pour le Festival Jazz Salé 2025. Les réservations seront à faire en ligne auprès du Festival Jazz Salé au moins 8 jours avant le festival.

Art. 3 : ENGAGEMENTS DU FESTIVAL JAZZ SALE

Le festival Jazz Salé s'engage à :

- Mettre à disposition de l'atelier Jazz de l'école de musique : un espace scénique de taille suffisante, sonorisé et éclairé, du personnel technique professionnel (en son et au plateau) le soir du concert, le vendredi 6 juin 2025.

- Mettre à disposition des musiciens un catering salé à l'issue du concert.

- Dénommer « Atelier Jazz de l'école de musique d'Auray » la participation au concert du 6 juin sur l'ensemble de ses supports de communication.

Art. 4 : CONTREPARTIES PEDAGOGIQUES

Le Festival Jazz Salé s'engage par ailleurs, à proposer auprès des élèves de l'école de musique un temps d'échange et de médiation culturelle appelé MASTER CLASS portant sur le processus créatif avec le musicien **Geoffroy TAMISIER.**

Ce temps sera ouvert au tout public, cependant les élèves de l'école de musique d'Auray seront prioritaires (jusqu'à 25 élèves).
Les élèves de l'atelier Jazz participant au concert du 6 juin disposent d'un tarif gratuit pour cette Master class.
Cet échange aura lieu : le samedi 7 juin à 10h à la salle de la VIGIE, d'une durée de 2 à 3 heures environ.

Art 5 : ASSURANCE ET MATERIEL :

La Ville d'Auray, en qualité de propriétaire s'engage à assurer l'ensemble du matériel transporté et du moyen de transport (camion).

Art 6 : CONTENTIEUX – RESILIATION – COMPETENCE JURIDIQUE

Les parties s'engagent à rechercher une résolution amiable des litiges qui pourraient résulter de l'application de la présente convention avant toute action contentieuse.
Une résiliation d'office de la convention pourra néanmoins être appliquée par la Ville en cas de non-respect des termes de la convention.
En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal de Lorient, après épuisement des voies amiables.

Fait à Auray, le vendredi 11 avril 2025

Pour le Festival Jazz Salé
Le Président
Olivier RONCIN

Pour la Ville d'AURAY
Madame le Maire,
Claire MASSON

Ville d'Auray
Direction Cultures et Droits culturels
Ecole de musique – 43 rue JM Barré 56 400 Auray
Ecole.musique@ville-auray.fr • **02 97 56 18 03**
www.auray.fr

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

39- DCDC - ECOLE DE MUSIQUE - APPROBATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT TRIPARTITE ENTRE LES VILLES D'AURAY, BREC'H ET PLUNERET POUR 2025/2026

Monsieur Jean-François GUILLEMET, 3ème adjoint, expose à l'assemblée :

Les Villes de Brec'h et Pluneret ont exprimé leur volonté de poursuivre le partenariat avec
la Ville d'Auray afin de proposer aux habitants de leur commune la possibilité d'un accès à
des enseignements et formations musicales et instrumentales.

La convention a pour objet de préciser les conditions et modalités d'application pratiques et financières convenues entre les parties.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission cultures du 22/04/2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** le projet de convention de partenariat tripartite entre les Villes d'Auray, Brec'h et Pluneret pour 2025/2026.

- **AUTORISE** Madame le Maire à la signer.

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE D'AURAY ET LES VILLES DE BREC'H ET DE PLUNERET

ANNEE SCOLAIRE 2025/2026

Entre :

VILLE D'AURAY – 100 place de la République – 56400 AURAY
Représentée par Mme Claire MASSON en sa qualité de Maire,
autorisée par délibération du Conseil Municipal du 6 mai 2025

Et

VILLE DE BREC'H – 9 rue Georges Cadoudal – 56400 BREC'H
Représentée par M. Fabrice ROBELET en sa qualité de Maire,
autorisé par délibération du Conseil Municipal du 5 mai 2025

Et

VILLE DE PLUNERET – 7 place Vincent Jollivet – 56400 PLUNERET
Représentée par M. Franck VALLEIN en sa qualité de Maire,
autorisé par délibération du Conseil Municipal du 14 mai 2025

Préambule

Les Villes de Brec'h et Pluneret ont exprimé leur volonté de poursuivre le partenariat avec la Ville d'Auray afin de proposer aux habitants de leur commune la possibilité d'un accès à des enseignements et des formations musicales et instrumentales.

La Ville d'Auray, sollicitée par ces communes, a accepté de les accueillir au sein de son Ecole Municipale de Musique suivant les conditions d'admission.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions et modalités d'application pratique et financière convenues entre les parties.

Ville d'Auray
Direction Cultures et Droits culturels
Ecole de musique - 43 rue Joseph Marie Barré 56 400 Auray
ecole.musique@ville-auray.fr • **02 97 56 18 03**
www.auray.fr

IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : CURSUS COMPLET : MODALITÉS D'INSCRIPTION ET CONDITIONS FINANCIÈRES

1.1 / Quota de places

La Ville de Brec'h s'est déterminée sur un quota de **16** élèves.
La Ville de Pluneret s'est déterminée sur un quota de **18** élèves.

En cas d'accord entre les communes conventionnées (Brech et Pluneret), ce seuil pourra être modulé dans la limite d'un quota total de 34 pour les deux communes.

1.2 / Conditions financières et modalités de recouvrement

Les Villes de Brec'h et Pluneret s'engagent à participer, à hauteur de 40% aux frais d'inscriptions annuels pour les élèves de leur commune, quelque soit le nombre d'enfants inscrits d'une même famille et à verser leur participation à réception du titre de recettes émis trimestriellement par la Ville d'Auray.

Par ailleurs, pour les 60% restant à la charge des familles, un titre de recettes sera adressé directement et trimestriellement aux usagers par les services financiers de la Ville d'Auray.

1.3 / Tarifs

Les tarifs de l'année scolaire **2025/2026** sont exprimés à l'article 6.

1.4 / Modalités d'inscription

Les ré-inscriptions et les nouvelles inscriptions des élèves de Brec'h et Pluneret se feront directement auprès de l'administration de l'Ecole de Musique d'Auray au cours des mois de juin et juillet selon les dates précises communiquées par la ville d'Auray.
En cas de places disponibles, une seconde session d'inscriptions sera possible en septembre et octobre 2023.

Selon une fréquence à déterminer, un état de ces ré-inscriptions, des nouvelles inscriptions et des informations relatives aux actualités de l'école seront transmises aux Villes de Brec'h et Pluneret.

Le département voix ouvert dans le cadre du cursus diplômant en septembre 2021 est à considérer de la même manière qu'un instrument de musique. Les élèves peuvent s'inscrire en cursus musical et choisir cette discipline.

1.5 / Priorité d'inscription

Afin de renforcer le projet pédagogique et de préserver le dynamisme de l'Ecole, une priorité sera donnée aux inscriptions comportant un cursus complet (instrument+ formation musicale + pratique collective) et ce, en fonction des possibilités d'accueil dans les différentes disciplines enseignées.

ARTICLE 2 : PRATIQUES COLLECTIVES ET PROPOSITIONS NON DIPLOMANTES MODALITÉS D'INSCRIPTION ET CONDITIONS FINANCIÈRES

Cet article concerne les pratiques collectives en dehors du cursus de formation diplômant et plus précisément :
- pratiques collectives d'ensemble (orchestres)
- éveil musical
- formation musicale (mineurs et majeurs)
- ateliers de technique vocale
- autres types de propositions hors cursus

Selon les accords passés entre les Villes d'Auray, Brec'h et Pluneret, pour tenir compte de l'effort financier consenti par les communes conventionnées, les familles des communes de Brec'h et Pluneret pourront également avoir accès aux pratiques collectives aux mêmes conditions tarifaires que les alréens.

2.1 / Quota de places
Aucun quota de places n'est fixé entre les parties pour l'ensemble de ces pratiques.

2.2 / Conditions financières et modalités de recouvrement
Les Villes de Brec'h et Pluneret ne participent pas au financement des inscriptions.

Les familles brechoises et plunerétaines prendront en charge la totalité des frais d'inscription pour ces pratiques.

Le règlement des droits d'inscriptions se fera lors de l'inscription directement auprès de l'administration de l'Ecole de Musique avant le 30 octobre ou sur présentation d'un titre de recettes émis par les services financiers de la Ville d'Auray.

2.3 / Tarifs
Les tarifs de l'année scolaire **2025/2026** sont définis à l'article 6.

2.4 / Modalités d'inscription
Les ré-inscriptions et les nouvelles inscriptions des élèves de Brec'h et Pluneret se feront directement auprès de l'administration de l'Ecole de Musique d'Auray au cours des mois de juin et juillet selon les dates précises communiquées par la ville d'Auray.
En cas de places disponibles, une seconde session d'inscriptions sera possible en septembre et octobre 2023.

2.5 / Priorité d'inscription
Les cours de pratiques collectives, ateliers de technique vocale, formation musicale sont ouverts aux habitants des communes extérieures non conventionnées.
Les cours d'éveil musical sont réservés aux habitants de d'Auray, Brec'h et Pluneret.

Une priorité d'accueil est donnée aux Alréens et au titre de cette convention, les habitants de Brec'h et Pluneret bénéficieront d'une priorité d'inscription par rapport aux autres communes extérieures au regard de l'effort de leur collectivité au titre du fonctionnement de l'Ecole de Musique.

ARTICLE 4 : VALIDITÉ DE L'INSCRIPTION

Cas de changement de domicile
Les Villes de Brec'h et Pluneret acquitteront chaque trimestre leur participation au financement de l'Ecole de Musique d'Auray à la présentation d'un titre de recettes émis par les services financiers de la Ville d'Auray.

La domiciliation étant justifiée en début d'année scolaire, en cas de changement de commune de résidence au cours de l'année scolaire, la ville d'Auray continuera à facturer le tarif défini en début d'année scolaire.
Les Villes de Brec'h et Pluneret continueront quant à elles à assurer leur participation pour le ou les élèves concernés, jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Cas de force majeure
Sauf cas de force majeure (événements familiaux, professionnels, médicaux…), l'inscription à l'école vaut pour l'année scolaire entière.
Hormis ces cas de force majeure qui seront examinés au cas par cas, tout désistement en cours d'année scolaire donne lieu au paiement intégral de la participation annuelle.

ARTICLE 5 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année scolaire **2025/2026, du 01 août 2025 au 31 juillet 2026.**

ARTICLE 6 : TARIFS ANNEE SCOLAIRE

1 / Tarifs Cursus diplômant

	Auray	Participation des usagers de Brec'h et Pluneret (et des familles ayant déménagé en cours de cycle sur une commune hors convention dont le(s) enfant(s) poursuivent leur cursus)	Participation des communes de Brec'h et Pluneret	Autres communes (sous réserve de places disponibles)
Cursus musical	**535 €**	**843 €**	**562 €**	/
Instrument seul (sous conditions)	**395 €**	**743 €**	**495 €**	/

Le cursus instrument seul est exclusivement réservé au démarrage anticipé d'un instrument ou réservé aux élèves ayant obtenu leur diplôme de fin de 2nd cycle en formation musicale, sous réserve de l'accord de la Direction de l'école.

Le tarif est unique quelque soit le niveau de l'élève, il n'est pas lié au nombre de cours, ni au temps de cours hebdomadaire.

2 / Tarifs des cours de formation musicale seule

	Auray	Participation des usagers de Brec'h, Pluneret	Participation des communes de Brec'h et Pluneret	Autres communes (sous réserve de places disponibles)
Formation musicale Jeunes	**269 €**	**269 €**	/	**289 €**
Formation musicale Adultes	**375 €**	**375 €**	/	**409 €**

Réductions :
Tarif Jeunes : accordé à tous les mineurs, aux étudiants, bénéficiaires de minima sociaux, aux personnes justifiant d'un quotient familial CAF inférieur ou égal à 914 €, sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois.

3 / Tarifs de l'offre non-diplômante (ateliers)

	Auray	Participation des usagers de Brec'h, Pluneret	Participation des communes de Brec'h et Pluneret	Elèves inscrits à l'Ecole de Musique de Pluvigner	Autres communes (sous réserve de places disponibles)
Hors cursus mineurs	**535 €**	**843 €**	**562 €**	/	/
Hors cursus adultes	**1 339 €**	**1 548 €**	/	/	**1 548 €**
Éveil musical	**177 €**	**177 €**	/	/	/
Ateliers de Technique Vocale	**314 €**	**314 €**	/	/	**439 €**
Pratiques collectives Jeunes	**123 €**	**123 €**	/	**123 €**	**138 €**
Pratiques collectives Adultes	**158 €**	**158 €**	/	**158 €**	**180 €**

Réductions :
Tarif Jeunes : accordé à tous les mineurs, aux étudiants, bénéficiaires de minima sociaux, aux personnes justifiant d'un quotient familial CAF inférieur ou égal à 914 €, sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois.

Par ailleurs, il sera proposé une tarification à 50 % pour les inscriptions intervenues après le 1er janvier de l'année scolaire (sous réserve de places disponibles).

Les pratiques collectives sont comprises dans l'inscription au cursus musical.
Aux usagers étant inscrits et ayant réglé leur inscription à deux pratiques collectives, la gratuité est accordée si ils souhaitent suivre d'autres pratiques collectives (sous réserve de places disponibles).

Fait à Auray, le
En 3 exemplaires

VILLE D'AURAY
Le Maire,
Mme Claire MASSON

VILLE DE BREC'H
Le Maire,
M. Fabrice ROBELET

VILLE DE PLUNERET
Le Maire,
M. Franck VALLEIN

Ville d'Auray
Direction Cultures et Droits culturels
Ecole de musique - 43 rue Joseph Marie Barré 56 400 Auray
ecole.musique@ville-auray.fr • **02 97 56 18 03**
www.auray.fr

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

40- DCDC - APPROBATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE D'AURAY ET LA CONFEDERATION KENLEUR

Monsieur Jean-François GUILLEMET, 3ème adjoint, expose à l'assemblée :

Dans le cadre de sa politique culturelle, la Ville d'Auray souhaite poursuivre et renforcer la mise en œuvre de projets d'Education Artistique et Culturelle (EAC) dans les écoles alréennes et contribuer notamment à la promotion de la culture bretonne.

La Ville souhaite inscrire ces projets d'éducation artistique et culturelle, qu'ils soient identifiés par école et identifiant pour les écoles, sur une durée minimale de 3 ans, permettant d'impliquer un maximum d'élèves.

Depuis plus de 3 ans, une classe de CM2 de l'Ecole des Rives du Loch participe au projet Klas'Dans dispensé par la Confédération Kenleur.

Deux temps d'échanges entre les services de la Ville et l'équipe enseignante de l'école des Rives du Loch ont fait ressortir un souhait majoritaire de poursuivre la construction d'un projet autour du thème "culture locale, culture bretonne".

Ce projet devra impérativement intégrer les trois piliers de l'EAC : des rencontres avec des artistes et des œuvres, des pratiques individuelles et collectives dans différents domaines artistiques, et des connaissances qui permettent l'acquisition de repères culturels ainsi que le développement de la faculté de juger et de l'esprit critique.

La Ville d'Auray s'est tournée vers Kenleur, acteur culturel ayant déjà initié un travail au sein de l'école sur la culture locale et la culture bretonne pour le portage de ce projet sur les années scolaires 2024/2025, 2025/2026 et 2026/2027 pour un coût par année scolaire de 5.000€.

Une convention a été rédigée afin de fixer les modalités du partenariat.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission cultures du 22/04/2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** la convention de partenariat entre la Ville d'Auray et la Confédération Kenleur.

- **AUTORISE** Madame le Maire à la signer.

CONVENTION DE PARTENARIAT
Pour le projet EAC "culture locale, culture bretonne"
à l'école des Rives du Loch

Entre

VILLE D'AURAY
Direction Cultures et Droits culturels – Centre Culturel Athéna
Place du Gohlérez – 56400 AURAY
N° Siret : 215 600 073 001 20 – Code APE : 9004 Z
Licences : L-D-20-4404 / L-D-20-4405 / L-D-20-4406
représentée par Mme Claire MASSON en sa qualité de Maire,
autorisée à signer par délibération du Conseil Municipal du 6 mai 2025

Et

CONFEDERATION CULTURELLE BRETONNE KENLEUR
1 rue de Suède - Porte Océane - 56400 Auray
RNA : W563000846
représentée par Solenn Boënnec ou Rozenn Le Roy en sa qualité de Co-Président.e

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions de partenariat entre la Ville d'Auray et la CONFEDERATION CULTURELLE BRETONNE KENLEUR (ci-après nommée "Kenleur") pour la mise en place d'un projet d'Education Artistique et Culturelle à l'Ecole des Rives du Loch, située au 10 PLACE MARECHAL LECLERC 56400 AURAY, pour trois années scolaires : 2024-2025, 2025-2026, 2026-2027.

ARTICLE 2 : PRÉSENTATION DU PROJET EAC

Le souhait de la municipalité d'Auray est de proposer un projet d'Education artistique et culturelle (EAC) sur une durée minimale de 3 ans, qui permette d'impliquer un maximum d'élèves, et qui soit identifié et identifiant pour l'école.

Ce projet devra impérativement intégrer les trois piliers de l'EAC : des rencontres avec des artistes et des œuvres, des pratiques individuelles et collectives dans différents domaines artistiques, et des connaissances qui permettent l'acquisition de repères culturels ainsi que le développement de la faculté de juger et de l'esprit critique.

Deux temps d'échanges entre les services de la Ville et l'équipe enseignante de l'école des Rives du Loch ont fait ressortir un souhait majoritaire de construire un projet autour du thème "culture locale, culture bretonne".

La Ville d'Auray s'est tournée vers Kenleur pour le portage de ce projet, bénéficiant du fait que la Confédération organisait déjà une Klas'Dans depuis 3 ans avec une classe de CM2 de cette école.

En plus des ambitions habituelles de l'EAC et de ses 3 piliers en direction des élèves (développer la créativité et plus généralement les compétences des élèves, en individuel et en collectif, leur sensibilité des

connaissances complémentaires à celles acquises dans le cadre scolaire habituel, les rendre conscients, critiques et acteurs du monde qui les entoure), les objectifs généraux partagés pour ce projet sont :
- Permettre à chaque élève participant de s'approprier une culture vivante
- Impliquer un maximum d'élèves, tous niveaux confondus
- Donner une visibilité du projet auprès des familles, des habitants
- Faire évoluer le projet sur trois ans
- Créer un partenariat constructif entre Kenleur, l'équipe enseignante, et les services de la Ville (culture et éducation).

Le contenu et la forme du projet pourront varier dans le temps, et seront soumis à un accord des 3 parties (école, Kenleur, Ville) chaque année au mois de juin pour l'année suivante.

Pour la première année 2024-2025, sont prévues une Klas' Dans et une semaine de résidence et d'ateliers lors de la Fête de la Bretagne, fin Mai 2025.

L'école mettra dans la mesure du possible ses moyens disponibles au service du projet (notamment les espaces de travail), et assurera le lien avec les enseignants et les enseignements.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE KENLEUR

KENLEUR, s'engage à :
- construire, mener et faire évoluer le projet dans un dialogue constant avec l'école, son équipe enseignante, et les services de la Ville d'Auray
- mettre en place des outils et méthodes de partage d'information et de suivi du projet
- coordonner le projet dans sa dimension pédagogique, culturelle et logistique
- réaliser des points d'étapes réguliers, a minima une fois par trimestre avec l'école et la Ville
- organiser une réunion bilan chaque année au mois de juin
- citer la Ville en tant que financeur et partenaire

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE D'AURAY

La Ville d'Auray s'engage à :
- participer au financement du projet (voir article 5)
- associer ses services au projet tant dans son montage et son évaluation que dans son déroulé. Les services les plus susceptibles de participer aux contenus sont : le service éducation (animation des temps méridiens, nouvelle BCD), la médiathèque (animations sur l'année et/ou lors du temps fort), le service archives et patrimoine (visites/ateliers sur l'année et/ou lors du temps fort)
- participer aux réunions de travail
- relayer la communication sur tout support pertinent.

ARTICLE 5 : CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Les conditions de sécurité doivent être conformes aux textes spécifiques qui les régissent, notamment en matière de normes d'encadrement, d'utilisation d'équipements et de matériel. Elles seront adaptées aux caractères particuliers des lieux où elles s'exercent.

ARTICLE 6 : FINANCEMENT

La Ville s'engage à prendre en charge l'intervention de Kenleur sur facture pour un montant de 5.000 € par année scolaire, réparti à parité entre la Direction Cultures et Droits culturels et la Direction Éducation Enfance Jeunesse.

L'école pourra participer au financement du projet, et solliciter toute aide pertinente (Fonds d'innovation pédagogique...).

Kenleur sollicitera des subventions complémentaires pour mener à bien le projet, notamment une aide de la Région Bretagne, la restitution se déroulant pendant la fête de la Bretagne.

ARTICLE 7 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de trois années scolaires : 2024-2025, 2025-2026, 2026-2027. Cette durée devra permettre une évolution progressive du dispositif et des contenus.

ARTICLE 8 : RECOURS ET RESILIATION

La présente convention n'est ni cessible ni transmissible, directement ou indirectement.
Les modifications éventuelles de la présente convention devront systématiquement donner lieu à la conclusion d'un avenant.
En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure, restée sans effet.
En cas de différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties rechercheront un accord amiable. À défaut, celui-ci sera soumis au juge administratif territorialement compétent.

Fait à Auray en trois exemplaires le 7 mai 2025

CONFEDERATION CULTURELLE BRETONNE KENLEUR
Solenn Boënnec ou Rozenn Le Roy Co-Président.e

VILLE D'AURAY
Madame le Maire,
Claire MASSON

Ville d'Auray
Direction Cultures et Droits culturels
Espace Athena - Place du Gonfleré2 - 56400 Auray
dcdc@ville-auray.fr • **02 97 56 18 00** • www.auray.fr

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

41- DCDC - ARCHIVES - PATRIMOINE - APPROBATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE D'AURAY ET LA FONDATION DU PATRIMOINE

Monsieur Jean-François GUILLEMET, 3ème adjoint, expose à l'assemblée :

Préambule

Créée par la loi du 2 juillet 1996, la Fondation du patrimoine est un organisme national reconnu d'utilité publique, qui a reçu pour mission de promouvoir la connaissance, la conservation et la mise en valeur du patrimoine bâti non protégé par l'Etat.

La Ville d'Auray fait partie du programme « Petites Villes de Demain » et s'engage dans une politique de redynamisation du centre-ville. La Ville d'Auray souhaite encourager les propriétaires de la commune à réaliser des travaux de restauration de qualité pour valoriser le patrimoine historique local ce qui participera au renforcement de l'attractivité du centre-ville.

En 2012, la Fondation du patrimoine et la Ville d'Auray ont signé une convention annuelle, renouvelée par voie d'avenant, en 2021 et 2022, et une convention en 2023, renouvelée par voie d'avenant en 2024, afin de continuer à préserver le patrimoine bâti non protégé dans le périmètre de la Ville d'Auray.

La Ville d'Auray a décidé de renouveler en 2025 la convention avec la Fondation du patrimoine, en apportant des modifications telles que présentées ci-dessous :

Effet de la convention

La présente convention prend effet au 1er janvier 2025 et s'achève à la demande de l'une des deux parties.

Objectifs du partenariat (article 2)

Parmi les engagements de la Fondation du Patrimoine, la mention "*communiquer sur les dossiers alréens retenus et suivis par la Fondation*" a été ajoutée.

Modalités de paiement (article 3.3)

La mention "*La fondation s'engage à transmettre pour tout octroi de label (avec ou sans incidence fiscale) une note de débit, les justificatifs comptables fournis par les propriétaires au service Archives et Patrimoine de la Ville d'Auray*" a été ajoutée.

La Ville d'Auray autorise la Fondation du Patrimoine à verser une aide financière de 2% aux propriétaires privés à partir de l'aide financière de 2000€ versée dans le cadre de la présente convention.

Désormais, la Ville d'Auray réalimentera l'enveloppe en tenant compte du montant du reliquat restant et dans la limite de 2 000 €.

En cas d'épuisement total de l'aide financière au mois de janvier N+1 et sous réserve de l'envoi d'un document récapitulatif comptable, la Ville d'Auray procédera à la réalimentation de l'enveloppe globale de 2 000€.

Vu l’avis favorable à l’unanimité de la commission cultures du 22/04/2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** la convention de partenariat avec la Fondation du Patrimoine.
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer la convention.

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LA VILLE D'AURAY ET LA FONDATION DU PATRIMOINE

Attributions de mesures financières et fiscales pour la sauvegarde et la valorisation du patrimoine historique situé sur la commune d'Auray

Entre :

La Fondation du patrimoine Bretagne, sise « 7 boulevard Solférino, 35000 Rennes » représentée par Monsieur Jean-François PIFFARD, Délégué régional ;

Et :

La Ville d'Auray, sise « 100 place de la République, 56400 Auray », représentée par sonMaire, Madame Claire MASSON.

Préambule

Créée par la loi du 2 juillet 1996, la Fondation du patrimoine est un organisme national reconnu d'utilité publique, qui a reçu pour mission de promouvoir la connaissance, la conservation et la mise en valeur du patrimoine bâti non protégé par l'Etat.

La Ville d'Auray fait partie du programme « Petites Villes de Demain » et s'engage dans une politique de redynamisation du centre-ville. La Ville d'Auray souhaite encourager les propriétaires de la commune à réaliser des travaux de restauration de qualité pour valoriser le patrimoine historique local ce qui participera au renforcement de l'attractivité du centre-ville.

En 2012, la Fondation du patrimoine et la Ville d'Auray ont signé une convention annuelle, renouvelée par voie d'avenant, en 2021 et 2022, et une convention en 2023, renouvelée par voie d'avenant en 2024, afin de continuer à préserver le patrimoine bâti non protégé dans le périmètre de la Ville d'Auray.

La Ville d'Auray a décidé de renouveler en 2025 la convention avec la Fondation du patrimoine. Celle-ci prend effet au 1er janvier 2025 et pourra s'achever à la demande de l'une des parties.

CONSIDÉRANT la mission de la Fondation du patrimoine définie par la loi n° 96-550 du 2 juillet 1996, et les articles L143-1 à L143-14 du Code du Patrimoine.

CONSIDÉRANT les compétences de la Ville d'Auray pour la mise en œuvre d'une politique d'amélioration de la qualité urbaine,

CONSIDÉRANT l'intérêt de la préservation du patrimoine dans le cadre de l'exécution de ces compétences.

CONSIDÉRANT la délibération votée en conseil municipal de la Ville d'Auray du 25 septembre 2024 autorisant le Maire à signer la présente convention.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les engagements respectifs de la Ville d'Auray et de la Fondation du Patrimoine et d'organiser les collaborations futures entre les parties signataires.

Article 2 : Objectifs du partenariat

La Ville d'Auray s'engage à :

- Adhérer à la Fondation du patrimoine et à s'acquitter de la cotisation annuelle.
- Encourager les propriétaires privés à engager des travaux de restauration et de réhabilitation du patrimoine (bâti et mobilier) de la Ville d'Auray par l'intermédiaire de son service Archives et Patrimoine et les aider par des mesures financières et fiscales à supporter le coût lié aux opérations qu'ils engagent.
- Communiquer sur le partenariat et sur les aides possibles auprès des habitants notamment via le site Internet, les réseaux sociaux et le journal municipal.

La Fondation du patrimoine s'engage à :

➢ Pour les projets à maîtrise d'ouvrage privée :

- Apporter son soutien à des projets de restauration privés bâtis ou non-bâtis (pars et jardins) situés sur le territoire de la commune d'Auray (Zone AVAP et en dehors) dès lors qu'ils correspondent à des critères d'éligibilité et selon les modalités d'intervention de la Fondation du patrimoine.

  Elle pourra notamment, selon les cas :

  - Attribuer un label à un propriétaire privé assujetti à l'impôt sur le revenu et susceptible de bénéficier, à l'occasion de travaux de restauration, visibles de la voie publique, de déductions fiscales de son revenu imposable, à hauteur de 50% ou 100% du montant des travaux. La Fondation du Patrimoine doit légalement

apporter au minimum une subvention de 2 % du montant des travaux toutes taxes comprises.

- Attribuer des subventions à un propriétaire privé non imposé ou faiblement imposable (inférieur à 1 300 euros/an avant correction) dans la limite des crédits disponibles.

- Communiquer sur les dossiers alréens retenus et suivis par la Fondation

➢ Pour les projets à maîtrise d'ouvrage publique :

- Apporter son soutien à la Ville d'Auray, propriétaire des ouvrages selon les modalités convenues par les parties dans le programme annuel de restauration

- Lancer une souscription publique lorsque les chantiers de restauration concernent des bâtiments ou des objets remarquables du patrimoine public ou associatif ; le cas échéant, ces souscriptions pourront déclencher, en fonction des fonds à sa disposition et de la nature du bien à restaurer, une participation financière de la Fondation du patrimoine.

Article 3 : Modalités du partenariat

3.1. Opérations portant sur le patrimoine de la Ville

Chaque fois qu'une collaboration dans le cadre d'une souscription publique sera lancée entre la Ville d'Auray et la Fondation du Patrimoine pour un édifice ou un objet mobilier remarquable du patrimoine, le versement des dons récoltés s'effectuera par la Fondation du Patrimoine à la Ville d'Auray (moins 6% de frais de gestion).

Une subvention par la Fondation du Patrimoine pourra être octroyée sur les immeubles ou biens chaque fois que la collecte de dons aura réuni au moins cinquante donateurs et atteint 5% du montant des travaux de restauration retenus par la Fondation du patrimoine.

3.2. Opérations portant sur le patrimoine des propriétaires privés

La Ville d'Auray apporte, par le biais de la Fondation du patrimoine, une aide aux propriétaires privés qui restaurent conformément aux préconisations de la Fondation du patrimoine Bretagne et de l'Architecte des Bâtiments de France, un élément du patrimoine bâti habitable ou non habitable situé dans la Ville d'Auray, et qui peut donner lieu à une défiscalisation pour les

personnes concernées.

Pour les labels avec incidence fiscale :

La Ville d'Auray s'engage à prendre en charge un minimum de 2% du montant total des travaux labellisés par la Fondation du patrimoine Bretagne. Le montant de l'enveloppe annuelle globale est fixé à 2 000 €.

La Fondation du patrimoine Bretagne et la Ville d'Auray peuvent convenir, d'un commun accord, d'attribuer aux propriétaires privés labellisés un pourcentage de subvention plus important leur permettant éventuellement d'atteindre 20% de subventions et ouvrant ainsi la possibilité aux propriétaires privés de déduire de leur revenu global imposable 100% des travaux labellisés par la Fondation du patrimoine. Le plafond de cette intervention exceptionnelle sera défini au cas par cas.

Par ailleurs, la Fondation du patrimoine Bretagne et la Ville d'Auray peuvent aussi convenir, d'un commun accord, d'utiliser, le cas échéant, en fin d'année ou de convention, le reliquat de l'enveloppe de 2000 € par an en attribuant aux propriétaires privés labellisés un pourcentage de subvention plus important leur permettant éventuellement d'atteindre 20% de subventions et ouvrant ainsi la possibilité aux propriétaires privés de déduire de leur revenu imposable 100% des travaux labellisés par la Fondation du patrimoine. La modification des subventions octroyées aux propriétaires concernés fera l'objet d'un avenant à la décision d'octroi du label de la Fondation du patrimoine.

Pour les labels sans incidence fiscale :

La Ville d'Auray pourra participer au financement des labels sans incidence fiscale. Les propriétaires peu ou non imposables (impôt inférieur à 1 300€/an avant correction) et pouvant bénéficier d'un label sans incidence fiscale accompagné d'une subvention pourront également obtenir tout ou partie de la subvention de 2 000 € par an définie précédemment. Ce principe de couplage de subvention et le montant attribué seront définis au cas par cas et d'un commun accord avec la Ville d'Auray. Cette subvention complémentaire sera versée à la Fondation du patrimoine Bretagne sous la forme d'une subvention générique et sera attribuée au propriétaire par cette dernière selon les procédures et modalités de paiements qui sont les siennes.

Les critères de sélection portent sur l'intérêt patrimonial du bien à restaurer et la qualité des travaux de restauration. L'immeuble qui fait l'objet du programme de travaux doit être visible depuis la voie publique. Les travaux éligibles portent sur l'extérieur de l'immeuble, cependant, ils ne doivent pas tous être nécessairement visibles depuis la voie publique à partir du moment où l'immeuble est lui-même visible.

3.3. Modalités de paiement

La Ville d'Auray autorise la Fondation du Patrimoine à verser une aide financière de 2% aux propriétaires privés à partir de l'aide financière de 2000€ versée dans le cadre de la présente convention.

La Fondation du Patrimoine s'engage à transmettre pour tout octroi de label (avec ou sans incidence fiscale) une note de débit, les justificatifs comptables fournis par les propriétaires au service Archives et Patrimoine de la Ville d'Auray.

Si l'aide financière versée dans le cadre de cette présente convention n'a pas été totalement consommée en fin d'année civile, il est convenu de réaliser un transfert de reliquat sur l'année suivante.

La Ville d'Auray réalimentera l'enveloppe annuelle globale N+1 en tenant compte du montant du reliquat restant et dans la limite de 2 000 €, en cas d'octroi de labels nécessitant cette réalimentation, sur présentation d'une note de débit par la Fondation du patrimoine.

En cas d'épuisement total de l'aide financière au mois de janvier N+1 et sous réserve de l'envoi d'un document récapitulatif comptable, la Ville d'Auray procédera à la réalimentation de l'enveloppe globale de 2 000€.

Pour l'année 2025, il est convenu d'utiliser le reliquat de 1 163 € restant de l'année précédente. En cas d'obtention de label le nécessitant, il est convenu que la Ville d'Auray réalimente l'enveloppe globale dans la limite de 2 000 € en tenant compte du montant du reliquat de 1163 €.

L'aide sera portée au crédit du compte de la Fondation du Patrimoine Bretagne, ouvert ci-dessous :

Banque : Société Générale

N° de compte : 00037294820

Code Banque : 30003

Code guichet : 03010

Clé RIB : 94

3.4. Rôle des intervenants

L'instruction technique des dossiers pour l'obtention du label est assurée par la Fondation du Patrimoine Bretagne en lien avec la Ville d'Auray et l'Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine du Morbihan.

La Ville d'Auray est chargée d'informer la Fondation du Patrimoine des projets susceptibles d'obtenir le label dont elle aurait connaissance.

Article 4 : Concertation et Communication

La Ville d'Auray et la Fondation du Patrimoine Bretagne s'engagent à :

- Echanger les informations et les connaissances dont elles disposent dans un souci d'efficacité,
- Coordonner leur politique respective de communication, de sensibilisation et de conseils,
- Editer un document de communication sur le partenariat établi par la présente convention. Le document sera conçu par la Fondation du Patrimoine selon sa charte graphique, mais le contenu textuel sera rédigé conjointement avec la Ville d'Auray qui aura la charge de l'imprimer.

La Fondation du Patrimoine Bretagne s'engage à tenir à la disposition de la Ville d'Auray tous les justificatifs exigés en matière de comptabilité publique, rendant compte de l'utilisation de la subvention perçue.

Article 5 : Suivi du partenariat

L'application de la présente convention fera l'objet au moins d'une réunion annuelle de bilan et de concertation entre les partenaires.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2025. Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée dans un

délai minimum de 3 mois.

Article 7 : Modification

La présente convention ne pourra être modifiée que par voie d'avenant ayant reçu l'accord des deux parties.

Article 8 : Résiliation

En cas d'inexécution, par l'une ou l'autre des parties, de l'une des obligations prévues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception restée sans réponse pendant un délai de 15 jours.

Article 09 : Litiges

Tout litige survenant dans la mise en œuvre de la présente convention sera, à défaut d'accord amiable
entre les parties, soumis au tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux à Auray,

Le 10 décembre 2024

Pour la FONDATION DU PATRIMOINE	Pour LA VILLE D'AURAY
Signé électroniquement par TESSI TECHNOLOGIES - TESSISIGN.TESSITECHNO.FR de la part de Jean-François PIFFARD Date : 03/03/2025 15:30:45 UTC+01:00	La Maire
M. Jean-François PIFFARD	Mme. Claire MASSON

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

42- DCDC - APPROBATION DE LA GRILLE TARIFAIRE 2025/2026 DE LA VIE ASSOCIATIVE, DE L'ECOLE DE MUSIQUE, DU SERVICE ARCHIVES - PATRIMOINE, DU CENTRE CULTUREL ATHENA ET DE L'OFFRE EDUCATIVE, ARTISTIQUE ET CULTURELLE A DESTINATION DES SCOLAIRES (TARIFS COMMUNS DCDC - DEEJ)

Monsieur Jean-François GUILLEMET, 3ème adjoint, expose à l'assemblée :

1/ Vie Associative

Evolution des tarifs horaires TTC (arrondis) des salles municipales et du Studio Le Caisson basée sur le calcul annuel des coûts des fluides (gaz, électricité et eau : augmentation moyenne 18,33%).

Tarifs horaires TTC des salles municipales	Locaux associatifs Loch Rollo - Saint-Goustan		Salles Péron - Penher - Marca - Hélène Branche		Petit Théâtre	
	Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26
Valorisation Associations alréennes, organismes d'Etat, EPCI, collectivités territoriales, syndicats et partis politiques.	8,00 €	9,50€	8,00 €	9,50€	30,00 €	35,50€
Location 1 Associations et scolaires non alréens	8,00 €	9,50€	8,00 €	9,50€	30,00 €	35,50€

Tarifs horaires TTC des salles municipales	Locaux associatifs Loch Rollo - Saint-Goustan		Salles Péron - Penher - Marca - Hélène Branche		Petit Théâtre	
Location 2 Entreprises, syndics de propriété, comités d'entreprise	22,00 €	26,00€	35,00 €	41,50€	100,00 €	118,00€

Tarifs horaires TTC des salles municipales	Saint-Goustan		Penher	
	Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26
Location 3 Particuliers alréens	20,00 €	24,00€	35,00€	41,50€

Tarifs horaires TTC du Studio Le Caisson	Tarif horaire par groupe		Résidence forfait journalier en semaine (hors week - end)		Résidence week - end (2 jours)	
	Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26
Studio Bernard Hugnet (rdc)	4,00 €	4,50 €	25,00€	30,00€	50,00 €	60,00 €
Studio 1er Etage	2,00 €	2,50 €	15,00€	18,00€	25,00 €	30,00 €

2/ École de Musique

Pour l'année scolaire 2025/2026, il est proposé de maintenir les tarifs appliqués en 2024/2025, considérant qu'ils avaient été augmentés de 3 % environ en 2024/2025.

2.1 / Tarifs Cursus diplômant instrumental

	Auray		Participation des usagers de Brec'h et Pluneret (et des familles ayant déménagé en cours de cycle sur une commune hors convention dont le(s) enfant(s) poursuivent leur cursus)		Participation des communes de Brec'h et Pluneret		Autres communes (sous réserve de places disponibles)	
En euros	Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26
Cursus musical	535,00	535,00	843,00	843,00	562,00	562,00	/	/
Instrument seul (démarrage anticipé ou réservé aux élèves ayant obtenu leur diplôme de fin de 2nd cycle en formation musicale)	395,00	395,00	743,00	743,00	495,00	495,00	/	/

Le cursus instrument seul est exclusivement réservé au démarrage anticipé d'un instrument ou réservé aux élèves ayant obtenu leur diplôme de fin de 2nd cycle en formation musicale, sous réserve de l'accord de la Direction de l'école.

Le tarif est unique quelque soit le niveau de l'élève, il n'est pas lié au nombre de cours, ni au temps de cours hebdomadaire.

Tarif « Familles nombreuses Alréennes » :

Pour les familles d'Auray dont au moins trois enfants sont inscrits en cursus musical ou instrument seul, une réduction de 25 % est accordée à partir du 3ème enfant, non cumulable avec toute autre réduction (quotient familial CAF).
Cette réduction n'est pas accordée aux élèves concernés par la formation musicale seule.

2.2 / Tarifs des cours de formation musicale seule

	Auray		Participation des usagers de Brec'h, Pluneret		Participation des communes de Brec'h et Pluneret		Autres communes (sous réserve de places disponibles)	
En euros	Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26
Formation musicale Jeunes / Réduit	269,00	269,00	269,00	269,00	/	/	289,00	289,00
Formation musicale Adultes	375,00	375,00	375,00	375,00	/	/	409,00	409,00

Tarif Jeunes : accordé à tous les mineurs, aux étudiants, bénéficiaires de minima sociaux, aux personnes justifiant d'un quotient familial CAF inférieur ou égal à 914 €, sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois.

L'inscription au cours de formation musicale permet l'accès à une pratique collective.

2.3 / Tarifs de l'offre non-diplômante et des ateliers de pratique collective

	Auray		Participation des usagers de Brec'h, Pluneret		Participation des communes de Brec'h et Pluneret		Elèves inscrits à l'Ecole de Musique de Pluvigner		Autres communes (sous réserve de places disponibles)	
En euros	Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26
Hors cursus mineurs	535,00	535,00	843,00	843,00	562,00	562,00	/	/	/	/

	Auray		Participation des usagers de Brec'h, Pluneret		Participation des communes de Brec'h et Pluneret		Elèves inscrits à l'Ecole de Musique de Pluvigner		Autres communes (sous réserve de places disponibles)	
Hors cursus adultes	1339,00	1339,00	1548,00	1548,00	/	/	/	/	1548,00	1548,00
Éveil musical	177,00	177,00	177,00	177,00	/	/	/	/	/	/
Ateliers de Technique Vocale	314,00	314,00	314,00	314,00	/	/	/	/	439,00	439,00
Pratiques collectives Jeunes	123,00	123,00	123,00	123,00	/	/	123,00	123,00	138,00	138,00
Pratiques collectives Adultes	158,00	158,00	158,00	158,00			158,00	158,00	180,00	180,00

Réductions :
Tarif Jeunes : accordé à tous les mineurs, aux étudiants, bénéficiaires de minima sociaux, aux personnes justifiant d'un quotient familial CAF inférieur ou égal à 914 €, sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois.

Par ailleurs, il sera proposé une tarification à 50 % pour les inscriptions intervenues après le 1er janvier de l'année scolaire (sous réserve de places disponibles).

Gratuité :
Les pratiques collectives sont comprises dans l'inscription au cursus musical.
Aux usagers étant inscrits et ayant réglé leur inscription à deux pratiques collectives, la gratuité est accordée s'ils souhaitent suivre d'autres pratiques collectives (sous réserve de places disponibles).

2.4 / Partenariat avec des structures conventionnées

L'école de musique et de danse de la Kevrenn Alre souhaite élargir et compléter son offre d'enseignement artistique, notamment concernant les cours de formation musicale.
Les tarifs sont accordés aux usagers ayant fournis une attestation d'inscription à l'école de musique et de danse de la Kevrenn Alre.

	Élèves inscrits à l'école de musique et de danse de la Kevrenn Alre							
	Auray		Participation des usagers de Brec'h, Pluneret		Participations des villes de Brec'h et Pluneret		Autres communes (sous réserve de places disponibles)	
En euros	Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26
Formation musicale Jeunes	123,00	123,00	123,00	123,00	/	/	138,00	138,00
Formation musicale Adultes	158,00	158,00	158,00	158,00	/	/	180,00	180,00

Tarif Jeunes : accordé à tous les mineurs, aux étudiants, bénéficiaires de minima sociaux, aux personnes justifiant d'un quotient familial CAF inférieur ou égal à 914 €, sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois.

Ces tarifs pourraient être accordés à d'autres structures sous réserve de la signature d'une convention.

2.5 / Ateliers de médiation

Le tarif Ateliers de médiation est destiné aux interventions d'artistes ou de professionnels à destination des usagers (qu'ils soient élèves ou non de l'école de musique).

		Auray		Participation des usagers de Brec'h, Pluneret		Participations des villes de Brec'h et Pluneret		Autres communes	
En euros		Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26
Tarif atelier ≤ 4 heures	Jeunes	2,00	2,00	2,00	2,00	/	/	3,00	3,00
	Adultes	3,00	3,00	3,00	3,00	/	/	5,00	5,00
Tarif atelier entre 5 heures et 10 heures	Jeunes	10,00	10,00	10,00	10,00	/	/	15,00	15,00
	Adultes	15,00	15,00	15,00	15,00	/	/	25,00	25,00
Tarif horaire atelier > 10 heures	Jeunes	2,00	2,00	2,00	2,00	/	/	3,00	3,00
	Adultes	3,00	3,00	3,00	3,00	/	/	5,00	5,00

Tous les tarifs indiqués dans la grille ci-dessus pourront être utilisés comme tarif horaire selon les projets/ateliers de médiation culturelle.

Réductions :
Tarif Jeunes : accordé aux - de 18 ans
uniquement Gratuité :
- bénéficiaires des minima sociaux
- personnes en situation de handicap bénéficiaires de l'AAH et leur accompagnateur.rice
- personnes habitant le territoire d'Auray Quiberon Terre Atlantique dont le quotient familial établi par la CAF est inférieur ou égal à 914 €.

2.6 / Accompagnement de la pratique amateure

Dans le cadre du projet culturel de la Ville d'Auray et du nouveau projet d'établissement, l'école de musique souhaite propose à compter de l'année 2025 des temps d'accompagnement aux musiciens amateurs.

Seront proposés :
- un temps d'initiation à l'utilisation du système de sonorisation installé aux studios du Caisson. Cet atelier sera d'une durée d'1h30 sera proposé pour 5 à 10 personnes.

- un temps d'accompagnement d'un groupe amateur
sous la forme d'un atelier personnalisé d'une durée de 3 heures, en abordant les notions suivantes : jouer ensemble (écoute), construction d'un morceau, méthodes de travail en répétition, qualité du son, choix du registre dans les arrangements, adaptation des nuances, construction et équilibre d'une set - list, amélioration de l'attitude scénique,etc. Cet atelier sera encadré par un enseignant de l'école de musique.

	Atelier d'initiation à l'utilisation du système de sonorisation des studios du Caisson	Atelier personnalisé d'accompagnement du groupe (par un enseignant de l'école de musique)
	Tarif 25/26	
Tarif pour le groupe	0 €	40,00€

2.7 / Application du quotient familial CAF

Afin de favoriser l'accès à la pratique musicale au plus grand nombre, la Ville d'Auray a décidé d'instaurer des tarifs basés sur un taux de soutien avec un plafond du quotient familial CAF fixé à 914€ et un plancher fixé à 450€.
Cette réduction ne s'applique qu'aux familles **alréennes** (2 justificatifs de domicile demandés).

Le quotient familial s'applique aux tarifs du cursus musical ou instrument seul.
Il s'applique au hors cursus mineurs et adultes.
Il s'applique également à la formation musicale seule et aux ateliers et aux pratiques collectives.

Les familles devront faire parvenir à l'administration de l'école de musique une attestation de quotient familial établie par la Caisse d'Allocations Familiales datée de juin, juillet ou août, **avant le 30 octobre de l'année en cours.**

	Instrument seul	Cursus musical complet & Hors Cursus Mineurs	Hors Cursus Adultes	Formation musicale seule mineurs	Formation musicale seule adultes	Pratique collective mineurs	Pratique collective Adultes
Tarif de base	394 €	535 €	1339 €	269 €	375 €	123 €	158 €
Tarif mini	184,50 €	252,00€	625,50 €	126,00 €	175,50 €	58,50 €	72,00 €
Tarif maxi	374,74 €	511,84 €	1270,46 €	255,92 €	256,46 €	118,82 €	146,24 €
Taux de soutien	0,41	0,56	1,39	0,28	0,39	0,13	0,16

2.8 / Modalités de recouvrement des droits d'inscriptions

Règlement à l'inscription auprès de l'Administration de l'École de Musique, par chèque bancaire, espèces, chèques vacances avant le 30 octobre :
-pour l'éveil musical et les ateliers de technique vocale
- pour les pratiques collectives (ateliers de pratiques collectives, cours de formation musicale)

Règlement par titres de paiement adressés par le Trésor public :
- pour le cursus diplômant
- pour toutes les autres pratiques si le règlement n'est pas intervenu au 30 octobre de l'année

3 / Archives – Patrimoine

3.1 / Tarifs des visites guidées

Il est proposé de maintenir les tarifs appliqués en 2024/2025.

Gratuité pour les guides conférenciers, journalistes sur présentation de leur carte de presse, accompagnateurs de groupes.
Les visites guidées sont proposées sur un créneau d'1h à 1h30. Elles sont annulables en dessous d'un seuil de présence de 5 personnes.

Adulte	Auray et hors Auray	5,00 €
Jeune – 18 ans	Auray et hors Auray	Gratuit
Groupe	< 15 personnes : 60 €	
	> 15 personnes : 3 € par personne supplémentaire	

3.2 / Livres et catalogues d'exposition

Il est proposé de maintenir les tarifs appliqués en 2024/2025.

	Tarifs grand public	Tarifs professionnels
Catalogues d'exposition		
Mon école dans mon quartier (2002)	5,00 €	5,00 €
Quand on entendait le train, mémoires du quartier de la gare (2007)	20,00 €	12,00 €
Simone Boisecq, Karl-Jean Longuet Marx, une sculpture vivante entre Bretagne et Saint-Germain-des-Près (2021)	15,00 €	10,50 €
Livres		
Flâner à Auray (2005)	7,00 €	4,71 €

3.3 / Prêt d'expositions et de jeux traditionnels en bois

Le service Archives et Patrimoine dispose d'expositions ou de jeux traditionnels en bois pouvant être prêtés pour une durée définie.

Il est proposé de maintenir les tarifs appliqués en 2024/2025.

Le service Archives et Patrimoine dispose d'expositions ou de jeux traditionnels en bois pouvant être prêtés pour une durée définie.

Les prêts sont gratuits pour les établissements publics et privés et les associations situés à Auray et payants pour ceux situés en dehors de la Ville.

Les prêts sont établis pour une durée de 15 jours qu'il est possible de prolonger en fonction du projet de la structure. Une attestation d'assurances, pour couvrir les frais éventuels de réimpression des supports en cas de détérioration, est demandée. La prise en charge et le retour des panneaux aux service Archives et Patrimoine (Espace Culturel Athéna) se fait par l'emprunteur.

Les panneaux d'exposition sont réalisés sur panneaux ou bâches et leurs dimensions permettent leur transport par voiture ordinaire. Un utilitaire est recommandé pour l'emprunt des jeux traditionnels en bois.

Tarif 25/26	Durée	Structure – Auray	Structure Hors Auray
Exposition	15 jours	Gratuit	30,00 €
Jeux traditionnels en bois	15 jours	Gratuit	100,00 €

3.4 / Escape Game

Il est proposé de maintenir les tarifs appliqués en 2024/2025.

Des sessions d'escape game sont proposées à l'ancienne prison royale pour une durée d'1h. Les groupes doivent être composés d'au moins 3 personnes.

Publics	Tarifs
Adulte	10 €
Jeune – 18 ans	5 €

3.5 / Reproduction

Il est proposé de maintenir les tarifs appliqués en 2024/2025.

Les usagers peuvent disposer du matériel de reproduction présent au sein du service Archives et Patrimoine, dans le cadre de leur consultation en salle de lecture.
Sont considérées comme des réutilisations non commerciales, les publications à compte d'auteur à vocation pédagogique ou scientifique, les publications des sociétés savantes, de manière générale les publications sous forme papier ou électronique diffusées gratuitement et ne bénéficiant pas de recettes publicitaires, ainsi que les expositions des administrations et associations dont l'entrée est gratuite.

Est notamment considérée comme commerciale toute réutilisation en vue de l'élaboration d'un produit ou d'un service destiné à être mis à disposition du public ou d'un tiers à titre onéreux, ou donnant lieu à rémunération au titre des droits d'auteur, ou bénéficiant de recettes publicitaires ou commerciales.

Toute reproduction de document numérisé par le service Archives et Patrimoine doit comporter la mention « Archives municipales d'Auray », suivie de la cote du document.

✓ **Photocopies ou impressions papier**		
	< 10 tirages recto-verso	**≥ 11 tirages recto-verso**
Copie NB A4	Gratuit	0,20 € la feuille
Copie Couleur A4	Gratuit	0,50 € la feuille
✓ **Documents originaux non numérisés**		
2.1	Prise de vue numérique effectuée par le personnel du service Archives et Patrimoine *(livraison au format jpeg., format A4, qualité 300 dpi, couleur)*	Gratuité (limite de 25 vues par demande) *En cas de demande portant sur un volume important, le service peut inviter le demandeur à venir les consulter sur place.*
2.2	Réutilisation privée ou publique non commerciale	Gratuit
2.3	Réutilisation publique commerciale non massive (inférieure à 1000 unités)	Gratuit
2.4	Réutilisation publique commerciale massive (supérieure à 1001 unités)	0,005 € (par vues ou unités)
✓ **Délivrance de reproductions**		
3.1	Préparation et envoi des fichiers par mail (5 fichiers maximum)	Gratuit
3.2	Envoi par plateforme de transfert en ligne	Gratuit

3.6 / Ouverture temporaire de sites et monuments propriété de la Ville d'Auray

Il est proposé de maintenir les tarifs 2024/2025.

Le service Archives et Patrimoine permet à des structures publiques ou privées d'accéder pour une durée temporaire aux sites d'intérêt patrimonial, propriétés de la ville d'Auray.
Un agent du service Archives et Patrimoine sera mobilisé en tant qu'accompagnateur et veillera au respect des sites patrimoniaux.

Tarifs horaires TTC	Ancienne prison royale		Chapelle Saint-Cado	
	Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26
Associations et particuliers alréens, EPCI, collectivités territoriales (activités gratuites pour le public)	20,00 €	20,00 €	20,00 €	20,00 €
Sociétés, entreprises privées, associations (activités payantes pour le public)	30,00 €	30,00 €	30,00 €	30,00 €

3.7 / Recherche par correspondance

Il est proposé de maintenir les tarifs appliqués en 2024/2025.

Le service Archives et Patrimoine a pour rôle de vous guider et de vous aider dans vos démarches, mais ne peut se substituer à vous pour les réaliser.
De façon exceptionnelle, le service peut assurer des recherches pour les usagers ne pouvant se déplacer en salle de lecture. Cela concerne les thématiques suivantes : généalogie, carrière professionnelle, affaires militaires, distinctions honorifiques, fiscalité et enregistrement, justice, Ancien Régime et période révolutionnaire, affaires culturelles.

Ces tarifs concernent uniquement les recherches effectuées par le personnel du service Archives et Patrimoine à la demande de personnes physiques ou morales dans les fonds cités ci-dessus donnant lieu à reproduction de document original. Ne sont donc pas concernées :

- les recherches effectuées par le public en salle de lecture, ni les reproductions effectuées à cette occasion, dont le tarif reste fixe ;

- les recherches infructueuses.

Le service Archives et Patrimoine dispose d'un délai d'un mois pour répondre à une demande des usagers.

Type de recherche	Tarif
Recherches - Etat-civil - Documents d'urbanisme	Gratuit
Autres recherches (généalogique, historique)	10 €/heure
Transcription paléographique et envoi par mail	15,00 € (3 pages maximum)

4 / Centre Culturel Athéna

4.1 / Billetterie - Tarifs des places de spectacles de la saison culturelle

Il est proposé de maintenir les tarifs appliqués en 2024/2025.

	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C		Hors Catégorie	
	Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26
Billetterie								
Tarif plein	23,00 €	23,00 €	18,00 €	18,00 €	13,00 €	13,00 €	33,00 €	33,00 €
Tarif réduit	20,00 €	20,00 €	15,00 €	15,00 €	10,00 €	10,00 €	28,00 €	28,00 €
Tarif solidaire	12,00 €	12,00 €	10,00 €	10,00 €	6,00 €	6,00 €	18,00 €	18,00 €
Tarif carte jeunes	5,00 €	5,00 €	5,00 €	5,00 €	5,00 €	5,00 €	/	/
Tarif atelier	12,00 €	12,00 €	10,00 €	10,00 €	6,00 €	6,00 €	18,00 €	18,00 €
Pass 4 – 6 spectacles								
	17,00 €	17,00 €	13,00 €	13,00 €	8,00 €	8,00 €	24,00 €	24,00 €

Tarif réduit accordé aux :
- demandeurs d'emploi
- étudiants
- détenteurs de la carte CEZAM
- adhérents à la Maison d'Animation et des Loisirs d'Auray
- groupe de plus de 10 personnes réservant le même spectacle en même temps
- détenteurs d'un pass 4-6 spectacles de la saison réservant des spectacles supplémentaires
- abonnés des structures culturelles partenaires : Scènes du Golfe Arradon - Vannes, Le Dôme / Saint - Avé, L'Hermine / Sarzeau, Le Strapontin / Pont-Scorff
- amicalistes de la Ville d'Auray
- partenaires et comités d'entreprise conventionnés
- personnes habitant à Auray dont le quotient familial établi par la CAF est inférieur ou égal à 1.200€

Tarif solidaire accordé aux :
- moins de 18 ans
- bénéficiaires des minima sociaux
- personnes en situation de handicap bénéficiaires de l'AAH et leur accompagnateur.rice
- personnes habitant dans le territoire d'Auray Quiberon Terre Atlantique dont le quotient familial établi par la CAF est inférieur ou égal à 914€
- détenteurs du Carnet découverte*

Tarif Carte Jeunes :
Accordé aux jeunes alréens détenteurs de la Carte Jeunes délivrée par le service Jeunesse de la Ville d'Auray pour les spectacles de catégorie A, B et C uniquement. Le 5e spectacle réservé est gratuit.

Tarif Atelier :
Accordé aux groupes pratiquant une activité artistique et aux participants d'un bord de scène lié au spectacle réservé.

Pass 4-6 spectacles :
Accordé aux spectateurs réservant entre 4 et 6 spectacles sur la saison. Au-delà de 6 spectacles, les spectateurs détenteurs d'un Pass 4-6 spectacles bénéficieront du tarif réduit sur leurs réservations supplémentaires.

Carnet découverte :
Accordé aux spectateurs résidants sur le territoire d'Auray Quiberon Terre Atlantique encore jamais venus à Athéna ou n'ayant pas réservé plus de 3 spectacles sur les 3 dernières saisons. Le Carnet découverte comprend 3 spectacles au tarif Solidaire à choisir dans la catégorie de son choix dans la limite d'une place de spectacle Hors catégorie. Offre non cumulable et non renouvelable.

Tarif unique :
Sur certains temps spécifiques, les tarifs présents dans la grille ci-dessus pourront être utilisés comme tarif unique.

Tarifs structures sociales, médico-sociales et partenaires conventionnés :

Tarif défini selon convention bipartite (tarif choisi dans la grille tarifaire ci-dessus ou gratuité selon projet de structure) pour les séances tout public. Gratuité pour les accompagnateurs.

Des spectacles peuvent être proposés à titre gratuit.

5.2 / Billetterie - Tarifs des places sur les séances scolaires et périscolaires de la saison culturelle

	Tarif 24/25	Tarif 25/26
Maternelle, Primaire, CLSH	4,50 €	4,50 €
Secondaire	6,00 €	6,00 €

Gratuité pour les accompagnateurs

4.3 / Tarifs des ateliers de médiation culturelle

		Tarif atelier ≤ 4 heures		Tarif atelier entre 5 heures et 10 heures		Tarif horaire atelier > 10 heures	
		Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26	Tarif 24/25	Tarif 25/26
Adulte	Auray	3,00€	3,00€	15,00€	15,00€	3,00€	3,00€
	Hors Auray	5,00€	5,00€	25,00€	25,00€	5,00€	5,00€
Jeune - 18 ans	Auray	2,00€	2,00€	10,00€	10,00€	2,00€	2,00€
	Hors Auray	3,00€	3,00€	15,00€	15,00€	3,00€	3,00€

Gratuité accordée aux :
- bénéficiaires des minima sociaux
- personnes en situation de handicap bénéficiaires de l'AAH et leur accompagnateur.trice
- personnes habitant dans le territoire d'Auray Quiberon Terre Atlantique dont le quotient familial établi par la CAF est inférieur ou égal à 914 €

Tous les tarifs indiqués dans la grille ci-dessus pourront être utilisés comme tarif horaire selon les projets/ateliers de médiation culturelle.

4.4 /Tarifs des places de spectacles du Festival Méliscènes

Il est proposé de maintenir les tarifs appliqués sur l'édition 2025.

	1 à 2 spectacles*		De 3 à 6 spectacles*		A partir de 7 spectacles*	
	Tarif 25	Tarif 26	Tarif 25	Tarif 26	Tarif 25	Tarif 26
Tarif plein	13,50 €	13,50 €	11,50 €	11,50 €	10,50 €	10,50 €
Tarif réduit	8,00 €	8,00 €	7,00 €	7,00 €	6,00 €	6,00 €
Tarif carte jeune	5,00 €	5,00 €	5,00 €	5,00 €	5,00 €	5,00 €
Tarif unique						
Tarif Valise 1	5,00 €	5,00 €				

Tarif Valise 2	6,00€	6,00€	
Tarif scolaire (maternelle et primaire) & CLSH	4,50 €	4,50 €	
Tarif scolaire (secondaire)	6,00 €	6,00 €	
Tarif professionnel	6,00 €	6,00 €	

* hors spectacles au tarif unique, Valise 1 ou Valise 2 ou gratuits

Tarif réduit accordé aux :
- détenteurs du Pass 4-6 spectacles du Centre Culturel Athéna
- moins de 18 ans
- étudiants
- demandeurs d'emploi
- bénéficiaires des minima sociaux
- personnes en situation de handicap bénéficiaires de l'AAH et leur accompagnateur.rice
- personnes habitant dans le territoire d'Auray Quiberon Terre Atlantique dont le quotient familial établi par la CAF est inférieur ou égal à 914€
- détenteurs de la carte CEZAM
- partenaires conventionnés
- accompagnant d'un enfant de moins de 18 ans

Tarif Carte Jeunes : accordé aux jeunes alréens détenteurs de la Carte Jeunes délivrée par le service Jeunesse de la Ville d'Auray pour les spectacles du Festival Méliscènes. Le 5e spectacle réservé est gratuit.

Des spectacles peuvent être proposés à titre gratuit.

4.5 / Tarifs de vente de produits dérivés (merchandising)

	Tarif 24/25	Tarif 25/26
Carte postale	1,00€	1,00€
Affiche ou autre produits dérivés	3,00€	3,00€
Pochette	5,00€	5,00€
Totebag	6,00€	6,00€
Sac à dos	7,00€	7,00€

4.6 / Tarifs des locations de salles et prestations de service H.T., gratuités et réductions accordées

Il est proposé de faire évoluer les tarifs en fonction de l'évolution des coûts de fonctionnement (fluides, assurances, ...).

		Association, organismes publics		Organisme à caractère commercial et/ou économique, parti politique	
Tarifs H.T.		**Tarif 24/25**	**Tarif 25/26**	**Tarif 24/25**	**Tarif 25/26**
Salle de spectacles * avec ou sans gradins	**Forfait 4 heures**	479,07 €	520,40 €	546,15 €	593,26 €
	à l'heure	119,77 €	130,10 €	136,54 €	148,31 €
Cafétéria avec bar et cuisine	**Forfait 4 heures**	239,54 €	260,20 €	273,07 €	296,63 €
	à l'heure	59,88 €	65,05 €	68,27 €	74,16 €
Forfait ménage		46,41 €	46,41 €	48,25 €	48,79€
Ménage : heure supplémentaire		46,41 €	46,41 €	48,25 €	48,79€
Projecteur Vidéo	**la journée**	124,85 €	124,85 €	142,33 €	142,33 €
Cyclorama	**la manifestation**	84,64 €	84,64 €	96,48 €	96,48 €
Assistance technique/ l'heure	**journée**	27,41 €	29,83 €	31,24 €	34,01 €
	soirée à partir de 22h	40,57 €	40,57 €	46,25 €	46,25 €
	le dimanche	33,80 €	33,80 €	38,53 €	38,53 €

1er technicien minimum obligatoire à ajouter en supplément de la location de la salle et 1er forfait salle de 4 heures indivisible.

Les demandes sont à transmettre par courrier avant le 15 juin. Les réponses sont apportées avant le 15 septembre pour la saison suivante.
Seuls les organisateurs ayant une personnalité morale peuvent effectuer une demande de réservation.
Il convient que les demandes soient précises (jours, horaires, besoins techniques et humains, modalités de billetterie).

La présence d'au moins un agent municipal est indispensable à toute mise à disposition de l'équipement.

S’agissant de la salle de spectacle, la période de sa mise à disposition est comprise de mi-septembre à mi-juillet. Les demandes seront examinées par la Municipalité en vérifiant notamment la compatibilité :
-De la nature des manifestations avec les objectifs de la politique culturelle de la Ville d’Auray
-De la date et des horaires par rapport aux manifestations déjà enregistrées, la programmation culturelle du Centre Culturel Athéna, ainsi que les autres projets municipaux restants prioritaires.
-De la nature du projet par rapport aux caractéristiques de la salle concernée
-De la disponibilité des moyens humains et matériels nécessaires à la mise à disposition de la salle de spectacle.

Les demandes de mise à disposition ou de locations de l’équipement reçues après le 15 juin ne seront pas systématiquement étudiées.

Pour toutes les occupations (payantes ou gratuites), au-delà d'une jauge de 400 personnes, l'organisateur prendra en charge l'embauche et la présence d'un agent titulaire d'une qualification S.S.I.A.P. (Service de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personnes).

Gratuités accordées

- Aux comités de jumelage d'Auray pour et une année sur deux et à l'Amicale du personnel communal pour 2 journées une année sur deux sur la base de 8 heures d'utilisation par manifestation accordée pour la préparation, le déroulement et le rangement avec mise à disposition gratuite d'un technicien.

Les prestations complémentaires seront facturées dans les mêmes conditions que pour les autres associations alréennes. Les bénéficiaires devront se conformer au règlement intérieur du lieu et tout particulièrement à ces heures de fermeture. (Cf. délibération du Conseil Municipal du 26/3/1997)

- Aux maternelles et écoles primaires alréennes à raison d'une journée par an pour la présentation d'un spectacle qui s'inscrirait dans une démarche de création culturelle en lien avec un projet pédagogique. Cette attribution serait soumise à un examen sur dossier par la Commission Culture. La Municipalité serait informée et consultée sur tous les projets présentés à l'examen de la Commission Culture.
- A l'E.P.C.I. Auray Quiberon Terre Atlantique, deux fois par an.
- Aux associations œuvrant dans le domaine de l'aide humanitaire à raison d'une manifestation par an et de 3 journées consécutives maximum pour les associations reconnues d'utilité publique ou d'intérêt général. Les demandes présentées sont laissées à l'appréciation de Madame le Maire.

Pour les autres demandes, le Conseil Municipal autorise le Maire et/ou l'Adjoint délégué à la Culture, à accorder la gratuité dans le cadre de manifestations méritant une attention particulière. Ces demandes seront présentées préalablement, pour avis, à la Commission Culture et la Municipalité sera informée après l'examen par la Commission Culture.

Réductions accordées

<u>Réductions accordées liées à la politique associative et culturelle</u>

- 50% pour une manifestation par an aux établissements scolaires implantés sur la commune d'Auray et aux collèges et lycées ci-après : Lycée Duguesclin-*Brech*, Collège de Kerfontaine-*Pluneret*, Collège Saint-Gildas-*Brech* ainsi qu'au Centre des Malentendants Gabriel Deshayes-*Brech*.

Cette manifestation, ouvrant droit à réduction une fois par an, peut être organisée soit par l'établissement scolaire, soit par l'association de parents d'élèves, soit par l'association de gestion.

- 50% pour une manifestation par an aux autres associations de loi 1901 à but non lucratif ayant leur siège social à Auray sous réserve que cette manifestation soit organisée au bénéfice exclusif de l'association alréenne.

Gratuités ou réductions accordées par convention

- L'association Ti Douar Alre, partenaire de la Ville en ce qui concerne la défense et la promotion du patrimoine culturel Breton, bénéficiera de la mise à disposition gratuite de l'Espace Athéna, 1 fois par an, à raison d'une journée en d'octobre pendant la durée de la convention pour l'organisation du concert d'ouverture d'« Un automne autrement ».

- La Kevrenn Alre bénéficiera de 3 à 4 mises à disposition par an aux conditions suivantes (cf. convention pluriannuelle d'objectifs entre la Ville et l'Association pour plus de détails) :

  Répétitions publiques : l'association s'engage à prévoir des personnes responsables de la gestion du public selon les dispositifs de circulation et de sécurité de l'Espace Athéna (flux de personnes dans les divers locaux de l'espace, gestion des entrées, interdiction de s'asseoir dans les escaliers du gradin ….). Cette mise à disposition sera consentie à titre gracieux.

  Répétitions sans public : l'association s'engage par définition à restreindre l'accès de la salle aux seuls membres de la formation participant à la répétition.

  Cette mise à disposition sera consentie à titre gracieux.

  Pour les répétitions publiques et non publiques, seule la salle, avec gradins, sera mise à disposition de l'association.

  Organisation d'un concours annuel de musiques et danses suivi d'un Fest-Noz dans le cadre d'un partenariat Ville / Association promouvant la culture bretonne. Cette mise à disposition sera consentie à titre gracieux.

  Spectacle payant ouvert au public: mise à disposition sur un week-end en octobre, en tant que location dans les conditions normales prévues pour les associations Alréennes (- 50%) et comprenant l'utilisation de la salle, des loges, de la cafétéria, de la cuisine, de la salle Aurélia pour les accords d'instruments.

4.7 / Tarifs de location de la Chapelle du Saint - Esprit T.C.C.

La Chapelle du Saint-Esprit ne pourra être mise à disposition qu'après présentation du projet de l'association et validation par le Maire et/ou de l'Adjoint délégué à la Culture.

	La semaine 24/25	La semaine 25/26	5 semaines 24/25	5 semaines 25/26
Valorisation Associations alréennes organisant une manifestation gratuite	618,00 €	618,00 €	2 472,00 €	2 472,00 €

Location Associations alréennes organisant une manifestation payante	927,00 €	927,00 €	3 708,00 €	3 708,00 €
		Tarif 24/25	Tarif 25/26	
Assistance technique (l'heure)	en journée	27,41 €	29,83 €	
	soirée à partir de 22h	40,57 €	40,57 €	
	le dimanche	33,80 €	33,80 €	
Location d'un vidéoprojecteur	la journée	124,85 €	124,85 €	

Au-delà d'une jauge de 150 personnes et en fonction de la manifestation, il pourra être demandé à l'organisateur de prendre en charge l'embauche et la présence d'un agent titulaire d'une qualification S.S.I.A.P. (Service de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personnes).

Dans le cadre de l'organisation d'une manifestation gratuite, l'assistance technique sera valorisée les trois premiers jours (soit 21 heures de temps de travail).

Au-delà de 3 jours, elle sera facturée à l'association.

5 / Offre éducative, artistique et culturelle à destination des scolaires – Tarifs communs DCDC - DEEJ

Depuis la rentrée 2024-2025, les principaux services organisateurs de la Direction Cultures et Droits Culturels et de la Direction Education, Enfance, Jeunesse unissent leurs forces pour proposer une offre commune à destination des établissements et des enseignants.

Cette offre se déclinera en 3 grands formats d'actions :

- actions ponctuelles [déjà existantes],
- parcours, qui réunissent les trois dimensions de l'éducation artistique et culturelle (connaître, rencontrer, pratiquer) autour d'une thématique, organisés en transversalité inter-services dès que possible et pertinent [nouveauté],
- projets identifiants de longue durée (ex : Orchestres à l'école) [en cours de construction].

Les propositions de contenus seront envoyées aux établissements fin août, pour une préinscription jusqu'au 20 septembre et un arbitrage fin septembre.

Un comité de pilotage réunissant les services de la Ville et les conseillers pédagogiques de l'Education Nationale donnera son avis sur chaque demande, en fonction de sa pertinence, des moyens disponibles et d'une équité d'accès (par école, par classe et par niveau).

Le contenu proposé et les parcours pourront évoluer chaque année, en fonction des échanges et des besoins remontés.

L'objectif est double : proposer une offre plus lisible aux établissements scolaires et permettre à chaque enfant scolarisé à Auray de découvrir au fil de sa scolarité différents savoirs, différentes œuvres et différents professionnels afin de devenir un citoyen curieux et conscient.

Tarifs 25/26	Primaires	A partir du collège
Action ponctuelle	Gratuit	Gratuit
Parcours	Gratuit	5 € par élève (Via Pass culture)

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission cultures du 22/04/2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** la grille tarifaire 2025/2026 de la Vie Associative, de l'Ecole de Musique, du service Archives – Patrimoine, du Centre Culturel Athéna et de l'offre éducative, artistique et culturelle à destination des scolaires (tarifs communs DCDC – DEEJ).

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025 Compte-rendu affiché le 07/05/2025 Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

43- DCDC - VIE ASSOCIATIVE - APPROBATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE D'AURAY ET LE COLLECTIF KLAM POUR L'ORGANISATION DES APEROS KLAM 2025

Monsieur Jean-François GUILLEMET, 3ème adjoint, expose à l'assemblée :

Depuis 2017, le Collectif Klam, association basée à Pluneret, propose sur la commune d'Auray des concerts intitulés « Apéros Klam ». Ces Apéros Klam sont également proposés dans 9 autres communes du territoire d'Auray Quiberon Terre Atlantique.

En 2025, le Collectif Klam souhaite poursuivre le partenariat avec la Ville d'Auray pour l'organisation des Apéros Klam à Auray dont les modalités sont précisées dans une convention de partenariat :

- Organisation par le Collectif Klam de 3 Apéros Klam, sur le parvis de l'Espace Athéna, répartis comme suit : 1 en juin et 2 en juillet avec repli dans la salle de spectacles de l'Espace Athéna en cas de météo capricieuse.

Les dates proposées sont
- Mercredi 4 juin 2025
- Mercredi 2 juillet 2025
- Mercredi 23 juillet 2025 (repli envisageable dans la salle de spectacles de l'Espace Athéna uniquement s'il n'y a pas de travaux de maintenance dans la salle)

- Soutien logistique de la Ville (matériel, repli en salle en cas de pluie...), relais sur la promotion de l'événement.

- Versement d'une subvention au Collectif Klam pour le soutien à l'organisation de ces 3 événements.

- Le Collectif Klam organise un apéro Klam d'hiver sur Auray, en novembre ou décembre, le lieu et la date de cet apéro Klam d'hiver seront proposés à la Ville avant le mois de juin 2025, en lien avec les services compétents.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission cultures du 22/04/2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** la convention de partenariat avec le Collectif Klam.

- **AUTORISE** Madame le Maire à la signer.

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE D'AURAY ET LE COLLECTIF KLAM pour l'organisation des APÉROS KLAM 2025

Entre les soussignés :

La Ville d'Auray

sise 100 place de la République 56400 Auray, représentée par son maire en exercice, Mme Claire MASSON, et plus particulièrement habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal en date du 6 mai 2025

N° SIRET : 215 600 073 00013
Code APE : 8411Z

ci-après dénommée « la Ville d'Auray »

Et

Collectif Klam (association Klam Records)
Sis 5 rue Georges Cadoudal, 56400 Pluneret. représenté par Jean-Jacques PERRIN en qualité de Président,

Siret : 523 8810 270 0032
Code APE : 9001Z
Licences d'entrepreneurs de spectacle n° 2-1042117 (diffusion) / 3-1042118 (production)

Ci-après dénommé « le collectif Klam »

PRÉAMBULE

« Les apéros Klam », est un festival mis en œuvre par « le collectif Klam » et développé sur les territoires de Pluneret, Plumergat, Sainte - Anne d'Auray, Le Bono, Camors, Pluvigner, Landévant et Auray en partenariat avec différents opérateurs de la région.
Pour la 8ème année, « le collectif Klam » s'associe à la Ville de Auray pour mener à bien ce projet.
La présente convention a pour objectif de préciser les modalités de la collaboration entre les deux entités.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, les parties entendent formaliser a nature du partenariat et les modalités de participation financière liées à la venue du festival dans la ville de Auray.
Le festival aura lieu sur les mois de juin (le 4 juin) et juillet (le 2 et 23 juillet) 2025.
Le festival d'hiver (date à caler ultérieurement)
Chacun des associés mettra à la disposition de cette collaboration, à titre gratuit, son industrie et ses connaissances.

Article 2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à la date de sa signature et prendra fin au 1er août 2025 après versement de la subvention.

Article 3 - APPORTS ET OBLIGATIONS DU « COLLECTIF KLAM »

Dans le cadre général de ses activités « le collectif Klam », propose de programmer et de coordonner la mise en place de 3 apéro-concerts dans la ville de Auray répartis sur les mois de juin et juillet 2025.
Une quatrième date est ajoutée dans le cadre des "Apéros Klam d'Hiver" 2025-2026. Les détails concernant la date et le programme seront communiqués ultérieurement, avant le début de la saison estivale.

« Le collectif Klam » est seul décideur en ce qui concerne la programmation et se réserve la possibilité de la modifier.

« Le collectif Klam » s'engage à communiquer au plus tôt la programmation définitive (nom des projets artistiques, lieu de représentation et horaires) prévue dans la ville et les besoins liés à cette programmation.

Le calendrier à la date de la signature de la présente convention se trouve en annexe 1 de celle-ci.

3 – 1 Conditions administratives

« Le collectif Klam » s'assurera d'une manière générale de rassembler tous les éléments nécessaires au bon déroulé de la manifestation.

En qualité d'employeur, « le collectif Klam » assumera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises de son personnel attaché à la manifestation. Il atteste par le présent contrat qu'il s'est acquitté de ses obligations et qu'il s'en acquittera dans le cadre de la manifestation. Il en fournira les justificatifs, si la Ville d'Auray le lui demande. C'est également à « le collectif Klam » de solliciter auprès des autorités compétentes les autorisations pour l'emploi de personnel étranger ou mineur.

En qualité de programmateur, « le collectif Klam » signe les contrats de cession ou d'engagement liés à la mise en place de la programmation 2025.

En qualité d'organisateur, « le collectif Klam » finance l'ensemble de la manifestation et, à l'exception des apports et obligations de la commune de Auray définis ci-après, « le collectif Klam » prend directement à sa charge le montage et l'exploitation de la proposition artistique et assume seul la responsabilité des engagements qu'il souscrit à l'égard des tiers en signant une convention avec la structure concernée.

En qualité d'organisateur, « le collectif Klam » est responsable de la mise en place liée au projet artistique programmé.

3 – 2 Conditions techniques et logistiques

« Le collectif Klam » s'engage à travailler en étroite collaboration avec le correspondant technique de la commune de Auray pour définir les besoins de matériel, de personnel mis à disposition par la Ville d'Auray et mettre en place le planning de montage.

« Le collectif Klam » s'engage à respecter les indications concernant la sécurité, tant des biens que des personnes, que lui indiquera la commune de Auray dans le respect de la législation en vigueur.

3 – 3 Publicité, Promotion & Communication

« Le collectif Klam » fournira les éléments nécessaires à la publicité de la manifestation (photos et vidéos libres de droit, presse, etc.).
Pour toute communication du « collectif Klam » sur la programmation dans la ville de Auray « le collectif Klam » s'engage à mentionner la Ville d'Auray comme « partenaire de la manifestation ».

« Le collectif Klam » s'engage à faire figurer le logo de la Ville d'Auray sur son programme spécifique.

Article 4 - APPORTS ET OBLIGATIONS DE LA COMMUNE D'AURAY

La Ville d'Auray s'engage à fournir un apport financier, humain, logistique, et un soutien dans la diffusion de l'information nécessaires au bon déroulé de la manifestation.
Les éléments liés à la logistique sont précisés dans l'annexe 2.

4 - 1 Conditions de détermination de la contribution financière

La Ville d'Auray s'engage à soutenir financièrement l'activité de l'Association en 2025 par le biais d'une subvention sous réserve :

- du dépôt d'un dossier, chaque année, qui devra proposer et détailler une ou plusieurs actions en rapport avec les statuts de l'association, et dans le cadre du partenariat culturel défendu par la présente convention.

- de l'inscription des crédits lors du vote du budget dans le respect de la règle de l'annualité budgétaire. L'Association pourra prétendre à une subvention de projet(s) annuelle.

En cas de non respect de la dite convention, la Ville se réserve le droit de réclamer un reversement partiel ou intégral de la subvention.

Le versement sera effectué en une seule fois, en juillet 2025, après réception du dossier, étude du bilan de « le collectif Klam » de l'année N-1 et du vote du Conseil Municipal du 6 mai 2025.

4 – 2 Conditions administratives

La Ville d'Auray s'assurera d'une manière générale de rassembler tous les éléments nécessaires liés à ses apports dans l'organisation de la manifestation.

En qualité d'employeur, la Ville d'Auray assumera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises de son personnel détaché dans le cadre de la manifestation. Il en fournira les justificatifs, si **« le collectif Klam »** le lui demande.

En qualité de partenaire, la Ville d'Auray assumera seule la responsabilité des engagements qu'elle souscrit à l'égard des tiers dans le cadre de la manifestation.

4 – 3 Conditions techniques et Logistique

La Ville d'Auray s'engage à fournir le soutien matériel et technique pour lequel il s'est engagé en annexe 2 en accord avec le service technique de « le collectif Klam ».

Cette mise à disposition est valorisée dans les budgets de production.

4 – 4 Mise à disposition de lieux

La Ville d'Auray s'assurera de la mise à disposition gracieuse de « le collectif Klam » des lieux de représentation, et d'autres lieux nécessaires au bon déroulement de la manifestation, précisés en annexe 1 et 2. Il assurera le service général des sites dont il a la responsabilité.

4 – 5 Mise à disposition de personnel

Les personnels des services techniques et de l'administration pourront être sollicités comme précisé dans les annexes 1 et 2 de juin à juillet 2025 et entre novembre 2025 et décembre 2025. cette mise à disposition est valorisée dans les budgets.

-6 Publicité, promotion & communication

La Ville d'Auray s'engage à respecter l'esprit général de la documentation fournie par « le collectif Klam »

La Ville d'Auray s'engage à mentionner « le collectif Klam » pour toute communication relative à cet évènement en respectant les mentions suivantes :

« Les Apéros Klam, festival du Collectif Klam »

La Ville d'Auray s'engage à soutenir la campagne de communication organisée autour de la manifestation en relayant l'information auprès de ses réseaux locaux (annexe 2).

Article 5 - DÉBIT DE BOISSONS, RESTAURATION PUBLIQUE

Une buvette légère sera mise en place par « le collectif Klam » pour l'accueil du public lors de chaque événement. La petite restauration sera prise en charge par une association de la commune.

« Le collectif Klam » sollicite auprès de la Ville de Auray l'autorisation d'ouverture de buvette pour chaque événement programmé sur la durée de la présente convention.

Article 6 - ASSURANCES

« Le collectif Klam » déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'organisation de la manifestation.

Nom du courtier de Klam Records : Groupama. Agence d'Elven, contrat : 560531269510000

La commune de Auray déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à la mise à disposition du matériel et des lieux en ordre de marche dans le cadre de la manifestation.

Nom du courtier de la commune de AURAY : SMALC (indemnistrations@smacl.fr).
Numéro d'assuré de la commune de Auray : N° 42164

Article 7 – ASSURANCES ANNULATION DU CONTRAT

La présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.
Toute annulation du fait de l'une des deux parties et après épuisement de toutes les solutions amiables, entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre, d'une part une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière et d'autre part le remboursement des avances consenties le cas échéant.

Article 8 - LITIGES ÉVENTUELS

Tout litige concernant l'exécution du présent contrat ou son interprétation, et non résolu à l'amiable ou par arbitrage sera du ressort exclusif du tribunal administratif de Rennes.

Article 9 – DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION

La dissolution de l'association met automatiquement fin aux engagements respectifs des parties.

Toutefois, une dissolution ne saurait dégager l'association des obligations contractées antérieurement, notamment des dettes existantes ou générées au moment de la dissolution.

La convention sera alors immédiatement privée d'effet pour l'avenir, sans que la Ville soit tenue de reprendre à son compte les engagements éventuels contractés par l'association à l'égard des tiers, avant la dissolution.

La part de subvention municipale perçue par l'association non utilisée, fera l'objet d'un reversement à la Ville dès la décision de dissolution.

Article 10 – ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font respectivement élection de domicile.

La Ville d'AURAY : Hôtel de Ville, 100 place de la République 56400 AURAY
L'association : Collectif Klam (association Klam Records), 5 rue Georges Cadoudal, 56400 Pluneret

Fait à Auray, le 7 mai 2025

Pour la Ville d'Auray

Claire MASSON

Maire d'Auray

Pour l'association Le Collectif Klam

Jean - Jacques PERRIN
Président

ANNEXE 1 : CALENDRIER DE PROGRAMMATION

Ci JOINT le calendrier du festival « les Apéros Klam » à la date de la signature.

Voici la programmation (prévisionnelle) pour les Apéros Klam d'Auray les :

- mercredi 4 juin 2025
- mercredi 2 juillet 2025
- mercredi 23 juillet 2025
- La date de l'apéro d'hiver sera communiqué avant le mois de juin 2025 en lien avec les services municipaux compétents

ANNEXE 2 : BESOINS LOGISTIQUES

1. Mise à disposition de lieux

La commune accepte de mettre à la disposition gracieuse du « collectif Klam » les espaces suivants, dont elle est propriétaire et gestionnaire les jours de concerts concernés.

- Lieu des concerts : Parvis de l'Espace Athéna, place du Gohlerez à Auray
- Lieu de repli : Salle de spectacle de l'Espace Athéna (en fonction de la disponibilité)
- Lieu de stockage : Sur le parvis de l'Espace Athéna, rangement du matériel fourni après la manifestation (chaises …).

« Le collectif Klam » ne pourra ni prêter, ni sous-louer, en tout ou en partie, des locaux mis à disposition, sous aucun prétexte, même provisoirement ou à titre gracieux, hormis pour les besoins de son activité.

« Le collectif klam » s'engage à respecter les locaux.

« Le collectif klam » s'engage à prendre toutes les assurances nécessaires couvrant la responsabilité qu'elle encourt du fait de l'occupation temporaire des locaux.

2. Demandes d'intervention contraintes voirie

La commune s'assurera de l'approvisionnement électrique sur les lieux du concert et d'un approvisionnement en eau et de sanitaires à proximité du site du concert.

La commune de Auray s'engage à fournir le matériel défini ci-dessous, suite à une validation avec **le « collectif Klam »**, dans le dossier technique les jours de concert concernés.

3. Demandes de matériels

- 20 Ganivelles (sécurisation de la scène) et 2 ganivelles pour l'affichage d'une bâche publicitaire qui restera affichée pendant toute la durée de la manifestation.
- 15 Tables en bois et tréteaux.
- 150 chaises, qui seront utilisées en extérieur.
- 2 rallonges électriques de 30 mètres.
- Un coffret électrique sécurisé à proximité de la scène.
- 10 lestes béton
- Un accès à l'eau potable (proximité du lieu de concert)
- Un podium de 6X4 m (6m de cour à jardin et 4m de profondeur)
- Un emplacement et autorisation d'affichage de bâvhes publicitaires pour le festival

Le matériel dont ne dispose pas l**a Commune de** Auray sont à la charge de **Klam Records.**
Tout le matériel requis devra être livré par les services techniques sur les lieux de représentation pour 14h jour de la représentation.

Le « collectif Klam » s'engage à sécuriser les lieux à la fin de la représentation en utilisant des cadenas, des chaînes, etc. fournis par la commune.

4. Mise à disposition de personnel

La commune de Auray s'engage, dans la mesure de ses moyens, à mettre à disposition du personnel pour répondre aux besoins du planning qui sera établi en accord avec le « collectif Klam ».

Besoins en personnel en amonts des manifestations :

- Mise en place des ganivelles pour la communication au plus tard le 1er juin 2024
- Relation avec le service Vie Associative, le service Communication de la Ville, le pôle communication de la Direction Cultures et Droits Culturels pour la préparation du festival.

Besoins en personnel les jours de concert :

Pour chaque concert, RDV **sur le site concerné à 14h00 :**

- Services techniques pour l'approvisionnement en matériel et la vérification des lieux en état de marche.
- Installation électrique en état de marche les jours de concert de 14h00 à 23h00.
- Mise en fonctionnement des lieux : ouverture de la salle de repli à 14h00 chaque jour de manifestation **(sous réserve de la disponibilté de la salle).**
- Nettoyage et entretien du site : assuré par les services de la commune.
- Parking : parkings publics.
- Évacuation / déchets : conteneurs publics par le collectif Klam.
- **Le montage de la scène débutera au plus tard à 14h** *(selon échanges avec le régisseur du festival)* **et devra être montée et prête pour l'installation technique à 15h au plus tard.**

5. Communication et relations avec le public

La commune de Auray, dans la mesure de ses moyens, s'engage à collaborer avec **« Le collectif Klam »**, pour favoriser une campagne de communication optimale autour des Apéros Klam 2025. Elle veillera à faciliter sur son territoire toutes les démarches de relations avec le public (contacts avec les associations, établissements scolaires, etc.).

Le collectif Klam imprimera et diffusera : 7500 livrets (commerces, particuliers, événements et lieux culturels, office du tourisme...) 250 Affiches (territoire de la communauté de communes d'Auray).

Le collectif Klam assurera la promotion de l'événement dans la presse et les réseaux d'affichage. **Le collectif Klam** fournira également les éléments nécessaires à la rédaction de pages spécifiques dans le bulletin municipal et le site Internet de la ville.

La commune de Auray diffusera : 150 livrets et 60 affiches

Le collectif Klam imprimera ces différents supports de communication et les fournira à la commune qui procédera à leur répartition et leur diffusion.

La commune de Auray les diffusera selon les modalités qu'elle a choisies, parmi lesquelles :

- Distribution (Lieux touristiques, Mairie, Accueil de Loisirs....).
- Service d'affichage municipal

6. contacts

Contacts services municipaux référent de la Mairie de Auray:

Portable technique astreinte : Celui de l'agent d'Athéna qui sera d'astreinte ou de la vie associative : 06 80 18 62 77

Adresse mail services techniques : vie.associative@ville-auray.fr ou ateliers.municipaux@ville-auray.fr

Contact Technique Collectif Klam : Enora MAILLOT - 06.44.74.61.98 - regie@klam-records.org

Fait à AURAY,le 7 mai 2025

Pour la Ville d'AURAY,

Claire MASSON,
Maire

Pour l'association Le Collectif Klam
Jean – Jacques PERRIN, Président

Date et signatures, *Faire précéder les signatures de la mention manuscrite « lu et approuvé ».*

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025
Compte-rendu affiché le 07/05/2025
Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

44- DCDC - <u>AIDE A LA PRATIQUE ARTISTIQUE, CULTURELLE ET DE LOISIRS : VERSEMENT DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES ET DE LOISIRS DANS LE CADRE DU DISPOSITIF CULTURE AN ALRE</u>

Monsieur Jean-François GUILLEMET, 3ème adjoint, expose à l'assemblée :

Le dispositif « Culture an Alre » permet à tout alréen âgé de plus de 3 ans d'obtenir un soutien financier de la Ville en fonction de son niveau de revenu (coefficient CAF inférieur à 914).

Ce dispositif concerne les activités artistiques ou culturelles (musique, théâtre, danse, arts visuels…) qui devront respecter les conditions suivantes :
- être régulières et à l'année,
- être proposées par une association loi 1901 et encadrées par du personnel formé,
- intégrer un apprentissage avec une dimension collective,
- se dérouler sur le territoire alréen.

Une seule activité (parmi sport, art et culture) sera prise en compte par an et par personne.

En milieu d'année, 11 dossiers émanant de 2 associations ont été retenus pour un montant global de 616 € (pour mémoire à la même période en 2024, 909 €).

Parmi les 9 dossiers de la MAL, 7 dossiers ont été redirigés vers Sport an Alre. S'agissant de Répercussion, 1 dossier a été rejeté car le QF du demandeur était supérieur à 914.

ASSOCIATIONS	NOMBRE DE DOSSIERS DÉPOSÉS	NOMBRE DE DOSSIERS RECEVABLES	MONTANT
Association MAISON D'ANIMATION ET DES LOISIRS	9	2 (7 ont été redirigés sur Sport an Alre)	485 €
RÉPERCUSSION	2	1	131 €
TOTAL	**11**	**3**	**616 €**

Pour mémoire, le budget alloué à Culture an Alre sur l’exercice budgétaire 2025 est de 5.000,00 €.

Vu l’avis favorable à l’unanimité de la commission cultures du 22/04/2025,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **PREND CONNAISSANCE** du tableau de propositions de versement de subventions aux associations culturelles et de loisirs dans le cadre de l’aide à la pratique artistique ou culturelle « Culture An Alre ».

- **APPROUVE** le versement des subventions dans le cadre du dispositif « Culture An Alre ».

- **AUTORISE** Madame le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à l’application de la présente délibération.

Envoyé à la Sous-Préfecture le
Compte-rendu affiché le
Reçu par la Sous-Préfecture le

45- DGS - <u>ADHÉSION AU GROUPEMENT DE COMMANDES DE FOURNITURE ET DE POSE DE SIGNALÉTIQUE PATRIMONIALE ET TOURISTIQUE AVEC LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE</u>

Monsieur Jean-François GUILLEMET, 3ème adjoint, expose à l'assemblée :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L. 2113-6 et L. 2213-7,

Vu le schéma directeur du tourisme de la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique qui contribue à l'amélioration de la qualité d'accueil et de l'expérience des visiteurs,

Vu la candidature au label Pays d'Art et d'Histoire qui vise à sensibiliser les habitants à la qualité du patrimoine, de l'architecture et du cadre de vie,

Vu l'enjeu de l'appropriation, par les habitants, de la candidature UNESCO des mégalithes de Carnac et des rives sud du Morbihan et de la valeur universelle du bien,

Considérant

- Le souhait de travailler à la mise en cohérence de la signalétique patrimoniale et touristique face au constat de nombreuses initiatives disparates ;

- Le besoin de donner une visibilité au territoire d'AQTA auprès des habitants et des visiteurs en améliorant la qualité de l'accueil, en organisant la gestion des flux, en renforçant la visibilité et la connaissance du patrimoine tout en favorisant l'accès au patrimoine à tous les publics ;

- Le besoin de faciliter les projets de développement harmonieux de la signalétique par un accompagnement des communes.

Considérant que dans ce cadre il est apparu opportun de créer un groupement de commandes de fourniture et de pose de signalétique interprétative sur le territoire d'AQTA.

La Communauté de communes est désignée coordonnateur du groupement et aura la qualité de pouvoir adjudicateur.

La Ville d'Auray souhaite ainsi adhérer audit groupement de commandes et s'engage à respecter les engagements définis dans la convention ci-jointe.

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour),

4 absent(s) n'ayant pas donné procuration :
Monsieur NICOL, Madame HAREL, Madame HERVIO, Monsieur MAHE

Le conseil municipal :

- **DÉCIDE** d'approuver l'adhésion de la ville d'Auray au groupement de commandes de fourniture et de pose de signalétique interprétative avec la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique et ses communes membres ;

- **DÉCIDE** d'approuver la convention constitutive dudit groupement de commandes définissant les conditions de déploiement de la signalétique interprétative pour 4 ans ;

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer la convention de groupement de commandes ainsi que tout document y afférent.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/05/2025 Compte-rendu affiché le 07/05/2025 Reçu par la Sous-Préfecture le 15/05/2025

QUESTIONS DIVERSES

Chapelle Sainte-Hélène

Françoise NAEL

Nous avions deux questions dont une question sur la chapelle Sainte Hélène. Lors du dernier Conseil Municipal, vous nous aviez dit qu'elle devrait rouvrir au public assez rapidement. Le dernier Conseil Municipal a eu lieu il y a 2 mois et demi. La chapelle est toujours fermée. Pouvez-vous nous en dire un peu plus ?

Claire MASSON

Le diagnostic de Madame Devernay qui est notre architecte du patrimoine et qui suit la chapelle Sainte Hélène n'a pas pu être finalisé en raison de l'inaccessibilité de la charpente de la chapelle. Au départ une accessibilité via les parties communes était prévue avec le groupe CIR. Ça semble un peu compliqué et l'Architecte des Bâtiments de France a souhaité que l'on change cela et que l'on puisse accéder par la chapelle. Nous avons des travaux nécessaires et c'est à l'étude. D'un point de vue électrique, nous attendions que le groupe CIR ait fini ses poses de réseaux et d'exécuter ses ouvrages parce qu'on a besoin de l'électricité pour ouvrir la chapelle. Le maintien du chauffage est à l'étude. C'est vrai qu'il va être temps de rouvrir pour aérer parce qu'on a des risques de dégâts et de moisissures sur les parties boisées. C'est ça qui nous inquiète nous aussi. Nous avons d'ailleurs revu les Amis de la Chapelle et normalement on devrait pouvoir faire les travaux sur l'électricité et rouvrir nous l'espérons dans le mois qui vient.

Françoise NAEL

Et du coup vous avez pu sortir les objets protégés ?

Claire MASSON

Les objets protégés c'est surtout ce qui est en bois le long des murs, ce serait compliqué de les démonter. Ils sont restés sur place. C'est toutes les boiseries intérieures qui sont protégées.

Françoise NAEL

Il n'y a pas encore de calendrier?

Claire MASSON

Nous avons un petit travail de sécurisation des sols, c'est toujours en cours de diagnostic et d'avancée. C'est un petit peu long, je l'admets.

Entretien du cimetière

Françoise NAEL

Concernant l'entretien du cimetière, nous avons été interpellés par plusieurs alréens à ce sujet. Pourriez-vous nous faire un point sur le processus, le calendrier de la végétalisation? En effet il y a des allées qui sont bien végétalisées, d'autres qui sont toujours en gravillon, d'autres on hésite entre la végétalisation et les herbes folles ou les mauvaises herbes. On nous a remonté le fait qu'il y avait aussi pas mal de canettes, de choses à traîner et donc il y a deux toilettes publiques dont un toilette qui est fermé et l'autre qui visiblement est en mauvais état ou en tous cas pas très accueillant.

Edouard LASBLEY

La phase 2 de la végétalisation va commencer à l'automne. En ce moment c'est le gazon qui a été mis sur la phase 1 et qui s'implante bien. La phase 2 ça sera 1800 m² de végétalisation en plus. Le cheminement est bien et ça continue jusqu'à la phase 3 en 2026. Pour les toilettes, elles sont nettoyées tous les jours. Pour les canettes ça serait si simple si les gens jetaient leurs canettes dans la poubelle. On étudie la possibilité de toilettes au skatepark, ce qui pourrait soulager ceux du cimetière.

Claire MASSON

Voici quelques chiffres supplémentaires : en phase 1 : 1000 m² de débitumisation et 2200 m² d'engazonnement, 50 m² de création de massif, 5 arbres plantés. En phase 2 : 1 800 m² de végétalisation supplémentaires avec des assises pour les personnes à mobilité réduite, des massifs arbustifs le long des murs et dans les impasses et les petites allées. Phase 3 1 500 m² d'allées engazonnées supplémentaires sur les carrés proches des entrée. On est en tombe par mulching avec 8 à 10 tontes dans l'année, une fréquence adaptée selon les saisons, avec un choix de variété de gazon qui résiste bien au piétinement.

Circulation quartier gare

Benoît GUYOT

La première question est liée au problème de circulation à la gare et la création du collectif de citoyens de la gare avec qui apparemment les relations sont compliquées. Je me demandais si éventuellement il serait possible d'inviter des membres de ce collectif lors de réunions techniques entre vous et la SNCF? Peut-être qu'il y aurait une meilleure compréhension et qu'on ne partirait pas dans la l'agressivité permanente ?

Pierre LE SCOUARNEC

Le PEM est un sujet au long cours. Je pense que ce qui a déclenché la réactivation de ce collectif c'est un accident très malheureux qui a suscité beaucoup d'émotions. Moi je pense qu'il y a vraiment des problèmes d'incivilité. J'y étais encore cet après-midi. On n'a jamais dit le contraire. C'est un souci qui existe devant toutes les gares. Il faut savoir que dans ce collectif il y a des personnes qu'on a vu un nombre incalculable de fois à des réunions avec des techniciens également et qui étaient invités à des réunions de concertation. Le défaut de communication j'ai du mal à l'entendre, mais je pense qu'il est le fait de l'émotion notamment. Après sur le sujet du PEM, on est sur un sujet qui concerne un nombre important de mobilités : des personnes à mobilité réduite, des personnes en voiture, des personnes en bus, des bus de la Région, des bus d'AQTA... On est sur du foncier AQTA, Villes d'Auray et de Brech, de la Région et de la SNCF. Les acteurs eux-mêmes de ces différentes collectivités sont nombreuses autour de la table. On a parfois réussi à réunir des usagers, mais à un moment on ne peut pas non plus élargir à un nombre incalculable de personnes mais on reste ouvert. On a répondu au collectif Gare à Nous. Il y a des personnes qui sont dans le groupe mobilité et aussi dans le collectif et qui ont été à tous les rendez-vous des groupes de travail depuis le début. Après je comprends leur impatience. Il y a des choses qui sont menées. Demain, on a encore une réunion avec Brech. Il y a un nombre important d'interlocuteurs. Ça ne veut pas dire qu'on les met de côté, on les entend. Cet après-midi j'étais avec les taxis, la semaine dernière avec les VTC. C'est un grand nombre d'acteurs qu'il faut consulter. Le dialogue reste ouvert. Je pense, mais ça c'est un propos personnel, qu'il faut garder une certaine retenue dans la forme de la communication. J'ai pu lire des choses qui étaient un peu trop agressives, mais je pense que c'est le fait de l'émotion et j'espère que ça va redescendre un peu.

Places handicapées devant le restaurant la Popote

Benoît GUYOT

Ma seconde question concerne les places handicapées devant la Popote. Apparemment les traces ne sont plus visibles. Je vous avais envoyé un mail Monsieur Kergosien. On ne voit plus les traces pour les places de parking réservées aux personnes handicapées. Est-ce qu'il serait possible de clarifier les choses parce que même la police municipale ne semble pas trop sûre d'elle à ce niveau-là ?

Pierre-Yves CYFFERS

Effectivement, s'il y a une problématique de traces, il faut aller voir. Pour information, on est en train de réfléchir si on ne peut pas rassembler les places PMR, pour qu'elles soient un peu plus visibles plutôt que de les répartir sur la Plaine. Il y a une réflexion mais qui ne répond pas à la question que vous avez de l'immédiateté. Effectivement il faut qu'on puisse les voir maintenant.

Rue de la Paix - sens unique

Mathieu SAMSON

Par voie de presse, vous faites savoir que vous avez entendu le voisinage de la gare, donc dans ce cas quand allez-vous mettre la rue de la Paix en sens unique afin de sécuriser rapidement et simplement la vie du quartier des voyageurs ?

Claire MASSON

Concernant la rue de la Paix en sens unique, je ne sais pas si vous lesavez mais Brech a décidé de le faire sur la partie Brechoise pour la rue Francis Le Hellec. Il va bien falloir qu'on le fasse aussi mais personnellement je n'y suis pas très favorable. Je ne pense pas que ça va sécuriser grand chose au niveau de la gare. Je pense surtout que ça va insécuriser les rues qui vont servir à remplacer la rue de la Paix. Il y a un risque en particulier sur la rue Jean Marca. Il va sans doute falloir que l'on réfléchisse à un sens unique rue Jean Marca parce que sinon c'est cette rue là qui va remplacer le fonctionnement de la rue de la Paix et là ça va devenir dangereux pour les riverains de la rue Marca. Ce sont des choses qui se font avec beaucoup de réflexion parce qu'il faut passer à une échelle un peu au-dessus et regarder le quartier de beaucoup plus haut pour voir quelles sont les conséquences d'un sens unique. Il y en a forcément. Les gens essaieront forcément de passer par les rues qui ne seront pas mises en sens unique, enfin qui le permettront et la rue Marca comme la rue Charles de Blois vont être beaucoup plus utilisées. Donc est-ce que c'est bénéfique, est-ce que c'est gérable? Sur la rue Charles de Blois c'est peut-être plus facile même si c'est une rue qui n'a pas de pistes cyclables et pas de très grands trottoirs. Ce n'est pas idéal qu'on envoie tout le monde là. Sur la rue Marca cela va poser beaucoup de questions. Nous étudions ce problème en ce moment et c'est vrai que nous sommes assez mitigés sur la situation pour la rue Marca. Est-ce qu'il serait bien de la mettre en sens unique dans le sens sortant de la gare pour tous les gens qui viennent du rond-point, de Toulchignanet où il y a Pleine Campagne, etc... ? Il va bien falloir que ces gens arrivent à accéder par la gare, par une autre voie. Et quelles conséquences ça a sur le flux? Je pense vraiment qu'il faut se méfier. On n'a jamais eu d'accident sur la rue Francis le Hellec et la rue de la Paix mais c'est vrai que ce n'est pas pratique du tout, c'est trop étroit, il n'y a pas de piste cyclable mais la rue Marca n'est vraiment pas mieux. On va d'abord voir s'il faut pas aussi changer les sens de ces rues. Ce qui est prévu sur Brech et sur Auray sur ces rues, c'est l'enfouissement des réseaux pour permettre dans la foulée de reprendre des trottoirs, des pistes ou des bandes cyclables. On souhaite qu'il y ait une place pour les cyclistes. Je ne sais pas si c'est prévu à Brech, je n'en suis pas sûre actuellement mais je pense qu'il faut prévoir pour tous les autres modes de déplacement dont les bus.

Pierre LE SCOUARNEC

Il s'agit de la 3ème gare l'été en Bretagne. Il y a quand même plus d'1 million de passagers. J'entends que les riverains aient des attentes, mais il faut dézoomer, il faut avoir une vue plus large et même mordre sur Brech. C'est pour ça qu'on est sur un périmètre de 700 m autour de la gare. Ce serait amateur de dire qu'on passe la rue de la Paix en sens unique. On sait que les sens uniques font augmenter la vitesse. Or la demande de ces riverains est de faire baisser la vitesse. Le fait d'avoir 2 véhicules en 2 sens fait baisser la vitesse. Cela s'étudie aussi. Il faut des spécialistes et d'ailleurs on voit demain un spécialiste de Gares et Connexions sur les flux pour s'aider de leur expertise. Je pense que les riverains ne sont qu'une donnée du problème surtout dans un secteur comme celui-là.

Claire MASSON

Il ne faut pas que les riverains d'une rue aient une demande qui impacte les autres rues de façon encore pire. Il faut vraiment bien mesurer l'intérêt individuel. La somme des intérêts individuels ce n'est pas l'intérêt collectif, surtout sur une gare. Il y a des choses qui personnellement me déçoivent sur l'aménagement au niveau de la place des cyclistes, sur le parvis ou au niveau des déposes minutes. Nous avons demandé des modifications à plusieurs reprises. Comme les travaux étaient récents, on nous a dit d'attendre de voir si ça se gère et de faire des adaptations mineures pour l'instant. Là je pense qu'on va passer à des adaptations moins mineures dans l'avenir parce qu'il va peut-être falloir casser quelques bordures, quelques trottoirs et effectivement c'est pour ça que nous rencontrons ensemble la Région, Gare et Connexion, AQTA et Brech. On a fait des adaptations mineures qui ne fonctionnent pas malheureusement.

A 21h20, l'ordre du jour étant épuisé et aucune autre question n'étant posée, Madame le Maire lève la séance.

Signature des Présents en séance

Madame MASSON:

Monsieur KERGOSIEN :

Madame LE CROM :

Monsieur GUILLEMET :

Madame PARENT MER : absente - procuration à Pierre Yves CYFFERS

Madame DEVINGT :

Monsieur LE ROL:

Madame DUBOIS : absente - procuration à Claire MASSON

Monsieur BASTIDE :

Madame SIMON: absent - procuration à Jean Baptiste LE GUENNEC

Madame SPILBAUER : absente - procuration à Juliette EME

Madame GUEMY : absente - procuration à Pierre LE SCOUARNEC

Monsieur SAUVAGEOT :

Monsieur NICOL :

Monsieur RENAULT :

Monsieur LASBLEY :

Monsieur LE SCOUARNEC :

Madame FERNANDEZ :

Madame HAREL :

Madame AGENEAU : absente - procuration à Stéphane RENAULT

Monsieur LE GUENNEC :

Madame CLAR : absente - procuration à Myriam DEVINGT

Monsieur CYFFERS :

Madame EME :

Monsieur SAMSON :

Monsieur MAHEO : absent - procuration Françoise NAEL

Madame QUILLAY :

Madame NAEL:

Monsieur VERGNE :

Madame HERVIO:

Monsieur GUYOT :

Monsieur MAHÉ :

Monsieur KERLAU
